

# BROCHURE PRATIQUE 2014

---

DÉCLARATION DES REVENUS 2013

#### PRINCIPALES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LA BROCHURE

CGI	Code général des impôts
BOI	Bulletin officiel des finances publiques - impôts
PF	Précis de fiscalité
IR	Impôt sur le revenu
RI	Réduction d'impôt
2042 K	La déclaration n° 2042 K préremplie
2042	La déclaration n° 2042
2042 QE	La déclaration n° 2042 QE
2042 C	La déclaration n° 2042 C
2042 C PRO	La déclaration n° 2042 C PRO
2042 IOM	La déclaration n° 2042 IOM
2044	La déclaration n° 2044
2044 spéciale	La déclaration n° 2044 spéciale

Ce document ne se substitue pas à la documentation officielle de l'administration.  
Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à votre centre des finances publiques.  
Pour obtenir des renseignements et calculer votre impôt, vous pouvez également  
consulter le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ou le centre impôts service 0810 46 76 87 (coût d'un appel local).

# SOMMAIRE

<b>LES DÉCLARATIONS 2042</b>	5
<b>LES PRINCIPALES NOUVEAUTÉS</b>	31

<b>AIDE-MÉMOIRE</b>	35
---------------------	----

## LA DÉCLARATION DES REVENUS 2013

Qui doit souscrire une déclaration de revenus ?	49
– Personnes domiciliées en France	49
– Personnes non domiciliées en France	49
Quelle déclaration souscrire ?	52
Une déclaration par foyer fiscal	52
Comment souscrire cette déclaration	53
Vos services en ligne sur impots.gouv.fr	53
La première page de la 2042	55
Contribution à l'audiovisuel public	56

## SITUATION DU FOYER

Situation personnelle	57
Mariage, Pacs, divorce, décès en 2013	57
Situations ouvrant droit à une demi-part supplémentaire	59
– Célibataires, divorcés, veufs vivant seuls	59
– Titulaires d'une carte ou d'une pension d'invalidité ou de la carte du combattant	60
Vous vivez seul avec des personnes à votre charge	61
Vos enfants	61
– Célibataires à charge	62
– Célibataires majeurs	63
– Mariés ou pacsés	64
– Mariage en 2013 d'enfants majeurs	64
Les personnes invalides vivant avec vous	65

## TRAITEMENTS ET SALAIRES

Revenus à déclarer	68
Rémunérations particulières	69
Revenus accessoires, indemnités et allocations diverses	72
Sommes perçues en fin d'activité	73
Allocations perçues en cas de chômage ou de préretraite	77
Salariés détachés à l'étranger	78
Impatriés	79
Régimes spéciaux	80
Total des salaires	81
Indemnités pour frais professionnels	82
Avantages en nature	83
Autres revenus imposables	85

Heures supplémentaires exonérées	85
Déduction des frais professionnels	87
– Déduction forfaitaire de 10 %	87
– Déduction des frais réels justifiés	87
Prime pour l'emploi	91
Revenu de solidarité active (RSA)	96
Actionnariat salarié	96
– Options sur titres et attribution d'actions gratuites	96
– Carried-interest	97
Salaires exonérés	98

## PENSIONS ET RENTES VIAGÈRES

Pensions, retraites et rentes	99
Rentes viagères à titre onéreux	102

## REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS

Revenus soumis à un prélèvement forfaitaire	103
– Prélèvement forfaitaire non libératoire	103
– Prélèvement forfaitaire libératoire	104
Revenus soumis à l'impôt sur le revenu	106
– Revenus ouvrant droit à l'abattement de 40 %	106
– Produits des contrats d'assurance-vie	107
– Revenus n'ouvrant pas droit à abattement	108
– Revenus déjà soumis aux prélèvements sociaux	110
– Frais venant en déduction	110
– Déficits, crédits d'impôt, impatriés	111

## PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS

Gains de cession de valeurs mobilières et droits sociaux	115
Abattement pour durée de détention	116
Abattement pour durée de détention en cas de départ à la retraite d'un dirigeant de PME	118
Profits réalisés sur les marchés financiers à terme	119
Pertes	119
Autres gains	120
– Gains imposables	120
– Gains exonérés	120
– Plus-values des non-résidents	121
Report et sursis d'imposition	122
Transfert du domicile fiscal hors de France	125
Options de souscription ou d'achat d'actions	127
Attribution d'actions gratuites	129
Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise	130
Plus-values immobilières	131

## REVENUS FONCIERS

Micro foncier .....	133
Primes d'assurance pour loyers impayés .....	134
Crédit d'impôt taxe additionnelle au droit de bail .....	135
Dispositifs Robien ou Borloo neuf .....	135
Taxe sur les loyers élevés des logements de petite surface .....	136

## REVENUS DES PROFESSIONS NON SALARIÉES

Régime de l'auto-entrepreneur .....	138
Revenus agricoles .....	140
Revenus industriels et commerciaux professionnels .....	142
Locations meublées non professionnelles .....	147
Autres revenus industriels et commerciaux non professionnels .....	148
Revenus non commerciaux professionnels .....	149
Revenus non commerciaux non professionnels .....	152
Revenus à imposer aux prélèvements sociaux .....	154
Prime pour l'emploi .....	155

## CHARGES À DÉDUIRE DU REVENU GLOBAL

CSG déductible .....	157
Pensions alimentaires .....	158
Déductions diverses .....	161
Épargne retraite .....	162
Frais d'accueil .....	166
Dépenses des nus-propriétaires .....	167
Déficits des années antérieures .....	168

## RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT DE LA 2042

Dons à des organismes établis en France .....	169
Cotisations syndicales .....	172
Frais de scolarité .....	173
Frais de garde des jeunes enfants .....	173
Emploi d'un salarié à domicile .....	174
Dépenses d'accueil des personnes dépendantes .....	177
Primes de rente survie .....	178
Intérêts d'emprunts pour l'acquisition de l'habitation principale .....	178

## CRÉDIT D'IMPÔT DE LA 2042 QE

Dépenses en faveur de la qualité environnementale de l'habitation principale .....	183
--	-----

## RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT DE LA 2042 C

Prestation compensatoire .....	193
Intérêts des prêts étudiants .....	195
Dons à des organismes européens .....	196
Investissements immobiliers .....	
– Investissements locatifs "loi Duflot" .....	197
– Investissements locatifs "loi Scellier" .....	203
– Location meublée non professionnelle .....	213
– Secteur du tourisme .....	216
– Résidence hôtelière à vocation sociale .....	218
– Restauration immobilière "loi Malraux" .....	219
Dépenses d'équipement de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes .....	222

Dépenses dans les logements donnés en location .....	
– Qualité environnementale .....	224
– Prévention des risques technologiques .....	225
Conservation d'objets classés monuments historiques .....	226
Protection du patrimoine naturel .....	226
Investissements forestiers .....	227
Défense des forêts contre l'incendie .....	230
Souscription au capital: .....	
– des petites entreprises en phase de démarrage ou d'expansion et des PME non cotées .....	230
– des FCPI .....	234
– des FIP, FIP Corse et FIP outre-mer .....	235
Souscription au capital de sofica .....	237
Intérêts d'emprunt pour reprise d'une société .....	237
Intérêts pour paiement différé accordé aux agriculteurs .....	238
Aide aux créateurs et repreneurs d'entreprise .....	239

## RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT DE LA 2042 C PRO

Frais de comptabilité et d'adhésion CGA ou AA .....	241
Mécénat des entreprises .....	241
Acquisition de biens culturels .....	243
Compétitivité, emploi .....	243
Crédit d'impôt recherche .....	244
Investissement en Corse .....	245
Autres crédits d'impôt en faveur des entreprises .....	246
Versements des auto-entrepreneurs .....	249

## RÉDUCTIONS D'IMPÔT DE LA 2042 IOM

Investissements dans le logement et autres secteurs d'activité .....	251
Investissements dans le logement social .....	255
Investissements dans une entreprise .....	257
Plafonnement des réductions d'impôt pour investissements outre-mer .....	260

## PLAFONNEMENT GLOBAL

## DIVERS REVENUS ET IMPUTATIONS

Divers .....	265
Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus .....	269
Fonctionnaires internationaux .....	270
Conventions internationales .....	271
Taux effectif .....	272
Revenus exceptionnels ou différés .....	273

## IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE ISF

## DÉCLARATION DES REVENUS FONCIERS

## DÉCLARATION DES REVENUS ENCAISSÉS À L'ÉTRANGER

## CALCUL DE L'IMPÔT


## RECouvrement

## FORMULAIRES

## INDEX



2042 K



N°10330 \* 18


DÉCLARATION PRÉREMPLIE

REVENUS 2013

13

Pour vous renseigner, un numéro .....  
ou une adresse internet .....  
ou votre centre des finances publiques.  
Déclarez en ligne ou signez votre déclaration  
et renvoyez-la à cette adresse

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES FINANCES PUBLIQUES

  
Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Date limite de dépôt

Internet

Papier

VOS IDENTIFIANTS POUR DÉCLARER SUR IMPOTS.GOUV.FR

N° FISCAL DÉCLARANT 1	N° FISCAL DÉCLARANT 2	N° TÉLÉDÉCLARANT

REVENU FISCAL DE RÉFÉRENCE : REPORTEZ-VOUS À VOTRE DERNIER AVIS D'IMPÔT SUR LE REVENU

CHANGEMENT D'ADRESSE EN 2013 ADRESSE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 ET DATE DU DÉMÉNAGEMENT

Adresse

NUMÉRO RUE

CODE POSTAL COMMUNE

Appartement

NUMÉRO ÉTAGE ESCALIER BÂTIMENT RÉSIDENCE NB. PIÈCES

Statut

☐ PROPRIÉTAIRE ☐ LOCATAIRE ☐ COLOCATAIRE ☐ HÉBERGÉ GRATUITEMENT NOM DU PROPRIÉTAIRE

CHANGEMENT D'ADRESSE EN 2014 ADRESSE ACTUELLE ET DATE DU DÉMÉNAGEMENT

Adresse

NUMÉRO RUE

CODE POSTAL COMMUNE

Appartement

NUMÉRO ÉTAGE ESCALIER BÂTIMENT RÉSIDENCE

ÉTAT CIVIL

DÉCLARANT 1

DÉCLARANT 2

Nom de naissance

Prénoms

Date de naissance

Lieu de naissance

Corrigez

DÉPARTEMENT COMMUNE OU PAYS SI NÉ(E) À L'ÉTRANGER

Nom auquel vos courriers seront adressés

Corrigez

CONTRIBUTION À L'AUDIOVISUEL PUBLIC

Si aucune de vos résidences (principale ou secondaire) n'est équipée d'un téléviseur, cochez ► ☐ OÙA

SIGNATURE DU OU DES DÉCLARANTS

À Le

Votre tél. Corrigez

Votre mél

Corrigez

Aucune modification, aucun complément, déclarez par smartphone ►

N° FIP	SERVICES GESTIONNAIRES	DIR	SITUATION ET CHARGES DU FOYER FISCAL	ÉLÉMENTS POUR LA TAXE D'HABITATION

## A I SITUATION DU FOYER FISCAL EN 2013

*Rectifiez si nécessaire dans la case blanche*

Marié(e)s ..... M

Divorcé(e)/séparé(e) ..... D

Pacsé(e)s ..... O

Célibataire ..... C ☐

Veuf(ve) ..... V ☐

## B I PARENT ISOLÉ



### C I PERSONNES À CHARGE EN 2013

Rectifiez si nécessaire dans la case blanche

### Enfants à charge

Nombre d'enfants non mariés de moins de 18 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2013  
ou nés en 2013 ou handicapés quel que soit l'âge..... F

Année de naissance.....

Année de naissance						
--------------------	--	--	--	--	--	--

[illegible]dont enfants titulaires de la carte d'invalidité ..... G 

--	--

Année de naissance.....

### Enfants à charge en résidence alternée

Nombre d'enfants non mariés de moins de 18 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2013  
ou nés en 2013 ou handicapés quel que soit l'âge..... H

Année de naissance.....

--	--	--	--	--	--	--

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	52
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----

dont enfants titulaires de la carte d'invalidité .....

Année de naissance.....

*Nom et adresse de l'autre parent*

### Personnes invalides à charge, vivant sous votre toit

Nombre de titulaires de la carte d'invalidité d'au moins 80 % ..... R

Année de naissance.....

Nom, prénom, date et lieu de naissance

\_\_\_\_\_  
Nom, prénom, date et lieu de naissance

## D I RATTACHEMENT EN 2013 D'ENFANTS MAJEURS OU MARIÉS

Nombre d'enfants célibataires (ou veufs ou divorcés) majeurs

sans enfant .....

Nombre d'enfants mariés/pacsés et d'enfants non mariés

Nombre d'enfants nés/mises et d'enfants non nés  
chargés de famille (y compris le conjoint et les enfants)..... N

Nom, prénom

Date et lieu de naissance

Nom, prénom

Date et lieu de naissance

## E I RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

**F I COORDONNÉES BANCAIRES** utilisées pour le versement de la prime pour l'emploi ou des crédits d'impôt. Si ces coordonnées sont inexactes, joignez obligatoirement un RIB.

BIC  IBAN

## VOS REVENUS CONNUS

**1 I TRAITEMENTS, SALAIRES, PRIME POUR L'EMPLOI, PENSIONS, RENTES** Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
<b>68</b> TRAITEMENTS, SALAIRES				
Revenus d'activité connus				
Corrigez si le montant est inexact	1AJ	1BJ	1CJ	1DJ
<b>85</b> Autres revenus imposables connus préretraite, chômage				
Corrigez si le montant est inexact	1AP	1BP	1CP	1DP
<b>87</b> Frais réels liste détaillée sur papier libre	1AK	1BK	1CK	1DK
Demandeur d'emploi de plus d'un an	1AI COCHEZ	1BI COCHEZ	1CI COCHEZ	1DI COCHEZ
<b>85</b> Heures supplémentaires exonérées effectuées en 2012, payées en 2013 : revenus connus				
Corrigez si le montant est inexact	1AU	1BU	1CU	1DU
<b>91</b> POUR RECEVOIR LA PRIME POUR L'EMPLOI Pour recevoir votre prime, joignez obligatoirement un RIB si vous ne l'avez pas déjà communiqué				
Activité à temps plein exercée toute l'année 2013	1AX COCHEZ	1BX COCHEZ	1CX COCHEZ	1DX COCHEZ
Sinon, nombre d'heures payées dans l'année				
Corrigez si le nombre est inexact	1AV	1BV	1CV	1DV
Y compris heures supplémentaires exonérées				

	FOYER	1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
<b>96</b> REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)			
Montant connu du RSA « complément d'activité »			
Corrigez si le montant est inexact	1BL	1CB	1DQ
<b>99</b> PENSIONS, RETRAITES, RENTES Y COMPRIS PENSIONS ALIMENTAIRES	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	
Total des pensions, retraites, rentes connues			
Corrigez si le montant est inexact	1AS	1BS	1CS
Pensions de retraite en capital taxables à 7,5 %	1AT	1BT	1DS
Pensions alimentaires perçues	1AO	1BO	1CO
<b>102</b> RENTES VIAGÈRES À TITRE ONÉREUX	moins de 50 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans
Total perçu par le foyer par âge d'entrée en jouissance	1AW	1BW	1CW
			à partir de 70 ans
			1DW

**2 I REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS** Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche

<b>104</b>	Produits d'assurance-vie et de capitalisation soumis au prélèvement libératoire de 7,5 %		2DH
	Autres produits de placement soumis à un prélèvement libératoire		2EE
<b>106</b>	REVENUS OUVRANT DROIT À ABATTEMENT ne le déduisez pas		
	Revenus des actions et parts		2DC
	Revenus imposables des titres non cotés détenus dans le PEA		2FU
	Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée d'au moins 8 ans		2CH
<b>108</b>	REVENUS N'OUVRANT PAS DROIT À ABATTEMENT		
	Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée inférieure à 8 ans et distributions		2TS
	Produits de placement à revenu fixe		2TR
	Produits de placement à revenu fixe inférieurs à 2 000 € taxables sur option à 24 %		2FA
<b>110</b>	AUTRES		
	Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR, 2FA déjà soumis aux prélèvements sociaux sans CSG déductible		2CG
	Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR déjà soumis aux prélèvements sociaux avec CSG déductible		2BH
	Frais et charges déductibles		2CA
	Crédits d'impôt sur valeurs étrangères		2AB
<b>111</b>	Crédit d'impôt égal au prélèvement forfaitaire non libératoire effectué en 2013		2CK

**3 I PLUS-VALUES DE CESSION DE VALEURS MOBILIÈRES, DROITS SOCIAUX ET GAINS ASSIMILÉS**

<b>115</b>	Montant net après abattement pour durée de détention :	
	plus-value imposable	3VG
	perte 2013	3VH
<b>116</b>	Abattement net pour durée de détention :	
	appliqué sur des plus-values	3SG
	appliqué sur des moins-values	3SH

En cas de pertes antérieures à 2013 non encore imputées, indiquez le détail sur papier libre ou joignez le tableau de suivi n° 2041 SP

**4 I REVENUS FONCIERS** lignes 4BA, 4BB, 4BC, 4BD : report du résultat déterminé sur la déclaration n° 2044

<b>133</b>	Micro foncier : recettes brutes sans abattement n'excédant pas 15 000 €	4BE
	Adresse de la location	
<b>279</b>	Revenus fonciers imposables	4BA
	Déficit imputable sur les revenus fonciers	4BB
	Déficit imputable sur le revenu global	4BC
	Déficits antérieurs non encore imputés	4BD
	Primes d'assurance pour loyers impayés des locations conventionnées	4BF
	Vous sousscrivez une déclaration n° 2044 spéciale	4BZ COCHEZ

**6 I CHARGES DÉDUCTIBLES**

157	CSG déductible connue, calculée sur les revenus du patrimoine. <i>Si ce montant est inexact, corrigez case 6DE</i>		6DE	
158	Pensions alimentaires versées à des enfants majeurs : <i>décision de justice définitive avant 2006</i>	6GI	1 <sup>ER</sup> ENFANT	6GJ 2 <sup>E</sup> ENFANT
	Autres pensions alimentaires versées à des enfants majeurs	6EL		6EM
	Autres pensions alimentaires versées ( <i>enfants mineurs, ascendants,...</i> ) : <i>décision de justice définitive avant 2006</i>		6GP	
	Autres pensions alimentaires versées ( <i>enfants mineurs, ascendants,...</i> )		6GU	
161	Déductions diverses		6DD	
	<i>Nom et adresse des bénéficiaires des pensions et nature des déductions diverses</i>			
162	<b>ÉPARGNE RETRAITE: PERP ET PRODUITS ASSIMILÉS</b>			
		DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERS. À CHARGE
	Cotisations PERP, PRÉFON, COREM, CGOS et produits assimilés	6RS	6RT	6RU
	Rachats de cotisations PRÉFON, COREM et CGOS	6SS	6ST	6SU
	Plafond de déduction			
	<i>Corrigez si le montant est inexact</i>	6PS	6PT	6PU
	Vous souhaitez bénéficier du plafond de votre conjoint			6QR <input type="checkbox"/> COCHEZ
	Vous êtes nouvellement domicilié en France en 2013 <i>après avoir résidé à l'étranger pendant les 3 années précédentes</i>			6QW <input type="checkbox"/> COCHEZ
	Cotisations aux régimes obligatoires d'entreprise de retraite supplémentaire ou aux contrats « Madelin » et versements exonérés sur un PERCO	6QS	6QT	6QU

**7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT**

169	Dons à des organismes établis en France					
	- Dons à des organismes d'aide aux personnes en difficulté ( <i>maximum 521 €</i> )			7UD		
	- Dons et cotisations versés aux partis politiques			7UH		
	- Autres dons ( <i>associations d'utilité publique, organismes d'intérêt général...</i> )			7UF		
		2008	2009	2010	2011	2012
	- Report années antérieures	7XS	7XT	7XU	7XW	7XY
172	Cotisations syndicales des salariés et pensionnés		DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERS. À CHARGE	
		7AC	7AE	7AG		
173	Nombre d'enfants poursuivant leurs études		COLLÈGE	LYCÉE	ENS. SUPÉRIEUR	
	- Enfants à charge	7EA	7EC	7EF		
	- Enfants à charge en résidence alternée	7EB	7ED	7EG		
173	Frais de garde des enfants de moins de 6 ans au 1 <sup>er</sup> janvier 2013		1 <sup>ER</sup> ENFANT	2 <sup>E</sup> ENFANT	3 <sup>E</sup> ENFANT	
	- Enfants à charge	7GA	7GB	7GC		
	- Enfants à charge en résidence alternée	7GE	7GF	7GG		
	<i>Nom et adresse des bénéficiaires</i>					
174	Services à la personne. Sommes versées pour l'emploi à domicile:					
	• si en 2013 vous ( <i>et votre conjoint pour un couple marié ou pacsé</i> ) avez exercé une activité professionnelle ou avez été demandeur d'emploi			7DB		
	• si en 2013 vous ( <i>ou votre conjoint pour un couple marié ou pacsé</i> ) étiez retraité ou sans activité et non demandeur d'emploi			7DF		
	• si vous avez engagé les dépenses pour un ascendant bénéficiaire de l'APA			7DD		
	- Nombre d'ascendants bénéficiaires de l'APA, âgés de plus de 65 ans, pour lesquels vous avez engagé des dépenses			7DL		
	- Vous avez employé directement pour la première fois un salarié à domicile			7DQ <input type="checkbox"/> COCHEZ		
	- Vous ( <i>ou votre conjoint ou une personne à votre charge</i> ) avez la carte d'invalidité d'au moins 80 %			7DG <input type="checkbox"/> COCHEZ		
	<i>Nom et adresse des bénéficiaires</i>					
178	Primes des contrats de rente-survie et d'épargne-handicap			7GZ		
177	Dépenses d'accueil dans un établissement pour personnes dépendantes		1 <sup>RE</sup> PERSONNE	2 <sup>E</sup> PERSONNE		
		7CD	7CE			
178	Intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale <i>Offres de prêt émises avant le 1.1.2011</i>					
	- Logements anciens acquis du 6.5.2007 au 30.9.2011 et logements neufs acquis ou construits du 6.5.2007 au 31.12.2009		PREMIÈRE ANNUITÉ	ANNUITÉS SUIVANTES		
	- Logements neufs non-BBC acquis ou construits du 1.1.2010 au 31.12.2010	7VY	7VY	7VY		
	- Logements neufs non-BBC acquis ou construits du 1.1.2011 au 30.9.2011	7VU	7VU	7VU		
	- Logements neufs BBC acquis ou construits du 1.1.2009 au 30.9.2011	7VX				
	<i>Nom et adresse des bénéficiaires</i>					
	<b>8 I DIVERS</b>					
265	Élus locaux <i>indemnités de fonction soumises à la retenue à la source</i>		DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2		
		8BY	8CY			
265	Plus-values connues en report d'imposition non expiré. <i>Si ce montant est inexact, corrigez case 8UT</i>			8UT		
	Revenus exonérés retenus pour le calcul du taux effectif <i>si vous n'avez pas uniquement des salaires et pensions exonérés</i>			8TI		
	Revenus étrangers imposables en France, ouvrant droit à un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français			8TK		
	Revenus exonérés non retenus pour le calcul du taux effectif <i>organismes internationaux, missions diplomatiques ou consulaires</i>			8FV <input type="checkbox"/> COCHEZ		
266	Contrats d'assurance-vie conclus à l'étranger <i>joignez la liste des contrats</i>			8TT <input type="checkbox"/> COCHEZ		
	Comptes bancaires à l'étranger <i>joignez la déclaration n° 3916 ou la liste des comptes sur papier libre</i>			8UU <input type="checkbox"/> COCHEZ		

2042 QE



N°14874\*02

DÉCLARATION

REVENUS 2013

DÉPENSES QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

DE L'HABITATION PRINCIPALE

13



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES FINANCES PUBLIQUES

Nom

Prénom

Adresse

Cet imprimé n° 2042 QE vous permet de déclarer les dépenses réalisées en faveur de la qualité environnementale de votre habitation principale, achevée depuis plus de deux ans. Il doit être joint à votre déclaration de revenus n° 2042. Pour vous aider à le remplir, vous pouvez vous procurer le document d'information n° 2041 GR disponible sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr).  
Vous pouvez également déclarer les dépenses réalisées dans votre habitation principale en déclarant vos revenus en ligne.

**Pour que le crédit d'impôt puisse être calculé, veuillez cocher les cases qui vous concernent ci-dessous et indiquer page 2 le montant des dépenses payées en 2013.**

Vous avez bénéficié d'un éco-prêt à taux zéro et l'offre de prêt a été émise en 2012..... 7WG ☐

Vous avez bénéficié d'un éco-prêt à taux zéro et l'offre de prêt a été émise en 2013..... 7WE ☐

Vous avez réalisé en 2013 des travaux relevant d'au moins deux catégories de dépenses composant un bouquet de travaux..... 7WH ☐

Votre habitation principale est une maison individuelle..... 7WK ☐

**Vous avez réalisé des dépenses d'isolation thermique des parois vitrées**  
les travaux ont été effectués sur au moins la moitié des fenêtres du logement..... 7WT ☐

**Vous avez réalisé des dépenses d'isolation thermique des murs donnant sur l'extérieur**  
les travaux d'isolation ont été effectués sur au moins la moitié de la surface totale des murs..... 7WC ☐

**Vous avez réalisé des dépenses d'isolation thermique des toitures**  
les travaux d'isolation ont été effectués sur la totalité de la toiture ..... 7VG ☐

>>>

**SIGNATURE DU OU DES DÉCLARANTS**

À

Le

**MONTANT DES DÉPENSES PAYÉES EN 2013****Économies d'énergie**

Chaudières à condensation.....	7SD	<input type="text"/>
Chaudières à micro-cogénération gaz.....	7SE	<input type="text"/>
Appareils de régulation du chauffage, matériaux de calorifugeage.....	7SF	<input type="text"/>

**Isolation thermique**

Matériaux d'isolation des murs (acquisition et pose).....	7SG	<input type="text"/>
Matériaux d'isolation des toitures (acquisition et pose).....	7SH	<input type="text"/>
Matériaux d'isolation des planchers bas sur sous-sol, sur vide sanitaire ou sur passage couvert (acquisition et pose).....	7SI	<input type="text"/>
Matériaux d'isolation thermique des parois vitrées (fenêtres, portes-fenêtres...).....	7SJ	<input type="text"/>
Volets isolants.....	7SK	<input type="text"/>
Portes d'entrée donnant sur l'extérieur.....	7SL	<input type="text"/>

**Équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable**

Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil (panneaux photovoltaïques).....	7SM	<input type="text"/>
Appareils de chauffage au bois ou autres biomasses remplaçant un appareil équivalent.....	7SN	<input type="text"/>
Appareils de chauffage au bois ou autres biomasses ne remplaçant pas un appareil équivalent.....	7SO	<input type="text"/>
Pompes à chaleur autres que air/air et autres que géothermiques dont la finalité essentielle est la production de chaleur.....	7SP	<input type="text"/>
Pompes à chaleur géothermiques dont la finalité essentielle est la production de chaleur (y compris le coût de la pose de l'échangeur de chaleur souterrain).....	7SQ	<input type="text"/>
Pompes à chaleur (autres que air/air) dédiées à la production d'eau chaude sanitaire (chauffe-eaux thermodynamiques).....	7SR	<input type="text"/>
Équipements de fourniture d'eau chaude sanitaire fonctionnant à l'énergie solaire et dotés de capteurs solaires (chauffe-eaux solaires...).....	7SS	<input type="text"/>
Autres équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable (énergie éolienne, hydraulique...).....	7ST	<input type="text"/>

**Autres dépenses**

Équipements de récupération et de traitement des eaux pluviales.....	7SU	<input type="text"/>
Diagnostic de performance énergétique.....	7SV	<input type="text"/>
Équipements de raccordement à un réseau de chaleur.....	7SW	<input type="text"/>

**Taux du crédit d'impôt**

NATURE DE LA DÉPENSE	TAUX		CATÉGORIE DE DÉPENSES COMPOSANT LE BOUQUET DE TRAVAUX
	Action seule	Bouquet de travaux	
<b>Économies d'énergie</b>			
Chaudières à condensation	10%	18%	6
Chaudières à micro-cogénération gaz	17%	26%	6
Appareils de régulation du chauffage, matériaux de calorifugeage	15%	Non éligible	
<b>Isolation thermique</b>			
Matériaux d'isolation des murs donnant sur l'extérieur (acquisition et pose) <sup>1</sup>	15%	23%	2 les travaux doivent concerner au moins la moitié de la surface des murs
Matériaux d'isolation des toitures (acquisition et pose) <sup>1</sup>	15%	23%	3 les travaux doivent concerner la totalité de la toiture
Matériaux d'isolation des planchers bas sur sous-sol, vides sanitaires ou passages couverts (acquisition et pose) <sup>1</sup>	15%	Non éligible	
Matériaux d'isolation thermique des parois vitrées (fenêtres, portes-fenêtres...) <sup>2</sup>	10%	18%	1 les travaux doivent concerner au moins la moitié des fenêtres
Volets isolants <sup>2</sup>	10%	Non éligible	
Portes d'entrée donnant sur l'extérieur <sup>2</sup>	10%	Non éligible	

suite en page 3 &gt;&gt;&gt;

Taux du crédit d'impôt (suite)

NATURE DE LA DÉPENSE	TAUX		CATÉGORIE DE DÉPENSES COMPOSANT LE BOUQUET DE TRAVAUX
	Action seule	Bouquet de travaux	
<b>Équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable</b>			
Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil (panneaux photovoltaïques) <sup>3</sup>	11%	Non éligible	
Appareils de chauffage au bois ou autres biomasses remplaçant un appareil équivalent	26%	34%	4
Appareils de chauffage au bois ou autres biomasses ne remplaçant pas un appareil équivalent	15%	23%	4
Pompes à chaleur autres que air/air et autres que géothermiques dont la finalité essentielle est la production de chaleur	15%	23%	6
Pompes à chaleur géothermiques dont la finalité essentielle est la production de chaleur (y compris le coût de la pose de l'échangeur de chaleur souterrain)	26%	34%	6
Pompes à chaleur (autres que air/air) dédiées à la production d'eau chaude sanitaire (chauffe-eaux thermodynamiques)	26%	34%	5
Équipements de fourniture d'eau chaude sanitaire fonctionnant à l'énergie solaire et dotés de capteurs solaires (chauffe-eaux solaires...) <sup>4</sup>	32%	40%	5
Autres équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable (énergie éolienne, hydraulique...)	32%	40%	6
<b>Autres dépenses</b>			
Équipements de récupération et de traitement des eaux pluviales	15%	Non éligible	
Diagnostic de performance énergétique <sup>5</sup>	32%	Non éligible	
Équipements de raccordement à un réseau de chaleur	15%	Non éligible	

1. Dépenses retenues dans la limite d'un  
plafond de 150 € TTC/m<sup>2</sup> lorsque la paroi  
est isolée par l'extérieur et de 100 € TTC/m<sup>2</sup>  
lorsque la paroi est isolée par l'intérieur.  
Vous devez appliquer ce plafond avant  
de déclarer le montant de la dépense.

2. En maison individuelle :  
– l'acquisition de ces matériaux n'est pas  
éligible au crédit d'impôt en l'absence  
de réalisation d'un bouquet de travaux ;  
– les dépenses d'isolation des parois vitrées  
qui ne concernent pas au moins la moitié  
des fenêtres ainsi que les dépenses  
d'acquisition de volets isolants ou de portes  
d'entrée donnant sur l'extérieur ouvrent  
droit au crédit d'impôt au taux prévu  
en action seule lorsqu'au moins deux autres  
dépenses entrant dans la composition  
d'un bouquet de travaux sont réalisées.

3. Dépenses retenues dans la limite  
d'un plafond de 3 200 €/kw crête  
de puissance installée.  
Vous devez appliquer ce plafond avant  
de déclarer le montant de la dépense.

4. Dépenses retenues dans la limite d'un  
plafond de 1 000 €/m<sup>2</sup> de capteurs solaires.  
Vous devez appliquer ce plafond avant  
de déclarer le montant de la dépense.

5. Pour un même logement, un seul  
diagnostic effectué au cours d'une période  
de 5 ans décomptée à partir du 1.1.2009  
peut ouvrir droit au crédit d'impôt.

Vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt si vous avez effectué en 2013 des dépenses en faveur des économies d'énergie et du développement durable dans votre habitation principale achevée depuis plus de deux ans. Votre habitation principale peut être située dans un immeuble collectif ou être une maison individuelle.

Pour ouvrir droit au crédit d'impôt, les matériaux et équipements doivent respecter des critères de performance énergétique qui sont indiqués dans la notice n°2042 GR et dans le bulletin officiel des finances publiques, sous la référence BOI-IR-RICI-280.

Les dépenses sont retenues dans la limite d'un plafond pluriannuel qui s'applique au titre de cinq années consécutives. Pour le calcul du crédit d'impôt de 2013, le plafond s'applique aux dépenses effectuées du 1.1.2009 au 31.12.2013.

Ce plafond est fixé à :

- 8 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée;

- 16 000 € pour un couple marié ou pacsé soumis à une imposition commune.

Ces montants sont majorés de 400 € par personne à charge (majoration divisée par deux pour un enfant en garde alternée).

Le taux du crédit d'impôt est majoré pour certaines dépenses lorsqu'elles sont réalisées dans le cadre d'un bouquet de travaux.

Un bouquet de travaux correspond à la combinaison, au cours de la même année, d'au moins deux actions d'amélioration de la performance énergétique du logement relevant des catégories indiquées dans le tableau ci-dessous.

Seules les dépenses relevant des catégories susceptibles de composer un bouquet de travaux peuvent bénéficier du taux majoré.

Lorsqu'elles sont réalisées dans une maison individuelle, les dépenses d'acquisition de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées, de volets isolants ou de portes d'entrée donnant sur l'extérieur ne sont pas éligibles au crédit d'impôt en action seule. Elles n'ouvrent droit au crédit d'impôt que lorsqu'un bouquet de travaux est réalisé dans le logement.

Si vous avez bénéficié d'un "éco-prêt" à taux zéro pour financer, même partiellement, une dépense réalisée en 2013 dans votre habitation principale, vous ne pouvez pas bénéficier du crédit d'impôt au titre de cette même dépense si le revenu fiscal de référence de votre foyer de l'avant-dernière année précédant celle de l'offre de prêt excède 30 000 € :

- revenu fiscal de référence de 2010 pour une offre de prêt émise en 2012;
- revenu fiscal de référence de 2011 pour une offre de prêt émise en 2013.

Si vous vous trouvez dans cette situation, ne déclarez pas les dépenses financées par un éco-prêt.

## LES DÉPENSES COMPOSANT UN BOUQUET DE TRAVAUX

Les dépenses effectuées dans le logement en 2013 doivent relever d'au moins **DEUX** des six catégories suivantes



1

### Acquisition de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées

Les travaux doivent concerner au moins la moitié des fenêtres du logement.



2

### Acquisition et pose de matériaux d'isolation thermique des murs donnant sur l'extérieur

Les travaux doivent concerner au moins la moitié de la surface totale des murs du logement.



3

### Acquisition et pose de matériaux d'isolation thermique des toitures

Les travaux doivent concerner l'ensemble de la toiture.



4

### Acquisition de chaudières ou d'équipements de chauffage ou de production d'eau chaude fonctionnant au bois ou autres biomasses

Les dépenses peuvent porter sur l'installation initiale ou le remplacement de ces équipements.



5

### Acquisition d'équipements de production d'eau chaude sanitaire utilisant une source d'énergie renouvelable



6

### Acquisition de chaudières à condensation, de chaudières à micro-cogénération gaz, d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable (éolienne, hydraulique) ou de pompes à chaleur (autres que air-air)



2042 C



N°11222 \* 16

**DÉCLARATION COMPLÉMENTAIRE**

**REVENUS 2013 COMPLÉMENTAIRE**

13



**DIRECTION GÉNÉRALE  
DES FINANCES PUBLIQUES**

Nom	
Prénom	
Adresse	

## 1 I SALAIRES, GAINS DE LEVÉE D'OPTIONS

**96** — Gains de levée d'options sur titres en cas de cession ou de conversion au porteur dans le délai d'indisponibilité  
*Inscrivez les gains sur la ligne correspondant au temps écoulé entre l'attribution de l'option et la cession ou la conversion au porteur des titres.*

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2
ENTRE 1 ET 2 ANS	1TV	1UV
ENTRE 2 ET 3 ANS	1TW	1UW
ENTRE 3 ET 4 ANS	1TX	1UX

Gains de levée d'options sur titres et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012 ..... 1TT

Gains et distributions provenant de parts ou actions de *carried-interest*, déclarés cases 1AJ ou 1BJ, soumis à la contribution salariale de 30 % ..... 1NY

**98** — Agents d'assurance : salaires exonérés *option pour le régime fiscal des salariés* ..... 1AQ

Salariés impatriés : salaires et primes exonérés ..... 1DY

Salaires imposables à l'étranger (non déclarés cases 1AJ ou 1AC et suivantes) retenus pour le calcul de la prime pour l'emploi ..... 1LZ

*Remplissez également le cadre PPE de votre déclaration n° 2042*

Sommes exonérées transférées du CET au PERCO ou à un régime supplémentaire de retraite d'entreprise ..... 1SM

## 98 — SALAIRES ET PENSIONS EXONÉRÉS RETENUS POUR LE CALCUL DU TAUX EFFECTIF

*Remplissez ces lignes si vous ne percevez pas d'autres revenus de source étrangère.  
 N'indiquez pas ces revenus ligne 8TI de la déclaration n° 2042 ni lignes 1LZ, 1MZ de la déclaration n° 2042 C.*

**Salaires exonérés** Salaires exonérés de source étrangère, salaires exonérés des détachés à l'étranger (y compris marins pêcheurs)...

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
Total de vos salaires exonérés	1AC	1BC	1CC	1DC
Montant de l'impôt acquitté à l'étranger	1AD	1BD	1CD	1DD
Frais réels <i>liste détaillée sur papier libre.</i>	1AE	1BE	1CE	1DE

**Prime pour l'emploi** *Pour recevoir votre prime, joignez obligatoirement un RIB si vous ne l'avez pas déjà communiqué*

Activité à temps plein exercée à l'étranger toute l'année	1AX <input checked="" type="checkbox"/>	1BX <input checked="" type="checkbox"/>	1CX <input checked="" type="checkbox"/>	1DX <input checked="" type="checkbox"/>
Sinon, nombre d'heures payées à l'étranger dans l'année	1AG	1BG	1CG	1DG

### Pensions exonérées de source étrangère

Total des pensions nettes encaissées	1AH	1BH	1CH	1DH
--------------------------------------	-----	-----	-----	-----

Pays de provenance des revenus de source étrangère

## 2 I REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS

**109** — Revenus réputés distribués et revenus des structures soumises hors de France à un régime fiscal privilégié ..... 2GO

**111** — Crédit d'impôt « directive épargne » et autres crédits d'impôt restituables ..... 2BG

Déficits des années antérieures non encore déduits:

2007	2008	2009	2010	2011	2012
2AA	2AL	2AM	2AN	2AQ	2AR

Impatriés : revenus perçus à l'étranger exonérés (50%) ..... 2DM

## SIGNATURE DU OU DES DÉCLARANTS

À

Le

**3 I PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS**

		DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2
<b>127</b>	Gains de levée d'options sur titres et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées avant le 28.9.2012 :		
	- gains taxables à 18 %	3VD	3SD
	- gains taxables à 30 %	3VI	3SI
	- gains taxables à 41 %	3VF	3SF
	- gains imposables sur option dans la catégorie des salaires	3VJ	3VK
	- gains sur options et actions gratuites attribuées à compter du 16.10.2007, soumis à la contribution salariale de 10 %	3VN	3SN
<b>130</b>	Gains de cession de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise :		
	- gains taxables à 19 %		3SJ
	- gains taxables à 30 %		3SK
<b>120</b>	Distributions par des sociétés de capital-risque		3VL
	Clôture du PEA :		
	- avant l'expiration de la 2 <sup>e</sup> année : gain taxable à 22,5 %		3VM
	- entre la 2 <sup>e</sup> et la 5 <sup>e</sup> année : gain taxable à 19 %		3VT
<b>117</b>	Abattement net pour durée de détention renforcé :		
	appliqué sur des plus-values	3SL	3SM
<b>118</b>	Abattement net pour durée de détention des titres en cas de départ à la retraite d'un dirigeant :		
	appliqué sur des plus-values	3VA	3VB
	Cession de titres détenus à l'étranger par les impatriés :		
	plus-values exonérées (50 %)	3VQ	3VR
<b>121</b>	Produits et plus-values exonérés provenant de structures de capital-risque		3VC
	Plus-values exonérées de cession de titres de jeunes entreprises innovantes		3VP
	Plus-values exonérées de cession de participations supérieures à 25 % au sein du groupe familial		3VY
	Plus-values réalisées par les non-résidents :		
	- plus-values de cession de droits sociaux Article 244 bis B du CGI et distributions de sociétés de capital-risque		3SE
	- plus-values pour lesquelles vous demandez le remboursement de l'excédent du prélèvement de 45 %		3VE
	- montant du prélèvement de 45 % versé en 2013		3VV
<b>122</b>	Plus-values en report d'imposition Article 150-0 D bis du CGI :		
	- plus-values nettes réalisées en 2013		3WE
	- plus-values dont le report a expiré en 2013		3SB
	Plus-values nettes en report d'imposition Article 150-0 B ter du CGI		3WH
<b>125</b>	Transfert du domicile fiscal hors de France Report de la déclaration n° 2074-ETD "Exit Tax" :		
	- plus-values et créances dont l'imposition est en sursis de paiement		
	• plus-values imposables au barème		3WA
	• plus-values taxables à 19 %		3WF
	- plus-values et créances dont l'imposition ne bénéficie pas du sursis de paiement		
	• plus-values nettes imposables au barème		3WB
	• abattement pour durée de détention		3WD
	• plus-values taxables à 19 %		3WG
	• plus-values imposables au barème Article 150-0 D bis du CGI		3WI
	• plus-values taxables à 19 % Article 150-0 D bis du CGI		3WJ
<b>131</b>	Plus-values imposables de cession d'immeubles ou de biens meubles		3VZ
	Plus-value exonérée au titre de la première cession d'un logement, autre que la résidence principale, sous condition de emploi		3VW

**4 I REVENUS FONCIERS**

<b>135</b>	- Loyers courus du 1.1.1998 au 30.9.1998 soumis à la taxe additionnelle au droit de bail, provenant d'immeubles dont la location a cessé ou a été interrompue en 2013	4TQ
	- Amortissement « Robien » ou « Borloo neuf » déduit des revenus fonciers 2013 (investissements réalisés en 2009)	4BY
<b>136</b>	- Taxe sur les loyers élevés des logements de petite surface Report de la déclaration n° 2042 LE	4BH

**273 REVENUS EXCEPTIONNELS OU DIFFÉRÉS À IMPOSER SUIVANT LE SYSTÈME DU QUOTIENT**

Montant total des revenus à imposer n'incluez pas ces revenus dans les autres rubriques de votre déclaration

Nature, détail et année d'échéance normale de ces revenus. Pour les bénéfices agricoles indiquez le nom du titulaire et s'il est adhérent d'un CGA


Merci de reporter vos nom et prénom

**6 I CHARGES ET IMPUTATIONS DIVERSES**

**166** — **Frais d'accueil sous votre toit** de personnes de plus de 75 ans dans le besoin..... Nombre **6EV** ..... Montant ... **6EU** .....  
*Nom et adresse des bénéficiaires* .....

**167** — **Dépenses de grosses réparations effectuées par les nus-proPRIÉTAIRES**  
 – Dépenses réalisées en 2013..... **6CB** .....  
 – Report de dépenses des années antérieures.....  
     2009..... **6HJ** ..... 2010..... **6HK** ..... 2011..... **6HL** ..... 2012..... **6HM** .....  
**Sommes à ajouter au revenu imposable** ..... **6GH** .....

**169** — **Déficits globaux des années antérieures non encore déduits :**  
     2007..... **6FA** ..... 2008..... **6FB** ..... 2009..... **6FC** ..... 2010..... **6FD** ..... 2011..... **6FE** ..... 2012..... **6FL** .....

**7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT**

**197** — **INVESTISSEMENTS LOCATIFS : LOI DUFLOT**  
**Investissements réalisés et achevés en 2013**  
 – en métropole ..... **7GH** .....  
 – outre-mer ..... **7GI** .....

**203** — **INVESTISSEMENTS LOCATIFS : LOI SCELLIER**  
**Investissements achevés ou acquis en 2013**

	MÉTROPOLE LOGEMENT BBC OU ASSIMILÉ	MÉTROPOLE LOGEMENT NON-BBC	DOM, SAINT-BARTHÉLEMY, SAINT-MARTIN, SAINT- PIERRE-ET-MIQUELON	POLYNÉSIE FRAN- ÇAISE, NOUVELLE CALÉDONIE, ÎLES WALLIS ET FUTUNA
<b>Investissements réalisés du 1.1.2013 au 31.3.2013</b> avec promesse d'achat en 2012 ou, pour un logement acquis en l'état futur d'achèvement, avec contrat de réservation enregistré en 2012.....	<b>7FA</b> .....	<b>7FB</b> .....	<b>7FC</b> .....	<b>7FD</b> .....
<b>Investissements réalisés en 2012</b> Engagement de réalisation en 2012.....	<b>7JA</b> .....	<b>7JF</b> .....	<b>7JK</b> .....	<b>7JO</b> .....
Engagement de réalisation en 2011.....	<b>7JB</b> .....	<b>7JG</b> .....	<b>7JL</b> .....	<b>7JP</b> .....
Logement acquis en l'état futur d'achèvement avec contrat de réservation enregistré au plus tard le 31.12.2011 : – investissement réalisé du 1.1.2012 au 31.3.2012 .....	<b>7JD</b> .....	<b>7JH</b> .....	<b>7JM</b> .....	<b>7JQ</b> .....
– investissement réalisé du 1.4.2012 au 31.12.2012 .....	<b>7JE</b> .....	<b>7JJ</b> .....	<b>7JN</b> .....	<b>7JR</b> .....
<b>Investissements réalisés en 2011</b> Engagement de réalisation en 2011.....	<b>7NA</b> .....	<b>7NF</b> .....	<b>7NK</b> .....	<b>7NP</b> .....
Engagement de réalisation en 2010 .....	<b>7NB</b> .....	<b>7NG</b> .....	<b>7NL</b> .....	<b>7NQ</b> .....
Logement acquis en l'état futur d'achèvement avec contrat de réservation enregistré au plus tard le 31.12.2010 : – investissement réalisé du 1.1.2011 au 31.1.2011 .....	<b>7NC</b> .....	<b>7NH</b> .....	<b>7NM</b> .....	<b>7NR</b> .....
– investissement réalisé du 1.2.2011 au 31.3.2011 .....	<b>7ND</b> .....	<b>7NI</b> .....	<b>7NN</b> .....	<b>7NS</b> .....
– investissement réalisé du 1.4.2011 au 31.12.2011 .....	<b>7NE</b> .....	<b>7NJ</b> .....	<b>7NO</b> .....	<b>7NT</b> .....
<b>Investissements réalisés en 2010</b> Investissements en métropole .....			<b>7HJ</b> .....	
Investissements dans les DOM-COM .....			<b>7HK</b> .....	
Investissements en métropole avec promesse d'achat avant le 1.1.2010 .....			<b>7HN</b> .....	
Investissements dans les DOM-COM avec promesse d'achat avant le 1.1.2010 .....			<b>7HO</b> .....	
<b>Investissements réalisés en 2009</b> Investissements réalisés en métropole en 2009 ; dans les DOM du 1.1.2009 au 26.5.2009 ; dans les DOM du 27.5.2009 au 30.12.2009 ne respectant pas les plafonds spécifiques fixés par le décret n° 2009-1672 .....			<b>7HL</b> .....	
Investissements dans les DOM-COM réalisés du 27.5.2009 au 31.12.2009 respectant les plafonds spécifiques .....			<b>7HM</b> .....	

**7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)****INVESTISSEMENTS LOCATIFS : LOI SCELLIER (SUITE)****Reports concernant les investissements achevés ou acquis au cours des années antérieures****2012****Investissements achevés en 2012 : report de 1/9 de la réduction d'impôt**

Investissements réalisés en 2012

- investissements en métropole, dans les DOM, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon ..... **7GJ**
- investissements en métropole, dans les DOM, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon avec promesse d'achat en 2011 ..... **7GK**

Investissements réalisés en 2011

- investissements en métropole, dans les DOM, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon ..... **7GL**
- investissements en métropole et dans les DOM, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon avec promesse d'achat en 2010... **7GP**

Investissements réalisés en 2010

- investissements en métropole et dans les DOM-COM ..... **7GS**
- investissements en métropole et dans les DOM-COM avec promesse d'achat avant le 1.1.2010 ..... **7GT**

Investissements réalisés en 2009 en métropole et dans les DOM-COM ..... **7GU** **Investissements achevés en 2012 en Polynésie française, Nouvelle Calédonie, dans les îles Wallis et Futuna : report de 1/5 de la réduction d'impôt**

- investissements réalisés en 2012 ..... **7GV**
- investissements réalisés en 2011 ou réalisés en 2012 avec promesse d'achat en 2011 ..... **7GW**
- investissements réalisés en 2011 avec promesse d'achat en 2010 ..... **7GX**

**2011****Investissements achevés en 2011 : report de 1/9 de la réduction d'impôt**

Investissements réalisés en 2011

- investissements en métropole, dans les DOM, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon ..... **7HA**
- investissements en métropole, dans les DOM, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon avec promesse d'achat en 2010 ..... **7HB**

Investissements réalisés en 2010

- investissements en métropole et dans les DOM-COM ..... **7HD**
- investissements en métropole et dans les DOM-COM avec promesse d'achat avant le 1.1.2010 ..... **7HE**

Investissements réalisés en 2009 en métropole et dans les DOM-COM ..... **7HF** **Investissements réalisés et achevés en 2011 : report de 1/5 de la réduction d'impôt**

- Investissements en Polynésie française, Nouvelle Calédonie, dans les îles Wallis et Futuna ..... **7HG**
- Investissements en Polynésie française, Nouvelle Calédonie, dans les îles Wallis et Futuna avec promesse d'achat en 2010 ..... **7HH**

**2010****Investissements achevés en 2010 : report de 1/9 de l'investissement**

Investissements réalisés en 2010

- en métropole ..... **7HV**
- dans les DOM-COM ..... **7HW**
- en métropole avec promesse d'achat avant le 1.1.2010 ..... **7HX**
- dans les DOM-COM avec promesse d'achat avant le 1.1.2010 ..... **7HZ**

Investissements réalisés en 2009

- en métropole en 2009 ; dans les DOM du 1.1.2009 au 26.5.2009 ;  
dans les DOM du 27.5.2009 au 30.12.2009 ne respectant pas les plafonds spécifiques ..... **7HT**
- dans les DOM-COM du 27.5.2009 au 31.12.2009 respectant les plafonds spécifiques ..... **7HU**

**2009****Investissements réalisés et achevés en 2009 : report de 1/9 de l'investissement**

- Investissements en métropole en 2009 ; dans les DOM du 1.1.2009 au 26.5.2009 ;  
dans les DOM du 27.5.2009 au 30.12.2009 ne respectant pas les plafonds spécifiques ..... **7HR**
- Investissements dans les DOM-COM du 27.5.2009 au 31.12.2009 respectant les plafonds spécifiques ..... **7HS**

**7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)****INVESTISSEMENTS LOCATIFS : LOI SCELLIER (SUITE)****Report du solde de réduction d'impôt non encore imputé**

- Investissements :

- réalisés en 2009 et achevés en 2009, 2010, 2011 ou 2012 ;
- réalisés en 2010 avec engagement avant le 1.1.2010 et achevés en 2010, 2011 ou 2012.

Report du solde de réduction d'impôt de l'année..... 2009 **7LA** ..... 2010 **7LB** ..... 2011 **7LE** ..... 2012 **7LM**

- Investissements :

- réalisés en 2010 et achevés en 2010, 2011 ou 2012 ;
- réalisés en 2011 avec promesse d'achat en 2010 et achevés en 2011 ou 2012.

Report du solde de réduction d'impôt de l'année..... 2010 **7LC** ..... 2011 **7LD** ..... 2012 **7LS**

- Investissements :

- réalisés en 2011 et achevés en 2011 ou 2012 ;
- réalisés en 2012 avec promesse d'achat en 2011 et achevés en 2012.

Report du solde de réduction d'impôt de l'année..... 2011 **7LF** ..... 2012 **7LZ**- Investissements réalisés et achevés en 2012 : report du solde de réduction d'impôt de l'année 2012 ..... **7MG**

213

**INVESTISSEMENTS DESTINÉS À LA LOCATION MEUBLÉE NON PROFESSIONNELLE : LOI CENSI-BOUVARD****Investissements achevés ou acquis en 2013****Engagement de location à souscrire au titre de la première année pour laquelle la réduction d'impôt est demandée**Engagement de location en meublé à l'exploitant pendant une durée de 9 ans, à compter de la date de prise d'effet du bail : .....          cochez la case ..... **7II** **COCHEZ** ☐

Adresse du logement ; nom et type d'établissement dans lequel se situe le logement :

Date d'achèvement du logement pour les logements acquis en l'état futur d'achèvement ou

date d'achèvement des travaux pour les logements achevés depuis au moins quinze ans acquis en vue de leur réhabilitation.....     **2013****Investissements réalisés en 2013**- Engagement de réalisation de l'investissement en 2013 ..... **7JT** - Promesse d'achat en 2012 ..... **7JU** **Investissements réalisés en 2012**- Engagement de réalisation de l'investissement en 2012 ..... **7ID** - Promesse d'achat en 2011 ..... **7IE** 

- Logement acquis en l'état futur d'achèvement avec contrat de réservation enregistré au plus tard le 31.12.2011 :

• investissement réalisé du 1.1.2012 au 31.3.2012 ..... **7IF** • investissement réalisé du 1.4.2012 au 31.12.2012 ..... **7IG** **Investissements réalisés en 2011**- Engagement de réalisation de l'investissement en 2011 ..... **7IJ** - Promesse d'achat en 2010 ..... **7IL** 

- Logement acquis en l'état futur d'achèvement avec contrat de réservation enregistré au plus tard le 31.12.2010 :

• investissement réalisé du 1.1.2011 au 31.3.2011 ..... **7IN** • investissement réalisé du 1.4.2011 au 31.12.2011 ..... **7IV** **Investissements réalisés en 2010**- Avec promesse d'achat ..... en 2009 **7IW**  ..... en 2010 **7IM** **Investissements réalisés en 2009** ..... **7IO** **Reports concernant les investissements des années antérieures**

Investissements achevés en 2012 : report de 1/9 de la réduction d'impôt

- réalisés en 2012 ..... **7JV** - réalisés en 2011 ou réalisés en 2012 avec promesse d'achat en 2011 ..... **7JW** - réalisés en 2011 avec promesse d'achat en 2010 ou réalisés en 2010 ..... **7JX** - réalisés en 2010 avec promesse d'achat en 2009 ou réalisés en 2009 ..... **7JY**

**7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)****INVESTISSEMENTS DESTINÉS À LA LOCATION MEUBLÉE NON PROFESSIONNELLE : LOI CENSI-BOUVARD (SUITE)****Reports concernant les investissements des années antérieures (suite)**

Investissements achevés en 2011 : report de 1/9 de la réduction d'impôt

- réalisés en 2011 .....	<b>7IA</b>	<input type="text"/>
- réalisés en 2011 avec promesse d'achat en 2010 ou réalisés en 2010 .....	<b>7IB</b>	<input type="text"/>
- réalisés en 2010 avec promesse d'achat en 2009 ou réalisés en 2009 .....	<b>7IC</b>	<input type="text"/>

Investissements achevés en 2010 : report de 1/9 de l'investissement

- réalisés en 2010 .....	<b>7IP</b>	<input type="text"/>
- réalisés en 2010 avec promesse d'achat en 2009 .....	<b>7IQ</b>	<input type="text"/>
- réalisés en 2009 .....	<b>7IR</b>	<input type="text"/>

Investissements réalisés et achevés en 2009 : report de 1/9 de l'investissement ..... **7IK** **Report du solde de réduction d'impôt non encore imputé**

- Investissements :

- réalisés en 2009 et achevés en 2009, 2010, 2011 ou 2012 ;
- réalisés en 2010 avec engagement avant le 1.1.2010 et achevés en 2010, 2011 ou 2012.

Report du solde de réduction d'impôt de l'année ..... 2009 **7IS**  ..... 2010 **7IU**  ..... 2011 **7IX**  ..... 2012 **7IY** 

- Investissements :

- réalisés en 2010 et achevés en 2010, 2011 ou 2012 ;
- réalisés en 2011 avec promesse d'achat en 2010 et achevés en 2011 ou 2012.

Report du solde de réduction d'impôt de l'année ..... 2010 **7IT**  ..... 2011 **7IH**  ..... 2012 **7JC** 

- Investissements :

- réalisés en 2011 et achevés en 2011 ou 2012 ;
- réalisés en 2012 avec promesse d'achat en 2011 et achevés en 2012.

Report du solde de réduction d'impôt de l'année ..... 2011 **7IZ**  ..... 2012 **7JI** - Investissements réalisés et achevés en 2012 : report du solde de réduction d'impôt de l'année 2012 ..... **7JS** **219 TRAVAUX DE RESTAURATION IMMOBILIÈRE : LOI MALRAUX**

- Opérations engagées avant le 1.1.2011 :

- dans un secteur sauvegardé ou assimilé ..... **7RD**
- dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP) ..... **7RC**

- Opérations engagées en 2011 :

- dans un secteur sauvegardé ou assimilé ..... **7RB**
- dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP) ..... **7RA**

- Opérations engagées en 2012 :

- dans un secteur sauvegardé ou assimilé ..... **7RF**
- dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP) ..... **7RE**

- Opérations engagées en 2013 :

- dans un secteur sauvegardé ou assimilé ..... **7SY**
- dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP) ..... **7SX**

## 7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

## 216 Investissements locatifs dans le secteur touristique

- Acquisition d'un logement neuf : report des dépenses des années antérieures

	2008	2009	2010	2011	2012
.....	7XF <input type="text"/>	7XI <input type="text"/>	7XP <input type="text"/>	7XN <input type="text"/>	7UY <input type="text"/>

- Réhabilitation d'un logement : report des dépenses des années antérieures

	2008	2009	2010	2011	2012
.....	7XM <input type="text"/>	7XJ <input type="text"/>	7XQ <input type="text"/>	7XV <input type="text"/>	7UZ <input type="text"/>

## 218 Investissement locatif dans une résidence hôtelière à vocation sociale

Report des dépenses des années antérieures..... 7XO  7XK  7XR 

## 193 Prestations compensatoires

- Sommes versées en 2013..... 7WN - Sommes totales décidées par jugement en 2013 ou capital reconstitué..... 7WO - Capital fixé en substitution de rente..... 7WM - Report des sommes décidées en 2012..... 7WP 195 Intérêts des prêts étudiants *contrats conclus entre le 1.9.2005 et le 31.12.2008*- Intérêts versés en 2013..... 7UK 

- Vous souscrivez pour la première fois une déclaration à votre nom et vous étiez auparavant rattaché à un autre foyer fiscal

• nombre d'années de remboursement du prêt avant 2013..... 7VO • intérêts versés avant 2013..... 7TD 

## 196 Dons à des organismes d'intérêt général établis dans un État européen

- Organismes d'aide aux personnes en difficulté (*maximum 521 €*)..... 7VA - Autres organismes d'intérêt général..... 7VC 

## 222 Dépenses en faveur de l'aide aux personnes réalisées dans l'habitation principale

- Équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées..... 7WJ - Diagnostic préalable aux travaux et travaux de prévention des risques technologiques..... 7WL 224 Dépenses en faveur de la qualité environnementale des logements donnés en location *Report de la fiche 2041 GR*Montant du crédit d'impôt calculé..... 7SZ 225 Travaux de prévention des risques technologiques dans les logements donnés en location *Report de la fiche 2041 GR*Dépenses de diagnostic préalable aux travaux et travaux..... 7WR 

## 226 Dépenses de protection du patrimoine naturel

- Dépenses réalisées en 2013..... 7KA 

	2010	2011	2012
- Report de réduction d'impôt des années antérieures.....	7KB <input type="text"/>	7KC <input type="text"/>	7KD <input type="text"/>

226 Travaux de conservation ou de restauration d'objets classés monuments historiques..... 7NZ 

## 227 Investissements forestiers

- Dépenses réalisées en 2013..... Acquisition 7UN  Travaux 7UP I..... Contrat de gestion 7UQ  Assurance 7UL - Si les travaux sont consécutifs à un sinistre, cochez la case..... 7UT ☐ COCHEZ ☐- Report des dépenses de travaux de l'année 2009..... Hors sinistre 7UU  Après sinistre 7TE - Report des dépenses de travaux de l'année 2010..... Hors sinistre 7UV  Après sinistre 7TF - Report des dépenses de travaux de l'année 2011..... Hors sinistre 7UW  Après sinistre 7TG - Report des dépenses de travaux de l'année 2012..... Hors sinistre 7UX  Après sinistre 7TH 230 Cotisations pour la défense des forêts contre l'incendie..... 7UC Intérêts pour paiement différé accordé aux agriculteurs..... 7UM 

## 239 Aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises

Conventions signées en 2010 ou 2011 ayant pris fin en 2013..... nombre 7LV  dont handicapés 7MY 237 Souscription au capital de SOFICA..... 7FN  7GN Intérêts d'emprunt pour reprise de société..... 7FH

**7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)**

**230 — Souscription au capital de petites entreprises en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion et de PME non cotées**

– Souscription au capital de petites entreprises en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion ..... 7CF

– Souscription au capital de PME réalisée avant le 1.1.2012 : versement 2013 ..... 7CU

– Report de versements des années antérieures :

	2009	2010	2011	2012
• souscription au capital de PME ..... 7CL <input type="text"/>	7CM <input type="text"/>	7CN <input type="text"/>	7CC <input type="text"/>	
			2012	
• souscription au capital de petites entreprises en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion ..... 7CQ <input type="text"/>				

**234 — Souscription de parts de FCP dans l'innovation ..... 7GQ**

**235 — Souscription de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP) ..... 7FQ**

**Souscription de parts de FIP investis en Corse ..... 7FM**

**Souscription de parts de FIP investis outre-mer par des personnes domiciliées outre-mer ..... 7FL**

**8 I DIVERS**

**266 — Retenue à la source en France** *Report de l'annexe n° 2041 E* **ou impôt payé à l'étranger** *Report de la déclaration n° 2047* ..... 8TA

**Retenue à la source élus locaux** *Voir document n° 2041 GI* ..... 8TH

**267 — Revenus d'activité et de remplacement de source étrangère** *Voir document n° 2041 GG*

Revenus imposables à la CRDS et à la CSG au taux de :

– salaires ..... 7,5 % 8TR <input type="text"/>	revenus non salariaux ..... 7,5 % 8TQ <input type="text"/>
– pensions, indemnités de maladie, etc ..... 6,6 % 8TV <input type="text"/>	..... 6,2 % 8TW <input type="text"/>
	..... 3,8 % 8TX <input type="text"/>

**Personnes non domiciliées en France**

**266 — Revenus de source française et étrangère retenus pour le calcul du taux moyen ..... 8TM**

**Impôt en sursis de paiement en cas de transfert du domicile fiscal hors de France** *Report de la déclaration n° 2041 GL ou n° 2074 ET* ..... 8TN

**Reprises de réductions ou de crédits d'impôt ..... 8TF**

**269 — Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus**

Vos revenus non passibles de l'impôt sur le revenu en France excèdent 50 % de vos revenus mondiaux au titre des années 2011 ou 2012 ..... 8TD ☒ **COCHEZ** ☐

**IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE**

**275 — VOTRE PATRIMOINE NET IMPOSABLE AU 1.1.2014 EST SUPÉRIEUR À 1 300 000 € ET INFÉRIEUR À 2 570 000 €**

Base nette imposable ..... 9HI

Valeur brute du patrimoine ..... 9FG

Versements ouvrant droit à réduction d'impôt

– Investissements dans les PME :

• directs dans une société ..... 9NE <input type="text"/>
• par société interposée (holding) ..... 9NF <input type="text"/>
• par le biais de FIP ..... 9MX <input type="text"/>
• par le biais de FCPI ..... 9NA <input type="text"/>
– Dons à des organismes d'intérêt général établis en France ..... 9NC <input type="text"/>
– Dons à des organismes d'intérêt général établis dans un État européen ..... 9NG <input type="text"/>

Plafonnement *voir notice* ..... 9PV

ISF payé à l'étranger ..... 9RS

En cas de concubinage, cochez la case ..... 9GL ☒ **COCHEZ** ☐

En cas de mariage ou de Pacs en 2013, si vous optez pour la déclaration séparée de vos revenus 2013, cochez la case ..... 9GM ☒ **COCHEZ** ☐

Nom et prénom du concubin ou du conjoint .....

*Renseignements complémentaires*



2042 C PRO  
**cerfa**  
N°11222 \* 16

**13**

**DÉCLARATION COMPLÉMENTAIRE  
REVENUS 2013**

**PROFESSIONS NON SALARIÉES**

**DIRECTION GÉNÉRALE  
DES FINANCES PUBLIQUES**

Nom

Prénom

Adresse

**137 — REVENUS ET PLUS-VALUES DES PROFESSIONS NON SALARIÉES**

**IDENTIFICATION DES PERSONNES EXERÇANT UNE ACTIVITÉ NON SALARIÉE ► À COMPLÉTER OBLIGATOIREMENT**

Nom de l'exploitant .....

Prénom .....

Adresse d'exploitation .....

N° Siret .....

Nature des revenus ..... BA ☐ BIC ☐ BNC ☐

Régime d'imposition ..... RÉEL ☐ MICRO ☐ FORFAIT ☐

..... AUTO-ENTREPRENEUR ☐

Date en cas de cession ou cessation en 2013 ..... 2 0 1 3

Nom

Prénom

Adresse

**138 — AUTO-ENTREPRENEUR AYANT OPTÉ POUR LE VERSEMENT LIBÉRATOIRE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU**

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERSONNE À CHARGE
<b>Revenus industriels et commerciaux</b>			
Chiffre d'affaires brut			
Ventes de marchandises et assimilées.....	STA	5UA	5VA
Prestations de services et locations meublées.....	STB	SUB	5VB
<b>Revenus non commerciaux</b>			
Recettes brutes .....	STE	SUE	5VE

**140 — REVENUS AGRICOLES**

	CGA OU VISEUR		SANS		CGA OU VISEUR		SANS		CGA OU VISEUR		SANS	
<b>Régime du forfait</b>												
Revenus exonérés.....	SHN		SIN		5JN							
Revenus imposables.....	SHO		SIO		5JO							
si votre forfait n'est pas fixé, cochez la case.....	COCHEZ >		COCHEZ >		COCHEZ >							
Revenus des exploitants forestiers.....	SHD		SID		5JD							
Plus-values à court terme .....	SHW		SIW		5JW							
Plus-values de cession taxables à 16 % .....	SHX		SIX		5JX							
<b>Régime du bénéfice réel</b>												
Revenus exonérés.....	SHB	SHH	SIB	SIH	5JB	5JH						
Revenus imposables : cas général, moyenne triennale.....	SHC	SHI	SIC	SIJ	5JC	5JI						
Jeunes agriculteurs : abattement 50 % ou 100 %.....	SHM	SHZ	SIM	SIZ	5JM	5JZ						
Déficits .....	SHF	SHL	SIF	SIL	5JF	5JL						
Plus-values de cession taxables à 16 % .....	SHE		SIE		5JE							
Déficits des années antérieures non encore déduits .....	2007 5QF	2008 5QG	2009 5QN	2010 5QO	2011 5QP	2012 5QQ						

**SIGNATURE DU OU DES DÉCLARANTS**

À ..... Le .....

142 REVENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX PROFESSIONNELS

	DÉCLARANT 1		DÉCLARANT 2		PERSONNE À CHARGE	
<b>Régime micro entreprise</b>						
Revenus nets exonérés .....	5KN		5LN		5MN	
Revenus imposables						
Chiffre d'affaires brut sans déduire aucun abattement						
• Ventes de marchandises et assimilées .....	5KO		5LO		5MO	
• Prestations de services et locations meublées .....	5KP		5LP		5MP	
Plus-values nettes à court terme .....	5KX		5LX		5MX	
Plus-values de cession taxables à 16 % .....	5KQ		5LQ		5MQ	
Moins-values à long terme .....	5KR		5LR		5MR	
Moins-values nettes à court terme .....	5KJ		5LJ		5MJ	
<b>Régime du bénéfice réel</b>						
	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS
Revenus exonérés .....	5KB	5KH	5LB	5LH	5MB	5MH
Revenus imposables						
• Régime normal ou simplifié .....	5KC	5KI	5LC	5LI	5MC	5MI
• Locations meublées .....	5HA	5KA	5IA	5LA	5JA	5MA
Déficits						
• Régime normal ou simplifié .....	5KF	5KL	5LF	5LL	5MF	5ML
• Locations meublées .....	5QA	5QJ	5RA	5RJ	5SA	5SJ
Plus-values de cession taxables à 16 % .....	5KE		5LE		5ME	
Artisans pêcheurs : abattement 50 % .....	5KS		5LS		5MS	

147 REVENUS DES LOCATIONS MEUBLÉES NON PROFESSIONNELLES Ces revenus seront automatiquement soumis aux prélèvements sociaux. Ne les reportez pas en page 4.

<b>Régime micro entreprise</b>						
Recettes brutes sans déduire aucun abattement						
Locations meublées .....	5ND		5OD		5PD	
Locations de gîtes ruraux, chambres d'hôtes et meublés de tourisme .....	5NG		5OG		5PG	
Locations de gîtes ruraux et chambres d'hôtes déjà soumises aux prélèvements sociaux .....	5NJ		5OJ		5PJ	
<b>Régime du bénéfice réel</b>						
	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS
Revenus imposables .....	5NA	5NK	5OA	5OK	5PA	5PK
Locations de gîtes ruraux et chambres d'hôtes déjà soumises aux prélèvements sociaux .....	5NM	5KM	5OM	5LM	5PM	5MM
Déficits .....	5NY	5NZ	5OY	5OZ	5PY	5PZ
Déficits des années antérieures non encore déduits .....	2003 5GA	2004 5GB	2005 5GC	2006 5GD	2007 5GE	2008 5GF
	2009 5GG	2010 5GH	2011 5GI	2012 5GJ		
Adresse de la location .....						

148 AUTRES REVENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX NON PROFESSIONNELS

<b>Régime micro entreprise</b>						
Revenus nets exonérés .....	5NN		5ON		5PN	
Revenus imposables						
Chiffre d'affaires brut sans déduire aucun abattement						
• Ventes de marchandises et assimilées .....	5NO		5OO		5PO	
• Prestations de services .....	5NP		5OP		5PP	
Plus-values nettes à court terme .....	5NX		5OX		5PX	
Plus-values de cession taxables à 16 % .....	5NQ		5OQ		5PQ	
Moins-values à long terme .....	5NR		5OR		5PR	
Moins-values nettes à court terme du foyer .....	5IU					

## AUTRES REVENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX NON PROFESSIONNELS (SUITE)

	DÉCLARANT 1		DÉCLARANT 2		PERSONNE À CHARGE	
	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS
<b>Régime du bénéfice réel</b>						
Revenus exonérés.....	5NB	5NH	5OB	5OH	5PB	5PH
Revenus imposables.....	5NC	5NI	5OC	5OI	5PC	5PI
Déficits.....	5NF	5NL	5OF	5OL	5PF	5PL
Plus-values de cession taxables à 16 %.....	5NE		5OE		5PE	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Déficits des années antérieures non encore déduits...	5RN	5RO	5RP	5RQ	5RR	5RW

## 149 REVENUS NON COMMERCIAUX PROFESSIONNELS

	DÉCLARANT 1		DÉCLARANT 2		PERSONNE À CHARGE	
	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS
<b>Régime déclaratif spécial ou micro BNC</b>						
Revenus nets exonérés.....	5HP		5IP		5JP	
Revenus imposables.....	5HQ		5IQ		5JQ	
<i>Recettes brutes sans déduire aucun abattement</i>						
Plus-values nettes à court terme.....	5HV		5IV		5JV	
Plus-values de cession taxables à 16 %.....	5HR		5IR		5JR	
Moins-values à long terme.....	5HS		5IS		5JS	
Moins-values nettes à court terme.....	5KZ		5LZ		5MZ	
<b>Régime de la déclaration contrôlée</b>	AA OU VISEUR	SANS	AA OU VISEUR	SANS	AA OU VISEUR	SANS
Revenus exonérés.....	5QB	5QH	5RB	5RH	5SB	5SH
Revenus imposables.....	5QC	5QI	5RC	5RI	5SC	5SI
Déficits y compris inventeurs non professionnels.....	5QE	5QK	5RE	5RK	5SE	5SK
Plus-values de cession taxables à 16 %.....	5QD		5RD		5SD	
Jeunes créateurs: abattement de 50 %.....	5QL		5RL		5SL	
Agents généraux d'assurances: indemnités de cessation d'activité.....	5QM		5RM			
Honoraires de prospection commerciale exonérés.....	5TF	5TI	5UF	5UI	5VF	5VI

## 152 REVENUS NON COMMERCIAUX NON PROFESSIONNELS

	DÉCLARANT 1		DÉCLARANT 2		PERSONNE À CHARGE	
	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS
<b>Régime déclaratif spécial ou micro BNC</b>						
Revenus nets exonérés.....	5TH		5UH		5VH	
Revenus imposables.....	5KU		5LU		5MU	
<i>Recettes brutes sans déduire aucun abattement</i>						
Plus-values nettes à court terme.....	5KY		5LY		5MY	
Plus-values de cession taxables à 16 %.....	5KV		5LV		5MV	
Moins-values à long terme.....	5KW		5LW		5MW	
Moins-values nettes à court terme du foyer.....	5JU					
<b>Régime de la déclaration contrôlée</b>	AA OU VISEUR	SANS	AA OU VISEUR	SANS	AA OU VISEUR	SANS
Revenus exonérés.....	5HK	5IK	5JK	5KK	5LK	5MK
Revenus imposables.....	5JG	5SN	5RF	5NS	5SF	5OS
Déficits.....	5JJ	5SP	5RG	5NU	5SG	5OU
Inventeurs et auteurs de logiciels: produits taxables à 16 %.....	5TC		5UC		5VC	
Plus-values taxables à 16 %.....	5SO		5NT		5OT	
Jeunes créateurs: abattement de 50 %.....	5SV		5SW		5SX	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Déficits des années antérieures non encore déduits...	5HT	5IT	5JT	5KT	5LT	5MT

154 REVENUS À IMPOSER AUX PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX

Indiquez le montant net des revenus agricoles, revenus industriels et commerciaux, revenus non commerciaux non soumis aux contributions sociales par les organismes sociaux (URSSAF, MSA...) ainsi que le montant des plus-values professionnelles à long terme exonérées d'impôt sur le revenu en cas de départ à la retraite (art. 151 septies A du CGI). Ces revenus et plus-values seront soumis aux prélèvements sociaux.  
Les revenus des locations meublées non professionnelles et les plus-values à long terme taxables à 16 %, déclarés dans les rubriques précédentes, seront automatiquement soumis aux prélèvements sociaux. Ne les reportez pas ci-dessous.

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERSONNE À CHARGE
Revenus nets .....	5HY <input type="text"/>	5IY <input type="text"/>	5JY <input type="text"/>
<i>Pour les régimes micro, reportez le montant après abattement forfaitaire pour charges. Micro BIC : 71% pour les ventes et assimilées; 50% pour les prestations de services. Micro BNC : 34%.</i>			
Plus-values à long terme exonérées en cas de départ à la retraite .....	5HG <input type="text"/>	5IG <input type="text"/>	

155 PRIME POUR L'EMPLOI

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERSONNE À CHARGE
Activité professionnelle exercée toute l'année 2013...	5NW <input type="text"/> <small>COCHEZ &gt;</small>	5OW <input type="text"/> <small>COCHEZ &gt;</small>	5PW <input type="text"/> <small>COCHEZ &gt;</small>
Sinon, nombre de jours travaillés dans l'année .....	5NV <input type="text"/>	5OV <input type="text"/>	5PV <input type="text"/>
<i>POUR RECEVOIR VOTRE PRIME, JOIGNEZ OBLIGATOIREMENT UN RIB SI VOUS NE L'AVEZ PAS DÉJÀ COMMUNIQUÉ</i>			

RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

241	Frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion ou une association agréée .....	7FF <input type="text"/>
	- Nombre d'exploitations .....	7FG <input type="text"/>
241	Réduction d'impôt mécénat .....	7US <input type="text"/>
	Acquisition de biens culturels .....	7UO <input type="text"/>
	Adhésion à un groupement de prévention agréé .....	8TE <input type="text"/>
243	Crédit d'impôt compétitivité, emploi : <i>montant non encore cédé</i>	
	- entreprises bénéficiant de la restitution immédiate .....	8TL <input type="text"/>
	- autres entreprises .....	8UW <input type="text"/>
244	Crédit d'impôt recherche :	
	- entreprises bénéficiant de la restitution immédiate .....	8TB <input type="text"/>
	- autres entreprises .....	8TC <input type="text"/>
245	Investissement en Corse :	
	- entreprises bénéficiant de la restitution immédiate .....	8TS <input type="text"/>
	- autres entreprises .....	8TG <input type="text"/>
	- report de crédit d'impôt non imputé les années antérieures .....	8TO <input type="text"/>
	- reprise de crédit d'impôt .....	8TP <input type="text"/>
246	Autres crédits d'impôt :	
	- apprentissage .....	8TZ <input type="text"/>
	- famille .....	8UZ <input type="text"/>
	- agriculture biologique .....	8WA <input type="text"/>
	- prospection commerciale .....	8WB <input type="text"/>
	- formation des chefs d'entreprise .....	8WD <input type="text"/>
	- prêts sans intérêt .....	8WC <input type="text"/>
	- intéressement .....	8WE <input type="text"/>
	- métiers d'art .....	8WR <input type="text"/>
	- remplacement pour congé des agriculteurs .....	8WT <input type="text"/>
	- maître restaurateur .....	8WU <input type="text"/>
249	Auto-entrepreneur : versements d'impôt sur le revenu dont le remboursement est demandé .....	8UY <input type="text"/>

2042 IOM  
**cerfa**  
N°14220 \* 04

13

**DIRECTION GÉNÉRALE  
DES FINANCES PUBLIQUES**

**DÉCLARATION**

**REVENUS 2013**

**INVESTISSEMENTS OUTRE-MER**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Cet imprimé n° 2042IOM vous permet de déclarer les réductions d'impôt au titre des investissements réalisés outre-mer en application des articles 199 undecies A, 199 undecies B et 199 undecies C du code général des impôts (CGI). Il doit être joint à votre déclaration de revenus n° 2042. Pour vous aider à remplir cet imprimé, vous pouvez vous procurer le document d'information n° 2041 GE disponible sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr). Vous pouvez également déclarer vos réductions d'impôt pour investissements outre-mer en déclarant vos revenus en ligne.

## MONTANT DES RÉDUCTIONS D'IMPÔT

- 260** Vous optez pour le plafonnement des réductions d'impôt pour investissements outre-mer à 11 % du revenu imposable (15%<sup>1</sup> ou 13%<sup>2</sup> pour certains investissements) ..... **HQA** ☐
1. Investissements dans le logement social ; investissements immobiliers engagés avant le 1.1.2011 ; investissements dans le cadre d'une entreprise agréés avant le 5.12.2010.  
2. Investissements dans le logement (article 199 undecies A) engagés avant le 1.1.2012 et investissements dans le cadre d'une entreprise (article 199 undecies B) agréés du 5.12.2010 au 29.9.2011.

## RÉDUCTION D'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS DANS LE LOGEMENT SOCIAL (article 199 undecies C du CGI)

- 255 Investissements réalisés en 2013**
- Investissements ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

EN 2010	EN 2011	EN 2012
<b>HRA</b>	<b>HRB</b>	<b>HRC</b>
- Autres investissements ..... **HRD**
- Report de réductions d'impôt non imputées les années antérieures**
- Investissements réalisés en 2009 ..... **HKG**
- Investissements réalisés en 2010
- investissements ayant fait l'objet en 2009 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... **HKH**
  - autres investissements ..... **HKI**
- Investissements réalisés en 2011
- investissements ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

EN 2009	EN 2010
<b>HQN</b>	<b>HQU</b>
  - autres investissements ..... **HQK**
- Investissements réalisés en 2012
- investissements ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

EN 2009	EN 2010	EN 2011
<b>HQJ</b>	<b>HQS</b>	<b>HQW</b>
  - autres investissements ..... **HQX**

## SIGNATURE DU OU DES DÉCLARANTS

À

Le

**RÉDUCTION D'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS DANS LE LOGEMENT ET AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ** (article 199 undecies A du CGI)Investissements réalisés jusqu'au 31.12.2008 ..... HQB **Investissements réalisés en 2009**

– Investissements ayant fait l'objet avant 2009 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... HQC

– Autres investissements ..... HQL

**Investissements réalisés en 2010**

– Investissements ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

AVANT 2009	EN 2009
HQT <input type="text"/>	HQM <input type="text"/>

 ..... 

EN 2009	EN 2010
HQD <input type="text"/>	

– Autres investissements ..... HQD

**Investissements réalisés en 2011**

– Investissements immobiliers que vous avez engagés avant le 1.1.2011, ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

AVANT 2009	EN 2009	EN 2010
HOA <input type="text"/>	HOB <input type="text"/>	HOC <input type="text"/>

– Investissements immobiliers que vous avez engagés en 2011, ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

AVANT 2009	EN 2009	EN 2010
HOH <input type="text"/>	HOI <input type="text"/>	HOJ <input type="text"/>

– Autres investissements ..... HOK

**Investissements réalisés en 2012**

– Investissements immobiliers que vous avez engagés avant le 1.1.2011, ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

AVANT 2009	EN 2009	EN 2010
HOL <input type="text"/>	HOM <input type="text"/>	HON <input type="text"/>

– Investissements immobiliers que vous avez engagés en 2011, ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

AVANT 2009	EN 2009	EN 2010	EN 2011
HOO <input type="text"/>	HOP <input type="text"/>	HOQ <input type="text"/>	HOR <input type="text"/>

– Investissements immobiliers que vous avez engagés en 2012, ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

AVANT 2009	EN 2009	EN 2010	EN 2011
HOS <input type="text"/>	HOT <input type="text"/>	HOU <input type="text"/>	HOV <input type="text"/>

– Autres investissements ..... HOW

**Investissements réalisés en 2013**

– Investissements immobiliers engagés avant le 1.1.2011 ..... HOD

– Investissements immobiliers engagés en 2011, ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

EN 2010	EN 2011
HOE <input type="text"/>	HOF <input type="text"/>

– Investissements immobiliers engagés en 2012 ou 2013, ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... 

EN 2010	EN 2011	EN 2012
HOG <input type="text"/>	HOX <input type="text"/>	HOY <input type="text"/>

– Autres investissements ..... HOZ

**RÉDUCTION D'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS DANS LE CADRE D'UNE ENTREPRISE** (ARTICLE 199 UNDECIES B DU CGI)**INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN 2013****Investissements agréés du 5.12.2010 au 27.9.2011**

Investissements ayant fait l'objet en 2010 ou 2011 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50%

	EN 2010		EN 2011	
	À HAUTEUR DE 52,63 %	À HAUTEUR DE 62,5 %	À HAUTEUR DE 52,63 %	À HAUTEUR DE 62,5 %
– Investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt.....	HSA <input type="text"/>	HSB <input type="text"/>	HSF <input type="text"/>	HSG <input type="text"/>
– Investissements dans votre entreprise .....	HSC <input type="text"/>		HSH <input type="text"/>	
– Investissements dans votre entreprise avec exploitation directe:				
• montant de la réduction d'impôt calculée.....	HSD <input type="text"/>		HSI <input type="text"/>	
• montant de la réduction d'impôt dont vous demandez l'imputation en 2013 .....	HSE <input type="text"/>		HSJ <input type="text"/>	

**RÉDUCTION D'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS DANS LE CADRE D'UNE ENTREPRISE (suite)****INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN 2013 (suite)****Autres investissements**

Investissements ayant fait l'objet en 2010 ou 2011 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50 %

	EN 2010		EN 2011	
	À HAUTEUR DE 52,63 %	À HAUTEUR DE 62,5 %	À HAUTEUR DE 52,63 %	À HAUTEUR DE 62,5 %
- Investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt.....	HSK	HSL	HSP	HSQ
- Investissements dans votre entreprise.....		HSM		HSR
- Investissements dans votre entreprise avec exploitation directe:				
• montant de la réduction d'impôt calculée.....	HSN		HSS	
• montant de la réduction d'impôt dont vous demandez l'imputation en 2013.....	HSO		HST	

Investissements ayant fait l'objet en 2012 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50 %

	À HAUTEUR DE 52,63 %	À HAUTEUR DE 62,5 %
- Investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt.....	HSU	HSV
- Investissements dans votre entreprise.....		HSW
- Investissements dans votre entreprise avec exploitation directe:		
• montant de la réduction d'impôt calculée.....		HSX
• montant de la réduction d'impôt dont vous demandez l'imputation en 2013.....		HSY

**Investissements autres que ceux des lignes précédentes**

	À HAUTEUR DE 52,63 %	À HAUTEUR DE 62,5 %
- Investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt.....	HSZ	HTA
- Investissements dans votre entreprise.....		HTB
- Investissements dans votre entreprise avec exploitation directe:		
• montant de la réduction d'impôt calculée.....		HTC
• montant de la réduction d'impôt dont vous demandez l'imputation en 2013.....		HTD

**REPORT DE RÉDUCTIONS D'IMPÔT NON IMPUTÉES LES ANNÉES ANTÉRIEURES**

Investissements réalisés en 2008..... HQZ

**Investissements réalisés en 2009**

- Investissements ayant fait l'objet avant 2009 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50 % .....	HMM	
- Autres investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt .....	À HAUTEUR DE 50 % HLG	À HAUTEUR DE 60 % HMA
- Autres investissements dans votre entreprise .....		HKS

**Investissements réalisés en 2010**

- Investissements ayant fait l'objet avant 2009 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50%		HMN	
- Investissements ayant fait l'objet en 2009 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50%			
• investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt	À HAUTEUR DE 50 % HLH	À HAUTEUR DE 60 % HMB	
• investissements dans votre entreprise		HKT	
- Autres investissements			
• investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt	À HAUTEUR DE 50 % HLI	À HAUTEUR DE 60 % HMC	
• investissements dans votre entreprise		HKU	

**Investissements réalisés en 2011**

Investissements immobiliers engagés avant le 1.1.2011 et investissements agréés avant le 5.12.2010

- Investissements ayant fait l'objet avant 2009 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% .....				HQV		<input type="text"/>	
- Investissements ayant fait l'objet en 2009 ou 2010 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% :							
				EN 2009		EN 2010	
				À HAUTEUR DE 50 %		À HAUTEUR DE 60 %	
• investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt.....				HQO		HQF	
				<input type="text"/>		<input type="text"/>	
				HQP		HQG	
				<input type="text"/>		<input type="text"/>	
• investissements dans votre entreprise .....				HQR		HQI	
				<input type="text"/>		<input type="text"/>	

**RÉDUCTION D'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS DANS LE CADRE D'UNE ENTREPRISE (suite)****REPORT DE RÉDUCTIONS D'IMPÔT NON IMPUTÉES LES ANNÉES ANTÉRIEURES (suite)****Autres investissements**

- Investissements ayant fait l'objet avant 2009 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... HQE
- Investissements ayant fait l'objet en 2009 ou 2010 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50%
- |  | EN 2009                  |                          | EN 2010                  |                          |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
|  | À HAUTEUR DE 52,63 %     | À HAUTEUR DE 62,5 %      | À HAUTEUR DE 52,63 %     | À HAUTEUR DE 62,5 %      |
| • investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt..... | HPA <input type="text"/> | HPB <input type="text"/> | HPE <input type="text"/> | HPF <input type="text"/> |
| • investissements dans votre entreprise .....  | HPD <input type="text"/> |                          | HPH <input type="text"/> |                          |
- Investissements autres que ceux des lignes précédentes
- |  | À HAUTEUR DE 52,63 %     | À HAUTEUR DE 62,5 %      |
|--|--------------------------|--------------------------|
| • investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt..... | HPI <input type="text"/> | HPJ <input type="text"/> |
| • investissements dans votre entreprise .....  | HPL <input type="text"/> |                          |

**Investissements réalisés en 2012****Investissements agréés avant le 28.9.2011**

- Investissements ayant fait l'objet avant 2009 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% ..... HPM
- Investissements ayant fait l'objet en 2009 ou 2010 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50%
- |  | EN 2009                  |                          | EN 2010                  |                          |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
|  | À HAUTEUR DE 50 %        | À HAUTEUR DE 60 %        | À HAUTEUR DE 50 %        | À HAUTEUR DE 60 %        |
| • investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt..... | HPN <input type="text"/> | HPO <input type="text"/> | HPS <input type="text"/> | HPT <input type="text"/> |
| • investissements dans votre entreprise .....  | HPP <input type="text"/> |                          | HPU <input type="text"/> |                          |
| • investissements dans votre entreprise avec exploitation directe.....   | HPR <input type="text"/> |                          | HPW <input type="text"/> |                          |
- Investissements ayant fait l'objet en 2011 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50%
- |  | À HAUTEUR DE 52,63 %     | À HAUTEUR DE 62,5 %      |
|--|--------------------------|--------------------------|
| • investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt..... | HPX <input type="text"/> | HPY <input type="text"/> |
| • investissements dans votre entreprise .....  | HRG <input type="text"/> |                          |
| • investissements dans votre entreprise avec exploitation directe .....  | HRI <input type="text"/> |                          |

**Autres investissements**

- Investissements ayant fait l'objet avant 2009 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50 % ..... HRJ
- Investissements ayant fait l'objet en 2009 ou 2010 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50%
- |  | EN 2009                  |                          | EN 2010                  |                          |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
|  | À HAUTEUR DE 52,63 %     | À HAUTEUR DE 62,5 %      | À HAUTEUR DE 52,63 %     | À HAUTEUR DE 62,5 %      |
| • investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt..... | HRK <input type="text"/> | HRL <input type="text"/> | HRP <input type="text"/> | HRQ <input type="text"/> |
| • investissements dans votre entreprise .....  | HRM <input type="text"/> |                          | HRR <input type="text"/> |                          |
| • investissements dans votre entreprise avec exploitation directe.....   | HRO <input type="text"/> |                          | HRT <input type="text"/> |                          |
- Investissements ayant fait l'objet en 2011 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50 %
- |  | À HAUTEUR DE 52,63 %     | À HAUTEUR DE 62,5 %      |
|--|--------------------------|--------------------------|
| • investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt..... | HRU <input type="text"/> | HRV <input type="text"/> |
| • investissements dans votre entreprise .....  | HRW <input type="text"/> |                          |
| • investissements dans votre entreprise avec exploitation directe .....  | HRY <input type="text"/> |                          |
- Investissements autres que ceux des lignes précédentes
- |  | À HAUTEUR DE 52,63 %     | À HAUTEUR DE 62,5 %      |
|--|--------------------------|--------------------------|
| • investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt..... | HNU <input type="text"/> | HNV <input type="text"/> |
| • investissements dans votre entreprise .....  | HNW <input type="text"/> |                          |
| • investissements dans votre entreprise avec exploitation directe .....  | HNY <input type="text"/> |                          |



FICHE DE CALCUL DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT

INVESTISSEMENTS OUTRE-MER DANS LE LOGEMENT ET AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ (ARTICLE 199 UNDECIES A DU CGI)

ADRESSE DU LOGEMENT OU NOM ET ADRESSE DE LA SOCIÉTÉ					DATE DU FAIT GÉNÉRATEUR DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT			
NATURE DE L'INVESTISSEMENT	MONTANT DE L'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE	BASE DE CALCUL ANNUELLE DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT	TAUX	LOGEMENT			RÉDUCTION D'IMPÔT à reporter sur la déclaration n° 2042 IOM, cases HQB à HOZ	
				LOGEMENT UTILISANT UNE ÉNERGIE RENOUVELABLE	LOGEMENT SITUÉ DANS UNE ZUS	LOGEMENT SITUÉ DANS UNE ZUS ET UTILISANT UNE ÉNERGIE RENOUVELABLE		
Secteur du logement								
Habitation principale du contribuable (acquisition ou construction de logements neufs) :								
	– investissement engagé ou réalisé avant 2011	.....	× 10 %	× 25 %	× 29 %	× 35 %	× 39 %	.....
	– investissement engagé ou réalisé en 2011	.....	× 10 %	× 22 %	× 26 %	× 31 %	× 35 %	.....
– investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013	.....	× 10 %	× 18 %	× 22 %	× 26 %	× 29 %	.....	.....
Travaux de réhabilitation ou de confortation contre les risques sismiques :								
– investissement engagé ou réalisé avant 2011	.....	× 20 %	× 25 %	× 29 %	× 35 %	× 39 %	.....	.....
– investissement engagé ou réalisé en 2011	.....	× 20 %	× 22 %	× 26 %	× 31 %	× 35 %	.....	.....
– investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013	.....	× 20 %	× 18 %	× 22 %	× 26 %	× 29 %	.....	.....
Location nue dans le secteur libre								
– Permis de construire délivré avant 2011	.....	× 20 %	× 40 %	× 44 %	× 50 %	× 54 %	.....	.....
> investissement engagé ou réalisé avant 2011	.....	× 20 %	× 36 %	× 39 %	× 45 %	× 48 %	.....	.....
> investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013	.....	× 20 %	× 30 %	× 33 %	× 38 %	× 40 %	.....	.....
– Permis de construire délivré en 2011	.....	× 20 %	× 27 %	× 30 %	× 36 %	× 39 %	.....	.....
> investissement engagé ou réalisé en 2012 ou 2013	.....	× 20 %	× 22 %	× 25 %	× 30 %	× 33 %	.....	.....
Location nue dans le secteur intermédiaire								
– Permis de construire délivré avant 2011	.....	× 20 %	× 50 %	× 54 %	× 60 %	× 64 %	.....	.....
> investissement engagé ou réalisé avant 2011	.....	× 20 %	× 45 %	× 48 %	× 54 %	× 57 %	.....	.....
> investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013	.....	× 20 %	× 38 %	× 40 %	× 45 %	× 48 %	.....	.....
– Permis de construire (P.C.) délivré en 2011 ou 2012	.....	× 20 %	× 40 %	× 44 %	× 49 %	× 53 %	.....	.....
> investissement engagé ou réalisé en 2011 avec P.C. délivré en 2011	.....	× 20 %	× 34 %	× 37 %	× 41 %	× 45 %	.....	.....
> investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013 avec P.C. délivré en 2012	.....	× 20 %	× 26 %	–	–	–	.....	.....
Autres secteurs d'activité (souscription au capital de certaines sociétés)								
– investissement réalisé avant 2011	.....	× 20 %	× 50 %	–	–	–	.....	.....
– investissement réalisé en 2011	.....	× 20 %	× 45 %	–	–	–	.....	.....
– investissement réalisé en 2012 ou 2013	.....	× 20 %	× 38 %	–	–	–	.....	.....

FICHE DE CALCUL DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT  
INVESTISSEMENTS OUTRE-MER DANS LE CADRE D'UNE ENTREPRISE RÉALISÉS EN 2013 (ARTICLE 199 UNDECIES B DU CGI)

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	MONTANT DE L'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE	TAUX DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT						AUTRES INVESTISSEMENTS			RÉDUCTION D'IMPÔT à reporter sur la déclaration n° 2042 IOM, cases HSA à HTD
		INVESTISSEMENTS AGRÉÉS DU 5-12-2010 AU 27-9-2011									
		INVESTISSEMENTS DIRECTS	LOCATION AVEC RÉTROCESSION DE 62,5 %	LOCATION AVEC RÉTROCESSION DE 52,63 %	LOCATION AVEC RÉTROCESSION DE 62,5 %	INVESTISSEMENTS DIRECTS	LOCATION AVEC RÉTROCESSION DE 62,5 %	LOCATION AVEC RÉTROCESSION DE 52,63 %			
Tous secteurs d'activité – Martinique, Guadeloupe, Réunion, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, TAAF, Saint-Martin, Saint-Barthélemy – Guyane, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, îles Wallis-et-Futuna	.....	× 45 %	× 48 %	× 47,5 %	× 47,5 %	× 38,25 %	× 45,3 %	× 44,12 %	.....	.....	
	.....	× 54 %	× 57,6 %	× 57 %	× 57 %	× 45,9 %	× 54,36 %	× 52,95 %	.....	.....	
Production d'énergie renouvelable – Martinique, Guadeloupe, Réunion, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, TAAF, Saint-Martin, Saint-Barthélemy – Guyane, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, îles Wallis-et-Futuna	.....	× 54 %	× 57,6 %	× 57 %	× 57 %	× 45,9 %	× 54,36 %	× 52,95 %	.....	.....	
	.....	× 63 %	× 67,2 %	× 66,5 %	× 66,5 %	× 53,55 %	× 63,42 %	× 61,77 %	.....	.....	
Rénovation, réhabilitation d'hôtel – Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion – Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, îles Wallis-et-Futuna, TAAF – Saint-Martin, Saint-Barthélemy	.....	× 63 %	× 67,2 %	× 66,5 %	× 66,5 %	× 53,55 %	× 63,42 %	× 61,77 %	.....	.....	
	.....	× 54 %	× 57,6 %	× 57 %	× 57 %	× 45,9 %	× 54,36 %	× 52,95 %	.....	.....	
Pose de câbles sous-marins (toutes collectivités d'outre-mer)	.....	× 45 %	× 48 %	× 47,5 %	× 47,5 %	× 38,25 %	× 45,3 %	× 44,12 %	.....	.....	
	.....	× 45 %	–	–	–	× 38 %	–	–	.....	.....	

INVESTISSEMENTS OUTRE-MER DANS LE LOGEMENT SOCIAL RÉALISÉS EN 2013 (ARTICLE 199 UNDECIES C DU CGI)

MONTANT DE L'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE	RÉDUCTION D'IMPÔT à reporter sur la déclaration n° 2042 IOM, cases HBA à HRD		
	.....	× 50 %	.....
	.....	× 50 %	.....
.....	.....	.....	.....

# PRINCIPALES NOUVEAUTÉS REVENUS 2013

## Modalités déclaratives

Désormais, un seul modèle de déclaration principale de revenus est adressé aux usagers : tous les contribuables reçoivent une déclaration n° 2042K.

Les dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt en faveur de la qualité environnementale de l'habitation principale doivent être déclarées uniquement sur l'imprimé n° 2042QE ou en ligne.

## Barème

Page 310. Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu sont revalorisées de 0,8 %.

(LF 2014; CGI, art. 197)

## Situation du foyer

Page 59. La disposition transitoire prévue en faveur des personnes célibataires, divorcées ou veuves qui n'ont pas élevé seules un enfant pendant au moins cinq ans mais qui avaient bénéficié de la demi-part pour l'imposition des revenus de 2008 s'est appliquée pour la dernière fois pour l'imposition des revenus de 2012 (case E). À compter de l'imposition des revenus de 2013, ces personnes ne bénéficient plus de la demi-part supplémentaire.

(LF 2009, art. 92; BOI-IR-LIQ-10-20-20-10 n° 320)

## Traitements et salaires

Page 73. Les salariés ont pu demander, du 1.7.2013 au 31.12.2013, dans la limite de 20 000 €, le déblocage anticipé des sommes issues de la participation ou de l'intéressement, affectées à un dispositif d'épargne salariale avant le 1.1.2013. Ces sommes, destinées à financer l'achat d'un ou plusieurs biens ou la fourniture d'un ou plusieurs services, sont exonérées d'impôt sur le revenu.

(Loi du 28.6.2013 portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement)

La prise en charge par l'employeur d'une partie des cotisations aux contrats complémentaires collectifs obligatoires de santé (maladie, maternité, accident) constitue un complément de rémunération imposable pour le salarié.

(LF 2014; CGI, art. 83, 1° quater)

## Pensions

Page 99. Les majorations de retraite ou de pension pour charges de famille perçues à compter du 1.1.2013 ne sont plus exonérées d'impôt sur le revenu.

(LF 2014)

## RCM

Page 103. L'option pour le prélèvement libératoire forfaitaire est supprimée pour les produits de placement à revenu fixe et pour les dividendes perçus à compter du 1.1.2013. Ces revenus sont imposés au barème progressif, après application d'un prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire effectué lors de leur versement.

Les revenus distribués versés à compter du 1.1.2013 sont soumis à un prélèvement non libératoire de 21 %. Le montant de ce prélèvement s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré. S'il excède l'impôt dû, il est restitué.

Toutefois les contribuables appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 € (personne seule) ou 75 000 € (couple soumis à imposition commune) peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement.

Les intérêts et autres produits de placement à revenu fixe sont soumis à un prélèvement non libératoire de 24 %. Le montant de ce prélèvement s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré. S'il excède l'impôt dû, il est restitué.

Toutefois les contribuables appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 25 000 € (personne seule) ou 50 000 € (couple soumis à imposition commune) peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement.

Les contribuables formulent leur demande de dispense par la remise d'une attestation sur l'honneur à l'établissement qui assure le paiement des revenus au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement et, pour les revenus perçus en 2013, au plus tard le 31 mars 2013.

Les contribuables appartenant à un foyer fiscal dont le montant annuel des produits de placement à revenu fixe n'excède pas 2 000 € peuvent opter, lors du dépôt de la déclaration de revenus, pour leur imposition au taux forfaitaire de 24 % au lieu de l'imposition au barème.

Pour les produits des bons ou contrats de capitalisation (assurance-vie), l'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire prévu par l'article 125-0 A du CGI est maintenue.

(LF 2013; CGI, art. 117 quater, 125-0 A, 125 A, 125 D)

## Plus-values

**Page 115.** Les plus-values de cession de valeurs mobilières et droits sociaux et les gains assimilés réalisés à compter du 1.1.2013 sont imposés au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Les gains de cession d'actions ou de parts de sociétés et les distributions effectuées par certaines structures (OPCVM, SCR, FCPR, FPI) peuvent être réduits d'un abattement pour durée de détention de 50 % lorsque les titres sont détenus depuis au moins 2 ans et moins de 8 ans et de 65 % lorsque les titres sont détenus depuis au moins 8 ans à la date de cession.

Un abattement renforcé s'applique pour certaines cessions : il est de 50 % lorsque les titres sont détenus depuis au moins un an et moins de 4 ans, de 65 % lorsque les titres sont détenus depuis au moins 4 ans et moins de 8 ans, de 85 % lorsque les titres sont détenus depuis au moins 8 ans. Pour l'imposition des revenus de 2013, cet abattement s'applique aux plus-values de cession de titres de PME créées depuis moins de 10 ans lors de l'acquisition des titres.

L'abattement pour durée de détention prévu par l'article 150-0 D ter du CGI en faveur des dirigeants qui partent à la retraite (abattement d'un tiers par année de détention au-delà de la 5<sup>e</sup>) reste applicable aux plus-values réalisées en 2013.

Ces abattements s'appliquent uniquement pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Il ne s'appliquent pas pour le calcul des prélèvements sociaux ni pour la détermination du revenu fiscal de référence.

Certains gains de cession demeurent soumis à un taux proportionnel : gains de cession de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (19 % ou 30 %), gain réalisé lors de la clôture d'un PEA avant l'expiration de la 2<sup>e</sup> année (22,5 %) ou de la 5<sup>e</sup> année (19 %). Ces gains ne bénéficient d'aucun abattement.

(LF 2013 ; CGI, art. 150-0 A, 150-0 D, 200 A)

## Charges déductibles

**Page 164.** L'excédent, par rapport à la limite de déduction de l'épargne retraite, correspondant au rachat de cotisations aux régimes PREFON, COREM ou CGOS par les personnes affiliées à ces régimes au 31.12.2004 ou après cette date si elles ont la qualité de fonctionnaire ou d'agent public en activité, est admis en déduction du revenu global dans la limite du rachat de deux années de cotisations au titre de l'année 2013.

(3e LFR 2012 ; CGI, art. 163 quater vices)

## Réductions et crédits d'impôt

– **Page 263.** Le plafonnement global des avantages fiscaux est fixé à 10 000 € pour les dépenses et investissements effectués à compter du 1.1.2013, à l'exception des investissements outre-mer et des souscriptions au capital de SOFICA. Le total des avantages fiscaux plafonnés à 10 000 € et des avantages liés aux investissements outre-mer et aux souscriptions de SOFICA ne peut pas excéder 18 000 €.

La réduction d'impôt au titre des opérations de restauration immobilière "loi Malraux" engagées à compter du 1.1.2013 est exclue du plafonnement global.

(LF 2013 ; CGI, art. 200-0 A)

– **Page 183.** Le crédit d'impôt en faveur de la qualité environnementale de l'habitation principale est prorogé jusqu'au 31.12.2015. À compter du 1.1.2013, il s'applique uniquement aux dépenses effectuées dans les logements achevés depuis plus de deux ans.

(LF 2012 ; CGI, art. 200 quater)

– **Page 222.** Les dépenses de diagnostic préalable aux travaux et les travaux de prévention des risques technologiques réalisées à compter du 1.1.2013 ouvrent droit au crédit d'impôt au taux de 40 %.

(LF 2013 ; CGI, art. 200 quater A)

– **Page 213.** La réduction d'impôt au titre des investissements destinés à la location meublée non professionnelle ("Censi-Bouvard") est prorogée pour les acquisitions réalisées jusqu'au 31.12.2016. Le taux de la réduction d'impôt est de 11 %.

(LF 2013 ; CGI, art. 199 sexvices)

– **Page 203.** La réduction d'impôt "Scellier" peut s'appliquer aux logements acquis au plus tard le 31.3.2013, dès lors que le contribuable justifie qu'il a pris, au plus tard le 31.12.2012, l'engagement de réaliser cet investissement.

(LF 2013 ; CGI, art. 199 septvices)

– **Page 197.** Le dispositif "Duflot" est mis en place à compter du 1.1.2013 en faveur de l'investissement locatif.

La réduction d'impôt "Duflot" s'applique aux contribuables domiciliés en France qui acquièrent ou font construire des logements neufs du 1.1.2013 au 31.12.2016 et qui s'engagent à les donner en location nue à usage d'habitation principale, pour une durée minimale de neuf ans, à une personne autre qu'un membre de leur foyer fiscal et autre qu'un de leurs ascendants ou descendants.

La réduction d'impôt s'applique également aux contribuables qui acquièrent du 1.1.2013 au 31.12.2016 des parts de SCPI réalisant les mêmes investissements.

Pendant toute la période couverte par l'engagement de location, le loyer ne doit pas excéder certains plafonds qui varient en fonction du lieu de situation du logement et de son type. Les locataires doivent, en outre, satisfaire à certaines conditions de ressources.

Au titre d'une même année d'imposition, le contribuable peut bénéficier de la réduction d'impôt au titre de l'acquisition ou de la construction de deux logements au plus.

La réduction d'impôt s'applique aux logements situés dans les communes du territoire métropolitain classées dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements. Les investissements réalisés dans les départements et les collectivités d'outre-mer ouvrent également droit à l'avantage fiscal.

À l'exception des investissements réalisés à Mayotte, le bénéfice de l'avantage fiscal est subordonné au respect d'un niveau de performance énergétique globale qui varie notamment en fonction du lieu de situation du logement (métropole ou outre-mer).

La réduction d'impôt est calculée sur le prix de revient du ou des logements, retenu dans la limite d'un plafond de 5 500 € par m<sup>2</sup> de surface habitable (ou sur 95 % du montant de la souscription des

parts de SCPI). Cette base de calcul ne peut pas excéder globalement 300 000 € par contribuable et pour une même année d'imposition. Le taux de la réduction d'impôt est fixé à 18 % pour les investissements réalisés en métropole et à 29 % pour ceux réalisés outre-mer.

La réduction d'impôt est accordée au titre de l'année d'achèvement du logement, ou de son acquisition si elle est postérieure, et imputée sur l'impôt dû au titre de cette même année, puis sur l'impôt dû au titre de chacune des huit années suivantes, à raison d'un neuvième de son montant total.

(LF 2013; CGI, art. 199 novovicies; BOI-IR-RICI-360)

– **Page 230.** Les réductions d'impôt pour souscription au capital de petites entreprises en phase de démarrage ou d'expansion et au capital de FCPI ou de FIP s'appliquent aux versements effectués jusqu'au 31.12.2016.

Pour les souscriptions au capital de petites entreprises en phase de démarrage ou d'expansion, effectuées à compter du 1.1.2013, le montant de la réduction d'impôt qui excède le montant du plafonnement global des avantages fiscaux peut être reporté sur les cinq années suivantes.

(LF 2013; CGI, art. 199 terdecies-0 A)

– **Page 243.** Un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi est créé en faveur des entreprises imposées selon leur bénéfice réel (ou exonérées en application des articles 44 sexies et suivants du CGI).

Il est égal à 4 % du montant des rémunérations n'excédant pas deux fois et demie le SMIC versées en 2013.

Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle les rémunérations ont été versées. L'excédent peut être reporté et imputé sur l'impôt dû au titre des trois années suivantes, la fraction non utilisée pouvant être remboursée à l'issue de cette période.

Certaines entreprises peuvent bénéficier du remboursement immédiat de leur créance : petites et moyennes entreprises, entreprises nouvelles, jeunes entreprises innovantes, entreprises ayant fait l'objet d'une procédure de conciliation ou de sauvegarde, d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire.

Par ailleurs, la créance "en germe", calculée l'année même du versement des rémunérations et avant la liquidation de l'impôt, peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement auprès d'un établissement de crédit, pour son montant estimé.

(3e LFR 2012; CGI, art. 199 ter C et 244 quater C)

– **Page 246.** Le calcul du crédit d'impôt apprentissage est modifié au titre de l'année 2013.

(LF 2014; CGI, art. 244 quater G)

## QUELQUES NOUVEAUTÉS REVENUS 2014

### Plus-values

Les plus-values de cession de titres réalisées par dirigeants de PME lors de leur départ à la retraite sont réduites d'un abattement de 500 000 €.

En outre, ces plus-values ainsi que les plus-values de cession de titres de jeunes entreprises innovantes et de participations au sein du groupe familial bénéficient de l'abattement renforcé pour durée de détention : 50 % lorsque les titres sont détenus depuis au moins un an et moins de 4 ans, 65 % lorsque les titres sont détenus depuis au moins 4 ans et moins de 8 ans, 85 % lorsque les titres sont détenus depuis au moins 8 ans.

Ces abattements s'appliquent uniquement pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Il ne s'appliquent pas pour le calcul des prélèvements sociaux ni pour la détermination du revenu fiscal de référence.

(LF 2014)

### Revenus des professions non salariées

Les seuils d'application des régimes d'imposition des petites entreprises sont revalorisés dans la même proportion que les limites des tranches du barème de l'impôt sur les revenus de 2013.

Le régime micro BIC s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas :

- 82 200 € (limite majorée : 90 300 €) pour les activités de ventes de marchandises ou de fourniture de logement (à l'exception des locations meublées ordinaires);
- 32 900 € (limite majorée : 34 900 €) pour les activités de prestations de services.

Le régime micro BNC s'applique aux contribuables dont les recettes n'excèdent pas 32 900 € (limite majorée : 34 900 €).

Le régime simplifié s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas :

- 783 000 € pour les activités de ventes de marchandises ou de fourniture de logement;
- 236 000 € pour les activités de prestations de services.

(LF 2014)

### Charges déductibles

Le régime spécifique prévu en faveur des rachats de cotisations aux régimes PREFON, COREM et CGOS est prorogé en 2014. Les rachats effectués en 2014 peuvent être déduits, au-delà du plafond général de déduction, dans la limite de deux années de cotisations.

(LFR 2013; CGI, art. 163 quatercivies)

### Réductions et crédits d'impôt

– Les modalités d'application du crédit d'impôt en faveur de la qualité environnementale de l'habitation principale sont modifiées pour les dépenses réalisées à compter du 1.1.2014.

Le crédit d'impôt est accordé uniquement lorsqu'un bouquet de travaux est effectué. La liste des six catégories de dépenses composant un bouquet de travaux est inchangée.

Toutefois, cette condition ne s'applique pas aux personnes dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année précédant celle du paiement de la dépense n'excède pas la limite prévue au II de l'article 1417 du CGI (seuil d'application du plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu). Ces personnes peuvent bénéficier du crédit d'impôt, au taux prévu en action seule, pour une dépense de la liste du bouquet de travaux ou pour une dépense ne faisant pas partie de cette liste.

Cependant, pour les dépenses d'isolation des parois vitrées, de volets isolants et de portes d'entrée réalisées dans une maison individuelle, la condition de revenu n'a pas d'incidence. Ces dépenses ouvrent droit au crédit d'impôt uniquement lorsqu'un bouquet de travaux est réalisé, quel que soit le montant du revenu fiscal de référence du foyer.

Le crédit d'impôt est supprimé pour les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil (panneaux photovoltaïques) et les équipements de récupération et de traitement des eaux de pluie.

Le crédit d'impôt comporte seulement deux taux. Le taux général est de 15 %. Il est porté à 25 % lorsqu'un bouquet de travaux est effectué, pour les dépenses entrant dans la composition du bouquet de travaux.

À compter du 1.1.2014, le bouquet de travaux peut être réalisé sur deux années consécutives. Les dépenses sont alors déclarées et ouvrent droit au crédit d'impôt au titre de la seconde année.

Pour les mêmes dépenses, le crédit d'impôt peut se cumuler avec l'éco-prêt à taux zéro lorsque le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année précédant celle de l'offre de prêt n'excède pas 25 000 € pour une personne seule et 35 000 € pour un couple soumis à imposition commune, majorés de 7 500 € par personne à charge.

Le crédit d'impôt ne s'applique plus pour les dépenses réalisées par les propriétaires-bailleurs dans les logements donnés en location pendant au moins 5 ans à usage d'habitation principale.

(LF 2014; CGI, art. 200 quater)

– L'avantage fiscal en faveur des investissements forestiers s'applique aux dépenses effectuées jusqu'au 31.12.2017 mais son application est modifiée à compter du 1.1.2014. La réduction d'impôt est accordée pour les seules acquisitions de terrains boisés ou à boiser (dans la limite de 4 hectares) qui permettent d'agrandir une unité de gestion (d'une surface minimale de 4 ha) ainsi que pour les cotisations d'assurance (dans la limite de 7,20 € par ha assuré en 2014). Le taux est fixé à 18 % pour les acquisitions et à 76 % pour les cotisations d'assurance.

Pour les dépenses de travaux forestiers et les rémunérations versées dans le cadre d'un contrat de gestion, l'avantage fiscal devient un crédit d'impôt. Le taux est fixé à 18 %. Il est porté à 25 % pour les adhérents d'une organisation de producteurs.

(LFR 2013; CGI, 199 decies H)

– L'aide à l'investissement outre-mer dans les entreprises et dans le logement social est modifiée à compter du 1.7.2014.

Pour les investissements réalisés dans les départements d'outre-mer dans le cadre d'une entreprise, la réduction d'impôt est réservée aux entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 20 M €. Certaines conditions d'application de la réduction d'impôt au titre des investissements dans l'entreprise et dans le logement social sont modifiées, notamment le taux de rétrocession.

Un crédit d'impôt est institué pour les investissements réalisés dans les départements d'outre-mer dans le cadre d'une entreprise et dans le logement social.

(LF 2014; CGI, art. 199 undecies B, 199 undecies C, 244 quater W et 199 ter V)

– Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi est égal à 6 % du montant des rémunérations n'excédant pas deux fois et demie le SMIC versées en 2014.

(CGI, art. 199 ter C et 244 quater C)

– Le calcul du crédit d'impôt apprentissage est modifié au titre de l'année 2014.

(LF 2014; CGI, art. 244 quater G)

# AIDE-MÉMOIRE DES ANNÉES NON PRESCRITES

En 2014, le droit de reprise ne peut s'exercer que sur les revenus de 2011, 2012 et 2013.

## SITUATION ET CHARGES DE FAMILLE

	2010	2011	2012	2013
Plafonnement des effets du quotient familial				
> par demi-part supplémentaire excédant 1 part ( <i>personnes seules</i> <sup>1</sup> ) ou 2 parts ( <i>contribuables mariés ou pacsés</i> )	2336	2336	2 000	1 500
> par quart de part lié à un enfant en résidence alternée	2336/2	2336/2	2 000/2	1 500/2
> pour les deux premières demi-parts liées au premier enfant à charge des personnes célibataires, divorcées ou séparées vivant seules <sup>3</sup>	4040	4040	4 040	3 540
> pour la demi-part supplémentaire accordée aux personnes célibataires, divorcées, séparées ou veuves vivant seules, sans personne à charge ayant élevé au moins un enfant <sup>2</sup> :				
– pendant au moins 5 années au cours desquelles elles vivaient seules	897	897	897	897
– ne remplissant pas la condition des 5 années mais ayant bénéficié de la demi-part pour l'imposition des revenus de 2008 et des années suivantes	680	400	120	–
Réduction d'impôt complémentaire en cas de plafonnement				
– de la demi-part accordée aux invalides <sup>4</sup> , anciens combattants, veuves de guerre	661	661	997	1 497
– des deux demi-parts supplémentaires accordées aux veufs ayant au moins un enfant ou une personne invalide à charge	–	–	672	1 672
Montant de l'abattement par enfant marié, rattaché au foyer fiscal	5698	5698	5 698	5 698

1. Personnes célibataires, divorcées, séparées n'élevant pas seules leur(s) enfant(s) ou veufs/veuves.

2. Personnes seules ayant au moins un enfant majeur non rattaché (ou mineur imposé en son nom propre) ou ayant eu un enfant décédé après l'âge de 16 ans ou par suite de faits de guerre.

3. Montant /2 pour les 2 quarts de part liés aux 2 premiers enfants en résidence alternée.

4. Montant /2 pour la réduction d'impôt complémentaire appliquée en cas de plafonnement du quart de part lié à l'invalidité d'un enfant en résidence alternée.

## TRAITEMENTS, SALAIRES, RÉMUNÉRATIONS DES ASSOCIÉS ET GÉRANTS, PENSIONS

	2010	2011	2012	2013
Seuil d'imposition des salaires des apprentis	16 125	16 416	16 944	17 163
Montant de la déduction forfaitaire de 10% sur les salaires				
> minimum	421	421	421	424
> maximum	14 157	14 157	12 000	12 097
Minimum de la déduction forfaitaire de 10% pour les demandeurs d'emploi de longue durée	924	924	924	931
Montant de l'abattement de 10% sur les pensions				
> minimum	374	374	374	377
> maximum	3 660	3 660	3 660	3 689
Salaire plafond annuel de la sécurité sociale	34 620	35 352	36 372	37 032

## MONTANT DES TAUX HORAIRES DU SMIC ET DU MINIMUM GARANTI

DATE D'EFFET	Au 1-1-2010	Au 1-1-2011	Au 1-1-2012	Au 1-1-2012	Au 1-1-2012	Au 1-1-2013
Smic horaire	8,86	9	9,19	9,22	9,40	9,43
Minimum garanti	3,31	3,36	3,43	3,44	3,49	3,49

## BARÈME DU PRIX DE REVIENT KILOMÉTRIQUE

### Barème automobile 2010

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV	$d \times 0,405$	$(d \times 0,242) + 818$	$d \times 0,283$
4 CV	$d \times 0,487$	$(d \times 0,274) + 1 063$	$d \times 0,327$
5 CV	$d \times 0,536$	$(d \times 0,3) + 1 180$	$d \times 0,359$
6 CV	$d \times 0,561$	$(d \times 0,316) + 1 223$	$d \times 0,377$
7 CV	$d \times 0,587$	$(d \times 0,332) + 1 278$	$d \times 0,396$
8 CV	$d \times 0,619$	$(d \times 0,352) + 1 338$	$d \times 0,419$
9 CV	$d \times 0,635$	$(d \times 0,368) + 1 338$	$d \times 0,435$
10 CV	$d \times 0,668$	$(d \times 0,391) + 1 383$	$d \times 0,46$
11 CV	$d \times 0,681$	$(d \times 0,41) + 1 358$	$d \times 0,478$
12 CV	$d \times 0,717$	$(d \times 0,426) + 1 458$	$d \times 0,499$
13 CV et plus	$d \times 0,729$	$(d \times 0,444) + 1 423$	$d \times 0,515$

d représente la distance parcourue

### Barème cyclomoteurs 2010

CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 5 000 KM	AU-DELÀ DE 5 000 KM
Moins de 50 cm <sup>3</sup>	$d \times 0,266$	$(d \times 0,063) + 406$	$d \times 0,144$

### Barème motos 2010

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	$d \times 0,333$	$(d \times 0,083) + 750$	$d \times 0,208$
3, 4 ou 5 CV	$d \times 0,395$	$(d \times 0,069) + 978$	$d \times 0,232$
supérieure à 5 CV	$d \times 0,511$	$(d \times 0,067) + 1 332$	$d \times 0,289$

### Barème automobile 2011

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV	$d \times 0,405$	$(d \times 0,242) + 818$	$d \times 0,283$
4 CV	$d \times 0,487$	$(d \times 0,274) + 1 063$	$d \times 0,327$
5 CV	$d \times 0,536$	$(d \times 0,3) + 1 180$	$d \times 0,359$
6 CV	$d \times 0,561$	$(d \times 0,316) + 1 223$	$d \times 0,377$
7 CV	$d \times 0,587$	$(d \times 0,332) + 1 278$	$d \times 0,396$
8 CV	$d \times 0,619$	$(d \times 0,352) + 1 338$	$d \times 0,419$
9 CV	$d \times 0,635$	$(d \times 0,368) + 1 338$	$d \times 0,435$
10 CV	$d \times 0,668$	$(d \times 0,391) + 1 383$	$d \times 0,46$
11 CV	$d \times 0,681$	$(d \times 0,41) + 1 358$	$d \times 0,478$
12 CV	$d \times 0,717$	$(d \times 0,426) + 1 458$	$d \times 0,499$
13 CV et plus	$d \times 0,729$	$(d \times 0,444) + 1 423$	$d \times 0,515$

d représente la distance parcourue

### Barème cyclomoteurs 2011

CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 5 000 KM	AU-DELÀ DE 5 000 KM
Moins de 50 cm <sup>3</sup>	$d \times 0,266$	$(d \times 0,063) + 406$	$d \times 0,144$

### Barème motos 2011

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	$d \times 0,333$	$(d \times 0,083) + 750$	$d \times 0,208$
3, 4 ou 5 CV	$d \times 0,395$	$(d \times 0,069) + 978$	$d \times 0,232$
supérieure à 5 CV	$d \times 0,511$	$(d \times 0,067) + 1 332$	$d \times 0,289$

## REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

	2010	2011	2012	2013
Abattement sur les revenus d'actions et de parts de sociétés <sup>1</sup> :				
> célibataire	1 525	1 525	–	–
> couple marié	3 050	3 050	–	–
Abattement sur les produits des contrats d'assurance-vie d'une durée égale ou supérieure à 8 ans (ou 6 ans pour les contrats souscrits avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1990)				
> célibataire	4 600	4 600	4 600	4 600
> couple marié	9 200	9 200	9 200	9 200

1. Après abattement de 40 % jusqu'à l'imposition des revenus de 2011.

## GAINS DE CESSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES

	2010	2011	2012	2013
Seuil de taxation : montant annuel des cessions	25 830 <sup>1</sup>	– <sup>2</sup>	– <sup>2</sup>	– <sup>2</sup>

1. Seuil applicable uniquement pour l'impôt sur le revenu.

2. Gains imposables quel que soit le montant annuel des cessions.



**BARÈME DU PRIX DE REVIENT KILOMÉTRIQUE****Barème automobile 2012**

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV et moins	$d \times 0,405$	$(d \times 0,242) + 818$	$d \times 0,283$
4 CV	$d \times 0,487$	$(d \times 0,274) + 1 063$	$d \times 0,327$
5 CV	$d \times 0,536$	$(d \times 0,3) + 1 180$	$d \times 0,359$
6 CV	$d \times 0,561$	$(d \times 0,316) + 1 223$	$d \times 0,377$
7 CV et plus	$d \times 0,587$	$(d \times 0,332) + 1 278$	$d \times 0,396$
d représente la distance parcourue			

**Barème cyclomoteurs 2012**

CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 CM <sup>3</sup>	DE 2 001 À 5 000 CM <sup>3</sup>	AU-DELÀ DE 5 000 CM <sup>3</sup>
Moins de 50 cm <sup>3</sup>	$d \times 0,266$	$(d \times 0,063) + 406$	$d \times 0,144$

**Barème motos 2012**

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	$d \times 0,333$	$(d \times 0,083) + 750$	$d \times 0,208$
3, 4 ou 5 CV	$d \times 0,395$	$(d \times 0,069) + 978$	$d \times 0,232$
supérieure à 5 CV	$d \times 0,511$	$(d \times 0,067) + 1 332$	$d \times 0,289$

**Barème automobile 2013**

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV et moins	$d \times 0,408$	$(d \times 0,244) + 820$	$d \times 0,285$
4 CV	$d \times 0,491$	$(d \times 0,276) + 1 077$	$d \times 0,330$
5 CV	$d \times 0,540$	$(d \times 0,303) + 1 182$	$d \times 0,362$
6 CV	$d \times 0,565$	$(d \times 0,318) + 1 238$	$d \times 0,380$
7 CV et plus	$d \times 0,592$	$(d \times 0,335) + 1 282$	$d \times 0,399$
d représente la distance parcourue			

**Barème cyclomoteurs 2013**

CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 CM <sup>3</sup>	DE 2 001 À 5 000 CM <sup>3</sup>	AU-DELÀ DE 5 000 CM <sup>3</sup>
Moins de 50 cm <sup>3</sup>	$d \times 0,268$	$(d \times 0,063) + 410$	$d \times 0,145$

**Barème motos 2013**

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	$d \times 0,336$	$(d \times 0,084) + 756$	$d \times 0,210$
3, 4 ou 5 CV	$d \times 0,398$	$(d \times 0,070) + 984$	$d \times 0,234$
supérieure à 5 CV	$d \times 0,515$	$(d \times 0,067) + 1 344$	$d \times 0,291$

**REVENUS DES PROFESSIONS NON SALARIÉES**

		2010	2011	2012	2013
BÉNÉFICES NON COMMERCIAUX	Limite d'application du régime spécial	32 100	32 600	32 600	32 600
	Abattement forfaitaire pour frais <sup>1</sup>	34 %	34 %	34 %	34 %
BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX – VENTES	Limite d'application du régime micro	80 300	81 500	81 500	81 500
	Abattement forfaitaire pour frais <sup>1</sup>	71 %	71 %	71 %	71 %
BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX – SERVICES	Limite d'application du régime micro	32 100	32 600	32 600	32 600
	Abattement forfaitaire pour frais <sup>1</sup>	50 %	50 %	50 %	50 %

1. Minimum de 305 €.

**REVENUS FONCIERS**

	2010	2011	2012	2013
Limite d'application du régime micro	15 000	15 000	15 000	15 000
Abattement forfaitaire pour frais	30 %	30 %	30 %	30 %

## CHARGES DÉDUCTIBLES

	2010	2011	2012	2013
Pensions alimentaires aux enfants majeurs <sup>1</sup> : limite de déduction <sup>2</sup>	5 698	5 698	5 698	5 698
Pensions alimentaires aux ascendants, acquittées en nature: évaluation forfaitaire	3 359	3 359	3 359	3 386
Déductions diverses. Retraite mutualiste du combattant: montant maximum de la rente ouvrant droit à majoration de l'État	1 715	1 733	1 739	1 741
Épargne-retraite. Cotisations déductibles du revenu global <sup>3</sup> :				
– Minimum	3 431	3 462	3 535	3 637
– Maximum	27 446	27 696	28 282	29 098
Frais d'accueil sous votre toit d'une personne de plus de 75 ans dans le besoin, limite de déduction	3 359	3 359	3 359	3 386
Dépenses de grosses réparations effectuées par les nus-propriétaires: plafond de déduction <sup>4</sup>	25 000	25 000	25 000	25 000

1. Si la pension alimentaire est versée en nature pour un enfant vivant sous votre toit, reportez-vous à l'évaluation forfaitaire retenue pour les ascendants.

2. La limite de déduction est doublée si l'enfant majeur est marié ou chargé de famille et si vous subvenez seul à son entretien.

3. Montants éventuellement majorés du plafond (ou de la fraction de plafond) non utilisé au titre des années précédentes.

4. L'excédent est reportable sur les dix années suivantes.

## RÉDUCTIONS D'IMPÔT

		2010	2011	2012	2013
Dons effectués à des organismes d'aide aux personnes en difficulté	Limite de la base de calcul de la réduction	513	521	521	521
	Taux	75 %	75 %	75 %	75 %
Dons aux œuvres d'intérêt général, d'utilité publique, aux partis politiques et aux candidats aux élections.	Limite de la base de calcul de la réduction en % de revenu imposable <sup>1</sup>	20 %	20 %	20 %	20 %
	Taux	66 %	66 %	66 %	66 %
Primes des contrats de rente-survie et d'épargne handicap	Limite de la base de calcul de la réduction	1 525 + 300 <sup>2</sup>	1 525 + 300 <sup>2</sup>	1 525 + 300 <sup>2</sup>	1 525 + 300 <sup>2</sup>
	Taux	25 %	25 %	25 %	25 %
Sommes versées pour l'emploi d'un salarié à domicile	Limite de la base de calcul de la réduction <sup>3</sup>				
	– Limite	12 000 <sup>ou</sup> 15 000 <sup>6+</sup> 1 500 <sup>5</sup>	12 000 <sup>ou</sup> 15 000 <sup>6+</sup> 1 500 <sup>5</sup>	12 000 <sup>ou</sup> 15 000 <sup>6+</sup> 1 500 <sup>5</sup>	12 000 <sup>ou</sup> 15 000 <sup>6+</sup> 1 500 <sup>5</sup>
	– Limite majorée <sup>4</sup>	20 000	20 000	20 000	20 000
	Taux	50 %	50 %	50 %	50 %
Dépenses d'accueil dans un établissement pour personnes dépendantes	Limite de la base de calcul de la réduction <sup>7</sup>	10 000	10 000	10 000	10 000
	Taux	25 %	25 %	25 %	25 %

1. Les dons excédant ce plafond sont reportés sur les 5 années suivantes.

Depuis le 1.1.2012, les dons et cotisations versés aux partis politiques sont limités à 15 000 € par an et par foyer.

2. Par enfant à charge. La majoration est divisée par deux pour un enfant en résidence alternée.

3. Ou du crédit d'impôt lorsque le contribuable (ou les deux conjoints pour un couple) exerce une activité professionnelle.

4. La limite majorée est applicable lorsqu'un des membres du foyer est titulaire d'une carte d'invalidité d'au moins 80 % ou d'une pension d'invalidité de 3<sup>e</sup> catégorie ou lorsqu'un des enfants à charge ouvre droit au complément d'allocation d'éducation spéciale.

5. Le plafond de 12 000 € est majoré de 1 500 € par enfant à charge, par membre du foyer fiscal âgé de plus de 65 ans et, sous certaines conditions, par ascendant titulaire de l'APA, sans pouvoir excéder 15 000 €.

6. La limite de 12 000 € est portée à 15 000 € la première année d'emploi direct d'un salarié à domicile. Dans ce cas, le plafond majoré selon la composition du foyer ne peut pas excéder 18 000 €.

## RÉDUCTIONS D'IMPÔT - SUITE

		2010	2011	2012	2013
Enfants à charge poursuivant leurs études	Réduction par enfant <sup>1</sup> :				
	– collège	61	61	61	61
	– lycée	153	153	153	153
	– Enseignement supérieur	183	183	183	183
Prestation compensatoire versée en cas de divorce	Limite de la base de calcul de la réduction <sup>2</sup>	30 500	30 500	30 500	30 500
	Taux	25 %	25 %	25 %	25 %
Investissement locatif "DufLOT"	Limite de la base de calcul de la réduction <sup>3</sup>	–	–	–	300 000
	Taux	–	–	–	18 % 29 % <sup>4</sup>
Investissement locatif "Scellier"	Limite de la base de calcul de la réduction <sup>3</sup>	300 000	300 000	300 000	300 000
	Taux	25 %	22 %	13 %	13 %
		40 % <sup>5</sup>	13 % 36 % <sup>6</sup>	6 % 24 % <sup>7</sup>	6 % 24 % <sup>7 8</sup>
Investissement location meublée non professionnelle	Limite de la base de calcul de la réduction <sup>3</sup>	300 000	300 000	300 000	300 000
	Taux	25 %	18 %	11 %	11 %
Travaux de restauration immobilière "Malraux"	Limite de la base de calcul de la réduction	100 000	100 000	100 000	100 000
	Taux	30 % 40 % <sup>9</sup>	27 % 36 % <sup>9</sup>	22 % 30 % <sup>9</sup>	22 % 30 % <sup>9</sup>
Souscription au capital des PME	Limite de la base de calcul de la réduction <sup>10</sup>				
	– Personne seule	20 000	20 000	–	–
	– Couple marié	40 000	40 000	–	–
	Taux	25 %	22 %	–	–
Souscription au capital des petites entreprises en phase de démarrage ou d'expansion	Limite de la base de calcul de la réduction				
	– Personne seule	50 000	50 000	50 000 <sup>10</sup>	50 000 <sup>10</sup>
	– Couple marié	100 000	100 000	100 000 <sup>10</sup>	100 000 <sup>10</sup>
	Taux	25 %	22 %	18 %	18 %
Souscription de parts de FCP dans l'innovation (FCPI)	Limite de la base de calcul de la réduction				
	– Personne seule	12 000	12 000	12 000	12 000
	– Couple marié	24 000	24 000	24 000	24 000
	Taux	25 %	22 %	18 %	18 %
Souscription de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP)	Limite de la base de calcul de la réduction				
	– Personne seule	12 000	12 000	12 000	12 000
	– Couple marié	24 000	24 000	24 000	24 000
	Taux	25 %	22 %	18 %	18 %
Souscription de parts de FIP investis en Corse	Limite de la base de calcul de la réduction				
	– Personne seule	12 000	12 000	12 000	12 000
	– Couple marié	24 000	24 000	24 000	24 000
	Taux	50 %	45 %	38 %	38 %
Souscription de parts de FIP investis outre-mer	Limite de la base de calcul de la réduction				
	– Personne seule	–	12 000	12 000	12 000
	– Couple marié	–	24 000	24 000	24 000
	Taux	–	50 %	42 %	42 %

1. La réduction d'impôt est divisée par deux pour un enfant en résidence alternée.

2. Limite applicable pour l'ensemble de la période de versement au plus égale à 12 mois.

3. La réduction d'impôt est étalée sur 9 ans (5 ans dans 3 collectivités d'outre-mer pour les investissements "Scellier").

4. Investissements "DufLOT" en métropole : 18 % ; outre-mer : 29 %.

5. 40 % pour les investissements réalisés outre-mer à compter du 27.05.2009 sous conditions spécifiques de loyer et de ressources du locataire.

6. 22 % logements BBC métropole ; 13 % logements non-BBC métropole ; 36 % logements outre-mer.

7. 13 % logements BBC métropole ; 6 % logements non-BBC métropole ; 24 % logements outre-mer.

8. En 2013 : logements acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement du 1.1 au 31.3.2013 avec engagement de réalisation de l'investissement avant 2013.

9. 30 %, 27 %, 22 % lorsque l'immeuble est situé en ZPPAUP ; 40 %, 36 %, 30 % en secteur sauvegardé.

10. Les versements excédant le plafond annuel sont reportés sur les 4 années suivantes.

## RÉDUCTIONS D'IMPÔT - SUITE

		2010	2011	2012	2013
Souscription au capital de SOFICA	Limite de la base de calcul	25 % du revenu global avec un maximum de 18 000 €			
	Taux	40 % ou 48 % <sup>1</sup>	36 % ou 43 % <sup>1</sup>	30 % ou 36 % <sup>1</sup>	30 % ou 36 % <sup>1</sup>
Souscription au capital de Sofipêche	Limite de la base de calcul – Personne seule – Couple marié	25 % du revenu global avec un maximum de : 19 000 € 38 000 €		–	–
	Taux	40 %	36 %	–	–
Intérêts d'emprunt pour reprise d'une société	Limite de la base de calcul de la réduction – Personne seule – Couple marié	20 000 40 000	20 000 40 000	20 000 40 000	20 000 40 000
	Taux	25 %	25 %	25 %	25 %
Investissement outre-mer dans le logement et au capital de certaines sociétés	Limite annuelle de la base de calcul de la réduction	10 % ou 20 % des sommes payées <sup>2</sup>			
	Taux – logement – autres secteurs	25 %, 40 %, 50 % <sup>3</sup> 50 %	22 %, 36 %, 45 % <sup>3</sup> 45 %	18 %, 30 %, 38 % <sup>3</sup> 38 %	18 %, 30 %, 38 % <sup>3</sup> 38 %
Investissement outre-mer dans le logement social	Limite de la base de calcul de la réduction	Prix de revient du logement <sup>4</sup>			
	Taux	50 %	50 %	50 %	50 %
Investissement outre-mer dans le cadre d'une entreprise	Base de calcul de la réduction d'impôt	Montant HT de l'investissement			
	Taux	50 % <sup>5</sup>	45 % <sup>5</sup>	38,25 % <sup>5</sup>	38,25 % <sup>5</sup>
Investissements forestiers	Limite de la base de calcul : > acquisition :				
	– personne seule	5 700	5 700	5 700	5 700
	– couple marié	11 400	11 400	11 400	11 400
	> travaux <sup>6</sup>				
	– personne seule	6 250	6 250	6 250	6 250
	– couple marié	12 500	12 500	12 500	12 500
	> contrat de gestion :				
	– personne seule – couple marié	2 000 4 000	2 000 4 000	2 000 4 000	2 000 4 000
		25 %	22 %	18 %	18 %

1. Taux de 48 %, 43 % ou 36 % applicable lorsque la SOFICA s'engage à réaliser au moins 10 % de ses investissements dans le capital de sociétés de production avant le 31.12 de l'année suivant celle de la souscription.

2. Les investissements dans le logement sont retenus dans la limite par m<sup>2</sup> de 2 247 € en 2010 et 2011, 2 309 € en 2012, 2 438 € en 2013.

Taux de 10 % applicable à l'acquisition ou la construction de logements neufs destinés à l'habitation principale du contribuable ; la réduction d'impôt est étalée sur 10 ans. Pour les autres investissements, la réduction d'impôt est étalée sur 5 ans et le taux est de 20 %.

3. Ces taux sont majorés lorsque le logement est situé dans une ZUS et lorsqu'il est muni d'un équipement de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable.

4. Prix de revient retenu dans la limite par m<sup>2</sup> de 2 247 € pour 2010 et 2011, 2 309 € pour 2012, 2 438 € pour 2013.

5. D'autres taux sont applicables selon la nature et le lieu de l'investissement et selon qu'il s'agit d'un investissement direct ou d'un investissement donné en location.

6. Lorsque le montant des travaux dépasse cette limite, l'excédent peut être reporté sur les 4 années suivantes. À compter de 2011, le versement de certaines cotisations d'assurance ouvre droit à une réduction d'impôt de 90 % en 2011, 76 % en 2012 et 2013.

## RÉDUCTIONS D'IMPÔT - SUITE

		2010	2011	2012	2013
Dépenses de protection du patrimoine naturel	> Limite de la base > Taux	10 000 25 %	10 000 22 %	10 000 18 %	10 000 18 %
Investissement locatif dans le secteur touristique	Acquisition de logements en vue de leur réhabilitation <sup>1</sup>				
	> Limite de la base – personne seule	50 000	– <sup>2</sup>	– <sup>2</sup>	–
	– couple marié	100 000	–	–	–
	> Taux	20 %	–	–	–
	Acquisition de logements neufs <sup>1</sup>				
	> Limite de la base – personne seule	50 000	– <sup>2</sup>	– <sup>2</sup>	–
	– couple marié	100 000	–	–	–
	> Taux	20 %	–	–	–
	Travaux				
	> Limite de la base <sup>3</sup> – personne seule	50 000	50 000	50 000	–
	– couple marié	100 000	100 000	100 000	–
	> Taux				
Investissement dans une résidence hôtelière à vocation sociale	– résidence de tourisme classée ou meublée de tourisme	20 %	18 %	15 %	–
	– village résidentiel de tourisme	40 %	36 %	30 %	–
Investissement dans une résidence hôtelière à vocation sociale	> Limite de la base – personne seule	50 000	– <sup>2</sup>	– <sup>2</sup>	–
	– couple marié	100 000	–	–	–
	> Taux	25 %	–	–	–
Conservation, rénovation d'objets classés monuments historiques	> Limite de la base	20 000	20 000	20 000	20 000
	> Taux	25 %	22 %	18 %	18 %
Cotisations pour la défense des forêts contre l'incendie	Limite de la base de calcul de la réduction	1 000	1 000	1 000	1 000
	Taux	50 %	50 %	50 %	50 %
Intérêts pour paiement différé accordé aux agriculteurs	Limite de la base – personne seule	5 000	5 000	5 000	5 000
	– couple marié	10 000	10 000	10 000	10 000
	Taux	50 %	50 %	50 %	50 %
Aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises	Montant de la réduction d'impôt <sup>4</sup>	1 000	1 000	1 000	1 000
Frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé ou à une association agréée <sup>5</sup>	Réduction maximale	915	915	915	915
Dépenses de mécénat des entreprises	Limite de la base de calcul <sup>6</sup>	5 ‰ du chiffre d'affaires			
	Taux	60 %	60 %	60 %	60 %

1. La réduction d'impôt est étalée sur 6 ans au plus.

2. Seuls les investissements engagés avant 2011 ouvrent droit à la réduction d'impôt.

3. La réduction d'impôt s'applique en totalité au titre de l'année du paiement des travaux.

4. La réduction d'impôt de 1 000 € est majorée de 400 € lorsque l'aide est apportée à un créateur ou repreneur handicapé.

Elle est accordée en deux fois : la première moitié au titre de l'année de signature de la convention, la deuxième moitié au titre de l'année de fin de la convention.

5. Réduction réservée aux contribuables dont le chiffre d'affaires n'excède pas les limites du forfait agricole, du régime micro-entreprises ou du régime spécial BNC et soumis sur option à un régime réel d'imposition.

6. Les dons excédant ce plafond sont reportés sur les 5 années suivantes. L'excédent de réduction d'impôt non imputée est reportable sur les 5 années suivantes.

## CRÉDITS D'IMPÔT

		2010	2011	2012	2013
Cotisations syndicales versées par les salariés et les pensionnés <sup>13</sup>	Limite de la base de calcul de la réduction en % des salaires et pensions	1 %	1 %	1 %	1 %
	Taux	66 %	66 %	66 %	66 %
Frais de garde des enfants de moins de 6 ans au 1.1	Limite de la base de calcul <sup>1</sup>	2 300	2 300	2 300	2 300
	Taux	50 %	50 %	50 %	50 %
Intérêts des prêts aux étudiants <sup>2</sup>	Limite de la base de calcul	1 000	1 000	1 000	1 000
	Taux	25 %	25 %	25 %	25 %
Primes d'assurance pour loyers impayés	Base de calcul	montant de la prime			
	Taux	50 %	45 %	38 %	38 %
Dépenses en faveur de l'aide aux personnes dans l'habitation principale :	Limite de la base de calcul <sup>3</sup> – Personne seule <sup>4</sup>	5 000 + 400	5 000 + 400	5 000 <sup>14</sup> + 400	5 000 <sup>14</sup> + 400
	– Couple marié <sup>4</sup>	10 000 + 400	10 000 + 400	10 000 <sup>14</sup> + 400	10 000 <sup>14</sup> + 400
– ascenseurs électriques à traction – équipements conçus pour les personnes âgées ou handicapées – travaux de prévention des risques technologiques	Taux	15 %	15 %	– <sup>5</sup>	–
		25 %	25 %	25 %	25 %
		30 %	30 %	30 %	40 %
Intérêts d'emprunts pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale <sup>6</sup>	Limite de la base de calcul du crédit d'impôt – Personne seule <sup>8</sup>	3 750 <sup>7</sup> + 500	3 750 <sup>7</sup> + 500	3 750 <sup>7</sup> + 500	3 750 <sup>7</sup> + 500
	– Couple marié <sup>8</sup>	7 500 <sup>7</sup> + 500	7 500 <sup>7</sup> + 500	7 500 <sup>7</sup> + 500	7 500 <sup>7</sup> + 500
	Taux				
	– Logements anciens acquis du 6.5.2007 au 30.9.2011 et logements neufs acquis du 6.5.2007 au 31.12.2009 <sup>9</sup>	40 % ou 20 %	40 % ou 20 %	40 % ou 20 %	40 % ou 20 %
	– Logements neufs BBC acquis du 1.1.2009 au 30.9.2011 <sup>10</sup>	40 %	40 %	40 %	40 %
	– Logements neufs non-BBC acquis du 1.1. au 31.12.2010 <sup>11</sup>	30 % ou 15 %	30 % ou 15 %	30 % ou 15 %	30 % ou 15 %
	– Logements neufs non-BBC acquis du 1.1. au 30.9.2011 <sup>12</sup>	–	25 % ou 10 %	25 % ou 10 %	25 % ou 10 %

1. Limite divisée par deux pour un enfant en résidence alternée.

2. Prêts conclus entre le 1.9.2005 et le 31.12.2008; crédit d'impôt au titre des 5 premières annuités.

3. Plafond pluriannuel applicable pour une période de 5 années consécutives.

4. Majoration de 400 € par personne à charge (400 € / 2 pour un enfant en résidence alternée).

5. Crédit d'impôt accordé lorsque la dépense a été engagée avant 2012.

6. Acquisition ou construction du 6 mai 2007 au 30.9.2011 et offre de prêt émise avant le 1.1.2011.

7. Limite doublée lorsqu'un des membres du foyer est handicapé.

8. Majoration de 500 € par personne à charge (500 € / 2 pour un enfant en résidence alternée).

9. Crédit d'impôt accordé au titre des 5 premières annuités. Taux de 40 % pour la première annuité; 20 % pour les 4 annuités suivantes.

10. Crédit d'impôt accordé au titre des 7 premières annuités au taux de 40 %.

11. Crédit d'impôt au titre des 5 premières annuités. Taux de 30 % pour la première annuité; 15 % pour les 4 annuités suivantes.

12. Crédit d'impôt au titre des 5 premières annuités. Taux de 25 % pour la première annuité; 10 % pour les 4 annuités suivantes.

13. Crédit d'impôt à compter des revenus 2012; réduction d'impôt pour les années antérieures.

14. Plafond majoré de 5 000 € (personne seule) ou 10 000 € (couple) pour les dépenses de prévention des risques technologiques.

## CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

		2010	2011	2012	2013
<b>Dépenses en faveur de la qualité environnementale de l'habitation principale</b>	Limite de la base de calcul <sup>1</sup>				
	– Personne seule <sup>2</sup>	8 000 + 400	8 000 + 400	8 000 + 400	8 000 + 400
	– Couple marié <sup>2</sup>	16 000 + 400	16 000 + 400	16 000 + 400	16 000 + 400
<b>Économies d'énergie</b>					
– chaudières à condensation	Taux <sup>4</sup>	15 %	13 %	10 %–18 %	10 %–18 %
– chaudières à micro-cogénération gaz		–	–	17 %–26 %	17 %–26 %
– appareils de régulation du chauffage ; matériaux de calorifugeage		25 %	22 %	15 %	15 %
<b>Matériaux d'isolation thermique</b>					
– matériaux d'isolation des parois vitrées (fenêtres, portes-fenêtres...)	Taux <sup>4</sup>	15 %	13 %	10 %–18 %	10 %–18 %
– volets isolants		15 %	13 %	10 %	10 %
– portes d'entrée donnant sur l'extérieur		15 %	13 %	10 %	10 %
– matériaux d'isolation des murs et toitures <sup>3</sup>		25 %	22 %	15 %–23 %	15 %–23 %
– matériaux d'isolation des planchers bas <sup>3</sup>		25 %	22 %	15 %	15 %
<b>Énergies renouvelables</b>					
– appareils de chauffage au bois ou autres biomasses remplaçant un appareil équivalent	Taux <sup>4</sup>	40 %	36 %	26 %–34 %	26 %–34 %
– appareils de chauffage au bois ou autres biomasses ne remplaçant pas un appareil équivalent		25 %	22 %	15 %–23 %	15 %–23 %
– pompes à chaleur autres que air/air et autres que géothermiques		25 %	22 %	15 %–23 %	15 %–23 %
– pompes à chaleur géothermiques <sup>5</sup>		40 %	36 %	26 %–34 %	26 %–34 %
– pompes à chaleur (autres que air/air) dédiées à la production d'eau chaude sanitaire (chauffe-eaux thermodynamiques)		40 %	36 %	26 %–34 %	26 %–34 %
– équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil (panneaux photovoltaïques)		50 % 25 % <sup>6</sup>	22 %	11 %	11 %
– chauffe-eaux solaires et autres équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable		50 %	45 %	32 %–40 %	32 %–40 %
<b>Autres dépenses</b>					
– équipements de récupération et de traitement des eaux pluviales	Taux <sup>4</sup>	25 %	22 %	15 %	15 %
– diagnostic de performance énergétique		50 %	45 %	32 %	32 %
– équipements de raccordement à un réseau de chaleur		25 %	22 %	15 %	15 %

1. Plafond applicable pour une période de 5 années consécutives.

2. Majoration de 400 € par personne à charge (400 € / 2 pour un enfant en résidence alternée).

3. Y compris le coût de la pose des matériaux d'isolation.

4. Pour 2012 et 2013, lorsque deux taux de crédit d'impôt sont indiqués, le premier s'applique lorsque la dépense est effectuée en action seule, le second lorsque la dépense est réalisée dans le cadre d'un bouquet de travaux.

Les dépenses pour lesquelles un seul taux est indiqué n'ouvrent pas droit à la majoration prévue en cas de réalisation d'un bouquet de travaux.

5. Y compris le coût de la pose de l'échangeur de chaleur souterrain.

6. 50 % avant le 29.9 et 25 % à compter du 29.9.

## CRÉDITS D'IMPÔT - SUITE

		2010	2011	2012	2013
Dépenses d'adhésion à un groupement de prévention agréé	Montant maximal du crédit	1 500	1 500	1 500	1 500
Investissement en Corse	Base de calcul	Montant de l'investissement			
	Taux du crédit	20 %	20 %	20 %	20 %
Crédit d'impôt famille	Taux du crédit	25 %	25 %	25 %	25 %
	Montant maximal du crédit	500 000	500 000	500 000	500 000
Crédit d'impôt apprentissage	Montant maximal du crédit <sup>1</sup>	1 600 ou 2 200	1 600 ou 2 200	1 600 ou 2 200	800, 1 600 ou 2 200
	Taux du crédit	50 %	50 %	50 %	50 %
Prospection commerciale	Montant maximal <sup>2</sup>	40 000	40 000	40 000	40 000
	Montant du crédit <sup>3</sup>	2 400 + 400/ha	2 000	2 000	2 000
Formation du chef d'entreprise	Montant maximal du crédit <sup>4</sup>	354	368	376	377
Emploi de salariés réservistes	Taux du crédit	–	–	–	–
	Montant maximal	–	–	–	–
Remplacement pour congé des agriculteurs	Limite de la base de calcul <sup>5</sup>	1 946	2 017	2 052	2 052
	Taux	50 %	50 %	50 %	50 %
Maître restaurateur	Limite de la base de calcul	30 000	30 000	30 000	30 000
	Taux	50 %	50 %	50 %	50 %
Débitants de tabac	Limite de la base de calcul <sup>6</sup>	10 000	10 000	10 000	–
	Taux	25 %	25 %	25 %	–
Intéressement	Limite de la base de calcul	Prime d'intéressement			
	Taux	20 %	20 %	20 %	20 %
Compétitivité et emploi	Base de calcul	–	–	–	salaires ≤ 2,5 smic
	Taux	–	–	–	4 %

1. Montant maximal du crédit par apprenti employé dans l'entreprise. Le montant du crédit est majoré lorsque l'apprenti est handicapé ou bénéficie de l'accompagnement personnalisé.

2. Le crédit d'impôt ne peut être obtenu qu'une fois par l'entreprise.

3. Majoration de 400 € par hectare dans la limite de 1 600 € en 2010. Pas de majoration à compter de 2011.

4. Nombre d'heures de formation (retenu dans la limite de 40) multiplié par le taux horaire du SMIC (8,86 € en 2010; 9,19 € en 2011; 9,40 € en 2012; 9,43 € en 2013).

5. Dépenses retenues dans la limite de 14 jours. Le coût de chaque journée est plafonné à 42 fois le taux horaire du minimum garanti (3,31 € en 2010; 3,43 € en 2011; 3,49 € en 2012 et 2013).

6. Plafond applicable pour l'ensemble des dépenses engagées au cours des exercices ouverts entre le 1.1.2007 et le 31.12.2011.



## PRIME POUR L'EMPLOI

	2010	2011	2012	2013
<b>Limite supérieure du revenu fiscal de référence</b>				
Personne seule	16 251	16 251	16 251	16 251
Couple marié	32 498	32 498	32 498	32 498
Majoration par ½ part <sup>1</sup>	4 490	4 490	4 490	4 490
<b>Prime individuelle</b>				
<b>Revenu d'activité<sup>2</sup></b>	<b>3 743 ≤ R ≤ 12 475</b>	<b>3 743 ≤ R ≤ 12 475</b>	<b>3 743 ≤ R ≤ 12 475</b>	<b>3 743 ≤ R ≤ 12 475</b>
> Cas général	R × 7,7 %	R × 7,7 %	R × 7,7 %	R × 7,7 %
> Couple mono-actif <sup>3</sup>	(R × 7,7 %) + 83	(R × 7,7 %) + 83	(R × 7,7 %) + 83	(R × 7,7 %) + 83
<b>Revenu d'activité</b>	<b>12 475 &lt; R ≤ 17 451</b>	<b>12 475 &lt; R ≤ 17 451</b>	<b>12 475 &lt; R ≤ 17 451</b>	<b>12 475 &lt; R ≤ 17 451</b>
> Cas général	(17 451 - R) × 19,3 %	(17 451 - R) × 19,3 %	(17 451 - R) × 19,3 %	(17 451 - R) × 19,3 %
> Couple mono-actif	[(17 451 - R) × 19,3 %] + 83	[(17 451 - R) × 19,3 %] + 83	[(17 451 - R) × 19,3 %] + 83	[(17 451 - R) × 19,3 %] + 83
<b>Revenu d'activité</b>	<b>17 451 &lt; R ≤ 24 950</b>	<b>17 451 &lt; R ≤ 24 950</b>	<b>17 451 &lt; R ≤ 24 950</b>	<b>17 451 &lt; R ≤ 24 950</b>
Prime couple mono-actif	83	83	83	83
<b>Revenu d'activité</b>	<b>24 950 &lt; R ≤ 26 572</b>	<b>24 950 &lt; R ≤ 26 572</b>	<b>24 950 &lt; R ≤ 26 572</b>	<b>24 950 &lt; R ≤ 26 572</b>
Prime couple mono-actif	(26 572 - R) × 5,1 %	(26 572 - R) × 5,1 %	(26 572 - R) × 5,1 %	(26 572 - R) × 5,1 %
<b>Majorations pour personnes à charge</b>				
<b>Revenu d'activité</b>	<b>3 743 ≤ R ≤ 17 451</b>	<b>3 743 ≤ R ≤ 17 451</b>	<b>3 743 ≤ R ≤ 17 451</b>	<b>3 743 ≤ R ≤ 17 451</b>
Majoration par personne à charge <sup>4-5</sup>	36	36	36	36
<b>Revenu d'activité</b>	<b>17 451 &lt; R ≤ 26 572</b>	<b>17 451 &lt; R ≤ 26 572</b>	<b>17 451 &lt; R ≤ 26 572</b>	<b>17 451 &lt; R ≤ 26 572</b>
Majoration forfaitaire <sup>6</sup>				
- Couple mono-actif	36	36	36	36
- Parent isolé (case T)	72	72	72	72

1. Majoration pour chaque demi-part s'ajoutant à une part (personnes seules) ou à deux parts (couples mariés ou pacsés).

2. Revenu d'activité salariée déclaré ou revenu d'activité non salariée exercée à titre professionnel majoré de 11,11 % (R).

3. Un couple mono-actif est un couple marié ou pacsé soumis à imposition commune dont un seul conjoint exerce une activité professionnelle lui procurant au moins 3 743 €.

4. La majoration est doublée pour la première personne à charge d'un parent isolé, soit 72 €.

Lorsque le parent isolé a uniquement des enfants en résidence alternée, la majoration de 72 € est divisée par deux et elle est attribuée pour chacun des deux premiers enfants.

5. Pour un enfant en résidence alternée, la majoration est divisée par deux.

6. Majoration appliquée quel que soit le nombre de personnes à charge (s'il y en a au moins une) et, en ce qui concerne les parents isolés, bien qu'aucune prime individuelle ne soit attribuée.

La majoration forfaitaire est divisée par deux lorsque le foyer a uniquement à sa charge des enfants en résidence alternée.

## COTISATION D'IMPÔT

REVENUS DES ANNÉES		2010	2011	2012	2013
Abattement sur le revenu global des personnes âgées (+ de 65 ans au 31.12) ou invalides	Revenu ne dépassant pas...	14 220	14 220	14 510	14 630
	Abattement <sup>1</sup>	2 312	2 312	2 312	2 332
	Revenu compris entre...	14 220 et 22 930	14 220 et 22 930	14 510 et 23 390	14 630 et 23 580
	Abattement <sup>1</sup>	1 156	1 156	1 156	1 166
Limites d'exonération (pour le revenu net de frais professionnels)	- 65 ans au 31.12	8 440	8 440	8 610	8 680
	+ 65 ans au 31.12	9 220	9 220	9 410	9 490
Seuil de mise en recouvrement <sup>2</sup>		61	61	61	61
Départements d'outre-mer : plafond de la réduction d'impôt	30 % (Guadeloupe, Martinique, Réunion)	5 100	5 100	5 100	5 100
	40 % (Guyane, Mayotte <sup>4</sup> )	6 700	6 700	6 700	6 700
Seuil d'application de la décote		878	878	960	1 016 <sup>3</sup>

1. L'abattement est doublé si les deux conjoints sont âgés de plus de 65 ans ou invalides.

2. Si un crédit d'impôt a été imputé sur l'impôt sur le revenu, la mise en recouvrement est effectuée lorsque l'impôt dû est égal ou supérieur à 12 €.

3. La décote s'applique lorsque l'impôt brut est inférieur à 1 016 €. La décote est égale à la différence entre 508 € et la moitié de l'impôt.

4. La réduction d'impôt s'applique à Mayotte à compter de l'imposition des revenus de 2013.

## EXIGIBILITÉ DES ACOMPTES

SEUIL APPLICABLE EN	2011	2012	2013	2014
Montant de l'impôt annuel <sup>1</sup>	342	342	342	345

1. Impôt afférent aux revenus de l'année N - 2 payé en N - 1 (en 2014, impôt dû au titre des revenus de 2012, payé en 2013).

## PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX APPLICABLES AUX REVENUS DE 2013, FAISANT L'OBJET D'UN AVIS D'IMPOSITION EN 2014

### Prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et assimilés

NATURE DE LA CONTRIBUTION	TAUX	BASE D'APPLICATION
Contribution sociale généralisée (CSG) (CGI, art. 1600-0 C et 1600-0 E)	8,2 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenus fonciers<sup>1</sup> : <ul style="list-style-type: none"> <li>montant net après imputation des déficits fonciers ;</li> <li>revenu "micro-foncier" après abattement forfaitaire pour charges et imputation des déficits fonciers des années antérieures.</li> </ul> </li> <li>Rentes viagères à titre onéreux : fraction imposable à l'impôt sur le revenu.</li> </ul>
Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) (CGI, art. 1600-0 G)	0,5 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenus de capitaux mobiliers soumis à l'impôt sur le revenu et qui n'ont pas fait l'objet d'un prélèvement à la source des prélèvements sociaux : avant déduction des frais, des déficits des années antérieures et des abattements de 40 % (revenus distribués) et de 4 600 € ou 9 200 € (assurance-vie) ; revenus exonérés des impatriés (CGI, art. 155 B).</li> <li>Plus-values de cession de valeurs mobilières et gains divers (soumis au barème ou à un taux proportionnel) ; abattements pour durée de détention (CGI, art. 150-0 D et 150-0 D ter) ; plus-values exonérées de cession de titres de jeunes entreprises innovantes et de participations au sein du groupe familial ; plus-values exonérées des impatriés ; plus-values en report d'imposition (CGI, art. 150-0 D bis).</li> </ul>
Prélèvement social (CGI, art. 1600-0 F bis)	4,5 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gains de levée d'options et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées avant le 28.9.2012 (y compris les gains de levée d'options taxables sur option dans la catégorie des salaires, déclarés lignes 3VJ ou 3VK<sup>2</sup>).</li> </ul>
Contribution additionnelle "solidarité autonomie" (Code de l'action sociale et des familles, art. L 14-10-4)	0,3 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenus des professions non salariées (BA, BIC, BNC) qui ne font pas l'objet d'un prélèvement par les organismes sociaux (notamment BIC non professionnels et, en particulier, locations meublées non professionnelles) : <ul style="list-style-type: none"> <li>régimes réels : montant imposable ;</li> <li>régimes micro-entreprise et spécial BNC : montant imposable après abattement forfaitaire pour charges.</li> </ul> </li> </ul>
Prélèvement de solidarité (CGI, art. 1600-0 S)	2 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plus-values à long terme des professions non salariées, taxées à 16 % : <ul style="list-style-type: none"> <li>régimes réels : montant imposable ;</li> <li>régimes micro-entreprise et spécial BNC : plus-values nettes (après déduction des moins-values réalisées par la même personne) ;</li> <li>plus-values exonérées d'impôt sur le revenu en cas de départ à la retraite (CGI, art. 151 septies A).</li> </ul> </li> <li>Revenus d'origine indéterminée soumis à l'impôt sur le revenu en application des articles L 66-1° et L 69 du Livre des procédures fiscales et des articles 168, 1649 A et 1649 quater A du CGI.</li> <li>Revenus dont l'imposition est attribuée à la France par une convention internationale relative aux doubles impositions.</li> </ul>

1. Y compris les revenus fonciers provenant d'immeubles situés en France, perçus par les non-résidents.

2. Ces revenus sont soumis aux prélèvements sociaux pour leur montant déclaré lignes 3VJ et 3VK.

#### À NOTER

- Les revenus exceptionnels ou différés sont soumis aux prélèvements sociaux pour leur montant net imposable déterminé selon les règles relatives à la catégorie de revenus concernée, avant application du quotient.
- La CSG calculée sur les revenus du patrimoine, soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu (sauf gains de levée d'options déclarés lignes 3VJ et 3VK et revenus fonciers des non-résidents), est déductible à hauteur de 5,1% du revenu imposable de l'année de son paiement.

## Contributions salariales

NATURE DE LA CONTRIBUTION	TAUX	BASE D'APPLICATION
Contribution salariale (Code de la sécurité sociale, art. L 137-14)	10 %	Gains de levée d'options sur titres et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées à compter du 16.10.2007
Contribution salariale (CSS, art. L 137-18)	30 %	Gains et distributions des parts ou actions de carried-interest (FCPR créés et actions de SCR émises à compter du 1.1.2010) taxables dans la catégorie des salaires.

## Contributions sociales sur les revenus d'activité

NATURE DE LA CONTRIBUTION	TAUX	BASE D'APPLICATION
Contribution sociale généralisée (CSG) (CGI, art. 1600-00C et CSS, art. L 136-2, 3 et 5)	7,5% 3,8% ou 6,6% 6,2% 3,8% ou 6,2%	Revenus d'activité et de remplacement de source étrangère : – salaires et revenus non salariaux – pensions de retraite ou d'invalidité – indemnités de maladie – allocations chômage
Contribution sociale généralisée (CSG) (CSS, art. L136-2, II-6°)	7,5%	Gains de levée d'options et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012
Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) (ordonnance n° 96-50 du 24.1.1996, art. 14)	0,5%	– Revenus d'activité et de remplacement de source étrangère – Gains de levée d'options et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012

## DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DÉCLARATIONS

DÉSIGNATION DES DÉCLARATIONS	DÉLAI LÉGAL	DÉLAIS APRÈS PROROGATION			
	EN 2014 REVENUS 2013	EN 2013 REVENUS 2012	EN 2012 REVENUS 2011	EN 2011 REVENUS 2010	EN 2010 REVENUS 2009
Déclaration de revenus n° 2042 et annexes	1 <sup>er</sup> mars <sup>1</sup>	27 mai	31 mai	30 mai	31 mai
<b>Bénéfices agricoles</b>					
> Forfait n° 2342	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars	31 mars
> Régime simplifié d'imposition n° 2139	5 mai <sup>2</sup>	3 mai	3 mai	3 mai	4 mai
> Régime du bénéfice réel n° 2143	5 mai <sup>2</sup>	3 mai	3 mai	3 mai	4 mai
<b>Bénéfices industriels et commerciaux</b>					
> Régime simplifié d'imposition et régime du bénéfice réel n° 2031	5 mai <sup>2</sup>	3 mai	3 mai	3 mai	4 mai
<b>Bénéfices non commerciaux</b>					
> Déclaration contrôlée n° 2035	5 mai <sup>2</sup>	3 mai	3 mai	3 mai	4 mai

1. Délai prorogé au 20 mai 2014.

Cette date ne s'applique pas aux déclarations de revenus souscrites par Internet (voir p. 53).

2. Date fixée par décret et au plus tard le 2<sup>e</sup> jour ouvré suivant le 1<sup>er</sup> mai.

# LA DÉCLARATION DES REVENUS 2013

QUI DOIT SOUSCRIRE UNE DÉCLARATION DE REVENUS ?.....	49	VOS SERVICES EN LIGNE SUR IMPOTS.GOUV.FR.....	53
QUELLE DÉCLARATION SOUSCRIRE ?.....	52	LA PREMIÈRE PAGE DE LA 2042.....	55
UNE DÉCLARATION PAR FOYER FISCAL.....	52	CONTRIBUTION À L'AUDIOVISUEL PUBLIC.....	56
COMMENT SOUSCRIRE CETTE DÉCLARATION.....	53		

## QUI DOIT SOUSCRIRE UNE DÉCLARATION DE REVENUS ? (CGI, art. 4 A, 4B et 170)

### LES PERSONNES DOMICILIÉES EN FRANCE

(CGI, art. 170 bis; BOI-IR-CHAMP-10; PF 3)

Toutes les personnes domiciliées en France (métropole et DOM) doivent souscrire chaque année une déclaration de l'ensemble de leurs revenus et de leurs charges de famille.

Cette obligation concerne, quel que soit le montant de leur revenu, toutes les personnes :

- dont la résidence principale présente une valeur locative qui excède 150 € à Paris et dans les communes situées dans un rayon de 30 km de Paris et 114 € dans les autres localités;
- ou qui possèdent un avion de tourisme, un véhicule de tourisme, un bateau de plaisance, un ou plusieurs chevaux de course, ou qui disposent d'une résidence secondaire, ou qui utilisent les services d'un employé de maison.

Par ailleurs, les personnes non imposables et qui ne disposent pas d'un des éléments cités ci-dessus ont également intérêt à souscrire une déclaration de revenus.

Elles recevront ainsi un avis indispensable pour effectuer certaines démarches et obtenir le bénéfice d'avantages fiscaux ou sociaux.

#### À NOTER

- Si vous êtes fonctionnaire envoyé en mission à l'étranger, indiquez-le dans votre déclaration de revenus page 2, paragraphe "Renseignements complémentaires". Bien que votre adresse soit située à l'étranger, vous continuez à relever du régime d'imposition des résidents français.
- Pour un couple marié ou pacsé, si l'un des conjoints n'a pas son domicile en France, l'obligation fiscale en France du foyer porte sur l'ensemble des revenus du conjoint domicilié en France et sur les revenus de source française de l'autre conjoint.

### LES PERSONNES NON DOMICILIÉES EN FRANCE

(CGI, art. 164 A et suiv., 182 A et B; BOI-IR-DOMIC; PF 700)

Les personnes non domiciliées en France doivent souscrire une déclaration de revenus :

- si elles disposent de revenus de source française. Elles sont alors imposées sur ces seuls revenus (voir ci-après);
- ou si elles disposent en France d'une (ou de plusieurs) habitation(s). Dans ce cas, l'imposition est établie, selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu, sur une base forfaitaire égale à 3 fois la valeur locative de cette (ou de ces) habitation(s) lorsque ces personnes ne perçoivent pas de revenus de source française ou lorsque ces revenus sont inférieurs à la base forfaitaire. Toutefois, ce régime ne s'applique pas, notamment, aux personnes domiciliées dans un État ayant conclu avec la France une convention destinée à éviter les doubles impositions, aux ressortissants français -ou des pays ayant conclu avec la France un accord de réciprocité- lorsqu'ils justifient être soumis dans leur pays de résidence à un impôt sur l'ensemble de leur revenu au moins égal aux deux tiers de l'impôt qu'ils auraient à supporter en France.

#### À NOTER

Ces dispositions concernant l'imposition des personnes non domiciliées en France ne s'appliquent que sous réserve des conventions fiscales internationales conclues par la France (voir liste p. 271).

### Revenus imposables en France

Les personnes domiciliées en France sont imposées sur leurs revenus de source française.

#### Revenus afférents à des biens ou droits sis en France ou à une activité exercée en France

- revenus d'immeubles situés en France ou de droits relatifs à ces immeubles;
- revenus de valeurs mobilières françaises à revenu variable et revenus de tous autres capitaux mobiliers placés en France;
- revenus d'exploitations agricoles, industrielles ou commerciales, sises en France;
- revenus tirés d'activités professionnelles salariées ou non salariées exercées en France;
- revenus d'autres opérations à caractère lucratif;
- plus-values tirées d'opérations relatives à des fonds de commerce exploités en France ainsi qu'à des immeubles situés en France;
- plus-values de cession de droits sociaux d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés et ayant son siège en France (lorsque le cédant détient plus de 25 % des droits dans les bénéfices sociaux);

– sommes, y compris les salaires, correspondant à des prestations artistiques ou sportives fournies ou utilisées en France.

#### Revenus versés par un débiteur domicilié ou établi en France

- pensions et rentes viagères ;
- produits perçus par les inventeurs ou au titre de droits d’auteur ainsi que tous les produits tirés de la propriété industrielle ou commerciale et de droits assimilés ;
- sommes payées à des personnes qui ne possèdent pas d’installation fixe d’affaires en France, en rémunération des prestations de toute nature matériellement fournies ou effectivement utilisées en France.

## Calcul de l’impôt

### Barème progressif

Pour le calcul de l’impôt, il est fait application du système du quotient familial et du barème progressif de l’impôt sur le revenu prévu par l’article 197 I-1 du CGI (voir toutefois l’application du taux minimum, ci-après).

#### À NOTER

Les personnes domiciliées hors de France ne peuvent pas prétendre à la déduction de charges du revenu global ni à des réductions ou crédits d’impôt, à l’exception de la réduction d’impôt pour investissement locatif dans le secteur touristique et des crédits d’impôt au titre des primes d’assurance pour loyers impayés et des travaux de prévention des risques technologiques dans les logements donnés en location.

Toutefois les contribuables non-résidents sont assimilés à des personnes fiscalement domiciliées en France, au sens du droit interne, (même s’ils restent soumis à une obligation fiscale limitée, au sens des conventions internationales) lorsqu’ils tirent de la France l’essentiel de leurs revenus imposables (“Non-résident Schumacker”). Les personnes qui se trouvent dans cette situation peuvent bénéficier des réductions et crédits d’impôts qui sont en principe réservés aux personnes fiscalement domiciliées en France (voir BOI-IR-DOMIC-40).

### Taux minimum

L’article 197 A du CGI prévoit l’application du barème progressif de l’impôt mais également que le montant de l’impôt ne peut pas être inférieur à 20 % du revenu imposable (14,4 % pour les revenus perçus dans les DOM).

Toutefois, si vous justifiez que le taux moyen de l’impôt français sur l’ensemble de vos revenus de sources française et étrangère<sup>1</sup> est inférieur au taux minimum de 20 %, vous serez imposé à ce taux moyen sur vos seuls revenus de source française. Si vous estimez pouvoir bénéficier de cette disposition, indiquez votre revenu mondial ligne 8 TM de la 2042C<sup>1</sup> et joignez :

- la copie certifiée conforme de l’avis d’imposition émis par l’administration fiscale de votre État de résidence ;

1. Taux moyen = 
$$\frac{\text{Impôt résultant de l'application du barème au revenu mondial}}{\text{Revenu mondial}} \times 100$$

– le double de la déclaration de revenus souscrite dans votre État de résidence à raison des revenus de l’ensemble des membres de votre foyer fiscal.

Si les obligations déclaratives de votre État de résidence ne permettent pas de produire ces documents, vous devez fournir tous documents probants de nature à établir le montant et la nature de vos revenus de sources française et étrangère. Ces documents doivent être certifiés conformes et accompagnés d’une attestation de l’administration fiscale étrangère, certifiant leur prise en compte aux fins d’imposition.

### Retenue à la source

(BOI-IR-DOMIC-10-20-20)

Une retenue à la source est opérée par le débiteur sur certains revenus de source française versés à des personnes domiciliées hors de France, lorsque ces revenus sont imposables en France :

- traitements, salaires, pensions, rentes viagères ;
- revenus de capitaux mobiliers ;
- plus-values immobilières ;
- plus-values de cession de droits sociaux ;
- certains revenus non salariaux : rémunérations des activités professionnelles relevant de la catégorie des bénéfices non commerciaux ; droits d’auteur ; produits de la propriété industrielle ou commerciale.

### Retenue à la source sur les salaires, pensions et rentes viagères

L’article 182 A du CGI prévoit l’application d’une retenue à la source sur le montant net imposable des salaires, pensions et rentes viagères de source française, versés à des personnes fiscalement domiciliées hors de France. La retenue s’applique aux taux indiqués dans les tableaux 1 et 2.

#### À NOTER

Les taux de 12 % et 20 % sont réduits à 8 % et 14,4 % dans les DOM. Ces taux s’appliquent, pour les non-résidents, aux salaires perçus au titre d’activités exercées dans les DOM et aux pensions et rentes viagères payées dans ces départements.

Si vos salaires ont fait l’objet de la retenue à la source au taux de 20 %, vous devez indiquer sur la 2042C<sup>1</sup>, lignes 1AJ à 1DJ, la totalité de vos salaires, retenue à la source non déduite. Vous devez aussi indiquer le montant total de la retenue à la source, ligne 8 TA de la 2042C<sup>1</sup>.

Tableau 1. Retenue à la source sur les salaires et pensions.

REVENUS DE 2013 : LIMITE DES TRANCHES						
TAUX		Année	Trimestre	Mois	Semaine	Jour
0 %	moins de.....	14 245	3 561	1 187	274	46
12 %	de .....	14 245	3 561	1 187	274	46
	à .....	41 327	10 332	3 444	795	132
20 %	au-delà de..	41 327	10 332	3 444	795	132

Tableau 2. Retenue à la source sur les salaires et pensions.

REVENUS DE 2014 : LIMITE DES TRANCHES						
TAUX		Année	Trimestre	Mois	Semaine	Jour
0 %	moins de.....	14 359	3 590	1 197	276	46
12 %	de .....	14 359	3 590	1 197	276	46
	à .....	41 658	10 415	3 472	801	134
20 %	au-delà de..	41 658	10 415	3 472	801	134

N'oubliez pas de joindre à votre déclaration le tableau (annexé à la notice [2041E](#)) indiquant, pour chaque employeur, le montant de la rémunération perçue et le taux de la retenue pratiquée, afin de permettre l'imputation du montant de la retenue à la source au taux de 20 % sur votre impôt sur le revenu.

La retenue à la source de 20 % sur les salaires, pensions et rentes viagères n'est pas libératoire de l'impôt sur le revenu. La fraction des revenus soumise à cette retenue est imposable et la retenue au taux de 20 % s'impute sur l'impôt sur le revenu.

En revanche, la retenue au taux de 12 % est libératoire de l'impôt sur le revenu. La fraction des revenus soumise à cette retenue n'est pas imposable et la retenue n'est pas imputable.

Toutefois, lorsque le montant de la retenue à la source calculée sur la totalité de vos salaires, pensions et rentes viagères excède le montant de l'impôt qui résulterait de l'application du taux minimum à ces mêmes revenus, vous pouvez demander le remboursement de cet excédent (qu'il s'agisse de la retenue au taux de 12 % ou de 20 %).

## Vos obligations déclaratives en France

**Si vous résidez hors de France**, vous devez déposer votre déclaration de revenus au service des impôts des particuliers non-résidents (voir ci-après). La date limite de dépôt dépend du lieu de votre domicile (voir tableau 3).

Les résidents de Monaco tenus au dépôt d'une déclaration de revenus en France doivent la déposer au service des impôts de Menton.

**Si vous transférez votre domicile fiscal à l'étranger**, vous n'avez pas à déposer de déclaration provisoire au moment de votre départ.

L'année suivant celle de votre départ, vous devez déposer, auprès de votre centre des finances publiques, deux déclarations des revenus perçus pendant l'année :

- une déclaration [2042](#) (et éventuellement une [2042C](#)) comportant l'ensemble des revenus perçus avant le départ à l'étranger ;
- et, le cas échéant, une déclaration [2042NR](#) comportant les revenus de source française perçus après votre départ.

Si vous restez imposable en France postérieurement au transfert de votre domicile à l'étranger, vous bénéficiez, pour le dépôt de votre déclaration [2042](#), des délais supplémentaires accordés aux contribuables domiciliés hors de France.

Tableau 3. Date de dépôt de la déclaration de revenus.

LIEU DE VOTRE DOMICILE FISCAL	DATE DE SOUSCRIPTION
Europe et pays du littoral méditerranéen <sup>1</sup> , Amérique du Nord et Afrique	16.6.2014
Amérique centrale, Amérique du Sud, Asie (sauf pays du littoral méditerranéen), Océanie et pays non visés ci-dessus	30.6.2014

1. Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Égypte, Espagne, Estonie, Ex-Rép. Yougoslave de Macédoine, Finlande, Gaza et Jéricho, Géorgie, Gibraltar, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Libye, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Russie (Fédération de), Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Syrie, République tchèque, Tadjikistan, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Vatican.

**Si vous fixez votre domicile en France en cours d'année**, vous devez, au mois de mai<sup>2</sup> de l'année suivante, déposer votre déclaration de revenus auprès :

- du service des impôts des non-résidents si vous perceviez des revenus de source française avant votre installation en France. Dans ce cas, déposez une [2042NR](#) pour déclarer les revenus de source française perçus avant votre installation en France et une [2042](#) pour déclarer les revenus de sources française et étrangère perçus depuis votre installation en France ;
- du centre des finances publiques de votre nouveau domicile, dans le cas où, précédemment, vous ne perceviez pas de revenus de source française et où vous ne déposiez donc pas de déclaration de revenus en France. Souscrivez une [2042](#) indiquant les revenus de sources française et étrangère, perçus depuis votre installation en France.

### À NOTER

Dans les deux cas de changement en cours d'année, vous devez indiquer dans la [2042](#), la date de votre départ à l'étranger ou de votre installation en France. Cette date sera utilisée pour apprécier vos droits en matière de prime pour l'emploi.

Où vous renseigner ?

Service des impôts des particuliers non-résidents  
10, rue du Centre – TSA 10010 – 93465 Noisy-le-Grand Cedex  
Tél. : 33 (1) 57 33 83 00  
courriel : [nonresidents@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:nonresidents@dgfip.finances.gouv.fr)  
Site internet du ministère : [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr)

2. voir [page 53](#) la date limite de dépôt de la déclaration [2042](#).

## QUELLE DÉCLARATION SOUSCRIRE ?

### La déclaration préremplie

La situation de famille connue de l'administration est indiquée en page 2. Les dates de naissance des enfants et le nombre de personnes à charge sont également préremplis.

En cas de décès en 2013 du contribuable ou de l'un des conjoints, la date de décès est imprimée sur la déclaration préremplie au nom du contribuable ou du couple.

En outre, en cas de décès d'un conjoint, une déclaration est adressée sous pli séparé au conjoint survivant (accompagnée d'une notice spécifique).

La déclaration 2042K<sup>1</sup> est préremplie de vos coordonnées bancaires si vous avez déjà communiqué un RIB à l'administration fiscale pour obtenir le versement de la PPE ou d'un crédit d'impôt par virement.

La 2042K<sup>1</sup> est également préremplie du montant :

- des traitements, des salaires, des indemnités journalières de maladie, des revenus d'heures supplémentaires exonérées, des allocations de chômage et de préretraite, des pensions et retraites, perçus par le contribuable et son conjoint ;
- du revenu de solidarité active (RSA) "complément d'activité" versé au foyer ;
- ainsi que des revenus de capitaux mobiliers du foyer.

Le détail de ces revenus déclarés par chaque partie versante est indiqué dans le cadre figurant au bas de la page 2.

Les revenus perçus par les personnes à charge ou rattachées ne sont pas préremplis.

La case "travail à temps plein" de la rubrique "Prime pour l'emploi" est cochée lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le contribuable ou son conjoint a perçu des traitements et salaires, versés par un ou plusieurs employeurs, qui représentent un emploi à temps plein toute l'année ;
  - le montant des revenus d'activité est compris dans les limites d'éligibilité à la PPE ;
  - la personne concernée n'a pas perçu de pensions et retraites.
- Cette année, le nombre d'heures rémunérées est prérempli en cas de travail à temps partiel ou sur une partie de l'année seulement.

En page 4, sont également indiqués les plafonds de déduction de l'épargne retraite pour les personnes qui ont versé des cotisations en 2012 ainsi que, le cas échéant, la CSG déductible et les plus-values en report d'imposition.

Vous pouvez rectifier ou compléter les éléments préimprimés dans les cases blanches prévues à côté ou au-dessous des cases préremplies.

Vous devez signer la déclaration préremplie lorsque vous la renvoyez, que ce soit telle que vous l'avez reçue ou après l'avoir complétée ou rectifiée.

### Les imprimés de déclaration

Tous les contribuables, y compris ceux qui ne disposent pas de revenus préremplis reçoivent le même modèle de déclaration principale des revenus : la déclaration 2042K.

Le choix des autres imprimés (2042C, 2042C PRO, 2044, 2044 spéciale, 2047) adressés au contribuable est effectué en fonction de la nature des revenus et des charges déclarés au titre de l'année 2012.

Si, en 2013, vous avez perçu une nouvelle catégorie de revenus ou si vous avez des charges non prévues sur la déclaration que vous avez reçue à votre domicile, procurez-vous selon votre cas, une 2042C<sup>1</sup> ou 2042C PRO<sup>1</sup> auprès de votre centre des finances publiques, de votre mairie ou sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr).

Sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) vous pouvez également télécharger :

- la 2042IOM<sup>1</sup> qui permet de déclarer les réductions d'impôt pour investissements outre-mer ;
- la 2042QE<sup>1</sup> qui vous permet de déclarer les dépenses en faveur de la qualité environnementale de l'habitation principale.

Les 2042C<sup>1</sup>, 2042C PRO<sup>1</sup>, 2042IOM<sup>1</sup> et 2042QE<sup>1</sup> doivent être déposées avec la 2042K<sup>1</sup>.

## UNE DÉCLARATION PAR FOYER FISCAL

(CGI, art. 6 ; BOI-IR-CHAMP-20 ; PF n° 15 et suiv.)

Une déclaration unique doit être souscrite pour l'ensemble des membres du foyer fiscal :

- le contribuable, s'il s'agit d'une personne célibataire, veuve, divorcée, séparée ; ou les deux conjoints, s'il s'agit d'un couple marié ou pacsé (les personnes vivant ensemble sans être mariées ni pacées doivent souscrire des déclarations distinctes) ;
- ainsi que les personnes à leur charge pendant l'année 2013.

La déclaration doit mentionner tous les revenus perçus par l'ensemble des membres du foyer fiscal en 2013. Depuis l'imposition des revenus de 2011, une seule déclaration commune<sup>3</sup> doit être souscrite pour l'année entière par les époux ou partenaires au titre de l'année du mariage ou du Pacs (voir p. 65).

### Déclaration distincte des conjoints

Les époux doivent souscrire, chacun, une déclaration personnelle lorsqu'ils :

- se sont mariés en 2013 et ont opté pour la déclaration séparée de leurs revenus ;
- sont séparés de biens et ne vivent pas sous le même toit ;
- sont en instance de séparation de corps ou de divorce et ont été autorisés à résider séparément ;
- ont, l'un ou l'autre, abandonné le domicile conjugal et disposent chacun de revenus propres ;
- ont divorcé en 2013.

Les partenaires de Pacs doivent souscrire chacun une déclaration personnelle lorsqu'ils :

- ont conclu le Pacs en 2013 et ont opté pour la déclaration séparée de leurs revenus ;
- ont rompu le Pacs en 2013.

3. Sauf option pour le dépôt de deux déclarations séparées pour l'année entière.



## COMMENT SOUSCRIRE CETTE DÉCLARATION ?

Vous recevez un seul exemplaire de la déclaration préremplie 2042K et, le cas échéant, des déclarations 2042C, 2042C PRO et 2042IOM.

Vous devez renvoyer cette déclaration au centre des finances publiques qui y est mentionné, même si vous avez changé de domicile en 2013.

Indiquez votre nouvelle adresse en première page de la déclaration. Toutefois, en cas de mariage ou de Pacs en 2013, envoyez votre déclaration commune (ou vos deux déclarations en cas d'option pour la déclaration séparée) au centre des finances publiques de votre domicile conjugal.

Si vous n'avez pas reçu d'imprimé de déclaration :

- soit parce que vous déclarez des revenus pour la première fois,
  - soit parce que vous avez changé d'adresse, sans demander à faire suivre votre courrier,
- des formulaires sont à votre disposition sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) ainsi que dans les centres des finances publiques.

### Délai de déclaration

Le délai de souscription de la déclaration d'ensemble des revenus expire le 20 mai 2014 à minuit.

Si vous déclarez en ligne, vous bénéficiez de délais supplémentaires. Trois dates limites sont fixées selon le département dans lequel se situe votre domicile au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- départements 01 à 19 : 27 mai 2014 ;
- départements 20 à 49 : 3 juin 2014 ;
- départements 50 à 974/976 : 10 juin 2014.

### Signature de la déclaration

La déclaration doit être datée et signée.

Les deux époux ou les deux partenaires d'un Pacs doivent signer la déclaration. Toutefois, la déclaration signée par un seul époux ou partenaire est opposable à l'autre ; elle est donc prise en considération par l'administration.

Si la déclaration est déposée par un professionnel (avocat ou expert-comptable, par exemple) au titre d'un mandat écrit, celui-ci doit apposer son cachet et cocher la case ØTA au bas de la première page de la déclaration de revenus. La production de ce mandat peut lui être demandée.

## VOS SERVICES EN LIGNE : IMPOTS.GOUV.FR

Le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) vous offre un ensemble de services en ligne disponibles 7 jours sur 7 et 24 h sur 24. En accédant à votre espace personnel, vous pouvez :

- gérer votre profil et opter pour la dématérialisation de vos avis d'impôt et de votre déclaration de revenus,
- déclarer vos revenus,
- consulter votre situation fiscale personnelle,
- payer vos impôts.

### VOTRE DÉCLARATION DE REVENUS SUR IMPOTS.GOUV.FR

La déclaration en ligne s'effectue d'avril à juin. Comme la déclaration papier, elle est préremplie des principaux revenus : salaires, pensions et retraites, allocations chômage, indemnités journalières de maladie, revenus des heures supplémentaires exonérées, prime pour l'emploi (activité à temps plein ou nombre d'heures rémunérées), revenus de capitaux mobiliers et RSA "complément d'activité", dont les montants ont été transmis à l'administration fiscale par les employeurs et les organismes sociaux. Il vous suffit de vérifier les montants affichés et, le cas échéant, de les modifier ou de les compléter des autres revenus et charges. Pour modifier, saisissez le montant correct directement dans la case.

### Les avantages de la déclaration en ligne

- La déclaration en ligne s'adapte à toutes les situations. Votre situation familiale a changé (mariage, Pacs, divorce...), vous avez déménagé, vous avez des revenus complexes (revenus encaissés à l'étranger...) : dans tous les cas la déclaration en ligne répond à vos besoins.
- Les données (montant et identité des salariés) relatives aux dépenses engagées pour la garde d'enfants si vous bénéficiez de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE) et aux dépenses engagées pour l'emploi d'un salarié à domicile et payées au moyen du chèque emploi service universel (CESU) sont présentées si vous déclarez en ligne, afin de faciliter la saisie de votre déclaration.
- Les informations littérales déclarées en ligne sont conservées et vous pouvez les reporter automatiquement d'une année sur l'autre sans avoir à les ressaisir.
- La déclaration en ligne est plus simple. Seules les rubriques de la déclaration dont vous avez besoin vous sont présentées.
- Vous déclarez à votre rythme, toutes les données remplies et validées sont conservées et vous sont représentées lors de la connexion suivante.
- Vous disposez d'un moteur de recherche des rubriques de la déclaration. Retrouvez immédiatement la rubrique recherchée à partir d'un mot clé ou du code d'une case.
- Vous déclarez très rapidement en "trois clics" si vous n'avez aucune modification à apporter à votre déclaration. Dans ce cas, vous avez également la possibilité de déclarer par smartphone. Pour cela, téléchargez gratuitement l'application "Impots.gouv" sur App Store, Google Play ou Windows phone store et lancez-la. Il vous suffit alors de flasher le code barre préimprimé sur votre déclaration de revenus (ou sur la lettre qui vous a été adressée) et de vous laisser guider.
- Vous obtenez l'estimation immédiate du montant de votre impôt.

– Vous ne transmettez aucune pièce justificative. Vous devez néanmoins les conserver pour répondre à une éventuelle demande de l'administration.

– Vous bénéficiez de délais supplémentaires

• départements 01 à 19: mardi 27 mai 2014;

• départements 20 à 49: mardi 3 juin 2014;

• départements 50 à 974, 976: mardi 10 juin 2014.

Les non-résidents ne bénéficient pas de délais spécifiques supplémentaires liés à la déclaration en ligne. Selon la région du monde où ils sont domiciliés, ils doivent télédéclarer avant le 16 juin ou le 30 juin.

– Un accusé de réception vous garantit votre dépôt. Cet accusé de réception, enrichi des éléments déclarés et contresigné électroniquement par l'administration, constitue une preuve de dépôt opposable à l'administration. Un courriel de confirmation vous est également adressé.

– Vous pouvez rectifier facilement et rapidement votre précédente déclaration. Si après avoir signé vous souhaitez rectifier votre déclaration, il vous suffit de corriger les informations saisies sur votre précédente déclaration et de signer de nouveau. Ces corrections doivent être faites dans la limite des délais supplémentaires.

## Nouveautés 2014

1 - La présentation des écrans de la déclaration en ligne a été revue, et calée sur la présentation des écrans du site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), afin d'en améliorer la lisibilité. Différentes améliorations ont été apportées pour la navigation entre les différents écrans et de nouvelles modalités de report des informations d'une année sur l'autre ont été prévues afin de faciliter encore la saisie, par exemple pour les personnes à charge ou les frais réels.

2 - L'application smartphone "Impots.gouv" est également disponible sur Windows phone.

3 - Si vous résidez à Mayotte et si vous avez vos identifiants (fonctionnaires et anciens résidents en métropole), vous pouvez déclarer en ligne dès 2014. Dans les autres cas, la déclaration en ligne sera ouverte en 2015.

4 - Les revenus perçus à l'étranger par un résident en France et déclarés sur le formulaire n°2047 peuvent être reportés automatiquement sur la déclaration principale.

5 - Les modalités du report automatique depuis les formulaires annexes n°s 2044, 2044 S, 2074, 2042 LE et 2042 TA vers la déclaration principale ont été améliorées.

6 - Une nouvelle annexe 2074 ABT est proposée: il s'agit d'une fiche de calcul permettant de déterminer l'abattement pour durée de détention pour la déclaration des plus ou moins-values de cessions de valeurs mobilières.

7 - Si vous êtes non-résident et si vous travaillez à temps plein toute l'année, votre retenue à la source est calculée automatiquement et une estimation de votre impôt est affichée à l'issue de votre déclaration en ligne. De plus, si vous êtes mensualisé, un lien automatique vers le service de paiement en ligne s'affiche à la fin de sa télédéclaration et vous permet de moduler vos mensualités.

8 - Si vous avez déjà signalé un changement d'adresse après le 1.1.2014 et enregistré avant la fin février, il sera affiché sur votre déclaration en ligne.

## Qui peut déclarer par Internet ?

La quasi totalité des contribuables, quelle que soit sa situation, peut utiliser le service de déclaration en ligne.

### Vous avez déjà été assujetti personnellement à l'impôt sur le revenu

Vous pouvez déclarer vos revenus en ligne, y compris si votre situation de famille a changé (mariage, Pacs, divorce, décès du conjoint ou du partenaire de Pacs) ou si vous avez déménagé.

### Vous n'avez jamais été assujetti personnellement à l'impôt sur le revenu

Si vous êtes âgé de 20 ans et plus et si vous étiez rattaché l'année dernière à la déclaration de revenus de vos parents, un courrier vous a été adressé par l'administration fiscale en avril avec vos identifiants pour vous permettre de déclarer en ligne.

Dans quelques cas très limités, ce service n'est pas accessible: usagers qui n'ont jamais été assujettis personnellement à l'impôt sur le revenu et qui ne remplissent pas les conditions ci-avant, déclaration avec des données numériques ou des charges de familles très importantes ou avec des modalités de calcul spécifiques, pluralité d'événements la même année (mariage et divorce par exemple).

## Déclarez vos revenus

Si vous n'avez aucune modification à apporter à votre déclaration préremplie, vous pouvez déclarer vos revenus en quelques clics. Sur l'écran de résumé de votre déclaration, assurez-vous de l'exactitude des mentions relatives à votre situation de famille, aux personnes à charge, votre adresse et vos revenus préremplis (attention: le rattachement des enfants majeurs n'est pas reconduit automatiquement) et si vous êtes d'accord, il vous suffit de signer votre déclaration.

Dans ce cas, vous pouvez aussi bénéficier de la déclaration par smartphone.

Si vous avez des modifications ou compléments à apporter, laissez-vous guider:

– vous indiquez si vous faites une déclaration avec ou sans changement de situation de famille (mariage, divorce, décès ou Pacs);

– vous pouvez modifier votre adresse puis la composition de votre foyer fiscal (naissance d'un enfant, rattachement d'un enfant majeur, signalement d'une demi-part supplémentaire, etc.);

– les rubriques avec vos revenus préremplis sont automatiquement affichées. En revanche, vous sélectionnez les autres rubriques qui vous concernent. Ensuite, vérifiez ou saisissez vos revenus et charges, et naviguez sur les différentes pages de votre déclaration personnalisée;

– les informations littérales déclarées en ligne l'an dernier sont préaffichées et il vous suffit de les confirmer ou de les corriger;

– ajoutez les formulaires annexes qui vous concernent (2044<sup>1</sup>, 2044 S<sup>1</sup>, 2047<sup>1</sup>...);

– à l'issue de la saisie de vos déclarations de revenus annexes, le revenu correspondant est reporté automatiquement sur votre déclaration principale.

À la fin de la saisie de la déclaration principale, vous visualisez un résumé de l'ensemble des rubriques saisies ainsi que le montant de votre impôt ou de votre restitution. En cas d'erreur ou d'oubli, un bouton "Corriger mes déclarations" vous permet d'apporter toutes les modifications nécessaires.

### Signez votre déclaration et obtenez un accusé de réception

Pour signer votre déclaration, cliquez sur le bouton de signature. Vous pouvez alors télécharger et imprimer votre accusé de réception. Il constitue la preuve de la prise en compte de votre déclaration. Un courriel de confirmation vous est également transmis à l'adresse électronique que vous avez indiquée lors de votre connexion.

### Utilisez les services de paiement en ligne

Vous pouvez directement modifier vos mensualités ou adhérer au prélèvement à l'échéance pour le paiement de votre impôt sur le revenu.

### CHOISISSEZ UN MOT DE PASSE SUR IMPOTS.GOUV.FR

Lors de votre connexion à votre espace personnel, vous serez invité à prendre un mot de passe. Ce mode d'accès plus simple vous permettra d'accéder facilement et rapidement à l'ensemble de vos services en ligne. En cas d'oubli ou de perte de votre login ou de votre mot de passe, une procédure en ligne vous permet de les récupérer.

Si vous recevez encore votre déclaration de revenus ou vos avis d'impôt sur papier, il vous sera proposé d'opter pour votre déclaration de revenus et vos avis d'impôt 100 % en ligne. Vous pouvez également gérer toutes ces informations grâce au service en ligne "Mon profil" disponible dans votre espace personnel. Grâce à ce service vous pouvez choisir ou modifier votre mot de passe, votre adresse électronique, vos numéros de téléphone ou adhérer à la dématérialisation de vos avis d'impôt (impôt sur le revenu, prélèvements sociaux, ISF, taxe d'habitation à titre principal) et de votre déclaration de revenus.

### VOTRE SITUATION FISCALE PERSONNELLE SUR IMPOTS.GOUV.FR

Depuis votre espace personnel, vous pouvez consulter l'ensemble de votre situation fiscale en cliquant sur "consulter ma situation fiscale". Vous y trouvez :

- votre déclaration de revenus déposée en ligne en 2014 ainsi que ses annexes ;
- vos précédentes déclarations de revenus (initiales et rectificatives, déposées en ligne ou sur papier) et vos avis d'impôt (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, prélèvements sociaux).

De plus, via l'onglet "espace de confidentialité", en mentionnant les références de l'avis papier, vous pouvez visualiser vos avis de taxes foncières et de taxes d'habitation secondaire des trois dernières années. Selon la même procédure, vous pouvez visualiser vos avis de taxe sur les logements vacants et de taxe d'habitation sur les logements vacants.

Vous pouvez aussi consulter l'ensemble de vos paiements relatifs à ces impôts sur deux ans.

## LA PREMIÈRE PAGE DE LA 2042

### IDENTITÉ ET ADRESSE

Vérifiez votre état civil, tel qu'il est imprimé sur la déclaration qui vous est adressée.

Votre nom de naissance est prérempli en première ligne de la rubrique "Etat civil".

Vous pouvez cependant choisir d'utiliser un autre nom pour recevoir vos courriers. Ce nom d'usage peut être :

- si vous êtes marié(e), le nom de votre époux (épouse) uniquement ou un double nom composé de votre nom et du nom de votre époux (épouse) dans l'ordre que vous souhaitez ;
- si vous êtes divorcé(e), le nom de votre ex-époux (épouse) si vous êtes autorisé(e) à conserver l'usage de ce nom ;
- si vous êtes veuf (veuve), le nom de votre époux (épouse) ou les deux noms accolés.

#### À NOTER

**Vous ne pouvez pas choisir comme nom d'usage le nom de votre concubin ou de votre partenaire de Pacs.**

Si vous avez changé de domicile en 2013 ou en 2014, indiquez votre nouvelle adresse dans l'un ou l'autre des deux cadres figurant en première page de la déclaration. N'oubliez pas d'indiquer tous les éléments nécessaires à la bonne identification de votre habitation (n° d'appartement, bâtiment, résidence...).

### AUTRES INFORMATIONS

Plusieurs informations sont indiquées en première page de la 2042K<sup>1</sup> :

- dans un cadre en haut à gauche :
  - votre numéro fiscal et celui de votre conjoint. Il vous sera demandé si vous déclarez vos revenus par Internet ;
  - votre numéro de télédéclarant. Il vous sera également demandé si vous déclarez vos revenus par Internet, avant d'avoir choisi un mot de passe ;
- à côté du cadre "signature" votre numéro de téléphone et votre adresse électronique, si vous les avez déjà communiqués.

## CONTRIBUTION À L'AUDIOVISUEL PUBLIC

(CGI, art. 1605 et suivants et 1840 W ter; BOI-PAT-CAP)

Vous devez payer cette contribution si, au 1.1.2014, une de vos résidences (principale ou secondaire) est équipée d'un téléviseur ou d'un dispositif assimilé permettant la réception de la télévision. Dans ce cas, vous n'avez aucune démarche à faire.

En revanche, si aucune de vos habitations, ni celle d'un membre rattaché à votre foyer fiscal pour l'impôt sur le revenu, n'est équipée d'un appareil de télévision ou d'un dispositif assimilé, vous n'avez pas à payer la contribution. Dans ce cas, cochez la case ØRA en première page de la déclaration 2042 K<sup>1</sup> ou 2042 SK<sup>1</sup> 1.

Une seule contribution est due par le foyer fiscal :

- quel que soit le nombre de récepteurs de TV (ou de dispositifs permettant la réception de la TV) détenus dans l'habitation principale et les autres habitations pour lesquelles vous êtes imposé à la taxe d'habitation ;
  - lorsqu'un enfant majeur rattaché à votre foyer fiscal réside dans une habitation distincte elle-même équipée d'un téléviseur.
- Par ailleurs, une seule contribution est due en cas de cohabitation, dans la même habitation, de personnes qui ne font pas partie du même foyer fiscal (concubins ou colocataires).

La contribution à l'audiovisuel public est due pour les appareils récepteurs de télévision et pour tous les autres dispositifs permettant la réception de la télévision pour un usage privé.

### À NOTER

Les magnétoscopes, lecteurs ou lecteurs-enregistreurs de DVD, vidéo-projecteurs, lorsqu'ils sont équipés d'un tuner et associés à un écran ou à tout autre support de vision, sont des dispositifs assimilés à un téléviseur. En revanche, les micro-ordinateurs munis d'une carte-télévision ne sont pas taxables.

Pour 2014, le montant de la contribution est égal à **133 €** en métropole et à **85 €** dans les départements d'outre-mer.

Pour les contribuables déjà imposés à la redevance en 2004, la contribution due chaque année est acquittée d'avance et pour la période de douze mois décomptée à partir de la date anniversaire figurant sur l'avis de redevance 2004.

### À NOTER

Pour les personnes mentionnées ci-dessus, la contribution n'est pas due lorsqu'un des événements suivants survient entre le 1<sup>er</sup> janvier et le début de la période d'imposition précitée :

- décès du contribuable ;
- transfert du domicile à l'étranger ;
- cessation de détention de tout téléviseur ;
- cohabitation chez une autre personne assujettie à la contribution.

Pour les personnes nouvellement imposées à la contribution à compter de 2005, la contribution est due au titre de l'année civile.

Sont dégrévées de la contribution les personnes :

- qui bénéficient d'une exonération de taxe d'habitation ;
- ou dont le montant du revenu fiscal de référence, défini au II de l'article 1414 A du CGI, est nul.

### Cas particuliers

Les personnes qui étaient exonérées de redevance en 2004 continuent, sous certaines conditions, à bénéficier d'un dégrèvement de la contribution à l'audiovisuel public (art. 1605 bis 3<sup>o</sup> du CGI).

Il s'agit :

- des personnes handicapées non assujetties à l'ISF, sous condition de ressources et de cohabitation ;
- des personnes âgées de plus de 65 ans au 1.1.2004 non imposables à l'impôt sur le revenu, non assujetties à l'ISF et qui satisfont à la condition de cohabitation (voir document d'information 2041GZ).

Vous recevrez un seul avis pour la taxe d'habitation de 2014 et la contribution à l'audiovisuel public.

Figure 1. Déclaration 2042 K.

# SITUATION DU FOYER

(CGI, art. 6, 196 bis et 204; BOI-IR-CHAMP-20, BOI-IR-LIQ-10 et BOI-IR-CESS; PF 87 et suiv.)

SITUATION PERSONNELLE.....	57
MARIAGE, PACS, DIVORCE OU DÉCÈS EN 2013 .....	57
SITUATIONS OUVRANT DROIT À UNE DEMI-PART SUPPLÉMENTAIRE .....	59

VOUS VIVEZ SEUL AVEC DES PERSONNES À VOTRE CHARGE.....	61
VOS ENFANTS.....	61
LES PERSONNES INVALIDES VIVANT AVEC VOUS.....	65

## SITUATION PERSONNELLE

Le nombre de parts est fixé en fonction de votre situation et de vos charges de famille :

- au 1.1.2013;
- ou au 31.12.2013, s'il y a eu augmentation des charges de famille en cours d'année.

En cas de mariage, conclusion d'un Pacs, divorce, séparation ou rupture d'un Pacs en cours d'année, c'est la situation au 31 décembre qui est retenue.

En cas de décès d'un conjoint au cours de l'année, pour la période d'imposition commune (avant le décès), le nombre de parts est fixé en fonction de la situation au 1<sup>er</sup> janvier ou à la date du décès en cas d'augmentation des charges de famille.

Pour la période d'imposition après décès, le nombre de parts est fixé au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, en cas d'augmentation des charges de famille.

Si la situation ou les charges de famille préremplies page 2 de votre déclaration ne sont pas exactes ou si elles ont changé en 2013, cochez les cases blanches correspondant à la situation exacte de votre foyer. Vous pouvez également modifier les éléments relatifs à sa composition (nombre d'enfants ou de personnes à charge) et compléter, le cas échéant, la page 2 en ajoutant les dates de naissance des personnes à charge ou l'état-civil des enfants rattachés.

- 1 Cochez la case D :
  - en cas d'abandon du domicile conjugal par l'un des époux, lorsque chacun dispose de revenus distincts ;
  - ou pour des époux en instance de séparation de corps ou de divorce, autorisés à résider séparément.
- 2 Cochez la case C si vous êtes marié sous le régime de la séparation de biens et si vous ne vivez pas avec votre conjoint.
- 3 Cochez la case V si votre conjoint ou partenaire de Pacs est décédé en 2013 (déclaration de la période postérieure au décès) ou précédemment.

### À NOTER

- Le régime d'imposition des couples pacsés est identique à celui des couples mariés.
- Si vous vivez en concubinage, vous êtes considéré comme célibataire, divorcé, séparé ou veuf, selon le cas. Chaque concubin doit déposer une déclaration.

## MARIAGE, PACS, DIVORCE, SÉPARATION OU DÉCÈS EN 2013

(BOI-IR-CHAMP-20, BOI-IR-LIQ-10; PF 25 et suiv.)

### MARIAGE OU PACS AU COURS DE L'ANNÉE 2013

#### Principe de l'imposition commune

Une seule déclaration commune doit être souscrite par les époux ou partenaires du Pacs au titre de l'année du mariage ou de la conclusion du Pacs. Elle doit comporter l'ensemble des revenus dont ils ont disposé pendant l'année entière.

Vous pouvez utiliser la déclaration préremplie reçue par l'un des conjoints. L'une des cases C, V ou D est cochée, modifiez-la en cochant la case M ou la case O (et éventuellement les cases P, F, S) et remplissez la ligne X.

Indiquez l'état civil de l'autre conjoint en première page, son numéro fiscal en page 2, et son adresse au 1.1.2013 à la rubrique "Renseignements complémentaires".

Indiquez aussi les revenus de l'autre conjoint sur cette déclaration. Adressez votre déclaration au centre des finances publiques du domicile conjugal.

#### Option pour l'imposition distincte

Sur option irrévocable et uniquement au titre de l'année du mariage ou du Pacs, les époux ou partenaires du Pacs peuvent souscrire deux déclarations distinctes comportant les revenus dont chacun a disposé personnellement (traitements, salaires, pensions et rentes viagères, bénéfices non commerciaux, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles) ainsi que la quote-part des revenus communs lui revenant (revenus fonciers, revenus de capitaux mobiliers, gains de cession de valeurs mobilières). À défaut de justification de cette quote-part, ces revenus communs doivent être partagés en deux parts égales entre les époux ou partenaires. La justification de la propriété exclusive ou de la répartition réelle des revenus ou profits peut être apportée par tout document de nature à établir l'origine de propriété des biens ou sommes dont sont tirés les revenus.

Chaque conjoint peut déduire les charges qu'il a effectivement supportées au cours de l'année et bénéficier des avantages fiscaux au titre des dépenses qu'il a effectuées ou des investissements qu'il a réalisés.

Figure 1. Déclaration n° 2042 K.

<b>A I SITUATION DU FOYER FISCAL EN 2013</b>	
Rectifiez si nécessaire dans la case blanche	
Marié(e)s.....M	Célibataire.....C
Divorcé(e)/séparé(e).....D	Veuf(ve).....V
Pacsé(e)s.....O	

Sur la déclaration préremplie reçue par chaque conjoint, l'une des cases C, V ou D est cochée : ne la modifiez pas.

① Pour indiquer l'option pour la déclaration séparée, cochez la case B et remplissez la ligne X.

Cochez éventuellement les cases P, L, N, W.

En cas d'option pour l'imposition distincte, chaque époux ou partenaire est considéré comme célibataire, veuf ou divorcé pour toute l'année du mariage ou du Pacs. Les charges de famille sont celles existant au 1<sup>er</sup> janvier ou, si elles ont augmenté en cours d'année, au 31 décembre.

Les enfants mineurs du couple ne peuvent être comptés à charge que par l'un des parents. De même, les enfants majeurs ne peuvent être rattachés qu'au foyer de l'un des parents.

Adressez sous le même pli les déclarations des deux conjoints au centre des finances publiques du domicile conjugal.

### Cas particulier des personnes liées par un Pacs qui se marient

Si vous avez conclu un Pacs en 2013 et si vous vous êtes ensuite marié avec votre partenaire en 2013, cochez la case M. Une seule imposition commune est établie au titre de l'année 2013. Vous pouvez toutefois opter pour l'imposition séparée de vos revenus pour l'année 2013.

Si vous avez conclu un Pacs avant 2013 et si vous vous mariez avec votre partenaire en 2013, l'imposition commune se poursuit. Vous ne pouvez pas opter pour l'imposition séparée de vos revenus de 2013.

## DIVORCE, SÉPARATION OU RUPTURE DU PACS EN 2013

Deux déclarations distinctes doivent être souscrites par les ex-conjoints ou partenaires au titre de l'année du divorce, de la rupture du Pacs ou de la séparation. L'un des deux peut utiliser la déclaration préremplie reçue (en veillant à rayer les revenus de l'autre ex-conjoint).

Cochez la case D et remplissez la ligne Y sur chaque déclaration. Déclarez vos revenus personnels perçus pendant l'année entière ainsi que la quote-part des revenus communs vous revenant. À défaut de justification de cette quote-part, les revenus communs sont réputés partagés en deux parts égales entre les ex-conjoints. La justification de la propriété exclusive ou de la répartition réelle des revenus ou profits peut être apportée par tout document de nature à établir l'origine de propriété des biens ou sommes dont sont tirés les revenus.

Figure 2. Déclaration n° 2042 K.

A   SITUATION DU FOYER FISCAL EN 2013									
Date des changements en 2013									
- Mariage	X								
N° fiscal de votre conjoint.....									
Vous optez pour la déclaration séparée de vos revenus 2013..... B ①									
- Divorce/séparation/rupture de Pacs .....	Y								
- Décès : déclarant 1.....	Z								
déclarant 2.....	Z								

Chaque ex-conjoint peut déduire les charges qu'il a effectivement supportées et bénéficier des avantages fiscaux au titre des dépenses qu'il a effectuées ou des investissements qu'il a réalisés au cours de l'année.

En cas de séparation, divorce ou de dissolution d'un Pacs en cours d'année, les contribuables sont donc considérés comme séparés ou divorcés pour l'ensemble de l'année. Les charges de famille sont celles existant au 1<sup>er</sup> janvier ou, si elles ont augmenté en cours d'année, au 31 décembre. Les enfants mineurs du couple sont comptés à la charge d'un seul des parents, celui chez lequel ils résident à titre principal. Le juge désigne, à défaut d'accord amiable des parents, le lieu où les enfants ont leur résidence principale. Lorsqu'elle n'est pas fixée par le juge, il appartient aux parents de désigner d'un commun accord, lors de la déclaration des revenus, celui d'entre eux qui doit bénéficier de la majoration de quotient familial. En cas de désaccord, la majoration de quotient familial est attribuée au parent qui a les revenus les plus élevés. Les enfants majeurs ne peuvent demander leur rattachement qu'à un seul des contribuables.

Au titre de l'année du divorce, de la séparation ou de la dissolution du Pacs, la condition de vivre seul s'apprécie au 31 décembre. Ainsi, dans ce cas, la demi-part supplémentaire liée à la case T est attribuée aux contribuables qui vivaient seuls au 31.12.2013.

Chaque déclaration est à déposer au centre des finances publiques de votre ancien domicile conjugal dont l'adresse figure sur la déclaration préremplie que vous avez reçue. N'oubliez pas d'indiquer éventuellement votre nouvelle adresse.

### À NOTER

Lorsque la rupture du Pacs intervient sur décision commune des deux partenaires, les partenaires adressent une déclaration au greffe du tribunal d'instance ou au notaire qui a procédé à l'enregistrement du pacte.

Lorsque la rupture intervient à l'initiative d'un seul des partenaires, celui-ci fait délivrer une signification à l'autre partenaire. Une copie de la signification est transmise au greffe du tribunal d'instance ou au notaire qui a reçu le Pacs.

La dissolution du Pacs prend effet entre les partenaires à la date de son enregistrement. Elle est opposable aux tiers lorsque les formalités de publicité ont été effectuées.

## DÉCÈS EN 2013 D'UN CONJOINT OU D'UN PARTENAIRE LIÉ PAR UN PACS

(BOI-IR-LIQ-10-10-20 et BOI-IR-CESS)

Deux déclarations doivent être souscrites.

La déclaration du couple comprend les bénéfices et revenus du foyer fiscal, non encore taxés au moment du décès. Elle est établie pour la période du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la date du décès.

Cochez la case M ou la case O selon que le couple était marié ou lié par un Pacs. Remplissez l'une des deux lignes Z et cochez éventuellement les cases P, F, S.

Les charges de famille sont celles existant au 1<sup>er</sup> janvier ou, si elles ont augmenté, à la date du décès.



L'imposition porte sur les revenus dont le contribuable a disposé durant l'année de son décès, mais aussi sur les revenus dont la distribution ou le versement résulte du décès, sur ceux que le contribuable a acquis sans en avoir eu la disposition<sup>1</sup> et sur les revenus dont la taxation a été différée par une disposition particulière de la loi.

La déclaration du conjoint ou partenaire survivant comprend ses propres revenus et ceux des personnes à sa charge, de la date du décès au 31 décembre. Cochez la case V et éventuellement les cases P, F, W.

Le conjoint ou partenaire survivant reçoit à son domicile une déclaration à son nom qu'il doit compléter.

Les charges de famille sont celles existant au 1<sup>er</sup> janvier ou, si elles ont augmenté en cours d'année, au 31 décembre.

La répartition des charges déductibles du revenu global et de celles donnant lieu à réduction d'impôt<sup>2</sup> s'effectue en fonction de leur date de paiement.

Pour la période d'imposition distincte, le conjoint ou partenaire survivant dispose du même nombre de parts que s'il était marié ou pacsé. Si le conjoint ou partenaire décédé ouvrait droit à une demi-part supplémentaire, en raison d'une invalidité, le survivant peut en bénéficier pour la seule année du décès.

#### À NOTER

Le rattachement d'un enfant majeur ne peut être demandé qu'à une seule des deux déclarations souscrites au titre de l'année du décès. Le foyer fiscal qui accepte le rattachement inclut alors dans son revenu imposable les revenus perçus par la personne rattachée pendant l'année entière.

Les deux déclarations doivent être souscrites en même temps l'année suivant celle du décès, à la date normale de dépôt des déclarations de revenus.

## SITUATIONS POUVANT DONNER DROIT À UNE DEMI-PART SUPPLÉMENTAIRE

### CÉLIBATAIRES, DIVORCÉ(E)S, SÉPARÉ(E)S, VEUF(S) VIVANT SEUL(E)S (BOI-IR-LIQ-10-20-20-10)

Vous bénéficiez d'une demi-part supplémentaire au titre de l'année 2013 si vous remplissez l'ensemble des conditions suivantes :

- vous êtes célibataire, séparé(e), divorcé(e) ou veuf(ve) ;
- vous viviez seul(e) au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition (1.1.2013 pour l'imposition des revenus 2013)<sup>3</sup>, sans aucune personne à charge ;
- vous avez un ou plusieurs enfants majeurs non rattachés à votre foyer ou mineurs imposés en leur nom propre, ou vous avez eu un enfant décédé après l'âge de 16 ans ou par suite de faits de guerre ;
- vous avez compté fiscalement à votre charge au moins l'un de ces enfants pendant au moins 5 années au cours desquelles vous viviez seul.

L'avantage en impôt lié à cette demi-part est limité à 897 €.

#### À NOTER

La disposition transitoire prévue en faveur des personnes célibataires, divorcées ou veuves qui n'ont pas élevé seules un enfant pendant au moins 5 années mais qui avaient bénéficié de la demi-part pour l'imposition des revenus de 2008 s'est appliquée pour la dernière fois pour l'imposition des revenus de 2012 (case E). À compter de l'imposition des revenus de 2013, ces personnes ne bénéficient plus de la demi-part supplémentaire.

**1** Cochez la case L si vous avez élevé un enfant pendant au moins 5 années au cours desquelles vous viviez seul(e). Vous bénéficiez d'une demi-part supplémentaire. L'avantage en impôt lié à cette demi-part est limité à 897 €.

Vous ne pouvez bénéficier de la demi-part supplémentaire que si vous avez supporté à titre exclusif ou principal la charge de vos enfants, pendant au moins cinq années au cours desquelles vous viviez seul(e).

**2** Cochez la case N si vous ne viviez pas seul(e) au 1.1.2013. La demi-part supplémentaire (case L) est réservée aux personnes qui vivent seules.

Figure 3. Déclaration n° 2042 K.

#### A I SITUATION DU FOYER FISCAL EN 2013

##### Situations pouvant donner droit à une demi-part supplémentaire

##### 1. En cas de célibat, divorce, séparation, veuvage

> Vous viviez seul au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et vous avez un enfant :

- majeur non rattaché à votre foyer (ou mineur imposé en son nom propre)
- ou décédé après l'âge de 16 ans ou par suite de faits de guerre et vous avez élevé cet enfant pendant au moins cinq années au cours desquelles vous viviez seul.....

L ☒ 1

> Vous ne viviez pas seul au 1<sup>er</sup> janvier 2013 .....

N ☐ 2

1. Sous réserve de l'établissement d'une imposition distincte pour les revenus qui ne doivent échoir normalement qu'au cours d'une année postérieure au décès (art. 204.1, 2<sup>e</sup> alinéa, du CGI).

2. Sauf en matière de frais de scolarité : la réduction d'impôt bénéficie au contribuable qui compte l'enfant à charge au 31.12 de l'année d'imposition.

3. C'est à dire vous ne vivez pas en concubinage. Vous êtes considéré comme vivant seul si vous cohabitez avec un descendant, un ascendant ou un collatéral.

### Précisions concernant la case L et la condition des cinq ans

La durée de cinq ans peut être continue ou discontinue. Elle s'apprécie séparément pour chaque enfant. Elle doit être atteinte pour au moins un enfant.

Le contribuable doit avoir supporté seul la charge exclusive ou principale de l'enfant soit en tant qu'enfant mineur (ou handicapé quel que soit son âge) compté fiscalement à charge soit en tant qu'enfant majeur rattaché.

Le fait que le contribuable ait perçu, pour l'entretien de l'enfant, une pension alimentaire versée spontanément ou en exécution d'une décision de justice par l'ex-conjoint ne le prive pas de la demi-part supplémentaire.

#### À NOTER

La période au cours de laquelle le contribuable versait une pension alimentaire pour l'entretien de l'enfant (non compté à sa charge ni rattaché à son foyer) n'est pas retenue pour le décompte de la durée de cinq ans.

Les parents qui ont bénéficié d'une majoration de quotient familial partagée au titre d'enfants en résidence alternée ne remplissent pas la condition d'avoir supporté leur charge exclusive ou principale.

Afin d'attester de sa situation, le contribuable qui coche la case L joint à sa déclaration de revenus une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il a assumé pendant au moins cinq ans la charge exclusive ou principale d'un ou plusieurs enfants ainsi que l'identité et l'adresse de ces enfants. Si elle n'a pas été jointe à la déclaration de revenus, cette déclaration sur l'honneur pourra être fournie à la demande de l'administration.

Afin de répondre à la demande de justifications de l'administration, le contribuable peut présenter notamment :

- les avis d'impôt sur le revenu mentionnant la situation de parent isolé ;
- des documents établissant qu'il a bénéficié de prestations sociales en tant que parent isolé ;
- un jugement de divorce ou tout autre document attestant que l'enfant était à sa charge exclusive ou principale pendant la période où il vivait seul.

Figure 4. Déclaration n° 2042 K.

A I SITUATION DU FOYER FISCAL EN 2013	
2. Titulaire d'une pension (militaire, accident du travail) pour invalidité d'au moins 40 % ou d'une carte d'invalidité d'au moins 80 %.....	P <input type="checkbox"/> 1
Votre conjoint remplit ces conditions, ou votre conjoint, décédé en 2013, remplissait ces conditions .....	F <input checked="" type="checkbox"/> 2
3. Titulaire de la carte du combattant ou d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre :	
– Vous êtes célibataire, divorcé, séparé, veuf et :	
• vous avez plus de 75 ans et vous remplissez ces conditions ;	
• ou vous avez plus de 75 ans et votre conjoint, décédé après l'âge de 75 ans, remplissait ces conditions ;	
• ou votre conjoint, âgé de plus de 75 ans, décédé en 2013, remplissait ces conditions .....	W <input type="checkbox"/> 3
– Vous êtes mariés ou liés par un Pacs et l'un des deux déclarants, âgé de plus de 75 ans, remplit ces conditions .....	S <input checked="" type="checkbox"/> 4
– Vous avez une pension de veuve de guerre .....	G <input type="checkbox"/>

### TITULAIRES D'UNE CARTE D'INVALIDITÉ, D'UNE PENSION D'INVALIDITÉ OU DE LA CARTE DU COMBATTANT (BOI-IR-LIQ-10-20-20-20)

1 Vous pouvez cocher l'une des cases P ou F si vous ou votre conjoint (ou partenaire de Pacs) êtes :

- titulaire de la carte d'invalidité (pour une invalidité d'au moins 80 %) ;
- titulaire d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 40 % ou plus ;
- titulaire d'une pension militaire, pour une invalidité de 40 % ou plus.

Si au moins l'une des cases P ou F est cochée, vous avez droit à une augmentation du nombre de parts (voir p. 307) et à un abattement lorsque vos revenus ne dépassent pas certaines limites (voir p. 308). Vous pouvez cocher les cases P ou F si la carte d'invalidité a été demandée avant le 1.1.2014, même si elle n'est pas encore attribuée.

2 Pour la période comprise entre le décès de votre conjoint (ou partenaire de Pacs) et le 31.12.2013, vous disposez du même nombre de parts que si vous étiez marié (ou pacsé).

3 Cochez la case W si vous êtes célibataire, divorcé, séparé, veuf, si vous avez plus de 75 ans au 31.12.2013 (né avant le 1.1.1939) et si vous êtes titulaire de la carte du combattant ou d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre. De même si vous avez plus de 75 ans au 31.12.2013 et si votre conjoint, décédé, était âgé de plus de 75 ans et était titulaire de la carte du combattant ou d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre.

4 Cochez la case S si vous ou votre conjoint (ou partenaire de Pacs) avez plus de 75 ans au 31.12.2013 et êtes titulaire de la carte du combattant ou d'une pension servie en vertu du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Dans ce cas, vous avez droit à une demi-part supplémentaire. Cet avantage ne se cumule pas avec l'augmentation du nombre de parts prévue en cas d'invalidité.

Si vous avez coché une des cases P, G, W, S ou F, l'avantage fiscal attaché à la demi-part supplémentaire est limité à 1 500 €.

Toutefois, si ce plafond est atteint, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt complémentaire d'un montant maximal de 1 497 €.

#### À NOTER

- Si vous remplissez plusieurs des conditions prévues aux cases P, L, G, W, vous ne pouvez pas bénéficier de plus d'une demi-part supplémentaire. Il en est ainsi, par exemple, si vous avez des enfants majeurs imposés séparément et si, par ailleurs, vous êtes titulaire de la carte d'invalidité.
- Si vous avez des enfants à charge ou rattachés, vous ne pouvez pas bénéficier de la demi-part supplémentaire liée aux cases W ou G.
- Les personnes âgées de plus de 65 ans ou invalides, quel que soit leur âge, ont droit à un abattement lorsque leur revenus ne dépassent pas certaines limites (voir p. 308).



## VOUS VIVEZ SEUL(E) AVEC DES PERSONNES À VOTRE CHARGE (BOI-IR-LIQ-10-20-20-10)

Les célibataires, divorcés, séparés qui ont un ou plusieurs enfants à charge (enfants mineurs ou enfants rattachés non mariés non chargés de famille) ou qui ont recueilli une personne invalide bénéficient d'une demi-part supplémentaire :

### – s'ils vivent seuls au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition

(1.1.2013 pour l'imposition des revenus 2013).

Les parents qui vivent en concubinage ne peuvent pas bénéficier de cette demi-part<sup>4</sup>.

Vous ne pouvez pas déclarer vivre seul au 1<sup>er</sup> janvier si vous vivez en concubinage avec la même personne avant et après cette date, la condition de vivre seul ne pouvant pas être satisfaite par une absence momentanée de cohabitation pour des motifs ponctuels (vacances, déplacements professionnels...);

### – et s'ils assurent seuls la charge effective du ou des enfants

La perception d'une pension alimentaire (fixée par décision de justice ou versée spontanément) pour l'entretien du ou des enfants ne fait pas obstacle à ce que le parent soit considéré comme supportant la charge de celui-ci ou de ceux-ci.

**1** Si vous êtes célibataire, divorcé ou séparé et si vous vivez seul avec votre (vos) enfant(s) à charge ou rattachés ou une personne invalide recueillie sous votre toit, cochez la case T pour bénéficier d'une majoration du nombre de parts.

L'avantage en impôt procuré par les deux premières demi-parts excédant une part, accordées aux personnes seules, au titre du premier enfant à charge, ne peut excéder 3 540 €.

Si vous vivez seul(e) avec uniquement à votre charge un ou des enfants en résidence alternée, la majoration du nombre de parts liée à la case T est de :

- 0,25 part pour un seul enfant ;
- 0,5 part pour au moins deux enfants.

Dans ce cas, l'avantage en impôt procuré par la demi-part attribuée pour chacun des 2 premiers enfants (0,25 part pour l'enfant et 0,25 part pour la case T) excédant une part est limité à 3 540 €/2.

Si vous vivez seul(e) avec à la fois des enfants en résidence alternée et des enfants en résidence principale ou exclusive ou des personnes invalides ou des enfants majeurs célibataires rattachés, la majoration de quotient familial liée à la case T est de 0,5 part.

### À NOTER

Ces dispositions ne concernent pas les veuves ou veufs qui ont au moins un enfant à charge ou rattaché (qu'il soit ou non issu du mariage avec le conjoint décédé) ou une personne invalide à charge. Ces personnes ont le même nombre de parts qu'un couple marié ayant le même nombre de personnes à charge. Si vous êtes dans cette situation, n'oubliez pas de cocher la case V.

Figure 5. Déclaration n° 2042.

#### B I PARENT ISOLÉ

Vous êtes célibataire, divorcé, séparé et, au 1<sup>er</sup> janvier 2013, vous viviez seul avec vos enfants ou des personnes invalides recueillies sous votre toit, cochez la case.....

T **1**

4. Vous êtes considéré comme vivant seul même si vous cohabitez avec un descendant, un ascendant ou un collatéral.

## VOS ENFANTS

(BOI-IR-LIQ-10-10-10-10 et BOI-IR-LIQ-10-10-20-20; PF 88)

Si les charges de famille préremplies en page 2 de votre déclaration sont inexactes ou incomplètes, rectifiez ou complétez les éléments préimprimés, dans les cases blanches du cadre C de la 2042K<sup>1</sup>.

Si vous demandez le rattachement d'un ou plusieurs enfants majeurs ou mariés, remplissez le cadre D, page 2 de la 2042K<sup>1</sup>.

Vous pouvez compter à charge :

– vos propres enfants (et ceux de votre conjoint) âgés de moins de 18 ans, ou infirmes quel que soit leur âge,

- légitimes ;
- adoptifs ;
- ou naturels, lorsque leur filiation a été légalement établie ;

– les enfants âgés de moins de 18 ans ou infirmes, que vous avez recueillis au cours de leur minorité, à la double condition :

- qu'ils vivent à votre propre foyer ;
- que vous assumiez la charge effective et exclusive, tant de leur entretien matériel que de leur éducation. Lorsque l'enfant est accueilli à votre foyer avec l'un de ses parents, seul le critère matériel est retenu.

Vous pouvez rattacher :

- vos propres enfants majeurs ou mariés ;
- les enfants (majeurs ou mariés) recueillis avant l'âge de 18 ans par votre foyer ;
- les personnes majeures devenues orphelines de père et mère après leur majorité, recueillies par votre foyer (BOI-IR-LIQ-10-10-10-20). Lorsque les parents sont célibataires ou divorcés, les enfants ne peuvent être comptés à charge que par celui des deux parents qui en assume la charge d'entretien à titre exclusif ou principal, pour une même période d'imposition (sauf en cas de résidence alternée des enfants mineurs).

Le parent qui ne les compte pas à charge peut déduire de son revenu global la pension alimentaire qu'il verse effectivement pour leur entretien.

Les enfants majeurs infirmes recueillis ne peuvent être comptés à votre charge que s'ils ont été recueillis avant l'âge de 18 ans ou s'ils sont devenus orphelins de père et de mère après leur majorité. Dans le cas contraire, ces enfants peuvent cependant ouvrir droit à une part entière de quotient familial lorsqu'ils sont titulaires de la carte d'invalidité et vivent sous votre toit.

Les petits-enfants orphelins accueillis sous votre toit peuvent être comptés à votre charge et la pension alimentaire versée, le cas échéant, par les autres grands-parents doit être ajoutée à votre revenu imposable.

Si vous êtes veuf (veuve) avec au moins un enfant (issu ou non du mariage avec votre conjoint décédé) à charge ou rattaché (ni marié ni chargé de famille) ou une personne invalide à charge, vous bénéficiez du même nombre de parts qu'un couple marié ayant le même nombre de personnes à charge. L'avantage fiscal résultant du maintien du quotient conjugal est plafonné à 1 500 € pour chaque demi-part qui excède une part (BOI-IR-LIQ-20-20-20).

Pour l'imposition des revenus de 2013, lorsque le plafonnement est atteint pour les deux premières demi-parts supplémentaires (3 000 €), une réduction d'impôt complémentaire d'un montant maximal de 1 672 € est appliquée.

## ENFANTS CÉLIBATAIRES À CHARGE

(CGI, art. 196 et 195-2; BOI-IR-LIQ-10-10-10-10 et BOI-IR-LIQ-10-10-10-20)

- de moins de 18 ans au 1.1.2013;
- handicapés, quel que soit leur âge.

### Enfants à charge exclusive ou principale

Les enfants mineurs que vous pouvez compter à votre charge sont ceux dont vous assumez la charge effective d'entretien et d'éducation à titre exclusif ou principal.

Vous devez ajouter à vos revenus ceux dont a disposé votre enfant.

– Lorsque les parents ont un domicile séparé (époux en instance de séparation ou de divorce, personnes mariées séparées de fait, personnes divorcées, personnes qui ont rompu un Pacs, concubins qui se sont séparés), l'enfant est considéré comme étant à la charge du parent chez lequel il a sa résidence habituelle.

Pour déterminer le parent qui supporte financièrement les dépenses d'entretien et d'éducation à titre principal, il n'est pas tenu compte des pensions alimentaires versées par l'un à l'autre parent.

– Lorsque l'enfant réside alternativement au domicile respectif de chacun de ses parents, ceux-ci sont présumés participer de manière égale à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. Dans ce cas, l'avantage de quotient familial est partagé entre eux.

Toutefois, cette présomption peut être écartée par la convention homologuée par le juge, la décision judiciaire ou l'accord cosigné par les parents, établissant que l'un d'eux assume la charge principale d'entretien et d'éducation de l'enfant. Par ailleurs, chaque parent peut apporter, par tout moyen, la preuve qu'il assume en fait la charge principale de l'enfant. Dans ces deux cas, la majoration du nombre de parts est attribuée à titre exclusif à l'un des deux parents.

Figure 6. Déclaration n° 2042 K.

C I PERSONNES À CHARGE EN 2013	
Rectifiez si nécessaire dans la case blanche	
<b>Enfants à charge</b>	
Nombre d'enfants non mariés de moins de 18 ans au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 ou nés en 2013 ou handicapés quel que soit l'âge..... F <b>1</b>	
Année de naissance.....	
dont enfants titulaires de la carte d'invalidité..... G <b>1</b>	
Année de naissance.....	
<b>Enfants à charge en résidence alternée</b>	
Nombre d'enfants non mariés de moins de 18 ans au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 ou nés en 2013 ou handicapés quel que soit l'âge..... H <b>2</b>	
Année de naissance.....	
dont enfants titulaires de la carte d'invalidité..... I <b>2</b>	
Année de naissance.....	

– Si l'enfant a atteint 18 ans au cours de l'année 2013, vous pouvez encore le compter à charge en qualité d'enfant mineur. Vous devez ajouter à vos revenus ceux dont a disposé votre enfant, du 1<sup>er</sup> janvier à la date de sa majorité.

L'enfant indique uniquement, sur sa déclaration personnelle, les revenus qu'il a perçus depuis la date de sa majorité jusqu'au 31 décembre. (Il peut aussi demander que les revenus qu'il a perçus après sa majorité soient rattachés à ceux de ses parents).

**1** Indiquez cases F et G uniquement le nombre d'enfants à votre charge exclusive ou principale.

Un enfant né en 2013 et enregistré à l'état civil est compté à charge en 2013, même s'il décède en cours d'année. Il en est de même pour les enfants morts-nés en 2013 qui ont donné lieu à un acte d'enfant sans vie.

Les enfants handicapés sont ceux qui, en raison de leur invalidité, sont hors d'état de subvenir à leurs besoins. S'ils sont majeurs, vous pouvez renoncer à les compter à votre charge et déduire une pension alimentaire. Dans ce cas, ne les mentionnez pas au cadre C. La pension alimentaire est à indiquer page 4 de la déclaration.

Chacun de vos enfants à charge vous donne droit à une augmentation du nombre de parts (voir p. 307).

Mais la réduction d'impôt en résultant est limitée à 1 500 € par demi-part s'ajoutant à :

- 2 parts si vous êtes mariés ou pacsés soumis à imposition commune;
- 1 part si vous êtes célibataire, divorcé(e), séparé(e) n'élevant pas seul(e) votre(vos) enfant(s);
- 1 part si vous êtes veuf(ve). Toutefois, si ce plafond est atteint pour les deux premières demi-parts supplémentaires, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt complémentaire d'un montant maximal de 1 672 €.

L'avantage en impôt procuré par les deux premières demi-parts excédant 1 part, accordées aux personnes célibataires, divorcées, séparées élevant seules leur(s) enfant(s) ne peut excéder 3 540 € (voir précisions p. 61).

### Demande d'imposition distincte

Si votre enfant mineur dispose de revenus distincts, vous pouvez renoncer à le compter à charge et demander son imposition séparée. Cette demande, rédigée sur papier libre, doit être jointe à votre déclaration de revenus et votre enfant doit déclarer lui-même ses propres revenus.

### Enfants en résidence alternée

Les enfants en résidence alternée peuvent être à la charge de contribuables mariés, pacsés, célibataires, divorcés, séparés ou veufs.

L'avantage de quotient familial procuré par les enfants mineurs en résidence alternée est partagé entre les deux parents. Pour ces enfants, les majorations du nombre de parts et le plafonnement des avantages en impôt liés aux enfants à charge exclusive sont divisés par deux.

Pour la détermination du quotient familial, les enfants en résidence alternée sont décomptés après les enfants dont la charge est assumée à titre exclusif ou principal, les enfants majeurs célibataires rattachés et les personnes titulaires de la carte d'invalidité recueillies sous votre toit.

**À NOTER**

La résidence alternée des enfants mineurs ne doit pas être confondue avec l'exercice du droit de visite et d'hébergement du parent qui n'a pas la charge principale d'entretien et d'éducation de l'enfant.

2 Indiquez cases H et I de la 2042K le nombre de vos enfants à charge en résidence alternée.

Chacun des enfants en résidence alternée donne droit à une majoration du nombre de parts de :

- 0,25 part s'il est le 1<sup>er</sup> ou le 2<sup>e</sup> enfant à charge ;
- 0,50 part s'il est le 3<sup>e</sup> enfant à charge ou l'un des suivants.

L'avantage en impôt procuré par ce quart de part est limité à 1 500 €/2.

Si l'un des enfants en résidence alternée est titulaire de la carte d'invalidité, il donne droit à 0,25 part supplémentaire. L'avantage en impôt lié à ce quart de part est limité à 1 500 €/2. La réduction complémentaire appliquée lorsque ce plafond est atteint est au maximum de 1 497 €/2 (soit un avantage global limité à 2 997 €/2).

Les contribuables célibataires, séparés, divorcés ou veufs qui vivent seuls et qui ont à leur charge uniquement des enfants en résidence alternée ont droit à une majoration du quotient familial de 0,25 part pour un seul enfant et de 0,5 part pour 2 enfants et plus.

L'avantage en impôt correspondant à la demi-part accordée pour chacun des 2 premiers enfants (0,25 part pour l'enfant et 0,25 part de majoration "parent isolé") est limité à 3 540 €/2.

Le parent qui compte à sa charge un enfant en résidence alternée ne peut pas déduire de son revenu la pension alimentaire éventuellement versée à l'autre parent pour l'entretien de cet enfant. Corrélativement, l'autre parent ne déclare pas la pension perçue.

Les revenus perçus par un enfant en résidence alternée doivent être déclarés à hauteur de la moitié par chacun des deux parents. Toutefois, les parents peuvent justifier d'une répartition différente.

**EXEMPLES**

Un couple marié a 2 enfants à charge exclusive et un enfant en résidence alternée titulaire de la carte d'invalidité.

Son quotient familial est de 3,75 parts :

- pour le couple marié : 2 parts ;
- 1<sup>er</sup> enfant à charge exclusive : 0,5 part ;
- 2<sup>e</sup> enfant à charge exclusive : 0,5 part ;
- enfant en résidence alternée : 0,5 part + 0,25 part au titre de l'invalidité.

Un contribuable célibataire vivant seul avec 3 enfants en résidence alternée, dont un titulaire de la carte d'invalidité, bénéficie de 2,75 parts :

- célibataire : 1 part ;
- 1<sup>er</sup> enfant : 0,5 part ;
- 2<sup>e</sup> enfant : 0,5 part ;
- 3<sup>e</sup> enfant : 0,5 part + 0,25 part au titre de l'invalidité.

Un contribuable célibataire vivant seul avec un enfant à charge exclusive et un enfant en résidence alternée bénéficie de 2,25 parts :

- célibataire : 1 part ;
- enfant à charge exclusive : 1 part ;
- enfant en résidence alternée : 0,25 part.

**ENFANTS CÉLIBATAIRES MAJEURS**

CGI, art. 6-3 et 196 B ; BOI-IR-LIQ-10-10-10-20 ; PF 19, 89)

- de moins de 21 ans (de 18 ans à 20 ans) au 1.1.2013 ;
- ou de moins de 25 ans au 1.1.2013, s'ils poursuivent leurs études (nés à compter du 1.1.1988).

Les enfants majeurs, de moins de 25 ans, peuvent demander le rattachement au foyer fiscal de leurs parents s'ils étaient étudiants au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre de l'année d'imposition.

Les enfants veufs, divorcés, séparés sans charge de famille sont assimilés aux enfants célibataires.

Si vous avez des enfants célibataires majeurs à votre charge, vous avez le choix entre le rattachement à votre foyer desdits enfants et la déduction d'une pension alimentaire (voir p. 159, à quelles conditions).

Les enfants recueillis ne peuvent donner lieu à rattachement que :

- s'ils ont été recueillis avant l'âge de 18 ans par le foyer auquel ils demandent à être rattachés ou s'ils sont devenus orphelins de père et de mère après leur majorité ;
- s'ils vivent sous le même toit que le contribuable qui les recueille et si celui-ci assume de manière effective et exclusive leur charge matérielle ;
- et s'ils remplissent une des conditions d'âge permettant le rattachement des enfants majeurs.

**L'enfant devenu majeur au cours de l'année 2013** peut demander que les revenus qu'il a perçus depuis la date de sa majorité jusqu'au 31 décembre soient rattachés à ceux de ses parents (mais ce rattachement est le plus souvent désavantageux car les parents ne bénéficient pas d'une deuxième demi-part supplémentaire).

Au lieu de le compter à la charge de votre foyer, vous pouvez choisir la déduction d'une pension alimentaire. Mais, vous ne pouvez pas, au titre de l'année au cours de laquelle votre enfant atteint sa majorité, à la fois le compter à charge pour le calcul de l'impôt et déduire une pension alimentaire. Si vous choisissez la deuxième solution, vous ne pouvez déduire que les sommes versées depuis la majorité de l'enfant.

Lorsque les parents sont imposés séparément, l'enfant ne peut demander son rattachement qu'au parent qui le compte à charge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de sa majorité. L'autre parent peut alors déduire la pension correspondant, d'une part, à la période où l'enfant était mineur, et d'autre part, celle postérieure à sa majorité. Seule, cette dernière fraction est soumise à la limitation prévue à l'article 156 du CGI, soit 5 698 €.

La possibilité de rattachement à l'un ou l'autre des parents n'est offerte qu'au titre des années qui suivent celle au cours de laquelle l'enfant a atteint sa majorité.

❶ Si des enfants majeurs demandent leur rattachement à votre foyer, complétez la rubrique D figurant page 2 de votre 2042 K.

Chacun de ces enfants doit remplir et signer une demande de rattachement. Conservez-la; vous la produirez, le cas échéant, à la demande du service.

Chacun des enfants rattachés vous donne droit à une augmentation du nombre de parts. Mais la réduction d'impôt en résultant est limitée à 1 500 € par demi-part s'ajoutant à:

- 2 parts si vous êtes mariés ou pacsés;
- 1 part si vous êtes célibataire, divorcé(e) ou séparé(e) n'élevant pas seul(e) votre(s) enfant(s);
- 1 part si vous êtes veuf(ve). Toutefois, si ce plafond est atteint pour les deux premières demi-parts supplémentaires (3 000 €), vous bénéficiez d'une réduction d'impôt complémentaire d'un montant maximal de 1 672 €.

L'avantage en impôt procuré par les deux premières demi-parts excédant 1 part, accordées aux personnes célibataires, divorcées, séparées élevant seules leur(s) enfant(s) ne peut excéder 3 540 €.

Vous devez ajouter à vos revenus ceux dont a disposé votre enfant.

#### À NOTER

En cas de décès d'un des parents en 2013, le rattachement ne peut être demandé qu'à une seule des déclarations souscrites au titre de l'année 2013. Le foyer fiscal qui accepte le rattachement inclut alors dans son revenu imposable les revenus perçus par la personne rattachée pendant l'année entière.

## ENFANTS MARIÉS, PACSÉS OU CHARGÉS DE FAMILLE

(CGI, art. 6-3 et 196 B; BOI-IR-LIQ-10-10-10-20; PF 21)

- âgés de moins de 21 ans au 1.1.2013;
- ou de moins de 25 ans au 1.1.2013, s'ils poursuivent leurs études;
- ou, quel que soit leur âge, s'ils sont handicapés.

Il suffit que l'un des conjoints réponde à l'une de ces conditions pour que le rattachement puisse être effectué.

Les enfants célibataires, veufs, divorcés, séparés, chargés de famille sont assimilés à des enfants mariés. Ils peuvent être rattachés (ainsi que leurs propres enfants) au foyer de leurs parents, s'ils sont âgés de moins de 21 ans ou de moins de 25 ans s'ils poursuivent leurs études.

Si vous avez des enfants majeurs mariés ou pacsés, à votre charge, vous avez le choix entre le rattachement desdits enfants à votre foyer et la déduction d'une pension alimentaire (voir p. 161, à quelles conditions).

Les parents de l'un des conjoints peuvent bénéficier du rattachement et les parents de l'autre conjoint de la déduction d'une pension alimentaire.

Le rattachement est global et comprend nécessairement toutes les personnes composant le foyer de votre enfant.

Il peut s'effectuer seulement auprès des parents (ou de l'un des parents) de l'un ou l'autre des époux.

Vos enfants mariés, liés par un Pacs ou chargés de famille peuvent demander leur rattachement à votre foyer. Ils ne peuvent pas être rattachés à la fois à votre foyer et à celui des beaux-parents de votre enfant. Faites-leur remplir une demande de rattachement et conservez-la. Vous la produirez à la demande du service.

Si vous acceptez le rattachement, cette opération ne se traduit pas par une augmentation de votre quotient familial. Mais vous bénéficiez d'un abattement de 5 698 € sur le revenu imposable, par personne ainsi rattachée (soit, pour un couple avec un enfant, 17 094 €).

Vous devez ajouter à vos revenus ceux dont a disposé le jeune ménage.

Si vos enfants majeurs rattachés ont à leur charge un ou des enfants en résidence alternée, indiquez à la rubrique D, case N uniquement le nombre de vos enfants majeurs rattachés. Indiquez le nombre de vos petits-enfants en résidence alternée dans une note sur papier libre jointe à votre déclaration ou à la rubrique E-Renseignements complémentaires.

Vous bénéficiez d'un abattement de 5 698 €/2 sur le revenu imposable, par petit-enfant en résidence alternée.

## MARIAGE OU PACS EN 2013 D'ENFANTS MAJEURS

Ces contribuables sont en principe soumis à une imposition commune de leurs revenus pour l'année entière.

Toutefois, le jeune couple marié ou pacsé peut demander son rattachement, pour l'année entière, au foyer des parents ou des beaux-parents (ou de l'un d'entre eux, s'ils sont imposés séparément), si l'un des époux:

- a moins de 21 ans, ou moins de 25 ans s'il poursuit des études;
- ou est handicapé, quel que soit son âge.

S'ils acceptent le rattachement, les parents doivent ajouter à leurs revenus ceux qui ont été perçus par le jeune couple au cours de l'année entière. Les parents bénéficient, sur leur revenu net imposable, d'un abattement de 5 698 € par personne ainsi rattachée.

S'il demande le rattachement, le jeune couple marié ou pacsé ne peut pas exercer l'option pour l'imposition distincte au titre de l'année du mariage ou de la conclusion du pacte.

Figure 7. Déclaration n° 2042 K.

<b>D I RATTACHEMENT EN 2013 D'ENFANTS MAJEURS OU MARIÉS</b>	
Nombre d'enfants célibataires (ou veufs ou divorcés) majeurs sans enfant .....	J ❶
Nombre d'enfants mariés/pacsés et d'enfants non mariés chargés de famille (y compris le conjoint et les enfants) .....	N
Nom, prénom .....	
Date et lieu de naissance .....	

## LES PERSONNES INVALIDES VIVANT

### AVEC VOUS (CGI, art. 196 A bis; BOI-IR-LIQ-10-10-10-30; PF 90)

Il s'agit de toute personne :

- autre que votre conjoint et vos enfants à charge ;
- titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles (accordée lorsque le taux d'incapacité est au moins égal à 80 %) ;
- et vivant sous le même toit que vous.

Aucune condition de parenté, d'âge ou de revenu n'est exigée. Vous devez ajouter à votre propre revenu imposable celui de la personne invalide comptée à charge.

Vous pouvez compter à charge une personne célibataire, veuve ou divorcée titulaire de la carte d'invalidité ou un couple marié dont chacun des époux vit sous votre toit et est titulaire de la carte d'invalidité.

Chaque personne invalide, telle qu'elle est définie ci-dessus, vous donne droit à une augmentation du nombre de parts (une part par personne invalide recueillie)<sup>5</sup>. La réduction d'impôt en résultant est limitée à 1 500 € par demi-part.

Toutefois, lorsque cette limite est atteinte pour la demi-part attribuée au titre de l'invalidité de la personne à charge, une réduction d'impôt complémentaire d'un montant maximal de 1 497 € est appliquée.

**1** Si vous avez à votre charge une personne invalide, remplissez le cadre C, ligne R de la page 2 de la 2042 K<sup>1</sup>.

Une personne handicapée peut être comptée à charge au titre de l'année au cours de laquelle elle a demandé la carte d'invalidité.

Si vous êtes célibataire, divorcé(e) ou séparé(e), si vous vivez seul(e) et si vous avez recueilli une personne invalide sous votre toit, cochez également la case T du cadre B, page 2. Vous bénéficiez alors d'une demi-part supplémentaire qui s'ajoute aux deux demi-parts attribuées pour la personne invalide. Dans ce cas, si vous comptez à votre charge uniquement une personne invalide, le plafonnement spécifique à 3 540 € des deux premières demi-parts ne s'applique pas : chacune de ces deux demi-parts donne droit à un avantage en impôt limité à 1 500 € et la demi-part liée à l'invalidité à un avantage limité à 1 500 € + 1 497 €.

Si vous êtes veuf(ve) et si vous avez recueilli une personne invalide sous votre toit, cochez la case V. Vous bénéficiez :

- d'une part supplémentaire au titre de la situation de veuvage (avantage en impôt limité à 3 000 € + 1 672 €) ;
- d'une demi-part supplémentaire au titre de la personne à charge (avantage en impôt limité à 1 500 €) ;
- d'une demi-part supplémentaire au titre de l'invalidité de la personne à charge (avantage en impôt limité à 1 500 € + 1 497 €).

Figure 8. Déclaration n° 2042 K.

#### C I PERSONNES À CHARGE EN 2013

##### Personnes invalides à charge, vivant sous votre toit

Nombre de titulaires de la carte d'invalidité d'au moins 80 % ..... R  **1**

Année de naissance.....

Nom, prénom, date et lieu de naissance

5. Ou 1,5 part dans le cas où le nombre d'enfants et de personnes à charge est au moins égal à 3. Cette augmentation du nombre de parts n'est pas cumulée avec la déduction des frais d'accueil des personnes de plus de 75 ans.



# TRAITEMENTS ET SALAIRES

(CGI, art. 79 et suivants; BOI-RSA; PF 400 et suivants)

REVENUS À DÉCLARER .....	68	INDEMNITÉS POUR FRAIS PROFESSIONNELS .....	82
RÉMUNÉRATIONS PARTICULIÈRES .....	69	AVANTAGES EN NATURE .....	83
REVENUS ACCESSOIRES, INDEMNITÉS ET ALLOCATIONS DIVERSES .....	72	AUTRES REVENUS IMPOSABLES .....	85
SOMMES PERÇUES EN FIN D'ACTIVITÉ .....	73	HEURES SUPPLÉMENTAIRES EXONÉRÉES .....	85
ALLOCATIONS PERÇUES EN CAS DE CHÔMAGE OU DE PRÉRETRAITE .....	77	DÉDUCTION DES FRAIS PROFESSIONNELS .....	87
SALARIÉS DÉTACHÉS À L'ÉTRANGER .....	78	PRIME POUR L'EMPLOI .....	91
SALARIÉS IMPATRIÉS .....	79	REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE .....	96
RÉGIMES SPÉCIAUX .....	80	ACTIONNARIAT SALARIÉ .....	96
TOTAL DES SALAIRES .....	81	SALAIRES EXONÉRÉS EN FRANCE .....	98

## La déclaration préremplie

Les montants préremplis dans la rubrique "traitements, salaires" de la 2042 K concernent uniquement le contribuable et son conjoint, le cas échéant. Les éléments relatifs aux personnes à charge ou rattachées ne sont pas préremplis; vous devez les déclarer cases 1CJ et 1DJ, 1CP et 1DP, 1CU et 1DU.

### Traitements et salaires

- Le montant imposable des traitements, salaires, indemnités journalières de maladie, maternité ou paternité déclaré par les parties versantes (employeurs, caisses de sécurité sociale) pour l'ensemble de l'année 2013 est imprimé au-dessus des cases 1AJ et 1BJ.
- Le montant imposable des allocations de chômage, des allocations de préretraite, des indemnités de fonction versées aux élus locaux n'ayant pas opté pour la retenue à la source est imprimé dans les cases situées au-dessus des cases 1AP et 1BP.

Le montant des salaires préremplis comprend également:

- les rémunérations payées au moyen du chèque emploi service universel (CESU);
- les rémunérations payées au moyen du titre emploi service agricole (TESA);
- les rémunérations versées aux assistantes maternelles agréées et aux gardes d'enfants à domicile par les personnes bénéficiant de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE).

Lorsque les montants préremplis sont inexacts, vous devez les rayer et indiquer le montant imposable exact dans les cases 1AJ et 1BJ, 1AP et 1BP ou 1AU et 1BU.

Cette situation est susceptible de se produire notamment:

- lorsque la déclaration de la partie versante est erronée;
- ou si vous exercez une profession bénéficiant d'un régime particulier vous autorisant à pratiquer un abattement sur le montant des rémunérations perçues: journalistes, assistantes maternelles, apprentis, élus locaux;
- ou en cas de décès de votre conjoint en 2013.

### Prime pour l'emploi et revenu de solidarité active (RSA)

- Les cases correspondant à la ligne "Activité à temps plein" sont cochées lorsque vous (ou votre conjoint) avez travaillé à temps plein toute l'année 2013 et lorsque le montant de vos revenus d'activité est compris dans les limites d'éligibilité à la PPE. Si l'indication du travail à temps plein est erronée, vous pouvez la rectifier en indiquant un nombre d'heures cases 1AV et suivantes.
- Le nombre d'heures rémunérées est prérempli lorsqu'il est inférieur à 1700. À partir de 1700 heures, la case "temps plein" est cochée.
- Le montant du RSA versé au foyer en complément de ses revenus d'activité est imprimé au-dessus de la case 1BL.

Figure 1. Déclaration n° 2042 K.

1 I TRAITEMENTS, SALAIRES, PRIME POUR L'EMPLOI, PENSIONS, RENTES		Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche							
		DÉCLARANT 1		DÉCLARANT 2		1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE		2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE	
<b>TRAITEMENTS, SALAIRES</b>									
Revenus d'activité connus		1		1					
Corrigez si le montant est inexact	1AJ			1BJ		1CJ		1DJ	
Autres revenus imposables connus préretraite, chômage		2		2					
Corrigez si le montant est inexact	1AP			1BP		1CP		1DP	
Frais réels liste détaillée sur papier libre	1AK			1BK		1CK		1DK	
Demandeur d'emploi de plus d'un an	1AI	COCHEZ		1BI		1CI		1DI	
Heures supplémentaires exonérées effectuées en 2012, payées en 2013: revenus connus									
Corrigez si le montant est inexact	1AU			1BU		1CU		1DU	
<b>POUR RECEVOIR LA PRIME POUR L'EMPLOI</b> Pour recevoir votre prime, joignez obligatoirement un RIB si vous ne l'avez pas déjà communiqué									
Activité à temps plein exercée toute l'année 2013	1AX	COCHEZ		1BX		1CX		1DX	
Sinon, nombre d'heures payées dans l'année	1AV	4				1CV		1DV	
Corrigez si le nombre est inexact				1BV					
<b>REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)</b>									
Montant connu du RSA « complément d'activité »		FOYER				1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE		2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE	
Corrigez si le montant est inexact	1BL	5				1CB		1DQ	



## REVENUS À DÉCLARER

D'une manière générale, sont considérées comme des salaires et des traitements, les rémunérations perçues par les personnes qui sont liées à un employeur par un contrat de travail ou se trouvent, vis-à-vis de lui, dans un état de subordination.

Vous devez déclarer dans cette catégorie, lignes 1AJ à 1DJ :

- les rémunérations principales : salaires, traitements, indemnités... ;
- et toutes les sommes perçues à l'occasion des activités exercées (gratifications, pourboires...), payées en espèces, par chèque ou inscrites au crédit d'un compte.

### À NOTER

Les rappels de salaires doivent être rattachés aux revenus de l'année au cours de laquelle ils ont été perçus. Vous pouvez demander que ces revenus soient imposés selon le système du quotient (*voir p. 271*).

Toutefois, une prime ou gratification dite de "fin d'année" ou de "solde au titre de l'année précédente", perçue en début d'année suivante, ne constitue pas un revenu différé. Cette somme doit être déclarée au titre de l'année au cours de laquelle elle est effectivement mise à la disposition du salarié.

### Sont imposés dans les mêmes conditions que les salaires :

- les commissions (à l'exception des courtages) versées aux agents généraux et sous-agents d'assurances ayant opté pour le régime fiscal des salariés, à condition (*CGI, art. 93-1 ter*) :
  - qu'elles soient intégralement déclarées par des tiers ;
  - que les intéressés ne bénéficient pas d'autres revenus professionnels, à l'exception de courtages et autres rémunérations accessoires se rattachant directement à l'exercice de leur profession ;
  - que le montant brut des courtages et rémunérations accessoires ne dépasse pas 10 % de celui des commissions ;
- sur option des bénéficiaires, les sommes perçues par les chercheurs du secteur public apportant leur concours scientifique à une entreprise qui assure la valorisation de leurs travaux (*CGI, art. 93-1 bis*) ;
- les gains perçus par les gérants non salariés des succursales des maisons d'alimentation de détail ou des coopératives de consommation (*CGI, art. 80*) ;
- les produits de droits d'auteur perçus par les écrivains et compositeurs et, depuis 2011, par l'ensemble des auteurs des œuvres de l'esprit mentionnés à l'article L. 112-2 du code de la propriété intellectuelle, lorsqu'ils sont intégralement déclarés par des tiers (*CGI, art. 93-1 quater*) ;
- l'intéressement aux résultats perçu par les associés d'exploitations agricoles (*CGI, art. 77 A*) ;
- les bénéfices réalisés par les artisans pêcheurs pour les rémunérations dites "à la part" qui leur reviennent au titre de leur travail personnel (*CGI, art. 34*) ;
- les rémunérations versées aux journalistes (y compris les pigistes) titulaires de la carte professionnelle ;

- les gains réalisés par les représentants de commerce :
  - soit titulaires d'un contrat de travail les mettant dans un état de subordination vis-à-vis de leur employeur,
  - soit soumis au statut professionnel de "voyageur, représentant et placier" (VRP).

En revanche, les agents commerciaux sont imposés dans la catégorie des BNC et les commissionnaires et courtiers dans celle des BIC ;

- les rétributions des travailleurs à domicile qui exécutent un travail pour le compte d'une entreprise moyennant une rémunération forfaitaire et avec des concours limités (*CGI, art. 80*) ;
- les rémunérations des associés et gérants visés à l'article 62 du CGI ;
- les rémunérations des dirigeants d'organismes sans but lucratif, lorsque ces rémunérations ne mettent pas en cause le caractère désintéressé de la gestion de ces organismes (*CGI, art. 80*) ;
- les indemnités pour préjudice moral fixées par décision de justice pour leur fraction excédant un million d'euros (*CGI, art. 80*).



## RÉMUNÉRATIONS PARTICULIÈRES (BOI-RSA-CHAMP-20; PF 408 et suivants)

### À DÉCLARER LIGNES 1AJ À 1DJ

#### SALAIRE DES APPRENTIS MUNIS D'UN CONTRAT

##### → DÉCLAREZ

la partie du salaire perçu en 2013, qui dépasse 17 163 €. L'exonération, à hauteur de 17 163 € (montant du SMIC annuel), ne s'applique qu'aux salaires versés dans le cadre d'un contrat d'apprentissage (*BOI-RSA-CHAMP-20-50-50*).

En cas d'entrée en apprentissage ou de fin d'apprentissage en cours d'année, la limite d'exonération doit être ajustée en fonction de la durée d'apprentissage.

#### SOMMES PERÇUES DANS LE CADRE DES AIDES À L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

##### → DÉCLAREZ

– les rémunérations et indemnités servies par l'entreprise ou par l'État et prévues par les différentes formes de contrats de formation, notamment en alternance, ou d'insertion professionnelle : contrat d'avenir<sup>1</sup>, contrat de professionnalisation, congé de conversion, congé de reclassement (pendant et après la durée du préavis), contrat unique d'insertion qu'il s'agisse d'un contrat initiative-emploi (CUI-CIE) ou d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE);

– le revenu contractualisé d'autonomie versé en application du décret n° 2011-128 du 31.01.2011;

– l'allocation de sécurisation professionnelle;

– l'allocation de formation dans le cadre du droit individuel à la formation;

– l'allocation d'aide au retour à l'emploi formation (AREF);

– l'indemnité versée par le maître exploitant au jeune agriculteur effectuant un stage de six mois préalable à son installation.

#### SOMMES PERÇUES PAR DES ÉTUDIANTS

##### → DÉCLAREZ

– les allocations d'année préparatoire et les allocations d'institut universitaire de formation des maîtres (IUFM);

– les sommes perçues dans l'exercice d'une activité salariée, même occasionnelle;

– les bourses d'études allouées pour des travaux ou des recherches déterminés;

– l'allocation pour la diversité dans la fonction publique.

##### → NE DÉCLAREZ PAS

– les bourses d'études accordées par l'État ou les collectivités locales, selon les critères sociaux en vue seulement de permettre aux bénéficiaires de poursuivre leurs études dans un établissement d'enseignement;

– les indemnités versées par les entreprises à des étudiants ou à des élèves des divers ordres d'enseignement à l'occasion d'un stage obligatoire faisant partie intégrante du programme de l'école ou des études et n'excédant pas trois mois;

– sur option des bénéficiaires, la fraction des salaires perçus par les jeunes âgés de 25 ans au plus au 1.1.2013 en rémunération d'une activité exercée pendant leurs études secondaires ou supérieures ou pendant leurs congés scolaires ou universitaires, dans la limite annuelle de 3 fois le montant mensuel du SMIC, soit 4 291 € en 2013. Les jeunes qui optent pour l'exonération déclarent seulement, le cas échéant, la fraction des salaires qui excède 4 291 € (*BOI-RSA-CHAMP-20-50-50*). Cette exonération ne s'applique pas aux agents publics qui sont rémunérés dans le cadre de leur formation.

#### SOMMES PERÇUES DANS LE CADRE DU SERVICE NATIONAL, DU SERVICE CIVIQUE ET DU VOLONTARIAT (BOI-RSA-CHAMP-20-50-6 0)

##### → DÉCLAREZ

les sommes versées dans le cadre du volontariat dans les armées défini à l'article L. 121-1 du Code du service national.

##### → NE DÉCLAREZ PAS

– l'indemnité mensuelle et l'indemnité supplémentaire versées, en application de l'article L. 122-12 du code du service national, dans le cadre du volontariat international (*CGI, art. 81-17° b*);

– l'indemnité versée dans le cadre d'un contrat de volontariat de solidarité internationale (*CGI, art. 81-17° d*);

– l'indemnité versée, les prestations de subsistance, d'équipement et de logement ainsi que l'avantage résultant de la contribution de la personne morale agréée au financement des titres-repas dans le cadre d'un engagement ou d'un volontariat de service civique en application des articles L. 120-21 et L. 120-22 du code du service national (*CGI, art. 81-17° e*);

– la gratification et la prise en charge des frais dont bénéficient les volontaires effectuant un service volontaire européen dans la limite des montants prévus par la réglementation (*BOI-RSA-CHAMP-20-50-60*);

– l'indemnité versée dans le cadre du volontariat associatif;

– l'avantage résultant pour le bénévole de la contribution de l'association au financement des chèques-repas, dans la limite de 6 € par titre en 2013.

1. Pour ce contrat, il s'agit de conventions conclues avant le 1.1.2010.

## RÉMUNÉRATIONS PERÇUES PAR LES ENFANTS À CHARGE ET RATTACHÉS

### → DÉCLAREZ

les salaires perçus par votre enfant compté à charge ou rattaché, même s'il s'agit d'une rémunération occasionnelle (voir toutefois l'exonération prévue en faveur des élèves et étudiants).

Les revenus à déclarer sont ceux de l'année entière (sauf pour un enfant en résidence alternée, voir p. 62).

### → NE DÉCLAREZ PAS

les salaires perçus, de la date de sa majorité jusqu'au 31.12.2013, par l'enfant qui a atteint 18 ans en 2013, lorsqu'il souscrit à son nom propre une déclaration pour ses revenus postérieurs à sa majorité.

## SALAIRE DU CONJOINT D'UN EXPLOITANT INDIVIDUEL OU D'UN ASSOCIÉ D'UNE SOCIÉTÉ DE PERSONNES

### → DÉCLAREZ

– la totalité du salaire lorsque l'exploitant est adhérent à une association agréée ou à un centre de gestion agréé,

– le salaire perçu, dans la limite de 13 800 €, dans le cas contraire. Cette limite doit être ajustée à la durée de l'exercice lorsqu'il n'est pas égal à 12 mois ou à la durée de l'activité salariée du conjoint lorsque celle-ci ne correspond pas à la durée de l'exercice (BOI-RSA-CHAMP-10-40-40).

## SALAIRE DES ASSISTANTS MATERNELS ET DES ASSISTANTS FAMILIAUX

(CGI, art. 80 sexies; BOI-RSA-CHAMP-10-20-10)

### → DÉCLAREZ

si vous êtes agréé<sup>2</sup>, la différence entre d'une part les rémunérations et les indemnités perçues pour l'entretien et l'hébergement des enfants<sup>3</sup> (y compris, le cas échéant, les indemnités de nourriture, de déplacement et la prestation en nature consistant en la fourniture du repas par l'employeur en lieu et place de l'assistant maternel<sup>4</sup>) et d'autre part une somme forfaitaire représentative des frais:

– fixée par enfant et par jour, pour une durée effective de garde au moins égale à 8 heures<sup>5</sup>:

- à 3 fois le SMIC horaire;
- ou à 4 fois le SMIC horaire, pour les enfants malades, handicapés ou inadaptés ouvrant droit à une majoration de salaire;

2. En vertu des articles L. 421-1 et suivants et L. 423-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles.

3. Les diverses indemnités spécifiques versées aux assistantes maternelles des services de l'aide sociale à l'enfance par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale ne sont cependant pas imposables.

4. La prise en charge du repas de l'enfant par l'employeur peut être évaluée au montant de l'avantage en nature "nourriture", soit 4,55 € en 2013 (montant journalier par enfant, quel que soit le nombre de repas fournis).

5. Ces sommes forfaitaires doivent être réduites, dans le cas d'une durée de garde inférieure à 8 heures, au prorata du nombre d'heures de garde dans la journée.

– et qui peut être portée respectivement:

- à 4 fois le SMIC horaire;
- ou à 5 fois le SMIC horaire;

lorsque la durée de la garde est de 24 heures consécutives.

Cet abattement est limité au total des sommes perçues (rémunérations et indemnités d'entretien et d'hébergement de l'ensemble des enfants) et ne peut aboutir à un déficit.

Pour le calcul de l'abattement forfaitaire, le montant horaire du SMIC à retenir est de 9,43 € en 2013.

Vous pouvez renoncer à cette règle pratique et déclarer uniquement le salaire et les majorations et indemnités qui s'y ajoutent (à l'exclusion de celles destinées à l'entretien et l'hébergement des enfants).

## RÉMUNÉRATION PERÇUE PAR UNE FAMILLE AGRÉÉE POUR L'ACCUEIL À DOMICILE D'UNE PERSONNE ÂGÉE OU HANDICAPÉE ADULTE ("ACCUEILLANT FAMILIAL")

### → DÉCLAREZ

– la rémunération journalière pour accueil au domicile de personnes âgées ou de handicapés adultes;

– la majoration pour sujétions particulières dont peut être assortie la rémunération.

Le loyer versé par la personne âgée indépendamment de la rémunération journalière et de l'indemnité pour frais est à déclarer, selon le cas, en revenus fonciers (location nue), bénéfices non commerciaux (sous-location nue) ou bénéfices commerciaux (location meublée).

### → NE DÉCLAREZ PAS

l'indemnité représentative de frais d'entretien lorsque son montant est compris entre 2 et 5 fois le minimum garanti<sup>6</sup>.

## RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX AIDANTS FAMILIAUX

### → DÉCLAREZ

les sommes perçues par les aidants familiaux salariés de la personne handicapée sont imposables selon les règles des traitements et salaires.

En revanche, s'il s'agit d'un aidant familial, au sens de l'article R. 245-7 du code de l'action sociale et des familles, qui n'est pas salarié pour cette aide, les sommes perçues relèvent de la catégorie des bénéfices non commerciaux.

6. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, ces rémunérations sont imposables en bénéfices industriels et commerciaux.

Si la personne agréée opte pour la déduction de ses frais réels, cette indemnité est imposable.

## ALLOCATION JOURNALIÈRE D'ACCOMPAGNEMENT D'UNE PERSONNE EN FIN DE VIE

### → DÉCLAREZ

L'allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie prévue par les articles L. 168-1 à L. 168-7 du code de la sécurité sociale.

S'agissant d'un revenu de remplacement, cette allocation est imposable selon les mêmes règles et dans la même catégorie que le revenu qu'elle remplace : traitements et salaires, bénéfices non commerciaux, bénéfices industriels et commerciaux ou bénéfices agricoles le cas échéant.

## RÉMUNÉRATIONS DES GÉRANTS ET ASSOCIÉS (ARTICLE 62 DU CGI)

### → DÉCLAREZ

les salaires et rémunérations perçus et les remboursements de frais professionnels.

Vous pouvez bénéficier de la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels ou opter pour la déduction de vos frais réels justifiés.

## RÉMUNÉRATIONS DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

### → DÉCLAREZ

- le traitement brut mensuel et l'indemnité de résidence ;
- l'avantage en nature logement.

### → NE DÉCLAREZ PAS

l'indemnité de fonction.

## SOMMES PERÇUES PAR DES MÉDAILLÉS

### → DÉCLAREZ

Sur demande expresse et irrévocable du bénéficiaire, le montant des primes versées par l'État aux sportifs médaillés des jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 peut être réparti sur l'année de perception et les cinq années suivantes. Cette option est incompatible avec l'imposition selon le système du quotient prévu à l'article 163-0 A du CGI. Si vous avez opté pour l'étalement de la prime, déclarez la fraction imposable de la prime (1/6) en 2013.

### → NE DÉCLAREZ PAS

- les traitements attachés à la légion d'honneur et à la médaille militaire ;
- les gratifications allouées à l'occasion de la remise de la médaille d'honneur du travail dans la limite du salaire mensuel de base du bénéficiaire.

## INDEMNITÉS VERSÉES AUX ÉLUS

### → DÉCLAREZ LIGNES 1AP À 1DP

- l'indemnité parlementaire ainsi que l'indemnité de résidence servies aux membres du Parlement (députés et sénateurs) pour la totalité de leur montant ;

- l'indemnité des députés au Parlement européen pour son montant brut, c'est-à-dire avant application de la retenue à la source (voir p. 266) ;

- les indemnités versées aux membres du Conseil économique, social et environnemental et du Conseil constitutionnel ;

- si vous êtes titulaire d'un (ou plusieurs) mandat(s) local (locaux), les indemnités de fonction que vous avez perçues sont soumises à une imposition autonome et progressive sous forme de retenue à la source (voir notice n°2041 GI et BOI-RSA-CHAMP-20-10).

Toutefois, vous avez pu, avant le 1.1.2013 ou, pour les titulaires de mandats locaux nouvellement élus uniquement, au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant celui de l'élection, demander que la retenue ne soit pas pratiquée ; dans ce cas, vous devez déclarer le total des indemnités reçues lignes 1AP à 1DP de la 2042.

En outre, si la retenue a été pratiquée, vous pouvez encore opter pour l'imposition à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des traitements et salaires, au moment de la souscription de votre déclaration de revenus. Dans ce cas, déclarez le montant brut des indemnités perçues en 2013 (sous déduction des cotisations sociales obligatoires et de la CSG déductible), lignes 1AP à 1DP. Indiquez également le montant de la retenue à la source ligne 8TH de la 2042C. Ce montant s'imputera sur l'impôt sur le revenu dû et l'excédent éventuel sera remboursé.

Si elles ont fait l'objet d'une retenue à la source et que vous n'entendez pas opter pour l'imposition à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des traitements et salaires, vous devez indiquer, ligne 8BY ou 8CY de la 2042, vos indemnités de fonction, pour leur montant soumis à la retenue à la source (indemnité brute sous déduction des cotisations sociales, de la part déductible de la CSG et de la fraction représentative de frais d'emploi), même si le montant de la retenue à la source est nul. Ce montant sera retenu pour la seule détermination du revenu fiscal de référence.

### → NE DÉCLAREZ PAS

l'indemnité de fonction et l'indemnité représentative de frais de mandat (IRFM) perçues par les députés et sénateurs sauf en cas d'option pour les frais réels.

## REVENUS ACCESSOIRES, INDEMNITÉS ET ALLOCATIONS DIVERSES (BOI-RSA-CHAMP-20-30 et 50; PF 421 et suiv.)

### À DÉCLARER LIGNES 1AJ À 1DJ

#### RÉMUNÉRATIONS ACCESSOIRES

##### → DÉCLAREZ

- les primes d’ancienneté, de vacances, d’assiduité, de rendement, de sujétions, de risques, de caisse, de bilan, d’intempéries...;
- les indemnités de congés payés ou de congés de naissance;
- la rémunération des heures ou jours supplémentaires et des heures complémentaires sous réserve de l’exonération prévue par l’article 81 quater du CGI (voir p. 85);
- le supplément familial de traitement versé aux agents de l’État;
- l’aide financière excédant 1 830 € par an et par bénéficiaire, versée notamment sous forme de CESU par le comité d’entreprise ou l’employeur au titre des services à la personne et aux familles.

#### PRESTATIONS ET AIDES À CARACTÈRE FAMILIAL OU SOCIAL

##### → NE DÉCLAREZ PAS

- les prestations familiales légales : allocation pour jeune enfant, allocations familiales, complément familial, allocation de logement, allocation d’éducation de l’enfant handicapé, de soutien familial, de rentrée scolaire, allocation parentale d’éducation, allocation d’adoption, allocation journalière de présence parentale;
- l’allocation de garde d’enfant à domicile, l’aide à la famille pour l’emploi d’une assistante maternelle agréée ainsi que la majoration de cette aide;
- la prestation d’accueil du jeune enfant (PAJE);
- la prestation de compensation du handicap (PCH);
- l’allocation aux adultes handicapés, le complément de ressources et la majoration pour la vie autonome;
- la participation de l’employeur à l’acquisition de titres-restaurant, dans la limite de 5,29 € par titre;
- la participation annuelle de l’employeur complétée, le cas échéant, par le comité d’entreprise à l’acquisition de chèques-vacances, dans la limite globale du montant mensuel du SMIC (1 430 € pour 2013);
- la prise en charge obligatoire par l’employeur des titres d’abonnement de transports publics ou de services publics de location de vélos pour les trajets domicile-lieu de travail et, dans la limite de 200 € par an, la prise en charge facultative par l’employeur des frais de carburant ou des frais d’alimentation des véhicules électriques (CGI, art. 81-19° ter);

– le revenu de solidarité active (RSA);

– le revenu supplémentaire temporaire d’activité (RSTA) versé dans les départements d’outre-mer, institué par le décret n° 2009-602 du 27.5.2009;

– l’aide exceptionnelle de fin d’année versée aux titulaires de certains minima sociaux (“ prime de Noël ”);

– l’aide financière mentionnée aux articles L. 7233-4 et L. 7233-5 du code du travail et versée par l’employeur (privé ou public) ou le comité d’entreprise, soit directement, soit au moyen du chèque emploi service universel (CESU) préfinancé au titre des services à la personne et aux familles mentionnés à l’article D. 7231-1 du Code du travail, dans la limite annuelle de 1 830 € par bénéficiaire (BOI-RSA-CHAMP-20-30-30).

#### INDEMNITÉS DE MALADIE, D’ACCIDENT, DE MATERNITÉ ET DE PATERNITÉ

##### → DÉCLAREZ

- les indemnités journalières de maladie versées par les caisses du régime général de la sécurité sociale, des régimes spéciaux et de la mutualité sociale agricole (ou pour leur compte);
- les indemnités journalières de maternité et celles payées pour des arrêts de travail nécessités par des troubles pathologiques liés à la grossesse ou à l’accouchement, avant le congé prénatal ou après le congé postnatal;
- les indemnités journalières versées au titre du congé de paternité;
- les indemnités complémentaires servies par l’employeur ou pour le compte de celui-ci par un organisme d’assurances dans le cadre d’un régime de prévoyance complémentaire obligatoire dans l’entreprise;
- 50 % du montant des indemnités journalières versées en cas d’accident du travail ou de maladie professionnelle (BOI-RSA-CHAMP-20-30-20);
- l’indemnité temporaire d’inaptitude<sup>7</sup>, versée au salarié déclaré inapte lorsque cette inaptitude fait suite à un accident ou une maladie d’origine professionnelle reconnue et a entraîné un arrêt de travail indemnisé, imposable à hauteur de 50 % de son montant.

7. Décret n° 2010-244 du 9.3.2010 relatif à l’indemnisation du salarié déclaré inapte suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

**→ NE DÉCLAREZ PAS**

- les indemnités journalières versées par la sécurité sociale<sup>8</sup> et la mutualité sociale agricole (ou pour leur compte) pour :
  - maladie comportant un traitement prolongé et particulièrement coûteux (*art. L.322-3-3 et 322-3-4 du code de la sécurité sociale*);
  - accident du travail ou maladie professionnelle à hauteur de 50 % de leur montant;
- l'indemnité temporaire d'incapacité à hauteur de 50 % de son montant;
- les prestations perçues en exécution d'un contrat d'assurance souscrit au titre d'un régime complémentaire de prévoyance facultatif;
- les indemnités versées aux victimes de l'amiante ou à leurs ayants droit;
- les indemnités versées aux personnes souffrant de maladies radio-induites ou à leurs ayants droit (*CGI, art. 81-33° ter*).

**ÉPARGNE SALARIALE (PARTICIPATION, INTÉRESSEMENT)**

(BOI-RSA-ES)

**→ DÉCLAREZ**

- les sommes revenant aux salariés au titre de leur participation aux résultats de l'entreprise pour les exercices clos après le 3.12.2008 versées immédiatement soit à la demande du salarié soit à l'initiative de l'employeur (droits inférieurs à 80 €);
- les sommes versées aux salariés au titre de l'intéressement collectif des salariés à l'entreprise lorsqu'elles ne sont pas affectées sur un plan d'épargne salariale (*voir ci-après*);
- la prime de partage de profits instituée par l'article 1<sup>er</sup> de la loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (« prime dividendes ») même en cas d'affectation à un plan d'épargne salariale. Toutefois, si la prime est versée sous la forme d'un avantage pécuniaire non obligatoire distinct (supplément de participation ou d'intéressement par exemple), elle suit le régime fiscal applicable à cet avantage.

**SOMMES PERÇUES EN FIN D'ACTIVITÉ** (*CGI, art. 80 duodecies; BOI-RSA-CHAMP-20-40-10; PF 423*)**À DÉCLARER LIGNES 1AJ À 1DJ****INDEMNITÉ DE DÉPART VOLONTAIRE****→ DÉCLAREZ**

- le montant de cette indemnité (y compris lorsqu'elle est versée dans le cadre d'un accord "GPEC"). Vous pouvez demander que ces revenus soient imposés selon le système du quotient. Toutefois, l'indemnité de départ volontaire versée dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE ou "plan social") est exonérée;

8. Les salariés dépendant de régimes spéciaux qui assurent le maintien du salaire en cas de maladie ou maternité (fonctionnaires par exemple) sont intégralement imposables à raison des sommes versées durant cette période.

**→ NE DÉCLAREZ PAS**

- les sommes versées au titre de la participation des salariés aux résultats des entreprises lorsqu'elles sont affectées dans les conditions prévues à l'article L. 3323-2 du code du travail (*art. 157-16 bis et 163 bis AA du CGI*);
- l'abondement versé par l'entreprise en application d'un plan d'épargne salariale<sup>9</sup> (*art. 81-18° a du CGI*);
- les sommes versées au titre de l'intéressement collectif des salariés à l'entreprise dans la limite d'un montant égal à la moitié du plafond annuel de sécurité sociale (18 516 € en 2013) et affectées à la réalisation d'un plan d'épargne salariale et, dans les mêmes conditions et limites, les dividendes des actions de travail attribués aux salariés des sociétés anonymes à participation ouvrière régies par la loi du 26-4-1917 (*art. 81-18° bis du CGI*);
- les jours de congés monétisés et affectés par le salarié sur un PERCO et exonérés d'impôt sur le revenu (10 jours en cas de CET dans l'entreprise, 5 jours dans le cas contraire);
- les indemnités compensatrices issues d'un CET, qui correspondent à des sommes provenant de l'intéressement et, à l'issue de la période d'indisponibilité, de la participation ou d'un PEE (*art. L. 3343-1 du Code du travail*);

- les sommes issues de la participation ou de l'intéressement, affectées à un dispositif d'épargne salariale, dont le salarié a pu demander le déblocage anticipé du 1.7.2013 au 31.12.2013, dans la limite de 20 000 € (*loi du 28 juin 2013 portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement*).

**ACTIONNARIAT SALARIÉ**

Options sur titres, actions gratuites et carried-interest : voir p. 96.

- la part de l'indemnité spécifique versée dans le cadre d'une procédure de rupture conventionnelle, prévue à l'article L. 1237-13 du code du travail, à un salarié ne pouvant pas encore bénéficier d'une pension de retraite d'un régime légalement obligatoire, qui dépasse la fraction exonérée, dans les mêmes limites que l'indemnité de licenciement. La part ainsi imposable peut bénéficier, à la demande du salarié, du système du quotient, quel que soit son montant.

9. Plan d'épargne d'entreprise (PEE), Plan d'épargne interentreprises (PEI), Plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO).

## INDEMNITÉ DE FIN DE CONTRAT OU DE MISSION

### → DÉCLAREZ

- l’indemnité de fin de contrat à durée déterminée (CDD) versée au terme normal du contrat y compris celle versée à l’issue d’un CDD à objet défini;
- l’indemnité versée en cas de rupture anticipée par l’employeur d’un CDD, qui correspond aux rémunérations que vous auriez perçues jusqu’au terme du contrat. Le surplus est exonéré dans les mêmes conditions que les indemnités de licenciement;
- l’indemnité de fin de mission d’intérim.

## INDEMNITÉS DE RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

### → DÉCLAREZ

- l’indemnité compensatrice de préavis (ou de délai-congé); si la période de préavis s’étend sur deux années civiles, l’indemnité peut être répartie entre chacune de ces deux années;
- l’indemnité compensatrice de congés payés;
- l’indemnité de non-concurrence.

Ces indemnités sont imposables quel que soit le mode de rupture du contrat de travail : démission, départ ou mise à la retraite, échéance du contrat à durée déterminée, rupture négociée ou amiable du contrat de travail.

Elles sont imposables même si le licenciement ou le départ interviennent dans le cadre d’un plan social ou d’un accord “GPEC”. Vous pouvez demander que ces revenus soient imposés selon le système du quotient, dans les conditions de droit commun.

## INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT

### → DÉCLAREZ

la part de l’indemnité de licenciement qui dépasse sa fraction exonérée (*voir ci-après*); vous pouvez demander l’imposition de ce revenu selon le système du quotient, quel que soit le montant de la fraction imposable.

### → NE DÉCLAREZ PAS

- l’indemnité de licenciement versée dans le cadre d’un plan social;
- les dommages-intérêts alloués par le juge en cas de rupture abusive;
- l’indemnité accordée par le juge en cas de licenciement sans observation de la procédure requise;
- la fraction exonérée des indemnités de licenciement versées hors plan social qui est égale au plus élevé des trois montants suivants :
  - l’indemnité légale ou conventionnelle, sans limitation de montant;

- le double de la rémunération brute perçue par le salarié au cours de l’année civile précédant celle de la rupture de son contrat de travail, dans la limite de six fois le montant annuel du plafond de la sécurité sociale (222 192 € en 2013);
- la moitié des indemnités perçues, dans la même limite de 222 192 € pour 2013;

– la fraction exonérée de l’indemnité versée au titre de la rupture de leur contrat de travail aux salariés adhérant à une convention de conversion. Cette fraction exonérée est calculée comme celle de l’indemnité de licenciement;

– l’indemnité spéciale de licenciement versée aux salariés victimes d’un accident du travail ou d’une maladie professionnelle dont le reclassement dans l’entreprise n’est pas possible ou est refusé par le salarié;

– l’indemnité spécifique de licenciement prévue en faveur des journalistes professionnels (dans le cadre de la clause de conscience);

– la fraction exonérée de l’indemnité versée conformément aux dispositions des articles L. 1226-4-3 et L. 1226-20 du code du travail aux titulaires d’un contrat de travail à durée déterminée en cas de rupture du contrat pour cause d’incapacité physique constatée par un médecin du travail, que l’incapacité soit d’origine professionnelle ou non. Cette fraction est exonérée dans les mêmes conditions de plafond que l’indemnité de licenciement.

### EXEMPLE

Un salarié perçoit une indemnité de licenciement de 140 000 € dont 80 000 € correspondent à l’indemnité prévue par la convention collective. Sa rémunération brute de l’année civile précédant le licenciement est de 45 000 €.

L’indemnité de licenciement est exonérée de plein droit à hauteur du montant prévu par la convention collective, soit 80 000 €. Cette fraction exonérée est supérieure à 50 % de l’indemnité perçue (70 000 €) mais inférieure au double de la rémunération brute annuelle, égal à 90 000 €.

L’indemnité est donc exonérée à hauteur de la somme de 90 000 €, qui est la plus élevée des trois limites applicables. Le surplus, soit 50 000 €, est imposable dans la catégorie des traitements et salaires et peut bénéficier du système du quotient prévu au I de l’article 163-0 A du CGI.

## INDEMNITÉS PERÇUES DANS LE CADRE D’UN PLAN DE SAUVEGARDE DE L’EMPLOI (PLAN SOCIAL)

### → NE DÉCLAREZ PAS

les indemnités de licenciement ou de départ volontaire (démission, rupture négociée) et les indemnités de départ volontaire à la retraite ou en préretraite perçues dans le cadre d’un plan de sauvegarde de l’emploi (plan social).



## INDEMNITÉS PERÇUES DANS LE CADRE D'UN ACCORD DE GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES (GPEC)

### → DÉCLAREZ

- les rémunérations versées pendant la durée d'un congé de mobilité prévu dans le cadre d'un accord GPEC;
- l'indemnité différentielle prévue par un accord GPEC;
- les indemnités de départ volontaire versées aux salariés dans le cadre d'un accord GPEC.

## INDEMNITÉS DE CESSATION DES FONCTIONS DE MANDATAIRE SOCIAL OU DE DIRIGEANT

### → DÉCLAREZ

si vous êtes dirigeant de droit ou de fait soumis au régime fiscal des salariés en application de l'article 80 ter du CGI: la totalité des indemnités perçues quel que soit le mode de rupture du mandat social ou du contrat de travail (démission, licenciement, départ ou mise à la retraite, non-renouvellement du mandat, rupture négociée ou amiable).

### → NE DÉCLAREZ PAS

- en cas de cessation forcée des fonctions (notamment révocation), la fraction de l'indemnité exonérée dans la limite de la plus élevée des deux sommes suivantes, sans qu'elle puisse excéder six fois le montant annuel du plafond de la sécurité sociale (222 192 € en 2013) ou cinq fois ce montant en cas de mise à la retraite (185 160 € en 2013):
- deux fois la rémunération annuelle brute perçue au cours de l'année civile précédant la cessation forcée des fonctions;
  - 50 % des indemnités perçues.

## INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE OU EN PRÉRETRAITE

### → DÉCLAREZ

- en cas de départ volontaire à la retraite: la totalité de l'indemnité perçue;
- en cas de mise à la retraite à l'initiative de l'employeur: la partie de l'indemnité qui excède la fraction exonérée.  
Cette fraction est égale au plus élevé des trois montants suivants:
  - l'indemnité légale ou conventionnelle sans limitation de montant;
  - la moitié de l'indemnité perçue, dans la limite de 5 fois le montant annuel du plafond de la sécurité sociale (185 160 € en 2013);
  - le double de la rémunération annuelle brute perçue par le salarié au cours de l'année civile précédant la rupture de son contrat de travail, dans la même limite de 185 160 € en 2013;
- en cas de départ en préretraite avec rupture du contrat de travail:
  - dans le cadre du dispositif de préretraite-licenciement FNE: l'indemnité de départ en préretraite est exonérée dans les mêmes conditions et limites que l'indemnité de licenciement;
  - dans les autres cas de préretraite: les indemnités de départ en

préretraite sont imposables dans la catégorie des traitements et salaires pour leur montant total;

– en cas de départ en préretraite sans rupture du contrat de travail (préretraite progressive, régime de préretraite d'entreprise se traduisant par une simple dispense d'activité professionnelle...): l'indemnité de départ en préretraite est imposable en totalité. Toutefois, l'adhésion à certains dispositifs de préretraite se traduit pour les salariés concernés par une simple dispense d'activité jusqu'à ce qu'ils remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein et être alors mis à la retraite par l'employeur. Dans cette hypothèse, lorsque l'accord professionnel national ou l'accord d'entreprise prévoit le versement aux salariés, au moment de l'adhésion au dispositif, d'un acompte sur l'indemnité de mise à la retraite, cet acompte est exonéré dans les conditions prévues ci-dessus en cas de mise à la retraite à l'initiative de l'employeur (BOI-RSA-CHAMP-20-40-10-30).

### À NOTER

En cas de départ volontaire à la retraite, de mise à la retraite à l'initiative de l'employeur ou de départ en préretraite, vous pouvez demander, pour la fraction imposable des indemnités perçues, le bénéfice, soit du système du quotient, soit du régime d'étalement par quart sur l'année 2013 et les trois années suivantes. Vous devez joindre une demande écrite à votre déclaration de revenus. Ces deux modes d'imposition sont exclusifs l'un de l'autre. Si vous choisissez l'étalement, l'option exercée est irrévocable. N'oubliez pas alors d'indiquer ligne 1AJ à 1DJ de votre déclaration la fraction non exonérée de l'indemnité correspondant à l'année 2013. Dans la <sup>2042</sup> de chacune des trois années suivantes, vous devrez indiquer le quart de la fraction imposable, lignes 1AP à 1DP (BOI-RSA-BASE-20-10).

### → NE DÉCLAREZ PAS

- l'indemnité de cessation d'activité et l'indemnité complémentaire versées dans le cadre du dispositif "préretraite amiante" (BOI-RSA-CHAMP-20-40-10-30);
- l'indemnité de départ volontaire versée aux ouvriers de l'État en fonction au Ministère de la défense ou dans un établissement public placé sous sa tutelle qui quittent le service dans le cadre d'une restructuration ou d'une réorganisation ou dont le départ permet le reclassement d'un ouvrier issu d'un organisme restructuré (BOI-RSA-CHAMP-20-40-10-30);
- le pécule d'incitation à une seconde carrière versé à certains militaires de carrière ou engagés qui cessent leur service (BOI-RSA-CHAMP-20-40-10-30).

## RÉGIME FISCAL DES INDEMNITÉS DE RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Le régime fiscal des indemnités versées en 2013 est décrit dans le tableau 1 *page suivante*.

Tableau 1. Régime fiscal des indemnités de rupture du contrat de travail.

NATURE DE L'INDEMNITÉ		IMPOSITION À L'IR	MODALITÉS
Indemnité compensatrice de préavis		Imposable	Déclaration sur 2 ans <sup>4</sup>
Indemnité compensatrice de congés payés		Imposable	5
Indemnité compensatrice de non-concurrence		Imposable	5
Indemnité de fin de contrat à durée déterminée ou de fin de mission d'intérim		Imposable	
Indemnité de rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée :	Montant des rémunérations qui auraient été perçues jusqu'au terme du contrat	Imposable	5
	Surplus de l'indemnité	Régime de l'indemnité de licenciement	Quotient <sup>6</sup>
Indemnité de licenciement <sup>1</sup>	Hors plan social	Exonérée dans la limite la plus élevée : – du montant légal ou conventionnel <sup>2</sup> , sans limitation ; – de 50 % de l'indemnité totale ou du double de la rémunération annuelle brute de l'année civile précédente, sans excéder 222 192 €	Quotient <sup>6</sup>
	Plan social	Exonérée en totalité	
Prime ou indemnité de départ volontaire (démission, rupture négociée ou conventionnelle)	Hors plan social	Imposable en totalité	Quotient <sup>6</sup>
	Plan social	Exonérée en totalité	
	Indemnité de rupture conventionnelle	Exonérée dans la limite la plus élevée : – montant de l'indemnité de licenciement légal ou conventionnel <sup>2</sup> , sans limitation ; – 50 % de l'indemnité totale ou double de la rémunération annuelle brute de l'année civile précédente, sans excéder 222 192 € <sup>7</sup>	Quotient <sup>6</sup>
Prime ou indemnité de retraite	Départ volontaire	Hors plan social	Imposable en totalité
		Plan social	Exonérée en totalité
	Mise à la retraite par l'employeur	Exonération dans la limite la plus élevée : – montant légal ou conventionnel <sup>2</sup> , sans limitation ; – 50 % de l'indemnité totale ou du double de la rémunération annuelle brute de l'année civile précédente, sans excéder 185 160 €	Quotient <sup>6</sup> ou étalement
Prime ou indemnité de préretraite	Hors plan social <sup>3</sup>	Imposable en totalité	Quotient <sup>6</sup> ou étalement
	Plan social	Exonérée en totalité	

1. Autres que les indemnités de licenciement abusif ou irrégulier (exonération totale).

2. Prévu par la convention collective de branche ou l'accord professionnel ou interprofessionnel (à l'exclusion d'un éventuel accord d'entreprise).

3. Sauf préretraite totale FNE et préretraite ARPE (application du régime du licenciement) et "préretraite amiante" (exonération totale).

4. Uniquement dans le cas où la durée du préavis s'étend sur deux années (art. 163 quinquies du CGI).

5. Ces indemnités constituent des éléments du salaire. Le système du quotient peut s'appliquer, sur option, dans les conditions de droit commun prévues par le I de l'article 163-0 A du CGI, c'est-à-dire si ce revenu exceptionnel dépasse la moyenne des revenus imposables des trois dernières années.

6. Le système du quotient peut s'appliquer, sur option, quel que soit le montant de l'indemnité (art. 163-A I du CGI).

7. Six fois le plafond annuel de la sécurité sociale. Il s'agit de l'indemnité de rupture conventionnelle du contrat de travail, prévue à l'article L 1237-13 du code du travail, versée à un salarié ne pouvant encore bénéficier d'une pension de retraite d'un régime légalement obligatoire.



## ALLOCATIONS PERÇUES EN CAS DE CHÔMAGE OU DE PRÉRETRAITE

(BOI-RSA-CHAMP-20-20; PF 419)

### ALLOCATIONS PERÇUES EN CAS DE CHÔMAGE TOTAL

#### → DÉCLAREZ LIGNES 1AP À 1DP

les allocations versées par Pôle emploi :

– allocation d’aide au retour à l’emploi (ARE) perçue dans le cadre du régime d’assurance-chômage ;

– l’aide différentielle de reclassement ;

– allocation temporaire d’attente (ATA), allocation de solidarité spécifique (ASS), allocation équivalent retraite (AER) pour ceux qui en bénéficiaient avant le 1.1.2011, allocation en faveur des demandeurs d’emploi en formation, allocation de fin de formation (pour ceux qui en bénéficiaient avant le 1.1.2009) perçues dans le cadre du régime de solidarité, allocation transitoire de solidarité ;

– aide exceptionnelle pour l’emploi versée aux demandeurs d’emploi ayant épuisé leurs droits à l’allocation d’assurance chômage et qui ne bénéficient pas d’une formation rémunérée, d’un contrat aidé ou, pour les cadres, d’un accompagnement renforcé ;

– allocation complémentaire perçue dans le cadre du maintien des droits au revenu de remplacement.

#### → NE DÉCLAREZ PAS

– l’aide exceptionnelle de fin d’année (“prime de Noël”) versée aux bénéficiaires du RSA, de l’ASS et de l’AER ;

– les prestations servies aux dirigeants mandataires sociaux ne relevant pas de l’UNEDIC, par les régimes facultatifs d’assurance chômage des chefs et dirigeants d’entreprise.

Toutefois, vous devez déclarer les prestations servies au titre de la perte d’emploi subie, en exécution de contrats d’assurance de groupe souscrits par les dirigeants visés à l’article 62 du CGI et dont les cotisations sont déductibles de la rémunération imposable. Ces prestations sont imposables dans la catégorie des pensions et retraites (lignes 1AS à 1DS).

### ALLOCATIONS PERÇUES EN CAS DE CHÔMAGE PARTIEL

#### → DÉCLAREZ LIGNES 1AJ À 1DJ

les allocations versées par l’employeur ou l’État :

– allocations d’aide publique ;

– indemnité conventionnelle complémentaire de chômage partiel, dont une partie peut être prise en charge par l’État ;

– allocation complémentaire au titre de la rémunération mensuelle minimale.

### ALLOCATIONS PERÇUES EN CAS DE PRÉRETRAITE

#### → DÉCLAREZ LIGNES 1AP À 1DP

– l’allocation de préretraite progressive ;

– l’allocation spéciale versée dans le cadre d’une convention de coopération du Fonds national de l’emploi (préretraite-licenciement) ;

– l’allocation de remplacement pour l’emploi (ARPE) versée dans le cadre des “préretraites en contrepartie d’embauche” ;

– l’allocation de préretraite-amiante ;

– l’allocation de cessation d’activité de certains travailleurs salariés (CATS) ;

– le congé de fin d’activité du secteur public (CFA) ;

– l’allocation versée dans le cadre d’un dispositif de préretraite d’entreprise (“préretraite maison”).

### AIDE AU RETOUR DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS INVOLONTAIREMENT PRIVÉS D’EMPLOI

#### → DÉCLAREZ LIGNES 1AP À 1DP

l’aide conventionnelle versée par l’État.

Le versement effectué en France doit être compris dans la déclaration de revenus souscrite avant le départ. Vous pouvez demander que ces revenus soient imposés selon le système du quotient. Le versement effectué dans le pays d’origine après le retour du travailleur étranger est soumis à la retenue à la source.

#### → NE DÉCLAREZ PAS

– l’aide au déménagement, l’indemnité forfaitaire pour les frais de voyage de retour et l’aide au projet de réinsertion professionnelle ;

– l’aide de l’entreprise.

### CHÔMEURS CRÉANT OU REPRENANT UNE ENTREPRISE

#### → NE DÉCLAREZ PAS

l’aide financière versée par l’État, en application de l’article L. 5141-2 du Code du travail, dans le cadre du dispositif d’encouragement au développement d’entreprises nouvelles (EDEN) (CGI, art. 81-35°).

### PRIMES DE RETOUR À L’EMPLOI

#### → NE DÉCLAREZ PAS

– les primes forfaitaires versées aux titulaires de l’allocation spécifique de solidarité qui débutent ou reprennent une activité professionnelle (CGI, art. 81-9° quater) ;

– l’aide personnalisée de retour à l’emploi versée aux bénéficiaires du revenu de solidarité active.

## SALARIÉS DÉTACHÉS À L'ÉTRANGER

(CGI, art. 81 A I et II; BOI-RSA-GEO-10)

### Exonération de la totalité de la rémunération

Les rémunérations perçues par les salariés envoyés à l'étranger<sup>10</sup> par leur employeur sont en totalité exonérées d'impôt sur le revenu (CGI, art. 81 A I) pour les personnes :

- fiscalement domiciliées en France (sans condition de nationalité);
- employées par un employeur établi en France, dans un autre État membre de la communauté européenne, ou dans un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale;
- exerçant une activité salariée, c'est-à-dire titulaires d'un contrat de travail (les rémunérations perçues par les mandataires sociaux ne bénéficient pas de l'exonération sauf lorsqu'elles sont versées dans le cadre d'un contrat de travail à raison de fonctions techniques);
- envoyées dans un État autre que la France et que l'État du lieu d'établissement de l'employeur.

La rémunération perçue est exonérée en totalité lorsque la personne remplit l'une des conditions suivantes :

- avoir été effectivement soumise sur les rémunérations en cause à un impôt sur le revenu dans l'État dans lequel s'exerce l'activité au moins égal aux 2/3 de celui qu'elle aurait supporté en France;
- avoir exercé l'activité salariée :
  - soit pendant une durée supérieure à 183 jours au cours d'une période de 12 mois consécutifs lorsqu'elle se rapporte aux domaines suivants :
    - > *chantiers de construction ou de montage, installation d'ensembles industriels, leur mise en route, leur exploitation et l'ingénierie y afférente;*
    - > *recherche ou extraction de ressources naturelles;*
    - > *navigation à bord de navires immatriculés au registre international français. Il s'agit des navires armés au commerce au long cours ou au cabotage international et des navires de plus de 24 mètres armés à la plaisance professionnelle;*
  - soit pendant une durée supérieure à 120 jours au cours d'une période de 12 mois consécutifs lorsqu'elle se rapporte à la prospection commerciale de marchés étrangers.

Le salarié doit produire des pièces justificatives prouvant, selon le cas :

- qu'il a été soumis à l'étranger à un impôt sur le revenu au moins égal aux 2/3 de l'impôt qu'il aurait acquitté en France sur la même base d'imposition :
- attestation de l'employeur mentionnant d'une manière distincte le montant de la rémunération proprement dite, des indemnités complémentaires et des allocations pour frais professionnels;
- document fiscal faisant apparaître le montant des revenus imposés à l'étranger et le montant de l'impôt correspondant;
- ou qu'il a exercé son activité à l'étranger pendant plus de 183 jours ou de 120 jours au cours d'une période de 12 mois consécutifs.

La durée de 183 ou de 120 jours correspond à la période écoulée entre le premier départ et le retour définitif (y compris la durée du transport). Elle comprend :

- les jours de repos hebdomadaire se rapportant à l'activité exercée hors de France;
- les jours de congés payés et de récupération pris en France et afférents au travail effectué à l'étranger;
- les périodes de congés pour accident du travail ou pour maladie consécutifs à l'activité exercée à l'étranger, lorsqu'ils sont pris en France.

### Exonération des suppléments de rémunération

Les salariés qui entrent dans le champ d'application de l'exonération mais qui ne remplissent pas la condition de paiement de l'impôt à l'étranger ou la condition de durée ou de nature d'activité à l'étranger permettant de bénéficier de l'exonération totale d'impôt sur le revenu ne sont imposés que sur la rémunération qu'ils auraient perçue si l'activité avait été exercée en France (CGI, art. 81 A II).

Les suppléments de rémunération liés à l'expatriation sont exonérés lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

- les suppléments de rémunération sont versés en contrepartie de séjours effectués dans l'intérêt direct et exclusif de l'employeur;
- ils sont justifiés par un déplacement nécessitant une résidence d'une durée effective d'au moins 24 heures dans un autre État. Cette durée de 24 heures sur place doit être ininterrompue; elle exclut les temps de transport pour se rendre à l'étranger et en revenir;
- leur montant est déterminé préalablement au séjour dans un autre État. Il est en rapport avec le nombre, la durée et le lieu de ces séjours et il ne dépasse pas 40 % de la rémunération hors suppléments perçue au titre de la période correspondant à la durée du déplacement.

### À NOTER

- L'exonération accordée au titre de l'exercice de certaines activités pendant une durée supérieure à 183 jours ou à 120 jours ne s'applique ni aux travailleurs frontaliers ni aux agents de la fonction publique.
- Les agents de la fonction publique ne peuvent bénéficier que de l'exonération accordée aux personnes qui ont acquitté un impôt sur le revenu au moins égal aux 2/3 de celui qu'elles auraient supporté en France et de l'exonération des suppléments de rémunération liés à l'expatriation.
- Les suppléments de rémunération des agents civils et militaires de l'État en service à l'étranger sont exonérés d'impôt sur le revenu. Ils ne sont pris en compte ni pour le calcul du taux effectif ni pour la détermination du revenu fiscal de référence. Leur montant ne doit être déclaré ni ligne 8TI de la 2042<sup>1</sup> ni lignes 1AC à 1ADC de la 2042<sup>1</sup>.

Les salaires exonérés en totalité en application de l'article 81 A I du CGI et les suppléments de rémunération exonérés en application de l'article 81 A II sont pris en compte pour le calcul du taux effectif (CGI, art. 197 c) et pour la détermination du revenu fiscal de référence (CGI, art. 1417 IV c). Leur montant doit être indiqué lignes 1AC à 1DC de la 2042<sup>1</sup>.

10. Les collectivités d'outre-mer sont considérées comme des États étrangers.

## Marins pêcheurs

(BOI-RSA-GEO-10-30-20)

Les marins pêcheurs fiscalement domiciliés en France, qui exercent leur activité hors des eaux territoriales françaises peuvent bénéficier des dispositions prévues par le II de l'article 81 A du CGI.

Ainsi, un abattement est appliqué sur le salaire perçu par les marins pêcheurs salariés ainsi que sur la part de la rémunération des artisans pêcheurs imposable dans la catégorie des salaires, lorsqu'ils sont embarqués sur un navire de pêche classé en 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie de navigation.

La fraction de la rémunération exonérée est égale à 40 % du salaire qui excède une rémunération de référence (18 490 € en 2013) pour les navires pratiquant la petite pêche ou la pêche côtière. Ce pourcentage est porté à 60 % pour les marins embarqués sur les navires de pêche au large et de grande pêche.

Les marins-pêcheurs concernés doivent déclarer le montant de leur salaire imposable lignes 1AJ à 1DJ, page 3 de la 2042<sup>1</sup> et le montant de l'abattement exonéré lignes 1AC à 1DC, page 1 de la 2042<sup>1</sup>.

## SALARIÉS IMPATRIÉS

### Prise de fonctions avant le 1.1.2008

(CGI, art. 81 B; BOI-RSA-GEO-40-20)

Les salariés et dirigeants appelés par une entreprise établie à l'étranger à occuper un emploi pendant une période limitée dans une entreprise établie en France, bénéficient d'une exonération au titre des suppléments de rémunération liés à cette situation lorsqu'ils ont pris leurs fonctions avant le 1.1.2008.

Les salariés et dirigeants ne doivent pas avoir été fiscalement domiciliés en France au cours des cinq années civiles précédant leur prise de fonctions dans l'entreprise établie en France.

L'exonération s'applique aux primes d'impatriation perçues jusqu'au 31 décembre de la 5<sup>e</sup> année suivant la prise de fonctions.

La rémunération nette soumise à l'impôt sur le revenu doit être au moins égale à celle versée au titre de fonctions analogues dans la même entreprise ou, à défaut, dans des entreprises similaires établies en France.

En outre, ces salariés et dirigeants sont exonérés pour la fraction de leur rémunération correspondant à l'activité qu'ils exercent, le cas échéant, à l'étranger. Cette exonération ne peut pas excéder 20 % de la rémunération imposable issue de cette activité professionnelle, nette de la prime d'impatriation.

La fraction de rémunération exonérée doit être déclarée ligne 1DY ou 1EY, page 1 de la 2042<sup>1</sup>. Ce montant est retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence du foyer.

### Prise de fonctions à compter du 1.1.2008

(CGI, art. 155 B; BOI-RSA-GEO-40-10)

Le régime des impatriés prévu à l'article 155 B du CGI est applicable aux salariés et dirigeants fiscalement assimilés appelés de l'étranger à occuper un emploi dans une entreprise établie en France, ainsi que les salariés et dirigeants directement recrutés à l'étranger par une entreprise établie en France.

Ce régime s'applique aux personnes qui ont pris leurs fonctions à compter du 1.1.2008, qui n'ont pas été fiscalement domiciliées en France au cours des 5 années civiles précédant celle de la prise de fonctions et qui établissent leur domicile fiscal en France.

L'exonération d'impôt sur le revenu s'applique jusqu'au 31 décembre de la 5<sup>e</sup> année suivant celle de la prise de fonctions, au titre des années au cours desquelles l'impatrié est domicilié en France.

### Exonération de la rémunération des salariés et dirigeants

Elle porte sur deux éléments :

- les suppléments de rémunération liés à cette situation, c'est-à-dire la prime d'impatriation prévue par le contrat ou, pour les personnes recrutées directement, évaluée forfaitairement à 30 % de la rémunération.

La rémunération nette de la prime d'impatriation doit être au moins égale à celle versée au titre de fonctions analogues dans la même entreprise ou, à défaut, dans des entreprises similaires établies en France ;

- la fraction de la rémunération correspondant à l'activité exercée à l'étranger lorsque les séjours sont effectués dans l'intérêt direct et exclusif de l'employeur.

Sur option annuelle des contribuables, l'exonération de ces deux éléments est soumise à une des limites suivantes :

- soit le montant total des sommes exonérées (prime d'impatriation et rémunération de l'activité exercée à l'étranger) est limité à 50 % de la rémunération totale ;

- soit la fraction exonérée de la rémunération correspondant à l'activité exercée à l'étranger est limitée à 20 % de la rémunération imposable issue de cette activité professionnelle, nette de la prime d'impatriation.

### À NOTER

- Le montant exonéré des salaires est retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence et doit être déclaré ligne 1EY ou 1DY, page 1 de la 2042<sup>1</sup>.

- Les salariés et dirigeants impatriés peuvent déduire de leur rémunération imposable les cotisations versées à des régimes de sécurité sociale étrangers. Ils peuvent également déduire, dans certaines limites, les cotisations qu'ils versent à des régimes professionnels de retraite supplémentaire et aux régimes de prévoyance complémentaire étrangers.

### Autres revenus exonérés

Pendant la même période, les impatriés bénéficient également d'une exonération de certains revenus et plus-values de source étrangère à hauteur de 50 % de leur montant :

- des revenus de capitaux mobiliers dont le paiement est assuré par une personne établie hors de France dans un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale (voir p. 112) ;

- des produits de la propriété intellectuelle ou industrielle dont le paiement est effectué par une personne établie hors de France dans un État respectant la même condition (voir p. 153) ;

- des gains réalisés à l'occasion de la cession de valeurs mobilières et de droits sociaux, lorsque le dépositaire des titres ou, à défaut de dépositaire, la société dont les titres sont cédés, est établi hors

de France dans un État respectant la même condition. Les moins-values réalisées lors de la cession de ces titres sont imputées seulement à hauteur de 50 % de leur montant (voir p. 121).

L'exonération s'applique aux revenus et plus-values perçus ou réalisés à compter de la date à laquelle le contribuable a son domicile fiscal en France.

Ces revenus exonérés sont retenus pour le calcul du revenu fiscal de référence et des prélèvements sociaux (prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine établis par voie de rôle).

### À NOTER

Le montant exonéré des revenus de capitaux mobiliers doit être déclaré ligne 2DM, page 3 de la 2042<sup>1</sup> et celui des gains réalisés à l'occasion de la cession de valeurs mobilières et de droits sociaux lignes 3VQ (ou 3VR pour la fraction non imputable s'il s'agit d'une moins-value), page 2 de la 2042<sup>1</sup>.

Le montant exonéré des produits de la propriété intellectuelle ou industrielle est déclaré sur la ligne "Revenus exonérés" de la rubrique "Revenus non commerciaux non professionnels" de la 2042CPR0<sup>1</sup> lorsque ces revenus sont imposés selon les règles des bénéfices non commerciaux, ou sur la ligne 1DY ou 1EY, page 1 de la 2042<sup>1</sup>, si ces revenus sont imposés selon les règles des traitements et salaires. Le montant exonéré doit également être déclaré lignes 5HY à 5JY, de la 2042<sup>1</sup> pour le calcul des prélèvements sociaux.

Les non-salariés qui établissent leur domicile fiscal en France au plus tard le 31.12.2011 et respectent certaines conditions peuvent, sur agrément, bénéficier d'un abattement de 30 % sur leur revenu professionnel et de l'exonération à hauteur de 50 % du montant de leurs revenus et plus-values de source étrangère mentionnés ci-dessus.

## Salariés de la Chambre de commerce internationale (CGI, art. 81 D)

Les salariés et dirigeants appelés de l'étranger pour occuper un emploi salarié auprès de la Chambre de commerce internationale en France bénéficient d'une exonération spécifique de la totalité de la rémunération perçue dans le cadre de leur activité, exclusive du régime prévu en faveur des impatriés par l'article 155 B du CGI. Elle concerne les personnes qui ont pris leurs fonctions à compter du 1.1.2011 et qui n'ont pas été domiciliées en France au cours des cinq années civiles précédant celle de leur prise de fonctions. L'exonération s'applique jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la prise de fonctions, au titre des années au cours desquelles ces personnes sont fiscalement domiciliées en France.

Le montant des traitements et salaires exonérés est retenu pour le calcul du taux effectif et pour la détermination du revenu fiscal de référence.

Ce montant doit être déclaré lignes 1AC à 1DC de la 2042<sup>1</sup>.

## RÉGIMES SPÉCIAUX

### Agents généraux et sous-agents d'assurances

(CGI, art. 93-1 ter)

Si vous avez opté pour le régime fiscal des salariés, vous devez :

- porter lignes 1AJ à 1DJ le montant total de vos commissions, diminué des seuls honoraires rétrocédés ;
- joindre une note (ou utiliser la rubrique E, page 2 de votre déclaration) donnant la ventilation des recettes par compagnie, le montant des honoraires rétrocédés et des plus-values de cession d'éléments d'actif déclarées sur la 2042CPR0<sup>1</sup>.

L'option doit être formulée avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année au titre de laquelle l'imposition est établie. Elle demeure valable tant que vous ne l'avez pas expressément dénoncée dans ce même délai.

Si vous avez opté pour le régime fiscal des salariés et si vous exercez votre activité dans une zone franche urbaine, voir p. 98.

### Auteurs des œuvres de l'esprit : écrivains, compositeurs... (CGI, art. 93-1 quater)

Si les produits de droits d'auteur sont intégralement déclarés par des tiers, vous pouvez :

- soit déclarer lignes 1AJ à 1DJ le total des droits d'auteur, diminué des cotisations obligatoires à la sécurité sociale (dont le détail doit être joint à la déclaration), et éventuellement de la TVA nette versée (si, ayant choisi la déduction forfaitaire de vos frais professionnels en matière d'impôt sur le revenu, vous êtes soumis au régime de la retenue en TVA) ;
- soit déclarer lignes 1AJ à 1DJ le montant brut de vos droits d'auteur TTC et lignes 1AK à 1DK le montant de vos frais réels et justifiés (dont le détail doit être joint à votre déclaration), si vous renoncez au bénéfice de la déduction forfaitaire de 10 % ;
- soit opter pour l'imposition de vos revenus dans la catégorie des bénéfices non commerciaux. L'option est valable pour l'année au titre de laquelle elle est exercée et les deux années suivantes.

Depuis 2011, ce régime qui était précédemment réservé aux écrivains et compositeurs s'applique à tous les auteurs des œuvres de l'esprit mentionnées à l'article L. 112-2 du code de la propriété intellectuelle.

### À NOTER

Les droits d'auteur perçus par les héritiers des auteurs des œuvres de l'esprit sont imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux, selon le régime de la déclaration contrôlée ou selon le régime spécial.

### Chercheurs du secteur public (CGI, art. 93-1 bis)

Si vous avez opté pour le régime fiscal des traitements et salaires, vous devez indiquer lignes 1AJ à 1DJ le montant des sommes perçues au titre de cette activité et ligne 1AK à 1DK le montant de vos frais réels et justifiés (dont le détail doit être joint à votre déclaration) si vous renoncez au bénéfice de la déduction forfaitaire de 10 %.

L'option doit être formulée au plus tard à la date de dépôt de la déclaration de revenus. Elle demeure valable tant qu'elle n'a pas été expressément dénoncée.

## TOTAL DES SALAIRES (CGI, art. 83; BOI-RSA-BASE; PF 462)

Les salaires de 2013 doivent être déclarés après déduction des cotisations sociales et de certains intérêts d'emprunts.

### Déduction des cotisations sociales

– cotisations versées à des régimes de retraite ou de prévoyance obligatoires :

• cotisations aux régimes de base de la sécurité sociale (CGI, art. 83-1°) couvrant aussi bien l'assurance vieillesse que la prévoyance (maladie, maternité, invalidité, décès) et cotisations aux régimes de retraite complémentaire (arrco, agirc, ircantec) sans limitation, ainsi que les cotisations de rachat aux mêmes régimes, au titre de la retraite, y compris les cotisations de rachat des années d'études ou d'années insuffisamment cotisées, dans la limite de 12 trimestres<sup>11 12</sup> ;

• cotisations versées à titre obligatoire, aux régimes de retraite supplémentaire<sup>13</sup> (CGI, art. 83.2°)<sup>14</sup> et aux régimes de prévoyance complémentaire (CGI, art. 83-1° quater)<sup>15</sup>, dans certaines limites.

Les cotisations de rachat sont déductibles dans les mêmes conditions que les cotisations courantes ;

– en ce qui concerne les personnes mentionnées à l'article 62 du CGI, cotisations et primes prévues à l'article 154 bis du CGI : cotisations aux régimes obligatoires et facultatifs de sécurité sociale et primes versées au titre des contrats d'assurance de groupe, dans certaines limites ;

– cotisations d'assurance-chômage ;

– contribution exceptionnelle de solidarité due notamment par les agents de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics à caractère administratif ;

– fraction déductible de la contribution sociale généralisée : il s'agit de 5,1 points (sur 7,5) de la CSG prélevée sur les salaires perçus en 2013. Les 2,4 points de CSG restants et la CRDS (0,5 point) ne sont pas déductibles.

Les relevés annuels de salaires délivrés par les employeurs tiennent compte de cette déduction.

### À NOTER

Les cotisations versées à la PREFON et aux régimes assimilés (C.G.O.S. et COREM, ex-CREF) ne sont pas déductibles des salaires mais du revenu global, au titre de l'épargne-retraite (voir p. 164).

À compter de l'imposition des revenus de 2013, les cotisations à la charge de l'employeur et, le cas échéant, du comité d'entreprise, aux régimes de prévoyance complémentaire obligatoires et collectifs, correspondant à la couverture des frais de santé (maladie, maternité, accident), constituent un complément de rémunération imposable.

### Déduction de certains intérêts d'emprunts

Il s'agit des emprunts contractés pour souscrire au capital d'une société nouvelle, soumise à l'impôt sur les sociétés, exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale ou libérale et dont le capital n'est pas détenu pour plus de 50 % par d'autres sociétés (CGI, art. 83-2° quater).

L'emprunt doit avoir été contracté à compter du 1.1.1984 et la souscription effectuée l'année de la création de la société ou au cours des deux années suivantes.

La déduction ne peut excéder 50 % du montant brut du salaire versé à l'emprunteur par la société nouvelle, ni la somme de 15 250 €. Elle ne se cumule pas, pour une même souscription, avec la réduction d'impôt pour souscription au capital des PME ni avec la déduction, dans le cadre de l'option pour le régime des frais réels, des intérêts d'emprunt versés pour acquérir des parts ou actions d'une société dans laquelle le salarié ou le dirigeant exerce son activité professionnelle principale.

La déduction s'applique également en cas de souscription aux parts de SCOP issues de la transformation de sociétés (CGI, art. 83-2° quinquies).

Le bénéfice de la déduction est subordonné à la conservation des titres de la société nouvelle ou transformée pendant une durée minimale de cinq ans<sup>16</sup>.

#### 1 Déclarez lignes 1AJ à 1DJ :

– les traitements, salaires, indemnités, congés payés, gages, soldes, pourboires... ;

– les avantages en nature ;

– les indemnités journalières de maladie, de maternité ainsi que, 50 % des indemnités journalières versées en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle.

Figure 2. Déclaration n° 2042 K.

TRAITEMENTS, SALAIRES Revenus d'activité connus	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	1 <sup>ER</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
Corrigez si le montant est inexact	1AJ <b>1</b>	1BJ	1CJ	1DJ

11. Si vous n'exercez plus d'activité salariée mais percevez des pensions, les cotisations de rachat au régime de base d'assurance-vieillesse et aux régimes complémentaires légalement obligatoires sont déductibles du montant de vos pensions.

Si vous ne percevez pas de salaires ni de pensions, les cotisations de rachat sont déductibles du revenu global au titre des déductions diverses.

Si le montant des cotisations de rachat au régime de base et, le cas échéant, aux régimes complémentaires légalement obligatoires ARRCO et AGIRC, est supérieur à celui de vos salaires (que vous perceviez ou non par ailleurs des pensions), déclarez le montant de vos salaires lignes 1AJ à 1DJ et le montant des rachats lignes 1AK à 1DK (frais réels).

12. Le montant du remboursement des rachats de cotisations (qui peut être demandé lorsque les rachats sont devenus sans intérêt compte tenu du relèvement de l'âge légal de départ à la retraite) est à déclarer dans la même catégorie de revenus que celle au titre de laquelle les rachats ont été déduits.

13. Les jours de congés monétisés et affectés à un régime de retraite supplémentaire d'entreprise obligatoire ("article 83") sont déductibles des salaires dans la limite de 10 jours par an si vous disposez d'un CET dans votre entreprise et, depuis le 11.11.2010 (entrée en vigueur de la loi du 9.11.2010 portant réforme des retraites) de 5 jours par an si vous ne disposez pas d'un CET.

14. Les dispositions de l'article 83.2° du CGI s'appliquent également aux cotisations versées à titre obligatoire au régime de prévoyance des joueurs professionnels de football institué par la charte du football professionnel.

15. Il s'agit des cotisations à la charge des salariés ainsi que de celles à la charge de l'employeur qui ne correspondent pas à la couverture des frais de santé.

16. L'obligation de conservation des titres est toutefois levée en cas de grave invalidité, de décès, de départ à la retraite ou de licenciement du contribuable ou de son conjoint.



Vous devez, dans certains cas, ajouter les indemnités perçues pour frais d'emploi (voir ci-après).

Vous devez déclarer l'ensemble de vos rémunérations avant déduction des frais professionnels.

#### PRÉCISIONS

Ne sont pas déductibles les cotisations versées, en vue de bénéficier de prestations supplémentaires en cas de maladie :

- à une mutuelle
- ou à tout autre organisme de prévoyance ou d'assurance, lorsque l'adhésion est facultative.

Si vous êtes sportif, artiste du spectacle, auteur d'œuvres de l'esprit ou interprète de ces œuvres (à l'exception des architectes et auteurs de logiciels) et si vous avez opté pour le système de la retenue à la source (CGI, art. 182 C), inscrivez lignes 1AJ à 1DJ la totalité de vos revenus imposables sans soustraire le montant de la retenue à la source payée.

Le montant de la retenue à la source (15 %) déjà versée par votre employeur sera automatiquement déduit de l'impôt dû, par votre centre des finances publiques (destinataire d'un exemplaire de la déclaration déposée par votre employeur). Si le montant de la retenue à la source excède l'impôt dû, l'excédent vous sera restitué.

Si l'imputation automatique n'a pas été effectuée, vous pouvez en faire la demande.

Si vous avez reversé des salaires à votre employeur, ils peuvent être déduits de vos salaires ou, à défaut, de ceux de votre conjoint ou de vos enfants à charge.

En l'absence de revenus taxés dans la catégorie des salaires, le reversement constitue un déficit. Dans ce cas, indiquez le montant du reversement lignes 1AK à 1DK (frais réels).

## INDEMNITÉS POUR FRAIS PROFESSIONNELS

(CGI, art. 80 ter et 81-1 ; BOI-RSA-CHAMP-20-50-10 ; PF n° 426)

#### → DÉCLAREZ

Lignes 1AJ à 1DJ : les remboursements de frais professionnels couvrant les dépenses :

- déjà prises en compte par la déduction de 10 %,
- ou déduites pour leur montant réel (voir p. 87).

Si vous percevez des rémunérations prévues à l'article 62 du CGI ou si vous êtes dirigeant d'un organisme à but non lucratif, déclarez, en sus de vos salaires, tous les remboursements, indemnités et allocations forfaitaires pour frais, quel que soit leur objet (CGI, art. 80 ter et 80 terdecies).

Toutefois, les remboursements de frais de véhicule calculés à l'aide des barèmes du prix de revient kilométrique (voir p. 89) ne sont pas considérés comme forfaitaires et peuvent être exonérés dès lors que le nombre de kilomètres parcourus à titre professionnel est justifié.

#### → NE DÉCLAREZ PAS

les allocations spéciales

- destinées à couvrir les frais occasionnés par l'exercice même de l'activité professionnelle et exposés directement dans l'intérêt de l'entreprise :

- déplacements professionnels (transports, restauration, hébergement) ;

- invitations professionnelles ;

à condition que les frais couverts par ces allocations ne soient pas déjà pris en compte par la déduction forfaitaire de 10 %, ou déduits pour leur montant réel ;

- utilisées conformément à leur objet, c'est-à-dire appuyées de justifications suffisamment précises pour en établir la réalité et le montant (CGI, art. 81-1°).

Toutefois, certaines allocations sont présumées être utilisées conformément à leur objet (sans que des justifications soient apportées) :

- les indemnités de repas et les indemnités de grand déplacement en métropole lorsque leur montant n'excède pas les limites

Tableau 2. Indemnités pour frais professionnels.

NATURE DES INDEMNITÉS			
Indemnités forfaitaires de repas			
Salariés contraints de prendre leur repas sur le lieu de travail (travail en équipe, travail posté, travail de nuit)			6
Salariés en déplacement sans être contraints de prendre leur repas au restaurant (par exemple salariés occupés sur les chantiers)			8,60
Autres salariés en déplacement professionnel			17,70
Indemnités de grand déplacement en métropole, destinées à compenser des dépenses supplémentaires			
	Les 3 premiers mois	du 4 <sup>e</sup> au 24 <sup>e</sup> mois (- 15 %)	du 25 <sup>e</sup> au 72 <sup>e</sup> mois (- 30 %)
Nourriture (par repas)	17,70	15	12,40
Logement et petit déjeuner (par jour)			
> Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne	63,30	53,80	44,30
> autres départements de la métropole	47	40	32,90

prévues pour l'assiette des cotisations de sécurité sociale (voir tableau 2). Ces allocations n'ont pas à être déclarées si vous bénéficiez de la seule déduction forfaitaire de 10 % ;

– à hauteur de 7 650 € (ajustés en fonction du nombre de mois d'exercice de l'activité dans l'année en cas de début ou de fin d'activité au cours de l'année considérée), la fraction des rémunérations perçues<sup>17</sup> au titre de l'exercice effectif de leur activité, par les journalistes, rédacteurs, photographes, directeurs de journaux et critiques dramatiques et musicaux, représentative de frais d'emploi, lorsque le salarié n'opte pas pour la déduction de ses frais professionnels réels.

## AVANTAGES EN NATURE

(CGI, art. 82 ; BOI-RSA-CHAMP-20-30-50 et BOI-RSA-BASE-20 ; PF 459)

Vous bénéficiez d'avantages en nature lorsque votre employeur vous loge, vous nourrit, vous fournit des marchandises ou met une voiture à votre disposition pour vos besoins personnels :

- gratuitement, sans opérer de retenue sur votre salaire ;
- ou en appliquant une retenue inférieure à la valeur réelle de l'avantage, la différence constituant un avantage en nature.

❶ Les avantages en nature dont vous avez bénéficié sont imposables au même titre que la rémunération principale. Leur montant doit être inclus dans le total des revenus d'activité.

Les règles fiscales d'évaluation des avantages en nature sont alignées sur les règles sociales quel que soit le niveau de rémunération des bénéficiaires.

### Nourriture

Dans le cas général, la nourriture est évaluée forfaitairement à 4,55 € par repas en 2013.

Pour les salariés des hôtels, cafés, restaurants, l'avantage en nature nourriture est évalué à un minimum garanti (MG) par repas, soit 3,49 € pour 2013.

### Logement

L'avantage en nature logement est évalué forfaitairement selon un barème qui comprend également les avantages accessoires suivants : eau, gaz, électricité, chauffage et garage (voir tableau 3 et BOI-BAREME-000002) ou, sur option de l'employeur, d'après la valeur locative servant de base à la taxe d'habitation augmentée de la valeur réelle des avantages accessoires.

#### Barème mensuel d'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature logement

Le montant annuel de l'avantage logement à déclarer résulte de la totalisation des évaluations mensuelles indiquées dans le tableau 3.

#### EXEMPLE

Un logement de trois pièces fourni gratuitement par l'employeur à un salarié dont la rémunération brute s'élève par ailleurs à 3 000 € par mois (soit entre 0,9 et 1,1 fois le plafond de la sécurité sociale) doit, en 2013, être évalué à  $104,10 \text{ €} \times 3 = 312,30 \text{ €}$  par mois.

Tableau 3. Barème mensuel d'évaluation de l'avantage en nature logement.

LOGEMENTS	RÉMUNÉRATION MENSUELLE BRUTE (R)							
	$R < 0,5 P$	$0,5 P \leq R < 0,6 P$	$0,6 P \leq R < 0,7 P$	$0,7 P \leq R < 0,9 P$	$0,9 P \leq R < 1,1 P$	$1,1 P \leq R < 1,3 P$	$1,3 P \leq R < 1,5 P$	$R \geq 1,5 P$
Logement d'une pièce principale	65,80	76,90	87,80	98,60	120,70	142,50	164,50	186,50
Autres logements (par pièce principale)	35,10	49,40	65,80	82,20	104,10	126,10	153,40	175,50

P = plafond mensuel de la sécurité sociale, soit 3 086 € en 2013 (37 032 € pour l'année).

17. Y compris les allocations pour frais d'emploi dont ils bénéficient, dans les limites précisées par le BOI-RSA-CHAMP-20-50-10-30.

Pour les salariés ne pouvant accomplir leur activité sans être logés dans les locaux où ils exercent leur fonction (agents publics logés par "nécessité absolue de service", personnel de sécurité et de gardiennage...), la valeur de l'avantage de logement subit un abattement pour sujétions de 30 % sur la valeur locative cadastrale du logement ou sur l'évaluation forfaitaire.

## Véhicule

Lorsqu'un véhicule d'entreprise est mis à la disposition d'un salarié qui l'utilise à des fins à la fois professionnelles et personnelles, l'utilisation privée constitue un avantage en nature imposable. L'avantage résultant de l'utilisation privée du véhicule est évalué sur la base des dépenses réellement engagées ou, sur option de l'employeur, sur la base d'un forfait annuel (voir tableau 4).

## Outils issus des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC)

L'utilisation à titre privé par le salarié d'outils issus des nouvelles technologies de l'information et de la communication (téléphone mobile, micro-ordinateur...), mis à sa disposition par l'employeur est évaluée sur la base des dépenses réellement engagées ou, sur option de l'employeur, sur la base d'un forfait égal à 10 % du coût d'achat de ces outils ou, le cas échéant, égal à 10 % de l'abonnement, toutes taxes comprises.

### → NE DÉCLAREZ PAS

L'avantage en nature qui résulte de la remise gratuite par votre employeur de matériels informatiques entièrement amortis (CGI, art. 81-31° bis). Il s'agit de matériels informatiques (ordinateurs et équipements accessoires) et des logiciels nécessaires à leur utilisation, pouvant permettre l'accès à internet, dont le prix de revient global est au plus égal à 2 000 € par salarié et par an (BOI-RSA-CHAMP-20-30-50).

Si l'avantage reçu dépasse le plafond de 2 000 €, vous devez ajouter l'excédent à vos salaires imposables (lignes 1AJ à 1DJ).

## Autres avantages en nature

Les autres avantages en nature sont retenus pour leur valeur réelle.

## Cas particulier des dirigeants de sociétés

Par principe, l'évaluation des avantages en nature des dirigeants se fait pour leur valeur réelle. Il est toutefois admis de retenir les évaluations forfaitaires pour l'avantage résultant de l'usage privé d'un véhicule ou des NTIC.

L'évaluation des avantages de nourriture et de logement se fait en revanche sur la base de leur montant réel. Toutefois les dirigeants mentionnés aux 1°, 2° et 3° b de l'article 80 ter du CGI et aux 11°, 12° et 23° de l'article L. 311-3 du code de la sécurité sociale qui justifient de la régularité d'un contrat de travail et d'un mandat social peuvent bénéficier de l'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature nourriture et logement.

Tableau 4. Évaluation de l'usage privé d'un véhicule mis à disposition du salarié.

MODE D'ÉVALUATION		VÉHICULE DE MOINS DE 5 ANS	VÉHICULE DE PLUS DE 5 ANS	VÉHICULE EN LOCATION <sup>1</sup>
Selon dépenses réelles (évaluation annuelle)	Dépenses prises en compte	Amortissement, soit <b>20 %</b> du coût d'achat TTC du véhicule + assurance + frais d'entretien	Amortissement, soit <b>10 %</b> du coût d'achat TTC du véhicule + assurance + frais d'entretien	Coût de location + assurance + frais d'entretien
	Montant de l'avantage en nature	(Montant total des dépenses ci-dessus) × (kilométrage à titre privé/kilométrage total du véhicule) + le cas échéant, frais réels de carburant pris en charge par l'employeur		
Selon forfait annuel	L'employeur ne paie pas le carburant	<b>9 %</b> du coût d'achat TTC du véhicule	<b>6 %</b> du coût d'achat TTC du véhicule	<b>30 %<sup>2</sup></b> du coût global annuel (location, assurance, entretien)
	L'employeur paie le carburant	Idem + frais réels carburant ou sur option, <b>12 %</b> du coût d'achat TTC du véhicule	Idem + frais réels carburant ou sur option, <b>9 %</b> du coût d'achat TTC du véhicule	Idem + frais réels carburant ou sur option, <b>40 %<sup>2</sup></b> du coût global annuel (location, assurance, entretien, carburant)

1. Le cas échéant avec option d'achat.

2. L'évaluation forfaitaire ainsi obtenue est, le cas échéant, plafonnée à celle applicable pour les véhicules achetés.



## AUTRES REVENUS IMPOSABLES

❶ Vous devez déclarer lignes 1AP à 1DP le montant de vos revenus imposables dans la catégorie des traitements et salaires mais qui n'ouvrent pas droit à la prime pour l'emploi. La prime ayant pour objectif le retour à l'emploi ou le maintien dans l'activité, elle n'est pas calculée sur les revenus qui ne proviennent pas de l'exercice d'une activité professionnelle ni sur les indemnités perçues au titre de mandats électifs.

### → DÉCLAREZ

Déclarez lignes 1AP à 1DP le montant des revenus suivants (sans les indiquer lignes 1AJ à 1DJ) :

- les allocations de chômage, notamment :
  - allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE), perçue dans le cadre du régime d'assurance ;
  - aide différentielle de reclassement ;
  - allocation temporaire d'attente (ATA), allocation de solidarité spécifique (ASS), allocation équivalent retraite (AER) pour ceux qui en bénéficiaient avant le 1.1.2011, allocation transitoire de solidarité, allocation en faveur des demandeurs d'emploi en formation, allocation de fin de formation (pour ceux qui en bénéficiaient avant le 1.1.2009) perçues dans le cadre du régime de solidarité ;
  - aide exceptionnelle pour l'emploi versée aux demandeurs d'emploi qui ne bénéficient pas d'une formation rémunérée, d'un contrat aidé ou, pour les cadres, d'un accompagnement renforcé ;
  - allocation complémentaire perçue dans le cadre du maintien des droits au revenu de remplacement ;
- les allocations de préretraite, notamment allocation de préretraite progressive, allocation spéciale FNE (préretraite-licenciement), allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE), allocation de cessation d'activité de certains travailleurs salariés (CATS), allocation de préretraite-amiante, congé de fin d'activité du secteur public, allocations perçues dans le cadre de dispositifs de préretraite d'entreprise ;
- les indemnités versées aux membres du Parlement (députés et sénateurs) et aux députés européens ;
- les indemnités versées aux membres du Conseil économique social et environnemental et du Conseil constitutionnel ;
- les indemnités versées aux élus locaux si vous optez pour l'imposition de ces indemnités à l'impôt sur le revenu. Si ces indemnités ont été soumises à la retenue à la source, vous devez les indiquer ligne 8BY ou 8CY de la 2042<sup>1</sup>.

### À NOTER

Si vous demandez l'étalement sur quatre ans de la partie imposable de votre indemnité de départ à la retraite ou de mise à la retraite, seule la fraction imposée au titre de l'année de perception de l'indemnité est retenue pour le calcul de la prime pour l'emploi et doit être déclarée ligne 1AJ ou 1BJ. Les fractions que vous déclarez les trois années suivantes doivent être indiquées ligne 1AP ou 1BP.

## HEURES SUPPLÉMENTAIRES EXONÉRÉES

(CGI, art. 81 quater ; BOI-RSA-CHAMP-20-50-20)

L'article 3 de la loi n° 2012-958 du 16.8.2012 de finances rectificative pour 2012 a abrogé à compter du 1.8.2012 l'article 81 quater du CGI qui prévoyait l'exonération d'impôt sur le revenu des rémunérations versées au titre des heures supplémentaires et complémentaires de travail.

Ainsi, les rémunérations perçues à raison des heures supplémentaires et complémentaires effectuées à compter du 1.8.2012 sont imposables à l'impôt sur le revenu dans les conditions de droit commun des traitements et salaires quelle que soit la date de leur versement.

Toutefois, il est admis que l'article 81 quater précité reste applicable dans sa rédaction antérieure au 1.8.2012 aux rémunérations des heures supplémentaires et complémentaires de travail réalisées pendant des périodes de décompte du temps de travail ne correspondant pas au mois calendaire lorsque celles-ci sont en cours au 1.8.2012 et sous réserve qu'elles se terminent au plus tard le 31.12.2012. Les heures supplémentaires et complémentaires concernées demeurent exonérées quelle que soit la date de leur paiement (qui a pu intervenir en 2013).

L'exonération d'impôt sur le revenu s'applique à la rémunération des **heures ou jours supplémentaires** visés à l'article 81 quater du CGI, effectués, suivant le cas, avant le 1.8.2012 ou le 31.12.2012. Il s'agit :

- des heures effectuées au-delà de la durée légale du travail (35 heures par semaine) ou de la durée équivalente dans certains secteurs d'activité ;

### À NOTER

Lorsque la durée conventionnelle du travail est inférieure à la durée légale, les heures effectuées au-delà de cette durée conventionnelle jusqu'à la durée légale ne constituent pas des heures supplémentaires.

- des heures effectuées par le salarié en accord avec son employeur, au-delà du contingent d'heures supplémentaires applicable dans l'entreprise ou l'établissement ;
- lorsque la durée de travail est organisée sous forme de cycle, des heures effectuées au-delà de la durée moyenne de 35 heures calculée sur la durée du cycle ;
- en cas de modulation du temps de travail, des heures accomplies au-delà de la durée maximale hebdomadaire fixée par l'accord collectif de modulation, ainsi que, en fin de période de modulation, des heures effectuées au-delà de la durée annuelle de 1 607 heures mais non déjà rémunérées en cours d'année ;

Figure 3. Déclaration n° 2042 K.

TRAITEMENTS, SALAIRES	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
Revenus d'activité connus				
Corrigez si le montant est inexact	1AJ	1BJ	1CJ	1DJ
Autres revenus imposables connus préretraite, chômage				
Corrigez si le montant est inexact	1AP	1BP	1CP	1DP

– dans les entreprises ayant opté pour l’octroi de “jours RTT”, sur une période de 4 semaines ou sur l’année, des heures effectuées par semaine au-delà de 39 heures<sup>18</sup>, et des heures, autres que les précédentes, effectuées selon l’organisation retenue par l’entreprise, au-delà d’une durée moyenne de 35 heures appréciée sur la période de 4 semaines ou au-delà d’une durée annuelle de 1 607 heures ;

– pour les salariés au “forfait annuel”, des heures effectuées au-delà de 1607 heures (convention de forfait annuel en heures) ou des jours de repos auxquels le salarié a renoncé au-delà de 218 jours de travail par an (convention de forfait annuel en jours).

L’exonération est également applicable à la rémunération des **heures complémentaires** effectuées avant le 1.8.2012 ou le 31.12.2012 (en cas de tolérance). Il s’agit des heures effectuées par un salarié à temps partiel au-delà de la durée prévue par son contrat de travail.

Elles sont plafonnées à 1/10<sup>e</sup> de la durée hebdomadaire ou mensuelle fixée par le contrat de travail ou à une limite supérieure qui peut être portée jusqu’au tiers de l’horaire contractuel par un accord collectif. Toutefois, les heures complémentaires ne peuvent pas avoir pour effet de porter la durée du travail à 35 heures par semaine, c’est-à-dire au “temps plein”.

#### À NOTER

– Pour les agents des trois fonctions publiques (hospitalière, territoriale et de l’État), l’exonération au titre des heures supplémentaires s’applique aux indemnités énumérées par le décret n° 2007-1430 du 4.10.2007 modifié en dernier lieu par le décret n° 2010-1356 du 11.11.2010.

– Pour les assistantes maternelles soumises à la convention collective nationale du travail des assistantes maternelles employées par un particulier, l’exonération s’applique :

- aux heures supplémentaires : heures effectuées au-delà de 45 heures par semaine ;
- aux heures complémentaires : heures effectuées au-delà de la durée prévue par le contrat de travail, jusqu’à 45 heures par semaine.

– Pour les salariés employés au domicile d’un particulier, l’exonération s’applique aux heures supplémentaires c’est-à-dire celles effectuées au delà de 40 heures au domicile d’un même employeur. En revanche, la convention collective nationale des salariés du particulier ne prévoit pas la possibilité de réaliser des heures complémentaires. Aucune heure complémentaire ne peut donc être exonérée.

La rémunération totale des heures (ou jours) supplémentaires et des heures complémentaires effectuées avant le 1.8.2012 ou le 31.12.2012 (en cas de tolérance), y compris la majoration de salaire, est exonérée d’impôt sur le revenu.

Cependant, pour la majoration, l’exonération s’applique dans la limite des taux de majoration prévus par la convention collective ou l’accord professionnel ou interprofessionnel ou, à défaut (par exemple en présence d’un simple accord d’entreprise ou d’établissement), dans la limite des taux de :

– 25 % pour les 8 premières heures supplémentaires et pour les heures complémentaires ;

– 50 % pour les heures supplémentaires au-delà de 8.

La partie de la rémunération qui excède cette limite n’est pas exonérée.

Ces rémunérations exonérées ne sont pas comprises dans le montant des salaires imposables indiqués lignes 1AJ à 1DJ.

En principe, le montant des rémunérations exonérées est indiqué sur les bulletins de salaire de façon distincte de celui des salaires imposables.

Le montant des salaires exonérés au titre des heures supplémentaires ou complémentaires est retenu pour la détermination du revenu fiscal de référence et pour le calcul de la prime pour l’emploi.

❶ Le montant des salaires exonérés est prérempli au-dessus des lignes 1AU et 1BU.

Si ce montant est inexact ou si vos enfants à charge ont effectué des heures (ou jours) supplémentaires ou des heures complémentaires exonérées, indiquez le montant perçu lignes 1AU à 1DU.

Figure 4. Déclaration n° 2042 K.

**1 I TRAITEMENTS, SALAIRES, PRIME POUR L’EMPLOI, PENSIONS, RENTES** Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche

Heures supplémentaires exonérées effectuées en 2012, payées en 2013 : revenus connus	1				
Corrigez si le montant est inexact	1AU		1BU		1CU 1DU

18. Ou du plafond inférieur fixé par convention ou accord s’il est supérieur à 35 heures.

## DÉDUCTION DES FRAIS PROFESSIONNELS

(CGI, art. 83-3°; BOI-RSA-BASE-30-50; PF 468)

Ces frais sont déductibles dans la mesure où ils sont directement liés à la fonction ou à l'emploi.

La déduction se fait au choix du contribuable :

- soit forfaitairement,
- soit en justifiant des frais réellement exposés.

### À NOTER

Dans un foyer, chaque personne peut choisir le mode de déduction des frais professionnels qui lui est le plus favorable.

Pour chaque personne, le choix entre la déduction forfaitaire et la déduction des frais réels doit être le même pour l'ensemble de ses activités imposées selon les modalités des traitements et salaires.

Pour la même personne, la déduction forfaitaire de 10 % ou la déduction des frais réels s'applique sur le total des revenus d'activité (lignes 1AJ à 1DJ) et des autres revenus (lignes 1AP à 1DP).

## DÉDUCTION FORFAITAIRE DE 10 %

(BOI-RSA-BASE-30-50-20)

Cette déduction est applicable à tous les salariés et associés ou gérants visés à l'article 62 du CGI qui ne demandent pas la déduction des frais réels.

Elle couvre les dépenses professionnelles courantes, auxquelles la plupart des salariés doivent faire face pour être en mesure d'occuper leur emploi ou d'exercer leurs fonctions.

Entrent notamment dans cette catégorie :

- les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
- les frais de restauration sur le lieu du travail (dépenses supplémentaires par rapport au coût des repas pris au domicile);
- les frais de documentation personnelle et de mise à jour des connaissances nécessitées par l'activité professionnelle.

La déduction de 10 % est calculée automatiquement pour chaque bénéficiaire sur le total des sommes portées lignes 1AJ à 1DJ et 1AP à 1DP. Ne la déduisez pas.

Les indemnités pour frais professionnels couverts par la déduction de 10 % doivent être ajoutées aux salaires (lignes 1AJ à 1DJ).

Le minimum de déduction est de **424 €**. Mais, lorsque la rémunération est inférieure à 424 €, la déduction est limitée au montant de la rémunération.

Le maximum de déduction est de **12 097 €**, pour chaque membre du foyer.

❶ Si vous (ou l'un des membres de votre foyer fiscal) êtes demandeur d'emploi, inscrit depuis plus d'un an, cochez la case 1AI à 1DI correspondante. Vous bénéficierez d'une déduction forfaitaire minimale de 931 €.

La constatation que la période de 12 mois consécutifs d'inscription sur les listes du Pôle Emploi est écoulée peut se faire à tout moment de l'année d'imposition.

## DÉDUCTION DES FRAIS RÉELS JUSTIFIÉS

(BOI-RSA-BASE-30-50-30; PF 474)

Si vous avez engagé un montant de dépenses professionnelles supérieur à celui de la déduction forfaitaire de 10 % vous pouvez demander à déduire le montant de vos frais réels, à condition de pouvoir les justifier. Pour présenter un caractère déductible, les dépenses doivent être :

- nécessitées par l'exercice d'une activité salariale ;
- effectuées dans le seul but de l'acquisition ou de la conservation des salaires déclarés ;
- payées au cours de l'année 2013 ;
- justifiées. Vous devez pouvoir établir la réalité des frais et justifier de leur montant, sauf exceptions<sup>19</sup>, par tous moyens (factures, quittances, attestations, etc.).

Les justifications doivent être d'autant plus précises que le montant des dépenses dont la déduction est demandée présente un caractère exceptionnel. Il en est ainsi lorsque ce montant paraît disproportionné eu égard à la nature et à l'importance de votre activité professionnelle, aux obligations qu'elle comporte ou au niveau de rémunération perçue.

❷ Si vous optez pour cette déduction :

- portez le montant des frais lignes 1AK à 1DK sans les retrancher des sommes portées lignes 1AJ à 1DJ et 1AP à 1DP ; l'opération sera faite automatiquement ;
- indiquez le détail de vos frais dans une note explicative ;
- conservez les pièces justificatives de vos frais pendant au moins les trois années civiles qui suivent celle de leur paiement (factures, quittances, attestations, notes de restaurant, d'hôtel, etc.).

❸ La totalité des indemnités pour frais professionnels (remboursement de frais y compris la prise en charge des frais de trajet

Figure 5. Déclaration n° 2042 K.

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
<b>TRAITEMENTS, SALAIRES</b>				
Revenus d'activité connus .....				
Corrigez si le montant est inexact .....	1AJ <b>❸</b>	1BJ	1CJ	1DJ
<b>Autres revenus imposables connus</b> <i>préretraite, chômage</i> .....				
Corrigez si le montant est inexact .....	1AP	1BP	1CP	1DP
<b>Frais réels</b> <i>liste détaillée sur papier libre</i> .....	1AK <b>❷</b>	1BK	1CK	1DK
<b>Demandeur d'emploi de plus d'un an</b> .....	1AI <b>COCHEZ</b> <b>❶</b>	1BI <b>COCHEZ</b>	1CI <b>COCHEZ</b>	1DI <b>COCHEZ</b>

19. Ainsi, les voyageurs et représentants de commerce peuvent évaluer forfaitairement les dépenses occasionnées par les relations avec la clientèle (frais de correspondance, invitations, cadeaux...) à 2 % du montant des commissions, dans la limite annuelle de 765 €.

domicile-travail; indemnités forfaitaires; allocations en nature, notamment l'avantage procuré par la mise à disposition d'une voiture) doit être ajoutée aux salaires (lignes 1AJ à 1DJ).

## Exemples de frais déductibles

### Frais supplémentaires de nourriture

Si vous justifiez que votre activité professionnelle vous oblige à prendre certains repas hors de chez vous du fait notamment de vos horaires de travail ou de l'éloignement de votre domicile qui ne vous permettent pas de rejoindre votre domicile pour déjeuner **et**:

#### **Vous ne disposez pas d'un mode de restauration collective sur votre lieu de travail ou à proximité:**

- si vous avez des justifications complètes et précises, le montant des frais supplémentaires est égal à la différence entre le prix du repas payé et la valeur du repas pris au foyer. Cette dernière est égale au montant retenu pour l'évaluation des avantages en nature, soit 4,55 € en 2013;
- si vous n'avez pas de justifications détaillées, l'existence de frais supplémentaires de repas est présumée et les frais supplémentaires sont évalués à 4,55 € par repas.

#### **Vous disposez d'un mode de restauration collective sur votre lieu de travail ou à proximité:**

vous pouvez, le cas échéant, déduire le montant des frais supplémentaires égal à la différence entre le prix du repas payé "à la cantine" et la valeur du repas pris au foyer (évalué à 4,55 € pour 2013), si vous avez des justificatifs.

La somme obtenue est diminuée, le cas échéant, de la participation de l'employeur à l'acquisition de titres-restaurant.

### Frais de transport du domicile au lieu de travail

Lorsque la distance entre le domicile et le lieu de travail n'excède pas 40 km, vous pouvez déduire le montant de vos frais réels de transport à condition d'en justifier.

Lorsque cette distance est supérieure, la déduction est admise dans les mêmes conditions pour les 40 premiers kilomètres. Pour bénéficier de la déduction au-delà de ces 40 premiers kilomètres, vous devez pouvoir justifier l'éloignement entre votre domicile et votre lieu de travail par des circonstances particulières liées notamment à l'emploi occupé ou par des circonstances, autres que des convenances personnelles, d'ordre familial ou social (*BOI-RSA-BASE-30-50-30-20*):

- difficultés à trouver un emploi à proximité de votre domicile notamment si celui-ci est situé en zone rurale ou si vous avez été licencié. Si vous avez trouvé un emploi situé à plus de 40 km de votre domicile après un licenciement, vous pouvez déduire vos frais de déplacement pendant un délai raisonnable (estimé à 3 ans) pour vous assurer la stabilité de l'emploi et vous reloger;
- difficulté à trouver un logement à proximité de l'emploi par exemple si celui-ci est situé du côté étranger d'une zone frontalière;
- précarité ou mobilité de l'emploi exercé;
- mutation géographique professionnelle;

- exercice d'une activité professionnelle par votre conjoint<sup>20</sup> à proximité du domicile commun;
- votre état de santé ou celui-ci d'un membre de votre famille;
- problèmes de scolarisation des enfants;
- prix des logements à proximité du lieu de travail hors de proportion avec vos revenus;
- exercice de fonctions électives au sein d'une collectivité locale.

Vous devez joindre une note explicative à votre déclaration de revenus, précisant les raisons de cet éloignement.

Si vous avez le choix entre plusieurs modes de transport, vous pouvez emprunter celui qui vous convient le mieux à condition que ce choix ne soit pas contraire à une logique élémentaire compte tenu du coût et de la qualité des moyens de transport collectif.

De même, vous ne pouvez en principe déduire que les frais afférents à un seul aller-retour quotidien. Les frais de transport afférents à un second aller-retour quotidien ne sont déductibles que par les salariés justifiant de circonstances particulières: problèmes personnels de santé, existence au domicile de personnes nécessitant votre présence, impossibilité de se restaurer à proximité du lieu de travail; horaires de travail atypiques (par exemple des heures de travail réparties en début et en fin de journée).

Seuls, les frais justifiés et exposés à titre professionnel sont admis; quelle que soit la distance parcourue, vous devez pouvoir justifier de la réalité et du montant des frais engagés. Il est possible de faire état des frais suivants: dépréciation effective du véhicule, dépenses de carburant, de pneumatiques, de réparation et d'entretien, primes d'assurance, frais de garage.

Toutefois, depuis l'imposition des revenus de 2012, les frais réels déductibles autres que les frais de péage, de garage ou de parking et que les intérêts afférents à l'achat à crédit du véhicule ne peuvent pas excéder le montant qui résulte de l'application du barème kilométrique indiqué ci-après, à distance parcourue identique, pour un véhicule de la puissance administrative maximale retenue par le barème.

Vous devez donc limiter à ce montant maximal le montant des frais dont vous demandez la déduction.

Pour vous permettre d'apprécier plus facilement vos frais de voiture, vélomoteur ou motocyclette, l'administration met à votre disposition des tableaux d'évaluation des prix de revient kilométriques et des barèmes d'évaluation des frais de carburant. Vous devez pouvoir justifier la réalité et l'importance du kilométrage parcouru ainsi que l'utilisation du véhicule pour les besoins de l'activité professionnelle.

20. Si vous vivez en concubinage, vous pouvez, dans les mêmes conditions, invoquer des circonstances particulières liées à la situation professionnelle ou personnelle de votre concubin sous réserve de pouvoir établir par tous moyens la stabilité et la continuité de votre relation. Ces critères ne seront considérés comme remplis qu'en présence d'indices précis et concordants tels que: reconnaissance d'un enfant, qualité d'ayant droit du concubin pour l'assurance maladie, quittances EDF, GDF ou Télécom établies simultanément ou alternativement au nom des deux concubins, contrat de bail du logement au nom des deux concubins, acquisition conjointe de la résidence principale, "attestation ou certificat" de concubinage établi par le maire en présence de deux témoins...

### Barème kilométrique applicable aux automobiles

Le barème comprend la dépréciation du véhicule, les frais de réparations et d'entretien, les dépenses de pneumatiques, la consommation de carburant et les primes d'assurances (cf. tableau 5 et BOI-BAREME-000001).

Pour les véhicules électriques, la location de la batterie et les frais liés à sa recharge sont pris en compte au titre des frais de carburant et sont donc déjà inclus dans le barème.

Les frais de garage, de parking ou de parc-mètre sur le lieu professionnel et les frais de péage d'autoroute peuvent être ajoutés aux frais de transport évalués en fonction du barème, sous réserve qu'ils puissent être justifiés; la part correspondant à l'usage privé du véhicule n'est pas déductible.

Les intérêts annuels afférents à une voiture achetée à crédit peuvent être ajoutés, au prorata de l'utilisation professionnelle.

Le barème kilométrique peut être utilisé pour les véhicules dont le salarié lui-même est propriétaire ou copropriétaire, ou dont le conjoint ou l'un des membres du foyer fiscal, est personnellement propriétaire.

Il peut également être utilisé par les contribuables qui louent leur véhicule mais les loyers, représentatifs de frais déjà pris en compte par le barème, ne sont pas déductibles en plus de celui-ci. Le barème peut être utilisé par un contribuable à qui le véhicule est prêté gratuitement lorsqu'il peut justifier qu'il prend effectivement en charge la quote-part des frais couverts par le barème, afférents à son usage professionnel. Cette quote-part peut être déterminée en rapportant la distance parcourue par le contribuable à titre professionnel à la distance totale parcourue par le véhicule pendant l'année.

Tableau 5. Barème kilométrique applicable aux automobiles.

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV et moins	$d \times 0,408$	$(d \times 0,244) + 820$	$d \times 0,285$
4 CV	$d \times 0,491$	$(d \times 0,276) + 1 077$	$d \times 0,330$
5 CV	$d \times 0,540$	$(d \times 0,303) + 1 182$	$d \times 0,362$
6 CV	$d \times 0,565$	$(d \times 0,318) + 1 238$	$d \times 0,380$
7 CV et plus	$d \times 0,592$	$(d \times 0,335) + 1 282$	$d \times 0,399$
d représente la distance parcourue			

Tableau 6. Barème kilométrique applicable aux motos, scooters de plus de 50 cm<sup>3</sup>.

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	$d \times 0,336$	$(d \times 0,084) + 756$	$d \times 0,210$
3, 4 ou 5 CV	$d \times 0,398$	$(d \times 0,070) + 984$	$d \times 0,234$
plus de 5 CV	$d \times 0,515$	$(d \times 0,067) + 1 344$	$d \times 0,291$

Tableau 7. Barème kilométrique applicable aux cyclomoteurs.

CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 5 000 KM	AU-DELÀ DE 5 000 KM
Moins de 50 cm <sup>3</sup>	$d \times 0,268$	$(d \times 0,063) + 410$	$d \times 0,145$

Depuis l'imposition des revenus de 2012, le barème du prix de revient kilométrique est établi pour des véhicules d'une puissance administrative maximale de sept chevaux.

### Barème kilométrique applicable aux deux-roues

Ce barème (voir tableaux 6 et 7 et BOI-BAREME-000001) comprend notamment la dépréciation du véhicule, les frais d'achat des casques et protections, les frais de réparation et d'entretien, les dépenses de pneumatiques, la consommation de carburant et les primes d'assurance. Les frais de garage ou de box et, pour les motos, les frais de péage d'autoroute peuvent être ajoutés, sous réserve des justificatifs nécessaires, au montant des frais de transport évalués en fonction du barème.

Le barème est désormais utilisable que le contribuable soit ou non propriétaire de son véhicule. Pour les contribuables qui louent leur véhicule, le loyer payé au titre de la location est couvert par le barème et ne peut donc pas être déduit en plus de celui-ci.

### Barèmes des frais de carburant

Les barèmes forfaitaires peuvent être retenus par les salariés pour l'évaluation des frais de carburant des véhicules automobiles ou deux-roues motorisés qu'ils utilisent à titre professionnel, qu'ils en soient propriétaires (s'ils ne font pas application des barèmes du prix de revient kilométrique global) ou que les véhicules soient pris à bail ou simplement prêtés.

Les tableaux 8 et 9 indiquent l'évaluation des frais de carburant par kilomètre parcouru (voir BOI-BAREME-000003).

Tableau 8. Barème des frais de carburant applicable aux automobiles.

PUISSANCE ADMINISTRATIVE	GAZOLE	SUPER SANS PLOMB	GPL
3 et 4 CV	0,075	0,101	0,065
5 à 7 CV	0,092	0,124	0,081
8 et 9 CV	0,109	0,148	0,096
10 et 11 CV	0,123	0,166	0,108
12 CV et plus	0,137	0,185	0,12

Tableau 9. Barème des frais de carburant applicable aux deux-roues.

CYLINDRÉE OU PUISSANCE ADMINISTRATIVE	FRAIS PAR KM
Moins de 50 cm <sup>3</sup>	0,033
de 50 cm <sup>3</sup> à 125 cm <sup>3</sup>	0,066
3, 4 et 5 CV	0,084
plus de 5 CV	0,116

### Frais exposés au cours des voyages ou déplacements professionnels

Transport<sup>21</sup>, nourriture, hébergement.

### Frais de déménagement

En cas de changement obligatoire de résidence pour obtenir un nouvel emploi (à l'exclusion des dépenses de réinstallation du foyer).

### Frais de vêtements

Vêtements spéciaux à la profession (uniformes, bleus de travail...) : frais d'achat et d'entretien (blanchissage uniquement pour des travaux particulièrement salissants) pour leur montant réel et justifié.

### Cotisations syndicales et primes d'assurance de responsabilité professionnelle

Si vous optez pour les frais réels, les cotisations syndicales sont déductibles de votre revenu salarial. Vous ne pouvez donc pas bénéficier du crédit d'impôt prévu par l'article 199 quater C du CGI.

### Frais de double résidence

Dépenses supplémentaires de logement, de nourriture ; frais de déplacement ; intérêts d'emprunt contracté pour l'acquisition de la deuxième résidence qui résultent pour vous de la nécessité de résider pour des raisons professionnelles dans un lieu distinct de votre domicile habituel, notamment lorsque votre conjoint, votre partenaire de PACS ou votre concubin (sous réserve qu'il s'agisse d'un concubinage stable et continu) exerce une activité professionnelle à proximité du domicile commun.

Au contraire, les frais de double résidence engagés ou prolongés pour des raisons qui répondent à de simples convenances personnelles ne sont pas admis en déduction.

### Frais de stage de formation professionnelle

Si vous êtes :

- salarié en activité ;
- ou demandeur d'emploi régulièrement inscrit auprès du service compétent.

### Frais pour l'acquisition d'un diplôme ou d'une qualification

Frais engagés en vue de permettre l'amélioration de la situation professionnelle ou l'accès à une autre profession, si vous êtes salarié ou demandeur d'emploi inscrit au Pôle Emploi. Si vous êtes étudiant, vous ne pouvez pas déduire les charges de remboursement d'un emprunt contracté pour la poursuite d'études supérieures ou l'obtention d'un diplôme.

### Frais de documentation professionnelle

Engagés en vue de vous perfectionner dans votre profession ou d'accroître vos connaissances professionnelles.

### Frais de recherche d'un emploi

En tant que demandeur d'emploi, vous pouvez également déduire les dépenses que vous avez effectivement exposées pour la recherche d'un nouvel emploi (frais de correspondance, frais de déplacement occasionnés par un rendez-vous chez un éventuel employeur...). Il en est de même si vous êtes salarié et si vous changez volontairement d'emploi.

### Dépenses afférentes aux locaux professionnels

Ces dépenses sont déductibles :

- lorsque votre employeur ne met pas à votre disposition un bureau ou un local spécifique nécessaire à l'exercice de l'activité professionnelle ;
- et qu'une partie de votre habitation principale est effectivement utilisée à des fins professionnelles.

Que vous soyez propriétaire ou locataire de votre habitation principale, vous pouvez déduire les dépenses propres au local affecté à l'usage professionnel ainsi qu'une quote-part des dépenses communes à l'ensemble du logement, calculée en fonction du rapport entre la superficie du local professionnel et la superficie totale du logement. Vous ne pouvez pas déduire le prix d'achat du local, ni son amortissement.

### Frais, droits et intérêts des emprunts

Emprunts contractés pour acquérir ou souscrire des parts ou actions d'une société exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale dans laquelle le salarié ou dirigeant exerce son activité professionnelle principale, dès lors que ces dépenses sont utiles à l'acquisition ou la conservation de ses revenus.

Le montant des frais, droits intérêts ne doit pas être hors de proportion avec les rémunérations perçues ou escomptées lors de la souscription de l'emprunt. À titre de règle pratique, le montant des intérêts déductibles est celui qui correspond à la part d'emprunt qui n'excède pas le triple de la rémunération annuelle perçue ou escomptée (*BOI-RSA-BASE-30-50-30-30*).

### Achats de matériel, outillage, mobilier de bureau

Biens (y compris meubles "meublants") utilisés pour l'exercice de la profession, dont la valeur unitaire hors taxe ne dépasse pas 500 € : les dépenses sont intégralement déductibles au titre de l'année de l'acquisition. Si un bien se compose de plusieurs éléments qui peuvent être achetés séparément (meubles de rangement modulables, par exemple), vous devez prendre en considération le prix global de ce bien et non la valeur de chaque élément pour l'appréciation de la limite de 500 €.

Au-delà de 500 €, seule la dépréciation annuelle est déductible (qui peut être réputée égale à une annuité d'amortissement calculée selon le mode linéaire).

### Matériel informatique

Vous devez avoir personnellement acheté ce matériel et l'utiliser dans le cadre et pour les besoins de votre profession. Seule la dépréciation est déductible.

Ainsi, un ordinateur acquis 2 300 € le 1.7.2013, pour un usage mi-professionnel, mi-privé, peut faire l'objet d'un amortissement sur 3 ans. L'annuité d'amortissement pour l'année 2013 s'élève à :  $2\,300\,€ \times 33,33\% \times \frac{6}{12} = 383\,€$ .

Vous pouvez donc déduire la fraction de cette annuité correspondant à l'usage professionnel de l'ordinateur :  $383\,€ \times 50\% = 192\,€$ .

### Logiciels

Le prix d'achat peut être déduit au titre de l'année du paiement, soit en totalité s'il s'agit d'un logiciel spécifiquement professionnel, soit en fonction de la seule utilisation professionnelle.

21. Reportez-vous au barème kilométrique en cas d'utilisation de votre voiture personnelle.



## Frais spécifiques aux professions artistiques

(BOI-RSA-BASE-30-50-30-30)

Les membres des professions artistiques qui optent pour la déduction des frais réels peuvent, s'ils le souhaitent, faire une évaluation forfaitaire de certains frais spécifiques. Dans ce cas, les autres frais non couverts par ces évaluations forfaitaires demeurent déductibles pour leur montant réel et justifié.

Pour les artistes musiciens, la déduction accordée au titre de l'amortissement des instruments de musique et des frais accessoires (entretien et assurance) ainsi que des matériels techniques à usage professionnel (matériel hi-fi, second instrument) est fixée à 14 % du montant de la rémunération nette annuelle<sup>22</sup>, y compris les rémunérations perçues au titre d'une activité d'enseignement artistique exercée à titre accessoire.

La déduction de 14 % ne tient pas compte des intérêts d'emprunts contractés le cas échéant par les artistes musiciens pour acquérir leur instrument de musique. La charge correspondante est donc déductible, dans la proportion de l'affectation de l'instrument concerné à l'activité professionnelle exercée à titre salarié, pour son montant réel acquitté au cours de l'année d'imposition.

Les artistes chorégraphiques, artistes lyriques et choristes peuvent, selon les mêmes modalités, évaluer à 14 % les frais de formation, les frais médicaux liés à leur activité professionnelle restant à leur charge et les frais d'instruments de musique.

Pour les artistes dramatiques, lyriques, cinématographiques ou chorégraphiques, les artistes musiciens, choristes, chefs d'orchestre et régisseurs de théâtre, les frais suivants peuvent être déduits globalement pour un montant égal à 5 % de la rémunération annuelle<sup>23</sup> : frais vestimentaires et de coiffure, de représentation, de communications téléphoniques professionnelles, de fournitures diverses, frais de formation et frais médicaux spécifiques autres que ceux des artistes chorégraphiques, lyriques et choristes. Les membres des professions concernées peuvent choisir de ne pratiquer qu'une des deux évaluations forfaitaires (14 % ou 5 %).

### À NOTER

L'enseignement des disciplines artistiques n'ouvre pas droit, en tant que tel, à l'évaluation forfaitaire de certains frais.

## PRIME POUR L'EMPLOI

(CGI, art. 200 sexes; BOI-IR-RICI-310; PF 123)

### ÉLIGIBILITÉ À LA PPE

#### Conditions à remplir

Vous pouvez bénéficier d'une prime pour l'emploi au titre des revenus de l'année 2013 si vous êtes domicilié en France et si les conditions suivantes sont remplies :

– le **revenu fiscal de référence** de votre foyer ne doit pas excéder **16 251 €** pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées ou bien **32 498 €** pour les couples mariés ou pacsés soumis à une imposition commune, majorés de **4 490 €**<sup>24</sup> par demi-part s'ajoutant à une part (personnes seules) ou à deux parts (couples mariés ou pacsés).

#### REVENU FISCAL DE RÉFÉRENCE

Le revenu fiscal de référence du foyer (CGI, art. 1417-IV) est égal :

- au montant net des revenus et plus-values retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu<sup>25</sup> (après application du quotient aux revenus exceptionnels ou différés dont le régime d'imposition est prévu par l'article 163-0A du CGI) ;
- majoré du montant :
  - des cotisations d'épargne retraite déduites du revenu global ;
  - de l'abattement de 40 % sur les revenus distribués ;
  - des revenus de capitaux mobiliers soumis à un prélèvement libératoire ;
  - des pensions de retraite soumises au prélèvement de 7,5 % ;
  - des revenus exonérés provenant de certaines activités BA, BIC, BNC, de l'abattement de 50 % sur le BNC des jeunes artistes créateurs, des honoraires exonérés provenant d'une activité de prospection commerciale exercée à l'étranger ;
  - des revenus des auto-entrepreneurs ayant opté pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu ;
  - des salaires exonérés au titre des heures (ou jours) supplémentaires ou complémentaires effectuées avant le 1.8.2012 ou, dans certains cas, le 31.12.2012 ;
  - des salaires exonérés perçus par les agents d'assurances exerçant leur activité dans une zone franche urbaine ;
  - des revenus exonérés en France perçus par les salariés détachés à l'étranger ;
  - des revenus exonérés des impatriés (salaires, revenus des professions non salariées, RCM, plus-values) et des salariés de la Chambre de commerce internationale ;
  - des indemnités de fonction des élus locaux, soumises à la retenue à la source ;
  - des revenus exonérés perçus par les fonctionnaires d'organisations internationales ou exonérés en vertu d'une convention internationale (en particulier salaires et pensions de source étrangère exonérés retenus pour le calcul du taux effectif) ;
  - des abattements pour durée de détention ou en cas de départ à la retraite d'un dirigeant appliqués sur les plus-values de cession de valeurs mobilières (CGI, art. 150-0 D et 150-0 D ter) ;
  - des produits et plus-values exonérés provenant des structures de capital-risque, des plus-values exonérées en cas de cession de titres de jeunes entreprises innovantes ou de cession de participations au sein du groupe familial ;

22. Prise dans la limite d'application de la déduction forfaitaire de 10 %, soit 120 970 € pour l'imposition des revenus de 2013.

23. Idem.

24. La limite du revenu fiscal de référence est majorée de 4 490 €/2 par quart de part attribué au titre d'un enfant en résidence alternée.

25. Revenus soumis au barème et revenus et plus-values soumis à un taux proportionnel (à l'exception des plus-values soumises à l'«exit tax» en cas de transfert du domicile fiscal hors de France).

- des plus-values de cession de droits sociaux de source française réalisées par les non-résidents;
- de certaines plus-values en report d'imposition (*CGI, art. 150-0 D bis*);
- des plus-values imposables de cession d'immeubles ou de biens meubles;
- des sommes transférées d'un CET à un PERCO ou à un régime obligatoire de retraite supplémentaire d'entreprise.

– un des membres de votre foyer fiscal (vous, votre conjoint ou partenaire du PACS ou une personne à votre charge) exerce une **activité professionnelle salariée ou non salariée**, à temps plein ou à temps partiel;

– le montant du revenu d'activité de chaque personne susceptible de bénéficier de la prime doit être supérieur ou égal à 3 743 € et inférieur ou égal à :

• **17 451 €**

> si la personne est célibataire ou divorcée sans enfant ou avec des enfants qu'elle n'élève pas seule ou veuve avec ou sans enfant à charge;

> si elle est mariée ou liée par un PACS et que chacun des deux conjoints ou partenaires exerce une activité lui procurant au moins 3 743 € dans l'année (couple bi-actif);

> si le bénéficiaire éventuel de la prime est une personne à charge du foyer fiscal, exerçant une activité professionnelle.

• **26 572 €**

> si la personne est mariée ou liée par un PACS et que seul l'un des deux conjoints ou partenaires exerce une activité lui procurant au moins 3 743 € dans l'année (couple mono-actif);

> si la personne est célibataire ou divorcée et élève seule un ou plusieurs enfants.

### À NOTER

Si vous exercez une activité salariée, vous devez indiquer la durée de votre activité dans le cadre "Prime pour l'emploi", page 3 de votre 2042<sup>1</sup> (ou, pour une activité exonérée exercée à l'étranger, page 1 de votre 2042C<sup>1</sup>). À défaut de cette indication, le calcul de la prime ne peut pas être effectué.

## Appréciation des seuils de revenus

**En cas de départ à l'étranger** ou de retour en France en cours d'année ou en cas de décès en cours d'année :

– Le **revenu fiscal de référence est converti** en année pleine avant d'être comparé aux seuils de 16 251 € et 32 498 €.

La conversion s'effectue en appliquant le coefficient 360/nombre de jours de la période au revenu fiscal de référence de la période. Chaque mois est considéré comme ayant 30 jours.

### EXEMPLE

Un contribuable qui a quitté la France le 10.3.2013 et dont le revenu fiscal de référence s'élève à 1 400 € pour la période du 1.1 au 9.3.2013, dispose d'un revenu fiscal de référence ramené à l'année pleine égal à :  $1\,400\,€ \times (360/69) = 7\,304\,€$ .

– Le **revenu d'activité est également converti** en équivalent année pleine par application du coefficient 360/nombre de jours de la période, pour apprécier le franchissement de la limite supérieure et pour le calcul de la prime.

**Si vous avez exercé votre activité à temps partiel ou sur une partie seulement de l'année**, le revenu d'activité déclaré est converti en équivalent temps plein pour apprécier la limite supérieure et pour le calcul de la prime :

- s'il s'agit d'une activité salariée, par application du coefficient 1 820/nombre d'heures rémunérées dans l'année;
- s'il s'agit d'une activité non salariée, par application du coefficient 360/nombre de jours d'activité dans l'année.

### À NOTER

La limite de 3 743 € est intangible. Elle constitue, dans toutes les situations, un minimum de revenu à percevoir pour ouvrir droit à la prime.

## Revenus ouvrant droit à la PPE

En ce qui concerne les revenus des **activités salariées**, la base de calcul de la prime est constituée par les sommes déclarées :

– lignes 1AJ à 1DJ de la 2042<sup>1</sup>, notamment :

- les traitements, salaires, droits d'auteur;
  - les avantages en nature;
  - les indemnités journalières de maladie et de longue maladie ou d'accident du travail, lorsqu'elles sont imposables à l'impôt sur le revenu; les indemnités de maternité lorsque le congé de maternité est précédé d'une période d'activité.
- Les indemnités perçues au titre de l'assurance maladie ou maternité ouvrent droit à la PPE lorsque le contrat de travail est suspendu. En cas de rupture du contrat de travail (période de maladie ou de maternité comprise dans une période de chômage notamment), les indemnités n'ouvrent pas droit à la PPE;
- les rémunérations perçues dans le cadre de contrats d'insertion ou de formation ainsi que l'allocation de retour à l'emploi formation (AREF);
  - la fraction imposable des sommes perçues lors de la rupture du contrat de travail.

En cas d'option pour l'étalement de l'indemnité de départ à la retraite, seule la fraction déclarée au titre de l'année de la rupture du contrat de travail doit être indiquée lignes 1AJ à 1DJ. Les fractions imposées les trois années suivantes doivent être déclarées lignes 1AP à 1DP et ne sont pas retenues pour le calcul de la PPE;

- les rémunérations perçues dans le cadre de la cessation progressive d'activité (CPA), du congé de conversion et du congé de reclassement;
- lignes 1AU à 1DU : revenus exonérés des heures ou jours supplémentaires et des heures complémentaires;
- ligne 0XX, page 2 de la 2042C<sup>1</sup>, lorsque les revenus exceptionnels ou différés déclarés sont constitués par des traitements ou salaires;
- lignes 1TV à 1TX et 1UV à 1UX de la 2042C<sup>1</sup> : gains réalisés lors de la levée d'option, en cas de revente des actions pendant le délai d'indisponibilité;
- lignes 1TT et 1UT de la 2042C<sup>1</sup> : gains de levée d'options sur titres et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012;
- lignes 3VJ et 3VK de la 2042C<sup>1</sup> : gains de cession de titres acquis dans le cadre d'options de souscription ou d'achat d'actions, imposables dans la catégorie des salaires;
- lignes 1AQ ou 1BQ de la 2042C<sup>1</sup> : salaires exonérés des agents d'assurance (en cas d'option pour le régime fiscal des salariés) lorsqu'ils exercent leur activité dans une zone franche urbaine;



- lignes 1LZ et 1MZ de la 2042C<sup>1</sup>: salaires de source étrangère exonérés en France ;
- lignes 1AC à 1DC de la 2042C<sup>1</sup>: salaires exonérés de source étrangère et des détachés à l'étranger, retenus pour le calcul du taux effectif.

### À NOTER

- La prime est calculée sur le montant des salaires avant déduction des frais professionnels.
- Pour les personnes qui déclarent des revenus après abattement (apprentis, assistantes maternelles, journalistes...), le montant du revenu servant au calcul de la prime est identique à celui qui est déclaré en matière d'impôt sur le revenu.
- Les revenus déclarés aux lignes 1AP à 1DP n'ouvrent pas droit à la prime pour l'emploi. Il s'agit des allocations de chômage, de préretraite; des indemnités de fonction des élus locaux; des indemnités perçues par les membres du Parlement, du Conseil économique, social et environnemental et du Conseil constitutionnel.

En ce qui concerne les **activités non salariées**, les revenus retenus pour le calcul de la PPE sont ceux qui proviennent d'une activité exercée à titre professionnel (cadres «revenus agricoles», «revenus industriels et commerciaux professionnels», «revenus non commerciaux professionnels» et «auto-entrepreneur» de la 2042C PRO<sup>1</sup>), à l'exclusion des plus-values taxées à 16 % et des déficits des années antérieures (voir p. 155).

## CALCUL DE LA PRIME

### Temps plein et temps partiel

Si vous exercez une activité salariée, vous devez indiquer la durée de votre activité dans le cadre "Prime pour l'emploi", page 3 de votre 2042<sup>1</sup>. À défaut de cette indication, le calcul de la prime ne peut pas être effectué.

**1** Si vous avez exercé votre activité à temps plein pendant l'année entière, cochez les cases 1AX à 1DX.

Cochez également ces cases en cas de départ à l'étranger ou de retour en France en cours d'année, si vous avez travaillé à temps complet pendant la période concernée par la déclaration.

**2** Si vous avez exercé votre activité à temps partiel, indiquez lignes 1AV à 1DV :

- le nombre d'heures rémunérées dans l'année si vous avez exercé votre activité à temps partiel pendant l'année entière ;
- ou le nombre d'heures rémunérées pendant votre période d'activité si vous l'avez exercée, à temps plein ou à temps partiel, pendant une partie de l'année seulement.

En cas de décès, de départ à l'étranger ou de retour en France en cours d'année, indiquez le nombre d'heures rémunérées pendant la période concernée par la déclaration, si vous avez travaillé à temps partiel.

Si vous avez exercé votre activité à temps partiel, vous pouvez trouver le nombre d'heures rémunérées, à déclarer lignes 1AV à 1DV :

- sur votre bulletin de salaire. Il comprend en principe les heures correspondant aux périodes de congés payés. Si ce n'est pas le cas, le nombre d'heures travaillées doit être majoré de 10 % ;
- sur votre contrat de travail. Si vous avez effectué des heures supplémentaires ou complémentaires non récupérées, vous devez les ajouter, même si elles sont exonérées d'impôt sur le revenu (salaire correspondant déclaré cases 1AU à 1DU).

Tableau 10. Nombre d'heures correspondant à un travail à temps partiel.

QUOTITÉ DE TRAVAIL	NOMBRE DE MOIS TRAVAILLÉS											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
10 %	15	30	46	61	76	91	106	121	137	152	167	182
20 %	30	61	91	121	152	182	212	243	273	303	334	364
30 %	46	91	137	182	227	273	319	364	410	455	500	546
40 %	61	121	182	243	303	364	425	485	546	607	667	728
50 %	76	152	228	303	379	455	531	607	683	758	834	910
60 %	91	182	273	364	455	546	637	728	819	910	1001	1092
70 %	106	212	319	425	531	637	743	849	956	1062	1168	1274
80 %	121	243	364	485	607	728	849	971	1092	1213	1335	1456
90 %	137	273	410	546	683	819	956	1092	1229	1365	1502	1638
100 %	152	303	455	607	758	910	1062	1213	1365	1517	1668	1820

Figure 6. Déclaration n° 2042 K.

### 1 I TRAITEMENTS, SALAIRES, PRIME POUR L'EMPLOI, PENSIONS, RENTES Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche

**POUR RECEVOIR LA PRIME POUR L'EMPLOI** Pour recevoir votre prime, joignez obligatoirement un RIB si vous ne l'avez pas déjà communiqué

Activité à temps plein exercée toute l'année 2013.....	1AX COCHEZ	<input checked="" type="checkbox"/>	1BX COCHEZ	<input type="checkbox"/>	1CX COCHEZ	<input type="checkbox"/>	1DX COCHEZ	<input type="checkbox"/>
Sinon, nombre d'heures payées dans l'année.....	1AV	<input checked="" type="checkbox"/>	1BV	<input type="checkbox"/>	1CV	<input type="checkbox"/>	1DV	<input type="checkbox"/>
Corrigez si le nombre est inexact.....	1AV	<input type="checkbox"/>	1BV	<input type="checkbox"/>	1CV	<input type="checkbox"/>	1DV	<input type="checkbox"/>

Si ces documents ne vous permettent pas de déterminer votre nombre d'heures rémunérées, vous pouvez utiliser le tableau 10.

- Si vous avez exercé votre activité selon des quotités différentes au cours de l'année, additionnez le nombre d'heures correspondant à chaque période.
- Si vous avez exercé votre activité pendant une partie du mois seulement, vous pouvez retenir un mois entier d'activité.
- Si la quotité de travail a été modifiée en cours de mois, vous pouvez retenir la quotité la plus élevée pour tout le mois.

### À NOTER

- Pour apprécier les limites de 17 451 € et de 26 572 €, le revenu d'activité déclaré doit être converti en temps plein sur une année entière :
- si vous avez exercé votre activité à temps partiel, en le multipliant par le coefficient 1 820/nombre d'heures rémunérées ;
- si vous déposez une déclaration au titre d'une partie de l'année seulement et si vous avez travaillé à temps plein, en le multipliant par le coefficient 360/nombre de jours de la période.
- La limite de 3 743 € est intangible. Elle constitue dans tous les cas un minimum de revenu à percevoir pour ouvrir droit à la prime.
- Lorsque aucune des lignes concernant la durée d'activité 5NW à 5PW et 5NV à 5PV n'est remplie, l'activité non salariée est considérée comme exercée à temps plein.
- Lorsque le nombre d'heures indiqué lignes 1AV à 1DV est supérieur ou égal à 1 820 ou lorsque le nombre de jours déclaré lignes 5NV à 5PV est supérieur ou égal à 360, l'activité est également considérée comme exercée à temps plein.

## La prime individuelle

Le montant de la prime individuelle est calculé en fonction de la situation de famille du bénéficiaire, à partir du montant du revenu d'activité en année pleine (après conversion si l'activité est exercée à temps partiel ou sur une partie de l'année seulement) selon les modalités indiquées dans le tableau 11.

Lorsque l'activité est exercée à temps partiel, le calcul de la prime est effectué à partir du revenu converti en équivalent temps plein par application du coefficient 1 820/nombre d'heures rémunérées indiqué lignes 1AV à 1DV.

Puis la prime calculée en équivalent temps plein est convertie en temps partiel par division par le coefficient 1 820/nombre d'heures rémunérées.

Elle fait ensuite l'objet d'une majoration :

- Lorsque l'activité est exercée jusqu'à 50 %, c'est-à-dire lorsque le nombre d'heures rémunérées est inférieur ou égal à 910 (le coefficient 1 820/nombre d'heures est alors supérieur ou égal à 2), le montant de la prime individuelle correspondant au temps partiel est majoré de 85 %.

### EXEMPLE

Un célibataire a travaillé à mi-temps en 2013. Il a déclaré un salaire de 6 240 € et 910 heures d'activité.

Le coefficient de conversion est de 1 820/910, soit 2.

Revenu converti en équivalent temps plein :

$$6\,240 \times 1\,820/910 = 12\,480 \text{ €}.$$

Prime correspondant au temps plein :

$$(17\,451 - 12\,480) \times 19,3 \% = 959,40 \text{ € arrondi à } 959 \text{ €}.$$

Prime ramenée au temps partiel :  $959 \times 910/1\,820 = 479,5 \text{ € arrondi à } 480 \text{ €}.$

Prime individuelle :  $480 \times 1,85 = 888 \text{ €}.$

- Lorsque l'activité est exercée au-delà de 50 %, c'est-à-dire lorsque le nombre d'heures rémunérées est supérieur à 910 et inférieur à 1 820 (le coefficient 1 820/nombre d'heures est alors inférieur à 2 et supérieur à 1), la prime individuelle est égale à 15 % de la prime temps partiel majorée de 85 % de la prime temps plein.

Tableau 11. Calcul de la prime individuelle.

SITUATION DE FAMILLE	REVENU D'ACTIVITÉ EN ANNÉE PLEINE (R) <sup>1</sup>	PRIME INDIVIDUELLE EN ANNÉE PLEINE
– Célibataire, veuf <sup>4</sup> , divorcé – ou marié bi-actif <sup>2</sup> – ou personne à charge du foyer exerçant une activité professionnelle rémunérée au moins 3 743 €	3 743 ≤ R ≤ 12 475	R × 7,7 %
	12 475 < R ≤ 17 451	(17 451 – R) × 19,3 %
Marié mono-actif <sup>3</sup>	3 743 ≤ R ≤ 12 475	(R × 7,7 %) + 83
	12 475 < R ≤ 17 451	[(17 451 – R) × 19,3 %] + 83
	17 451 < R ≤ 24 950	83
	24 950 < R ≤ 26 572	(26 572 – R) × 5,1 %
Célibataire ou divorcé ayant coché la case T <sup>4</sup>	3 743 ≤ R ≤ 12 475	(R × 7,7 %)
	12 475 < R ≤ 17 451	(17 451 – R) × 19,3 %
	17 451 < R ≤ 26 572	0 <sup>5</sup>

1. Le revenu déclaré doit être au moins égal à 3 743 €

2. Les couples bi-actifs sont les couples mariés ou liés par un PACS dont les deux conjoints (ou partenaires) exercent une activité leur procurant au moins 3 743 € avant conversion éventuelle en équivalent temps plein.

3. Les couples mono-actifs sont les couples mariés ou liés par un PACS dont un seul des conjoints (ou partenaires) exerce une activité lui procurant au moins 3 743 € avant conversion éventuelle en équivalent temps plein.

4. Les veufs ayant au moins un enfant ou une personne à charge bénéficient du même nombre de parts que les couples mariés. La case T ne les concerne pas.

5. Dans ce cas, le foyer peut bénéficier de la majoration forfaitaire de 72 € s'il a une ou plusieurs personnes à charge.

**EXEMPLE**

Un célibataire a travaillé à 80 % (1 456 heures) en 2013.  
 Il a déclaré un salaire de 8 970 €.  
 Le coefficient de conversion est de  $1\,820/1\,456$ , soit 1,25.  
 Revenu converti :  $8\,970 \times 1\,820/1\,456 = 11\,212,5$  arrondi à 11 213 €.  
 Prime correspondant au temps plein :  $11\,213 \times 7,7\% = 863,40$  € arrondi à 863 €.  
 Prime temps partiel :  $863 \times 1\,456/1\,820 = 690,40$  € arrondi à 690 €.  
 Prime individuelle :  
 $(690 \times 0,15) + (863 \times 0,85) = 103,50 + 733,55 = 837,05$  € arrondi à 837 €.

**À NOTER**

- La majoration de 83 € attribuée aux couples mono-actifs n'est pas réduite en fonction de la durée d'activité effective. Elle s'ajoute en dernier lieu, à la fin du calcul de la prime individuelle correspondant au temps partiel.
- En cas de déclaration déposée au titre d'une partie de l'année seulement, le montant de la prime correspondant au temps plein est ensuite converti en lui appliquant le coefficient nombre de jours de la période/360.

**La prime du foyer fiscal**

La prime attribuée au foyer fiscal correspond au total des primes individuelles éventuellement majoré en fonction du nombre de personnes à la charge du foyer. Le montant des majorations pour personnes à charge est présenté dans le tableau 12.

Les personnes à charge qui ouvrent droit à majoration sont celles qui ne disposent pas de revenu d'activité ou qui déclarent un revenu d'activité inférieur à 3 743 €.

Pour déterminer la majoration pour charges de famille, les enfants à charge exclusive sont décomptés avant les enfants en résidence alternée.

**EXEMPLE**

Un couple marié dont un seul des conjoints exerce une activité professionnelle salariée a deux enfants à charge. Le salaire déclaré s'élève à 12 000 € pour 1 365 heures rémunérées. La prime pour l'emploi attribuée au foyer est calculée comme suit :  
 – Salaire converti en équivalent temps plein :  
 $12\,000 \times 1\,820/1\,365 = 16\,000$  €  
 avec un coefficient de conversion  $1\,820/1\,365 = 1,33$ .  
 – Prime en équivalent temps plein :  
 $(17\,451 - 16\,000) \times 19,3\% = 280,04$  € arrondi à 280 €.  
 – Prime ramenée en temps partiel :  $280 \times 1\,365/1\,820 = 210$  €.  
 – Prime individuelle =  $(210 \times 0,15) + (280 \times 0,85) + 83$  €  
 =  $31,5 + 238 + 83 = 352,5$  € arrondi à 353 €.  
 – Prime du foyer =  $353 + (36 \times 2) = 425$  €.

**À NOTER**

Pour les contribuables domiciliés à Mayotte au 31.12.2013, le montant de la prime calculée pour le foyer, avant application du seuil de 30 € et imputation du RSA "complément d'activité", est multiplié par le coefficient 0,74 pour les revenus 2013.

**Versement de la prime**

Le montant de la PPE calculée pour le foyer est diminué, le cas échéant, du montant du revenu de solidarité active (RSA) "complément d'activité" versé au foyer ou à l'une des personnes rattachées.

La prime est versée lorsque le montant calculé pour le foyer est égal ou supérieur à 30 €.

Les contribuables passibles de l'ISF au titre de l'année 2013 ne peuvent pas bénéficier de la PPE calculée sur les revenus 2013 (BOI-IR-RICI-310-10-10).

Tableau 12. Majorations pour personnes à charge.

SITUATION DE FAMILLE	REVENU D'ACTIVITÉ EN ANNÉE PLEINE (R) <sup>3</sup>	MAJORATION DE LA PRIME
Célibataire, veuf <sup>1</sup> , divorcé mariés (ou liés par un pacs) bi-actifs <sup>2</sup>	$3\,743\,€ \leq R \leq 17\,451\,€$	$36\,€ \times \text{nombre de personnes à charge}^5$
Marié (ou lié par un PACS) mono-actif	$3\,743\,€ \leq R \leq 17\,451\,€$ $17\,451\,€ < R \leq 26\,572\,€$	$36\,€ \times \text{nombre de personnes à charge}^5$ Majoration forfaitaire de $36\,€^{4,7}$
Célibataire ou divorcé (case T cochée)	$3\,743\,€ \leq R \leq 17\,451\,€$ $17\,451\,€ < R \leq 26\,572\,€$	1 <sup>re</sup> personne à charge : $72\,€^6$ $36\,€ \times \text{nombre de personnes à partir de la deuxième}^5$ Majoration forfaitaire de $72\,€^{4,7}$

- Y compris les veufs(ves) ayant à leur charge un ou plusieurs enfants, ou personnes invalides, assimilés aux contribuables mariés pour le calcul du quotient familial.
- Dans un couple bi-actif, il suffit qu'un des deux conjoints ou partenaires dispose d'un revenu d'activité compris entre 3 743 € et 17 451 € pour que la majoration s'applique.
- Le revenu déclaré doit également être au moins égal à 3 743 €.
- Quel que soit le nombre de personnes à charge.
- La majoration est divisée par deux lorsqu'elle est attribuée au titre d'un enfant en résidence alternée.
- La majoration est divisée par deux et appliquée pour chacun des deux premiers enfants lorsque le contribuable a uniquement des enfants en résidence alternée.
- La majoration est divisée par deux lorsque le foyer n'a à sa charge que des enfants en résidence alternée.

## REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

(Loi généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion  
du 1.12.2008, art. 12; CGI, art. 200 sexies II D)

Depuis le 1.6.2009, le revenu de solidarité active (RSA) remplace en métropole le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation de parent isolé (API) et d'autres systèmes d'intéressement à la reprise d'activité comme la prime de retour à l'emploi. Depuis le 1.1.2011, le versement du RSA est étendu aux départements d'outre-mer mais les bénéficiaires du revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) peuvent, sous condition, continuer à en bénéficier en lieu et place du RSA.

Les personnes qui n'exercent pas d'activité professionnelle perçoivent un montant forfaitaire.

Les personnes qui exercent une activité professionnelle peuvent également bénéficier du RSA lorsque les ressources du foyer sont inférieures à un revenu garanti.

Ce revenu garanti est calculé en additionnant une fraction des revenus professionnels (62%) et un montant forfaitaire dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer (montant de l'ex RMI). Les foyers qui disposent de ressources inférieures au montant du revenu garanti perçoivent un complément de revenu (le RSA "complément d'activité") qui les porte au niveau de ce revenu garanti.

Le RSA est exonéré d'impôt sur le revenu.

❶ Le montant du RSA "complément d'activité" versé au foyer est prérempli au-dessus de la case 1BL de la 2042K<sup>1</sup>.

Lorsque le RSA a été versé à un foyer "social" constitué de deux concubins, le montant figurant sur la déclaration de chacun d'eux est égal à la moitié du montant versé.

Le RSA "complément d'activité" est déduit du montant de la prime pour l'emploi (PPE) calculée sur les revenus de l'année de perception du RSA.

Le montant déduit de la PPE est le RSA versé au foyer (personne seule ou couple marié ou pacsé) ainsi que, le cas échéant, aux enfants rattachés.

Lorsque le montant du RSA perçu est supérieur à la PPE calculée pour le foyer, l'imputation est limitée au montant de la PPE.

## ACTIONNARIAT SALARIÉ

### OPTIONS SUR TITRES

(CGI, art. 80 bis et 163 bis C II; BOI-RSA-ES-20-10; PF 421)

### ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

(CGI, art. 80 quaterdecies; BOI-RSA-ES-20-20; PF 421)

Voir également le chapitre "Plus-values et gains divers" page 127.

### Rabais excédentaire

Si vous avez procédé, en 2013, à la levée d'options de souscription ou d'achat d'actions que votre société vous a attribuées depuis le 1.1.1990, déclarez la fraction du rabais qui dépasse 5% de la valeur de l'action à la date d'attribution de l'option<sup>26</sup> (rabais excédentaire), lignes 1AJ à 1DJ de la 2042<sup>1</sup>.

### Gains de levée d'options sur titres attribuées avant le 28.9.2012 en cas de cession dans le délai d'indisponibilité

En 2013, vous avez cédé<sup>27</sup>, converti au porteur ou donné en location avant l'expiration du délai de 4 ans, des actions acquises dans le cadre d'un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions ("options sur titres") accordé par la société dans laquelle vous êtes salarié (ou mandataire social).

Vous devez alors déclarer le **gain constaté lors de la levée de l'option** sur titres. Ce gain (ou avantage) est égal à la différence entre la valeur du titre à la date de levée de l'option et son prix de souscription ou d'acquisition, éventuellement diminuée du montant du rabais excédentaire déclaré en traitements et salaires au titre de l'année de levée des options.

– Si vous avez cédé, converti au porteur ou donné en location les titres moins d'un an après l'attribution des options, déclarez le montant du gain ligne 1AJ ou 1BJ, dans la rubrique "traitements et salaires" de la 2042<sup>1</sup>.

– Si vous avez cédé, converti au porteur ou donné en location les titres plus d'un an mais moins de 4 ans après l'attribution des options, vous devez indiquer sur la 2042C<sup>1</sup> le gain réalisé lors de la levée d'option. Ce gain constitue un complément de salaire imposable selon le système du quotient prévu au II de l'article 163 bis C du code général des impôts.

Figure 7. Déclaration n° 2042K.

1 I TRAITEMENTS, SALAIRES, PRIME POUR L'EMPLOI, PENSIONS, RENTES			
Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche			
REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)	FOYER	1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
Montant connu du RSA « complément d'activité »	❶		
Corrigez si le montant est inexact	1BL	1CB	1DQ

26. Il s'agit de la date à laquelle le conseil d'administration ou le directoire désigne les bénéficiaires de l'option, le nombre de titres qu'ils ont le droit de souscrire ou d'acheter et le prix auquel ils peuvent effectuer cette souscription ou cet achat.

27. Il s'agit des cessions réalisées tant à titre onéreux qu'à titre gratuit et quel que soit le montant des cessions de valeurs mobilières de l'année.

1 Indiquez le montant de ce gain lignes 1TV à 1TX ou 1UV à 1UX selon le délai décompté en années entières entre la date d'attribution de l'option et celle de la cession, de la conversion ou de la location des titres. Le quotient varie selon le nombre d'années écoulées. Il est de 1 pour le revenu déclaré lignes 1TV et 1UV, de 2 pour le revenu déclaré lignes 1TW et 1UW et de 3 pour le revenu déclaré lignes 1TX et 1UX.

### À NOTER

En cas de licenciement, mise à la retraite, décès ou invalidité, le délai d'indisponibilité ne s'applique pas. Toutefois, en cas de licenciement ou de mise à la retraite, vous devez avoir acquis les titres par levée d'option au moins trois mois avant la réalisation de l'événement et les avoir cédés au plus tôt à compter de cet événement pour pouvoir déroger au respect du délai d'indisponibilité.

## Gains de levée d'options sur titres et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012

Si en 2013 vous avez cédé, converti au porteur ou donné en location des actions acquises dans le cadre d'options sur titres ou des actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012, le gain réalisé lors de la levée d'option ou lors de l'acquisition définitive des actions gratuites est imposable dans la catégorie des traitements et salaires.

Pour les actions acquises dans le cadre d'options sur titres, le gain est égal à la différence entre la valeur du titre à la date de levée de l'option et son prix de souscription ou d'acquisition, éventuellement diminuée du montant du rabais excédentaire déclaré et imposé en traitements et salaires au titre de l'année de levée des options.

Pour les attributions d'actions gratuites, l'avantage est égal à la valeur de l'action à la date de son acquisition définitive.

2 En cas de cession des titres en 2013, déclarez ligne 1TT ou 1UT le gain réalisé lors de la levée d'options ou lors de l'acquisition d'actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012.

### À NOTER

Lorsque les actions sont cédées pour un prix inférieur à leur valeur réelle à la date de levée d'option (option sur titres) ou à leur valeur d'acquisition (actions gratuites), la moins-value est déductible du montant du gain imposable dans la catégorie des salaires, dans la limite de ce montant.

Les gains de levée d'options et d'acquisition définitive d'actions gratuites sont soumis à la CSG et à la CRDS sur les revenus d'activité (au taux global de 8 %) ainsi qu'à la contribution salariale prévue par l'article L 137-14 du code de la sécurité sociale au taux de 10 %. Les montants inscrits ligne 1TT ou 1UT seront automatiquement soumis à ces contributions.

### PRÉCISIONS

Le salarié doit conserver l'état individuel fourni par la société qui lui a attribué les options sur titres ou les actions gratuites, pour le produire, le cas échéant, à la demande de son centre des finances publiques.

Le régime fiscal applicable aux options de souscription ou d'achat d'actions et aux attributions d'actions gratuites défini aux articles 80 bis et 80 quaterdecies du CGI est limité aux options sur titres et aux actions gratuites attribuées conformément aux articles L 225-177 et s. et L 225-1971 et s. du code de commerce.

## GAINS ET DISTRIBUTIONS DE PARTS OU ACTIONS DE CARRIED-INTEREST

(CGI, art. 80 quindécies, 150-0A II. 8 et 163 quiquies C II. 1; BOI-RPPM-PVBMI-60-10)

Les distributions et gains afférents à des parts de fonds communs de placement à risque (FCPR) ou à des actions de sociétés de capital-risque (SCR) ou d'entités mentionnées au dernier alinéa du 8 du II de l'article 150-0 A du CGI, attribuées aux membres (salariés ou dirigeants soumis au régime fiscal des salariés) de l'équipe de gestion du FCPR ou de la SCR (parts et actions de carried-interest) sont imposables dans la catégorie des traitements et salaires lorsque les conditions prévues pour leur imposition selon le régime des plus-values de cession de valeurs mobilières ne sont pas respectées. Ce régime d'imposition s'applique aux gains et distributions afférents aux parts de FCPR créés à compter du 30.6.2009 et aux actions de SCR émises à compter de cette date. Ces sommes sont à déclarer ligne 1AJ ou 1BJ de la 2042.

3 En outre, les gains et distributions afférents aux parts de FCPR créés à compter du 1.1.2010 et aux actions de SCR émises à compter de cette date sont soumis à une contribution salariale de 30 %. Vous devez déclarer ces gains et distributions ligne 1NY ou 1OY.

Figure 8. Déclaration n° 2042 C.

### 1 | SALAIRES, GAINS DE LEVÉE D'OPTIONS

Gains de levée d'options sur titres en cas de cession ou de conversion au porteur dans le délai d'indisponibilité

Inscrivez les gains sur la ligne correspondant au temps écoulé entre l'attribution de l'option et la cession ou la conversion au porteur des titres.

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2
ENTRE 1 ET 2 ANS	1TV <b>1</b>	1UV
ENTRE 2 ET 3 ANS	1TW	1UW
ENTRE 3 ET 4 ANS	1TX	1UX

Gains de levée d'options sur titres et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012 ..... 1TT **2** 1UT

Gains et distributions provenant de parts ou actions de *carried-interest*, déclarés cases 1AJ ou 1BJ, soumis à la contribution salariale de 30 % ..... 1NY **3** 1OY

## SALAIRES EXONÉRÉS EN FRANCE

### AGENTS D'ASSURANCE

Si vous avez opté pour le régime fiscal des salariés et si vous exercez votre activité dans une zone franche urbaine, vos rémunérations sont exonérées d'impôt sur le revenu.

Indiquez le montant de vos salaires exonérés ligne 1AQ ou 1BQ de la 2042C. Ils seront retenus pour la détermination du revenu fiscal de référence, pour le calcul de la prime pour l'emploi et pour le plafond d'épargne-retraite.

### SALARIÉS IMPATRIÉS

Si vous bénéficiez du régime fiscal des impatriés prévu à l'article 81 B ou à l'article 155 B du CGI (voir p. 79), indiquez le montant de la rémunération exonérée ligne 1DY ou 1EY de la 2042C. Il sera retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence.

### SOMMES PRÉLEVÉES SUR UN COMPTE ÉPARGNE TEMPS POUR LA CONSTITUTION D'UNE ÉPARGNE-RETRAITE

Indiquez ligne 1SM ou 1DN de la 2042C le montant des droits inscrits sur un compte épargne temps (CET), non issus d'un abondement de l'employeur, et affectés, dans la limite de 10 jours par an, à :

- un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO). Ce montant est exonéré d'impôt sur le revenu ;
- un régime obligatoire d'entreprise de retraite supplémentaire dit régime "article 83". Ce montant est déductible du salaire imposable.

Le montant indiqué ligne 1SM ou 1DN sera retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence.

Vous devez également déclarer ce montant ligne 6QS ou 6QT de la 2042 afin qu'il soit pris en compte pour le calcul du plafond d'épargne retraite.

### SALAIRES ET PENSIONS EXONÉRÉS RETENUS POUR LE CALCUL DU TAUX EFFECTIF

#### Salaires et pensions exonérés de source étrangère

Si vous êtes domicilié en France, si vous avez perçu à l'étranger (notamment au Luxembourg et en Belgique) des salaires ou des pensions exonérés d'impôt sur le revenu en France mais retenus pour le calcul du taux effectif et si vous ne disposez pas d'autres revenus de source étrangère, vous êtes désormais dispensé de souscrire une 2047.

Vous avez uniquement à remplir les lignes 1AC et suivantes ou 1AH et suivantes, page 1 de la 2042C.

Les salaires doivent être déclarés après déduction des cotisations sociales obligatoires et avant imputation de l'impôt acquitté à l'étranger. Déclarez également lignes 1AC à 1DC le montant des indemnités journalières de maladie.

Les pensions sont à déclarer pour leur montant net encaissé après déduction de l'impôt étranger.

Ces revenus nets (après application des déductions pour frais et imputation de l'impôt payé à l'étranger) seront retenus pour le calcul du taux effectif applicable à vos revenus imposables en France et pour la détermination du revenu fiscal de référence. Les salaires indiqués lignes 1AC à 1DC seront, en outre, retenus pour le calcul de la PPE.

Si vous disposez, outre vos salaires ou pensions, d'autres revenus de source étrangère, souscrivez la 2047 pour l'ensemble de vos revenus étrangers. Remplissez uniquement la ligne 8TI de la 2042, les lignes 1LZ ou 1MZ de la 2042C (voir ci-dessous) et, pour bénéficier de la prime pour l'emploi, la rubrique page 3 de la 2042 indiquant la durée de votre activité dans l'année (ne remplissez pas les lignes 1AC et suivantes).

#### Salariés détachés à l'étranger

Si vous êtes domicilié en France et si vous bénéficiez de l'exonération prévue par l'article 81 A I ou II du CGI en faveur des salariés détachés à l'étranger (y compris les marins-pêcheurs exerçant leur activité hors des eaux territoriales françaises), indiquez le montant de votre rémunération exonérée ou de la fraction de rémunération exonérée lignes 1AC à 1DC de la 2042C. Ces montants seront retenus pour le calcul du taux effectif et pour la détermination du revenu fiscal de référence.

De même, si vous bénéficiez de l'exonération prévue par l'article 81 D du CGI en faveur des salariés appelés de l'étranger pour occuper un emploi auprès de la Chambre de commerce internationale, indiquez le montant de votre rémunération exonérée lignes 1AC à 1DC de la 2042C.

Si vous disposez par ailleurs de revenus de source étrangère autres que des salaires ou des pensions, souscrivez une 2047. Remplissez uniquement la ligne 8TI de la 2042, les lignes 1LZ ou 1MZ de la 2042C (voir ci-dessous) et pour bénéficier de la prime pour l'emploi, la rubrique page 3 de la 2042 indiquant la durée de votre activité dans l'année.

#### À NOTER

Les montants déclarés lignes 1AC à 1DC de la 2042C ne doivent pas être reportés ligne 8TI de la 2042.

### SALAIRES IMPOSABLES À L'ÉTRANGER RETENUS POUR LE CALCUL DE LA PRIME POUR L'EMPLOI

Si vous percevez des salaires de source étrangère exonérés ainsi que d'autres revenus de source étrangère, vous devez souscrire une 2047. Vous devez indiquer ligne 8TI de la 2042 le total de vos revenus étrangers exonérés en France et retenus pour le calcul du taux effectif.

Vous devez, en outre, reporter le montant de ces salaires ligne 1LZ ou 1MZ afin qu'ils soient pris en compte pour le calcul de la prime pour l'emploi et du plafond d'épargne-retraite.

Pour bénéficier de la prime pour l'emploi, vous devez également remplir la rubrique concernée en page 3 de la 2042 en indiquant la durée de votre activité dans l'année.



# PENSIONS, RETRAITES ET RENTES VIAGÈRES

## PENSIONS, RETRAITES ET RENTES

(CGL, art. 79, 81, 158-5; BOI-RSA-PENS; PF 436)

### → DÉCLAREZ LIGNES 1AS À 1DS

- les pensions, les rentes, les allocations de retraite et de vieillesse, y compris la majoration pour charges de famille perçue à compter du 1.1.2013;
- les pensions, les allocations et les rentes d'invalidité;
- les rentes viagères à titre gratuit (c'est-à-dire sans contrepartie) reçues en vertu d'un acte de donation ou d'un testament;
- les prestations de retraite versées sous forme de capital et, notamment, le versement forfaitaire unique (remplaçant une pension de faible montant). Si vous y avez intérêt, vous pouvez toutefois demander que ces revenus soient imposés selon le système du quotient (voir p. 273) ou opter pour l'imposition au prélèvement de 7,5 % (voir ci-après).

### À NOTER

- Les revenus suivants ne sont jamais préremplis :
  - pensions et retraites des personnes à charge ou rattachées;
  - pensions alimentaires;
  - rentes viagères à titre onéreux.

Vous devez déclarer vous-même les montants perçus, respectivement dans les cases 1CS et 1DS, 1AO à 1DO et 1AW à 1DW.

- Les allocations de préretraite sont imposées selon les règles des traitements et salaires et doivent être déclarées lignes 1AP à 1DP.

❶ Le montant des pensions et retraites déclaré par les parties versantes est prérempli dans les cases situées au-dessus des cases 1AS et 1BS.

Le détail des pensions versées par chaque organisme est indiqué dans le cadre page 2 de la 2042<sup>1</sup>.

Si le montant prérempli est inexact, rayez-le et indiquez le montant exact ligne 1AS ou 1BS.

### → DÉCLAREZ LIGNES 1AO À 1DO

- les pensions et les rentes alimentaires;
- les prestations compensatoires perçues, à la suite d'un jugement de divorce, sous forme d'une rente ou de versements en capital effectués sur une période supérieure à 12 mois<sup>1</sup>;
- la contribution aux charges du mariage lorsque son versement résulte d'une décision de justice et que les époux font l'objet d'une imposition distincte.

### Abattement de 10 %

L'abattement de 10 % est appliqué automatiquement aux sommes portées lignes 1AS à 1DS et 1AO à 1DO.

Les pensions alimentaires sont ajoutées aux autres pensions, retraites ou rentes.

L'abattement de 10 % ne peut pas :

- être inférieur à **377 €** pour chacun des titulaires de pensions ; mais lorsque la pension est inférieure à 377 €, la déduction est limitée au montant de la pension ;
- dépasser **3 689 €** par foyer.

### Montant à déclarer

Portez le montant net de votre pension, retraite ou rente, effectivement versé en 2013 (quelle que soit la date d'échéance des arrérages), après déduction, lorsqu'elles ont été retenues sur le montant de la pension :

- des cotisations de sécurité sociale, principalement d'assurance maladie ;
- de la fraction déductible de la contribution sociale généralisée (CSG) à hauteur de 3,8 ou 4,2 points, selon le taux de CSG appliqué ;
- de la contribution sociale sur les rentes de régimes de retraite à prestations définies ("retraite chapeau") mentionnés à l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale, dans la limite de la fraction acquittée au titre des premiers 1 000 € de rente mensuelle.

Lorsque le montant de la pension est prérempli ces déductions sont déjà effectuées.

Figure 1. Déclaration n° 2042 K.

**1 | TRAITEMENTS, SALAIRES, PRIME POUR L'EMPLOI, PENSIONS, RENTES** Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanc.

PENSIONS, RETRAITES, RENTES Y COMPRIS PENSIONS ALIMENTAIRES	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
Total des pensions, retraites, rentes connues.....	<b>1</b>			
Corrigez si le montant est inexact.....	1AS	1BS	1CS	1DS
Pensions de retraite en capital taxables à 7,5 %.....	1AT	1BT		
Pensions alimentaires perçues.....	1AO	1BO	1CO	1DO

1. Lorsque la prestation compensatoire est acquittée en un seul versement au-delà de la période de 12 mois suivant la date de décision judiciaire, ce versement peut être considéré comme un revenu exceptionnel et être imposé selon le système du quotient si la condition relative à son montant est remplie.

Dans certains cas exceptionnels, vous pouvez également déduire :

- les cotisations de sécurité sociale lorsqu'elles n'ont pas été retenues sur le montant de la pension ;
- les dépenses occasionnées par leur perception : frais de certificat de vie ; frais de prestations d'assistance aux assurés sociaux en vue de la liquidation effective de leurs droits à pension ; frais de procès pour obtenir paiement d'une pension alimentaire à la suite d'un divorce...

N'oubliez pas de joindre une note explicative.

### À NOTER

Les rachats de cotisations de retraite au régime de base de sécurité sociale et aux régimes complémentaires légalement obligatoires sont déductibles des pensions.

Les autres rachats ne sont pas déductibles.

## Cas particuliers

– Sur demande expresse et irrévocable du bénéficiaire, les prestations de retraite (de source française ou étrangère) versées sous forme de capital ("capital retraite") à compter du 1.1.2011 peuvent être soumises à un prélèvement de 7,5 %, libératoire de l'impôt sur le revenu (CGI, art. 163 bis II).

Cette option est possible lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le versement du capital n'est pas fractionné ;
- les cotisations versées pendant la phase de constitution des droits, y compris le cas échéant par l'employeur, étaient déductibles du revenu imposable ou étaient afférentes à un revenu exonéré dans l'État auquel était attribué le droit de l'imposer.

Le prélèvement est calculé sur le montant du capital diminué d'un abattement de 10 %. Cet abattement est distinct de l'abattement de 10 % appliqué à l'ensemble des pensions perçues par le foyer. Son montant n'est pas plafonné.

Déclarez ligne 1AT ou 1BT le montant des pensions en capital pour lesquelles vous souhaitez opter pour la taxation à 7,5 %. Portez le montant avant déduction des cotisations ou contributions prélevées sur la pension. L'abattement de 10 % sera calculé automatiquement.

– À l'échéance de votre plan d'épargne retraite populaire (PERP), vous pouvez demander le versement de la totalité de votre capital (au lieu d'une rente) afin de l'affecter à l'acquisition de votre résidence principale en première accession à la propriété.

Si le versement a été effectué au plus tard le 31.12.2010, sur demande expresse et irrévocable, vous avez pu bénéficier du système d'étalement vers l'avant (CGI, art. 163 bis). Il permet d'imposer le capital perçu par parts égales sur l'année au cours de laquelle vous en avez disposé et les quatre années suivantes. Dans ce cas, déclarez lignes 1AS à 1DS la fraction (1/5) du capital imposable en 2013.

Pour les versements en capital effectués à compter du 1.1.2011, déclarez lignes 1AS à 1BS le montant imposable selon les règles des pensions et retraites. Toutefois, vous pouvez opter pour le système du quotient ou pour l'imposition au prélèvement de 7,5 %.

– Depuis le 10.11.2010, vous pouvez demander le versement de 20 % de la valeur de rachat d'un PERP ou d'un contrat PREFON lors de l'échéance du contrat. Ce versement est imposé selon les règles des pensions et retraites et peut être soumis, sur option, au système du quotient ou au prélèvement de 7,5 %.

– Les prestations ("pécule" de fin de carrière) servies par le régime de prévoyance des footballeurs professionnels sont (à l'exclusion du capital versé en cas de décès ou d'invalidité totale et définitive de l'assuré qui est exonéré) imposables dans la catégorie des pensions, selon un système de quotient prévu par l'article 163-0A bis du CGI (voir p. 274).

Déclarez ce montant au cadre "Revenus exceptionnels ou différés" (p. 3 de la 2042<sup>1</sup>). Indiquez la nature des prestations perçues et le nombre d'années (y compris les fractions d'années) ayant donné lieu à déduction des cotisations pour la constitution du pécule. Ces prestations sont exclues de l'option pour le prélèvement de 7,5 %.

### → NE DÉCLAREZ PAS

Pensions temporaires d'orphelin

– la fraction de la pension correspondant au montant des prestations familiales auxquelles aurait eu droit le parent décédé ;

– la partie de la pension remplaçant, du fait de la loi, l'allocation aux adultes handicapés ;

– la rente d'invalidité que perçoit l'enfant concerné.

Pensions de retraite et de vieillesse et sommes versées à titre de réparation

– l'allocation aux mères de famille ;

– la majoration pour assistance d'une tierce personne ;

– la prestation spécifique dépendance instituée par la loi n° 97-60 du 24.1.1997 ;

– l'allocation personnalisée d'autonomie instituée par la loi n° 2001-647 modifiée du 20.7.2001 ;

– les avantages de vieillesse non contributifs :

- prestations constitutives du minimum vieillesse<sup>2</sup> ;
- allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) visée par l'article L. 815-1 du code de la sécurité sociale (qui s'est substituée, sous réserve de dispositions transitoires, aux prestations constitutives du minimum vieillesse depuis le 1.1.2006), d'un montant maximum en 2013, de 9 416,90 € pour une personne seule ou lorsqu'un seul membre d'un couple en bénéficie et de 14 620,27 € lorsque deux conjoints en bénéficient ;

2. Ces prestations continuent d'être versées aux personnes qui en bénéficiaient au 31.12.2005 ou en ont bénéficié pendant la période transitoire (année 2006) dans l'attente de la mise en place effective de l'ASPA, sauf option expresse et irrévocable pour le nouveau régime de l'ASPA.



- allocation aux vieux travailleurs salariés et non salariés ainsi que la majoration pour conjoint à charge et son éventuel complément ;
- allocation supplémentaire visée à l'ancien article L. 815-4 du code de la sécurité sociale (ex-Fonds national de solidarité) : en 2013, 6 067,88 € pour une personne seule ou 7 922,22 € pour un couple marié ;
- allocation spéciale vieillesse et majoration prévues par les anciens articles L. 814-1 et 2 du code de la sécurité sociale ;
- secours viager ;
- allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) visée par l'article L. 815-24 du code de la sécurité sociale, d'un montant maximum de 4 800,83 € pour une personne seule et de 7 922,10 € pour un couple, en 2013 ;

– les pensions de retraite versées par les régimes de sécurité sociale :

- si le montant de la pension ne dépasse pas celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et non salariés pour 2013 (3 349,02 € pour une personne seule ; 6 698,05 € pour un couple marié),
- et si les ressources du bénéficiaire ne dépassent pas 9 416,90 € pour une personne seule et 14 620,27 € pour un couple ;

– la retraite du combattant ;

– les retraites mutualistes servies aux anciens combattants et victimes de la guerre, dans la limite de 1 741 € ;

– les sommes versées sous forme de capital ou de rente viagère, aux orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions antisémites, en application du décret n° 2000-657 du 13.7.2000 et aux orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale en application du décret n° 2004-751 du 27.7.2004 ;

– l'allocation de reconnaissance versée aux rapatriés anciens membres des formations supplétives de l'armée française en Algérie (Harkis) ou à leurs conjoints ou ex-conjoints survivants et non remariés.

#### Pensions d'invalidité

– les pensions militaires d'invalidité et les pensions des victimes de la guerre (pensions militaires d'invalidité proprement dites, allocation temporaire aux grands invalides, allocations aux grands mutilés de guerre, indemnités de soins aux tuberculeux, pensions de veuve de guerre) ;

– les pensions d'invalidité versées par les régimes de sécurité sociale :

- si le montant de la pension ne dépasse pas celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et non salariés pour 2013 (3 349,02 € pour une personne seule ; 6 698,05 € pour un couple marié),
- et si les ressources du bénéficiaire ne dépassent pas 9 416,90 € pour une personne seule et 14 620,27 € pour un couple ;

– les prestations et rentes viagères servies pour accidents du travail ou maladies professionnelles par les régimes obligatoires de sécurité sociale ;

– la majoration pour assistance d'une tierce personne ;

– les allocations versées aux infirmes civils en application des lois et décrets d'assistance et d'assurance.

#### Pensions et rentes alimentaires

– la somme versée directement par vos enfants ou petits-enfants à une maison de retraite ou à un établissement hospitalier, si vous disposez de très faibles ressources, telles que notamment l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) ;

– la partie supérieure à 2 700 € de la rente perçue par décision de justice pour l'entretien d'un enfant mineur ;

– la somme versée directement par vos parents à un établissement hospitalier en paiement de vos frais d'entretien, si vous êtes majeur, infirme et sans ressources ;

– la partie supérieure à 5 698 € de la pension alimentaire reçue de vos parents, si vous êtes majeur non chargé de famille (invalidé ou non) ;

– la partie supérieure à 11 396 € de la pension alimentaire reçue de vos parents si vous êtes majeur (célibataire, veuf ou divorcé) chargé de famille<sup>3</sup>.

En effet, les sommes dépassant ces limites ne sont pas déductibles du revenu de vos parents ;

– la partie supérieure à 11 396 € de la pension alimentaire reçue de vos parents ou beaux-parents, si vous êtes marié (et majeur), chargé ou non de famille<sup>3</sup> :

- lorsque vos parents et beaux-parents participent ensemble à l'entretien de votre ménage, à raison d'au moins 5 698 € chacun,
- ou lorsque vos parents ou beaux-parents assurent seuls l'entretien de votre ménage.

#### Avantages en nature

l'avantage (logement, nourriture) qui vous est consenti en dehors de toute obligation alimentaire, dans la limite de 3 386 € :

- si vous vivez sous le toit d'un contribuable ;
- et si vous êtes âgé de plus de 75 ans et pouvez bénéficier de l'allocation supplémentaire mentionnée à l'ancien article L. 815-4 du Code de la sécurité sociale (ex-Fonds national de solidarité) [voir p. 166].

3. Quel que soit le nombre de vos enfants à charge.

## RENTES VIAGÈRES À TITRE ONÉREUX

(CGI, art. 158-6; BOI-RSA-PENS-30-20; PF 485)

Ce sont :

- les rentes viagères perçues en contrepartie :
  - du versement d'une somme d'argent,
  - de la transmission d'un bien ;
- les rentes allouées en dommages-intérêts par décision de justice.

### → DÉCLAREZ

- les rentes perçues en contrepartie de la vente d'un immeuble ou d'un fonds de commerce (vente en "viager") ;
- les rentes qui résultent de la conversion de l'usufruit du conjoint survivant ;
- les rentes constituées dans un partage, à titre de soulte, pour compenser l'inégalité de deux lots ;
- les rentes servies en exécution d'une clause de donation entre vifs et à titre de charge imposée au donataire ;
- la "rente survie" visée à l'article 50 de la loi d'orientation du 30.6.1975 en faveur des personnes handicapées ;
- les rentes perçues en exécution d'une clause de partage d'ascendant ;
- les rentes allouées en dommages-intérêts, par décision de justice, aux victimes d'un accident ;
- les rentes constituées auprès de compagnies d'assurances moyennant le versement d'un capital en espèces ;
- les rentes versées par les régimes de retraite facultatifs des élus locaux, y compris ceux mis en place avant la loi du 3.2.1992. Depuis le 1.1.2011, ces rentes sont imposables quelle que soit la date de liquidation de la pension.

### → NE DÉCLAREZ PAS

- la rente allouée en dommages-intérêts, par décision de justice, à la victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente totale nécessitant l'assistance d'une tierce personne ;
- la rente versée à une victime d'un accident de la circulation en exécution d'une transaction intervenue entre la victime et la compagnie d'assurances en application de la loi n° 85.677 du 5.7.1985 (toutes autres conditions prévues ci-dessus remplies) ;
- la rente d'invalidité servie en exécution de contrats d'assurance facultatifs en vue de compléter un régime légal de protection sociale, que les prestations soient temporaires ou permanentes.

1 Indiquez, sur chacune des lignes 1AW à 1DW, le montant total des rentes perçues en 2013 par tous les membres du foyer fiscal, en fonction de l'âge qu'avait chaque bénéficiaire lors de l'entrée en jouissance de la rente.

Indiquez la somme perçue ; le montant imposable sera calculé automatiquement.

Seule une fraction de ces rentes est imposable. L'âge du bénéficiaire au moment de la date d'entrée en jouissance<sup>4</sup> détermine la fraction imposable de la rente :

- si le bénéficiaire était âgé de moins de 50 ans, la fraction imposable est de 70 % (ligne 1AW) ;
- si le bénéficiaire était âgé de 50 à 59 ans inclus, la fraction imposable est de 50 % (ligne 1BW) ;
- si le bénéficiaire était âgé de 60 à 69 ans inclus, la fraction imposable est de 40 % (ligne 1CW) ;
- si le bénéficiaire était âgé de 70 ans et plus, la fraction imposable est de 30 % (ligne 1DW).

### EXEMPLE

SOMME PERÇUE	ÂGE LORS DE L'ENTRÉE EN JOUISSANCE DE LA RENTE	FRACTION IMPOSABLE
5 500 €	42 ans	5 500 € × 70 % = 3 850 €
2 000 €	66 ans	2 000 € × 40 % = 800 €

Pour déterminer la fraction imposable de la rente viagère constituée au profit de deux conjoints et réversible au profit du conjoint survivant, l'âge à prendre en considération est :

- pendant la durée du mariage : l'âge du plus âgé des époux lors de l'entrée en jouissance de la rente ;
- à partir du décès : comme ci-dessus, ou l'âge du survivant à la date du décès, si cette solution est plus favorable.

Figure 2. Déclaration n° 2042 K.

**1 I TRAITEMENTS, SALAIRES, PRIME POUR L'EMPLOI, PENSIONS, RENTES** Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche

---

RENTES VIAGÈRES À TITRE ONÉREUX	moins de 50 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans	à partir de 70 ans
Total perçu par le foyer par âge d'entrée en jouissance..... 1AW	<input type="text" value="1"/>	1BW <input type="text"/>	1CW <input type="text"/>	1DW <input type="text"/>

4. La date d'entrée en jouissance est en principe celle à laquelle le premier arrérage a commencé à courir.

# REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS

REVENUS SOUMIS À UN PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE .....	103
Prélèvement forfaitaire non libératoire .....	103
Prélèvement forfaitaire libératoire .....	104
REVENUS SOUMIS À L'IMPÔT SUR LE REVENU .....	106
Revenus ouvrant droit à l'abattement de 40 % .....	106
Produits des contrats d'assurance-vie .....	107

Revenus n'ouvrant pas droit à abattement .....	108
Revenus déjà soumis aux prélèvements sociaux .....	110
Frais venant en déduction .....	110
Déficits .....	111
Crédits d'impôt .....	111
Impatriés .....	112

La **2042K** est préremplie du montant des revenus de capitaux mobiliers perçus en 2013 par le contribuable et son conjoint. Toutes les cases de la rubrique 2 sont préremplies à l'exception des cases 2FA et 2CA.

Une case blanche située à droite de la case préremplie permet de corriger le montant inscrit s'il est inexact.

Le détail des revenus préremplis est présenté page 2 de la déclaration.

Cette année, les lignes 2G0 (revenus réputés distribués et revenus des structures soumises hors de France à un régime fiscal privilégié), 2BG (crédit d'impôt directive épargne et autres crédits d'impôt restituables), 2AA à 2AR (déficits des années antérieures) et 2DM (revenus exonérés des impatriés) sont placées sur la **2042C**.

Les sommes qui doivent être indiquées sur la **2042** sont celles qui figurent :

- sur le justificatif n° 2561 ter que vous a adressé l'établissement payeur des revenus s'il est établi en France ;
- ainsi que, le cas échéant, sur la **2047** que vous souscrivez lorsque l'établissement payeur des revenus est établi à l'étranger.

## REVENUS SOUMIS EN 2013 À UN PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE

(CGI, art. 117 quater, 125-0 A, 125 A et 125 D ; BOI-RPPM-RCM-30-10 et BOI-RPPM-RCM-30-20 ; PF 613 et 633)

### PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE NON LIBÉRATOIRE

La loi de finances pour 2013 a supprimé l'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire pour les produits de placements à revenu fixe, sauf exceptions, et pour les revenus distribués perçus à compter du 1.1.2013. Ces revenus sont obligatoirement soumis au barème de l'impôt sur le revenu.

Un prélèvement forfaitaire obligatoire est cependant effectué lors du versement de ces revenus. Le montant de ce prélèvement s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré. S'il excède l'impôt dû, il est restitué.

### Revenus distribués

Les revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et 120 à 123 bis du CGI, versés à compter du 1.1.2013, sont soumis à un prélèvement forfaitaire de 21 %.

Toutefois les contribuables appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année (RFR de

2011 pour les revenus perçus en 2013) est inférieur à 50 000 € (personne seule) ou 75 000 € (couple soumis à imposition commune) peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement.

### À NOTER

Le prélèvement forfaitaire n'est pas applicable aux revenus distribués pris en compte pour la détermination du bénéfice imposable d'une entreprise BIC, BNC ou BA ni aux revenus des titres détenus dans un PEA.

### Produits de placement à revenu fixe

Les intérêts et autres produits de placement à revenu fixe sont soumis à un prélèvement forfaitaire de 24 %. Il s'agit des revenus des placements suivants :

- obligations et autres titres d'emprunt négociables, fonds communs de créances ;
- bons du Trésor, bons de caisse et autres titres de créances négociables ;
- autres créances, dépôts, plans d'épargne logement de plus de 12 ans, cautionnements, comptes courants et bloqués d'associés. Toutefois les contribuables appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 25 000 € (personne seule) ou 50 000 € (couple soumis à imposition commune) peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement.

Les contribuables formulent leur demande de dispense par la remise d'une attestation sur l'honneur à l'établissement qui assure le paiement des revenus, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement. Par exception, pour les revenus perçus en 2013, les contribuables ont pu formuler leur demande de dispense jusqu'au 31 mars 2013.

### Modalités de versement du prélèvement

Lorsque la personne qui assure le paiement des revenus est établie en France, le prélèvement est effectué par cette personne.

Lorsque la personne qui assure le paiement des revenus est établie hors de France, le prélèvement est dû par les contribuables qui appartiennent à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence est égal ou supérieur aux limites précitées. Le prélèvement est déclaré et payé avec la déclaration 2778 pour les produits de placement à revenu fixe et avec la déclaration 2778 DIV pour les dividendes.

Le prélèvement est déclaré et payé par le contribuable lui-même ou, lorsque l'établissement payeur étranger est établi dans un État de l'Espace économique européen (EEE), par cet établissement s'il a été mandaté à cet effet par le bénéficiaire des revenus.

#### À NOTER

Lorsque le montant annuel des produits de placement à revenu fixe du foyer n'excède pas 2 000 €, ces produits peuvent être soumis, sur option du contribuable formulée lors de la souscription de la déclaration de revenus, à une taxation forfaitaire de 24 % au lieu de l'imposition au barème.

## PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE LIBÉRATOIRE

### Prélèvement libératoire sur option sur les produits des bons et contrats de capitalisation et d'assurance-vie

Les produits des bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie de source française ou européenne perçus par les personnes physiques domiciliées en France peuvent faire l'objet, sur option, d'un prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu ou être soumis à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif.

Le prélèvement libératoire est opéré au moment de l'encaissement des revenus :

- par l'établissement payeur français ;
- ou, lorsque l'établissement payeur est établi hors de France dans un État de l'EEE, par cet établissement payeur étranger s'il a été mandaté à cet effet par le bénéficiaire des revenus ou, à défaut de mandat, par le bénéficiaire des revenus lui-même (art. 125 D du CGI).

L'option doit être exercée au plus tard lors de l'encaissement des revenus lorsque l'établissement payeur est établi en France ou dans les 15 premiers jours du mois suivant celui de l'encaissement, lors du dépôt de la 2778 et du paiement du prélèvement correspondant lorsque l'établissement payeur est établi dans un État membre de l'Espace économique européen.

Tableau 1. Les taux de prélèvement forfaitaire applicables aux produits perçus en 2013.

NATURE DES PRODUITS	TAUX
<b>PRÉLÈVEMENT NON LIBÉRATOIRE<sup>1</sup></b>	
Produits d'obligations et autres titres d'emprunt négociables, de parts de fonds communs de créances (FCC)	24 %
Produits de titres de créances négociables, de bons de caisse, bons du Trésor	24 %
Intérêts des créances, dépôts, cautionnements, plans d'épargne-logement (PEL) de plus de 12 ans, comptes courants d'associés et comptes bloqués d'associés	24 %
Produits des actions et parts de sociétés (revenus distribués)	21 %
<b>PRÉLÈVEMENT LIBÉRATOIRE</b>	
Produits des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature (assurance-vie) <sup>2</sup>	<p>Souscrits entre le 1.1.1983 et le 31.12.1989 d'une durée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; moins de 2 ans 45 %</li> <li>&gt; 2 à 4 ans 25 %</li> <li>&gt; 4 à 6 ans 15 %</li> <li>&gt; 6 ans et plus 7,5 %<sup>3</sup></li> </ul> <p>Souscrits depuis le 1.1.1990 d'une durée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; moins de 4 ans 35 %</li> <li>&gt; 4 à 8 ans 15 %</li> <li>&gt; 8 ans et plus 7,5 %<sup>3</sup></li> </ul>
Produits de placement à revenu fixe <sup>4</sup> abandonnés au profit d'organismes d'intérêt général (épargne solidaire)	5 %
Produits de placements à revenu fixe et de bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie payés dans un État ou territoire non coopératif	75 %

1. Prélèvement effectué sauf demande de dispense par les personnes dont le RFR de l'avant-dernière année n'excède pas certains montants.

2. Prélèvement effectué sur option du contribuable.

3. Prélèvement applicable aux produits acquis ou constatés à compter du 1.1.1998, afférents à des versements effectués à compter du 26.9.1997, sauf exceptions.

4. Ces produits peuvent être perçus directement ou par l'intermédiaire d'un OPCVM (SICAV ou FCP). En revanche, les produits des bons ou contrats de capitalisation ne peuvent pas bénéficier du taux de 5 % (BOI-RPPM-RCM-30-10-20-30).

Elle peut être partielle, c'est-à-dire porter seulement sur une fraction des revenus. Elle est irrévocable.

### Prélèvement libératoire obligatoire

Les produits de placement à revenu fixe abandonnés au profit d'organismes d'intérêt général dans le cadre d'un mécanisme d'épargne "solidaire" (versement automatique à l'organisme bénéficiaire par le gestionnaire du fonds d'épargne) sont soumis à un prélèvement libératoire au taux de 5 %, obligatoire à compter du 1.1.2013.

Un prélèvement forfaitaire obligatoire de 75 % est applicable aux produits de placements à revenu fixe dont le débiteur est établi ou domicilié en France et qui sont payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif (ETNC) au sens de l'article 238-0 A du CGI (III de l'article 125 A du CGI).

Toutefois, ce prélèvement ne s'applique pas, notamment, si le débiteur démontre que l'opération d'endettement a principalement un objet et un effet autres que de permettre la localisation des produits correspondants dans un ETNC ("clause de sauvegarde").

Un prélèvement forfaitaire obligatoire de 75 % est applicable aux produits des contrats de capitalisation et d'assurance-vie bénéficiant à des personnes domiciliées ou établies dans un État ou territoire non coopératif (I bis de l'article 125-0 A du CGI).

### Taux du prélèvement

Le taux du prélèvement varie en fonction de la nature des produits de placement (cf. tableau 1).

En 2013, au prélèvement forfaitaire indiqué dans le tableau se sont ajoutés les prélèvements sociaux suivants<sup>1</sup> :

- la contribution sociale généralisée (CSG) de 8,2 % (code de la sécurité sociale, art. L.136-6, L.136-7 et L.136-8; CGI, art. 1600-0C, 0D et 0E);
- le prélèvement social de 4,5 % (code de la sécurité sociale, art. L.245-14, L.245-15 et L.245-16; CGI, art. 1600-0F bis);
- la contribution additionnelle "solidarité-autonomie" de 0,3 % (code de l'action sociale et des familles, art. L. 14-10-4);
- le prélèvement de solidarité de 2 % (CGI, art. 1600-0 S);
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) de 0,5 % (art. 15 et 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24.1.1996; CGI, art. 1600-0G).

## REVENUS À DÉCLARER

### Revenus soumis au prélèvement libératoire

Vous devez indiquer sur la 2042<sup>1</sup> le montant des revenus perçus en 2013 qui ont été soumis à un prélèvement libératoire. Ces montants ne seront pas soumis à l'impôt sur le revenu mais ils seront retenus pour le calcul du revenu fiscal de référence (CGI, art. 1417-IV).

Reportez sur les lignes 2DH et 2EE de la 2042<sup>1</sup>:

- les sommes indiquées sur le justificatif n° 2561 ter que vous a adressé l'établissement payeur établi en France (CGI, art. 125 A). En principe, ces sommes sont préremplies sur votre déclaration;
- les produits d'assurance-vie et des bons ou contrats de capitalisation et les produits de placement à revenu fixe de source européenne (établissement payeur établi dans un État membre de l'Espace économique européen) déclarés sur la 2778<sup>1</sup> (CGI, art. 125 D).

① Indiquez ligne 2DH, les produits d'assurance-vie et des bons ou contrats de capitalisation de source française ou européenne d'une durée au moins égale à 8 ans soumis au prélèvement libératoire de 7,5 %. Ces revenus donneront lieu éventuellement à l'application de l'abattement de 4 600 € ou de 9 200 € et au calcul du crédit d'impôt correspondant.

② Indiquez ligne 2EE, les autres produits d'assurance-vie de source française ou européenne, les produits d'épargne solidaire et les produits de placement à revenu fixe de source française payés dans un État ou territoire non coopératif.

### Revenus soumis au prélèvement non libératoire

Ces revenus doivent être déclarés sur la 2042<sup>1</sup> pour être soumis à l'impôt sur le revenu. Selon leur nature, ils doivent être indiqués sur les lignes suivantes :

- les dividendes, ligne 2DC;
- les jetons de présence et avances aux associés, ligne 2TS;
- les produits de placement à revenu fixe, ligne 2TR.

Le montant du prélèvement forfaitaire déjà prélevé doit être indiqué ligne 2CK. Il constitue un crédit d'impôt.

Reportez sur la 2042<sup>1</sup>:

- les sommes indiquées sur le justificatif n° 2561 ter que vous a adressé l'établissement payeur établi en France. En principe, ces sommes sont préremplies sur votre déclaration;
- les revenus distribués déclarés sur la 2778 DIV<sup>1</sup> et les produits de placements à revenu fixe déclarés sur la 2778<sup>1</sup>, lorsque l'établissement payeur est établi hors de France.

Figure 1. Déclaration n° 2042 K.

#### 2 I REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche

Produits d'assurance-vie et de capitalisation soumis au prélèvement libératoire de 7,5 %		2DH	①
Autres produits de placement soumis à un prélèvement libératoire		2EE	②

1. Les produits des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature autres que ceux libellés en unités de compte sont soumis aux prélèvements sociaux lors de leur inscription en compte ou au contrat.

## REVENUS SOUMIS À L'IMPÔT SUR LE REVENU

### REVENUS OUVRANT DROIT À L'ABATTEMENT DE 40 %

(CGI, art. 108, 158-3; BOI-RPPM-RCM-10-20; PF 625)

#### Revenus des actions et parts (ligne 2DC)

Vous devez déclarer ligne 2DC le montant des dividendes d'actions, des produits de parts sociales, des produits des parts bénéficiaires ou de fondateur, quel que soit le pourcentage que vous détenez dans la société distributrice.

Il s'agit des revenus distribués par les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés ou d'un impôt équivalent (ou soumises sur option à cet impôt) ayant leur siège en France, dans un État de l'Union européenne ou dans un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention en vue d'éviter les doubles impositions contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. Ces distributions doivent résulter d'une décision régulière des organes compétents de la société. Ces revenus peuvent être perçus directement ou par l'intermédiaire d'un OPCVM (SICAV ou FCP) ou d'une société d'investissement.

❶ Vous devez déclarer ces revenus pour leur montant brut perçu (déduction faite des seuls frais d'encaissement), avant déduction des prélèvements sociaux opérés à la source.

Les dividendes de source étrangère doivent être déclarés pour leur montant brut, majoré du crédit d'impôt conventionnel.

Pour le calcul de l'impôt, un abattement proportionnel de 40 % sera appliqué à ces revenus. Cet abattement est appliqué automatiquement. Ne le déduisez pas.

Le cas échéant, les dépenses engagées pour l'acquisition du revenu (essentiellement frais de garde des titres) inscrites ligne 2CA sont déduites après l'application de l'abattement de 40 %.

#### À NOTER

– L'abattement forfaitaire de 1 525 € (personne seule) ou 3 050 € (couple) est supprimé depuis l'imposition des revenus de 2012.

– Ne déclarez pas ligne 2DC les dividendes perçus sur le PEA qui sont exonérés d'impôt sur le revenu (sous réserve des précisions ci-après).

– Depuis 2011, les dividendes issus des bénéfices exonérés distribués par des sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC) ainsi que par des sociétés de placement à prépondérance immobilière à capital variable (SPICAV) sont exclus du bénéfice de l'abattement de 40 %.

– Les revenus des actions et parts doivent être déclarés ligne 2DC même lorsqu'ils ont été soumis au prélèvement forfaitaire non libératoire de 21 % lors de leur versement. Dans ce cas, le montant du prélèvement forfaitaire déjà acquitté doit être indiqué ligne 2CK car il constitue un crédit d'impôt restituable.

### Revenus imposables des titres non cotés détenus dans un PEA (ligne 2FU)

En principe, les revenus des titres détenus dans un PEA n'ont pas à être déclarés.

❷ Toutefois, vous devez déclarer ligne 2FU la fraction imposable des produits des titres non cotés détenus dans un PEA.

Les produits de ces titres sont exonérés d'impôt seulement dans la limite d'un montant égal à 10 % de la valeur d'inscription au PEA desdits titres (CGI, 5 bis de l'art. 157).

Les modalités de calcul de la fraction imposable de ces produits figurent dans le document d'information n° 2041 GN disponible dans les services des impôts et sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr).

Le montant total des produits perçus au cours de l'année dans le PEA (imposable ou non) figure sur le justificatif délivré par l'organisme gestionnaire de votre plan.

#### À NOTER

– Les revenus déclarés ligne 2FU ouvrent droit à l'abattement de 40 %.

– Depuis le 21.10.2011, il n'est plus possible d'inscrire sur un PEA de nouveaux titres de sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC). Toutefois, les titres de SIIC déjà inscrits sur le PEA à cette date pourront y demeurer tout en bénéficiant du régime d'exonération associé.

#### PRÉCISION

Les dividendes distribués aux associés des sociétés d'exercice libéral (SEL) et, à compter du 1.1.2013, des autres sociétés soumises à l'IS, qui y exercent leur activité professionnelle, excédant le seuil de 10 % du capital social, des primes d'émission et des sommes versées en compte courant sont soumis aux cotisations et contributions sociales dues au titre des revenus d'activité, lors de leur versement au bénéficiaire (voir p. 110).

Lorsque les parts ou actions de ces sociétés sont détenues dans un PEA, les revenus distribués sont imposables à l'impôt sur le revenu pour la fraction qui excède 10 % de la valeur d'inscription des titres au PEA. Ces revenus doivent être déclarés ligne 2FU et le montant ainsi déclaré est retenu dans la base de calcul des prélèvements sociaux dus au titre des revenus du patrimoine.

Afin d'éviter une double imposition aux prélèvements sociaux, indiquez ligne 2CG le montant de ces revenus déclaré ligne 2FU qui a déjà été soumis aux cotisations et contributions sociales au titre des revenus d'activité.



## PRODUITS DES CONTRATS D'ASSURANCE-VIE ET DES CONTRATS DE CAPITALISATION OUVRANT DROIT À L'ABATTEMENT DE 4 600 € OU 9 200 €

(CGI, art. 125-0 A et 122-2; BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50; PF 608)

Les produits acquis ou constatés à compter du 1.1.1998 sur des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation de source française ou européenne d'une durée au moins égale à 8 ans (6 ans pour ceux souscrits avant le 1.1.1990) sont soumis à l'impôt sur le revenu (sauf exceptions ci-dessous), lors du dénouement du contrat, après application d'un abattement annuel de 4 600 € (célibataires, veufs ou divorcés) ou de 9 200 € (couples mariés ou pacsés soumis à imposition commune).

Sur option, ces produits peuvent être soumis à un prélèvement libératoire de 7,5 %.

### Produits exonérés

– Pour les bons ou contrats d'une durée au moins égale à 8 ans (ou 6 ans) souscrits avant le 26.9.1997 auprès d'une entreprise d'assurance établie en France, les produits acquis ou constatés à compter du 1.1.1998 et attachés aux versements suivants :

- versements effectués avant le 26.9.1997 ;
- versements effectués à compter du 26.9.1997 sur des contrats à primes périodiques lorsqu'ils correspondent aux primes initialement prévues par le contrat ;
- versements programmés effectués entre le 26.9.1997 et le 31.12.1997, en exécution d'un engagement pris avant le 26.9.1997 ;
- versements libres, dans la limite de 200 000 F (30 490 €) par souscripteur, effectués entre le 26.9.1997 et le 31.12.1997.

– Les produits attachés aux contrats en unités de compte principalement investis en actions d'une durée au moins égale à 8 ans, dits contrats DSK ou NSK (art. 125-0 A I quater et I quinquies du CGI).

### À NOTER

Quelle que soit la durée du contrat ou du bon de capitalisation, les produits sont exonérés si le dénouement donne lieu au versement d'une rente viagère ou si le dénouement résulte du licenciement, de la cessation d'activité non salariée suite à un jugement de liquidation judiciaire, de la mise à la retraite anticipée ou de l'invalidité du souscripteur ou de son conjoint.

L'abattement annuel de 4 600 € (personnes seules) ou de 9 200 € (couples mariés ou pacsés) sera automatiquement appliqué sur l'ensemble des produits imposables des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation d'une durée au moins égale à 8 ans (ou 6 ans, le cas échéant), indiqués ligne 2CH.

3 Indiquez ligne 2DH le montant des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation de source française ou européenne pour lesquels vous avez opté pour le prélèvement libératoire de 7,5 %, afin de permettre l'application de l'abattement de 4 600 € (ou 9 200 €).

Le montant indiqué ligne 2DH sera également retenu pour la détermination du revenu fiscal de référence.

4 Si le dénouement de votre contrat est intervenu en 2013 et si vous n'avez pas opté pour le prélèvement libératoire de 7,5 %, indiquez ligne 2CH le montant des produits acquis ou constatés à compter du 1.1.1998, afférents à des primes versées à partir du 26.9.1997, sous réserve des produits exonérés.

Lorsque le montant des revenus déclarés ligne 2CH est inférieur à l'abattement de 4 600 € ou de 9 200 € ou lorsqu'aucun revenu n'est déclaré ligne 2CH, le reliquat d'abattement ou la totalité de l'abattement non utilisé peut être imputé sur les revenus déclarés ligne 2DH.

Cette imputation est effectuée de façon automatique lors du calcul de l'impôt.

L'imputation de l'abattement restant disponible vous permet de bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des revenus déclarés ligne 2DH qui ont fait l'objet du prélèvement libératoire de 7,5 % lors de leur versement.

Ce crédit d'impôt est égal à 7,5 % du reliquat d'abattement, éventuellement limité au montant des revenus déclarés ligne 2DH.

### EXEMPLE

Vous êtes marié et vous bénéficiez d'un abattement de 9 200 €.

Au cours de la même année, vous percevez :

– 4 000 € de produits imposables attachés à un contrat d'assurance-vie, pour lesquels vous optez pour le prélèvement libératoire (4 000 € à porter ligne 2DH) ;

– 8 000 € de produits de même nature pour lesquels vous n'exercez pas d'option (à déclarer ligne 2CH).

L'abattement est utilisé à hauteur de 8 000 € pour les produits déclarés ligne 2CH.

Vous pouvez encore bénéficier d'un reliquat d'abattement de 1 200 € qui va s'appliquer aux revenus pour lesquels vous avez acquitté le prélèvement de 7,5 %.

Seuls les revenus excédant 1 200 €, soit 2 800 €, auraient dû être soumis au prélèvement libératoire.

Dans ce cas, vous bénéficiez d'un crédit d'impôt de 90 € (1 200 € × 7,5 %).

Figure 2. Déclaration n° 2042 K.

## 2 I REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche

Produits d'assurance-vie et de capitalisation soumis au prélèvement libératoire de 7,5 %		2DH	3
Autres produits de placement soumis à un prélèvement libératoire		2EE	
<b>REVENUS OUVRANT DROIT À ABATTEMENT</b> ne le déduisez pas			
Revenus des actions et parts		2DC	1
Revenus imposables des titres non cotés détenus dans le PEA		2FU	2
Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée d'au moins 8 ans		2CH	4

## REVENUS N'OUVRANT PAS DROIT À ABATTEMENT

### Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée inférieure à 8 ans et distributions (ligne 2TS)

Il s'agit notamment :

- des produits des bons et contrats de capitalisation et placements de même nature (assurance-vie) d'une durée inférieure à 8 ans ;
- des jetons de présence perçus par les membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance de sociétés (CGI, art. 117 bis) ;
- des avances, prêts et acomptes reçus par les associés des sociétés de capitaux (CGI, art. 111-a) ;
- des profits sur les marchés à terme étrangers, réalisés à titre occasionnel ou habituel (CGI, art. 120, 12°) ;
- des revenus des actions et parts non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (notamment parts de SIIC et de SPICAV depuis le 1.1.2011).

### Intérêts et autres produits de placement à revenu fixe (ligne 2TR)

Il s'agit notamment des produits suivants :

- produits d'obligations et emprunts d'État ;
- produits des comptes de dépôt et des comptes à terme ;
- intérêts des livrets bancaires fiscalisés ;
- produits des bons du Trésor sur formules et assimilés (bons d'épargne des PTT ou de La Poste, bons de la Caisse nationale de Crédit agricole, bons de caisse du Crédit mutuel, bons de la Caisse nationale de l'énergie, bons émis par les groupements régionaux d'épargne et de prévoyance, bons à cinq ans du Crédit foncier de France) ainsi que les produits des bons de caisse émis par les établissements de crédit ;
- produits de créances, cautionnements, comptes courants d'associés ;
- produits des bons de caisse émis par les entreprises ;
- produits de titres de créances négociables sur un marché réglementé (billets de trésorerie, certificats de dépôts, bons des institutions financières spécialisées, bons du Trésor en compte courant, bons des sociétés financières agréées et bons à moyen terme négociables) ;
- produits des fonds communs de créances (FCC) de moins de 5 ans et boni de liquidation de ces fonds ;
- produits des fonds communs de créances (FCC) de plus de 5 ans ;
- intérêts des prêts consentis entre particuliers (voir toutefois l'exonération en faveur des prêts familiaux ci-après) ;
- intérêts courus en 2013 sur des plans d'épargne-logement (PEL) de plus de 12 ans (ou arrivés à échéance pour les plans ouverts avant le 1.4.1992).

La prime d'épargne est exonérée d'impôt sur le revenu en totalité.

## À NOTER

Les intérêts doivent être déclarés ligne 2TR (ou ligne 2FA, voir ci-dessous) même lorsqu'ils ont été soumis au prélèvement forfaitaire non libératoire de 24 % lors de leur versement. Dans ce cas, le montant du prélèvement forfaitaire déjà acquitté doit être indiqué ligne 2CK. Il constitue un crédit d'impôt restituable.

### Prêts familiaux

Ne déclarez pas les intérêts perçus en rémunération d'un prêt d'une durée de 10 ans maximum que vous avez consenti entre le 1.1.2006 et le 31.12.2007 à l'un de vos enfants, petits-enfants ou arrière-petits-enfants pour l'achat de sa résidence principale. L'exonération ne porte toutefois que sur les intérêts reçus en rémunération d'un capital d'un montant maximum fixé à 50 000 €. Si le prêt est supérieur à 50 000 €, la part des intérêts calculée sur le montant du prêt excédant le plafond de 50 000 € est imposable à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux dans les conditions de droit commun.

Ce plafond est applicable aux prêts consentis par un même prêteur à un même emprunteur entre le 1.1.2006 et le 31.12.2007.

La somme prêtée doit être affectée par l'emprunteur, dans les six mois de la conclusion du prêt, à l'acquisition ou à la construction de son habitation principale, celle-ci pouvant être située en France ou à l'étranger.

Le contrat de prêt doit être déclaré dans les conditions de droit commun, que les intérêts soit exonérés en totalité ou en partie. Le prêt doit être déclaré par l'emprunteur sur l'imprimé n° 2062 (BOI-RPPM-RCM-10-10-50).

### Produits exonérés

Ne déclarez pas notamment

- les intérêts des sommes inscrites sur :
  - un livret A ;
  - un livret d'épargne populaire (LEP) ;
  - un livret de développement durable (LDD, ex-CODEVI) ;
  - un compte d'épargne-logement ;
  - un plan d'épargne-logement de moins de 12 ans ;
  - un livret d'épargne entreprise (LEE) ;
  - un livret jeune ;
- les produits capitalisés du PEP.

Figure 3. Déclaration n° 2042 K.

## 2 I REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche

### REVENUS N'OUVRANT PAS DROIT À ABATTEMENT

Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée inférieure à 8 ans et distributions .....		2TS	
Produits de placement à revenu fixe .....		2TR	
Produits de placement à revenu fixe inférieurs à 2 000 € taxables sur option à 24 % .....		2FA	



## Produits de placement à revenu fixe inférieurs à 2 000 € taxables sur option à 24 % (ligne 2FA)

(CGI, art. 125 A, I bis)

Si vous avez perçu en 2013 des produits de placement à revenu fixe n'excédant pas 2 000 €, vous pouvez opter, lors du dépôt de la déclaration de revenus, pour leur taxation au taux forfaitaire de 24 % au lieu de l'imposition au barème progressif. Cette option est formulée par inscription du montant des revenus ligne 2FA de la 20421.

Le montant des produits de placement à revenu fixe perçus par le foyer fiscal doit être inférieur ou égal à 2 000 €.

Les produits suivants peuvent faire l'objet de l'option : intérêts, arrrages et produits de toute nature de fonds d'État, obligations, titres participatifs, bons et autres titres de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants, comptes bloqués d'associés (voir ci-avant la liste des revenus relevant de la ligne 2TR) .

En principe, le montant de ces intérêts est prérempli ligne 2TR. Vous devez modifier la déclaration de la façon suivante :

- rayer le montant prérempli ligne 2TR (qui doit être inférieur ou égal à 2 000 €) ;
- inscrire ce même montant ligne 2FA ;
- diminuer le montant prérempli ligne 2BH du montant des revenus déclarés ligne 2FA ;
- inscrire ligne 2CG le montant indiqué ligne 2FA.

Le montant du prélèvement forfaitaire éventuellement acquitté lors du versement des intérêts en 2013 est déjà prérempli ligne 2CK. Vous n'avez pas à le modifier. Il constitue un crédit d'impôt.

## Revenus réputés distribués et revenus des structures soumises hors de France à un régime fiscal privilégié (ligne 2GO)

(CGI, art. 123 bis ; BOI-RPPM-10-30-20 ; PF 639-5)

Afin de compenser l'intégration de l'abattement de 20 % au barème de l'impôt sur le revenu depuis l'imposition des revenus de l'année 2006, le montant des revenus déclarés ligne 2GO de la 20421 est multiplié par un coefficient de 1,25 lors du calcul de l'impôt.

### Revenus des structures soumises hors de France à un régime fiscal privilégié

Remplissez cette ligne si vous détenez directement ou indirectement 10 % au moins des actions, parts, droits financiers ou droits de vote dans une structure (personne morale, organisme, fiducie ou institution comparable) établie ou constituée hors de France, soumise à un régime fiscal privilégié et dont l'actif ou les biens sont principalement constitués de valeurs mobilières, de créances, de dépôts ou de comptes courants.

Doivent être regardées comme bénéficiant d'un régime privilégié les structures établies ou constituées dans un État ou territoire où elles sont soumises à un prélèvement fiscal global inférieur d'au moins un tiers à l'impôt sur les sociétés qu'elles supporteraient si elles étaient établies ou constituées en France.

Indiquez ligne 2GO la quote-part des bénéfices ou des revenus positifs de la personne morale correspondant à la proportion des droits financiers que vous détenez.

Ces revenus sont considérés comme acquis le premier jour du mois qui suit la clôture de l'exercice de la structure ou le 31 décembre si aucun exercice n'a été clos au cours de l'année. Ils sont imposables même s'ils ne vous ont pas été distribués.

Vous devez joindre à votre 20421 la déclaration et les documents (notamment bilan et compte de résultats de la structure) prévus par l'article 50 septies de l'annexe II au CGI (décret n° 99-1156 du 29.12.1999).

### À NOTER

- Les bénéfices sont déterminés comme si la personne morale était imposable à l'impôt sur les sociétés en France.
- Toutefois, si la personne morale est établie dans un État n'ayant pas conclu de convention d'assistance administrative avec la France, le revenu que vous devez déclarer ne peut pas être inférieur au produit de la fraction (proportionnelle à vos droits financiers) de l'actif net ou de la valeur nette des biens de la structure, par un taux égal à celui mentionné au 3° du 1 de l'article 39 du CGI, relatif à la déduction des intérêts des comptes courants d'associés.
- L'impôt acquitté par la personne morale dans le pays ou territoire où elle est établie ou constituée est déductible (à proportion des droits que vous détenez) de votre revenu imposable, s'il est comparable à l'impôt sur les sociétés applicable en France. Vous devez justifier du paiement effectif de cet impôt.

### Revenus réputés distribués

Il s'agit de revenus distribués non déductibles du résultat de la société dont ils proviennent et qui ne bénéficient pas de l'abattement de 40 % :

- rémunérations et avantages occultes (CGI, art. 111-c) ;
- rémunérations excessives ou ne correspondant pas à un travail effectif (CGI, art. 111-d) ;
- dépenses de chasse, de pêche, de résidences de plaisance et d'agrément, de navigation de plaisance (CGI, art. 111-e) ;
- revenus réputés distribués à la suite d'une rectification des résultats de la société (CGI, art. 109).

## AUTRES

### Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR, 2FA déjà soumis aux prélèvements sociaux, sans CSG déductible

Certains revenus imposables au titre de 2013, déclarés lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR et 2FA ont déjà été soumis aux prélèvements sociaux lors de leur inscription en compte ou lors de leur versement, en 2013 ou au cours d'années antérieures. Il s'agit :

- des produits des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature (assurance-vie) exprimés en euros, imposables du fait du dénouement du bon ou contrat en 2013 (lignes 2CH et 2TS);
- des répartitions de fonds communs de placement à risques (FCPR) ou des distributions de sociétés de capital risque (SCR), devenues imposables du fait de la perte du régime de faveur (lignes 2DC et 2TS);
- des revenus de placement à revenu fixe pour lesquels vous avez opté pour la taxation forfaitaire à 24 % (ligne 2FA).

① Indiquez ligne 2CG le montant de ces revenus qui seront ainsi exclus de la base soumise aux prélèvements sociaux.

Les revenus déclarés ligne 2CG n'ouvrent pas droit à CSG déductible.

### Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR déjà soumis aux prélèvements sociaux, avec CSG déductible

② Inscrivez ligne 2BH le montant des revenus perçus en 2013 soumis au barème progressif, sur lesquels les prélèvements sociaux ont été prélevés à la source en 2013 par l'établissement payeur (ou lors de la souscription de la 2778) que ces revenus aient ou non fait l'objet du prélèvement forfaitaire non libératoire. Il s'agit des produits suivants :

- produits de placements à revenu fixe de source française ou étrangère :
- revenus d'obligations et autres titres d'emprunt négociables;
- revenus et gains de cession de titres de créances négociables;
- produits de parts de fonds communs de créances;
- produits de bons de caisse émis par les établissements de crédit;
- produits de créances, dépôts, cautionnements et comptes-courants d'associés;
- intérêts des plans d'épargne-logement de plus de 12 ans;
- produits de bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie qui ne sont pas exprimés en euros (bons ou contrats en unités de compte ou multi-supports) souscrits auprès d'une entreprise d'assurance établie en France, pour lesquels le contribuable n'a pas opté pour le prélèvement forfaitaire libératoire;
- revenus distribués de source française ou étrangère éligibles à l'abattement de 40 %.

N'oubliez pas de déclarer également ces revenus lignes 2DC, 2CH, 2TS ou 2TR.

Le montant des revenus indiqué ligne 2BH sera :

- exclu de la base de calcul des prélèvements sociaux;
- et retenu pour le calcul du montant de CSG déductible des revenus de 2013.

Ce montant de CSG déductible sera calculé (5,1 % du montant déclaré ligne 2BH) et déduit automatiquement de votre revenu global de 2013 soumis à l'impôt sur le revenu. Il sera ajouté au

montant de CSG déductible prérempli sur votre déclaration des revenus de 2013.

N'indiquez pas cette fraction de CSG déductible ligne 6DE page 4 de la 2042.

## À NOTER

Si vous optez pour l'imposition des intérêts n'excédant pas 2 000 € au taux forfaitaire de 24 %, aucune fraction de CSG n'est déductible au titre des revenus déclarés ligne 2FA. En cas d'option, vous devez diminuer le montant prérempli ligne 2BH.

### Revenus des associés des sociétés d'exercice libéral

Les revenus distribués et les intérêts de comptes courants d'associés perçus par les associés des sociétés d'exercice libéral (SEL), soumises à l'impôt sur les sociétés et, à compter du 1.1.2013, par les associés de toutes les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, qui y exercent leur activité professionnelle et relèvent à ce titre du régime social des travailleurs non salariés non agricoles, sont soumis aux prélèvements sociaux selon des modalités particulières (article 22 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 et art. 11, I-A de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2013).

– La fraction des revenus distribués et des intérêts payés qui excède 10 % du capital social, des primes d'émission et des sommes versées en compte courant est soumise aux cotisations et contributions sociales dues au titre des revenus d'activité. Corrélativement, cette fraction des revenus distribués et des intérêts payés n'est pas soumise aux prélèvements sociaux dus sur les revenus du patrimoine ou les produits de placement. La CSG due au titre des revenus d'activité n'ouvre pas droit à déduction du revenu global.

– La fraction des revenus distribués et des intérêts payés qui n'excède pas le seuil de 10 % est soumise, à la source, aux prélèvements sociaux sur les produits de placement. Une fraction de la CSG prélevée à ce titre ouvre droit à déduction du revenu global.

L'associé doit déclarer :

- lignes 2DC, 2TS ou 2TR, selon leur nature : le montant total des revenus distribués et des intérêts des comptes courants perçus;
- ligne 2BH : la fraction des revenus distribués et des intérêts des comptes courants d'associés perçus n'excédant pas le seuil de 10 %;
- ligne 2CG : la fraction des revenus distribués et des intérêts perçus excédant le seuil de 10 %.

Pour les titres inscrits dans un PEA, voir page 106.

### Frais venant en déduction

(BOI-RPPM-RCM-20-10-20-70; PF 630)

Les frais et les charges sont déductibles pour leur montant réel, à condition d'avoir été effectivement payés en 2013 et de concerner des revenus soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Lorsque les frais excèdent le montant imposable de l'ensemble des RCM soumis au barème, le déficit ainsi constaté ne s'impute pas sur les autres revenus catégoriels.

Le déficit RCM s'impute uniquement sur les revenus de même nature des 6 années suivantes (CGI, art. 156-I-8°).

Vous pouvez déduire les frais et charges supportés pour l'acquisition ou la conservation des revenus soumis au barème de l'impôt sur le revenu, par exemple :

- les frais de garde des titres ;
- les droits de location des coffres ;
- les primes d'assurance de valeurs mobilières (à l'exception des assurances couvrant les risques de dépréciation)...

#### Ne sont pas déductibles :

- les frais et charges destinés à accroître ou à conserver le capital, par exemple les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de valeurs mobilières ;
- les frais relatifs aux revenus de créances ;
- les frais relatifs aux revenus ayant supporté le prélèvement libératoire ou aux revenus exonérés (ex. : frais de garde de titres figurant dans un PEA).

#### À NOTER

Les prélèvements sociaux sont calculés sur les RCM pour leur montant brut, avant déduction des frais.

### Déficits des années antérieures non encore déduits

Indiquez lignes 2AA à 2AQ de la 2042C le montant des déficits RCM provenant des années 2007 à 2012 qui n'ont pas pu être imputés sur les RCM des années précédentes. Ces montants sont indiqués à la fin de votre avis d'impôt sur les revenus de 2012.

Ces déficits s'imputeront sur le montant imposable des revenus de capitaux mobiliers de l'année 2013.

La fraction du déficit RCM de l'année 2007 qui ne pourra pas être imputée en 2013 ne sera plus reportable.

La fraction du déficit RCM des années 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 qui ne pourra pas être imputée en 2013 sera reportable et imputable au plus tard sur les RCM de, respectivement, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.

### Crédits d'impôt

(CGI, art. 117 quater, 125 A, 199 ter I a, b et c ; BOI-RPPM-RCM-20-20 ; PF 632)

#### Crédit d'impôt égal au prélèvement forfaitaire déjà versé

Le prélèvement forfaitaire non libératoire déjà acquitté lors du versement des revenus en 2013 par l'établissement payeur (ou lors de la souscription de la 2778I ou de la 2778DIV) sur les produits de placement à revenu fixe (au taux de 24 %) et sur les revenus distribués (au taux de 21 %) ouvre droit à un crédit d'impôt d'égale montant.

Ce crédit d'impôt est afférent à des revenus soumis au barème de l'impôt sur le revenu (déclarés lignes 2TR, 2DC ou 2TS) ou, s'agissant des intérêts d'un montant inférieur ou égal à 2 000 €, imposés sur option au taux forfaitaire de 24 % (déclarés ligne 2FA).

3 Indiquez ligne 2CK le montant du prélèvement versé en 2013. Lorsqu'il excède le montant de l'impôt dû, l'excédent est restitué.

#### Crédit d'impôt sur valeurs étrangères

Les crédits d'impôt à déclarer ligne 2AB sont la contrepartie de la retenue à la source opérée sur les revenus de valeurs mobilières étrangères lorsque la convention conclue avec la France prévoit l'imputation de l'impôt retenu à l'étranger sur l'impôt français et lorsque l'établissement payeur est établi en France (pour les revenus encaissés hors de France, voir page 275).

S'il excède le montant de l'impôt dû, ce crédit d'impôt n'est pas restituable.

#### Crédit d'impôt "directive épargne" et autres crédits d'impôt restituables

Indiquez lignes 2BG de la 2042C

– le crédit d'impôt "directive épargne".

Il est la contrepartie de la retenue à la source prélevée sur les revenus de l'épargne payés sous forme d'intérêts par les organismes payeurs établis au Luxembourg, en Autriche et dans certains États<sup>2</sup> et territoires<sup>3</sup> dépendants et associés qui, dans le cadre d'accords conclus avec les États membres de la Communauté européenne, appliquent des mesures équivalentes à celles prévues dans la "directive épargne".

Reportez ligne 2BG le montant du crédit d'impôt déterminé dans la 2047I et la 2778I ;

– le crédit d'impôt correspondant à la retenue à la source opérée sur les produits de certains titres : obligations et titres assimilés émis avant 1987 et bons de caisse.

Lorsqu'il excède le montant de l'impôt dû, le crédit d'impôt indiqué ligne 2BG est restituable.

Figure 4. Déclaration n° 2042 K.

## 2 I REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS Si un montant imprimé est inexact, rayez-le et indiquez le montant total exact dans la case blanche

### AUTRES

Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR, 2FA déjà soumis aux prélèvements sociaux sans CSG déductible .....		2CG	1
Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR déjà soumis aux prélèvements sociaux avec CSG déductible .....		2BH	2
Frais et charges déductibles .....		2CA	
Crédits d'impôt sur valeurs étrangères .....		2AB	
Crédit d'impôt égal au prélèvement forfaitaire non libératoire effectué en 2013 .....		2CK	3

2. Confédération helvétique, principauté du Liechtenstein, République de Saint-Marin, Principauté de Monaco et Principauté d'Andorre.

3. Jersey, Guernesey, Ile de Man, Iles Vierges britanniques, Iles Turks et Caïcos et Antilles néerlandaises.

## Exonération des impatriés

(CGI, art. 155 B; BOI-RSA-GE0-40-10-30-20)

Les impatriés (voir page 79) qui ont pris leurs fonctions en France depuis le 1.1.2008 bénéficient d'une exonération de 50 % des RCM dont le paiement est assuré par une personne établie hors de France dans un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

### Revenus soumis au barème de l'impôt sur le revenu

Les revenus soumis au barème de l'impôt sur le revenu sont déclarés sur la 2047 et reportés sur la 2042. La fraction imposable de ces revenus (après application de l'exonération de 50 %) est à reporter selon le cas sur les lignes 2DC, 2TS ou 2TR.

La fraction des revenus bénéficiant de l'exonération est à reporter ligne 2DM de la 2042. Ce montant est retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence et des prélèvements sociaux.

De même, lorsque ces revenus ont été soumis au prélèvement forfaitaire non libératoire (sur la 2778 DIV pour les revenus distribués et sur la 2778 pour les produits de placements à revenu fixe), le montant soumis au prélèvement doit être déclaré selon le cas sur les lignes 2DC, 2TS ou 2TR et la fraction exonérée ligne 2DM. Le montant du prélèvement forfaitaire versé doit être indiqué ligne 2CK.

### Revenus soumis au prélèvement libératoire

Les produits des bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie de source européenne soumis, sur option, au prélèvement libératoire ont été déclarés sur la 2778.

Le montant des revenus ainsi déclarés est reporté sur la 2042:

– ligne 2DH: montant des produits des bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie d'une durée égale ou supérieure à huit ans et soumis au prélèvement libératoire au taux 7,5 % (après application de l'exonération de 50 %);

– ligne 2EE:

- montant des produits des bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie de moins de huit ans soumis au prélèvement libératoire, et montant de ces produits exonérés à hauteur de 50 %;
- montant des produits des bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie d'une durée égale ou supérieure à huit ans exonérés à hauteur de 50 % du prélèvement libératoire au taux de 7,5 %.

## Exemple

Un contribuable célibataire, dont le revenu fiscal de référence de 2011 est de 55 000 €, déclare les revenus suivants perçus en 2013 sur des comptes ouverts dans une banque française:

- ligne 2DC, les revenus d'actions et parts perçus hors PEA: 4 000 €;
- ligne 2FU, la fraction imposable des produits de titres non cotés détenus dans le PEA: 301 €;
- ligne 2CA, des frais de garde: 100 €;
- ligne 2FA, les intérêts perçus sur un compte de dépôt: 1 800 €.

Pour ces intérêts, le contribuable opte pour la taxation forfaitaire à 24 % (au lieu de leur imposition au barème).

Les revenus d'actions et les intérêts ont été soumis au prélèvement forfaitaire non libératoire lors de leur versement, soit:

$$- 4\,000 \text{ €} \times 21 \% = 840 \text{ €}$$

$$- 1\,800 \text{ €} \times 24 \% = 432 \text{ €}$$

Le montant de ce prélèvement forfaitaire constitue un crédit d'impôt et doit être déclaré ligne 2CK: 1 272 €.

Les revenus d'actions ont été soumis aux prélèvements sociaux lors de leur versement. Leur montant doit donc être reporté ligne 2BH: 4 000 €, afin qu'ils ne soient pas à nouveau soumis aux prélèvements sociaux et que la CSG déductible soit calculée.

Les intérêts ont aussi été soumis aux prélèvements sociaux lors de leur versement. Compte tenu de l'option pour la taxation forfaitaire à 24 %, leur montant doit donc être indiqué ligne 2CG. Ils ne sont pas à nouveau soumis aux prélèvements sociaux mais n'ouvrent pas droit à CSG déductible.

L'imposition des ces revenus de capitaux mobiliers est effectuée de la façon suivante:

1) Application de l'abattement de 40 %

$$\text{Ligne 2DC: } 4\,000 \text{ €} - 1\,600 \text{ €} = 2\,400 \text{ €}$$

$$\text{Ligne 2FU: } 301 \text{ €} - 120 \text{ €} = 181 \text{ €}$$

2) Déduction des frais

Imputation sur les revenus de la ligne 2DC (après application de l'abattement de 40 %):

$$2\,400 \text{ €} - 100 \text{ €} = 2\,300 \text{ €}$$

3) Montant imposable

– Montant soumis au barème progressif:

$$\text{Ligne 2DC: } 2\,300 \text{ €}$$

$$\text{Ligne 2FU: } 181 \text{ €}$$

$$\text{Total: } 2\,481 \text{ €}$$

– Montant soumis au prélèvement de 24 %:

$$\text{Ligne 2FA: } 1\,800 \text{ €}$$

Figure 5. Déclaration n° 2042 C.

2   REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS							
Revenus réputés distribués et revenus des structures soumises hors de France à un régime fiscal privilégié.....						2GO	
Crédit d'impôt « directive épargne » et autres crédits d'impôt restituables.....						2BG	
Déficits des années antérieures non encore déduits:							
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
2AA		2AL		2AM		2AQ	
Impatriés: revenus perçus à l'étranger exonérés (50%) .....						2DM	

4) Crédit d'impôt égal au montant du prélèvement forfaitaire non libératoire (ligne 2CK) : 1 272 €

5) Détermination du revenu fiscal de référence

– montant net imposable des RCM :  $2\,481 + 1\,800 = 4\,281$  €

– majoré de l'abattement de 40 % :  $1\,600 + 120 = 1\,720$  €

Montant des RCM retenu pour la détermination du revenu fiscal de référence :  $4\,281$  € +  $1\,720$  € =  $6\,001$  €

6) Calcul des prélèvements sociaux (sur les revenus du patrimoine et faisant l'objet d'un avis d'imposition).

Revenus déclarés ligne 2FU :  $301$  € x  $15,5$  % =  $47$  €

7) CSG payée à la source en 2013 et déductible du revenu global de 2013

Revenus déclarés ligne 2BH :  $4\,000$  € x  $5,1$  % =  $204$  €

## Documents à joindre à la déclaration de revenus

Vous devez joindre à votre 2042 :

– un imprimé n° 3916 indiquant les comptes bancaires ou assimilés, ouverts, utilisés ou clôturés à l'étranger au cours de l'année 2013. À défaut, une déclaration sur papier libre comportant les mêmes mentions.

N'oubliez pas de cocher la case 8UU, page 4 de votre 2042 ;

– si vous (ou l'un des membres de votre foyer fiscal) avez souscrit des contrats d'assurance-vie auprès d'un organisme établi hors de France, une déclaration sur papier libre indiquant pour chacun des contrats souscrits, modifiés ou dénoués en 2013, les éléments d'identification de l'organisme d'assurance, du souscripteur et du contrat.

Cochez également la case 8TT page 4 de votre 2042.



# PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS

GAINS DE CESSON DE VALEURS MOBILIÈRES ET DROITS SOCIAUX.....	115
ABATTEMENT POUR DURÉE DE DÉTENTION.....	116
ABATTEMENT POUR DURÉE DE DÉTENTION EN CAS DE DÉPART	
À LA RETRAITE D'UN DIRIGEANT DE PME.....	118
PROFITS RÉALISÉS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS À TERME.....	119
PERTES.....	119
AUTRES GAINS.....	120
– gains imposables.....	120
– gains exonérés.....	120
– plus-values des non-résidents.....	121

REPORT ET SURSIS D'IMPOSITION.....	122
TRANSFERT DU DOMICILE FISCAL HORS DE FRANCE.....	125
OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS.....	127
ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES.....	129
BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CRÉATEUR D'ENTREPRISE.....	130
PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES.....	131

Vous pouvez indiquer directement le montant de vos plus-values ou de vos moins-values de cession de droits sociaux et de valeurs mobilières sur la 2042<sup>1</sup> ou sur la 2042C<sup>1</sup> et vous dispensez de souscrire une 2074<sup>1</sup> si vous avez réalisé une seule des opérations suivantes :

- cession de valeurs mobilières ou droits sociaux ;
- clôture d'un PEA (moins de 5 ans à compter de son ouverture ou plus de 5 ans après son ouverture si le PEA est en perte) ;
- profits financiers (profits ou pertes sur le MATIF, les bons d'option et marchés d'options négociables et sur les parts de FCIMT) ;

et si vos gains (ou vos pertes), ainsi que l'abattement pour durée de détention de droit commun lorsqu'il est applicable, ont été intégralement calculés par vos établissements financiers.

Si vous n'avez réalisé qu'une des opérations précitées et si l'établissement financier a calculé vos gains sans calculer l'abattement pour durée de détention de droit commun lorsqu'il est applicable, vous pouvez remplir uniquement la fiche 2074ABT<sup>1</sup> (voir p. 365) et reporter le montant de la plus ou moins-value nette et le montant de l'abattement directement sur la 2042<sup>1</sup>.

Dans tous les autres cas, vous devez souscrire une 2074<sup>1</sup> (voir p. 359). Il s'agit des situations suivantes :

- l'établissement financier n'a pas calculé vos plus ou moins-values ;
- vous avez réalisé plusieurs des opérations précitées ;
- vous demandez l'application de l'abattement pour durée de détention renforcé prévu au 1 quater de l'article 150-0 D du CGI ;
- vous avez bénéficié de la réduction d'impôt prévue par l'article 199 terdecies 0-A du même code (réduction d'impôt «Madelin» pour souscription au capital des PME) lors de l'acquisition ou de la souscription des titres cédés. Dans ce cas, le prix d'acquisition retenu pour le calcul de la plus ou moins-value doit être diminué du montant de la réduction d'impôt obtenue.

## GAINS DE CESSON DE VALEURS MOBILIÈRES ET DROITS SOCIAUX

(CGI, art. 150-0A et 200-A ; BOI-RPPM-PVBMI ; PF 938 et suiv.)

**1** Indiquez ligne 3VG de la 2042<sup>1</sup> le montant des gains réalisés en 2013, après application éventuelle de l'abattement pour durée de détention des titres (voir ci-dessous), lors de :

- la cession de valeurs mobilières cotées ou non cotées : actions, obligations, titres d'emprunts négociables ;

- la cession ou le rachat de droits sociaux, actions et parts de sociétés non passibles de l'impôt sur les sociétés, quelle que soit la participation du groupe familial dans le capital de la société ;

- la cession de titres souscrits ou acquis dans le cadre de dispositifs d'actionnariat salarié : options de souscription ou d'achat d'actions (options sur titres ou "stock-options") et actions gratuites ;

- la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilière soumises à l'impôt sur les sociétés, acquis à compter du 21.11.2003 ;

- la cession de parts de sociétés de personnes soumises à l'impôt sur le revenu si vous n'exercez pas d'activité professionnelle non salariée dans la société ; si vous exercez une telle activité, les gains doivent être déclarés dans la 2042C<sup>PRO</sup> ;

- la donation en pleine propriété de titres de sociétés admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger, à certains organismes d'intérêt général ou d'utilité publique, ayant ouvert droit à l'avantage fiscal prévu en matière d'ISF par l'article 885-0V bis A du CGI (imputation sur le montant de l'ISF de 75 % de la valeur des titres donnés). Le gain taxable est égal à la différence entre la valeur des titres retenue pour la détermination de l'avantage fiscal et leur valeur d'acquisition.

Figure 1. Déclaration n° 2042.

### 3 I PLUS-VALUES DE CESSON DE VALEURS MOBILIÈRES, DROITS SOCIAUX ET GAINS ASSIMILÉS

Montant net après abattement pour durée de détention :

plus-value imposable.....3VG **1** ..... perte 2013 .. 3VH

Abattement net pour durée de détention :

appliqué sur des plus-values.....3SG ..... appliqué sur des moins-values .. 3SH



Déclarez également ligne 3VG, après application éventuelle de l'abattement pour durée de détention :

- le complément de prix qui vous a été versé en 2013 en exécution d'une clause d'indexation prévue lors d'une précédente cession de valeurs mobilières (clause dite "d'earn out", *BOI-RPPM-PVBMI-20-10-10-20*);

- les gains de cession de parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), de certains placements collectifs et d'entités étrangères de même nature et les gains de dissolution de ces organismes, placements ou entités;

- les distributions de plus-values nettes de cession d'éléments d'actifs effectuées par les OPCVM, certains placements collectifs et les entités étrangères de même nature (*7 bis du II de l'article 150-0 A du CGI*);

- les distributions d'une fraction des actifs d'un FCPR ou d'un fonds professionnel de capital investissement (*7 du II de l'article 150-0 A du CGI*);

- les gains de cession ou de rachat de parts ou actions de *carried interest* de FCPR, de SCR ou d'entités européennes lorsque les conditions prévues au 8 du II de l'article 150-0 A du CGI sont remplies;

- les distributions de plus-values nettes de cession de titres effectuées par les SCR et les entités européennes; les distributions de plus-values nettes de cession d'éléments d'actifs par les FCPR; les distributions d'une fraction des actifs d'un FCPR, afférentes à des parts ou actions de *carried interest*, lorsque les conditions prévues au 8 du II de l'article 150-0 A du CGI sont remplies;

- les distributions de plus-values nettes de cession de titres effectuées par les fonds de placement immobilier (FPI) (*article 150-0 F du CGI*).

Déclarez également ligne 3VG le gain réalisé lors de la cession ou de l'apport de créances représentatives d'un complément de prix à recevoir en exécution d'une clause d'indexation. Ce gain ne bénéficie pas de l'abattement pour durée de détention.

#### À NOTER

En cas de décès d'un conjoint en cours d'année, les plus-values doivent être déclarées sur la déclaration relative à la période au cours de laquelle la cession a été effectuée.

Si vous avez bénéficié de la réduction d'impôt prévue par l'article 199 terdecies 0-A du CGI (réduction d'impôt "Madelin" pour souscription au capital des PME) au titre de l'acquisition ou de la souscription des titres cédés, le prix d'acquisition retenu pour le calcul de la plus-value doit être diminué du montant de la réduction d'impôt obtenue.

## ABATTEMENT POUR DURÉE DE DÉTENTION

Les gains de cession à titre onéreux d'actions, de parts de sociétés, de droits portant sur ces actions ou parts, les compléments de prix et les distributions de plus-values de cession de titres par un OPCVM ou un placement collectif, une SCR ou un FPI et les distributions de fractions d'actifs d'un FCPR bénéficient à compter du 1.1.2013, sous certaines conditions, d'un abattement pour durée de détention proportionnel (abattement de droit commun ou renforcé).

Cet abattement s'applique aussi bien aux plus-values qu'aux moins-values de cession de titres.

Cet abattement ne s'applique que pour l'impôt sur le revenu. Il n'est applicable ni pour l'imposition aux prélèvements sociaux, qui restent dus sur le montant total de la plus-value (montant de la plus-value avant abattement), ni pour le calcul du revenu fiscal de référence.

Sont notamment exclus du champ d'application de cet abattement :

- les profits financiers réalisés par les personnes physiques à titre occasionnel sur les instruments financiers à terme;
- les gains de cession ou de remboursement d'obligations;
- les gains, lorsqu'ils sont imposables, réalisés sur un plan d'épargne en actions (PEA);
- les gains de levée d'option sur titres (stock-options);
- les gains d'acquisition constatés lors de l'attribution d'actions gratuites;
- les gains nets réalisés lors de la cession de titres souscrits en exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE);
- les plus-values de cession ou d'échange placées en report d'imposition et réalisées avant le 1.1.2013, quel que soit le dispositif de report d'imposition concerné.

### Abattement pour durée de détention de droit commun

(*CGI, art. 150-0 D, 1<sup>er</sup>*)

L'abattement pour durée de détention de droit commun s'applique à compter du 1.1.2013 aux gains nets et distributions suivants :

- les gains de cession à titre onéreux d'actions ou de parts de sociétés;
- les gains de cession de droits portant sur ces actions ou parts (titres démembrés : usufruit et nue-propriété);
- les compléments de prix reçus en exécution d'une clause du contrat de cession d'actions ou de parts de sociétés, dans le champ de l'abattement de droit commun, exclusivement déterminé en fonction d'une indexation en relation directe avec l'activité de la société (*2 du I de l'article 150-0 A du CGI*). Le taux de l'abattement applicable au complément de prix est le même que celui appliqué au gain de cession des titres de la société;
- les distributions de plus-values de cession de titres effectuées par les SCR (*1 du II de l'article 163 quinquies C du CGI*);



- les distributions de plus-values de cession de titres effectuées par les fonds de placement immobilier (FPI) (*article 150-0 F du CGI*);
- les gains de cession ou de rachat de parts ou actions d'OPCVM, de certains placements collectifs ou d'entités étrangères de même nature et les gains de dissolution de tels organismes, placements ou entités, à condition que ceux-ci emploient plus de 75 % de leurs actifs en parts ou actions de sociétés;

**À NOTER**

Ce quota de 75 % doit être respecté au plus tard lors de la clôture de l'exercice suivant celui de la constitution de l'OPCVM, du placement collectif ou de l'entité et, de manière continue, jusqu'à la date de cession ou du rachat des actions ou parts ou de la dissolution de l'organisme.

Cependant, pour les organismes constitués avant le 1.1.2014, le quota de 75 % doit être respecté au plus tard lors de la clôture du premier exercice ouvert à compter de cette même date et de manière continue jusqu'à la date de la cession, du rachat ou de la dissolution.

- les gains de cession ou de rachat de parts de FCPR, de FIP (fonds d'investissement de proximité), de FCPI (fonds communs de placement dans l'innovation) et de fonds professionnels de capital investissement; les gains de cession ou de rachat de parts ou actions de *carried interest* de FCPR, de SCR ou d'entités européennes (*premier et dernier alinéas du 8 du II de l'article 150-0 A du CGI*). Ces gains bénéficient de l'abattement pour durée de détention de droit commun sans que le fonds ou la société n'ait à respecter le quota de 75 %;
- les distributions de plus-values de cession d'éléments d'actifs effectuées par les OPCVM, certains placements collectifs et les entités étrangères de même nature (*7 bis du II de l'article 150-0 A du CGI*), à condition que les fonds, organismes ou placements concernés emploient plus de 75 % de leurs actifs en actions ou parts de sociétés (voir ci-dessus);
- les distributions d'une fraction des actifs d'un FCPR ou d'un fonds professionnel de capital investissement (*7 du II de l'article 150-0 A du CGI*); les distributions de plus-values de cession d'éléments d'actifs effectuées par ces mêmes fonds; les distributions de plus-values de cession de titres effectuées par les SCR et les entités européennes; les distributions de plus-values de cession d'éléments d'actifs par un FCPR; les distributions d'une fraction des actifs d'un FCPR, afférentes à des parts ou actions de *carried interest* (*8 du II de l'article 150-0 A du CGI et 1 du II de l'article 163 quinquies C du CGI*). Ces distributions bénéficient de l'abattement pour durée de détention de droit commun sans que le fonds ou la société n'ait à respecter le quota de 75 %.

Cet abattement, appliqué au montant du gain net ou de la distribution, est égal à :

- **50 %** lorsque les titres sont détenus depuis au moins deux ans et moins de huit ans;
- **65 %** lorsque les titres sont détenus depuis au moins huit ans.

La durée de détention est décomptée à partir de la date d'acquisition ou de souscription des titres et jusqu'à la date de la cession ou de la distribution.

❶ Le montant de l'abattement appliqué à une plus-value doit être déclaré ligne 3SG. Il est soumis aux prélèvements sociaux et retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence.

❷ Le montant de l'abattement appliqué à une moins-value doit être déclaré ligne 3SH.

Si vous calculez à la fois un abattement sur des plus-values et un abattement sur des moins-values, effectuez la compensation entre ces abattements et reportez le montant net de l'abattement ligne 3SG ou 3SH.

**Abattement pour durée de détention renforcé**

(*CGI, art. 150-0 D, 1 quater*)

L'abattement pour durée de détention renforcé s'applique aux plus-values de cessions de titres de PME réalisées à compter du 1.1.2013 lorsque la société émettrice des droits cédés remplit les conditions suivantes :

- elle est créée depuis moins de dix ans et n'est pas issue d'une concentration, d'une restructuration, d'une extension ou d'une reprise d'activités préexistantes. Cette condition s'apprécie à la date de souscription ou d'acquisition des titres cédés;
- il s'agit d'une petite ou moyenne entreprise (PME) au sens communautaire : elle emploie moins de 250 personnes et, soit réalise un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros, soit a un total du bilan annuel n'excédant pas 43 millions d'euros. Cette condition s'apprécie à la date de la clôture du dernier exercice précédant la date de souscription ou d'acquisition des droits ou, à défaut d'exercice clos, à la date du premier exercice clos suivant cette date;
- elle n'accorde aucune garantie en capital à ses associés ou actionnaires en contrepartie de leur souscription;
- elle est passible de l'impôt sur les bénéfices (impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés) ou d'un impôt équivalent;
- elle a son siège social dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales (Islande, Norvège et Liechtenstein);
- elle exerce une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, à l'exception de la gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier.

Figure 2. Déclaration n° 2042.

**3 I PLUS-VALUES DE CESSON DE VALEURS MOBILIÈRES, DROITS SOCIAUX ET GAINS ASSIMILÉS**

Montant net après abattement pour durée de détention :			
plus-value imposable .....	3VG		perte 2013 .. 3VH
Abattement net pour durée de détention :			
appliqué sur des plus-values .....	3SG	❶	appliqué sur des moins-values .. 3SH
			❷

En cas de pertes antérieures à 2013 non encore imputées, indiquez le détail sur papier libre ou joignez le tableau de suivi n° 2041 SP

Lorsque la société émettrice des droits cédés est une société holding animatrice, le respect de l'ensemble de ces conditions s'apprécie au niveau de la société émettrice et de chacune des sociétés dans laquelle elle détient des participations. Ces quatre dernières conditions s'apprécient de manière continue depuis la date de création de la société.

L'abattement renforcé ne s'applique pas aux gains et distributions suivants :

- gains de cession ou rachat de parts ou d'actions d'OPCVM, de certains placements collectifs (SICAV, FCP, FCPR) et d'entités étrangères de même nature ;
- gains de cession ou de rachat de parts ou actions de *carried interest* de FCPR, de SCR ou d'entités européennes (*premier et dernier alinéas du 8 du II de l'article 150-0 A du CGI*) ;
- distributions d'une fraction des actifs d'un FCPR ou d'un fonds professionnel de capital investissement (*7 du II de l'article 150-0 A du CGI*) ;
- distributions de plus-values de cession d'éléments d'actifs effectuées par les OPCVM, certains placements collectifs et les entités étrangères de même nature (*7 bis du II de l'article 150-0 A du CGI*) ;
- distributions de plus-values de cession de titres effectuées par les SCR et les entités européennes ; distributions de plus-values de cession d'éléments d'actifs par un FCPR ; distributions d'une fraction des actifs d'un FCPR, afférentes à des parts ou actions de *carried interest* (*8 du II de l'article 150-0 A du CGI et 1 du II de l'article 163 quinquies C du CGI*) ;
- distributions de plus-values de cession de titres effectuées par les FPI (*article 150-0 F du CGI*) ;
- distributions de plus-values de cession de titres effectuées par les SCR (*1 du II de l'article 163 quinquies C du CGI*).

Cet abattement, appliqué au montant du gain net, est égal à :

- **50 %** lorsque les titres sont détenus depuis au moins un an et moins de quatre ans ;
- **65 %** lorsque les titres sont détenus depuis au moins quatre ans et moins de huit ans ;
- **85 %** lorsque les titres sont détenus depuis au moins huit ans.

La durée de détention est décomptée à partir de la date d'acquisition ou de souscription des titres et jusqu'à la date de la cession ou de la distribution.

❶ Le montant de l'abattement appliqué sur une plus-value doit être déclaré ligne 3SL de la 2042C<sup>1</sup>. Il est compris dans la base soumise aux prélèvements sociaux et retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence.

❷ Le montant de l'abattement appliqué sur une moins-value doit être déclaré ligne 3SM de la 2042C<sup>1</sup>.

Si vous calculez à la fois un abattement sur des plus-values et un abattement sur des moins-values, effectuez la compensation entre ces abattements et reportez le montant net de l'abattement ligne 3SL ou 3SM.

## À NOTER

L'abattement pour durée de détention renforcé s'appliquera également à certains gains de cession de titres réalisés à compter du 1.1.2014 :

- cessions au sein du groupe familial, lorsque certaines conditions sont remplies. Ces conditions sont identiques à celles applicables dans le cadre du dispositif d'exonération prévu au 3 du I de l'article 150-0 A du CGI ;
- cessions par les dirigeants de petites et moyennes entreprises faisant valoir leurs droits à la retraite lorsque les conditions prévues à l'article 150-0 D ter du CGI seront remplies. En outre, ces plus-values bénéficieront, avant l'application de cet abattement proportionnel, d'un abattement fixe spécifique de 500 000 €.

## ABATTEMENT POUR DURÉE DE DÉTENTION EN CAS DE DÉPART À LA RETRAITE D'UN DIRIGEANT DE PME

(CGI, art. 150-0 D ter ; BOI-RPPM-PVBMI-20-20)

Les gains nets de cession de titres ou droits de petites et moyennes entreprises (PME) européennes réalisés par les dirigeants en vue de leur départ à la retraite sont réduits, sous certaines conditions, d'un abattement pour durée de détention pour l'imposition à l'impôt sur le revenu. Cet abattement est égal à un tiers par année de détention des titres ou droits cédés au-delà de la cinquième et conduit donc à une exonération totale d'impôt sur le revenu à partir de la huitième année de détention des titres (*art. 150-0 D ter du CGI qui renvoie à l'article 150-0 D bis dans sa rédaction en vigueur avant le 1.1.2011*).

L'abattement s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- la cession porte sur l'intégralité des titres ou droits détenus par le cédant dans la société ou sur plus de 50 % des droits de vote ou, en cas de la seule détention de l'usufruit, sur plus de 50 % des droits dans les bénéfices sociaux ;

– le cédant :

- a exercé dans la société, de manière continue pendant les cinq années précédant la cession, une fonction de direction dont la rémunération représente plus de la moitié de ses revenus professionnels ;
- a détenu seul ou par l'intermédiaire d'une personne interposée ou de son groupe familial, au moins 25 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de manière continue pendant les cinq années précédant la cession et il peut justifier de cette durée de détention ;
- cesse toute fonction dans la société et fait valoir ses droits à la retraite soit au cours des deux années suivant la cession, soit au cours des deux années précédant celle-ci. Le délai de 2 ans est apprécié de date à date ;
- en cas de cession des titres ou droits à une société, détient seul directement ou indirectement au maximum 1 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices de la société cessionnaire ;

Figure 3. Déclaration n° 2042 C.

### 3 I PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS

Abattement net pour durée de détention renforcé :

appliqué sur des plus-values	3SL	❶	appliqué sur des moins-values	3SM	❷
Abattement net pour durée de détention des titres en cas de départ à la retraite d'un dirigeant :					
appliqué sur des plus-values	3VA		appliqué sur des moins-values	3VB	

– la société :

- est passible de l'impôt sur les sociétés ou d'un impôt équivalent, ou soumise sur option à cet impôt ;
- exerce, de manière continue pendant les cinq années précédant la cession, une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier, ou a pour objet exclusif de détenir des participations dans des sociétés exerçant les activités précitées ;
- a son siège social dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ('Islande, Norvège et Liechtenstein) ;
- emploie moins de 250 salariés au 31 décembre de l'une au moins des trois années précédant celle de la cession.

Elle a réalisé un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou a un bilan inférieur à 43 millions d'euros à la clôture de l'un des trois derniers exercices précédant celui au cours duquel intervient la cession.

Son capital ou ses droits de vote ne sont pas détenus directement, de manière continue au cours du dernier exercice clos précédant la cession, à hauteur de 25 % ou plus, par une ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne répondent pas aux critères d'effectif, de chiffre d'affaires ou de total de bilan précités.

La durée de détention est décomptée à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'acquisition ou de souscription des titres ou droits cédés.

L'abattement pour durée de détention ne s'applique ni pour la détermination du revenu fiscal de référence ni pour le calcul des prélèvements sociaux.

Déposez une 2074-DIR afin de calculer la plus ou moins-value puis reportez :

- ligne 3VG de la 2042 le montant de la plus-value imposable, après déduction de l'abattement (ou ligne 3VH en cas de moins-value) ;
- ligne 3VA de la 2042C le montant de l'abattement sur la plus-value (ou ligne 3VB le montant de l'abattement sur une moins-value). Ce montant est retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence et de la base soumise aux prélèvements sociaux.

### À NOTER

L'article 17 de la loi de finances pour 2014 supprime, à compter du 1.1.2014, l'abattement pour durée de détention spécifique aux dirigeants de PME européennes partant à la retraite. Cet abattement est remplacé, à compter de la même date, par deux nouveaux abattements cumulatifs : un abattement fixe de 500 000 € prévu à l'article 150-0 D ter du CGI, puis l'abattement renforcé prévu au 1 quater de l'article 150-0 D du CGI.

## PROFITS RÉALISÉS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS À TERME

(CGI, art. 150 ter à 150 undecies ; BOI-RPPM-PVBMI-10-10-20)

Indiquez également ligne 3VG les profits financiers réalisés en France, à titre occasionnel,

- sur le MATIF (marché à terme international de France) ;
- sur les marchés à terme d'options négociables ou sur les bons d'option ;
- sur les parts de FCIMT (fonds communs d'intervention sur les marchés à terme).

Ces gains sont soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Ils ne bénéficient pas de l'abattement pour durée de détention de droit commun ou renforcé.

## PERTES

Indiquez ligne 3VH le montant de la **perte nette de l'année** résultant de la cession de valeurs mobilières et droits sociaux, la perte constatée lors de la clôture d'un PEA de plus de 5 ans ainsi que la perte résultant d'opérations sur le MATIF, les marchés d'options négociables et bons d'option, les parts de FCIMT.

Pour déterminer la perte nette à déclarer ligne 3VH, vous devez effectuer la compensation entre les moins-values de cession de valeurs mobilières et droits sociaux de l'année réduites, le cas échéant, de l'abattement pour durée de détention et :

- les gains relevant des cases 3VG (réduits, le cas échéant, de l'abattement pour durée de détention), 3VM, 3VT ;
- les gains de levée d'options (imposables à un taux forfaitaire, déclarés cases 3VD, 3SD, 3VI, 3SI, 3SF ou 3VF) uniquement lorsque l'option a été attribuée avant le 20.6.2007 ;
- les gains de cession de titres souscrits en exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise : cases 3SJ et 3SK ;
- les plus-values dont le report d'imposition a expiré (article 150-0 D bis du CGI) : case 3SB.

En revanche, les moins-values de cession de valeurs mobilières ne sont pas imposables sur :

- les gains d'acquisition d'actions gratuites ;
- les gains de levée d'options sur titres attribuées depuis le 20.6.2007 ;
- les gains de levée d'options imposés selon les règles des traitements et salaires (sur option ou en cas de cession avant la fin du délai d'indisponibilité), quelle que soit la date de leur attribution ;
- les distributions de sociétés de capital-risque (case 3VL).

Les pertes résultant de la cession de valeurs mobilières et droits sociaux sont réduites de l'abattement pour durée de détention dans les mêmes conditions que les plus-values. Le montant net de cet abattement (fraction de moins-value non imposable, après

Figure 4. Déclaration n° 2042.

### 3 I PLUS-VALUES DE CESSON DE VALEURS MOBILIÈRES, DROITS SOCIAUX ET GAINS ASSIMILÉS

Montant net après abattement pour durée de détention :

plus-value imposable ..... 3VG  ..... perte 2013 ..... 3VH

Abattement net pour durée de détention :

appliqué sur des plus-values ..... 3SG  ..... appliqué sur des moins-values ..... 3SH

compensation avec les abattements pour durée de détention de même type appliqués sur les plus-values) doit être déclaré :

- ligne 3SH de la 2042<sup>1</sup> pour l'abattement de droit commun ;
- ligne 3SM de la 2042<sup>1</sup> pour l'abattement renforcé ;
- ligne 3VB de la 2042<sup>1</sup> pour l'abattement applicable aux plus-values de cession de titres réalisées par les dirigeants de PME lors de leur départ à la retraite.

#### En cas de pertes antérieures reportables sur l'année 2013

Indiquez le détail des pertes subies de 2003 à 2012 sur papier libre ou sur le document de suivi 2041SP<sup>1</sup>, disponible dans les services des impôts et sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) (voir p. 367).

Le cas échéant, vous indiquerez également sur ce document l'imputation de moins-values provenant d'années antérieures sur la plus-value imposable de l'année 2013, éventuellement réduite de l'abattement pour durée de détention.

Les moins-values sont imputables sur les gains de même nature réalisés au cours de la même année et des 10 années suivantes.

Les moins-values les plus anciennes s'imputent en priorité sur les gains réalisés en 2013.

Reportez sur la 2042<sup>1</sup> ou la 2042<sup>1</sup> le gain net après imputation des pertes.

Lorsque les moins-values antérieures reportables excèdent le montant de la plus-value de l'année, ne reportez aucun montant sur la déclaration.

Les moins-values des années antérieures ne doivent pas être cumulées avec la perte de l'année. Indiquez ligne 3VH de la 2042<sup>1</sup> uniquement la perte subie en 2013.

#### À NOTER

Les moins-values ne sont prises en compte que lorsqu'elles relèvent d'opérations imposables. Les moins-values résultant d'opérations d'échange bénéficiant du sursis d'imposition ne sont ni imputables ni reportables.

## AUTRES GAINS

### Gains imposables

#### Distributions provenant de structures de capital-risque

Indiquez ligne 3VL de la 2042<sup>1</sup> le montant des produits distribués par les sociétés de capital-risque qui ont été prélevés sur certaines plus-values. Ces distributions sont imposées au barème progressif de l'impôt sur le revenu, le cas échéant après application de l'abattement de droit commun, lorsque l'actionnaire n'a pas pris l'engagement de conservation des actions de la SCR et de réinvestissement des distributions pendant 5 ans (art. 163 quinquies C II 1 du CGI).

#### Clôture de PEA avant cinq ans

En cas de clôture de PEA en 2013 :

- avant l'expiration de la 2<sup>e</sup> année, portez le montant du gain net réalisé depuis son ouverture ligne 3VM de la 2042<sup>1</sup>. Le gain est imposé au taux forfaitaire de 22,5 % ;
- entre la 2<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> année, portez le montant du gain net ligne 3VT. Le gain est imposé au taux forfaitaire de 19 %.

L'abattement pour durée de détention ne s'applique pas à ces gains.

### Gains exonérés

#### Clôture de PEA après cinq ans

Les gains réalisés lors d'un retrait, d'un rachat ou de la clôture d'un PEA de plus de cinq ans sont exonérés et n'ont pas à être déclarés.

#### Retrait du PEA avant cinq ans sous condition de financement d'une entreprise

Vous pouvez retirer des sommes ou racheter des valeurs d'un PEA dans les 5 ans de son ouverture en franchise d'impôt sur le revenu et sans entraîner la clôture du plan à condition de les affecter, dans les 3 mois suivant le retrait, à la création ou à la reprise d'une entreprise dont vous (ou votre conjoint ou l'un de vos ascendants ou descendants) assurez personnellement l'exploitation ou la direction (BOI-RPPM-RCM-40-50-40).

L'investissement peut prendre la forme de la souscription au capital initial d'une société, de l'acquisition de titres d'une société existante, de l'acquisition d'un fonds de commerce ou d'un fonds de clientèle ou du versement sur le compte courant de l'exploitant d'une entreprise individuelle créée depuis moins de 3 mois à la date du versement.

Figure 5. Déclaration n° 2042 C.

3   PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS	
Distributions par des sociétés de capital-risque .....	3VL <input type="text"/>
Clôture du PEA :	
– avant l'expiration de la 2 <sup>e</sup> année : gain taxable à 22,5 % .....	3VM <input type="text"/>
– entre la 2 <sup>e</sup> et la 5 <sup>e</sup> année : gain taxable à 19 % .....	3VT <input type="text"/>
Abattement net pour durée de détention des titres en cas de départ à la retraite d'un dirigeant :	
appliqué sur des plus-values .....	3VA <input type="text"/>
appliqué sur des moins-values .....	3VB <input type="text"/>
Cession de titres détenus à l'étranger par les impatriés :	
plus-values exonérées (50 %) .....	3VQ <input type="text"/>
moins-values non imputables (50 %) .....	3VR <input type="text"/>
Produits et plus-values exonérés provenant de structures de capital-risque .....	3VC <input type="text"/>
Plus-values exonérées de cession de titres de jeunes entreprises innovantes .....	3VP <input type="text"/>
Plus-values exonérées de cession de participations supérieures à 25% au sein du groupe familial .....	3VY <input type="text"/>

### Produits et plus-values provenant de structures de capital-risque

Indiquez ligne 3VC de la 2042C1 :

- les produits des parts de fonds communs de placements à risques et les plus-values de cession de ces parts exonérés d'impôt sur le revenu en application des articles 150-0 A, III-1 et 163 quinquies B du CGI ;
- les distributions effectuées par les sociétés de capital-risque et les plus-values de cession d'actions de ces sociétés exonérées d'impôt sur le revenu en application des articles 150-0 A, III-1 bis et 163 quinquies C du CGI ;
- les distributions effectuées par les sociétés unipersonnelles d'investissement à risque exonérées d'impôt sur le revenu en application de l'article 163 quinquies C bis du CGI.

Le montant déclaré ligne 3VC est retenu uniquement pour la détermination du revenu fiscal de référence. Les prélèvements sociaux ont déjà été effectués à la source.

### Cession de titres de jeunes entreprises innovantes

Si vous avez réalisé des gains de cession de parts ou d'actions de sociétés bénéficiant du statut de jeunes entreprises innovantes, vous pouvez opter pour l'exonération d'impôt sur le revenu de ces plus-values (CGI, art. 150-0 A III-7 ; BOI-RPPM-PVBM-10-20-20). Vous pouvez bénéficier de cette exonération si :

- vous avez souscrit ces titres à compter du 1.1.2004 ;
- vous les avez conservés pendant au moins 3 ans ;
- et vous ne détenez pas, directement ou indirectement, plus de 25 % des droits de vote et des droits dans les bénéfices de la société depuis la souscription des titres cédés.

Indiquez ligne 3VP de la 2042C1 le montant de ces plus-values. Il sera retenu pour la détermination du revenu fiscal de référence et pour le calcul des prélèvements sociaux.

### Cession de participations au sein du groupe familial

Les plus-values réalisées par les particuliers lors de la cession de certains droits sociaux au profit d'un membre du groupe familial du cédant sont exonérées d'impôt sur le revenu lorsque les conditions suivantes sont remplies (CGI, art. 150-0A, I, 3) :

- les droits cédés détenus directement ou indirectement par le cédant, avec les membres de son groupe familial, ont dépassé ensemble 25 % des droits dans les bénéfices sociaux à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la cession ;
- les titres cédés sont ceux d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés et ayant son siège social en France ou dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'EEE et ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales (Islande, Norvège et Liechtenstein) ;
- la cession est réalisée au profit d'un des membres du groupe familial du cédant (son conjoint, leurs ascendants et descendants ou leurs frères et sœurs) ;
- le cessionnaire ne doit pas revendre à un tiers au groupe familial du cédant tout ou partie des droits dans le délai de cinq ans suivant la cession.

Ces plus-values restent soumises aux prélèvements sociaux et sont retenues pour le calcul du revenu fiscal de référence. Vous devez les déclarer ligne 3VY de la 2042C1.

### À NOTER

Les exonérations des plus-values de cession de titres de jeunes entreprises innovantes et des plus-values de cessions de titres réalisées au profit d'un membre du groupe familial sont supprimées à compter du 1.1.2014. À compter de cette date, l'abattement pour durée de détention renforcé s'applique aux gains de cession de titres au sein du groupe familial.

### Exonération des impatriés

(CGI, art. 155 B ; BOI-RSA-GEO-40-10)

Les impatriés (voir page 75) qui ont pris leurs fonctions en France depuis le 1.1.2008 bénéficient d'une exonération d'impôt sur le revenu à hauteur de 50 % du montant de certaines plus-values de cession de valeurs mobilières et droits sociaux réalisées jusqu'au 31.12 de la 5<sup>e</sup> année suivant celle de leur prise de fonctions en France.

L'exonération s'applique aux gains réalisés lors de la cession de titres dont le dépositaire (teneur du compte-titres) ou, à défaut de dépositaire, la société dont les titres sont cédés, est établi à l'étranger dans un État ou un territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Corrélativement, les moins-values réalisées lors de la cession de ces titres ne sont retenues qu'à hauteur de 50 % de leur montant.

L'exonération de 50 % ne concerne que l'impôt sur le revenu. La fraction de plus-value exonérée (ou la fraction de moins-value non imputable) est retenue pour le calcul du revenu fiscal de référence et des prélèvements sociaux.

Pour calculer la plus-value ou la moins-value réalisée lors de la cession des titres, vous devez remplir la 2074-IMP1.

La plus-value doit être déclarée de la manière suivante :

- la fraction de plus-value imposable, après application, le cas échéant, de l'abattement pour durée de détention puis de l'exonération de 50 % : ligne 3VG de la 20421 ;
- l'abattement pour durée de détention : ligne 3SG de la 20421 (ou ligne 3SL de la 2042C1) ;
- la fraction de plus-value exonérée : ligne 3VQ de la 2042C1.

En cas de moins-value, vous devez déclarer :

- la fraction de moins-value imputable à hauteur de 50 %, après application, le cas échéant, de l'abattement pour durée de détention : ligne 3VH de la 20421 ;
- l'abattement pour durée de détention : ligne 3SH de la 20421 (ou ligne 3SM de la 2042C1) ;
- la fraction de moins-value non imputable : ligne 3VR de la 2042C1.

### Plus-values et distributions des non-résidents

Les plus-values de cession à titre onéreux ou de rachat de participations substantielles réalisées en 2013 par les non-résidents (CGI, art. 244 bis B du CGI) et les distributions de plus-values de cession de titres effectuées par des sociétés de capital-risque (SCR) aux non-résidents en 2013 (article 163 quinquies C II du CGI), ont été soumises à un prélèvement forfaitaire de 45 % au moment de la cession ou de la distribution.



Les plus-values concernées par l'article 244 bis B du CGI sont notamment les plus-values de cession de titres réalisées par les personnes qui ont détenu, à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la cession, directement ou indirectement, avec leur groupe familial (conjoint, ascendants, descendants) plus de 25 % des droits dans les bénéfices sociaux d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés et ayant son siège social en France.

Indiquez ligne 3SE le montant de ces plus-values (avant déduction de l'abattement pour durée de détention). Il sera pris en compte uniquement pour le calcul du revenu fiscal de référence.

Pour vos plus-values et distributions de SCR soumises au prélèvement de 45 % en 2013, vous pouvez demander le remboursement de la différence entre le montant de ce prélèvement et montant de l'impôt qui résulte de l'application du barème de l'impôt sur le revenu prévu à l'article 197 A du CGI (barème applicable aux non résidents) aux plus-values ou distributions concernées.

Si vous souhaitez demander le remboursement de l'excédent du prélèvement de 45 %, indiquez le montant de vos plus-values et distributions ligne 3VE (après abattement pour durée de détention) et le montant du prélèvement déjà versé ligne 3VV de la 2042C.

Joignez la copie de la 2074NR qui indique le montant de ce prélèvement.

## REPORT ET SURSIS D'IMPOSITION

### Report d'imposition et exonération des plus-values sous condition de emploi

(CGI, art. 150-0 D bis; BOI-RPPM-PVBMI-30-10-50)

L'article 150-0 D bis du CGI dans sa rédaction en vigueur avant le 1.1.2014 prévoit un régime de report d'imposition et d'exonération d'impôt sur le revenu de certaines plus-values de cession de titres sous condition de réinvestissement du produit de la cession.

#### Conditions à remplir

Le report d'imposition des plus-values de cession de titres ou droits démembrés réalisées en 2013 s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies.

- Vous détenez depuis plus de huit ans et de manière continue, directement ou indirectement ou par l'intermédiaire de votre groupe familial, des titres représentant au moins 10 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux. La durée de détention est décomptée à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'acquisition ou de souscription des titres.

- La cession porte sur des parts ou actions détenues en pleine propriété ou des droits démembrés, d'une société cotée ou non cotée passible de l'impôt sur les sociétés (de droit ou sur option) ou d'un impôt équivalent et ayant son siège social en France ou dans un État de l'Union européenne ou dans un État partie à l'accord sur l'EEE ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales (Islande, Norvège et Liechtenstein).

- La société dont les titres sont cédés exerce une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière (à l'exception de la gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier) ou avoir pour objet social exclusif la détention de participations dans des sociétés exerçant les activités éligibles précitées. Cette condition s'apprécie pendant les 8 années précédant la cession.

- Vous prenez l'engagement d'investir le produit de la cession des titres dans le délai de vingt quatre mois (à compter de la date de cession), et à hauteur de 50 % au moins du montant de la plus-value nette des prélèvements sociaux, dans la souscription en numéraire au capital initial ou l'augmentation de capital d'une ou de plusieurs sociétés ou dans la souscription de parts d'une ou plusieurs fonds communs de placement à risque (FCPR) ou d'actions d'une ou plusieurs sociétés de capital risque (SCR) respectant certains quotas d'investissement.

- La société bénéficiaire de l'investissement doit:

- avoir son siège social dans un État de l'UE ou dans un autre État partie à l'EEE ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales;
- être passible de l'impôt sur les sociétés ou d'un impôt équivalent ou soumise sur option à cet impôt;
- exercer une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou avoir pour objet exclusif la détention de participations dans des sociétés éligibles.

- Les titres représentatifs de l'apport en numéraire doivent être entièrement libérés au moment de la souscription ou de l'augmentation de capital ou, au plus tard, à l'issue d'un délai de vingt quatre mois. Ils doivent représenter au moins 5 % des droits de vote et des droits dans les bénéfices sociaux.

- Vous devez détenir les titres reçus, directement et en pleine propriété, pendant au moins cinq ans.

Figure 6. Déclaration n° 2042 C.

### 3 | PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS

Plus-values réalisées par les non-résidents:

- plus-values de cession de droits sociaux Article 244 bis B du CGI et distributions de sociétés de capital-risque	3SE	
- plus-values pour lesquelles vous demandez le remboursement de l'excédent du prélèvement de 45 %	3VE	
- montant du prélèvement de 45 % versé en 2013	3VV	

Plus-values en report d'imposition Article 150-0 D bis du CGI:

- plus-values nettes réalisées en 2013	3WE	
- plus-values dont le report a expiré en 2013	3SB	
Plus-values nettes en report d'imposition Article 150-0 B ter du CGI	3WH	

La plus-value est placée en report d'imposition à hauteur de la fraction réinvestie (pour son montant total si le réinvestissement en emplois éligibles est lui-même total).

Ce report d'imposition ne s'applique que pour l'impôt sur le revenu. Les prélèvements sociaux restent dus au titre de l'année de la cession des titres.

### Expiration du report

Le report d'imposition expire lors de la réalisation de l'un des événements suivants :

- pour la fraction de la plus-value nette des prélèvements sociaux placée en report qui n'a pas fait l'objet d'un réinvestissement, à l'issue du délai de vingt-quatre mois suivant la cession des titres. L'impôt exigible sur cette fraction de plus-value est accompagné de l'intérêt de retard ;

- pour la fraction de la plus-value nette des prélèvements sociaux placée en report qui a fait l'objet d'un réinvestissement :

- lors de la transmission à titre onéreux (vente, apport, échange) ou à titre gratuit (donation), du rachat ou de l'annulation des titres reçus en contrepartie de l'investissement ;
- lors du transfert de domicile fiscal hors de France dans les conditions prévues à l'article 167 bis du CGI ;
- en cas de non-respect de l'une des conditions requises pour l'application du report d'imposition.

La plus-value en report est alors imposable à l'impôt sur le revenu au titre de l'année au cours de laquelle intervient l'un de ces événements. Elle doit être déclarée sur la 2074-1 et reportée ligne 3SB de la 2042C.

### Exonération

Lorsque les titres reçus lors du réinvestissement sont détenus depuis plus de cinq ans, la plus-value en report est définitivement exonérée d'impôt sur le revenu.

Cette exonération est applicable avant l'expiration du délai de cinq ans en cas de licenciement, de survenance de l'invalidité ou du décès du contribuable ou de l'un des conjoints soumis à imposition commune ou en cas de liquidation judiciaire de la société.

En cas de remboursement des apports avant la 10<sup>e</sup> année suivant celle de l'apport en numéraire, les plus-values placées en report d'imposition ne peuvent pas bénéficier de l'exonération.

### Demande de report

Le report d'imposition doit être demandé par le cédant lors du dépôt de la déclaration de revenus de l'année de la cession, même s'il n'a pas effectué le réinvestissement à cette date. La plus-value pour laquelle le report d'imposition est demandé est calculée et déclarée dans la 2074-1. Elle est reportée dans la déclaration de revenus selon les modalités suivantes :

- montant de la plus-value imposable sous déduction de l'abattement pour durée de détention : ligne 3WE de la 2042C ;
- montant de l'abattement pour durée de détention : ligne 3SG de la 2042 ou ligne 3SL de la 2042C.

Le montant de la plus-value déclaré ligne 3WE ainsi que le montant de l'abattement déclaré ligne 3SG ou 3SL sont retenus pour le calcul du revenu fiscal de référence et des prélèvements sociaux.

Indiquez également le montant net de ces plus-values en report d'imposition ligne 8UT de la 2042.

### À NOTER

Le dispositif prévu par l'article 150-0 D bis du CGI s'applique aux plus-values de cessions de titres réalisées jusqu'au 31.12.2013. Il est abrogé pour les cessions réalisées à compter du 1.1.2014.

### Sursis d'imposition

(CGI, art. 150-0 B)

Les plus-values résultant d'opérations d'échange de titres (offre publique, fusion, scission, apport à une société soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent...) font automatiquement l'objet d'un sursis d'imposition.

Toutefois, si vous réalisez une opération d'apport de titres à une société que vous contrôlez, vous ne pouvez pas bénéficier du sursis d'imposition prévu à l'article 150-0 B du CGI mais vous bénéficiez de droit du report d'imposition prévu à l'article 150-0 B ter du CGI (voir ci-après).

En cas d'échange avec soulte, le sursis d'imposition ne s'applique qu'aux opérations pour lesquelles le montant de la soulte perçue n'excède pas 10 % de la valeur nominale des titres reçus. Lorsque cette condition est remplie, le montant de la soulte reçue bénéficie également du sursis d'imposition.

En revanche, si vous avez perçu lors de l'échange une soulte excédant 10 % de la valeur nominale des titres reçus, la plus-value est imposable immédiatement et ne bénéficie donc pas du sursis d'imposition. Dans ce cas, remplissez une 2074-1 et déclarez la plus-value ligne 3VG de votre 2042.

Lorsque les conditions d'application du sursis d'imposition sont remplies, aucune plus-value n'est calculée ni déclarée au titre de l'année de l'échange.

En cas de cession à titre onéreux ultérieure, de rachat, d'annulation ou de remboursement des titres reçus en échange, le gain net imposable est calculé à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres remis à l'échange (c'est-à-dire le prix de revient d'origine), le cas échéant diminué de la soulte reçue ou majoré de la soulte versée lors de l'échange.

En revanche, la plus-value en sursis est définitivement exonérée d'impôt sur le revenu en cas de transmission à titre gratuit des titres reçus en échange.

### À NOTER

- Le sursis d'imposition s'applique de la même façon en cas d'échanges successifs.

- L'imposition des plus-values réalisées lors d'échanges opérés avant le 1.1.2000 est reportée jusqu'à la cession, au rachat, au remboursement ou à l'annulation des titres reçus en échange. Elles doivent être portées sur la 2074-1 au titre de l'année de survenance de l'un de ces événements.

## Report d'imposition des plus-values réalisées lors d'un apport de titres à une société contrôlée par l'apporteur

(CGI, art. 150-0 B ter)

Les opérations d'apport de droits sociaux, valeurs mobilières ou de droits démembrés réalisées depuis le 14.11.2012 à une société soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent, contrôlée par l'apporteur, sont exclues du régime du sursis d'imposition prévu à l'article 150-0 B du CGI mais bénéficient automatiquement d'un report d'imposition prévu à l'article 150-0 B ter du CGI sous certaines conditions.

### Conditions à remplir

La société bénéficiaire de l'apport doit être :

- contrôlée par l'apporteur personne physique. Cette condition est appréciée à la date de l'apport, en tenant compte des droits détenus par le contribuable à l'issue de l'opération d'apport. Un contribuable est considéré comme contrôlant une société :
  - lorsqu'il détient la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société, directement ou indirectement, ou par l'intermédiaire de son conjoint, ou de leurs ascendants ou descendants ou de leurs frères et sœurs ;
  - ou lorsqu'il dispose seul de la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires ;
  - ou lorsqu'il y exerce en fait le pouvoir de décision ;
- soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent ;
- établie en France ou dans un État membre de l'UE ou dans un État ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

### Modalités déclaratives

Le montant des plus-values placées en report d'imposition (après application, le cas échéant, de l'abattement pour durée de détention) est à indiquer sur la déclaration de revenus de l'année de l'opération d'apport, ligne 3WH de la 2042C. Ce montant n'est pas retenu pour la détermination du revenu fiscal de référence. Ce report d'imposition s'applique pour l'imposition à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux. Indiquez également le montant net de ces plus-values en report d'imposition ligne 8UT de la 2042.

### Expiration du report

Le report d'imposition expire et la plus-value devient alors imposable au titre de l'année de survenance de l'un des événements suivants :

- cession à titre onéreux (vente, apport, échange), rachat, remboursement ou annulation des titres reçus en rémunération de l'apport ;
- cession à titre onéreux, rachat, remboursement ou annulation des titres apportés, par la société bénéficiaire de l'apport, si cet événement intervient dans un délai de trois ans à compter de l'apport des titres.

En revanche, il n'est pas mis fin au report d'imposition lorsque la société bénéficiaire de l'apport cède les titres dans ce délai de trois ans et prend l'engagement d'investir au moins 50 % du produit de leur cession dans un délai de deux ans dans le financement d'une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière (à l'exception de la gestion d'un patrimoine mobilier ou immobilier) ou dans l'acquisition d'une fraction du capital d'une société dont elle prend le contrôle, exerçant les activités précitées, soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent et établies dans un État membre de l'UE ou dans un État ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Si cette condition de réinvestissement n'est pas respectée, la plus-value placée précédemment en report d'imposition est imposable au titre de l'année au cours de laquelle le délai de deux ans expire et cette imposition est assortie d'un intérêt de retard ;

- transfert du domicile fiscal hors de France dans les conditions prévues à l'article 167 bis du CGI, si cet événement est antérieur aux événements mentionnés ci-dessus.

### Cas particulier de la donation des titres reçus en rémunération de l'apport

La transmission par voie de donation ou de don manuel ne constitue pas un événement mettant fin au report d'imposition pour le contribuable qui a réalisé l'apport des titres. Dès lors, la plus-value en report est définitivement exonérée pour le donateur. Toutefois, en cas de donation des titres reçus en rémunération de l'apport, et si la société bénéficiaire de l'apport est contrôlée par le donataire, celui-ci est tenu d'indiquer sur sa déclaration de revenus, ligne 3WH de la 2042C, le montant de la plus-value en report dans la proportion des titres qui lui ont été transmis. Dans ce cas, la plus-value en report sera imposée au nom du donataire :

- en cas de cession, d'apport, de remboursement ou d'annulation des titres dans un délai de dix-huit mois à compter de leur acquisition à titre gratuit (sauf invalidité de 2e ou 3e catégorie, licenciement ou décès du donataire ou de son conjoint) ;
- ou lorsque la condition relative au réinvestissement du produit de cession en cas de cession des titres apportés dans le délai de trois ans par la société bénéficiaire de l'apport n'est pas respectée.

### Prorogation de report d'imposition

(CGI, art. 150-0 C en vigueur avant le 1.1.2006)

Si, jusqu'au 31.12.2005, vous avez cédé les titres d'une société dont vous déteniez, directement ou avec les membres de votre foyer fiscal, plus de 5 % du capital et dans laquelle vous aviez exercé des fonctions effectives de salarié ou de dirigeant de façon continue pendant les 3 ans précédant la cession, vous avez pu demander le report d'imposition de la plus-value sur la 2074-I à condition de réinvestir le produit de la cession dans la souscription en numéraire au capital d'une société non cotée passible de

Figure 7. Déclaration n° 2042 C.

### 3 | PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS

Plus-values en report d'imposition Article 150-0 D bis du CGI :

– plus-values nettes réalisées en 2013.....	3WE	
– plus-values dont le report a expiré en 2013.....	3SB	
Plus-values nettes en report d'imposition Article 150-0 B ter du CGI.....	3WH	



l'impôt sur les sociétés et créée depuis moins de 15 ans à la date de l'apport.

L'imposition de la plus-value réalisée avant le 1.1.2006 est reportée au moment où s'opère la transmission, le rachat ou l'annulation des titres de la société bénéficiaire de l'apport (CGI, art. 150-0 C). La plus-value en report d'imposition est alors imposée en même temps que la plus-value de cession des titres reçus en rémunération de l'apport.

Ce report d'imposition peut toutefois faire l'objet de prorogations :

- de plein droit, en cas d'échange de titres bénéficiant du sursis d'imposition prévu à l'article 150-0 B du CGI ;

- sur votre demande, lorsque les titres reçus en rémunération de l'apport initial font eux-mêmes l'objet d'une cession dont le produit est de nouveau réinvesti dans la souscription en numéraire au capital d'une société nouvelle non cotée dans les conditions prévues à l'article 150-0 C du CGI (dans sa rédaction en vigueur au 31.12.2005). Vous devez alors souscrire une [2074-I](#).

Dans ce dernier cas, la plus-value de cession des titres réalisée en 2013 est toutefois imposable à l'impôt sur le revenu dans les conditions de droit commun, son imposition ne pouvant être reportée.

#### À NOTER

Le montant des plus-values en report d'imposition au 31.12.2012 est inscrit page 4 de votre [2042-I](#). Si le report d'imposition de certaines de ces plus-values a expiré en 2013, modifiez ligne 8UT le montant prérempli. Seul le montant des plus-values demeurant en report d'imposition au 31.12.2013 doit figurer sur cette ligne.

## TRANSFERT DU DOMICILE FISCAL HORS DE FRANCE (EXIT TAX)

(CGI, art. 167 bis ; BOI-RPPM-PVBMI-50)

Depuis le 3.3.2011, le transfert de votre domicile fiscal hors de France entraîne l'imposition des plus-values latentes afférentes aux droits sociaux, valeurs, titres ou droits – sous condition tenant à l'importance des participations détenues – et des créances trouvant leur origine dans une clause contractuelle de complément de prix, si vous étiez fiscalement domicilié en France pendant au moins six des dix années précédant le transfert, ainsi que des plus-values en report d'imposition.

Les plus-values latentes sont imposables lorsque, à la date du transfert du domicile, le contribuable détient, avec les membres de son foyer fiscal :

- une participation directe ou indirecte d'au moins 1 % dans les bénéfices d'une société ;
- une ou plusieurs participations directes dans des sociétés, dont la valeur globale excède 1,3 M€ lors du transfert.

La plus-value latente est égale à la différence entre la valeur des titres à la date du transfert du domicile fiscal et leur valeur d'acquisition. La plus-value est, le cas échéant, diminuée de l'abattement pour durée de détention de droit commun, renforcé ou réservé aux dirigeants partant à la retraite. La créance est égale à la valeur réelle de la créance au jour du transfert.

Les plus-values et créances sont en principe imposées au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Toutefois, les contribuables peuvent opter pour l'imposition des plus-values et créances au taux de 19 % réservé aux « entrepreneurs » lorsque les conditions prévues au 2 bis de l'article 200 A du CGI dans sa rédaction en vigueur avant le 1.1.2013 sont remplies. S'ils exercent cette option, ils ne peuvent pas bénéficier de l'abattement de droit commun ou renforcé.

Les plus-values et créances sont également imposables aux prélèvements sociaux.

Les moins-values latentes calculées lors du transfert de domicile fiscal hors de France ne sont ni imputables sur les plus-values, quelle que soit leur nature (plus-values latentes, plus-values en report, créances, plus-values de cession de titres), ni reportables sur les dix années suivantes.

Les moins-values de cession de droits sociaux, valeurs mobilières, titres ou droits mentionnés au I de l'article 150-0 A du CGI réalisées entre le 1er janvier de l'année du transfert de domicile et la date de ce transfert et les moins-values de cession réalisées les années antérieures encore reportables ne sont pas imputables sur les plus-values latentes et les créances trouvant leur origine dans une clause de complément de prix. En revanche, ces mêmes moins-values peuvent être imputées sur les plus-values dont le report d'imposition prend fin lors du transfert du domicile fiscal hors de France.

Vous pouvez bénéficier du sursis de paiement de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux.

- Ce sursis de paiement est accordé de façon automatique si vous transférez votre domicile fiscal dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'EEE ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative

en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement.

- Lorsque vous transférez votre domicile fiscal dans un autre État que ceux-ci, vous pouvez demander à bénéficier d'un sursis de paiement sous réserve de désigner au préalable un représentant fiscal et de constituer des garanties. Ces garanties ne sont pas exigées en cas de transfert de domicile fiscal pour des raisons professionnelles dans un État ou territoire qui n'est pas partie à l'accord sur l'EEE mais qui a conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement.

Le sursis de paiement prend fin notamment lors de la cession, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres et, dans certains cas, lors de la donation des titres ou du décès du contribuable.

L'impôt sur le revenu afférent aux plus-values latentes constatées lors du transfert du domicile est dégrevé ou restitué lorsque les titres demeurent dans le patrimoine du contribuable à l'expiration d'un délai de huit ans suivant ce transfert. En revanche, les prélèvements sociaux restent dus même après ce délai.

Lorsque vous transférez de nouveau votre domicile fiscal en France, l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux afférents à l'ensemble des plus-values et créances sont dégrevés ou restitués si les titres et les créances concernés demeurent dans votre patrimoine.

Si vous avez transféré votre domicile fiscal à l'étranger en 2013, vous devez calculer le montant de vos plus-values et créances ainsi que le montant de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux sur la déclaration 2074-ETD et la joindre à votre déclaration de revenus.

Reportez le montant de vos plus-values sur la 2042C des revenus de l'année du transfert de votre domicile :

- 1 si vous bénéficiez d'un sursis de paiement, automatique ou sur demande, ligne 3WA (ou 3WF si vous remplissez les conditions prévues pour l'imposition au taux de 19 % en faveur des entrepreneurs) ;
- 2 si vous ne bénéficiez pas du sursis de paiement :
  - ligne 3WB et ligne 3WD si un abattement pour durée de détention a été appliqué à vos plus-values ;
  - ligne 3WG si vous remplissez les conditions prévues en faveur des entrepreneurs pour l'imposition au taux de 19 % ;
  - ligne 3WI ou 3WJ s'il s'agit de plus-values ayant fait l'objet d'un report d'imposition.

Reportez en outre ligne 8TN de la 2042C le montant global des droits en sursis de paiement.

Figure 8. Déclaration n° 2042 C.

I PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS

Transfert du domicile fiscal hors de France Report de la déclaration n° 2074-ETD "Exit Tax":

- plus-values et créances dont l'imposition est en sursis de paiement

• plus-values imposables au barème

3WA

1

• plus-values taxables à 19 %

3WF

- plus-values et créances dont l'imposition ne bénéficie pas du sursis de paiement

• plus-values nettes imposables au barème

3WB

2

• abattement pour durée de détention

3WD

• plus-values taxables à 19 %

3WG

• plus-values imposables au barème Article 150-0 D bis du CGI

3WI

• plus-values taxables à 19 % Article 150-0 D bis du CGI

3WJ

## OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

(CGL, art. 80 bis, 163 bis C et 200 A-6; BOI-RSA-ES-20-10; PF 421)

En 2013, vous avez cédé, converti au porteur ou donné en location vos actions acquises dans le cadre d'un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions (options sur titres ou "stock-options") accordé par la société dans laquelle vous êtes salarié (ou mandataire social).

### Options attribuées avant le 27.4.2000

#### Actions acquises<sup>1</sup> avant le 1.1.1990

Vous devez déclarer la différence entre le prix de cession et la valeur réelle des actions à la date de levée de l'option (c'est-à-dire la plus-value excédant le montant de l'avantage tiré de la levée de l'option) ligne 3VG de la 2042.

La différence entre la valeur de l'action à la date de la levée de l'option et le prix de souscription ou d'achat est définitivement exonérée.

#### Actions acquises<sup>1</sup> depuis le 1.1.1990

Si l'option a été attribuée avant le 20.9.1995, vous devez déclarer la différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition (diminuée, s'il y a lieu, du rabais excédentaire déjà taxé comme un salaire l'année de la levée d'option) ligne 3VG.

Si l'option a été attribuée du 20.9.1995 au 26.4.2000, vous devez déclarer :

- la différence entre la valeur de l'action lors de la levée d'option et le prix d'acquisition (diminuée, s'il y a lieu, du rabais excédentaire déjà taxé en salaire) ligne 3VI ou 3SI de la 2042.

Vous pouvez également opter pour la taxation de cette somme selon les règles des traitements et salaires : inscrivez-la alors ligne 3VJ ou 3VK de la 2042;

- la différence entre le prix de cession et la valeur de l'action lors de la levée d'option ligne 3VG.

### Options attribuées à compter du 27.4.2000

#### Cession<sup>2</sup> ou conversion au porteur intervenue moins de 4 ans à compter de la date d'attribution de l'option

La différence entre la valeur des actions lors de la levée de l'option et le prix d'acquisition (sous déduction, s'il y a lieu, du rabais excédentaire déjà taxé) est imposable comme un salaire (avec application d'un système spécifique de quotient) et doit être déclarée lignes 1TV à 1TX ou 1UV à 1UX de la 2042, lorsque la cession intervient entre un an et quatre ans à compter de la date d'attribution de l'option.

Lorsque la cession intervient moins d'un an à compter de cette date, l'avantage doit être déclaré lignes 1AJ à 1DJ de la 2042.

Vous devez en outre déclarer la différence entre le prix de cession et la valeur réelle des actions à la date de levée de l'option, en cas de cession à titre onéreux, ligne 3VG.

#### À NOTER

En cas de licenciement, mise à la retraite, décès ou invalidité, le délai d'indisponibilité ne s'applique pas. Toutefois, en cas de licenciement ou de mise à la retraite, vous devez avoir acquis les titres par levée d'option au moins trois mois avant la réalisation de l'événement et les avoir cédés au plus tôt à compter de cet événement pour pouvoir déroger au respect du délai d'indisponibilité. L'avantage tiré de la levée de l'option est alors imposé comme si le délai d'indisponibilité de 4 ans avait été respecté.

#### Cession<sup>3</sup> intervenue au moins 4 ans à compter de la date d'attribution de l'option

Vous devez déclarer l'avantage tiré de la levée de l'option, ou gain de levée d'option (différence entre la valeur de l'action lors de la levée de l'option et le prix d'acquisition)<sup>4</sup> sous déduction, le cas échéant, du rabais excédentaire déjà taxé lors de la levée des options :

- pour la fraction annuelle du gain qui n'excède pas 152 500 €, taxable à 30 % : ligne 3VI ou 3SI;
- pour la fraction supérieure à 152 500 €, taxable à 41 % : ligne 3VF ou 3SF.

Toutefois, si vous conservez, sous la forme nominative, les titres pendant au moins deux ans au-delà du délai d'indisponibilité de quatre ans, les taux d'imposition sont réduits à :

- 18 % pour la fraction annuelle du gain qui n'excède pas 152 500 € (ligne 3VD ou 3SD);
- 30 % pour la fraction supérieure à 152 500 € (ligne 3VI ou 3SI).

Vous devez déclarer la différence entre le prix de cession et la valeur réelle du titre lors de la levée de l'option (plus-value de cession) ligne 3VG en cas de cession à titre onéreux.

#### À NOTER

Le seuil de 152 500 € s'apprécie en totalisant l'ensemble des gains de levée d'option imposables réalisés au cours de l'année par chaque membre du foyer fiscal.

#### EXEMPLE

Des options d'achat d'actions ont été attribuées après le 27.4.2000 au prix de 160 €. La valeur réelle de l'action est alors de 200 €. Le rabais consenti est de 40 €.

Lors de la levée de l'option, la valeur des actions est de 300 €. Les actions sont ensuite vendues 400 €.

##### 1. L'année de la levée d'option

Le rabais excédentaire (rabais qui excède 5 % de la valeur de l'action à la date de l'attribution) est imposé en salaire :

$$(200 € - 160 €) - (5 \% \times 200 €) = 30 €$$

##### 2. L'année de cession des actions

– Si la cession intervient dans les 4 ans de l'attribution de l'option :

• Le gain de levée d'option (différence entre la valeur de l'action à la levée d'option et le prix d'acquisition :  $300 € - 160 € = 140 €$ ), sous

1. Options levées.

2. Il s'agit des cessions réalisées à titre onéreux ou à titre gratuit et quel que soit le montant des cessions de valeurs mobilières de l'année.

3. Cession réalisée à titre onéreux pour les options consenties jusqu'au 19.6.2007 ; cession réalisée à titre onéreux ou à titre gratuit pour les options consenties à compter du 20.6.2007.

4. Vous pouvez également opter pour la taxation de cette somme selon les règles des traitements et salaires (lignes 3VJ et 3VK). Cette option est annuelle et s'applique à l'ensemble des gains imposables réalisés par chaque membre du foyer fiscal.

déduction du rabais excédentaire (30 €) est taxé en salaires: 110 €, avec application du système du quotient (lignes 1TV à 1TX, 1UV à 1UX ou 1AJ à 1DJ).

- La plus-value de cession (différence entre le prix de cession et la valeur de l'action à la date de levée d'option) est une plus-value de cession de valeurs mobilières soumise au barème de l'impôt sur le revenu: 400 € - 300 € = 100 € (ligne 3VG)<sup>5</sup>.
- Si la cession intervient plus de 4 ans après l'attribution de l'option:
- Le gain de levée d'option (140 €) sous déduction du rabais excédentaire (30 €), soit 110 €, est taxable à:
  - > 30 % (ligne 3VI ou 3SI);
  - > 18 % si les actions ont été conservées sous la forme nominative, sans être données en location, pendant au moins deux ans au-delà du délai d'indisponibilité (ligne 3VD ou 3SD).
- Dans les deux cas, il est possible d'opter pour une taxation de l'avantage en salaires (ligne 3VJ ou 3VK).
- La plus-value de cession (100 €) est taxable comme une plus-value de cession de valeurs mobilières (ligne 3VG)<sup>6</sup>.

Indiquez ligne 3VG de la 2042 :

- l'avantage tiré de la levée d'option pour les options attribuées avant le 20.9.1995;
- la plus-value de cession des actions, dans tous les cas.

**1** Indiquez ligne 3VD ou 3SD le gain de levée d'option taxable à 18 %: pour les options attribuées depuis le 27.4.2000, le gain n'excédant pas 152 500 € lorsque les titres ont été conservés au moins 2 ans au-delà du délai d'indisponibilité de 4 ans.

**2** Indiquez ligne 3VI ou 3SI le gain de levée d'option taxable à 30 %:

- pour les options attribuées du 20.9.1995 au 26.4.2000, la totalité du gain;
- pour les options attribuées depuis le 27.4.2000, la fraction excédant 152 500 € en cas de conservation des titres au moins 2 ans au-delà du délai d'indisponibilité de 4 ans.

**3** Indiquez ligne 3VF ou 3SF la fraction du gain de levée d'option excédant 152 500 € pour les options attribuées depuis le 27.4.2000, taxable à 41 %.

**4** Indiquez ligne 3VJ ou 3VK le gain de levée d'option, pour les options attribuées depuis le 20.9.1995, si vous demandez la taxation de cette somme selon les règles des salaires (au lieu de la taxation à 18 %, 30 % ou 41 %).

L'imposition sera effectuée sans application du système du quotient.

Les gains de levée d'options sur titres attribuées à compter du 16.10.2007 sont, en outre, soumis à une contribution salariale de 10 %, lorsque le bénéficiaire est affilié à un régime obligatoire français d'assurance maladie à la date de cession des titres.

Cette contribution est mise en recouvrement selon les mêmes modalités que la CSG sur les revenus du patrimoine (art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale).

**5** Indiquez ligne 3VN ou 3SN le montant total des gains issus d'options sur titres attribuées à compter du 16.10.2007, soumis à l'impôt sur le revenu au taux de 18 %, 30 % ou 41 % (déclarés lignes 3VD, 3SD, 3VI, 3SI, 3VF ou 3SF) ou imposés selon les règles des traitements et salaires (déclarés lignes 3VJ ou 3VK) pour qu'ils soient soumis à la contribution salariale de 10 %.

## PRÉCISIONS

Le délai de conservation de 2 ans qui permet d'imposer les gains de levée d'options aux taux réduits de 18 % et 30 % au lieu de 30 % et 41 % reste applicable même en cas de dispense du délai d'indisponibilité de 4 ans. Dans cette situation, le point de départ du délai de conservation des titres de 2 ans court au plus tôt à compter de la date de l'événement permettant d'être dispensé du délai d'indisponibilité.

Lorsque le prix de cession des titres est inférieur à leur valeur réelle à la date de levée de l'option, la différence (moins-value de cession) peut être imputée sur le gain de levée d'option imposé au taux de 18 %, 30 % ou 41 % (lignes 3VD, 3VI ou 3VF) ou selon les règles des traitements et salaires (lignes 3VJ ou 3VK; lignes 1TV à 1TX, 1UV à 1UX ou 1AJ à 1DJ en cas de cession des titres pendant la période d'indisponibilité). Reportez sur ces lignes le montant du gain net après imputation de la moins-value.

Si le montant de la moins-value excède le montant du gain de levée d'option, le surplus peut être imputé sur les autres plus-values imposées au barème et sur les gains réalisés lors de la clôture d'un PEA taxés à 19 % ou 22,5 %.

Les moins-values de cession d'autres valeurs mobilières sont imputables uniquement sur les gains de levée d'options attribuées avant le 20.6.2007 qui sont imposés aux taux de 18 %, 30 % ou 41 %. Seul le gain net taxable est alors indiqué lignes 3VD ou 3SD, 3VI ou 3SI et 3VF ou 3SF.

En revanche, ces moins-values ne sont pas imputables sur:

- les gains de levée d'options imposés selon les règles des traitements et salaires (sur option ou en cas de cession avant la fin du délai d'indisponibilité);
- les gains de levée d'options attribuées à compter du 20.6.2007.

Figure 9. Déclaration n° 2042 C.

## I PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS

Gains de levée d'options sur titres et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées avant le 28.9.2012:		DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2
– gains taxables à 18 %	3VD	1	3SD
– gains taxables à 30 %	3VI	2	3SI
– gains taxables à 41 %	3VF	3	3SF
– gains imposables sur option dans la catégorie des salaires	3VJ	4	3VK
– gains sur options et actions gratuites attribuées à compter du 16.10.2007, soumis à la contribution salariale de 10 %	3VN	5	3SN

5. Après déduction éventuelle de l'abattement pour durée de détention. Le montant de cet abattement doit être déclaré ligne 3SG.

6. Après déduction éventuelle de l'abattement pour durée de détention. Le montant de cet abattement doit être déclaré ligne 3SG.

## Options attribuées à compter du 28.9.2012

Si vous avez cédé des actions acquises dans le cadre d'options attribuées à compter du 28.9.2012, les gains de levée d'option sont imposables dans la catégorie des salaires, sans application du système du quotient. Vous devez déclarer le montant de ce gain ligne 1TT ou 1UT de la 2042C<sup>7</sup>, sous déduction, le cas échéant, du rabais excédentaire déjà taxé.

Vous devez déclarer la différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition (plus-value de cession) ligne 3VG de la 2042<sup>7</sup>, après déduction éventuelle de l'abattement pour durée de détention.

### À NOTER

Lorsque le prix de cession des titres est inférieur au prix d'acquisition, la différence (moins-value de cession) peut être imputée sur le gain de levée d'option. Reportez ligne 1TT ou 1UT le montant du gain net après imputation de la moins-value.

Les gains de levée d'options attribuées à compter du 28.9.2012, déclarés ligne 1TT ou 1UT, seront automatiquement soumis à la contribution salariale de 10 %. Ne les reportez pas ligne 3VN ou 3SN.

Les gains déclarés ligne 1TT ou 1UT seront, en outre, soumis à la CSG (au taux de 7,5 %) et la CRDS (au taux de 0,5 %) sur les revenus d'activité.

## ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

(CGI, art. 80 quaterdecies et 6 bis de l'article 200 A; BOI-RSA-ES-20-30)

Les sociétés par actions, cotées ou non, peuvent attribuer des actions gratuites à leurs salariés et mandataires sociaux ou à ceux des sociétés qui leur sont liées, sous certaines conditions et dans certaines limites prévues par les articles L 225-197-1 à L 225-197-3 du code de commerce.

Le bénéficiaire d'une attribution d'actions gratuites ne devient propriétaire des titres correspondants qu'au terme d'une période d'acquisition qui ne peut être inférieure à deux ans et ne peut pleinement en disposer qu'à l'issue d'une période de conservation dont la durée minimale est également de deux ans.

### Actions gratuites attribuées avant le 28.9.2012

Si vous avez cédé (à titre onéreux ou à titre gratuit) en 2013 des actions gratuites attribuées avant le 28.9.2012, vous devez déclarer :

- l'avantage ou gain d'acquisition égal à la valeur des actions à leur date d'attribution définitive (c'est-à-dire au terme de la période d'acquisition). Il est imposable au taux de 30 % (déclaré ligne 3VI ou 3SI de la 2042C<sup>7</sup>) ou, sur option, selon les règles des traitements et salaires (déclaré ligne 3VJ ou 3VK de la 2042C<sup>7</sup>);
- la plus-value de cession (différence entre le prix de cession et la valeur de l'action à la date d'acquisition). Elle est imposée selon le régime des plus-values de cession de valeurs mobilières (à déclarer ligne 3VG<sup>7</sup> de la 2042<sup>7</sup>).

Les gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées depuis le 16.10.2007 sont, en outre, soumis à une contribution salariale de 10 % lorsque le bénéficiaire est affilié à un régime obligatoire français d'assurance maladie à la date de cession des titres.

Indiquez également les gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées à compter du 16.10.2007 ligne 3VN ou 3SN pour qu'ils soient soumis à la contribution salariale de 10 %.

### Actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012

Si vous avez cédé (à titre onéreux ou à titre gratuit) en 2013 des actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012, vous devez déclarer :

- le gain d'acquisition, ligne 1TT ou 1UT de la 2042C<sup>7</sup>. Il est imposable au barème progressif, dans la catégorie des salaires;
- la plus-value de cession, ligne 3VG de la 2042<sup>7</sup>. Elle est imposée selon le régime des plus-values de cession de valeurs mobilières.

Le gain d'acquisition déclaré ligne 1TT ou 1UT sera, en outre, automatiquement soumis à la contribution salariale de 10 % ainsi qu'à la CSG (7,5 %) et à la CRDS (0,5 %) au titre des revenus d'activité.

Figure 10. Déclaration n° 2042 C.

### 1 | SALAIRES, GAINS DE LEVÉE D'OPTIONS

Gains de levée d'options sur titres et gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées à compter du 28.9.2012 ..... 1TT  1UT

7. Après déduction éventuelle de l'abattement pour durée de détention. Le montant de cet abattement doit être déclaré ligne 3SG.

## À NOTER

Les moins-values de cession d'autres valeurs mobilières ne sont pas imputables sur les gains d'acquisition d'actions gratuites.

Lorsque les actions gratuites sont vendues à un prix inférieur à leur valeur à la date d'acquisition, la moins-value de cession peut être déduite du montant du gain d'acquisition..

## BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CRÉATEUR D'ENTREPRISE (BSPCE)

(CGI, art. 163 bis G; BOI-RSA-ES-20-40)

Les sociétés par actions peuvent attribuer, à leurs salariés et à leurs dirigeants soumis au régime fiscal des salariés<sup>8</sup>, des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise. Ces bons donnent le droit aux bénéficiaires de souscrire des titres de la société à un prix définitivement fixé lors de l'attribution du bon.

La société doit :

- être non cotée ou cotée sur un marché réglementé ou organisé de l'Espace économique européen et avoir une capitalisation boursière inférieure à 150 millions d'euros<sup>9</sup>. Les sociétés dont la capitalisation boursière franchit ce seuil peuvent toutefois, depuis le 30.6.2008, continuer à attribuer des bons pendant les 3 ans qui suivent la date de franchissement;
- être immatriculée au registre du commerce et des sociétés depuis moins de 15 ans;
- être passible de l'impôt sur les sociétés;
- avoir un capital détenu à 25 %, de manière continue, par des personnes physiques ou par des personnes morales elles-mêmes détenues à 75 % au moins par des personnes physiques<sup>10</sup>;
- ne pas avoir été créée dans le cadre d'une concentration, restructuration, extension ou reprise d'activités préexistantes.

Vous devez déclarer les gains réalisés lors de la cession des titres souscrits en exercice des BSPCE :

- ligne 3SJ (gain taxé à 19 %);
- ou ligne 3SK (gain taxé à 30 %) si, à la date de cession des titres, vous exercez votre activité dans la société depuis moins de trois ans ou si, n'étant plus salarié de la société à la même date, vous y avez exercé votre activité pendant moins de trois ans.

Le gain de cession ne bénéficie pas de l'abattement pour durée de détention prévu par l'article 150-0D du CGI.

Figure 11. Déclaration n° 2042 C.

### I PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS

Gains de cession de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise :

– gains taxables à 19 % .....	3SJ	<input type="text"/>
– gains taxables à 30 % .....	3SK	<input type="text"/>

8. Les salariés des sociétés filiales ne peuvent pas bénéficier des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise émis par la société-mère.

9. Pour les bons émis du 15.7.1999 au 20.2.2005, sociétés par actions dont les titres sont cotés sur les marchés réglementés de valeur de croissance de l'espace économique européen (E.E.E.).

10. Pour l'appréciation du seuil de détention, il n'est pas tenu compte des participations détenues par des sociétés de développement régional (SDR), des sociétés de capital-risque (SCR), des sociétés financières d'innovation (SFI), des fonds communs de placement à risque (FCPR), des fonds d'investissement de proximité (FIP) et des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI), ni des participations détenues par des sociétés étrangères équivalentes.

## PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES

### Plus-values de cession d'immeubles et de biens meubles

(CGI, art. 170 et 150 U à 150 UD)

Les plus-values imposables réalisées en 2013 lors de la cession d'immeubles ou de biens meubles ont été déclarées au moment de la cession du bien :

- sur la déclaration 2048 IMM pour les plus-values immobilières
- sur la déclaration 2048 M pour les plus-values de cession de biens meubles ou de parts de sociétés à prépondérance immobilière ;
- sur la déclaration 2092 pour les plus-values de cession de métaux précieux, bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité, en cas d'option pour le régime des plus-values.

L'impôt sur le revenu au taux de 19 % et les prélèvements sociaux ont été acquittés lors du dépôt de cette déclaration.

❶ Indiquez ligne 3VZ le montant net imposable de la plus-value déjà soumise à l'impôt sur le revenu.

Ce montant sera retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence.

### Plus-value exonérée au titre de la première cession d'un logement, autre que la résidence principale, sous condition de emploi

(CGI, art. 150 U, II, 1° bis; BOI-RFPI-PVI-10-40-30)

La plus-value résultant de la première cession d'un logement, autre que la résidence principale, est exonérée sous condition de emploi par le cédant de tout ou partie du prix de cession, dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la cession, à l'acquisition ou la construction d'un logement affecté à son habitation principale. Le cédant ne doit pas avoir été propriétaire de sa résidence principale au cours des quatre années précédant la cession.

Le montant exonéré a été déterminé par le notaire sur la déclaration de plus-values immobilières n° 2048-IMM, au moment de la cession.

❷ Indiquez ligne 3VW de la 2042 C le montant net de la fraction de la plus-value exonérée réalisée en 2013, afférente à la première cession d'un logement. Ce montant n'est pas pris en compte pour le calcul du revenu fiscal de référence.

Le montant net de la fraction de la plus-value non exonérée réalisée en 2013, afférente à la première cession d'un logement, est à reporter ligne 3VZ.

Figure 12. Déclaration n° 2042 C.

## PLUS-VALUES ET GAINS DIVERS

Plus-values imposables de cession d'immeubles ou de biens meubles.....	3VZ	❶
Plus-value exonérée au titre de la première cession d'un logement, autre que la résidence principale, sous condition de emploi.....	3VW	❷





# REVENUS FONCIERS

(CGI, art. 14 et suivants; BOI-RFPI-CHAMP-10; PF 200)

Ce sont les revenus des propriétés bâties (appartements, maisons...) et non bâties (terrains...): loyers, fermages, droits d'affichage, droits d'exploitation de carrières, revenus de parts de sociétés immobilières, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une entreprise industrielle, commerciale ou artisanale, d'une exploitation agricole ou d'une profession non commerciale.

Vous n'avez pas de revenus fonciers à déclarer pour:

- les logements dont vous vous réservez la jouissance (CGI, art. 15 II). L'exonération vise les locaux d'habitation et leurs dépendances immédiates (garages, jardins...) que vous utilisez à titre de résidence principale ou secondaire ou que vous mettez gratuitement à la disposition d'un tiers en l'absence de tout contrat de location;
- les locations et sous-locations en meublé, qui relèvent des bénéfices industriels et commerciaux;
- les sous-locations d'immeubles nus, qui relèvent des bénéfices non commerciaux.

❶ Si le montant brut des revenus fonciers perçus par votre foyer fiscal en 2013 n'excède pas 15 000 € (charges non comprises) quelle que soit la durée de la location dans l'année, et si vous ne donnez pas en location des immeubles bénéficiant d'un régime particulier, vous relevez du régime micro foncier (voir page suivante). Dans ce cas, vous n'avez pas de déclaration de revenus fonciers à souscrire. Il vous suffit de porter ligne 4BE de votre déclaration 2042 le montant des revenus bruts perçus en 2013 (charges non comprises).

Si vous ne relevez pas du régime micro foncier ou si vous optez pour l'imposition selon le régime réel, la détermination de vos revenus fonciers doit être effectuée sur la déclaration annexe 2044 ou la déclaration 2044 spéciale (voir p. 279 et suivantes).

❷ Reportez sur votre déclaration de revenus 2042 (lignes 4BA à 4BD), les résultats obtenus page 4 de votre déclaration 2044 ou pages 6 et 7 de votre déclaration 2044 spéciale.

❸ Si vous souscrivez une déclaration 2044 spéciale, cochez la case 4BZ afin que ce modèle d'imprimé vous soit adressé à votre domicile pour la déclaration des revenus de 2014.

## À NOTER

Si les seuls revenus fonciers dont vous disposez proviennent de parts de sociétés immobilières non passibles de l'impôt sur les sociétés et non dotées de la transparence fiscale ou de sociétés immobilières de copropriété transparentes, vous n'avez pas à remplir la déclaration de revenus fonciers, quel que soit le montant de ces revenus.

Vous pouvez alors porter directement les sommes perçues sur la 2042 lignes 4BA à 4BD, en indiquant, sur une note annexe, les noms et adresses des sociétés avec les revenus correspondants.

## RÉGIME MICRO FONCIER

(CGI, art. 32; BOI-RFPI-DECLA-10; PF 241)

Si le montant brut des revenus fonciers perçus en 2013 par l'ensemble de votre foyer fiscal n'excède pas **15 000 €**, charges non comprises, quelle que soit la durée de la location, vous relevez de plein droit du régime "micro foncier".

Dans ce cas, vous n'avez pas de déclaration annexe de revenus fonciers à remplir.

Vous devez directement indiquer le montant brut de vos revenus fonciers de 2013 (loyers perçus, charges non comprises, et recettes qu'auraient pu produire les immeubles, autres que les logements, dont vous vous réservez la jouissance) sur la déclaration 2042, ligne 4BE.

Figure 1. Déclaration n° 2042.

4 I REVENUS FONCIERS lignes 4BA, 4BB, 4BC, 4BD: report du résultat déterminé sur la déclaration n° 2044	
Micro foncier: recettes brutes sans abattement n'excédant pas 15 000 €	4BE <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">❶</span>
Adresse de la location <input type="text"/>	
Revenus fonciers imposables	4BA <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">❷</span>
Déficit imputable sur les revenus fonciers	4BB
Déficit imputable sur le revenu global	4BC
Déficits antérieurs non encore imputés	4BD
Primes d'assurance pour loyers impayés des locations conventionnées	4BF
Vous souscrivez une déclaration n° 2044 spéciale	4BZ <input type="checkbox"/> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">❸</span>

Un abattement forfaitaire de **30 %**, représentatif de frais, sera automatiquement appliqué.

Indiquez également l'adresse du ou des logements que vous donnez en location et dont les revenus sont imposés selon le régime micro foncier.

### Ce régime simplifié ne s'applique pas

– si vous, ou l'un des membres de votre foyer fiscal, donnez en location un ou plusieurs immeubles :

- qui bénéficient d'un régime particulier : monuments historiques ; immeubles possédés en nue-propriété ; immeubles situés en secteur sauvegardé ou assimilé pour lesquels vous demandez la déduction des charges *Malraux* (dispositif *Malraux* applicable aux opérations de restauration pour lesquelles une demande de permis de construire ou une déclaration de travaux a été déposée avant le 1.1.2009)<sup>1</sup> ;

- au titre desquels vous avez opté pour une déduction au titre de l'amortissement (*Périssol, Besson-neuf, Robien, Borloo neuf*) ;

- au titre desquels vous avez demandé le bénéfice de certaines déductions spécifiques (déduction de 10 % pour mobilité professionnelle du bailleur, *Besson ancien, Borloo ancien ou Conventionnement Anah, Scellier ZRR ou Robien ZRR*).

Il en est de même si vous détenez des parts de SCI qui donnent en location l'un de ces immeubles ;

– si vous, ou l'un des membres de votre foyer fiscal, détenez des parts de sociétés civiles de placement dans l'immobilier (SCPI) qui donnent en location un ou plusieurs immeubles bénéficiant d'un régime particulier ;

– si vous percevez uniquement des revenus fonciers provenant de vos parts de sociétés immobilières non soumises à l'impôt sur les sociétés ou de fonds de placement immobilier (FPI) ;

– si vous donnez en location un logement pour lequel vous avez bénéficié de la réduction d'impôt prévue en faveur des travaux réalisés dans les logements touristiques (*CGI, art. 199 decies EA et 199 decies F*).

### Le régime micro foncier s'applique

– si l'immeuble donné en location est détenu directement ou par l'intermédiaire d'une société immobilière de copropriété dotée de la transparence fiscale (société d'attribution) ;

– si vous percevez des revenus fonciers provenant de parts de sociétés non transparentes non soumises à l'IS ou de FPI dès lors que vous déclarez en outre des revenus fonciers provenant d'un immeuble donné en location dont vous êtes directement propriétaire. L'immeuble détenu par la société et celui dont vous êtes personnellement propriétaire ne doivent pas bénéficier d'un régime particulier, exclusif du régime simplifié (*cf. ci-dessus*).

Le seuil de 15 000 € s'applique quelle que soit la durée de location au cours de l'année. Il n'est donc pas apprécié prorata temporis.

La limite de 15 000 € est appréciée en tenant compte, d'une part, des revenus bruts annuels provenant du ou des immeubles que vous donnez en location nue directement (ainsi que des loyers que pourraient produire les immeubles autres que des logements dont vous vous réservez la jouissance) et, d'autre part, le cas échéant, de la quote-part du revenu brut annuel des sociétés dont vous êtes associé, à proportion de vos droits.

Si vous relevez du régime du micro foncier, **vous pouvez cependant opter pour le régime réel** des revenus fonciers par le simple dépôt d'une déclaration <sup>2044</sup>. Cette option est irrévocable pendant trois ans.

Au-delà de cette période de trois ans, la souscription d'une déclaration de revenus fonciers vaut option pour le régime réel d'imposition au titre de la seule année concernée par la déclaration souscrite.

#### À NOTER

– Si vous êtes imposé selon le régime micro foncier, vous pouvez déduire du revenu net déterminé selon ce régime, les déficits fonciers d'années antérieures non encore imputés au 1<sup>er</sup> janvier de la première année d'application du régime micro.

– Si les revenus que vous percevez sont soumis à la TVA, vous devez déclarer leur montant hors TVA. C'est également le montant hors TVA qui est retenu pour apprécier le seuil de 15 000 €.

## PRIMES D'ASSURANCE POUR LOYERS IMPAYÉS

(*CGI, art. 200 nonies ; BOFIP BOI-IR-RICI-320 ; PF 114-17*)

Vous pouvez bénéficier d'un **crédit d'impôt** sur le revenu si vous souscrivez un contrat d'assurance contre le risque de loyers impayés pour un ou plusieurs logements que vous donnez en location nue à usage d'habitation principale du preneur, dans le cadre d'une convention mentionnée à l'article L 353-2 du code de la construction et de l'habitation.

Il s'agit de locations consenties dans le cadre d'une convention conclue avec l'État, visant à améliorer l'habitat et à faciliter le logement des personnes défavorisées. Cette convention comporte pour le bailleur des obligations tenant notamment aux conditions d'occupation des logements, au montant des loyers et à la durée du bail. L'occupant du logement doit bénéficier de l'aide personnalisée au logement (APL).

Le crédit d'impôt est égal à **38 %** du montant de la prime d'assurance payée au cours de l'année 2013, sans limitation de montant. Le contrat souscrit doit respecter le cahier des charges établi par l'Union d'économie sociale du logement (l'assureur doit fournir au bailleur une attestation indiquant que le contrat d'assurance répond à ce cahier des charges).

Seule la fraction de la prime d'assurance afférente à la garantie du risque de loyers impayés peut ouvrir droit au crédit d'impôt, sur la base de son montant réel, tel qu'il apparaît, de manière distincte, sur la quittance fournie par l'assureur.

1. Le régime micro foncier est en revanche compatible avec la réduction d'impôt "Malraux" applicable aux opérations de restauration pour lesquelles une demande de permis de construire ou une déclaration de travaux a été déposée depuis le 1.1.2009.

Si vous demandez à bénéficier du crédit d'impôt, vous ne pouvez pas déduire le montant de la prime d'assurance pour la détermination de vos revenus fonciers. Cette disposition de non-cumul ne concerne que les bailleurs soumis au régime réel d'imposition des revenus fonciers.

Les contribuables soumis au régime du micro foncier peuvent bénéficier du crédit d'impôt.

❶ Indiquez ligne 4BF le montant de la prime d'assurance payée en 2013 afférente à la garantie du risque de loyers impayés.

## TAXE ADDITIONNELLE AU DROIT DE BAIL

(CGI, art. 234 decies A; BOI-IR-DECLA-20 n°130)

Si en 2013 vous avez cessé ou interrompu la location d'un bien (vente du bien, changement de locataire, reprise du bien...), vous pouvez bénéficier d'un **crédit d'impôt** sur le revenu au titre des loyers afférents à ce bien, courus du 1<sup>er</sup> janvier au 30.9.1998 qui ont été soumis à la fois à la taxe additionnelle au droit de bail et à la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail (CACRDB).

❷ Indiquez ligne 4TQ le montant des loyers courus du 1<sup>er</sup> janvier au 30.9.1998 afférents à un logement dont vous avez cessé ou interrompu la location en 2013.

Dans ce cas, remplissez un imprimé 2042TA<sup>1</sup> (voir page 354), disponible auprès de votre service des impôts ou sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr)

Le crédit d'impôt est égal au montant de la taxe additionnelle au droit de bail que vous avez acquittée (au taux de 2,5 %). Il sera déduit de votre impôt sur le revenu. S'il excède le montant de l'impôt, il vous sera restitué.

## À NOTER

Les changements affectant la situation de famille d'un contribuable sont assimilés à une cessation définitive de la location. En conséquence, le remboursement de la taxe additionnelle au droit de bail est possible. Ainsi, en cas de mariage, Pacs, divorce ou décès (du contribuable ou d'un des conjoints), le crédit d'impôt représentatif de la taxe additionnelle au droit de bail s'impute sur l'impôt dû au titre de l'année du changement de situation de famille ou du décès, même en l'absence de transmission du bien ou de changement de locataire.

Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt dû au titre :

- en cas de mariage ou de Pacs, de la déclaration commune ou, en cas d'option pour la déclaration séparée, de la déclaration du conjoint propriétaire du bien ;
- en cas de divorce ou de séparation des conjoints, de la déclaration du conjoint propriétaire du bien ou, si les deux époux étaient propriétaires du bien, de chaque déclaration personnelle pour moitié ;
- en cas de décès, de la déclaration souscrite au nom du défunt ou, en cas de décès d'un conjoint, de la déclaration souscrite au nom du couple.

## PLAFONNEMENT GLOBAL DE CERTAINS AVANTAGES FISCAUX : DISPOSITIFS "ROBIEN" OU "BORLOO NEUF"

(CGI, art. 200-0A)

Si en 2009 vous avez réalisé des investissements immobiliers locatifs, directement ou par l'intermédiaire de souscriptions au capital de SCPI, pour lesquels vous optez pour la déduction au titre de l'amortissement "Robien" ou "Borloo neuf", l'avantage en impôt correspondant à cette déduction est retenu pour le calcul du plafonnement global de certains avantages fiscaux (voir page 263).

❸ Indiquez ligne 4BY le montant de l'amortissement déduit de vos revenus fonciers de 2013.

Figure 2. Déclaration n° 2042.

4 I REVENUS FONCIERS lignes 4BA, 4BB, 4BC, 4BD : report du résultat déterminé sur la déclaration n° 2044	
Déficits antérieurs non encore imputés .....	4BD
Primes d'assurance pour loyers impayés des locations conventionnées .....	4BF
Vous souscrivez une déclaration n° 2044 spéciale .....	4BZ COCHEZ

Figure 3. Déclaration n° 2042 C.

– Loyers courus du 1.1.1998 au 30.9.1998 soumis à la taxe additionnelle au droit de bail, provenant d'immeubles dont la location a cessé ou a été interrompue en 2013 .....	4TQ
– Amortissement « Robien » ou « Borloo neuf » déduit des revenus fonciers 2013 (investissements réalisés en 2009) .....	4BY
– Taxe sur les loyers élevés des logements de petite surface Report de la déclaration n°2042LE .....	4BH

## TAXE SUR LES LOYERS ÉLEVÉS DES LOGEMENTS DE PETITE SURFACE

(LF 2013, art. 79 et décret n° 2011-2060; CGI, art.234  
et annexe III, art. 58P)

Une taxe annuelle est instituée sur les loyers perçus à compter du 1.1.2013, au titre des logements dont la surface habitable n'excède pas 14 m<sup>2</sup>. Cette taxe concerne les logements situés dans les communes classées dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre particulièrement important entre l'offre et la demande. Il s'agit des communes situées dans la zone A (liste fixée par l'arrêté du 29.4.2009 relatif au classement des communes par zone, applicable à certaines aides au logement).

Les logements imposables sont les logements donnés en location nue ou meublée (exonérée de TVA) pour une période minimale de 9 mois dont le loyer mensuel, charges non comprises, excède un loyer mensuel de référence fixé par décret à 40,88 € par m<sup>2</sup> pour l'année 2013.

La taxe est calculée sur le montant des loyers bruts perçus en 2013 au titre des logements imposables, hors remboursements de charges locatives par le locataire, avant déduction des charges pour le régime réel et avant application de l'abattement de 30 % pour le régime micro.

Le taux de la taxe, qui varie de 10 % à 40 %, est déterminé en fonction de l'écart existant entre le montant du loyer mensuel brut perçu et celui du loyer mensuel de référence.

Les modalités de détermination du taux de la taxe, selon l'écart de loyer précité (exprimé en % du montant du loyer mensuel de référence), sont indiquées dans le tableau 1.

La taxe n'est pas déductible des revenus soumis à l'impôt sur le revenu (revenus fonciers ou revenus des locations meublées).

① Reportez ligne 4BH de la 2042C le montant de la taxe calculée dans la déclaration 2042LE (voir page 347).

Tableau 1. Taux de la taxe sur les loyers élevés.

ÉCART ENTRE LE LOYER MENSUEL PERÇU ET LE LOYER MENSUEL DE RÉFÉRENCE	TAUX DE LA TAXE
Inférieur à 15 %	10 %
Supérieur ou égal à 15 % et inférieur à 30 %	18 %
Supérieur ou égal à 30 % et inférieur à 55 %	25 %
Supérieur ou égal à 55 % et inférieur à 90 %	33 %
Supérieur ou égal à 90 %	40 %

Figure 4. Déclaration n° 2042 C.

### 4 I REVENUS FONCIERS

– Loyers courus du 1.1.1998 au 30.9.1998 soumis à la taxe additionnelle au droit de bail, provenant d'immeubles

dont la location a cessé ou a été interrompue en 2013.....

4TQ

– Amortissement « Robien » ou « Borloo neuf » déduit des revenus fonciers 2013 (investissements réalisés en 2009).....

4BY

– Taxe sur les loyers élevés des logements de petite surface Report de la déclaration n°2042LE.....

4BH

①

# REVENUS ET PLUS-VALUES DES PROFESSIONS NON SALARIÉES

RÉGIME DE L'AUTO-ENTREPRENEUR.....	138
REVENUS AGRICOLES.....	140
REVENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX PROFESSIONNELS.....	142
LOCATIONS MEUBLÉES NON PROFESSIONNELLES.....	147
AUTRES REVENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX NON PROFESSIONNELS.....	148

## Les bénéfices agricoles (CGI, art. 63 et suivants)

Il s'agit des revenus que l'exploitation des biens ruraux procure  
– aux propriétaires exploitant eux-mêmes (faire-valoir direct);  
– aux fermiers, métayers...

Ils comprennent, d'une manière générale, les produits de la culture, de l'élevage et également les profits qui proviennent :

- de la production forestière (bois...);
- de l'exploitation de marais salants, de champignonnières en galeries souterraines ou en surface;
- de l'élevage d'abeilles, de poissons, de coquillages...;
- de la recherche et de l'obtention de nouvelles variétés végétales;
- des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques ainsi que de l'exploitation d'équidés adultes dans le cadre de loisirs, à l'exclusion des activités du spectacle (BOI-BA-CHAMP-10-20);
- des activités de courses en attelage, d'enseignement de la conduite et du travail avec les chiens et de prestations de transport en traîneaux ou de louage de traîneaux quand elles sont réalisées par des conducteurs de chiens attelés titulaires du diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, mention "attelages canins";
- de la vente de biomasse sèche ou humide majoritairement issue de produits ou sous-produits de l'exploitation ainsi que de la production d'énergie à partir de produits ou sous-produits majoritairement issus de l'exploitation agricole;
- de la mise à disposition des droits à paiement unique.

## Les bénéfices industriels et commerciaux professionnels

(CGI, art. 34 et suivants)

Ils proviennent de l'exercice à titre habituel d'une profession commerciale, industrielle ou artisanale. Par exemple :

- achats de marchandises, matières ou objets en vue de leur revente en l'état ou après transformation;
- opérations de banque;
- transports;
- exploitation d'établissements destinés à fournir le logement, la nourriture;
- acquisitions de meubles en vue de la location.

REVENUS NON COMMERCIAUX PROFESSIONNELS.....	149
REVENUS NON COMMERCIAUX NON PROFESSIONNELS.....	152
REVENUS À IMPOSER AUX PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX.....	154
PRIME POUR L'EMPLOI.....	155

## Les bénéfices industriels et commerciaux non professionnels

(CGI, art. 156-I-1° bis)

Il s'agit des revenus provenant :

- de locations en meublé non professionnelles;
- d'autres activités lorsqu'elles ne comportent pas la participation personnelle, continue et directe de l'un des membres du foyer fiscal à l'accomplissement des actes nécessaires à l'activité.

## Les bénéfices non commerciaux (CGI, art. 92 et suivants)

Ils comprennent :

- les bénéfices des professions libérales (médecins, avocats, architectes, peintres...);
- les revenus des charges et offices (notaires, huissiers, commissaires-priseurs...);
- les profits ne se rattachant pas à une autre catégorie de revenus (produits des opérations de bourse, produits perçus par les inventeurs...).

## Les bénéfices non commerciaux non professionnels

(CGI, art. 156-I-2°)

Ce sont, notamment, les revenus d'activités artistiques ou sportives exercées à titre non professionnel, les revenus des inventeurs non professionnels...

## Les plus-values réalisées dans le cadre des activités professionnelles et non professionnelles

Vous devez déclarer l'ensemble des revenus et plus-values des professions non salariées dans la déclaration 2042 CPRO<sup>1</sup>.

Pensez à remplir également le cadre "Identification".

**1** En cas de cession ou de cessation d'entreprise ou d'activité en 2013, vous avez dû souscrire, dans les 60 jours suivant la cession ou la cessation, une déclaration de résultat et une déclaration de revenus si vous êtes imposé selon un régime réel ou une déclaration de revenus si vous êtes imposé selon le régime micro BIC ou micro BNC (CGI, art. 201). L'imposition a alors été immédiatement établie.

Figure 1. Déclaration n° 2042 CPRO, page 1.

IDENTIFICATION DES PERSONNES EXERÇANT UNE ACTIVITÉ NON SALARIÉE ► À COMPLÉTER OBLIGATOIREMENT												
N° Siret.....												
Nature des revenus.....	BA <input type="checkbox"/>	BIC <input type="checkbox"/>	BNC <input type="checkbox"/>	BA <input type="checkbox"/>	BIC <input type="checkbox"/>	BNC <input type="checkbox"/>						
Régime d'imposition.....	RÉEL <input type="checkbox"/>	MICRO <input type="checkbox"/>	FORFAIT <input type="checkbox"/>	RÉEL <input type="checkbox"/>	MICRO <input type="checkbox"/>	FORFAIT <input type="checkbox"/>						
	AUTO-ENTREPRENEUR <input type="checkbox"/>			AUTO-ENTREPRENEUR <input type="checkbox"/>								
Date en cas de cession ou cessation en 2013..... <b>1</b>	Λ	Λ	2	0	1	3	Λ	Λ	2	0	1	3

## IMPORTANT

Compte tenu de l'intégration de l'abattement de 20 % dans le barème de l'impôt sur le revenu depuis l'imposition des revenus 2006, le montant déclaré au titre des revenus suivants est majoré de 25 % pour le calcul de l'impôt (*BOI-IR-BASE-10-10-20*) :

- bénéfices agricoles forfaitaires ;
- bénéfices agricoles, bénéfices industriels et commerciaux et bénéfices non commerciaux des contribuables imposés selon un régime réel, qui n'adhèrent pas à un centre de gestion ou à une association agréée, ou, à compter des revenus de 2010, qui ne font pas appel aux services d'un expert-comptable, d'une société membre de l'ordre ou d'une association de gestion et de comptabilité, autorisé à ce titre par l'administration fiscale et ayant conclu avec cette dernière une convention en application des articles 1649 quater L et 1649 quater M du CGI.

Cette majoration est effectuée automatiquement, sans intervention de votre part.

La majoration de 25 % ne s'applique pas au montant :

- des plus-values à court terme et à long terme déclarées dans la catégorie des bénéfices agricoles forfaitaires, des micro BIC et des micro BNC ;
- des plus-values à long terme déclarées par l'ensemble des titulaires de BA, BIC et BNC, imposés selon un régime réel ;
- des déficits.

L'aide financière au titre des services à la personne, y compris le CESU préfinancé, que s'alloue l'entrepreneur individuel est exonérée au maximum à hauteur de 1 830 € par année civile. En pratique, le bénéfice imposable dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices non commerciaux ou des bénéfices agricoles est minoré du montant de l'aide financière que le chef d'entreprise s'est ainsi attribuée, sans toutefois pouvoir créer, ni augmenter un déficit de l'exercice (*BOI-BA-BASE-20-30-40-10* et *BOI-BIC-CHG-40-50-10*).

## RÉGIME DE L'AUTO-ENTREPRENEUR

(*CGI, art. 151-0; BOI-BIC-DECLA-10-40*)

Depuis 2009, les exploitants individuels placés sous le régime micro-BIC ou micro-BNC peuvent opter pour le régime de "l'auto-entrepreneur". Il s'agit d'un régime simplifié de paiement libératoire des charges sociales qui peut être complété par une option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'activité professionnelle concernée. Ces versements libératoires sont déterminés à partir du montant du chiffre d'affaires ou des recettes de l'activité professionnelle.

Le versement libératoire de l'impôt sur le revenu est réservé aux contribuables :

- soumis aux régimes micro BIC ou micro BNC ;
- qui ont opté pour le versement social libératoire dit micro-social (il est possible d'opter pour le seul versement social) ;
- dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année n'excède pas, pour une part de quotient familial, la limite supérieure de la 3<sup>e</sup> tranche du barème de l'impôt sur le revenu (26 420 € en 2011 pour une option en 2013), majorée de 50 % par demi-part ou de 25 % par quart de part supplémentaire.

### À NOTER

Pour l'appréciation des seuils de chiffre d'affaires des micro-entreprises à respecter afin de bénéficier du régime fiscal de l'auto-entrepreneur, la règle du pro rata temporis en principe prévue en cas de création ou de cessation d'entreprise ne s'applique pas en cas de création de l'activité en 2009 ou 2010. En revanche, elle s'applique pour les activités créées à compter du 1.1.2011.

Le versement libératoire de l'impôt sur le revenu est calculé par application au montant mensuel ou trimestriel du chiffre d'affaires ou des recettes hors taxes des taux suivants :

- 1 % pour les entreprises ayant une activité de vente de marchandises ;
- 1,7 % pour les entreprises réalisant des prestations de services ;
- 2,2 % pour les titulaires de bénéfices non commerciaux.

À ces taux s'ajoutent ceux du versement forfaitaire libératoire des cotisations sociales et prélèvements sociaux.

Les auto-entrepreneurs déposent chaque mois ou chaque trimestre, selon l'option exercée, leur déclaration de chiffre d'affaires ou de recettes auprès soit de la caisse du régime social des indépendants (RSI) soit de la caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV). Le paiement des sommes dues (cotisations de sécurité sociale, prélèvements sociaux et, le cas échéant, impôt sur le revenu) est effectué simultanément auprès du même organisme ou par téléversement sur le site [www.lautoentrepreneur.fr](http://www.lautoentrepreneur.fr).

L'option doit être formulée au plus tard le 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle elle est exercée et, en cas de création d'activité, au plus tard le dernier jour du 3<sup>e</sup> mois qui suit celui de la création.

Si vous avez opté pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu, indiquez dans la **2042 CPRO** le montant du chiffre d'affaires ou des recettes de l'année dans la case de la rubrique "Auto-entrepreneur" correspondant à la nature de votre activité. Le bénéfice net, après déduction des abattements forfaitaires applicables aux régimes micro BIC ou micro BNC, est retenu pour le calcul du taux effectif appliqué pour l'imposition des autres revenus du foyer.

Le bénéfice net est également retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence, de la prime pour l'emploi et du plafond de déduction d'épargne retraite.

#### À NOTER

- Le régime de l'auto-entrepreneur s'applique distinctement pour chaque membre du foyer fiscal.
- Les plus-values professionnelles réalisées par l'auto-entrepreneur lors de la cession d'un bien affecté à l'exploitation sont imposables dans les conditions de droit commun. Elles doivent être indiquées sur la **2042 CPRO** dans les cases réservées aux plus-values des régimes micro-BIC ou micro-BNC.

Si vous avez opté pour le régime fiscal de l'auto-entrepreneur (versements libératoires d'impôt sur le revenu) pour une activité relevant des BIC, indiquez le montant du chiffre d'affaires réalisé dans l'année, cases 5TA à 5VA ou 5TB à 5VB, selon la nature de l'activité exercée. Il s'agit du chiffre d'affaires que vous avez indiqué dans les déclarations mensuelles ou trimestrielles souscrites à l'appui des versements libératoires.

À partir de ce chiffre d'affaires, l'administration calcule un bénéfice par application de l'abattement forfaitaire pour charges prévu pour le régime micro :

- 1 71 % pour les activités de ventes et assimilées (5TA à 5VA) ;
- 2 50 % pour les prestations de services et les locations meublées (5TB à 5VB).
- 3 Si vous avez opté pour le régime fiscal de l'auto-entrepreneur pour une activité relevant des BNC, indiquez le montant de vos recettes de l'année 2013 lignes 5TE, 5UE ou 5VE. Un bénéfice sera déterminé automatiquement par application de l'abattement de 34 % prévu pour le régime micro.

L'option pour le régime de l'auto-entrepreneur **cesse de s'appliquer** :

- lorsque le contribuable la dénonce ;
- lorsque le régime des micro-entreprises ne s'applique plus en cas de dépassement des seuils ou en cas d'option pour un régime réel d'imposition (en matière de TVA, de BIC ou de BNC) ;
- lorsque le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année excède le seuil prévu ;
- lorsque le contribuable dénonce l'option pour le régime micro-social.

En cas de sortie du régime micro :

- par dépassement des seuils de 81 500 € ou 32 600 €, dans la limite des seuils de 89 600 € ou 34 600 €, la perte du régime micro intervient au titre de la 2<sup>e</sup> année qui suit celle du dépassement. La perte du régime auto-entrepreneur intervient donc à compter du 1<sup>er</sup> janvier de cette 2<sup>e</sup> année ;
- par dépassement des seuils de 89 600 € ou 34 600 €, la perte du régime micro intervient de façon rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du dépassement. Dans ce cas, la perte du régime des versements libératoires intervient à cette même date alors que des versements ont déjà été effectués depuis le début de l'année. Ces versements sont imputés sur le montant de l'impôt sur le revenu afférent aux revenus de l'année du dépassement.

4 Lorsqu'il apparaît que **vous ne pouviez pas bénéficier** du régime fiscal de l'auto-entrepreneur (conditions initiales non remplies ou dépassement des seuils de tolérance du régime micro), le montant des versements d'impôt sur le revenu effectués au cours de l'année 2013 doit être indiqué ligne 8UY.

Ces versements ne sont plus libératoires de l'impôt sur le revenu mais ils constituent un crédit d'impôt. Si leur montant excède l'impôt dû, l'excédent est restitué au contribuable.

Les revenus de votre activité BIC ou BNC sont alors imposables au barème de l'impôt sur le revenu. Vous devez déclarer ces revenus, selon votre cas, dans les cases prévues pour le régime micro (chiffre d'affaires ou recettes) ou dans les cases prévues pour le régime réel (bénéfice ou déficit).

Figure 2. Déclaration n° 2042 CPRO, page 1.

AUTO-ENTREPRENEUR AYANT OPTÉ POUR LE VERSEMENT LIBÉRATOIRE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU			
	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERSONNE À CHARGE
<b>Revenus industriels et commerciaux</b>			
Chiffre d'affaires brut			
Ventes de marchandises et assimilées.....	5TA <b>1</b>	5UA	5VA
Prestations de services et locations meublées.....	5TB <b>2</b>	5UB	5VB
<b>Revenus non commerciaux</b>			
Recettes brutes .....	5TE <b>3</b>	5UE	5VE

Figure 3. Déclaration n° 2042 CPRO, page 4.

Auto-entrepreneur : versements d'impôt sur le revenu dont le remboursement est demandé .....	8UY <b>4</b>
--	--------------



REVENUS AGRICOLES (PF 300; BOI-BA)

RÉGIME DU FORFAIT (CGI, art. 64 et suivants)

Vous relevez du régime du forfait si la moyenne de vos recettes des deux années précédentes n'excède pas 76 300 €.

Dans ce cas, vous pouvez toutefois, si vous le souhaitez, opter pour l'imposition de vos bénéfices selon un régime de bénéfice réel. Cette option doit être exercée dans le délai de dépôt de la déclaration des bénéfices agricoles de l'exercice précédant celui au titre duquel l'option s'applique; elle peut être formulée directement sur la déclaration de bénéfices agricoles.

- 1 Indiquez le montant de vos bénéfices non imposables provenant des activités exercées en zone franche de Corse et de ceux correspondant à l'exonération des impatriés. Ce montant est retenu pour la détermination du revenu fiscal de référence du foyer.
- 2 Si votre forfait est déjà fixé, indiquez son montant lignes 5HO à 5JO; sinon cochez la case correspondante. Le montant déclaré lignes 5HO à 5JO sera majoré de 25 % pour le calcul du revenu imposable.
- 3 Portez lignes 5HD à 5JD le montant du revenu cadastral de vos exploitations forestières (indiqué sur votre avis de taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2013). Ce montant ne sera pas majoré de 25 %.
- 4 Portez lignes 5HW à 5JW le montant de vos plus-values à court terme. Les montants déclarés lignes 5HW à 5JW ne seront pas majorés de 25 %.

Pour les bois sinistrés à la suite des **tempêtes de décembre 1999**, les charges exceptionnelles résultant de ces tempêtes ont été admises en déduction du bénéfice de l'exploitation forestière de l'année 2000 pour un montant forfaitaire par m<sup>3</sup> de bois chablis (10 €/m<sup>3</sup>). Ce montant s'applique au volume de bois chablis effectivement exploité à la suite des tempêtes du mois de décembre 1999, en 1999 et en 2000 ou que le propriétaire s'est engagé à exploiter au cours des années 2001 et 2002. Lorsque les bénéfices des années 2000 et 2001 n'ont pas été suffisants pour permettre la déduction de la totalité de ces charges, l'excédent peut être déduit des bénéfices forestiers des 13 années suivantes pour les résineux et les peupleraies et des 18 années suivantes pour les feuillus et autres bois, soit jusqu'en 2015 ou 2020 (BOI-BA-SECT-10).

Pour les bois sinistrés dans les régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées à la suite de la **tempête Klaus des 24 et 25.1.2009**, les charges exceptionnelles résultant de cette tempête ont été admises en déduction du bénéfice de l'exploitation forestière de l'année 2009 pour un montant forfaitaire par m<sup>3</sup> de bois chablis (10 €/m<sup>3</sup>). Ce montant s'applique au volume de bois chablis effectivement exploité à la suite de la tempête du mois de janvier 2009 dans les régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées exclusivement, ou que le propriétaire s'est engagé à exploiter au cours des années 2010 et 2011. Lorsque le bénéfice de l'année 2009 n'a pas été suffisant pour permettre la déduction de la totalité de ces charges, l'excédent peut être déduit des bénéfices forestiers des 15 années suivantes pour les résineux et les peupleraies et des 20 années suivantes pour les feuillus et autres bois, soit jusqu'en 2024 ou 2029 (BOI-BA-SECT-10).

Si le propriétaire forestier dispose d'un solde de charges exceptionnelles liées aux tempêtes de décembre 1999 restant à imputer, ce solde est déduit en priorité du bénéfice de 2009 et des années suivantes et au plus tard jusqu'en 2015 pour les résineux et les peupleraies et jusqu'en 2020 pour les feuillus et autres bois.

Si vous êtes soumis au régime forfaitaire agricole, vous devez déterminer le résultat imposable provenant de votre **activité commerciale accessoire** (tourisme à la ferme, travaux forestiers pour des tiers ou autres activités accessoires de nature commerciale ou artisanale) dans les conditions de droit commun applicables en matière de BIC: selon le régime des micro-entreprises ou selon un régime de bénéfice réel.

Si les bénéfices provenant de vos activités commerciales accessoires sont imposés selon un régime réel, votre bénéfice agricole ne peut pas être imposé selon le régime du forfait. Toutefois, le régime du forfait agricole ne sera pas remis en cause si les revenus que vous retirez de l'ensemble de vos activités accessoires n'excèdent pas 27 000 € par foyer (BOI-BA-REG-20-10).

Les bénéfices agricoles forfaitaires fixés au titre de la culture des **arbres truffiers** ne sont imposables qu'à l'expiration de la 15<sup>e</sup> année suivant la plantation des arbres (BOI-BA-BASE-10-20-10).

Figure 4. Déclaration n° 2042 CPRO, page 1.

REVENUS AGRICOLES			
<b>Régime du forfait</b>			
Revenus exonérés.....	5HN	1	5IN
Revenus imposables .....	5HO	2	5IO
si votre forfait n'est pas fixé, cochez la case .....		COCHEZ >	COCHEZ >
Revenus des exploitants forestiers.....	5HD	3	5ID
Plus-values à court terme .....	5HW	4	5IW
			5JN
			5JO
			COCHEZ >
			5JD
			5JW

## RÉGIME DU BÉNÉFICE RÉEL

(CGI, art. 69 et suivants; BOI-BA-REG-10)

Reportez sur la 2042 CPRO les résultats figurant sur les déclarations de bénéfices agricoles n° 2143 (régime normal) et n° 2139 (régime simplifié).

Afin de compenser l'intégration de l'abattement de 20 % au barème de l'impôt, les bénéfices déclarés par les contribuables qui n'adhèrent pas à un CGA ou, à compter des revenus de 2010, qui ne font pas appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable dit "viseur" (CGI, art. 1649 quater L), sont majorés de 25 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

❶ Le montant des revenus déclarés lignes 5HI, 5II et 5JI sera majoré de 25 % pour le calcul de l'impôt

### Moyenne triennale

Sur option des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition, le bénéfice imposable peut être égal à la moyenne des bénéfices de l'année d'imposition et des deux années antérieures.

❷ Si vous avez opté pour ce système, indiquez lignes 5HC, 5IC et 5JC ou 5HI, 5II et 5JI le bénéfice résultant du calcul de cette moyenne. S'il s'agit de la 1<sup>re</sup> année d'application de la moyenne triennale, joignez à votre déclaration une note indiquant votre option et le détail du calcul de cette moyenne.

### Exonérations

❸ Indiquez lignes 5HB à 5JH le montant de vos revenus et plus-values à court terme bénéficiant d'une exonération prévue en faveur des activités exercées en zone franche de Corse (art. 44 decies du CGI), en zone franche dans les DOM (art. 44 quaterdecies) et en faveur des impatriés.

Ce montant sera retenu pour le calcul du revenu fiscal de référence.

### Déficits

L'administration déterminera automatiquement si votre déficit agricole de l'année 2013 est déductible ou non de votre revenu global.

S'il n'est pas déductible, c'est-à-dire si le total des revenus nets d'autres sources des membres du foyer excède 107 075 €, vous pourrez uniquement le déduire de vos bénéfices agricoles des six années suivantes.

❹ Indiquez lignes 5QF à 5QQ selon leur année d'origine, le montant des déficits agricoles des années antérieures à imputer sur les bénéfices agricoles de l'année 2013.

## Jeunes agriculteurs (CGI, art. 73 B)

L'abattement de 50 % des bénéfices imposables des soixante premiers mois d'activité est accordé :

– aux exploitants qui bénéficient de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs (DJA) ou de prêts à moyen terme spéciaux (MTS);

– aux agriculteurs qui ont souscrit entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 31 décembre 2005 un contrat d'agriculture durable.

Pour les bénéficiaires de la DJA, le taux de l'abattement est porté à 100 % au titre de l'exercice en cours à la date de l'inscription en comptabilité de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs. L'abattement ne s'applique pas aux plus-values imposables au taux forfaitaire de 16 %.

❺ Indiquez la fraction du bénéfice imposable (après abattement) :

– lignes 5HC, 5IC, 5JC si vous adhérez à un centre de gestion agréé;

– lignes 5HI, 5II, 5JI si vous n'êtes pas adhérent d'un CGA.

### Activités accessoires

(CGI, art. 75 et 75 A; BOI-BA-CHAMP-10-40)

Les recettes tirées de la **production d'électricité d'origine photovoltaïque ou éolienne**, réalisées par un exploitant agricole soumis à un régime réel d'imposition, peuvent être rattachées aux bénéfices agricoles si leur montant majoré des autres recettes accessoires n'excède ni 50 % des recettes tirées de l'activité agricole, ni 100 000 €. Les déficits provenant de cette activité s'imputent alors sur le bénéfice agricole de l'exercice au titre duquel les déficits ont pris naissance ou, le cas échéant, sur les bénéfices agricoles des six années suivantes.

Les revenus provenant de la **vente de biomasse** majoritairement issue de produits ou sous-produits de l'exploitation et les revenus provenant de la production d'énergie à partir de produits ou sous-produits majoritairement issus de l'exploitation agricole sont considérés comme des bénéfices agricoles.

Les revenus provenant de la mise à disposition de droits à paiement unique sont également considérés comme des bénéfices agricoles.

Les revenus provenant des **activités accessoires** relevant de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (autres que ceux tirés de la production d'électricité d'origine photovoltaïque ou éolienne) et des bénéfices non commerciaux réalisés par un exploitant agricole peuvent être pris en compte pour la détermination du bénéfice agricole lorsque la moyenne annuelle des recettes accessoires commerciales et non commerciales réalisées au titre des trois années civiles précédant la date d'ouverture de l'exercice n'excède ni 30 % de la moyenne annuelle des recettes tirées de l'activité agricole au titre de ces mêmes années, ni 50 000 €. Ce montant s'apprécie remboursement de frais inclus et taxes comprises.

Figure 5. Déclaration n° 2042 CPRO, page 1.

	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS
Régime du bénéfice réel						
Revenus exonérés	5HB ❸	5HH	5IB	5IH	5JB	5JH
Revenus imposables : cas général, moyenne triennale	5HC ❷	5HI ❶	5IC	5II	5JC	5JI
Jeunes agriculteurs : abattement 50 % ou 100 %	5HM ❺	5HZ	5IM	5IZ	5JM	5JZ
Déficits	5HF	5HL	5IF	5IL	5JF	5JL
Plus-values de cession taxables à 16 %	5HE		5IE		5JE	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Déficits des années antérieures non encore déduits	5QF ❹	5QG	5QN	5QO	5QP	5QQ

## Revenu agricole exceptionnel

(CGI, art. 75-0 A; BOI-BA-LIQ-10)

Le revenu exceptionnel des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition peut, sur option, être rattaché par fractions égales au résultat de l'exercice de sa réalisation et des 6 années suivantes. L'option doit être formulée lors du dépôt de la déclaration de résultat du premier exercice auquel elle s'applique. Le revenu exceptionnel est égal :

- soit, lorsque l'exploitant réalise un bénéfice excédant à la fois 25 000 € et une fois et demie la moyenne des résultats des 3 exercices précédents, à la fraction de bénéfice qui dépasse 25 000 € ou cette moyenne si elle est supérieure. Les conditions d'exploitation pendant l'exercice de réalisation du bénéfice doivent être comparables à celles des 3 exercices précédents. Pour l'appréciation des bénéfices des exercices précédents, les déficits sont retenus pour un montant nul. Ce dispositif ne s'applique qu'à partir du 4<sup>e</sup> exercice d'activité;
- soit au montant correspondant à la différence entre les indemnités perçues en cas d'abattage des troupeaux pour raisons sanitaires et la valeur en stock ou en compte d'achats des animaux abattus.

Vous pouvez demander que la fraction du revenu exceptionnel (1/7<sup>e</sup>), quel que soit son montant, soit imposée selon le système du quotient prévu par l'article 163-0A du CGI (quotient de 4).

Si vous demandez à bénéficier du système du quotient, indiquez le montant du résultat de l'année lignes 5HC à 5JI et le 1/7<sup>e</sup> du revenu exceptionnel ligne 0XX du paragraphe "Revenus exceptionnels ou différés", page 2 de la 2042C.

Si vous ne demandez pas à bénéficier du système du quotient, indiquez lignes 5HC à 5JI de la 2042CPRD, le montant du résultat imposable de l'année majoré du 1/7<sup>e</sup> du revenu exceptionnel.

### À NOTER

- La cessation d'activité entraîne l'imposition immédiate de la fraction du revenu exceptionnel non encore intégrée au résultat imposable.
- L'option pour l'étalement de la fraction du bénéfice qui excède 25 000 € est exclusive de l'application de la moyenne triennale. En revanche, l'étalement des indemnités perçues en cas d'abattage des troupeaux peut se cumuler avec la moyenne triennale.

## Exonération et étalement de certaines plus-values professionnelles

Voir p. 145 et 146.

## Exonération des impatriés

Voir p. 145.

## REVENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX PROFESSIONNELS (CGI, art. 34 et suivants; PF 1000)

### RÉGIME DES MICRO-ENTREPRISES

(CGI, art. 50-0; BOI-BIC-DECLA-10; PF 1347)

Le régime des micro-entreprises s'applique lorsque :

- vous êtes un exploitant individuel;
  - votre chiffre d'affaires annuel (le cas échéant, ajusté au prorata de la durée d'exploitation dans l'année) n'excède pas :
    - **81 500 € HT** si l'activité consiste à vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou à fournir le logement (sauf locations meublées – autres que la location de gîtes ruraux, de chambres d'hôtes et de meublés de tourisme – qui relèvent du seuil de 32 600 €);
    - **32 600 € HT** s'il s'agit d'activités de prestations de services ou de location meublée (autre que la location de gîtes ruraux, de chambres d'hôtes et de meublés de tourisme).
- Si l'activité se rattache aux deux catégories, le régime micro est applicable si le chiffre d'affaires global n'excède pas 81 500 € et si le chiffre d'affaires afférent aux opérations autres que les ventes et la fourniture de logement ne dépasse pas 32 600 €.
- et si, pour l'année considérée, vous n'êtes pas redevable de la TVA parce que vous réalisez des opérations non soumises à la TVA ou que vous bénéficiez de la franchise en base.

### ATTENTION

L'application du régime micro-entreprises est exclue (CGI, art. 50-0-2) pour :

- les contribuables qui exercent leur activité dans le cadre de personnes morales ou organismes relevant du régime des sociétés de personnes défini à l'article 8 du CGI ou de l'impôt sur les sociétés;
- les contribuables qui exploitent plusieurs entreprises dont le total des chiffres d'affaires excède les limites de 32 600 € ou 81 500 € (selon la nature des activités);
- les redevables de la TVA qui ne sont pas effectivement placés sous le régime de la franchise en base;
- les opérations portant sur des immeubles, des fonds de commerce, des actions ou parts de sociétés immobilières;
- les opérations de location de matériels ou de biens de consommation durable sauf lorsqu'elles présentent un caractère accessoire et connexe pour une entreprise industrielle ou commerciale;
- les opérations réalisées à titre professionnel sur les marchés à terme (CGI, art. 35-I-8°);
- les copropriétés de navires et de chevaux de course ou d'étalons.

Si vous relevez du régime des micro-entreprises, **vous pouvez opter** pour le régime simplifié d'imposition ou pour le régime réel normal. L'option doit être exercée avant le 1<sup>er</sup> février de la première année pour laquelle vous souhaitez bénéficier du régime réel.

L'option est valable et irrévocable pendant 2 ans, sauf changement d'activité. Elle est reconduite tacitement par période de 2 ans.

**Le régime des micro-entreprises demeure applicable** au titre des deux premières années au cours desquelles le chiffre d'affaires dépasse les limites de 81 500 € et 32 600 € (selon la nature de l'activité exercée) :

- sans excéder respectivement les seuils de 89 600 € ou de 34 600 € lorsque l'entreprise exerce une activité soumise à la TVA mais bénéficiant de la franchise en base ;
- quel que soit le chiffre d'affaires réalisé lorsque l'activité est exonérée de TVA.

Lorsque l'entreprise exerce une activité mixte, le seuil de 89 600 € s'apprécie par rapport au chiffre d'affaires global et le seuil de 34 600 € s'apprécie par rapport au chiffre d'affaires relatif aux seules prestations de services.

En cas de dépassement des limites de 81 500 € et 32 600 €, les abattements représentatifs de frais s'appliquent à la totalité du chiffre d'affaires réalisé (y compris sur la fraction du chiffre d'affaires excédant les limites d'application du régime des micro-entreprises).

#### À NOTER

Les prestations qui vous sont versées sous forme de revenus de remplacement, par le régime d'assurance-maladie ou d'assurance-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles ou dans le cadre des contrats d'assurance de groupe prévus à l'article 154 bis du CGI ne doivent pas être comprises dans le montant du chiffre d'affaires déclaré si vous êtes imposé selon le régime micro BIC.

- Indiquez lignes 5KN à 5MN le montant de vos bénéfices non imposables (après abattement de 71 % ou de 50 %) correspondant aux exonérations et abattements prévus en faveur des entreprises implantées en zones franches urbaines (art. 44 octies et octies A du CGI), en zone franche de Corse (art. 44 decies), des jeunes entreprises innovantes (art. 44 sexies A), des entreprises implantées dans une zone de recherche et de développement (art. 44 undecies), dans une zone de restructuration de la défense (art. 44 terdecies), dans une zone franche dans les DOM (art. 44 quaterdecies) et des contribuables impatriés (art. 155 B).

- Portez directement le montant de vos recettes brutes lignes 5KO à 5MO ou 5KP à 5MP, selon la nature de l'activité.

Un abattement forfaitaire sera automatiquement appliqué.

Il est de :

- 71 % pour les activités de ventes et fourniture de logement, y compris les locations de gîtes ruraux, de chambres d'hôtes et de meublés de tourisme (cases 5KO à 5MO) ;
- 50 % pour les autres activités et les locations meublées (cases 5KP à 5MP).

L'abattement est au moins égal à 305 € (le résultat imposable est donc nul lorsque le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 305 €).

- Indiquez lignes 5KX à 5MX le montant de vos plus-values nettes à court terme. Elles ne sont pas comprises dans le montant du chiffre d'affaires déclaré lignes 5KO à 5MO ou 5KP à 5MP.

Le montant déclaré lignes 5KX à 5MX s'ajoute au revenu global.

- Indiquez lignes 5KQ à 5MQ le montant de vos plus-values nettes à long terme réalisées lors de la cession de biens affectés à l'exploitation. Elles ne sont pas comprises dans le montant des chiffres d'affaires déclarés lignes 5KO à 5MO ou 5KP à 5MP.

Elles sont taxables au taux de 16 % (majoré des prélèvements sociaux).

- Indiquez lignes 5KJ à 5MJ le montant des moins-values nettes à court terme. Elles s'imputent sur le revenu global dès lors qu'elles sont réalisées dans le cadre d'une activité exercée à titre professionnel.

- Indiquez lignes 5KR à 5MR le montant de vos moins-values nettes à long terme. Elles peuvent s'imputer sur les plus-values à long terme réalisées au cours des 10 années suivantes par la même personne.

#### À NOTER

Les plus-values et moins-values sont déterminées et imposées dans les conditions prévues aux articles 39 duodecies à 39 quinquies du CGI. Pour ce calcul, l'abattement forfaitaire de 71 % ou de 50 % est réputé tenir compte des amortissements pratiqués selon le mode linéaire.

Les plus-values à court terme et les moins-values à court terme réalisées au cours du même exercice, dans le cadre de la même activité, se compensent.

De même, les plus-values à long terme et les moins-values à long terme se compensent dans les mêmes conditions.

Indiquez sur la 2042 CPRO le résultat de la compensation, soit une plus-value nette, soit une moins-value nette.

Figure 6. Déclaration n° 2042 CPRO, page 2.

REVENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX PROFESSIONNELS			
	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERSONNE À CHARGE
<b>Régime micro entreprise</b>			
Revenus nets exonérés .....	5KN <b>1</b>	5LN	5MN
Revenus imposables			
Chiffre d'affaires brut sans déduire aucun abattement			
• Ventes de marchandises et assimilées .....	5KO <b>2</b>	5LO	5MO
• Prestations de services et locations meublées .....	5KP	5LP	5MP
Plus-values nettes à court terme .....	5KX <b>3</b>	5LX	5MX
Plus-values de cession taxables à 16 % .....	5KQ <b>4</b>	5LQ	5MQ
Moins-values à long terme .....	5KR <b>6</b>	5LR	5MR
Moins-values nettes à court terme .....	5KJ <b>5</b>	5LJ	5MJ

## RÉGIMES RÉELS D'IMPOSITION

(CGI, art. 53 A et suivants; PF 1363, 1385)

Le régime simplifié d'imposition s'applique de plein droit si vous ne pouvez pas bénéficier du régime des micro-entreprises et si votre chiffre d'affaires est inférieur à :

- 777 000 € HT pour les entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement ;
- 234 000 € HT pour les autres entreprises.

Le régime réel normal s'applique de plein droit lorsque le chiffre d'affaires est supérieur à 777 000 € ou à 234 000 €, selon la nature de l'activité.

Toutefois, la première année de dépassement de ces limites, le régime simplifié continue de s'appliquer à condition que le chiffre d'affaires n'excède pas 856 000 € ou 265 000 €.

Reportez sur la déclaration 2042CPR0<sup>1</sup> les résultats et plus-values imposables déterminés sur la déclaration professionnelle 2031<sup>1</sup>. Les bénéfices déclarés selon le régime réel normal ou selon le régime simplifié sont à indiquer sur la même ligne. De même, pour les déficits, une seule ligne est prévue pour les deux régimes réels.

Depuis l'imposition des revenus de 2006, l'abattement de 20 % précédemment appliqué aux revenus déclarés par les adhérents des centres de gestion agréés est intégré au barème de l'impôt sur le revenu. Afin de compenser cette intégration, les revenus déclarés lignes 5KI, 5LI, 5MI et 5KJ, 5LJ, 5MJ par les contribuables non adhérents d'un CGA ou, à compter des revenus de 2010, qui ne font pas appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable agréé dit "viseur" (CGI, art. 1649 quater L), sont majorés automatiquement de 25 % pour le calcul de l'impôt.

### À NOTER

Le montant des plus-values taxables à 16 % déclarées lignes 5KE, 5LE et 5ME n'est pas majoré de 25 %.

Lorsqu'un contribuable non adhérent d'un CGA déclare à la fois un bénéfice et un déficit dans la catégorie des BIC professionnels, la majoration de 25 % s'applique au résultat net uniquement si celui-ci est positif.

① Indiquez lignes 5KB à 5MH le montant des bénéfices et plus-values à court terme non imposables qui correspondent aux abattements et exonérations prévus en faveur des entreprises nouvelles (art. 44 sexies du CGI), des entreprises implantées en zones franches urbaines (art. 44 octies et octies A du CGI), en zone franche de Corse (art. 44 decies), des entreprises innovantes (art. 44 sexies A), des entreprises implantées dans une zone de recherche et de développement (art. 44 undecies), dans une zone de restructuration de la défense (art. 44 terdecies), dans une zone franche dans les DOM (art. 44 quaterdecies), dans une zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies) et des contribuables impatriés (art. 155 B du CGI). Ce montant est retenu pour la détermination du revenu fiscal de référence, de la prime pour l'emploi et du plafond de l'épargne-retraite.

### Artisans-pêcheurs

② Indiquez lignes 5KS à 5MS le montant de l'abattement de 50 % que vous avez déduit pour déterminer le bénéfice imposable des 60 premiers mois d'activité, sous certaines conditions (CGI, art. 44 nonies). Le montant sera retenu uniquement pour le calcul du plafond de l'épargne-retraite.

### À NOTER

Les prestations qui vous sont versées sous forme de revenus de remplacement, par le régime d'assurance-maladie ou d'assurance-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles ou dans le cadre des contrats d'assurance de groupe prévus à l'article 154 bis du CGI doivent être comprises, dès leur acquisition, dans le montant de votre résultat imposable selon le régime réel.

Figure 7. Déclaration n° 2042CPR0, page 2.

/ENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX PROFESSIONNELS								
Régime du bénéfice réel	CGA OU VISEUR		SANS		CGA OU VISEUR		SANS	
Revenus exonérés.....	5KB	①	5KH		5LB		5LH	
Revenus imposables								
• Régime normal ou simplifié.....	5KC		5KI		5LC		5LI	
• Locations meublées.....	5HA		5KA		5IA		5LA	
Déficits								
• Régime normal ou simplifié.....	5KF		5KL		5LF		5LL	
• Locations meublées.....	5QA		5QJ		5RA		5RJ	
Plus-values de cession taxables à 16 %.....	5KE				5LE			
Artisans pêcheurs : abattement 50 %.....	5KS	②			5LS			
							5ME	
							5MS	

1. Si vous retirez des gains nets des cessions de droits sociaux de sociétés de personnes, sans y exercer d'activité professionnelle, déclarez-les ligne 3VG du 3 de la déclaration 2042.

## Loueurs en meublé professionnels

(CGI, art. 155-IV-2 ; BOI-BIC-CHAMP-40-10)

L'activité de loueur en meublé est exercée à titre professionnel lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

- un membre du foyer fiscal au moins est inscrit au registre du commerce et des sociétés en qualité de loueur professionnel ;
- les recettes annuelles retirées de cette activité par l'ensemble des membres du foyer excèdent 23 000 € ;
- ces recettes excèdent les revenus du foyer soumis à l'impôt sur le revenu dans les catégories des traitements et salaires au sens de l'article 79 du CGI (y compris les pensions et rentes viagères ainsi que les revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62 du CGI), des bénéfices industriels et commerciaux (autres que ceux tirés de l'activité de location meublée), des bénéfices agricoles et des bénéfices non commerciaux.

Afin d'assurer un passage progressif entre les anciennes et les nouvelles règles de détermination du caractère professionnel de la location meublée, la loi prévoit un mécanisme de transition pour l'appréciation de la prépondérance des recettes de la location par rapport aux autres revenus. Ce mécanisme prend la forme d'une surpondération des recettes afférentes aux locations ayant commencé avant le 1.1.2009 ou portant sur un local d'habitation acquis ou réservé avant le 1.1.2009.

La surpondération des recettes est obtenue en les multipliant par un coefficient égal à 5, diminué des deux cinquièmes par année écoulée depuis le début de la location, dans la limite de 10 années à compter du début de celle-ci.

### À NOTER

Lorsque l'hébergement s'accompagne d'au moins trois des prestations suivantes : petit déjeuner, nettoyage régulier des locaux, fourniture de linge de maison ou réception de la clientèle dans des conditions similaires à celles proposées par les établissements hôteliers, la prestation relève du régime de la para-hôtellerie et non du régime de la location meublée.

La plus-value de cession des immeubles donnés en location meublée et inscrits à l'actif est soumise au régime des plus-values professionnelles. Elle est susceptible de bénéficier de l'exonération prévue par l'article 151 septies du CGI lorsque les recettes sont inférieures à 90 000 € (exonération totale) ou à 126 000 € (exonération partielle).

Les déficits des loueurs en meublé professionnels sont imputables sur le revenu global sans limitation de montant.

Les déficits non professionnels provenant des charges engagées en vue de la location meublée avant le début de cette location par les loueurs en meublé professionnels peuvent être imputés par tiers sur le revenu global des trois premières années de location du local tant que l'activité de location meublée est exercée à titre professionnel.

## Exonération des impatriés

(CGI, art. 155 B ; BOI-BNC-CHAMP-10-40)

Les impatriés qui ont pris leurs fonctions en France à compter du 1.1.2008 et qui établissent leur domicile fiscal en France après avoir été domiciliés à l'étranger au cours des cinq années civiles précédentes bénéficient d'un régime d'exonération (article 155 B du CGI).

Ce régime s'applique sur agrément préalable aux personnes qui exercent une activité non salariée, qui ont établi leur domicile fiscal en France au plus tard le 31.12.2011 et qui remplissent l'une des conditions suivantes :

- apporter une contribution économique exceptionnelle à la France ;
- exercer à titre principal une activité figurant sur une liste fixée par décret (en raison de la spécificité des compétences requises ou des difficultés de recrutement) ;
- souscrire à compter du 1.1.2008 au capital de PME ayant leur siège en France ou dans un État membre de la Communauté européenne, pour un montant excédant la limite inférieure de la première tranche du barème de l'ISF et prennent l'engagement de conserver les titres pendant la durée de l'agrément.

Le revenu professionnel de ces personnes est exonéré d'impôt sur le revenu à hauteur de 30 % jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la prise de fonctions.

La fraction de la rémunération exonérée doit être déclarée sur les lignes "revenus exonérés" des rubriques revenus agricoles (cases 5HN et suivantes ou 5HB et suivantes), revenus industriels et commerciaux professionnels (cases 5KN et suivantes ou 5KB et suivantes) et revenus non commerciaux professionnels (cases 5HP et suivantes ou 5QB et suivantes). Elle est retenue pour le calcul du revenu fiscal de référence.

Les plus-values à long terme réalisées lors de la cession d'éléments d'actif ne bénéficient pas de l'exonération partielle d'impôt sur le revenu.

## Exonération des plus-values en cas de transmission d'une entreprise individuelle ou d'une branche complète d'activité

(CGI, art. 238 quinquies)

Si vous avez exercé votre activité BIC, BNC ou BA à titre professionnel pendant au moins 5 ans, les plus-values professionnelles réalisées à l'occasion de la cession à titre onéreux ou à titre gratuit d'une entreprise individuelle ou d'une branche complète d'activité bénéficient d'une exonération :

- totale lorsque la valeur des éléments transmis n'excède pas 300 000 € ;
- partielle lorsque la valeur de ces éléments est comprise entre 300 000 € et 500 000 €. Le montant exonéré de la plus-value est déterminé par application d'un taux égal au rapport entre, d'une part, la différence entre 500 000 € et la valeur des éléments transmis et, d'autre part, le montant de 200 000 €.

L'exonération concerne à la fois l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux lorsque les éléments cédés sont détenus depuis plus de deux ans. La plus-value exonérée n'a pas à être portée sur la <sup>2042C PRO</sup>.

L'exonération ne s'applique pas aux plus-values de cession d'immeubles bâtis ou non bâtis.



## Exonération des plus-values des petites entreprises *(CGI, art. 151 septies)*

Si vous avez exercé votre activité BIC, BNC, BA à titre professionnel pendant au moins 5 ans, vos plus-values professionnelles bénéficient d'une exonération :

- totale si vos recettes n'excèdent pas 250 000 € (activités de ventes et assimilées) ou 90 000 € (prestations de service) ;
- partielle si le montant de vos recettes est compris entre 250 000 € et 350 000 € ou entre 90 000 € et 126 000 €, selon la nature de l'activité :
- lorsque le montant des recettes est compris entre 250 000 € et 350 000 €, le montant exonéré de la plus-value est déterminé en lui appliquant un taux égal au rapport entre, au numérateur, la différence entre 350 000 € et le montant des recettes et, au dénominateur, le montant de 100 000 € ;
- lorsque le montant des recettes est compris entre 90 000 € et 126 000 €, le montant exonéré de la plus-value est déterminé en lui appliquant un taux égal au rapport entre, au numérateur, la différence entre 126 000 € et le montant des recettes et, au dénominateur, le montant de 36 000 €.

Le montant des recettes à prendre en compte est égal à la moyenne des recettes hors taxe réalisées au titre des exercices (le cas échéant ramenés à 12 mois) clos au cours des deux années civiles précédant celle de la cession.

Cette modalité d'appréciation des seuils concerne à la fois les plus-values réalisées en cours d'exploitation et celles réalisées en fin d'exploitation.

L'exonération concerne à la fois l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux lorsque les éléments cédés sont détenus depuis plus de deux ans. La plus-value exonérée n'a pas à être portée sur la 2042 CPRO.

L'exonération ne s'applique pas aux plus-values réalisées lors de la cession de terrains à bâtir.

## Exonération des plus-values en cas de départ à la retraite *(CGI, art. 151 septies A; BOI-BIC-PVMV-40-20-20 et BOI-BNC-BASE-30-30-30)*

Si vous avez exercé votre activité BIC, BNC, BA à titre professionnel pendant au moins 5 ans, la plus-value réalisée lors de la cession à titre onéreux de votre entreprise est exonérée d'impôt sur le revenu lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- vous cessez toute fonction dans l'entreprise et vous faites valoir vos droits à la retraite au cours des deux années précédant ou suivant la cession ;
- vous ne détenez pas directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de l'entreprise cessionnaire ;
- l'entreprise cédée emploie moins de 250 salariés et, soit a réalisé un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 M€ au cours de l'exercice, soit a un total de bilan inférieur à 43 M€.

L'exonération s'applique, sous les mêmes conditions, aux cessions d'activités réalisées par les sociétés de personnes et les groupements soumis à l'impôt sur le revenu.

La plus-value est exonérée d'impôt sur le revenu. Elle n'est pas exonérée de prélèvements sociaux et doit être déclarée ligne 5HG ou 5IG, page 4 de la 2042 CPRO pour la partie de la plus-value qui relève du régime fiscal des plus-values à long terme.

L'exonération ne s'applique pas aux plus-values de cession d'immeubles bâtis ou non bâtis.

## Abattement pour durée de détention sur les plus-values immobilières professionnelles *(CGI, art. 151 septies B)*

Si vous cédez un bien immobilier bâti ou non bâti affecté à l'exploitation de votre activité BIC, BNC ou BA, la plus-value à long terme réalisée lors de cette cession fait l'objet d'un abattement de 10 % par année de détention du bien au-delà de la 5<sup>e</sup>.

Les terrains à bâtir ne sont pas considérés comme affectés à l'exploitation de l'activité.

Le montant exonéré n'a pas à être déclaré sur la 2042 CPRO.

## Étalement des plus-values immobilières professionnelles *(CGI, art 39 novodécies; BOI-BIC-PVMV-40-20-60)*

Si vous cédez un immeuble bâti ou non bâti inscrit à l'actif du bilan de votre entreprise BIC, BNC ou BA à une entreprise de crédit-bail dont vous retrouvez immédiatement la jouissance dans le cadre d'un contrat de crédit-bail immobilier, la plus-value réalisée à l'occasion de cette cession peut faire l'objet d'un étalement par parts égales sur chaque exercice clos pendant la durée du contrat de crédit-bail sans excéder 15 ans.

La fraction de la plus value à long terme à imposer doit être déclarée sur les lignes "plus-values de cession taxables à 16 %".

Le dispositif d'étalement s'applique aux cessions d'immeubles réalisées à compter du 23.4.2009.



## LOCATIONS MEUBLÉES NON PROFESSIONNELLES

CGI, art. 155-IV-2; BOI-BIC-CHAMP-40-20)

L'activité de loueur en meublé est exercée à titre non professionnel lorsque l'une des trois conditions suivantes n'est pas remplie :

- un membre du foyer fiscal au moins est inscrit au registre du commerce et des sociétés en qualité de loueur professionnel;
- les recettes annuelles retirées de cette activité par l'ensemble des membres du foyer excèdent 23 000 €;
- ces recettes excèdent les revenus du foyer fiscal soumis à l'impôt sur le revenu dans les catégories des traitements et salaires au sens de l'article 79 du CGI (y compris les pensions et rentes viagères ainsi que les revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62 du CGI), des bénéfices industriels et commerciaux (autres que ceux tirés de l'activité de location meublée), des bénéfices agricoles et des bénéfices non commerciaux.

Sont concernés les revenus provenant :

- des locaux meublés dont vous êtes propriétaire, et que vous donnez en location ;
- des locaux nus que vous donnez en location à une autre personne (ou à une société de gestion) qui les donne elle-même en sous-location meublée, lorsque la location présente un caractère commercial en raison des modalités prévues au contrat de bail conclu avec cette personne ou cette société (notamment lorsque la location vous permet de participer à la gestion ou aux résultats d'une entreprise commerciale).

### Revenus à ne pas déclarer

- Les revenus de la location meublée d'une ou de plusieurs pièces faisant partie de votre habitation principale :
  - si la ou les pièce(s) louée(s) constitue(nt) la résidence principale du locataire
  - et si le prix de location reste fixé dans des limites raisonnables. En 2013, le loyer annuel par m<sup>2</sup>, charges non comprises, ne doit pas excéder 181 € en Île-de-France et 132 € dans les autres régions (BOI-BIC-CHAMP-40-20 n°160).

- Le produit de la location, consentie de manière habituelle, d'une ou plusieurs pièces de votre habitation principale à des personnes n'y élisant pas domicile (chambres d'hôtes). Le produit ne doit pas excéder 760 € TTC par an.

### À NOTER

Vous devez déclarer le montant total des sommes que vous avez encaissées au titre des locations meublées (loyers charges comprises) quel que soit votre régime d'imposition (micro ou réel).

## RÉGIME DES MICRO-ENTREPRISES

Le régime micro s'applique lorsque le montant de vos recettes annuelles n'excède pas :

- 32 600 € pour les locations meublées ;
- 81 500 € pour les locations de gîtes ruraux, chambres d'hôtes et meublés de tourisme (voir page 142).

1 Si vous êtes loueur en meublé non professionnel (à l'exception de la location de gîtes ruraux, chambres d'hôtes et meublés de tourisme à déclarer lignes 5NG à 5PG), indiquez lignes 5ND, 50D ou 5PD le montant total des sommes que vous avez encaissées (loyers, charges facturées au locataire et provisions pour charges). Un abattement forfaitaire de 50 % (avec un minimum de 305 €), représentatif de charges sera automatiquement appliqué.

2 Si vous donnez en location un meublé de tourisme, un gîte rural ou une chambre d'hôtes, indiquez le montant total de vos recettes lignes 5NG, 50G, 5PG. Un abattement forfaitaire de 71 % (avec un minimum de 305 €) sera appliqué.

## RÉGIMES RÉELS D'IMPOSITION

Les déficits du foyer provenant de l'activité de loueur en meublé non professionnel ne peuvent s'imputer que sur des revenus provenant de la même activité au cours des dix années suivantes. Ces déficits ne s'imputent ni sur le revenu global, ni sur les revenus d'autres activités commerciales exercées à titre non professionnel ni sur les bénéfices générés par l'activité de location meublée exercée à titre professionnel.

3 Indiquez le montant des déficits de 2013 lignes 5NY à 5PZ

4 Indiquez cases 5GA à 5GJ le montant non encore imputé des déficits de location meublée non professionnelle des années antérieures à 2013.

Figure 8. Déclaration n° 2042 CPRO, page 2.

REVENUS DES LOCATIONS MEUBLÉES NON PROFESSIONNELLES Ces revenus seront automatiquement soumis aux prélèvements sociaux. Ne les reportez pas en page 4.							
<b>Régime micro entreprise</b>							
Recettes brutes sans déduire aucun abattement							
Locations meublées.....	5ND	1	50D		5PD		
Locations de gîtes ruraux, chambres d'hôtes et meublés de tourisme.....	5NG	2	50G		5PG		
<b>Régime du bénéfice réel</b>							
Revenus imposables.....	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS	
Locations de gîtes ruraux et chambres d'hôtes déjà soumises aux prélèvements sociaux.....	5NA	5NK	50A	50K	5PA	5PK	
Déficits.....	5NM	5KM	50M	5LM	5PM	5MM	
	5NY	5NZ	50Y	5OZ	5PY	5PZ	
	3						
Déficits des années antérieures non encore déduits...	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
	5GA	5GB	5GC	5GD	5GE	5GF	
	4						
	2009	2010	2011	2012			
	5GG	5GH	5GI	5GJ			

## À NOTER

Les plus-values réalisées lors de la cession de locaux donnés en location meublée à titre non professionnel relèvent du régime des plus-values des particuliers.

Les revenus des locations meublées non professionnelles, déclarés selon le régime micro ou selon le régime réel, seront automatiquement soumis aux prélèvements sociaux. Ne les reportez pas dans la rubrique "Revenus à imposer aux prélèvements sociaux" page 4 de la 2042 CPRO<sup>1</sup>.

Les agriculteurs relevant du régime réel pour leur bénéfice agricole doivent déclarer cases 5NJ à 5PJ (régime micro entreprise) ou 5NM à 5MM (régime réel) les revenus de location de gîtes ruraux et de chambres d'hôtes déjà soumis aux contributions sociales par la MSA. Les montants indiqués dans ces cases ne seront pas soumis aux prélèvements sociaux par la DGFIP.

## AUTRES REVENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX NON PROFESSIONNELS

(CGI, art. 156 I 1° bis; BOI-BIC-DEF-10; PF 57-2)

Les revenus industriels et commerciaux non professionnels proviennent des activités qui ne comportent pas la participation personnelle, continue et directe de l'un des membres du foyer fiscal à l'accomplissement des actes nécessaires à l'activité. Il s'agit :

- des résultats des activités industrielles ou commerciales exercées à titre non professionnel et créées, étendues ou adjointes à compter du 1.1.1996 ;
- de la fraction du résultat des activités commerciales non professionnelles créées, étendues ou adjointes avant le 1.1.1996, correspondant aux investissements réalisés à compter de cette date ;
- des résultats des membres non professionnels de copropriété de cheval de course ou d'étalon, quelle que soit la date à laquelle ces activités ont été créées.

### À NOTER

Depuis l'imposition des revenus de 2008, une exonération est prévue en faveur des revenus provenant de la vente, par les personnes physiques, d'électricité produite à partir d'installations d'une puissance n'excédant pas 3 kilowatts crête, qui utilisent l'énergie radiative du soleil, sont raccordées au réseau public en deux points au plus et ne sont pas affectées à l'exercice d'une activité professionnelle (CGI, art. 35 ter).

Les particuliers qui ne remplissent pas les conditions d'exonération doivent déclarer les produits de la vente d'électricité d'origine renouvelable (notamment photovoltaïque) dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux non professionnels.

Figure 9. Déclaration n° 2042 CPRO, pages 2 et 3.

AUTRES REVENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX NON PROFESSIONNELS							
<b>Régime micro entreprise</b>							
Revenus nets exonérés .....	5NN		5ON		5PN		
Revenus imposables							
Chiffre d'affaires brut sans déduire aucun abattement							
• Ventes de marchandises et assimilées .....	5NO	1	5OO		5PO		
• Prestations de services .....	5NP	2	5OP		5PP		
Plus-values nettes à court terme .....	5NX	3	5OX		5PX		
Plus-values de cession taxables à 16 % .....	5NQ	4	5OQ		5PQ		
Moins-values à long terme .....	5NR		5OR		5PR		
Moins-values nettes à court terme du foyer .....	5IU						

AUTRES REVENUS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX NON PROFESSIONNELS (SUITE)							
	DÉCLARANT 1		DÉCLARANT 2		PERSONNE À CHARGE		
	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS	CGA OU VISEUR	SANS	
<b>Régime du bénéfice réel</b>							
Revenus exonérés .....	5NB	5NH	5OB	5OH	5PB	5PH	
Revenus imposables .....	5NC	5NI	5OC	5OI	5PC	5PI	
Déficits .....	5NF	5NL	5OF	5OL	5PF	5PL	
Plus-values de cession taxables à 16 % .....	5NE		5OE		5PE		
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
Déficits des années antérieures non encore déduits .....	5RN	5RO	5RP	5RQ	5RR	5RW	

## RÉGIME DES MICRO-ENTREPRISES

Pour les limites d'application du régime micro, voir page 144.

- ❶ Si vous exercez une activité de vente, indiquez le montant de vos recettes lignes 5N0, 5O0, 5P0. Un abattement forfaitaire de 71 % (avec un minimum de 305 €) sera appliqué.
- ❷ Si vous exercez une activité de prestation de services, indiquez lignes 5NP, 5OP ou 5PP le montant de votre chiffre d'affaires. Un abattement forfaitaire de 50 % (avec un minimum de 305 €), représentatif de charges sera automatiquement appliqué.
- ❸ Indiquez lignes 5NX à 5PX le montant de vos plus-values à court terme imposables. Elles s'ajoutent au montant du revenu global.
- ❹ Indiquez lignes 5NQ à 5PQ le montant de vos plus-values nettes à long terme imposables au taux de 16 % (majoré des prélèvements sociaux).

## RÉGIMES RÉELS D'IMPOSITION

Les déficits provenant de l'exercice à titre non professionnel d'une activité industrielle, artisanale ou commerciale (à l'exception des déficits provenant de l'activité de location meublée non professionnelle) ne sont imputables que sur les bénéfices tirés d'activités de même nature réalisés au cours de la même année ou des six années suivantes.

- ❺ Reportez cases 5RN à 5RW, en fonction de l'année de leur réalisation, les déficits qui n'ont pas pu être imputés les années antérieures.

Seuls les déficits industriels et commerciaux non professionnels suivants sont déductibles du revenu global :

- déficits existant à l'ouverture d'une liquidation judiciaire (déductibles au titre de l'année de clôture des opérations de liquidation) ;
- déficits provenant des travaux de rénovation et de réhabilitation, réalisés à compter du 21.7.2003, dans un hôtel, une résidence de tourisme ou un village de vacances classé, situé dans les DOM et donné en location, sur agrément du ministre du budget (CGI, art. 199 undecies B, I bis).

Afin qu'ils soient déduits de votre revenu global, portez ces déficits dans la rubrique "Revenus industriels et commerciaux professionnels – Régime réel" (lignes 5KF à 5ML).

## REVENUS NON COMMERCIAUX PROFESSIONNELS (CGI, art. 92; PF 500)

### RÉGIME DÉCLARATIF SPÉCIAL OU MICRO-BNC

(CGI, art. 102 ter; BOI-BNC-DECLA-20; PF 548)

Vous relevez du régime déclaratif spécial :

- si vos recettes de 2013 n'excèdent pas 32 600 € HT (limite ajustée, le cas échéant, au prorata de la durée d'exercice de l'activité au cours de l'année) ;
- et si vous bénéficiez de la franchise en base de TVA ou si votre activité n'est pas soumise à la TVA.

Le régime déclaratif spécial reste applicable (sauf en cas de changement d'activité) au titre des deux premières années au cours desquelles les recettes dépassent la limite de 32 600 € :

- quel que soit le montant des recettes réalisées si votre activité n'est pas soumise à la TVA ;
  - sous réserve, si votre activité est soumise à la TVA, que le montant des recettes n'excède pas le seuil intermédiaire de 34 600 € (limite d'application de la franchise en base de TVA) et que vous n'ayez pas opté pour le paiement de cette taxe.
- L'abattement représentatif de frais de 34 % s'applique au montant total des recettes réalisées (y compris la fraction des recettes excédant les limites d'application du régime spécial).

#### À NOTER

Pour certaines professions (avocats notamment), le régime de franchise en base de TVA et, par conséquent, le régime déclaratif spécial ne s'appliquent qu'au titre de la première année de dépassement des seuils de 42 300 € et de 17 400 € dans la limite respectivement des seuils de 52 000 € et de 20 900 € prévus au V de l'article 293 B du CGI.

Si vous relevez normalement du régime spécial, vous pouvez **opter pour le régime de la déclaration contrôlée**. L'option s'exerce dans le délai prévu pour le dépôt de la déclaration professionnelle 2035<sup>1</sup>, soit au plus tard le 2<sup>e</sup> jour ouvré suivant le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivant celle au titre de laquelle vous souhaitez être imposé selon le régime de la déclaration contrôlée.

L'option est valable 2 ans. Elle est reconduite tacitement par période de 2 ans, sauf dénonciation expresse. La durée d'option pour le régime réel d'imposition est ainsi alignée sur la période d'application de l'option pour le paiement de la TVA.

- ❻ Si vous êtes imposé selon le régime spécial, vous n'avez pas de déclaration professionnelle à souscrire. Portez directement lignes 5HQ, 5IQ, 5JQ le montant des recettes encaissées en 2013. Un abattement pour frais professionnels de 34 % sera automatiquement appliqué. Cet abattement est au minimum égal à 305 € (ou au montant des recettes si celui-ci est inférieur à 305 €).

- ❼ Indiquez cases 5HP, 5IP, 5JP le montant de vos bénéfices non imposables (après abattement de 34 %) correspondant aux exonérations prévues en faveur des activités exercées en zones franches urbaines (art. 44 octies et 44 octies A du CGI) et des contribuables impatriés (art. 155 B du CGI).

Figure 10. Déclaration n° 2042 CPRO, page 3.

REVENUS NON COMMERCIAUX PROFESSIONNELS			
Régime déclaratif spécial ou micro BNC			
Revenus nets exonérés .....	5HP ❷	5IP	5JP
Revenus imposables .....	5HQ ❸	5IQ	5JQ

Si vous relevez du régime déclaratif spécial , les recettes indiquées lignes 5HQ à 5JQ ne comprennent pas le montant de vos plus-values imposables réalisées lors de la cession d'un bien affecté à l'exploitation.

Vous devez indiquer le montant des plus-values nettes et moins-values nettes lignes 5HV à 5JV ou 5HR à 5JR ou 5HS à 5JS ou 5KZ à 5MZ, selon leur nature. Elles sont imposables selon les modalités applicables en matière de régime micro BIC (voir page 145).

RÉGIME DE LA DÉCLARATION CONTRÔLÉE

(CGI, art. 96 et suivants)

Reportez les résultats et plus-values<sup>2</sup> déterminés sur la déclaration professionnelle 2035.

Depuis l'imposition des revenus de 2006, l'abattement de 20 % précédemment appliqué aux revenus déclarés par les adhérents des associations agréées est intégré au barème de l'impôt sur le revenu. Afin de compenser cette intégration, les revenus déclarés lignes 5QI, 5RI, 5SI par les contribuables non adhérents d'une AGA ou, à compter des revenus de 2010, qui ne font pas appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable agréé dit "viseur" (CGI, article 1649 quater I), sont majorés automatiquement de 25 % pour le calcul de l'impôt.

1 Les revenus et plus-values à court terme exonérés déclarés cases 5QB à 5SH correspondent aux abattements et exonérations prévus en faveur des entreprises nouvelles (art. 44 sexies du CGI), des entreprises implantées en zones franches urbaines (art. 44 octies et 44 octies A), dans une zone de recherche et de développement (art. 44 undecies), dans une zone de revitalisation rurale (art. 44 quinquedecies) et des contribuables impatriés (art. 155 B). Ce montant est retenu pour la détermination du revenu fiscal de référence du foyer, de la prime pour l'emploi et du plafond de déduction de l'épargne retraite.

À NOTER

Si vous êtes associé d'une société de personnes, reportez votre quote-part dans les résultats de la société, lignes 5QC à 5SC ou 5QI à 5SI. Si vous faites état de charges admises en déduction en dehors du résultat social (frais d'acquisition de parts, cotisations sociales, par exemple), indiquez le détail sur papier libre.

Les prestations qui vous sont versées par le régime d'assurance-maladie ou d'assurance-maternité doivent être comprises dans le montant du bénéfice imposable selon le régime de la déclaration contrôlée ou dans le montant des recettes si vous relevez du régime déclaratif spécial.

Honoraires de prospection commerciale

Indiquez cases 5TF à 5VI le montant des suppléments de rétrocession d'honoraires perçus à l'occasion d'activités de prospection commerciale réalisées à l'étranger en tant que collaborateur libéral d'un autre professionnel libéral. Ces suppléments de rétrocession d'honoraires sont exonérés, sous certaines conditions, dans la limite annuelle de 25 000 € et de 25 % de la rétrocession versée hors prise en compte des séjours à l'étranger (CGI, art. 93-0A ; BOI-BNC-CHAMP-10-40-10).

Le montant exonéré est retenu pour le calcul du taux effectif d'imposition et du revenu fiscal de référence.

Figure 11. Déclaration n° 2042 CPRO, page 3.

REVENUS NON COMMERCIAUX PROFESSIONNELS												
	AA OU VISEUR		SANS		AA OU VISEUR		SANS		AA OU VISEUR		SANS	
Régime de la déclaration contrôlée												
Revenus exonérés.....	5QB	1	5QH		5RB		5RH		5SB		5SH	
Revenus imposables .....	5QC		5QI		5RC		5RI		5SC		5SI	
Déficits <i>y compris inventeurs non professionnels</i> .....	5QE		5QK		5RE		5RK		5SE		5SK	
Plus-values de cession taxables à 16 %.....	5QD				5RD				5SD			
Jeunes créateurs: abattement de 50 %.....	5QL				5RL				5SL			
Agents généraux d'assurances: indemnités de cessation d'activité.....	5QM				5RM							
Honoraires de prospection commerciale exonérés....	5TF		5TI		5UF		5UI		5VF		5VI	

2. Si vous retirez des gains nets des cessions de droits sociaux de sociétés de personnes sans y exercer d'activité professionnelle, déclarez-les ligne 3VG de la 2042.

## Médecins conventionnés

Médecin conventionné (secteur 1), vous devez choisir entre :

- soit la déduction du groupe III et la déduction complémentaire de 3 %,
- soit l'absence de majoration de 25 % en cas d'adhésion à une association agréée.

Si vous optez pour la déduction du groupe III et la déduction complémentaire de 3 %, déclarez votre bénéfice cases 5QI, 5RI ou 5SI même si vous êtes adhérent d'une association agréée.

Toutefois, par exception, au titre de la première année d'adhésion à une association agréée, vous pouvez bénéficier à la fois de la déduction forfaitaire de 3 % sur vos recettes conventionnelles et de l'absence de majoration de 25 % de votre bénéfice. Indiquez alors votre bénéfice cases 5QC, 5RC ou 5SC, si vous êtes adhérent d'une association agréée (BOI-BNC-SECT-40).

## Abattement en faveur des artistes de la création plastique ou graphique (CGI, art. 93-9)

Les artistes créateurs d'œuvres d'art plastiques ou graphiques qui perçoivent des revenus imposés dans la catégorie des bénéfices non commerciaux selon le régime de la déclaration contrôlée bénéficient d'un abattement de 50 % sur le montant de leur bénéfice imposable au titre de la première année d'activité et des 4 années suivantes.

L'abattement est plafonné à 50 000 € par an.

Il concerne les auteurs ou créateurs d'œuvres d'art plastiques ou graphiques qui exercent leur activité à titre professionnel ou non, à l'exclusion du conjoint survivant, des ayants droit et des personnes ayant acquis les œuvres d'art.

L'abattement s'applique aux revenus provenant de la cession d'œuvres d'art et de la cession ou de l'exploitation des droits patrimoniaux sur ces œuvres (revenus provenant de la mise à disposition des œuvres ou de l'exploitation des droits d'auteur). Il s'agit des œuvres d'art suivantes : peintures, sculptures, dessins, photographies d'art, créations des arts appliqués (tapisseries murales, émaux sur cuivre, céramique...) (BOI-BNC-SECT-20-30).

La date de début d'activité est la date de la déclaration de l'activité au service des impôts ou la date à laquelle l'artiste perçoit pour la première fois des revenus de ses œuvres, imposables dans la catégorie des BNC, lorsqu'il n'a pas procédé à la déclaration d'activité.

L'abattement ne s'applique pas en cas d'option pour le régime prévu par l'article 100 bis du CGI (bénéfice imposé en retenant la moyenne des recettes de l'année et des 2 ou 4 années précédentes, sous déduction de la moyenne des dépenses de ces mêmes années).

Déclarez lignes 5QC, 5RC, 5SC ou 5QI, 5RI, 5SI le montant du bénéfice imposable, après application de l'abattement. Indiquez le montant de l'abattement lignes 5QL, 5RL, 5SL. Il sera retenu pour la détermination du revenu fiscal de référence et du plafond de déductibilité de l'épargne retraite.

## Indemnités compensatrices de cessation de mandat des agents généraux d'assurances

(CGI, art. 151 septies A V; BOI-BNC-CESS-40-10)

La plus-value professionnelle afférente à l'indemnité compensatrice versée à un agent général d'assurances à l'occasion de la cessation du mandat est exonérée d'impôt sur le revenu lorsque :

- le contrat dont la cessation est indemnisée est conclu depuis au moins 5 ans au moment de la cessation d'activité;
- l'agent général d'assurance fait valoir ses droits à la retraite à la suite de la cessation du contrat;
- l'activité est intégralement poursuivie dans les mêmes locaux par un nouvel agent général d'assurance exerçant à titre individuel et dans le délai d'un an.

La plus-value n'est pas exonérée de prélèvements sociaux.

La plus-value réalisée est égale à la différence entre l'indemnité reçue et le prix d'acquisition du contrat ou le remboursement ou droit de reprise versé initialement à la compagnie d'assurance.

Lorsque l'exonération de la plus-value s'applique, le montant brut de l'indemnité est soumis à une taxe dont le taux correspond au barème prévu par l'article 719 du CGI pour les mutations à titre onéreux de fonds de commerce et de clientèle.

Les indemnités acquises en 2013 sont soumises aux taux suivants, pour leur fraction :

- n'excédant pas 23 000 € : 0 %;
- comprise entre 23 000 € et 107 000 € : 2 %;
- comprise entre 107 000 € et 200 000 € : 0,60 %;
- supérieure à 200 000 € : 2,60 %.

Cette taxe est calculée pour chaque personne titulaire d'une indemnité. Elle est mise en recouvrement en même temps que l'impôt sur le revenu.

Indiquez ligne 5QM ou 5RM le montant brut de l'indemnité exonérée d'impôt sur le revenu.

Indiquez le montant de la plus-value ligne 5HG ou 5IG de la rubrique "Revenus à imposer aux prélèvements sociaux", page 4 de la 2042C.

## Fonctionnaires chercheurs du secteur public

(CGI, art. 93 1 bis; BOI-BNC-CHAMP-10-30-60)

Si vous êtes fonctionnaire chercheur, autorisé à apporter votre concours scientifique à une entreprise qui assure la valorisation de vos travaux au titre de l'article L. 413-8 du code de la recherche, vous pouvez demander que le revenu provenant de cette activité annexe, qui relève en principe de la catégorie des bénéfices non commerciaux, soit soumis à l'impôt sur le revenu selon les règles des traitements et salaires. Cette option est subordonnée à la condition que les rémunérations perçues soient intégralement déclarées par l'entreprise qui les verse.

L'option doit être formulée sur papier libre, pour une durée illimitée, auprès du service des impôts du lieu de votre domicile avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est établie. Toutefois, cette option peut être exercée jusqu'à la date de dépôt de la déclaration de revenus 2042. Elle reste valide tant qu'elle n'a pas été dénoncée dans les mêmes formes.

Les sommes perçues doivent être déclarées lignes 1AJ à 1DJ de la 2042.

## Avoués près les cours d'appel (loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 et loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011, article 35)

La plus-value afférente à l'indemnité versée aux avoués près les cours d'appel au titre de la perte du droit de présenter un successeur à l'agrément du garde des Sceaux est imposable selon le régime des plus-values professionnelles.

Néanmoins, les avoués faisant valoir leur droit à la retraite avant le 31.12.2013 peuvent bénéficier d'une exonération de l'indemnité dans le cadre du régime prévu à l'article 151 septies A du CGI (voir p. 146).

La plus value n'est pas exonérée de prélèvements sociaux et doit être déclarée case 5HG ou 5IG.

## Exonération de certaines plus-values professionnelles voir p. 145 et 146.

## Exonération des impatriés voir p. 145.

## REVENUS NON COMMERCIAUX NON PROFESSIONNELS (CGI, art. 156 I 2°; PF 57-3)

Si vous percevez des revenus d'une activité non commerciale ne résultant pas de l'exercice d'une profession libérale ou de charges et offices et si cette activité ne présente pas un caractère professionnel (n'est pas exercée à titre habituel et constant et dans un but lucratif, voir BOI-BNC-BASE-60):

- indiquez lignes 5KU, 5LU, 5MU le montant des recettes si vous relevez du régime spécial;
- ou, si vous êtes imposé selon le régime de la déclaration contrôlée, reportez le montant du bénéfice ressortant de la 2035<sup>1</sup>:
  - cases 5JG, 5RF, 5SF si vous êtes adhérent d'une association agréée ou si vous faites appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable agréé dit "viseur";
  - cases 5SN, 5NS, 5OS dans le cas contraire.

## RÉGIME DÉCLARATIF SPÉCIAL OU MICRO BNC

① Si vous êtes imposé selon le régime spécial, vous n'avez pas de déclaration professionnelle à souscrire. Portez directement lignes 5KU à 5MU le montant des recettes encaissées en 2013.

Un abattement pour frais professionnels de 34 % sera automatiquement appliqué. Cet abattement est au minimum égal à 305 € (ou au montant des recettes si celui-ci est inférieur à 305 €).

Indiquez le montant net de la plus-value ou de la moins-value réalisée par chaque membre du foyer fiscal:

- ② lignes 5KY à 5MY: les plus-values à court terme s'ajoutent au montant du revenu global;
- ③ lignes 5KV à 5MV: plus-values à long terme taxées à 16 %;
- ④ lignes 5KW à 5MW: les moins-values à long terme s'imputent sur les plus-values à long terme réalisées au cours des 10 années suivantes.

Figure 12. Déclaration n° 2042 CPRO, page 3.

REVENUS NON COMMERCIAUX NON PROFESSIONNELS											
<b>Régime déclaratif spécial ou micro BNC</b>											
Revenus nets exonérés .....	5TH				5UH				5VH		
Revenus imposables .....	5KU	①			5LU				5MU		
<i>Recettes brutes sans déduire aucun abattement</i>											
Plus-values nettes à court terme .....	5KY	②			5LY				5MY		
Plus-values de cession taxables à 16 % .....	5KV	③			5LV				5MV		
Moins-values à long terme .....	5KW	④			5LW				5MW		
Moins-values nettes à court terme du foyer .....	5JU										
<b>Régime de la déclaration contrôlée</b>											
Revenus exonérés .....	5HK		5IK		5JK		5KK		5LK		5MK
Revenus imposables .....	5JG		5SN		5RF		5NS		5SF		5OS
Déficits .....	5JJ	⑤	5SP		5RG		5NU		5SG		5OU
Inventeurs et auteurs de logiciels: produits taxables à 16 % .....	5TC	⑥			5UC				5VC		
Plus-values taxables à 16 % .....	5SO				5NT				5OT		
Jeunes créateurs: abattement de 50 % .....	5SV				5SW				5SX		
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <span>2007</span> <span>2008</span> <span>2009</span> <span>2010</span> <span>2011</span> <span>2012</span> </div>											
Déficits des années antérieures non encore déduits...	5HT	⑦	5IT		5JT		5KT		5LT		5MT

5 Indiquez ligne 5JU le total des moins-values à court terme réalisées par l'ensemble des membres du foyer fiscal. Leur montant sera imputé sur les bénéfices non commerciaux non professionnels de la même année ou des 6 années suivantes.

## RÉGIME DE LA DÉCLARATION CONTRÔLÉE

### Déficits

5 Indiquez lignes 5SP, 5NU, 5OU ou 5JJ, 5RG, 5SG le déficit non professionnel constaté au titre de l'année 2013. Il est déductible des bénéfices de même nature réalisés au cours de la même année ou des six années suivantes.

Par exception, les déficits subis par les inventeurs non professionnels et provenant des frais de prise et de maintenance des brevets sont déductibles du revenu global de l'année de prise du brevet et des neuf années suivantes. Ces déficits sont à déclarer lignes 5QK, 5RK, 5SK ou 5QE, 5RE, 5SE du cadre "Revenus non commerciaux professionnels". Vous devez alors souscrire une 2035<sup>1</sup>.

### Inventeurs non professionnels

6 Si vous êtes inventeur non professionnel ou auteur non professionnel de logiciels originaux et si vous percevez des produits taxés à 16 %, utilisez les cases 5TC, 5UC, 5VC. Les montants déclarés dans ces cases ne seront pas soumis automatiquement aux prélèvements sociaux.

### Déficits antérieurs

7 Indiquez cases 5HT à 5MT le montant des déficits constatés au titre des années antérieures à 2013 : déficits des années 2007 à 2012 qui n'ont pas pu être imputés les années précédentes.

## Artistes créateurs

Les artistes créateurs qui perçoivent des revenus imposés dans la catégorie des bénéfices non commerciaux selon le régime de la déclaration contrôlée bénéficient d'un abattement de 50 % sur le montant de leur bénéfice imposable au titre de la première année d'activité et des 4 années suivantes.

L'abattement est plafonné à 50 000 € par an.

Lorsqu'il existe des déficits non professionnels antérieurs, l'abattement est calculé sur le bénéfice non professionnel après imputation des déficits antérieurs.

Indiquez cases 5SN, 5NS, 5OS ou 5JG, 5RF, 5SF le montant du bénéfice imposable, après application de l'abattement. Indiquez le montant de l'abattement lignes 5SV, 5SW, 5SX. Il sera retenu pour la détermination du revenu fiscal de référence.

## Impatriés

Les contribuables impatriés (voir page 79) bénéficient d'une exonération de 50 % des produits de droits d'auteur ou de la propriété industrielle dont le paiement est assuré par une personne établie hors de France dans un État ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale.

Cette exonération d'impôt sur le revenu s'applique aux droits d'auteur perçus à compter de la date à laquelle le contribuable est considéré comme domicilié en France et jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la prise de fonctions.

Indiquez cases 5HK et suivantes la fraction de droits d'auteur exonérée. Elle sera retenue pour la détermination du revenu fiscal de référence.



REVENUS À IMPOSER
AUX PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX

(CGI, art. 1600-0 C, 1600-0 F bis, 1600-0 G; BOI 5 I-2-04 et BOI-RPPM-PSOC; PF 124)

Reportez dans cette rubrique, page 4 de la 2042CPR0, le montant de vos revenus des professions non salariées (relevant des catégories des bénéfices agricoles, des bénéfices industriels et commerciaux ou des bénéfices non commerciaux) non assujettis aux prélèvements sociaux par les organismes sociaux (URSSAF, caisses de mutualité sociale agricole...), au titre des revenus d'activité.

Il s'agit :

- des revenus commerciaux et non commerciaux non professionnels : notamment revenus commerciaux non professionnels des loueurs de wagons et de conteneurs, des loueurs de fonds de commerce lorsqu'ils ne sont pas rémunérés par l'exploitant du fonds ; revenus commerciaux des concessionnaires de droits communaux. Si vous êtes imposés selon le régime micro BIC ou spécial BNC, indiquez lignes 5HY, 5IY et 5JY le montant de votre bénéfice après abattement forfaitaire représentatif de charges ;
- des revenus agricoles des associés non exploitants des sociétés de personnes ;
- des plus-values professionnelles à long terme exonérées d'impôt sur le revenu en cas de départ à la retraite, en application de l'article 151 septies A du CGI (voir page 148) y compris la plus-value afférente à la perception de l'indemnité de cessation des agents généraux d'assurance. Ces plus-values ne sont pas exonérées de prélèvements sociaux.

Les prélèvements sociaux (CSG de 8,2 %, CRDS de 0,5 %, prélèvement social de 4,5 %, contribution additionnelle de 0,3 % et prélèvement de solidarité de 2 %) seront mis en recouvrement par l'administration fiscale.

À NOTER

Les prélèvements sociaux sont calculés automatiquement sur le montant
- des plus-values à long terme taxables à 16 %, déjà déclarées aux rubriques précédentes (bénéfices agricoles, bénéfices industriels et commerciaux professionnels et non professionnels, bénéfices non commerciaux professionnels et non professionnels) ;
- des revenus des locations meublées non professionnelles, imposés selon le régime micro-entreprise ou selon le régime réel (à l'exception des montants déclarés au titre des « locations de gîtes ruraux et chambres d'hôtes déjà soumises aux prélèvements sociaux »).
Vous n'avez pas à reporter le montant de ces plus-values ni de ces sociaux.

Les prélèvements sociaux ne sont pas calculés sur les produits perçus par les inventeurs non professionnels et les auteurs de logiciels non professionnels, taxables à 16 %, déclarés cases 5TC à 5VC. Le montant des revenus doit être reporté cases 5HY à 5JY s'ils n'ont pas déjà été soumis aux prélèvements sociaux par la partie versante.

Figure 13. Déclaration n° 2042CPR0, page 4.

Table with 4 columns: REVENUS À IMPOSER AUX PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX, DÉCLARANT 1, DÉCLARANT 2, PERSONNE À CHARGE. Rows include Revenus nets (5HY, 5IY, 5JY) and Plus-values à long terme exonérées (5HG, 5IG).

## PRIME POUR L'EMPLOI (CGI, art. 200 sexies; BOI-IR-RICI-310)

Remplissez le cadre "Prime pour l'emploi" si vous avez exercé en 2013 une activité agricole, artisanale, industrielle, commerciale ou non commerciale à titre professionnel.

❶ Si vous avez exercé votre (ou vos) activité(s) pendant l'année entière, cochez les cases 5NW à 5PW.

Dans le cas contraire, indiquez le nombre de jours que vous avez consacrés à vos activités professionnelles en 2013, lignes 5NV à 5PV.

❷ En cas de départ à l'étranger, de retour en France ou de décès du conjoint en cours d'année, indiquez lignes 5NV à 5PV le nombre de jours d'exercice de l'activité au cours de la période concernée par la déclaration.

Les indications relatives à la durée d'exercice de l'activité dans l'année sont destinées au calcul de la prime pour l'emploi, si vous remplissez certaines conditions de revenus (*revenu fiscal de référence et revenu d'activité, voir page 91*).

### Revenus retenus pour le calcul de la PPE

Si vous exercez une activité non salariée à titre professionnel, le montant de vos revenus d'activité servant de base au calcul de la prime est déterminé à partir des revenus déclarés dans les rubriques Bénéfices agricoles, Bénéfices industriels et commerciaux professionnels, Bénéfices non commerciaux professionnels et Auto-entrepreneur, à l'exclusion des plus-values à long terme taxées à 16 % et des déficits des années antérieures.

Si vous relevez du régime des micro-entreprises ou du régime spécial BNC, le revenu est retenu après déduction des abattements forfaitaires pour charges de 71 %, 50 % ou 34 %.

Si vous déclarez un bénéfice agricole forfaitaire ou un bénéfice (BA, BIC, BNC) imposé selon le régime réel sans adhésion à un CGA ou à une AGA, c'est le montant déclaré qui est retenu avant application de la majoration de 25 %.

#### À NOTER

Les revenus exonérés déclarés dans les rubriques BA, BIC professionnels, BNC professionnels (entreprises nouvelles, zones franches urbaines, zone franche de Corse, zones de recherche et de développement...) sont pris en compte pour le calcul de la prime.

Si l'activité est déficitaire, elle n'ouvre pas droit à la prime pour l'emploi. Le déficit d'une activité professionnelle peut toutefois s'imputer, l'année de sa réalisation, sur le bénéfice d'une autre activité professionnelle de la même personne ou sur ses revenus d'activité salariée.

Les revenus d'activités non salariées sont majorés de 11,11 % en cas de bénéfices (ou diminués de 11,11 % en cas de déficit) afin d'assurer une égalité de traitement avec les revenus salariaux qui sont retenus pour leur montant déclaré, avant déduction des frais professionnels.

Ce montant majoré est retenu pour l'appréciation des seuils d'application de la prime (limites inférieure et supérieure) et pour le calcul de la prime.

#### IMPORTANT

La limite inférieure de 3 743 € s'applique quelle que soit la durée d'activité dans l'année (en cas d'activité exercée pendant un nombre de jours inférieur à 360; en cas de départ à l'étranger ou de retour en France en cours d'année, en cas de décès du conjoint dans l'année).

Le revenu déclaré (ou calculé s'il s'agit d'un BIC régime micro ou d'un BNC régime spécial) majoré de 11,11 % doit être au moins égal à 3 743 € pour ouvrir droit au calcul de la prime.

### Conversion en année complète

– En cas de départ à l'étranger ou de retour en France en cours d'année, ou en cas de situation partielle liée décès du conjoint, votre revenu d'activité déclaré majoré de 11,11 % doit être converti en année complète pour l'appréciation des limites supérieures d'application de la prime et pour son calcul.

Cette conversion s'effectue par l'application du coefficient 360/nombre de jours de la période.

Chaque mois est considéré comme ayant 30 jours.

Le montant de la prime calculée à partir du revenu d'activité en année complète doit être converti par application du coefficient : nombre de jours de la période / 360, pour obtenir la prime individuelle correspondant à cette période.

– Si vous n'avez pas exercé votre activité pendant l'année complète, le bénéfice déclaré majoré de 11,11 % doit être converti en année complète par application du coefficient 360/nombre de jours déclaré ligne 5NV (ou 5OV ou 5PV).

La prime calculée en année complète est ensuite convertie en temps partiel par application du coefficient : nombre de jours 5NV/360.

Le calcul de la prime individuelle varie ensuite selon que le coefficient 360/nombre de jours 5NV est supérieur ou égal à 2 (nombre de jours d'activité inférieur ou égal à 180) ou bien inférieur à 2 et supérieur à 1 (nombre de jours d'activité supérieur à 180 et inférieur à 360) Voir exemple page 94.

Figure 14. Déclaration n° 2042C, page 4.

PRIME POUR L'EMPLOI			
	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERSONNE À CHARGE
Activité professionnelle exercée toute l'année 2013...	5NW <input type="checkbox"/> COCHEZ > ❶	5OW <input type="checkbox"/> COCHEZ >	5PW <input type="checkbox"/> COCHEZ >
Sinon, nombre de jours travaillés dans l'année.....	5NV <input type="text"/> ❷	5OV <input type="text"/>	5PV <input type="text"/>

POUR RECEVOIR VOTRE PRIME, JOIGNEZ OBLIGATOIREMENT UN RIB SI VOUS NE L'AVEZ PAS DÉJÀ COMMUNIQUÉ

## Activité mixte

Si vous avez perçu des revenus, à la fois au titre d'une activité salariée et d'une activité non salariée (activité mixte), le calcul diffère selon que les activités sont exercées à temps plein ou à temps partiel.

### Temps plein au titre des deux activités

Les deux revenus sont additionnés (après majoration de 11,11 % du revenu d'activité non salariée ou diminution de 11,11 % en cas de déficit de l'activité non salariée) pour apprécier les limites et pour calculer la prime.

### Temps plein au titre d'une des activités et temps partiel au titre de l'autre

On considère qu'il s'agit d'une activité à temps plein sur l'année entière.

### Temps partiel au titre des deux activités

Il faut calculer le coefficient suivant :

$\text{nombre d'heures rémunérées} / 1820 + \text{nombre de jours d'activité} / 360$

Si le résultat est supérieur ou égal à 1, il s'agit d'une activité à temps plein.

Si le résultat est inférieur à 1, on considère qu'il s'agit d'une activité à temps partiel.

### À NOTER

En cas d'activité mixte, la durée d'activité doit être indiquée dans les deux cadres "Prime pour l'emploi", de la déclaration 2042 et de la déclaration 2042 C PRO, pour que le calcul de la prime puisse être effectué.

### EXEMPLE

Un agriculteur célibataire a déclaré des salaires de 3 000 € (pour 500 heures rémunérées) et un bénéfice agricole de 7 600 € (pour 250 jours d'activité).

– Durée d'activité =  $(500/1820) + (250/360) = 0,9691$   
Le résultat étant inférieur à 1, il s'agit d'une activité à temps partiel.

– Revenu agricole majoré =  $7\,600 \text{ €} \times 1,1111 = 8\,444 \text{ €}$   
– Total des revenus d'activité =  $3\,000 \text{ €} + 8\,444 \text{ €} = 11\,444 \text{ €}$   
– Revenus d'activité convertis en *temps plein* :  
 $11\,444 \text{ €} \times 1/0,9691 = 11\,809 \text{ €}$   
– Prime temps plein =  $11\,809 \text{ €} \times 7,7\% = 909,29 \text{ €}$  arrondi à 909 €  
– Prime temps partiel =  $909 \text{ €} \times 0,9691 = 880,91 \text{ €}$  arrondi à 881 €  
– Le coefficient  $1/0,9691$  est égal à 1,03 (supérieur à 1 et inférieur à 2).

La prime individuelle correspondant à l'activité exercée à temps partiel s'élève donc à :

$(881 \text{ €} \times 0,15) + (909 \text{ €} \times 0,85) = 132,15 \text{ €} + 772,65 \text{ €} = 904,80 \text{ €}$  arrondi à 905 €.

### À NOTER

Le montant de la PPE calculée pour le foyer est diminué, le cas échéant, du montant du **revenu de solidarité active (RSA)** "complément d'activité" versé au foyer ou à l'une des personnes rattachées.

Les contribuables passibles de l'ISF au titre de l'année 2013 ne peuvent pas bénéficier de la PPE calculée sur les revenus de 2013.

Pour les contribuables domiciliés à Mayotte au 31.12.2013, le montant de la prime calculée pour le foyer fiscal est multiplié par 0,74.

# CHARGES À DÉDUIRE DU REVENU

CSG DÉDUCTIBLE .....	157
PENSIONS ALIMENTAIRES .....	158
DÉDUCTIONS DIVERSES .....	161
ÉPARGNE RETRAITE .....	162

FRAIS D'ACCUEIL .....	166
DÉPENSES DES NUS-PROPRIÉTAIRES .....	167
DÉFICITS DES ANNÉES ANTÉRIEURES .....	168

Sur le montant de vos revenus, vous pouvez imputer :

- les déficits globaux des années antérieures ;
- la CSG déductible, payée en 2013, calculée sur les revenus du patrimoine et les produits de placement.

En outre, vous pouvez déduire les charges suivantes, limitativement énumérées par la loi :

- les pensions alimentaires ;
- les déductions diverses ;
- les cotisations et primes d'épargne-retraite ;
- les frais d'accueil sous votre toit d'une personne âgée de plus de 75 ans dans le besoin ;
- les dépenses de grosses réparations effectuées par les nus-propiétaires.

Elles ne doivent pas avoir déjà été déduites de vos revenus de différentes catégories examinés aux pages précédentes.

Vous devez déclarer dans chaque rubrique le montant effectivement versé, sans tenir compte du plafonnement éventuel (sauf pour les charges foncières afférentes aux monuments historiques).

Les limitations seront effectuées automatiquement.

Enfin, les charges doivent être justifiées : vous devez donc conserver tous documents servant de preuve.

## À NOTER

- Les charges ne sont déductibles de votre revenu global que si votre domicile fiscal est situé en France ou si, bien que non-résident, vous êtes assimilé à une personne fiscalement domiciliée en France au sens du droit interne car vous tirez de la France l'essentiel de vos revenus imposables ("Non-résident Schumacker", voir BOI-IR-DOMIC-40).
- Les charges déductibles ne peuvent pas créer un déficit global. Elles s'imputent seulement à hauteur du montant du revenu global.

Par ailleurs, vous devez réintégrer à votre revenu global des sommes qui ont déjà été déduites mais pour lesquelles les conditions de déductibilité ne sont plus remplies : parts de SOFIPÊCHE ou de SOFICA revendues avant l'expiration du délai de conservation ; pertes en capital n'ouvrant plus droit à déduction.

## CSG DÉDUCTIBLE

(CGI, art. 154 quinquies II ; BOI-IR-BASE-20-20 ; PF 58-1)

### CSG DÉDUCTIBLE CALCULÉE SUR LES REVENUS 2012, PAYÉE EN 2013

❶ La déclaration 2042K<sup>1</sup> que vous avez reçue à votre domicile comporte, page 4, le montant préimprimé de la CSG déductible qui sera retenu par l'administration fiscale pour le calcul de votre revenu imposable.

Dans la plupart des cas, ce montant est celui qui apparaît dans l'avis d'imposition des revenus 2012 que vous avez reçu en 2013. Le montant déductible est égal à 5,1 points de CSG calculée sur les revenus du patrimoine à l'exception des plus-values et gains soumis à un taux proportionnel et des gains de levée d'options sur titres ou d'acquisition d'actions gratuites attribuées avant le 28.9.2012 (y compris lorsqu'ils sont imposés sur option selon les règles des traitements et salaires).

La déduction s'opère sur les revenus de l'année du paiement de la CSG.

Toutefois, la somme préimprimée peut être :

- inférieure à la déduction à laquelle vous avez effectivement droit, si vous avez reçu un ou plusieurs avis complémentaires d'imposition aux contributions sociales et si vous avez acquitté la CSG correspondante en 2013 ;
- supérieure à la déduction à laquelle vous avez effectivement droit si vous avez bénéficié d'un dégrèvement de CSG.

❷ Dans ces deux cas, rayez le montant préimprimé et inscrivez ligne 6DE le montant exact de CSG déductible. Il sera retenu à la place du montant préimprimé.

### Votre situation de famille a changé en 2013

Le montant de CSG déductible est préimprimé sur la déclaration de revenus adressée à la personne qui a reçu l'avis d'imposition aux prélèvements sociaux

Figure 1. Déclaration n° 2042 K

#### 6 I CHARGES DEDUCTIBLES

CSG déductible connue, calculée sur les revenus du patrimoine. Si ce montant est inexact, corrigez case 6DE ..... 1 ..... 6DE ..... 2

En cas de mariage ou de Pacs en 2013, si vous n'optez pas pour la déclaration séparée de vos revenus, vous devez reporter, le cas échéant, sur la déclaration commune le montant de CSG déductible prérempli sur la déclaration du conjoint.

En cas de divorce, de rupture de Pacs ou de séparation en 2013, la CSG déductible préremplie sur la déclaration adressée au couple doit être répartie entre chacun des deux époux ou partenaires en fonction du montant que chacun a effectivement acquitté. Lorsque le paiement de la CSG a été supporté par les deux conjoints, la CSG déductible doit être répartie par moitié. Il n'est dérogé à cette règle que si l'un des époux ou partenaires apporte, par tous moyens, la preuve que la CSG correspondante a été effectivement supportée dans une autre proportion.

En cas de décès du conjoint ou partenaire au cours de l'année 2013, vous pouvez demander une répartition prorata temporis de la CSG déductible, par note jointe à votre déclaration de revenus. Elle doit indiquer le montant de la CSG déductible au titre de chacune des déclarations concernées. La répartition se fait par mois entiers, le mois du décès étant rattaché à la période d'imposition commune.

#### EXEMPLE

Un couple marié a déclaré au titre de 2012 des revenus fonciers d'un montant de 8 000 €. Monsieur est décédé le 20.8.2013.

Le couple a acquitté en 2013 la CSG afférente à ses revenus fonciers de 2012, soit 656 € (8 000 € x 8,2 %). La CSG déductible s'élève à 408 €. Ce montant de CSG déductible est préimprimé sur la déclaration des revenus de 2013 adressée au couple. Toutefois, la CSG déductible peut être répartie de la façon suivante :

- déclaration de revenus du couple (période antérieure au décès) :  
 $408 \text{ €} \times 8/12 = 272 \text{ €}$  ;
- déclaration de Madame (période postérieure au décès) :  
 $408 \text{ €} - 272 \text{ €} = 136 \text{ €}$ .

### CSG DÉDUCTIBLE CALCULÉE SUR LES REVENUS 2013, PAYÉE EN 2013

Certains revenus de capitaux mobiliers qui ont déjà été soumis aux prélèvements sociaux par l'établissement payeur lors de leur versement en 2013, ouvrent droit à la déduction d'une fraction de la CSG du revenu global de l'année 2013.

Il s'agit des produits de placements à revenu fixe, des produits des bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie en unités de compte ou multi-supports et des dividendes éligibles à l'abattement de 40 %, soumis au barème de l'impôt sur le revenu.

Le montant de CSG déductible est égal à 5,1 % des revenus déclarés ligne 2BH de la rubrique "Revenus des valeurs et capitaux mobiliers".

Ce montant de CSG déductible n'est pas inclus dans le montant de CSG déductible préimprimé de la rubrique 6 - Charges déductibles. Vous ne devez pas le calculer vous-même ni l'indiquer ligne 6DE en corrigeant le montant prérempli. Le montant de CSG déductible afférent aux revenus déclarés ligne 2BH sera calculé automatiquement et ajouté au montant prérempli lors du calcul sur les revenus de 2013.

## PENSIONS ALIMENTAIRES

(CGI, art. 156 II-2e; BOI-IR-BASE-20-30; PF 69)

Vous pouvez déduire sous cette rubrique, les pensions versées à des personnes qui ne sont pas comptées à votre charge pour la détermination du nombre de parts.

### PENSIONS ALIMENTAIRES VERSÉES DANS LE CADRE D'UNE OBLIGATION ALIMENTAIRE

Les articles 205 à 207 du code civil prévoient une obligation alimentaire réciproque d'une part entre ascendants et descendants (légitimes, adoptifs ou naturels<sup>1</sup>) et d'autre part entre gendre ou belle-fille et beaux-parents (sauf lorsque l'époux qui produisait l'affinité et les enfants issus du mariage sont décédés). Ainsi, les parents en ligne directe se doivent les aliments, de façon réciproque, sans limitation de degré. L'obligation est moins étendue entre alliés : elle est limitée au premier degré (ex. : le gendre ne doit pas d'aliments aux ascendants de ses beaux-parents). Il n'y a pas d'obligation alimentaire pour l'enfant d'un premier lit envers le second mari de sa mère ou la seconde épouse de son père.

L'article 367 du Code civil prévoit également une obligation alimentaire réciproque entre adoptant et adopté (adoption simple).

Conformément à l'article 208 du Code civil, le montant de la pension déductible du revenu global doit être déterminé en tenant compte des besoins du bénéficiaire et de l'état de fortune de celui qui la verse.

#### Pensions alimentaires versées aux ascendants

(parents, grands-parents, adoptants même dans le cas d'adoption simple...) dans le besoin : la pension alimentaire déduite de vos revenus est imposable à leur nom.

Il appartient au contribuable qui souhaite bénéficier de cette déduction d'apporter la preuve que la pension a bien été versée et que son montant correspond aux besoins de celui qui la reçoit et aux ressources de celui qui la verse.

Si vous avez recueilli sous votre toit un ascendant sans ressources, vous pouvez déduire, sans justification, une somme forfaitaire de 3 386 € par ascendant recueilli.

#### Pensions alimentaires versées aux descendants (y compris les adoptés même dans le cas d'adoption simple)

##### Enfants mineurs

Vous ne pouvez déduire une pension alimentaire au profit de vos enfants mineurs que lorsque vous n'avez pas leur garde.

**Enfants naturels** (enfants nés de parents non mariés ensemble). L'enfant naturel est à la charge du parent qui en a la garde de fait. L'autre parent peut déduire, pour son montant réel et justifié, une pension alimentaire imposable au nom du parent qui la perçoit, s'il démontre le lien de parenté et l'existence de l'obligation alimentaire. Ainsi, vous ne pouvez pas déduire de votre revenu la pension alimentaire versée pour l'entretien de votre enfant naturel tant que vous ne l'avez pas reconnu.

1. Les enfants naturels entrent automatiquement dans la famille de leur mère, et dans celle de leur père lorsqu'ils sont reconnus (art. 334 du Code civil).

**Enfants en résidence alternée** Les contribuables ayant des enfants mineurs dont la charge est partagée avec l'autre parent, dans le cadre de la résidence alternée, peuvent bénéficier d'une majoration du nombre de parts. Dans ce cas, ils ne peuvent déduire aucune pension alimentaire pour l'entretien de ces enfants.

#### Enfants majeurs

Il n'y a pas lieu de distinguer selon que l'enfant majeur bénéficiaire de la pension est âgé de plus ou moins de 25 ans, étudiant ou non, invalide ou non. Il n'est pas nécessaire que vous hébergiez cet enfant.

La déduction des pensions alimentaires est limitée par la loi dans les conditions définies ci-dessous.

**Enfants majeurs célibataires** La pension alimentaire est :

– déductible de vos revenus, dans la limite de 5 698 € par enfant et par an ;

– imposable au nom de votre enfant, à concurrence de 5 698 €.

La limite de déduction peut être doublée (soit 11 396 €), si vous subvenez seul aux besoins de vos enfants majeurs célibataires, veufs ou divorcés, chargés de famille, quel que soit le nombre de vos petits-enfants.

**Enfants majeurs mariés ou pacsés** La pension alimentaire est :

– déductible de vos revenus dans la limite de<sup>2</sup> :

• 5 698 € si les beaux-parents de votre enfant participent également à l'entretien du jeune ménage ;

• 11 396 € si vous assurez seul l'entretien de celui-ci ;

– imposable au nom du jeune ménage, dans la mesure où elle a été admise en déduction de vos revenus ou de ceux des beaux-parents de votre enfant.

Vous devez pouvoir fournir la preuve du versement effectif de la pension alimentaire et de l'état de besoin du bénéficiaire. Lorsqu'elle est acquittée en nature et fait alors l'objet d'une évaluation (logement, nourriture...), vous devez fournir les justificatifs propres à établir la réalité des dépenses.

#### À NOTER

Si l'enfant vit sous votre toit durant toute l'année et ne dispose pas de ressources suffisantes, vous pouvez déduire une somme forfaitaire de 3 386 € par enfant (ou 3 386 € x 2 lorsque l'enfant est marié ou pacsé). Lorsque l'hébergement de l'enfant ne porte que sur une fraction de l'année, cette somme forfaitaire doit être réduite au prorata du nombre de mois concernés, tout mois commencé devant être retenu.

Figure 2. Déclaration n° 2042 K.

### 6 I CHARGES DÉDUCTIBLES

	1 <sup>ER</sup> ENFANT	2 <sup>E</sup> ENFANT
Pensions alimentaires versées à des enfants majeurs : décision de justice définitive avant 2006.....	6GI <b>1</b>	6GJ
Autres pensions alimentaires versées à des enfants majeurs.....	6EL	6EM
Autres pensions alimentaires versées (enfants mineurs, ascendants,...) : décision de justice définitive avant 2006.....		6GP <b>2</b>
Autres pensions alimentaires versées (enfants mineurs, ascendants,...) .....		6GU

2. La limite est indépendante du nombre de petits-enfants. Vous devez justifier que vous participez à l'entretien du jeune ménage en joignant une note annexe où vous mentionnerez le nom et l'adresse des beaux-parents de votre enfant.

### PENSIONS ALIMENTAIRES VERSÉES EN VERTU D'UNE DÉCISION DE JUSTICE

**1 2** Les pensions alimentaires versées en exécution d'une décision de justice devenue définitive avant le 1.1.2006 doivent être déclarées lignes 6GI ou 6GJ (enfants majeurs) ou ligne 6GP (autres personnes).

Le montant versé et déclaré sur ces lignes sera automatiquement majoré de 25 % pour la déduction du revenu global du débiteur.

Pour la détermination du revenu imposable du bénéficiaire de la pension, le montant perçu ne fait l'objet d'aucune majoration.

#### Au profit de vos enfants

##### Enfants mineurs dont vous n'avez pas la garde (divorce, séparation)

La pension (dont le montant est celui fixé par le juge) déduite de vos revenus est imposable au nom du parent qui la perçoit.

Vous pouvez spontanément revaloriser le montant de la pension alimentaire initialement fixé par décision de justice, sans qu'une nouvelle décision de justice intervienne.

La pension revalorisée est déductible de vos revenus dès lors que son montant est compatible avec vos ressources et avec les besoins de l'enfant et à condition que les versements correspondent effectivement à une revalorisation de la pension alimentaire initiale, notamment qu'ils soient effectués selon la même périodicité. Les dépenses en nature telles que les frais de cantine, les frais de scolarité ou les dépenses médicales que vous payez directement en complément de la pension alimentaire initiale ouvrent également droit à déduction au titre d'une revalorisation (BOI-IR-BASE-20-30-20-20).

#### Enfants majeurs

La pension déductible est, en principe, celle qui a été fixée par le juge, éventuellement revalorisée, sous réserve néanmoins de la limite de déduction de 5 698 € par enfant majeur.

#### Au profit de votre époux ou ex-époux

(pension alimentaire ou contribution aux charges du mariage).

Vous pouvez déduire :

– **les pensions alimentaires** versées en vertu d'une décision de justice :

• en cas de séparation de corps ou de divorce ou en cas d'instance en séparation de corps ou en divorce et d'imposition distincte des époux ;

• les sommes versées doivent avoir le caractère de pension alimentaire (l'abandon de droits immobiliers et les sommes versées à titre de dommages-intérêts ne sont pas déductibles). Les rentes et les versements en capital mentionnés à l'article 275 du code civil, effectués sur une période supérieure à 12 mois, à titre de prestation compensatoire, sont assimilés à des pensions alimentaires.



– **la contribution aux charges du mariage** (en cas de cessation de la vie commune, sans dissolution du mariage) si les conditions suivantes sont remplies simultanément :

- le montant de la contribution doit avoir été fixé par le juge,
- vous et votre conjoint faites l'objet d'impositions distinctes (cas des époux mariés sous le régime de la séparation de biens et ne vivant pas ensemble; cas de l'abandon du domicile conjugal lorsque chaque époux dispose de revenus distincts).

#### À NOTER

Si aucune clause d'indexation n'a été prévue par le juge, vous pouvez revaloriser la pension alimentaire que vous versez pour l'entretien

- des enfants mineurs dont vous n'avez pas la garde;
- de votre conjoint ou ex-conjoint. Pour procéder à cette revalorisation spontanée, vous pouvez vous référer à la variation de l'indice moyen annuel des prix à la consommation.

La pension alimentaire à verser pour l'entretien d'un enfant mineur, en cas de divorce ou de séparation de corps, peut être remplacée par le versement d'un capital constitutif d'une rente en faveur de cet enfant. La somme déductible annuellement est alors égale au montant de ce capital, divisé par le nombre d'années de service de la rente, sans pouvoir dépasser 2 700 €.

Lorsque le jugement ou la convention homologuée qui prévoit le versement d'une prestation compensatoire dans un délai de 12 mois n'est pas respecté, les versements effectués depuis le 4.4.2012 ne sont pas déductibles du revenu global, quelle que soit la date du jugement ou de l'homologation de la convention

(BOI-IR-RICI-160-10, n° 140 et 150).

❶ Indiquez lignes 6GI et 6GJ les pensions alimentaires versées à des enfants majeurs non comptés à charge, en exécution d'une décision de justice devenue définitive avant le 1.1.2006.

Le versement déclaré pour chaque enfant sera multiplié par 1,25 avant d'être limité à 5 698 €, le cas échéant, pour être déduit de votre revenu global.

Le bénéficiaire de la pension doit déclarer le montant perçu, éventuellement limité à 5 698 €.

❷ Indiquez lignes 6EL et 6EM les autres pensions versées à des enfants majeurs non comptés à charge. La déduction sera limitée à 5 698 € par enfant ou à 11 396 € par couple marié ou pacsé.

Si l'enfant ne dispose pas de ressources suffisantes et vit sous votre toit, vous pouvez déduire une somme forfaitaire de 3 386 € pour les dépenses de nourriture et d'hébergement, éventuellement réduite au prorata du nombre de mois concernés lorsque l'hébergement de l'enfant ne porte que sur une fraction de l'année. Les autres dépenses peuvent être déduites pour leur montant réel et justifié.

❸ Indiquez lignes 6GP le montant des versements effectués en 2013 (pensions alimentaires ou contribution aux charges du mariage) en exécution d'une décision de justice devenue définitive avant le 1.1.2006, à des personnes autres que vos enfants majeurs.

Le montant déclaré ligne 6GP sera multiplié par 1,25 pour être déduit de votre revenu global.

❹ Indiquez ligne 6GU les autres versements (pensions alimentaires ou contribution aux charges du mariage) versées spontanément ou en exécution d'une décision de justice devenue définitive à compter du 1.1.2006.

La pension servie (en espèces ou en nature) est déductible pour son montant réel.

Toutefois, si vous hébergez un ascendant dans le besoin, vous pouvez déduire une somme forfaitaire de 3 386 €. Un ascendant se trouve dans le besoin lorsqu'il n'a pas d'autre revenu que l'AVTS et l'allocation supplémentaire prévue par les anciens articles L 815-2 et L 815-3 du code de la Sécurité sociale (ex-FNS) ou l'allocation de solidarité aux personnes âgées visée à l'article L 815-1 du même code, soit 9 416,90 € en 2013 pour une personne seule et 14 620,27 € pour un couple marié ou pacsé.

Si l'ascendant est âgé de plus de 75 ans, il est considéré comme étant dans le besoin lorsque son revenu imposable ne dépasse pas le plafond de ressources fixé pour l'attribution de l'allocation de solidarité aux personnes âgées prévue à l'article L 815-1 du code de la sécurité sociale, soit 9 447,21 € en 2013 pour une personne seule et 14 667,32 € pour un couple marié ou pacsé.

Les dépenses autres que celles de logement et de nourriture peuvent être déduites pour leur montant réel et justifié.

Par ailleurs, pour vos ascendants privés de ressources suffisantes, vous pouvez déduire le montant :

- des frais d'hébergement dans une maison de retraite,
- ou des frais d'hospitalisation les concernant.

#### À NOTER

– Les enfants et ascendants pour lesquels vous déduisez une pension alimentaire ne doivent pas être indiqués dans les cadres C et D (personnes à votre charge et rattachement d'enfants majeurs ou mariés) page 2 de la 2042<sup>1</sup>.

– En cas d'option pour la déclaration séparée des revenus 2013 (année du mariage ou de la conclusion du Pacs), le parent qui ne compte pas son enfant à charge peut déduire de ses revenus la pension alimentaire versée pour l'entretien de cet enfant. Cette pension doit toutefois être incluse dans les revenus du parent qui compte l'enfant à charge pour la détermination du quotient familial.

Figure 3. Déclaration n° 2042 K.

6 I CHARGES DÉDUCTIBLES			
CSG déductible connue, calculée sur les revenus du patrimoine. Si ce montant est inexact, corrigez case 6DE.....			
		1 <sup>ER</sup> ENFANT	2 <sup>E</sup> ENFANT
Pensions alimentaires versées à des enfants majeurs : décision de justice définitive avant 2006.....	6GI	❶	6GJ
Autres pensions alimentaires versées à des enfants majeurs.....	6EL	❷	6EM
Autres pensions alimentaires versées (enfants mineurs, ascendants,...) : décision de justice définitive avant 2006.....	6GP		❸
Autres pensions alimentaires versées (enfants mineurs, ascendants,...).....	6GU		❹



## DÉDUCTIONS DIVERSES

(CGL, art. 156 II et 156 bis; BOI-IR-BASE-20-60-30; PF 75 et suiv.)

① Portez sur la ligne 6DD les sommes suivantes :

– Les rentes payées à titre obligatoire et gratuit, constituées avant le 2.11.1959.

– Les versements effectués en vue de la retraite mutualiste du combattant, s'ils sont destinés à la constitution d'une rente donnant lieu à une majoration de l'État. Le montant maximum de cette rente est fixé à 1741 € pour 2013<sup>3</sup>.

– Les intérêts des emprunts contractés avant le 1.11.1959 pour faire un apport en capital à une entreprise industrielle ou commerciale ou à une exploitation agricole.

– Les intérêts des prêts de réinstallation ou de reconversion consentis aux Français rapatriés ou rentrant de l'étranger.

– Les versements obligatoires ou volontaires de cotisations ouvrières de sécurité sociale qui n'ont pas déjà été déduites pour la détermination de votre revenu catégoriel, à l'exclusion des cotisations versées à une mutuelle ou à une compagnie d'assurances pour compléter les avantages des régimes légaux et des cotisations patronales (y compris assurance-chômage) versées pour les employés de maison.

Les seules cotisations volontaires de sécurité sociale déductibles sont celles que vous versez si vous ne remplissez pas les conditions pour être assujéti à un régime obligatoire et ne disposez donc d'aucune protection sociale. Les cotisations volontaires que les travailleurs salariés ou non salariés déjà couverts par un régime obligatoire versent en vue d'obtenir des prestations supplémentaires ne sont pas déductibles.

– Les cotisations de sécurité sociale obligatoires versées par les étudiants, rattachés ou non au foyer de leurs parents, déductibles du revenu global lorsque l'étudiant ne dispose pas de revenus professionnels sur lesquels la cotisation pourrait être imputée.

– Les rachats ou rappels de cotisations payés par les travailleurs non salariés des professions non agricoles ou agricoles, dès lors qu'ils ont cessé toute activité professionnelle et qu'ils ne perçoivent pas encore de pensions.

– Les rachats de cotisations de retraite au régime de base de la sécurité sociale et à des régimes complémentaires légalement obligatoires, si vous ne percevez pas de salaires ni de pensions. Ne portez pas sur cette ligne les cotisations et les rachats de cotisations aux régimes PREFON, C.G.O.S. et COREM (ex-CREF). Elles sont déductibles du revenu global, dans certaines limites, au titre de l'épargne-retraite.

## Monuments historiques

Les charges foncières relatives aux monuments historiques et assimilés, dont les propriétaires se réservent la jouissance (BOI-IR-BASE-20-40 et BOI-RFPI-SPEC-30-20-20) doivent être déclarées ligne 6DD.

Il s'agit des immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques, des immeubles faisant partie du patrimoine national en raison de leur caractère historique ou artistique et qui ont été agréés par le ministre du budget ainsi que des immeubles faisant partie du patrimoine national en raison du label délivré par la Fondation du patrimoine, si ce label a été accordé sur avis favorable du service départemental de l'architecture et du patrimoine (SDAP).

Depuis l'imposition des revenus de 2009, le régime de déduction du revenu global, dérogeant du droit commun, applicable aux propriétaires de monuments historiques et assimilés est subordonné à trois nouvelles conditions :

– l'engagement de conserver la propriété de l'immeuble concerné pendant une période d'au moins quinze années à compter de son acquisition, y compris lorsque celle-ci est antérieure au 1.1.2009 (les biens détenus depuis au moins 15 ans au 1.1.2009 remplissent déjà de fait cette condition);

– la détention directe de l'immeuble, sauf s'il est détenu par l'intermédiaire d'une société civile non soumise à l'impôt sur les sociétés soit ayant obtenu un agrément délivré par le ministre chargé du budget après avis du ministre chargé de la culture – lorsque le recours à un tel mode de détention est justifié par l'intérêt patrimonial du monument et par l'importance des charges relatives à son entretien – soit dont les associés sont membres d'une même famille (cette condition de détention directe ne concerne que les immeubles acquis à compter du 1.1.2009);

– l'absence de mise en copropriété de l'immeuble, sauf si la division fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre chargé du budget, après avis du ministre chargé de la culture, lorsque l'intérêt patrimonial du monument et l'importance des charges relatives à son entretien la justifient (cette condition ne concerne que les divisions intervenant à compter du 1.1.2009).

### Propriétaires de monuments historiques qui occupent une partie de ces immeubles et perçoivent des droits de visite

La fraction des frais et charges non déduite des revenus fonciers (en général 25 % du total, voir p. 299) est déductible du revenu global :

– en totalité pour les immeubles classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire;

– à concurrence de 50 % (soit 12,50 % de la dépense totale) pour les immeubles agréés au titre du patrimoine national.

Figure 4. Déclaration n° 2042 K.

### 6 I CHARGES DÉDUCTIBLES

#### Déductions diverses

Nom et adresse des bénéficiaires des pensions et nature des déductions diverses

6DD

1

3. Le montant maximum de la rente ne constitue pas un plafond de déduction des versements.

### Propriétaires de monuments historiques ne percevant aucune recette

Sont déductibles du revenu global :

- la totalité des sommes versées à l'administration des Affaires culturelles ;
- le montant des travaux (de réparation ou d'entretien) subventionnés, diminué de la quote-part de subvention y afférente ;
- les autres charges foncières, pour :
  - la totalité, si l'immeuble, classé ou inscrit, est ouvert au public,
  - 50 % de leur montant, s'il s'agit d'un immeuble, classé ou inscrit, fermé au public ou s'il s'agit d'un immeuble faisant partie du patrimoine national et agréé à cet effet (obligatoirement ouvert à la visite).

### Propriétaires d'immeubles ayant reçu le label de la Fondation du patrimoine ne percevant aucune recette

À condition que ces immeubles soient visibles depuis la voie publique, les charges déductibles y afférentes sont exclusivement celles qui correspondent à des travaux de réparation et d'entretien. Le montant, non couvert par la subvention, des travaux de réparation et d'entretien subventionnés est déductible du revenu global à hauteur de :

- 50 % ;
- 100 % lorsque les travaux sont subventionnés à hauteur de 20 % au moins de leur montant.

### Propriétaires d'immeubles ayant reçu le label de la Fondation du patrimoine percevant des recettes

Les dépenses de travaux de réparation et d'entretien afférentes à un immeuble donné en location sont déductibles dans les conditions de droit commun.

Lorsqu'une partie seulement de l'immeuble donne lieu à perception de recettes imposables, il convient de ventiler les dépenses de travaux de réparation et d'entretien entre le revenu foncier et le revenu global selon un prorata établi en fonction de la surface des locaux.

Les dépenses de travaux de réparation et d'entretien se rapportant à la partie de l'immeuble dont le propriétaire se réserve la disposition sont imputables sur le revenu global dans les mêmes conditions et limites que celles relatives à un immeuble ne procurant aucun revenu à son propriétaire (cf. supra).

## ÉPARGNE RETRAITE

(CGI, art. 163 quatervicies ; BOI-IR-BASE-20-50 ; PF 80 ; document d'information n° 2041 GX)

Pour remplir les lignes relatives à l'épargne retraite, reportez les sommes indiquées sur l'imprimé n° 2561 ter qui vous a été adressé par l'organisme gestionnaire de l'épargne.

### COTISATIONS D'ÉPARGNE RETRAITE DÉDUCTIBLES DU REVENU GLOBAL DE 2013

Les cotisations versées en 2013 au plan d'épargne retraite populaire (PERP), aux régimes de retraite complémentaire PREFON, COREM et CGOS ainsi que, pour leur volet facultatif, au plan d'épargne retraite d'entreprise (PERE) et aux régimes de retraite supplémentaire obligatoires d'entreprise ("article 83")<sup>4</sup> sont déductibles du revenu global dans la limite du plafond indiqué sur l'avis d'impôt sur les revenus de 2012 (et imprimé sur la déclaration des revenus de 2013 si vous avez déclaré des cotisations déductibles au titre de 2012).

#### Plafond applicable aux cotisations versées en 2013

Il est égal à :

- 10 % des revenus d'activité nets de frais professionnels de l'année 2012, retenus dans la limite de 8 fois le montant annuel du plafond de la sécurité sociale de 2012 (montant maximum : 29 098 €) ou 10 % du plafond annuel de la sécurité sociale si ce montant est plus élevé (montant minimum : 3 637 €) ;

- sous déduction des versements effectués en 2012 :

- cotisations aux régimes de retraite supplémentaire rendus obligatoires dans l'entreprise pour les salariés ("article 83" et PERE pour son volet obligatoire). Il s'agit de la part patronale, pour son montant non imposable, et de la part salariale, pour son montant déductible du salaire ;
- cotisations aux régimes facultatifs des non-salariés (contrats "Madelin" et "Madelin agricole"), pour leur montant déductible, compte non tenu de leur fraction correspondant à 15 % de la quote-part du bénéfice imposable comprise entre une fois et 8 fois le montant annuel du plafond de la sécurité sociale de 2012 (soit le montant de ces cotisations qui excède 15 % de la fraction de bénéfice imposable comprise entre 36 372 € et 290 976 €) ;
- abondement de l'employeur au plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO), dans la limite du montant exonéré d'impôt sur le revenu (5 820 €) ;
- jours de congé versés sur un compte d'épargne temps (CET) monétisés et affectés par le salarié à un PERCO ou un régime supplémentaire d'entreprise "article 83" dans la limite du nombre de jours exonérés d'impôt sur le revenu (10 jours) ;

- majoré du plafond ou de la fraction de plafond non utilisé au titre des années 2010, 2011 et 2012.

4. Les versements individuels et facultatifs aux régimes "article 83" ont été autorisés par l'article 116 de la loi du 10/11/2010 portant réforme des retraites.

Le plafond de déduction est calculé, par membre du foyer :

– **pour les revenus salariaux**, à partir des montants déclarés et imposables dans la catégorie des traitements et salaires, sous déduction des frais professionnels : revenus salariaux d'activité, revenus d'heures supplémentaires exonérés, autres revenus salariaux (allocations de chômage, de préretraite...), gains de levée d'option, salaires exonérés des agents d'assurances, revenus exceptionnels ou différés, indemnités de fonction des élus locaux soumises à la retenue à la source ;

– **pour les revenus des professions non salariées**, à partir des revenus relevant des catégories BA, BIC, BNC lorsque l'activité est exercée à titre professionnel, y compris les bénéfices exonérés des entreprises nouvelles, des jeunes entreprises innovantes, des entreprises implantées en zones franches urbaines, en Corse ou dans une zone de recherche et de développement ainsi que l'abattement sur le bénéfice des jeunes agriculteurs, des artisans pêcheurs et des jeunes créateurs.

### À NOTER

L'absence de revenus d'activité professionnelle ne prive pas une personne (par exemple, personne invalide ou retraitée déclarant à ce titre des pensions d'invalidité ou de retraite) d'un droit à déduction au titre de l'épargne retraite. Cette personne bénéficie pour les cotisations d'épargne retraite versées en 2013 d'un plafond de déduction minimum ou "plancher de déduction" correspondant à 10 % du montant annuel du plafond de la sécurité sociale de 2012 (3 637 €) augmenté, le cas échéant, du plafond ou de la fraction du plafond de déduction non utilisé en 2010, 2011 et 2012.

Les personnes qui souscrivent une déclaration de revenus pour la première fois et qui ont versé des cotisations en 2013 bénéficient du même plafond de déduction minimum.

La fraction non utilisée du plafond de déduction est reportable sur les 3 années suivantes.

Les cotisations PERP et produits assimilés s'imputent en priorité sur le plafond de l'année de cotisation puis sur les plafonds ou fractions de plafond non utilisés, en commençant par les plus anciens.

① Indiquez lignes 6RS, 6RT, 6RU le montant des cotisations PERP, PREFON, COREM et CGOS versées en 2013 ainsi que le montant des versements facultatifs aux régimes obligatoires de retraite supplémentaire ("article 83") et au plan d'épargne retraite d'entreprise (PERE), que vous a indiqués l'organisme gestionnaire.

② Indiquez lignes 6SS, 6ST, 6SU le montant des rachats de cotisations PREFON, COREM et CGOS effectués en 2013, éventuellement plafonné, que vous a indiqué l'organisme gestionnaire.

③ Le plafond de déduction des cotisations PERP et produits assimilés (PREFON, COREM et CGOS) de 2013, qui a été indiqué sur l'avis d'impôt sur les revenus de 2012, est imprimé sur la déclaration, si vous avez déclaré des cotisations au titre des revenus de 2012.

Si vous avez versé des cotisations pour la première fois en 2013, aucun plafond n'est imprimé sur la déclaration des revenus de 2013. Cela étant, le montant du plafond indiqué sur votre avis d'imposition 2012 est automatiquement pris en compte lors du calcul de l'impôt sur le revenu au titre de l'année 2013 ; il n'est pas nécessaire de porter un montant lignes 6PS, 6PT, 6PU.

Si toutefois le montant indiqué sur votre avis d'imposition ou sur votre déclaration est erroné, ou si aucun plafond n'est indiqué sur l'avis d'imposition, vous devez recalculer le plafond et l'indiquer en lignes 6PS, 6PT, 6PU, notamment en cas :

– de décès de votre conjoint en 2012, le plafond indiqué étant calculé seulement sur les revenus figurant sur la déclaration souscrite au titre de la période de 2012 postérieure au décès.

Vous pouvez recalculer le plafond applicable en 2013 en cumulant le montant de vos revenus professionnels indiqué sur chacune des déclarations souscrites au titre de 2012 ;

– de changement de situation de famille en 2013 :

• mariage ou Pacs en 2013, sans option pour la déclaration séparée : le plafond indiqué sur chacun des avis d'imposition 2012 doit être reporté sur la déclaration commune ;

• divorce, séparation ou rupture de Pacs en 2013 : le plafond indiqué pour chacun des conjoints ou partenaires sur l'avis d'imposition 2012 doit être reporté sur les déclarations séparées correspondantes ;

• décès d'un conjoint en 2013 : vous pouvez reporter le plafond de déduction indiqué sur l'avis d'impôt sur les revenus de 2012 (et éventuellement sur la déclaration des revenus 2013 que vous avez reçue) sur la déclaration que vous souscrivez au titre de la seconde période de 2013, postérieure au décès. Vous bénéficiez ainsi d'un plafond identique pour chacune des deux périodes d'imposition 2013 ;

Figure 5. Déclaration n° 2042 K.

6 I CHARGES DÉDUCTIBLES			
ÉPARGNE RETRAITE: PERP ET PRODUITS ASSIMILÉS	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERS. À CHARGE
Cotisations PERP, PRÉFON, COREM, CGOS et produits assimilés	6RS ①	6RT	6RU
Rachats de cotisations PRÉFON, COREM et CGOS	6SS ②	6ST	6SU
Plafond de déduction	③		
Corrigez si le montant est inexact	6PS	6PT	6PU
Vous souhaitez bénéficier du plafond de votre conjoint			6QR COCHEZ
Vous êtes nouvellement domicilié en France en 2013 après avoir résidé à l'étranger pendant les 3 années précédentes			6QW COCHEZ
Cotisations aux régimes obligatoires d'entreprise de retraite supplémentaire ou aux contrats « Madelin » et versements exonérés sur un PERCO	6QS	6QT	6QU

– d'imposition supplémentaire ou de dégrèvement intervenu trop tardivement pour être pris en compte lors de l'impression du montant du plafond sur la 2042K<sup>1</sup>.

Reportez lignes 6PS, 6PT, 6PU le montant rectifié du plafond qui est indiqué sur l'avis d'imposition supplémentaire ou sur l'avis de dégrèvement;

– de souscription d'une première déclaration de revenus à votre nom au titre de 2013 si vous avez disposé de revenus professionnels au cours des années précédentes vous donnant droit à un plafond de déduction supérieur au plafond minimum.

### Cotisations de rachat aux régimes PREFON, COREM et CGOS

À titre temporaire, l'excédent, par rapport à la limite de déduction, correspondant à des cotisations de rachat de droits<sup>5</sup> ou à des cotisations d'ajustement ou "surcotisations"<sup>6</sup> versées aux régimes PREFON, COREM ou CGOS par les personnes affiliées à ces régimes au 31.12.2004, ou après cette date si elles ont la qualité de fonctionnaire ou d'agent public en activité, est admis en déduction dans la limite du "rachat" de deux années de cotisations au titre de l'année 2013.

L'organisme auquel vous avez versé ces cotisations vous indique le montant éventuellement plafonné, à inscrire lignes 6SS, 6ST, 6SU. Le surplus éventuel des cotisations de rachat doit être inclus dans la somme à inscrire lignes 6RS, 6RT, 6RU, qui comprend également le montant des cotisations ordinaires.

### Mutualisation du plafond

Les membres d'un couple marié ou pacsé soumis à une imposition commune peuvent demander la mutualisation de leurs plafonds de déduction en cochant la case 6QR.

Les plafonds de déduction de chaque membre du couple ainsi que les cotisations versées par chacun (cotisations ordinaires et, sous certaines conditions, rachats de cotisations aux régimes Préfon, Corem et CGOS) sont alors additionnés afin de n'obtenir qu'un seul et même plafond de déduction et un seul et même montant de cotisations déductibles pour l'ensemble du foyer fiscal.

Les cotisations versées par les deux conjoints s'imputent en priorité sur le plafond de déduction calculé pour les revenus de 2013 (sur la base de revenus de 2012) puis, le cas échéant, sur le solde non utilisé des plafonds des années précédentes.

### EXEMPLE

Vous disposez pour les revenus de 2013 d'un plafond de déduction de 9 000 € et votre conjoint d'un plafond de 18 000 €.

En 2013, vous avez effectué des versements de 14 000 € au titre des cotisations ordinaires et de 8 000 € au titre des rachats de 2 années de cotisations (PREFON, CGOS, COREM). Votre conjoint a versé 10 000 € de cotisations ordinaires et 4 000 € au titre des rachats de 2 années de cotisations.

Vous demandez la mutualisation et disposez donc d'un plafond global de 27 000 € (9 000 + 18 000).

Le montant total des cotisations versées par votre couple est de 36 000 € soit 24 000 € (14 000 + 10 000) de cotisations ordinaires et 12 000 € (8 000 + 4 000) de rachats de cotisations.

Dès lors que le montant de vos cotisations ordinaires (24 000 €) est inférieur à votre plafond global (27 000 €), vos cotisations ordinaires sont déductibles en totalité.

Vos rachats de cotisations s'imputent à hauteur de 3 000 € sur votre plafond global de déduction qui est ainsi utilisé en totalité.

Dès lors qu'ils correspondent pour chacun d'entre vous à 2 années de cotisations, vos rachats de cotisations qui n'ont pas pu être imputés sur le plafond global (9 000 €) sont déductibles en totalité.

### Personnes nouvellement domiciliées en France

Si vous vous êtes installé en France en 2013, sans y avoir été fiscalement domicilié au cours des 3 années précédentes, cochez la case 6QW.

Vous bénéficiez d'un plafond de déduction spécifique pour vos cotisations d'épargne retraite versées en 2013. Ce plafond est calculé à partir de vos revenus professionnels de l'année 2013, sous déduction des sommes versées la même année aux régimes "article 83", aux régimes facultatifs des non-salariés... déclarés lignes 6QS, 6QT, 6QU.

Vous bénéficiez en outre d'un plafond complémentaire égal au triple de ce montant, si votre domiciliation à l'étranger au cours des trois années précédentes n'est pas liée à la mise en œuvre de procédures judiciaires, fiscales ou douanières.

### À NOTER

- Les cotisations d'épargne retraite, de même que les autres charges déductibles du revenu global, ne peuvent pas créer ni augmenter un déficit global reportable sur les années suivantes.
- Les rachats de cotisations au régime de base et aux régimes complémentaires légalement obligatoires (principalement ARRCO, AGIRC et IRCANTEC), en particulier au titre des années insuffisamment cotisées ou des années d'études (dans la limite de 12 trimestres), sont déductibles des revenus professionnels sans plafonnement.

5. Cotisations versées par les intéressés au titre d'années antérieures à leur affiliation.

6. Cotisations supplémentaires versées par les affiliés en vue d'augmenter leurs droits à retraite au titre d'années postérieures à leur affiliation.

## PLAFOND DE DÉDUCTION DES COTISATIONS VERSÉES EN 2014

Le plafond de déduction des cotisations versées en 2014 au titre de l'épargne retraite: plan d'épargne retraite populaire (PERP), volet facultatif des régimes de retraite supplémentaire obligatoires d'entreprise "article 83" et du plan d'épargne retraite d'entreprise (PERE), PREFON, COREM et CGOS, est déterminé, pour chaque membre du foyer fiscal, à partir des revenus professionnels de l'année 2013.

Les cotisations versées en 2013 aux régimes de retraite professionnels qui ne sont pas légalement obligatoires (régimes "article 83", contrats "Madelin" et "Madelin agricole"), déductibles des revenus professionnels, ainsi que les versements de l'employeur et du salarié au plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO), pour leur fraction exonérée d'impôt sur le revenu, réduisent le plafond de l'épargne retraite déductible du revenu global.

Le plafond pour l'imposition des revenus de 2014 est égal à :

- 10 % des revenus d'activité nets de frais professionnels de l'année 2013<sup>7</sup>, retenus dans la limite de 8 fois le plafond annuel de la sécurité sociale (montant maximum: 29 626 €) ou 10 % du plafond annuel de la sécurité sociale (montant minimum: 3 703 €) si ce montant est plus élevé;

- sous déduction des versements effectués en 2013 :

- cotisations aux régimes de retraite supplémentaire rendus obligatoires dans l'entreprise pour les salariés (art. 83 et volet obligatoire du PERE). Il s'agit de la part patronale, pour son montant non imposable, et de la part salariale, pour son montant déductible du salaire;

- cotisations aux régimes facultatifs des non-salariés (contrats "Madelin" et "Madelin agricole") pour leur montant déductible, compte non tenu de leur fraction correspondant à 15 % de la quote-part du bénéfice imposable comprise entre une fois et 8 fois le plafond de la sécurité sociale (soit entre 37 032 € et 296 256 €);
- abondement de l'employeur au plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO), dans la limite du plafond exonéré d'impôt sur le revenu (5 925 €);

- jours de congé monétisés et affectés par le salarié à un PERCO ou à un régime de retraite supplémentaire d'entreprise "article 83" dans la limite du nombre de jours exonérés d'impôt sur le revenu (10 jours en cas de CET dans l'entreprise, 5 jours dans le cas contraire);

- majoré du plafond ou de la fraction de plafond non utilisé pour la déduction des cotisations des années 2011, 2012 et 2013.

Le plafond calculé pour 2014 sera indiqué, à titre d'information, sur l'avis d'impôt sur le revenu de 2013 (sauf exceptions ci-dessous).

### À NOTER

Le plafond n'est pas calculé (mais le droit de déduire des cotisations n'est pas supprimé) pour :

- les personnes percevant des pensions et aucun revenu professionnel salarié ou non salarié, sauf si des cotisations d'épargne retraite ont été déclarées au titre de 2013;
- les personnes n'ayant pas déclaré de cotisations et n'ayant pas d'impôt à payer au titre des revenus de 2013;
- les personnes à charge titulaires de revenus professionnels lorsque le foyer comporte plusieurs personnes à charge.

Le plafond ou la fraction de plafond non utilisé est reporté sur les 3 années suivantes.

① Indiquez lignes 6QS, 6QT, 6QU le montant des cotisations versées en 2012 aux régimes de retraite supplémentaire des salariés (art. 83 et volet obligatoire du PERE), aux régimes facultatifs des non-salariés ("Madelin" et "Madelin agricole"), de l'abondement de l'employeur au PERCO et des jours de congés monétisés et affectés sur un PERCO ou un régime "article 83" dans la limite du nombre de jours exonérés d'impôt sur le revenu.

### EXEMPLES

#### Couple marié dont l'un des conjoints est salarié

Monsieur a perçu en 2012 et 2013 un salaire de 40 000 €.

Il est affilié à titre obligatoire dans son entreprise à un régime de retraite supplémentaire dit "article 83". Les cotisations versées à ce titre (part salariale et patronale) se sont élevées à 3 000 € en 2012 et étaient entièrement déductibles du salaire.

En 2013, Monsieur a versé 1 500 € sur un PERP.

En 2012, Monsieur n'a pas utilisé entièrement son plafond de déduction de l'épargne retraite. La fraction non utilisée et reportable pour l'imposition des revenus de 2013 s'élève à 1 200 € (le plafond de 2010 et de 2011 a été utilisé en totalité).

Madame n'exerce pas d'activité professionnelle. En 2013, elle a versé 4 000 € sur un PERP. En 2010, 2011 et 2012, elle a utilisé la totalité de son plafond de déduction de l'épargne retraite.

#### Monsieur

> 1. Plafond de déduction de l'épargne retraite 2013 :

Salaire 2012 net de frais professionnels (déduction forfaitaire de 10 %) : 40 000 € - 4 000 € = 36 000 €

Plafond = 10 % de 36 000 € = 3 600 €. C'est donc le montant minimum, plus élevé, qui s'applique : 3 637 €.

> 2. Plafond disponible pour l'épargne retraite après prise en compte des cotisations "article 83" versées en 2012 :

3 637 € - 3 000 € = 637 €

> 3. Déduction des cotisations PERP du revenu global 2013 :

Plafond de déduction cumulé : report 2012 (1 200 €) + plafond 2013 (637 €) = 1 837 €

Figure 6. Déclaration n° 2042 K

ÉPARGNE RETRAITE: PERP ET PRODUITS ASSIMILÉS	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERS. À CHARGE
Cotisations aux régimes obligatoires d'entreprise de retraite supplémentaire ou aux contrats « Madelin » et versements exonérés sur un PERCO.....	6QS <input type="text" value="1"/>	6QT <input type="text"/>	6QU <input type="text"/>

7. Les rémunérations versées au titre d'heures et jours supplémentaires et d'heures complémentaires, exonérées d'impôt sur le revenu, sont prises en compte pour la détermination du plafond de déduction.

Les cotisations versées sur un PERP en 2013 (1 500 €) sont intégralement déductibles du revenu global de 2013.  
Le plafond calculé sur les revenus de 2012, pour 2013 est utilisé en totalité. La fraction de plafond de 2012 (calculé sur les revenus de 2011) reportée est utilisée à hauteur de 863 €. Il reste une fraction de 337 € reportable pour l'imposition des revenus de 2014 (et de 2015 si elle n'est pas utilisée pour les revenus 2014) sauf en cas de demande de mutualisation du plafond.

#### Madame

- > 1. Plafond de déduction de l'épargne retraite : Il est égal au plafond minimum, en l'absence de revenu professionnel : 3 637 €
- > 2. Déduction des cotisations PERP versées en 2013 : elles sont déductibles à hauteur du plafond de 3 637 €. Les 363 € restants (4 000 € – 3 637 €) ne sont ni déductibles ni reportables.
- > 3. Toutefois, si Monsieur et Madame optent pour la mutualisation de leur plafond, le plafond global du couple s'élève à  $1 837 + 3 637 = 5 474$  €. Le montant des cotisations non déduites après mutualisation ( $5 500 € - 5 474 € = 26 €$ ) n'est ni déductible ni reportable. Dans cette situation le plafond de Monsieur est utilisé en totalité et aucun montant n'est reportable pour l'imposition des revenus de 2014.

#### Contribuable non salarié

Bénéfice imposable de 50 000 € au titre de 2012 et de 53 000 € au titre de 2013.  
Cotisations "Madelin" versées à un régime de retraite facultatif en 2012 : 6 000 €.  
Cotisations PERP versées en 2013 : 3 000 €.  
Les plafonds de déduction de l'épargne retraite des revenus de 2010, 2011 et 2012 ont été utilisés en totalité. Il n'y a pas de report pour l'imposition des revenus de 2013.

- > 1. Plafond de déduction de l'épargne retraite de 2013  
Bénéfice de 2012 x 10 %, soit  $50 000 € \times 10 \% = 5 000 €$ .
- > 2. Plafond disponible pour l'épargne retraite après prise en compte des cotisations "Madelin" 2012
  - cotisations "Madelin" déductibles du résultat professionnel de 2012 :
    - plafond de déduction<sup>8</sup> :  $(50 000 € \times 10 \%) + [(50 000 € - 36 372 €) \times 15 \%) = 5 000 € + 2 044 €$ , soit 7 044 €
    - cotisations déductibles : 6 000 € (< 7 044 €)
  - cotisations "Madelin" qui s'imputent sur le plafond disponible pour l'épargne retraite (montant déclaré ligne 6QS de la déclaration de revenu de 2012)<sup>9</sup> :  $6 000 € - 2 044 € = 3 956 €$
  - plafond restant disponible pour l'épargne retraite  $(50 000 € \times 10 \%) - 3 956 € = 5 000 € - 3 956 €$ , soit 1 044 €
- > 3. Déduction des cotisations PERP du revenu global de 2013 :  
Elles sont déductibles à hauteur du plafond de 1 044 €  
Les 1 956 € restants ne sont ni déductibles ni reportables.

## FRAIS D'ACCUEIL SOUS VOTRE TOIT D'UNE PERSONNE ÂGÉE DE PLUS DE 75 ANS AUTRE QU'ASCENDANT

(CGI, art. 156 II-2e ter; BOI-IR-BASE-20-60-30 n° 390; PF 74)

Il s'agit des avantages en nature consentis en l'absence d'obligation alimentaire (frères, sœurs, autres collatéraux ou personnes avec lesquelles vous n'avez aucun lien de parenté).

- Vous avez droit à une déduction si la personne recueillie :
- est âgée de plus de 75 ans (c'est-à-dire, pour l'imposition des revenus de 2013, née avant le 1.1.1939),
  - ne peut pas bénéficier d'une pension alimentaire,
  - vit en permanence sous votre toit,
  - et a un revenu imposable qui ne dépasse pas le plafond de ressources mentionné à l'article L. 815-9 du code de la sécurité sociale pour l'allocation de solidarité aux personnes âgées prévue à l'article L. 815-1 du même code, soit :
    - 9 447,21 € pour une personne seule,
    - 14 667,32 € pour un couple marié ou pacsé dont au moins l'un des conjoints a plus de 75 ans.

Les avantages en nature sont déductibles pour leur montant réel dans une limite annuelle de 3 386 € par personne recueillie. Ils ne sont pas imposables au nom de la personne qui en est bénéficiaire.

- ❶ Indiquez le montant des frais d'accueil case 6EU de la 2042C.
- ❷ Indiquez case 6EV le nombre de personnes recueillies.

8. Cotisations déductibles du résultat = 10 % du résultat + 15 % de la quote-part de bénéfice imposable comprise entre une fois et huit fois le montant annuel du plafond de la sécurité sociale (soit entre 36 372 € et 290 976 € pour l'année 2012).

9. Fraction des cotisations déduites du résultat qui excède 15 % de la quote-part du bénéfice imposable comprise entre une fois et huit fois le montant annuel du plafond de la sécurité sociale.



## DÉPENSES DE GROSSES RÉPARATIONS EFFECTUÉES PAR LES NUS-PROPRIÉTAIRES

(CGI, art. 156-II-2° quater; BOI-IR-BASE-20-60-20)

Depuis 2009, les dépenses de grosses réparations effectuées par les nus-proprétaires peuvent, sur option du contribuable, constituer une charge déductible du revenu global dans la limite annuelle de 25 000 €.

Cette déduction du revenu global ne concerne que les immeubles :

- dont le démembrement de propriété résulte soit d'une succession, soit d'une donation effectuée entre vifs sans charge ni condition et consentie entre parents jusqu'au 4<sup>e</sup> degré inclusivement, (les donations à des non-parents ou entre parents au-delà du 4<sup>e</sup> degré sont exclues; toutefois, sont admises les donations entre époux ou entre personnes liées par un Pacs et les donations-partages dès lors qu'elles remplissent les conditions prévues par la loi),
- quelle que soit leur affectation: l'immeuble peut être occupé par le nu-proprétaire ou par l'usufruitier, donné en jouissance gratuite à un tiers ou donné en location par l'usufruitier.

### NATURE DES DÉPENSES

Les dépenses de grosses réparations des immeubles bâtis mises à la charge du nu-proprétaire par les articles 605 et 606 du code civil sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières, des digues et des murs de soutènement et de clôture.

Les autres dépenses éventuellement prises en charge par le nu-proprétaire ne sont pas déductibles du revenu global. Il en est de même pour les intérêts d'emprunts contractés pour financer les grosses réparations.

### MODALITÉS DE DÉDUCTION

La déduction du revenu global des dépenses supportées par les nus-proprétaires s'effectue sur option. Cette option irrévocable, est exercée par immeuble. Elle résulte de la seule mention des dépenses concernées sur la déclaration de revenus, au titre des charges déductibles du revenu global.

L'option du nu-proprétaire entraîne la renonciation à la prise en compte de ces dépenses pour la détermination des revenus fonciers.

La déduction du revenu global est effectuée dans la limite de 25 000 € par an.

La fraction des dépenses qui excède cette limite est déductible du revenu global des 10 années suivantes dans la même limite annuelle de 25 000 €.

La fraction des dépenses qui n'a pas pu être imputée faute de revenu global suffisant est également reportable sur les revenus globaux des 10 années suivantes dans la même limite annuelle de 25 000 €.

Lorsque l'immeuble est donné en location par l'usufruitier et que le revenu correspondant est imposé au nom de l'usufruitier dans la catégorie des revenus fonciers, le nu-proprétaire qui effectue des travaux de grosses réparations a le choix entre la déduction du revenu global et la déduction pour la détermination de ses propres revenus fonciers dans les conditions de droit commun.

Si le nu-proprétaire ne dispose pas de revenus fonciers, il peut constater un déficit foncier imputable sur son revenu global dans la limite de droit commun de 10 700 €.

### À NOTER

Cette déduction du revenu global remplace le régime applicable jusqu'à l'imposition des revenus de 2008, qui permettait au nu-proprétaire d'imputer sans limitation sur ses autres revenus fonciers ou sur son revenu global le déficit foncier constitué par les dépenses de grosses réparations effectuées dans un immeuble reçu par succession ou donation entre parents jusqu'au 4<sup>e</sup> degré inclusivement.

③ Indiquez ligne 6CB le montant des dépenses payées en 2013.

④ Indiquez ligne 6HJ à 6HM la fraction des dépenses effectuées de 2009 à 2012 qui excédait le plafond de 25 000 €, ainsi que celle qui n'a pu être imputée de 2009 à 2012 faute d'un revenu global suffisant. Cette fraction reportable est indiquée sur les avis d'impôt sur le revenu de 2009 à 2012.

Figure 7. Déclaration n° 2042 C.

## 6 | CHARGES ET IMPUTATIONS DIVERSES

Frais d'accueil sous votre toit de personnes de plus de 75 ans dans le besoin..... Nombre 6EV ② ..... Montant ... 6EU ①  
Nom et adresse des bénéficiaires

### Dépenses de grosses réparations effectuées par les nus-proprétaires

– Dépenses réalisées en 2013..... 6CB ③  
2009 2010 2011 2012  
– Report de dépenses des années antérieures..... 6HJ ④ 6HK 6HL 6HM



## DÉFICITS GLOBAUX DES ANNÉES ANTÉRIEURES

(CGI, art. 156 I et I bis et art. 150-0 D, 11; BOI-IR-BASE-10-20-10; PF 55)

### DÉTERMINATION DU DÉFICIT GLOBAL

Le déficit subi par un des membres du foyer fiscal dans une catégorie de revenus est compensé par des revenus de même nature, réalisés au cours de la même année par un autre membre du foyer fiscal.

Si cette compensation n'est pas possible en totalité ou en partie, le déficit ou le surplus de déficit est, sauf cas particuliers (voir ci-dessous), imputé sur les autres catégories de revenus, avant les charges déductibles du revenu global.

Si l'imputation totale ou partielle s'avère impossible par suite de l'absence ou de l'insuffisance de revenus d'autres catégories, vous pourrez reporter le déficit (ou le surplus de déficit) sur le revenu global des six années suivantes en l'inscrivant dans les cases 6FA à 6FL. Au-delà, le déficit qui n'a pas été imputé est définitivement perdu.

Lorsque le montant des charges déductibles du revenu global est supérieur au montant de ce revenu après imputation des déficits, le surplus de charges ne peut pas être reporté sur les années suivantes.

① Portez dans les cases 6FA à 6FL les déficits globaux qui n'ont pu être imputés sur les revenus des années antérieures (2007 à 2012). L'imputation des déficits s'effectue année par année, en commençant par les plus anciens.

### CAS PARTICULIERS

#### Déficits fonciers

Les déficits fonciers résultant de dépenses payées autres que les intérêts d'emprunt, sont imputables, sous certaines conditions, sur le revenu global à hauteur de 10 700 € (ou 15 300 € pour les immeubles sur lesquels est pratiquée la déduction au titre de l'amortissement "Périssol"). La partie du déficit qui excède 10 700 € (ou 15 300 €) ou qui résulte d'intérêts d'emprunts est imputable sur les revenus fonciers des dix années suivantes.

Pour les immeubles classés monuments historiques, situés dans un secteur sauvegardé ou possédés en nue-propriété, voir p. 297.

### Déficits agricoles

Ces déficits peuvent être imputés sur les autres revenus du foyer de la même année et des six années suivantes uniquement lorsque le total des revenus nets des autres catégories réalisés par l'ensemble des membres du foyer ne dépasse pas 107 075 € en 2013. Dans le cas contraire, les déficits agricoles sont imputables sur les revenus agricoles des six années suivantes.

### Déficits des activités commerciales non professionnelles

(à l'exclusion des locations meublées non professionnelles)

Ces déficits sont imputables sur les revenus retirés des activités commerciales non professionnelles, l'année de leur réalisation et les six années suivantes.

### Déficits des locations meublées non professionnelles

Depuis l'imposition des revenus de 2009, les déficits résultant de l'activité de location meublée non professionnelle sont imputables uniquement sur les revenus de location meublée non professionnelle de la même année et des dix années suivantes.

### Déficits des activités non commerciales non professionnelles

Les déficits des activités non commerciales à caractère non professionnel peuvent être imputés uniquement sur des bénéfices de même nature de la même année et des six années suivantes.

Cependant, lorsqu'un inventeur expose des frais pour prendre un brevet ou en assurer la maintenance, sans percevoir de produits imposables, ou lorsqu'il perçoit des produits inférieurs à ces frais, le déficit correspondant doit faire l'objet d'une 2035 et être reporté sur la 2042 CPRO, paragraphe "Revenus non commerciaux professionnels", lignes 5QE à 5SK. Ce déficit est déductible du revenu global de l'année de la prise du brevet et des neuf années suivantes.

### Pertes sur cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux

Les pertes sur cessions de valeurs mobilières et droits sociaux sont déductibles des gains de même nature réalisés la même année ou les dix années suivantes.

### Déficits provenant de valeurs et capitaux mobiliers

Les déficits RCM sont imputables uniquement sur les revenus de même nature réalisés au cours des six années suivantes.

Figure 8. Déclaration n° 2042 C.

6 I CHARGES ET IMPUTATIONS DIVERSES									
Sommes à ajouter au revenu imposable									6GH
Déficits globaux des années antérieures non encore déduits:									
2007	2008	2009	2010	2011	2012				
6FA	6FB	6FC	6FD	6FE	6FL				

# RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT DE LA 2042

DONS .....	169
COTISATIONS SYNDICALES .....	172
FRAIS DE SCOLARITÉ .....	173
FRAIS DE GARDE DES JEUNES ENFANTS .....	173
EMPLOI D'UN SALARIÉ À DOMICILE .....	174

DÉPENSES D'ACCUEIL DES PERSONNES DÉPENDANTES .....	177
PRIMES DE RENTE-SURVIE .....	178
INTÉRÊTS D'EMPRUNTS POUR L'ACQUISITION DE L'HABITATION PRINCIPALE .....	178

## Conditions générales

Les charges ouvrant droit à réduction ou à crédit d'impôt sont limitativement énumérées par la loi.

Elles ne doivent pas avoir déjà été déduites de vos revenus de différentes catégories examinés aux pages précédentes.

Vous devez déclarer dans chaque rubrique le montant effectivement versé, sans tenir compte du plafonnement éventuel ; les limitations seront effectuées automatiquement.

Depuis l'imposition des revenus de 2012, vous n'avez plus à joindre les justificatifs à votre déclaration de revenus. Conservez-les afin de pouvoir les produire, le cas échéant, à la demande de votre centre des finances publiques.

Les réductions et crédits d'impôt sont réservés aux personnes fiscalement domiciliées en France, à l'exception de la réduction d'impôt pour investissement locatif dans le secteur touristique, du crédit d'impôt pour dépenses de prévention des risques technologiques dans les logements donnés en location et du crédit d'impôt au titre des assurances pour loyers impayés qui sont accordés quel que soit le lieu du domicile du contribuable.

Toutefois les contribuables non-résidents sont assimilés, sous certaines conditions, à des personnes fiscalement domiciliées en France, au sens du droit interne, même s'ils restent soumis à une obligation fiscale limitée, au sens des conventions internationales, lorsqu'ils tirent de la France l'essentiel de leurs revenus imposables ("Non-résident Schumacker"). Si vous êtes dans cette situation vous pouvez bénéficier des réductions et crédits d'impôt qui sont en principe réservés aux personnes fiscalement domiciliées en France, toutes conditions étant par ailleurs remplies (voir BOI-IR-DOMIC-40).

## DONS À DES ORGANISMES D'AIDE AUX PERSONNES EN DIFFICULTÉ

(CGI, art. 200 ; BOI-IR-RICI-250-30 ; PF 100)

Il s'agit des versements à des associations situées en France qui assurent la fourniture gratuite de repas ou de soins médicaux ou qui favorisent le logement de personnes en difficulté, en France et à l'étranger.

### EXEMPLE

Missions d'aide aux personnes en difficulté assurées par les Restaurants du cœur, la Croix-Rouge, le Secours catholique, le Secours populaire...

1 Portez case 7UD les sommes versées en 2013, à des organismes d'aide aux personnes en difficulté. Vous bénéficierez d'une réduction d'impôt égale à **75 %** des versements retenus dans la limite de **521 €** (soit une réduction d'impôt maximale de 391 €).

Si vous avez versé plus de 521 €, la fraction des versements excédant 521 € (y compris, le cas échéant, les montants inscrits ligne 7VA de la 2042C<sup>1</sup>) sera automatiquement ajoutée au montant des dons versés à des organismes d'intérêt général ouvrant droit à la réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Ne joignez pas les reçus de dons à votre déclaration. Conservez-les pour les produire, le cas échéant, à la demande du centre des finances publiques.

Pour les versements à des organismes établis dans un État européen, voir page 196. Ces dons doivent être déclarés ligne 7VA de la 2042C<sup>1</sup>.

Figure 1. Déclaration n° 2042 K.

### 7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

#### Dons à des organismes établis en France

- Dons à des organismes d'aide aux personnes en difficulté (maximum 521 €) .....	7UD	1
- Dons et cotisations versés aux partis politiques .....	7UH	
- Autres dons (associations d'utilité publique, organismes d'intérêt général...) .....	7UF	

## DONS À DES ORGANISMES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ÉTABLIS EN FRANCE

(CGI, art. 200; BOI-IR-RICI-250; PF 100)

Un seul plafond global (**20 % du revenu imposable**)<sup>1</sup> et un taux de réduction unique (**66 %**) s'appliquent pour les versements (dons ou cotisations consentis sans contrepartie) ainsi que l'abandon de revenus ou de produits, effectués au profit de certains organismes.

### Organismes bénéficiaires

– Œuvres ou organismes d'intérêt général, qui présentent un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique<sup>2</sup> à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises qui ne fonctionnent pas au profit d'un cercle restreint de personnes, n'exercent pas d'activité lucrative et ont une gestion désintéressée;

#### EXEMPLES

Sont considérés comme ayant:

- un caractère philanthropique, les associations de prévoyance ayant pour but de venir en aide aux personnes dans le besoin, les comités chargés de recueillir les fonds pour les victimes d'un sinistre...;
- un caractère éducatif, les associations qui ont pour but de gérer des établissements scolaires ou de leur venir en aide<sup>3</sup>;
- un caractère scientifique, les organismes ayant pour but d'effectuer certaines recherches scientifiques ou médicales...;
- un caractère social ou familial, les œuvres ou organismes qui concourent à la protection de la santé publique sur le plan de la prophylaxie ou de la thérapeutique: hôpitaux et hospices publics, hôpitaux privés à but non lucratif, organismes de lutte contre le cancer, la tuberculose...

– associations ou fondations reconnues d'utilité publique, présentant les caractères énumérés ci-dessus;

#### EXEMPLES

Fondation de France, Croix-Rouge française, Secours catholique, Secours populaire, Fondation du patrimoine...

– fondations d'entreprises<sup>4</sup> qui réalisent une œuvre d'intérêt général à caractère philanthropique, éducatif, scientifique... pour les seuls dons et versements des salariés des entreprises fondatrices ou des entreprises du groupe;

– fondations universitaires ou partenariales;

– la Fondation du patrimoine ou autres fondations ou associations reconnues d'utilité publique et agréées, en vue de subventionner des travaux de conservation, de restauration ou d'accessibilité d'un monument historique privé, bâti ou non bâti;

1. Il s'agit du revenu (total des revenus catégoriels nets imposables et sommes à ajouter au revenu),

– diminué des déficits des années antérieures, de la CSG déductible et de toutes les charges, sans déduction des abattements spéciaux (personnes âgées ou invalides et enfants mariés rattachés);

– et majoré des revenus et gains taxés au barème selon le système du quotient (avant application du quotient).

2. Les dons peuvent être effectués par le biais de souscriptions ouvertes pour financer l'achat d'objets ou d'œuvres d'art destinés à rejoindre les collections d'un musée de France.

3. Les frais de scolarité ne sont pas retenus.

4. La fondation d'entreprise est une personne morale, à but non lucratif, créée en vue de la réalisation d'une œuvre d'intérêt général, par une société civile ou commerciale, un établissement public industriel et commercial, une coopérative, une institution de prévoyance ou une mutuelle.

– établissements d'enseignement supérieur ou artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif;

– organismes agréés ayant pour objet exclusif de participer à la création d'entreprises (sous forme d'un apport de financement);

– associations cultuelles ou de bienfaisance et des établissements publics des cultes reconnus d'Alsace-Moselle;

– organismes publics ou privés dont la gestion est désintéressée et qui ont pour activité principale la présentation au public d'œuvres dramatiques, lyriques, musicales, chorégraphiques, cinématographiques et de cirque ou l'organisation d'expositions d'art contemporain;

– fonds de dotation qui exercent une activité de même nature que celle des œuvres ou organismes d'intérêt général, ou fonds de dotation dont la gestion est désintéressée et qui reversent les revenus tirés de la capitalisation des dons reçus à l'un des organismes susvisés;

– mandataire financier ou association de financement électoral. Les sommes peuvent être versées par chèque, virement, prélèvement automatique ou carte bancaire, au profit:

#### • d'un parti ou groupement politique

Ces versements doivent être déclarés ligne 7UH.

Le montant des dons et cotisations versés aux partis politiques ouvrant droit à la réduction d'impôt est plafonné à 15 000 € par an et par foyer fiscal. Ce plafond est appliqué automatiquement au montant inscrit ligne 7UH.

En outre, les dons ne peuvent pas excéder 7 500 € par personne et par parti. À compter du 13.10.2013, le plafond de 7 500 € s'applique au montant annuel des dons consentis et des cotisations versées par chaque personne à un ou plusieurs partis.

#### • d'un ou de plusieurs candidats

Ces versements doivent être déclarés ligne 7UF.

Les dons consentis par une personne pour le financement de la campagne électorale d'un ou plusieurs candidats ne peuvent pas excéder 4 600 € pour les mêmes élections (ensemble des scrutins d'un même type):

- > pour les présidentielles, les législatives ou les régionales;
- > pour les municipales ou les cantonales dans les circonscriptions d'au moins 9 000 habitants;
- > pour l'élection des représentants français au parlement européen.

Pour les versements effectués à des organismes établis dans un État européen, voir page 196. Ces versements doivent être déclarés ligne 7VC de la 2042C<sup>1</sup>.

### Nature des versements

**Les dons et cotisations** n'ouvrent droit à la réduction d'impôt que lorsqu'ils sont consentis à titre gratuit, sans contrepartie directe ou indirecte au profit du donateur.

Sont notamment exclus les dons ou cotisations qui s'accompagnent de la remise d'objets matériels, de l'octroi d'avantages financiers ou commerciaux, du service d'une revue, de la mise à disposition d'équipements ou d'installations de manière exclusive ou préférentielle, de l'accès privilégié à des conseils, fichiers ou informations de toute nature.

Cependant, la remise de menus biens (insignes, timbres décoratifs, affiches, cartes de vœux...) et l'envoi de bulletins d'informa-

tion (lorsque l'édition et la diffusion de ces documents ne constituent pas, pour l'organisme, une activité lucrative) ne font pas obstacle à l'octroi de la réduction d'impôt.

Le don peut également être effectué sous la forme d'un **abandon exprès de revenus** ou de produits au profit d'un des organismes cités ci-dessus. Il s'agit notamment de la non-perception de loyers (mise à disposition gratuite de locaux avec un contrat de location), de l'abandon de droits d'auteur ou de produits de placements solidaires ou caritatifs (produits attachés aux parts ou actions d'OPCVM ou de fonds de partage caritatifs).

Ces revenus (revenus fonciers, revenus de capitaux mobiliers) sont imposables à l'impôt sur le revenu, dans les conditions de droit commun, même s'ils ne sont pas effectivement perçus.

Vous pouvez également bénéficier de la réduction d'impôt au titre des **frais que vous avez personnellement engagés** dans le cadre de votre activité bénévole et dont vous avez expressément renoncé à demander le remboursement à l'organisme. Ces frais doivent correspondre à des dépenses engagées en vue strictement de la réalisation de l'objet d'une œuvre ou d'un organisme d'intérêt général et en l'absence de toute contrepartie. Vous devez disposer d'un document indiquant précisément l'objet de la dépense ou du déplacement (billets de train, factures correspondant à l'achat de biens acquittés pour le compte de l'association, détail du nombre de kilomètres parcourus avec votre véhicule personnel, notes de carburant...).

Si vous utilisez un véhicule dont vous êtes personnellement propriétaire, vous pouvez, à titre de règle pratique, évaluer les frais engagés en appliquant au nombre de kilomètres parcourus les coûts forfaitaires suivants : 0,306 € pour un véhicule automobile et 0,119 € pour un vélomoteur, un scooter ou une moto. Ce barème s'applique quels que soient la puissance du véhicule, le type de carburant utilisé et le kilométrage parcouru.

Vous devez renoncer expressément au remboursement des frais engagés ; cette renonciation peut prendre la forme d'une mention explicite apposée sur la note de frais que l'association conserve. L'organisme bénéficiaire doit constater dans ses comptes l'abandon des frais et établir un justificatif (voir modèle page 369).

#### PRÉCISIONS

- Les dons consentis au profit de l'État ou de collectivités territoriales par exemple, afin de venir en aide aux victimes d'une catastrophe naturelle ou industrielle peuvent ouvrir droit à réduction d'impôt. La collectivité qui reçoit les dons peut délivrer les reçus prévus par l'article 200 du CGI lorsque les sommes versées sont réellement affectées au but social ou humanitaire annoncé et que les modalités de comptabilisation des sommes permettent de suivre leur affectation.
- Les versements effectués au profit d'associations d'élèves ou d'anciens élèves n'ouvrent pas droit à la réduction d'impôt.

L'objet de ces associations consiste principalement à créer des liens de solidarité entre leurs membres et à assurer la défense de leurs intérêts matériels et moraux. Cet objet n'entre pas dans l'une des catégories énumérées par l'article 200 du CGI.

Ces associations fonctionnent au profit d'un cercle restreint de personnes et ne revêtent donc pas un caractère d'intérêt général. En outre, les versements effectués par leurs membres sont généralement assortis de contreparties.

– Les mêmes versements ne peuvent pas ouvrir droit à la fois à la réduction d'impôt au titre des dons des particuliers et à celle prévue en faveur des dépenses de mécénat, pour les entreprises dont les résultats sont imposés dans la catégorie BA, BIC, BNC selon un régime réel (voir page 241).

En revanche, au titre de versements différents, un foyer fiscal peut bénéficier à la fois de la réduction d'impôt prévue pour les dons des particuliers, dans la limite de 20 % du revenu imposable, et de la réduction d'impôt pour dépenses de mécénat d'une entreprise, dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires.

### Calcul de la réduction d'impôt

Vous bénéficierez d'une réduction d'impôt égale à **66 %** du total des versements de 2013 (montant des dons inscrit ligne 7UF, montant des dons et cotisations versés aux partis politiques inscrit ligne 7UH, éventuellement plafonné à 15 000 €, et fraction des dons inscrits ligne 7UD excédant 521 €) et, le cas échéant, des reports des années antérieures, retenu dans la limite de **20 %** du revenu imposable du foyer.

Lorsque le montant des dons excède la limite de 20 % du revenu imposable, l'excédent est reporté sur les cinq années suivantes et ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions. En cas de nouveaux versements au titre des années suivantes, les excédents reportés ouvrent droit à la réduction d'impôt avant les versements de l'année. Les excédents les plus anciens sont retenus en priorité.

- 1 Portez ligne 7UF l'ensemble des versements effectués en 2013 au profit des œuvres d'utilité publique, des œuvres d'intérêt général et des candidats aux élections.

#### À NOTER

Lorsque le montant des dons versés aux organismes d'aide aux personnes en difficulté inscrit ligne 7UD excède la limite de 521 €, l'excédent est automatiquement ajouté aux sommes inscrites ligne 7UF pour le calcul de la réduction d'impôt.

- 2 Inscrivez ligne 7UH le montant des dons et cotisations aux partis politiques effectués par le foyer en 2013. Ce montant est limité à 15 000 € pour le calcul de la réduction d'impôt. La fraction des versements qui excède 15 000 € n'est pas reportable sur les années suivantes.

- 3 Indiquez cases 7XS à 7XY le montant des dons effectués de 2008

Figure 2. Déclaration n° 2042 K.

7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT											
Dons à des organismes établis en France											
– Dons à des organismes d'aide aux personnes en difficulté (maximum 521 €) .....								7UD	<input type="text"/>		
– Dons et cotisations versés aux partis politiques .....								7UH	<input type="text"/>		
– Autres dons (associations d'utilité publique, organismes d'intérêt général...) .....								7UF	<input type="text"/>		
		2008	2009	2010	2011	2012					
– Report années antérieures .....		7XS	<input type="text"/>	7XT	<input type="text"/>	7XU	<input type="text"/>	7XW	<input type="text"/>	7XY	<input type="text"/>

à 2012 qui excédaient la limite de 20 % du revenu imposable. Le montant à reporter est indiqué sur votre avis d'impôt sur le revenu de 2012.

#### EXEMPLE

Vous avez un revenu imposable de 40 000 €.

En 2013, vous avez effectué des dons auprès de divers organismes :

- 2 600 € à une association scientifique d'intérêt général,
- 2 400 € à la Fondation de France (reconnue d'utilité publique),
- 3 000 € aux Restaurants du cœur (organisme venant en aide aux personnes en difficulté),
- 2 000 € à une association de financement d'un parti politique.

Vous bénéficiez d'un report de 1 000 € au titre des dons effectués en 2012, qui excédaient 20 % de votre revenu imposable de 2012.

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt au titre des dons aux œuvres, calculée de la manière suivante :

Le versement aux Restaurants du cœur ouvre droit à une réduction d'impôt qui se détermine en deux phases. Pour partie, une réduction d'impôt particulière, égale à 75 % des sommes versées dans la limite de 521 €, soit 391 €.

Pour le surplus 2 479 € (3 000 € - 521 €), le calcul de la réduction d'impôt est effectué selon le régime de droit commun.

Pour le report des dons de l'année 2012 (1 000 €), les dons à une œuvre d'intérêt général (2 600 €), à une œuvre d'utilité publique (2 400 €), le surplus du don aux Restaurants du cœur (2 479 €) et le don à un parti politique (2 000 €), soit au total 10 479 €, la réduction d'impôt est calculée sur les versements retenus dans la limite de 20 % de votre revenu imposable, soit 40 000 € x 20 % = 8 000 €.

La réduction d'impôt est égale à 8 000 € x 66 % = 5 280 €.

Au titre de l'ensemble des dons, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt globale de : 391 € + 5 280 € = 5 671 €.

Le report des dons de 2012 est retenu en priorité pour le calcul de la réduction d'impôt. Ce report est totalement utilisé au titre de l'imposition des revenus de 2013.

Les dons effectués en 2013 sont retenus à hauteur de 7 000 € pour le calcul de la réduction (20 % du revenu imposable de 2013 - report des dons de 2012).

L'excédent des dons de 2013 reportable sur les 5 années suivantes (revenus de 2014 à 2018) s'élève à 9 479 € - 7 000 € = 2 479 €.

## Pièces justificatives

Pour tous les dons (versements, abandon de revenus ou frais engagés au profit de l'association) dont vous demandez la prise en compte, quels que soient leur montant et l'organisme bénéficiaire, vous devez disposer des reçus attestant des sommes versées et conformes au modèle officiel fixé par arrêté du 26.6.2008 (JO du 28 juin 2008 ; BOI-ANX-000047, voir page 369). Vous les produirez, le cas échéant, à la demande de votre centre des finances publiques.

Pour le financement des élections et des partis politiques un reçu spécifique doit vous être délivré quel que soit le montant du don. Ce reçu doit mentionner :

- le montant et la date du versement ;
- l'identité et l'adresse du donateur ;
- les modalités de paiement : carte bancaire, virement, prélèvement automatique, chèque ou espèces (mais les paiements en espèces n'ouvrent pas droit à la réduction d'impôt) ;
- le nom et l'adresse du mandataire du bénéficiaire du don lorsque le don est supérieur à 3 000 € ;
- la signature du donateur.

## COTISATIONS SYNDICALES DES SALARIÉS ET PENSIONNÉS

(CGI, art. 199 quater C ; BOI-IR-RICI-20 ; PF 101)

Depuis l'imposition des revenus de 2012, les cotisations syndicales ouvrent droit à un crédit d'impôt égal à 66 % de leur montant. Au titre des années antérieures, les cotisations syndicales ouvraient droit à une réduction d'impôt.

Il s'agit de sommes versées à un syndicat professionnel :

- doté de la personnalité civile ;
- assurant la défense de salariés ou de fonctionnaires ;
- représentatif.

Peuvent en bénéficier :

- l'ensemble des salariés du secteur privé et du secteur public ;
- les fonctionnaires ;
- les retraités qui adhèrent ou continuent d'adhérer à un syndicat représentatif de salariés ou de fonctionnaires ;
- les salariés involontairement privés d'emploi, qui perçoivent des allocations chômage imposables comme revenus de remplacement selon les règles de droit commun des traitements et salaires.

Inscrivez case 7AC, 7AE ou 7AG le total des cotisations versées en 2013.

Le crédit d'impôt est égal à **66 %** du total des cotisations versées.

Toutefois, ce montant ne peut excéder **1 %** du montant des traitements, salaires, avantages en nature ou en argent, pensions, rentes viagères à titre gratuit payés à l'adhérent, diminué des cotisations sociales déductibles.

Si vous avez demandé la déduction des frais réels de vos salaires, vous pouvez inclure les cotisations syndicales dans les frais ; vous ne pouvez donc pas bénéficier du crédit d'impôt.

#### À NOTER

Ne joignez pas à votre déclaration le reçu délivré par votre syndicat. Conservez-le. Vous le produirez, le cas échéant, à la demande de votre centre des finances publiques.

#### EXEMPLE

Vous avez perçu, en 2013, 27 000 € de salaire net imposable, avant déduction de 10 %, et vous avez payé 300 € de cotisations syndicales. Celles-ci ne seront retenues que dans la limite de 270 € (1 % de 27 000 €). Le crédit d'impôt est de 270 € x 66 % = 177 €.

## ENFANTS À CHARGE POURSUIVANT LEURS ÉTUDES

(CGI, art. 199 quater F; BOI-IR-RICI-30; PF 100-25)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous avez votre domicile fiscal en France et si vos enfants à charge poursuivent des études secondaires ou supérieures dans un établissement public ou privé durant l'année scolaire en cours au 31.12.2013.

Les enfants concernés sont :

- vos enfants âgés de moins de 18 ans ou infirmes ;
- sous les mêmes conditions, les enfants que vous avez recueillis à votre propre foyer et dont vous avez la charge effective et exclusive ;
- vos enfants majeurs célibataires, mariés, pacsés ou chargés de famille, qui ont demandé à être rattachés à votre foyer fiscal pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

### À NOTER

Les enfants qui ne font plus partie de votre foyer fiscal au 31 décembre de l'année d'imposition n'entrent pas dans le champ d'application de la réduction d'impôt, même s'ils poursuivent des études et même si vous leur versez une pension alimentaire.

De même, les enfants qui atteignent l'âge de 18 ans au cours de l'année d'imposition n'ouvrent droit à la réduction d'impôt que s'ils sont rattachés à votre foyer.

L'enseignement doit présenter les caractéristiques suivantes :

- être organisé en un ou plusieurs cycles annuels, conduisant à la délivrance d'un diplôme (formation générale, technologique, professionnelle ou universitaire à l'exclusion des stages de qualification de la formation continue) ;
- être assuré collectivement à plein temps dans un établissement (avec, le cas échéant, formation alternée en milieu professionnel)<sup>5</sup>.

Les élèves ne doivent pas, dans le cadre de leur formation :

- être liés par un contrat de travail et être engagés pendant et à la fin de leurs études ;
- être rémunérés<sup>6</sup>.

**1** Indiquez cases 7EA, 7EC, 7EF le nombre d'enfants mineurs à votre charge exclusive ou principale et d'enfants majeurs rattachés poursuivant des études.

**2** Si vous avez à votre charge des enfants en résidence alternée, indiquez leur nombre cases 7EB, 7ED, 7EG.

Le montant de la réduction d'impôt accordée dans ce cas est divisé par deux.

Le montant de la réduction d'impôt est fixé à :

- **61€** par enfant poursuivant des études secondaires du premier cycle (classes intégrées dans des collèges<sup>7</sup>) ;
- **153€** par enfant poursuivant des études secondaires du second cycle (lycée d'enseignement général ou technologique ou lycée professionnel) ;
- **183€** par enfant suivant une formation d'enseignement supérieur.

### À NOTER

En cas de décès d'un des conjoints en cours d'année, la réduction d'impôt bénéficie au conjoint survivant (qui compte l'enfant à charge au 31 décembre).

## FRAIS DE GARDE DES JEUNES ENFANTS

(CGI, art. 200 quater B; BOI-IR-RICI-300; PF 116)

Si vous êtes fiscalement domicilié en France, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt égal à **50%** des dépenses que vous engagez pour la garde de vos enfants à charge âgés de moins de 6 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année des revenus.

Pour l'imposition des revenus de 2013, il s'agit des enfants nés après le 31.12.2006.

Aucune condition relative à l'exercice d'une activité professionnelle par le ou les parents des enfants pour lesquels les frais de garde sont engagés, n'est imposée.

Les frais de garde sont retenus dans la limite de **2300€** par enfant (1150€ par enfant en résidence alternée).

Il s'agit des sommes versées :

- à une assistante maternelle titulaire de l'agrément défini aux articles L.421-3 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;
- à un établissement de garde répondant aux conditions prévues à l'article L.2324-1 du Code de la santé publique (crèche, garderie, halte-garderie, centre de loisirs sans hébergement et garderie scolaire) ;

Figure 3. Déclaration n° 2042 K.

### 7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

#### Nombre d'enfants poursuivant leurs études

	COLLÈGE	LYCÉE	ENS. SUPÉRIEUR
– Enfants à charge	7EA <b>1</b>	7EC	7EF
– Enfants à charge en résidence alternée	7EB <b>2</b>	7ED	7EG

#### Frais de garde des enfants de moins de 6 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2013

	1 <sup>ER</sup> ENFANT	2 <sup>E</sup> ENFANT	3 <sup>E</sup> ENFANT
– Enfants à charge	7GA	7GB	7GC

5. Sont exclus du bénéfice de cette réduction d'impôt les enfants en apprentissage, en congé formation, en contrat d'études avec leur employeur ou qui suivent des cours par correspondance, sauf lorsque ces cours sont suivis par l'intermédiaire du centre national d'enseignement à distance (CNED) et en formation initiale.

6. Sont admis les élèves qui ont perçu des indemnités au cours d'un stage effectué en complément obligatoire d'une formation initiale, secondaire ou supérieure.

7. Cette définition englobe notamment les élèves inscrits dans les classes préparatoires à l'apprentissage (CPA), ainsi que les jeunes qui suivent, sous statut scolaire, la même formation dans les CPA intégrées aux centres de formation d'apprentis.



– à des personnes ou établissements établis dans un autre État membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, en Suisse ou à Monaco, à condition qu'ils soient soumis à une réglementation équivalente à celle exigée pour les gardes effectuées en France.

Ces dépenses correspondent à une **garde à l'extérieur** de votre domicile (pour la garde des enfants au domicile, voir ci-après).

❶ Indiquez cases 7GA, 7GB, 7GC les frais de garde engagés pour chacun des enfants de moins de 6 ans à votre charge exclusive ou principale. Ils seront retenus dans la limite de 2 300 € par enfant.

❷ Indiquez cases 7GE, 7GF, 7GG les frais de garde engagés pour chacun des enfants de moins de 6 ans en résidence alternée. Ils seront retenus dans la limite de 1 150 € par enfant.

Inscrivez le salaire net versé à l'assistante maternelle agréée, majoré des cotisations sociales que vous avez acquittées, ou les sommes versées à l'établissement de garde en 2013.

Les frais de nourriture et les suppléments exceptionnels liés notamment à des activités extérieures que vous acquittez sont exclus de la base de calcul du crédit d'impôt.

Toutefois, l'indemnité d'entretien (destinée à couvrir les frais d'achat de jeux et matériels d'éveil, d'entretien du matériel utilisé, la part de consommation d'eau, d'électricité, de chauffage...) est retenue dans la base de calcul du crédit d'impôt, pour un montant fixé forfaitairement à 2,65 € par journée d'accueil.

Les aides perçues au titre de la garde des enfants, notamment le complément de libre choix du mode de garde (qui constitue l'une des aides versées dans le cadre de la prestation d'accueil du jeune enfant) et l'aide versée par le comité d'entreprise ou l'entreprise (exonérée d'impôt sur le revenu dans la limite de 1 830 €) doivent être déduites de la base de calcul du crédit d'impôt.

#### À NOTER

Les grands-parents qui assument la charge du ou des enfant(s) de leur propre enfant majeur rattaché à leur foyer fiscal peuvent bénéficier du crédit d'impôt au titre des frais de garde qu'ils ont engagés pour ce petit-enfant ou ces petits-enfants.

## EMPLOI À DOMICILE

(CGI, art. 199 sexdecies; BOI-IR-RICI-150; PF 100-17)

Si vous êtes fiscalement domicilié en France, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt ou d'un crédit d'impôt si vous engagez des dépenses au titre de services à la personne qui vous sont rendus à votre résidence située en France.

La personne qui réalise les services peut être employée à votre résidence principale ou secondaire ou à la résidence de l'un de vos ascendants remplissant les conditions pour bénéficier de l'allocation personnalisée d'autonomie.

### Calcul de l'avantage fiscal

Les sommes versées au titre de l'emploi à domicile ouvrent droit à un avantage fiscal qui prend la forme :

– d'un **crédit d'impôt** pour les personnes qui exercent une activité professionnelle ou qui sont inscrites comme demandeur d'emploi pendant au moins 3 mois au cours de l'année du paiement des dépenses. Dans un couple marié ou pacsé, les deux conjoints doivent remplir l'une ou l'autre de ces conditions;

– d'une **réduction d'impôt** pour les personnes qui ne remplissent pas ces conditions ou lorsque l'emploi est exercé à la résidence d'un ascendant, susceptible de bénéficier de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

#### À NOTER

- Le crédit d'impôt est également accordé à un couple marié ou pacsé dont l'un des conjoints exerce une activité professionnelle ou est inscrit comme demandeur d'emploi et dont l'autre conjoint :
  - poursuit des études supérieures ou est en congé individuel de formation;
  - ou est atteint d'un handicap (titulaire d'une pension d'invalidité de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie, titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article L 241-3 du code de l'action sociale et des familles, titulaire de l'allocation aux adultes handicapés) ou atteint d'une maladie comportant un traitement prolongé et une thérapie particulièrement coûteuse;
  - ou travaille dans l'entreprise de son conjoint exploitant individuel sans déclarer de revenu professionnel.
- Aucune condition liée au montant du revenu professionnel ou à la durée d'activité n'est prévue pour les personnes qui exercent une activité professionnelle au cours de l'année du paiement des dépenses.

Le crédit et la réduction d'impôt sont égaux à **50 %** des dépenses retenues dans la limite de :

- **12 000 € majorée de 1 500 € :**
  - par enfant à charge ou rattaché (le montant de la majoration est divisé par deux pour les enfants en résidence alternée);
  - par membre du foyer âgé de plus de 65 ans;
  - et, uniquement pour le calcul de la réduction d'impôt, par ascendant âgé de plus de 65 ans, remplissant les conditions pour béné-

Figure 4. Déclaration n° 2042 K.

7   RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT			
Frais de garde des enfants de moins de 6 ans au 1 <sup>er</sup> janvier 2013			
	1 <sup>ER</sup> ENFANT	2 <sup>E</sup> ENFANT	3 <sup>E</sup> ENFANT
– Enfants à charge .....	7GA ❶	7GB	7GC
– Enfants à charge en résidence alternée .....	7GE ❷	7GF	7GG

Nom et adresse des bénéficiaires



ficier de l'APA lorsque les dépenses sont engagées à son domicile. La limite ainsi majorée ne peut pas excéder **15 000 €**.

Le plafond de 12 000 € est porté à **15 000 €** pour la première année au titre de laquelle le contribuable demande à bénéficier de l'avantage fiscal pour l'emploi direct d'un salarié à domicile.

Dans ce cas, le contribuable rémunère directement (par chèque, chèque emploi service universel ...) le salarié qui rend les services à domicile et acquitte les cotisations sociales le concernant.

Ce plafond majoré peut s'appliquer même si le contribuable a déjà bénéficié de l'avantage fiscal au cours d'une année antérieure au titre des sommes versées à une association, une entreprise ou un organisme agréé ou à un organisme à but non lucratif habilité au titre de l'aide sociale ou conventionné par un organisme de sécurité sociale (voir ci-après).

En cas de décès de l'un des conjoints en cours d'année, le plafond majoré s'applique à la fois pour l'imposition du couple et pour celle du conjoint survivant.

La limite de 15 000 € est majorée de 1 500 € selon la composition du foyer, dans les mêmes conditions que la limite de 12 000 €. Dans ce cas, le plafond de dépenses ne peut pas excéder **18 000 €**.

– **20 000 €** lorsqu'un des membres du foyer est titulaire de la carte d'invalidité, perçoit une pension d'invalidité de troisième catégorie ou le complément d'allocation d'éducation spéciale de l'enfant handicapé. Aucune majoration ne peut être appliquée à la limite de 20 000 €.

#### À NOTER

Lorsque vous engagez à la fois des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt et des dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt, les dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt sont retenues en priorité pour l'application du plafond.

### Activités de services éligibles

Il s'agit des activités de services à la personne à domicile visées par les articles L 7231-1, D 7231-1 et D 7233-5 du code du travail :

- entretien de la maison et travaux ménagers ;
- petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage (voir toutefois " À noter " ci-après) ;
- travaux de petit bricolage dits "homme toutes mains" (voir toutefois " À noter " ci-après) ;
- garde d'enfant à domicile ;
- soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- livraison de repas à domicile, à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- collecte et livraison à domicile de linge repassé, à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- assistance aux personnes handicapées, y compris les activités

d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement, à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- accompagnement des enfants et des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante), à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- livraison de courses à domicile, à condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- assistance informatique et internet à domicile (voir toutefois "À noter" ci-après) ;
- soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- assistance administrative à domicile ;
- activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services éligibles.

#### À NOTER

Certaines prestations ouvrent droit à l'avantage fiscal dans des limites spécifiques fixées par l'article D 7233-5 du code du travail :

- 500 € par an pour les travaux de petit bricolage dits "homme toutes mains", la durée d'une intervention ne devant, en outre, pas excéder deux heures ;
- 3 000 € par an pour les dépenses d'assistance informatique et internet à domicile ;
- 5 000 € par an pour les petits travaux de jardinage.

Ces plafonds s'appliquent aux dépenses payées à compter du 1.1.2013 (BOI-IR-RICI-150-20 n° 120).

## Versements éligibles

Les sommes ouvrant droit à l'avantage fiscal peuvent être versées – **directement à un salarié** qui rend des services définis aux articles L 7231-1, D 7231-1 et D 7233-5 du code du travail ;

### À NOTER

Les prestations rendues par les jeunes gens placés au pair, qui ne sont pas liés à la famille d'accueil par un contrat de travail mais par un simple accord de placement au pair, n'ouvrent pas droit à l'avantage fiscal.

– à un organisme ( entreprise, association ou autre organisme public ou privé) qui rend des services à la personne définis aux articles L 7231-1, D 7231-1 et D 7233-5 du code du travail et qui a déclaré son activité en application de l'article L.7232-1-1 du même code. Cette déclaration effectuée auprès de la DIRECCTE est indispensable pour que les prestations ouvrent droit à l'avantage fiscal. En outre, l'entreprise individuelle ou la personne morale déclarée doit communiquer à ses clients une attestation fiscale annuelle à cet effet.

Par ailleurs, l'exercice de certaines activités de services à la personne est soumis à l'agrément prévu par l'article L.7232-1 du code du travail : garde d'enfants de moins de trois ans, assistance aux personnes âgées ou handicapées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité.

Les procédures de déclaration et d'agrément des organismes de services à la personne sont commentées dans la circulaire du 26.4.2012 publiée au Bulletin officiel du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (n° 45 - mars-avril 2012 - pages 77 à 120) ;

– à un organisme à but non lucratif habilité au titre de l'aide sociale ou conventionné par un organisme de sécurité sociale :

- centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS ou CIAS) à l'exception de ceux qui sont soumis à l'obtention d'un agrément ;
- associations d'aide à domicile agissant dans le cadre d'une convention avec un département ou un organisme de sécurité sociale. Seules les prestations entrant dans le cadre de ce conventionnement ouvrent droit à l'avantage fiscal, sauf si l'association requiert l'agrément ou la déclaration prévue pour les associations de services aux personnes ;
- sous certaines conditions, les organismes assimilés tels que les établissements ou services d'aide par le travail (ESAT) ou les entreprises adaptées.

Le montant des aides versées par des organismes publics ou privés pour aider à l'emploi à domicile est exclu de la base de calcul de l'avantage fiscal. Doivent notamment être déduites du montant des dépenses payées déclarées lignes 7DB, 7DF ou 7DD :

- les allocations attribuées en vue d'aider les personnes à financer une aide à domicile, notamment l'allocation personnalisée d'autonomie (APA),
- les aides perçues au titre de la garde des enfants, notamment le complément de libre choix du mode de garde qui constitue l'une des aides versées dans le cadre de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE),
- l'aide financière au titre des services à la personne versée par le comité d'entreprise ou l'entreprise soit directement, soit au moyen du chèque emploi service universel (CESU), exonérée d'impôt sur le revenu dans la limite de 1830 €.

① Indiquez ligne 7DB, 7DF ou 7DD le montant des dépenses effectivement supportées dans l'année :

- en cas d'emploi direct d'un salarié : salaires nets et cotisations sociales salariales et patronales versés au cours de l'année, prise en charge des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail ainsi qu'éventuellement les frais de gestion facturés par un organisme déclaré au titre du placement du salarié ;
- en cas de recours à une association, une entreprise ou un organisme déclaré ou agréé : sommes facturées par le prestataire au titre des services éligibles à l'avantage fiscal.

② Indiquez ligne 7DL le nombre d'ascendants remplissant les conditions pour bénéficier de l'APA, âgés de plus de 65 ans, pour lesquels vous avez engagé des dépenses de services à la personne. Les dépenses seront retenues dans la limite du plafond de 12 000 € (ou de 15 000 €), majoré de 1 500 € par ascendant respectant ces conditions, sans pouvoir excéder 15 000 € (ou 18 000 €).

② Cochez la case 7DQ si en 2013 vous avez employé directement pour la première fois un salarié à votre domicile. Les dépenses seront retenues dans la limite du plafond de 15 000 € éventuellement majoré en fonction de la composition du foyer.

③ Cochez la case 7DG même si la carte d'invalidité demandée avant le 1.1.2014 n'est pas encore attribuée. Les dépenses seront retenues dans la limite de 20 000 €.

Figure 5. Déclaration n° 2042K, page 4.

## 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

Services à la personne. Sommes versées pour l'emploi à domicile :

• si en 2013 vous (et votre conjoint pour un couple marié ou pacsé) avez exercé une activité professionnelle ou avez été demandeur d'emploi .....	7DB	<input type="text"/>
• si en 2013 vous (ou votre conjoint pour un couple marié ou pacsé) étiez retraité ou sans activité et non demandeur d'emploi .....	7DF	<input type="text"/>
• si vous avez engagé les dépenses pour un ascendant bénéficiaire de l'APA .....	7DD	<input type="text"/>
– Nombre d'ascendants bénéficiaires de l'APA, âgés de plus de 65 ans, pour lesquels vous avez engagé des dépenses .....	7DL	<input type="text"/>
– Vous avez employé directement pour la première fois un salarié à domicile .....	7DQ	<input type="checkbox"/> COCHEZ
– Vous (ou votre conjoint ou une personne à votre charge) avez la carte d'invalidité d'au moins 80 % .....	7DG	<input type="checkbox"/> COCHEZ

Nom et adresse des bénéficiaires

## Pièces justificatives

Vous devez disposer des pièces suivantes que vous produirez, le cas échéant, à la demande de votre centre des finances publiques :

- si vous êtes employeur direct, l'attestation annuelle délivrée par l'URSSAF, la MSA, le centre national de traitement du CESU ou le centre national de la PAJEMPLOI.

Indiquez également le nom et l'adresse des salariés employés et les sommes versées à chacun d'eux ainsi que le montant des aides perçues pour l'emploi d'un salarié.

Vous devez par ailleurs conserver la lettre d'engagement, le contrat de travail ou les bulletins de salaires de vos employés ;

- si vous avez recours à un organisme prestataire, l'attestation annuelle établie par l'association ou l'entreprise ;
- si vous demandez à bénéficier de la réduction d'impôt pour emploi d'un salarié au domicile d'un ascendant susceptible de bénéficier de l'APA, la décision d'attribution de l'APA ou tout document équivalent attestant du respect des conditions requises (copie de l'attestation délivrée par le Conseil général justifiant que la personne remplit les conditions pour bénéficier de l'APA, par exemple). Vous devez également disposer de l'attestation annuelle délivrée au nom de l'ascendant par l'URSSAF, la MSA ou un organisme déclaré ou agréé.

Dans ce cas, vous ne pouvez pas déduire de pension alimentaire pour ce même ascendant.

Si l'ascendant percevant l'APA finance lui-même une partie des dépenses, il doit exclure de la base de calcul de sa réduction d'impôt, les dépenses payées grâce à l'APA et la participation de ses enfants au financement de l'emploi à domicile.

### À NOTER

- Vous ne pouvez pas bénéficier de l'avantage fiscal lorsque la personne salariée est un membre de votre foyer fiscal.
- Les indemnités de licenciement éventuellement versées au salarié n'ouvrent pas droit à l'avantage fiscal. Elles réparent un dommage mais ne rémunèrent pas l'activité.
- Le bénéfice de cette réduction ou de ce crédit d'impôt peut être cumulé avec l'avantage prévu :
  - au titre des dépenses liées à la dépendance ;
  - au titre des frais de garde des jeunes enfants à l'extérieur du domicile.

## DÉPENSES D'ACCUEIL DANS UN ÉTABLISSEMENT POUR PERSONNES DÉPENDANTES

(CGI, art. 199 quinquies ; BOI-IR-RICI-140 ; PF 100-14)

Quel que soit votre âge, vous pouvez bénéficier de la réduction d'impôt au titre des dépenses liées à la dépendance et des frais d'hébergement si vous avez votre domicile fiscal en France et si vous êtes accueilli dans un établissement ou service assurant l'hébergement des personnes dépendantes, dans une section de soins de longue durée d'un établissement de santé ou dans un établissement ayant pour objet de fournir des prestations de nature et de qualité comparables et situé dans un autre État membre de la Communauté européenne ou dans un autre État partie à l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

La réduction d'impôt est égale à **25 %** des dépenses retenues dans la limite annuelle de **10 000 € par personne hébergée**.

Les établissements précités pratiquent une tarification ternaire distinguant les frais d'hébergement, les frais de soins et les frais liés à la dépendance. Les dépenses de soins sont exclues de la base de calcul de la réduction d'impôt.

Seules les personnes qui supportent des dépenses de dépendance peuvent bénéficier de la réduction d'impôt. Aucune condition d'âge de la personne hébergée n'est exigée pour l'application de la réduction d'impôt.

Les dépenses qui ouvrent droit à la réduction d'impôt sont les dépenses effectivement supportées, c'est-à-dire après déduction du montant des allocations ou des aides versées au titre des dépenses de dépendance ou d'hébergement, en tiers payant à l'établissement ou directement à la personne bénéficiaire. Il en est ainsi, notamment, de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), de l'aide sociale du département ou de l'allocation logement.

- 1 Indiquez lignes 7CD et 7CE le montant des dépenses de dépendance et des frais d'hébergement payés en 2013 par chaque personne hébergée, après déduction éventuelle du montant des aides (APA par exemple).

### À NOTER

Si vous êtes hébergé dans un établissement pour personnes dépendantes alors que votre conjoint (ou partenaire d'un Pacs) utilise les services d'un salarié à domicile, vous pouvez bénéficier des deux avantages fiscaux à hauteur de leurs limites respectives.

Figure 6. Déclaration n° 2042K, page 4.

## 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

	1 <sup>RE</sup> PERSONNE	2 <sup>E</sup> PERSONNE
Dépenses d'accueil dans un établissement pour personnes dépendantes	7CD <input type="text"/>	7CE <input type="text"/>

## PRIMES DES CONTRATS DE RENTE-SURVIE ET D'ÉPARGNE-HANDICAP

(CGI, art. 199 septies; BOI-IR-RICI-40; PF 102)

Si vous êtes fiscalement domicilié en France, les primes que vous versez au titre des contrats de rente-survie et d'épargne-handicap ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à **25 %** de leur montant.

Toutefois, la base de calcul de la réduction est limitée à **1 525 €** plus **300 €** par enfant à charge (ou 150 € par enfant en résidence alternée).

En cas de souscription à la fois à des contrats d'épargne-handicap et à des contrats de rentes-survie, cette limite s'applique à l'ensemble des contrats conclus.

Il s'agit des primes relatives à des contrats :

– **de rente-survie** qui garantissent, au décès de l'assuré, le versement d'un capital ou d'une rente viagère à un enfant ou à tout autre parent en ligne directe (ascendant, descendant) ou en ligne collatérale, jusqu'au troisième degré, de l'assuré (frère, oncle, neveu par exemple) ou à une personne comptée à charge, lorsque le bénéficiaire est atteint d'une infirmité qui l'empêche soit de travailler dans des conditions normales de rentabilité, soit, s'il est âgé de moins de 18 ans, d'acquies une instruction ou une formation professionnelle d'un niveau normal ;

– **ou d'épargne-handicap** qui garantissent le versement d'un capital, ou d'une rente viagère à un assuré atteint, lors de la conclusion du contrat, d'une infirmité qui l'empêche de travailler dans des conditions normales de rentabilité. Le contrat doit être d'une durée effective au moins égale à 6 ans.

Portez ligne 7GZ le montant total des primes versées au titre des contrats de rentes survie et d'épargne handicap.

### À NOTER

S'agissant des contrats d'épargne handicap, les réductions d'impôt obtenues seront remises en cause en cas de résiliation du contrat avant l'expiration du délai minimum de six ans.

## INTÉRÊTS DES PRÊTS CONTRACTÉS POUR L'ACQUISITION DE L'HABITATION PRINCIPALE

(CGI, art. 200 quaterdecies; BOI-IR-RICI-350)

Si vous êtes fiscalement domicilié en France, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition ou la construction de votre habitation principale lorsque l'acquisition a été réalisée à compter du 6.5.2007 ou lorsque la construction a débuté à compter de cette date.

Pour l'appréciation de l'entrée en vigueur du crédit d'impôt :

- la date d'acquisition d'un logement achevé ou d'un logement en l'état futur d'achèvement (VEFA) s'entend de la signature de l'acte authentique d'achat ;
- la date du début de la construction d'un logement s'entend de celle du dépôt du document d'urbanisme préalable au début des travaux, c'est-à-dire de la déclaration d'ouverture de chantier prévue à l'article R.424-16 du code l'urbanisme.

Pour les opérations réalisées en 2011, le crédit d'impôt s'applique uniquement sous réserve :

- que toutes les offres de prêts concourant à leur financement aient été émises avant le 1.1.2011 ;
- et que l'acquisition du logement achevé ou en l'état futur d'achèvement intervienne au plus tard le 30.9.2011 ou, pour les opérations de construction, que la déclaration d'ouverture de chantier intervienne au plus tard à cette même date.

Le crédit d'impôt est supprimé pour les opérations réalisées à compter du 1.10.2011.

Selon la nature du logement, le crédit d'impôt est accordé selon les modalités indiquées dans le tableau 1.

Tableau 1. Modalités d'application du crédit d'impôt.

ANNÉE DE RÉALISATION DE L'INVESTISSEMENT	2007	2008	2009	2010	2011 <sup>1</sup>
Logement ancien <sup>2</sup>					
Nombre d'annuités <sup>3</sup> éligibles	5	5	5	5	5
Taux applicable aux intérêts de la première annuité	40 %	40 %	40 %	40 %	40 %
Taux applicable aux intérêts des annuités suivantes	20 %	20 %	20 %	20 %	20 %
Logement neuf <sup>4</sup> non-BBC					
Nombre d'annuités <sup>3</sup> éligibles	5	5	5	5	5
Taux applicable aux intérêts de la première annuité	40 %	40 %	40 %	30 %	25 %
Taux applicable aux intérêts des annuités suivantes	20 %	20 %	20 %	15 %	10 %
Logement neuf <sup>4</sup> BBC					
Nombre d'annuités <sup>3</sup> éligibles	5	5	7	7	7
Taux applicable aux intérêts de la première annuité	40 %	40 %	40 %	40 %	40 %
Taux applicable aux intérêts des annuités suivantes	20 %	20 %	40 %	40 %	40 %

1. Investissement réalisé du 1.1 au 30.9.2011 à condition que l'offre de prêt ait été émise avant le 1.1.2011.

2. Logement ancien, logement rendu habitable, local non affecté à usage d'habitation transformé en logement, logement acquis en l'état futur de rénovation.

3. Chaque annuité se compose de 12 mensualités consécutives.

4. Logement acquis neuf ou en l'état futur d'achèvement ou logement que le contribuable fait construire.

## Modalités d'application du crédit d'impôt communes à tous les logements

Quelle que soit la nature du logement, pour le calcul du crédit d'impôt, les intérêts sont retenus dans la limite annuelle de :

- **3 750 €** pour une personne seule ;
- **7 500 €** pour un couple soumis à imposition commune ;
- majorée de **500 €** par personne à charge. La majoration est divisée par deux pour les enfants en résidence alternée.

Ces limites sont portées respectivement à 7 500 € et à 15 000 € lorsqu'au moins l'un des membres du foyer (le contribuable, l'un des conjoints ou l'un des enfants ou des personnes à charge) est handicapé. La majoration du plafond est appliquée automatiquement lorsque l'une des cases P ou F est cochée ou lorsque l'une des cases G, R ou I est remplie.

Vous pouvez avoir acquis l'habitation principale directement ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés qui le met gratuitement à votre disposition.

Dans ce dernier cas, le crédit d'impôt est calculé :

- soit sur les intérêts payés par la société à proportion de la quote-part de vos droits dans la société ;
- soit sur les intérêts des emprunts que vous avez personnellement contractés pour faire votre apport à la société ou pour acquérir les actions ou parts représentatives du logement qui vous est attribué. L'acquisition par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés n'ouvre pas droit au crédit d'impôt si vous avez déjà été propriétaire du logement, directement ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés.

**1** Indiquez case 7VY (première annuité ; crédit d'impôt au taux de 40 %) ou case 7VZ (annuités suivantes ; crédit d'impôt au taux de 20 %) le montant des intérêts versés en 2013 afférents au remboursement des prêts contractés pour l'acquisition d'un logement ancien ou pour l'acquisition ou la construction d'un logement neuf BBC ou non-BBC avant le 1.1.2009 ou d'un logement neuf non-BBC en 2009.

**2** Indiquez case 7VW le montant des intérêts versés en 2013 afférents à la première annuité de remboursement des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction, du 1.1.2010 au 31.12.2010, d'un logement neuf non labellisé BBC mais respectant la réglementation thermique en vigueur.

Le crédit d'impôt sera calculé au taux de 30 %.

Indiquez case 7VU le montant des intérêts versés en 2013 afférents aux annuités suivantes. Le crédit d'impôt sera calculé au taux de 15 %.

**3** Indiquez case 7VU le montant des intérêts versés en 2013 afférents à la première annuité de remboursement des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction, du 1.1.2011 au 30.9.2011, d'un logement neuf non labellisé BBC mais respectant la réglementation thermique en vigueur, lorsque chacun des prêts concourant à l'acquisition ou à la construction a fait l'objet d'une offre émise avant le 1.1.2011.

Le crédit d'impôt sera calculé au taux de 25 % pour cette première annuité.

Indiquez case 7VT le montant des intérêts versés en 2013 afférents aux annuités suivantes. Le crédit d'impôt sera calculé au taux de 10 %.

**4** Indiquez case 7VX le montant des intérêts versés en 2013 au titre d'un emprunt contracté pour l'acquisition, à compter du 1.1.2009, d'un logement neuf labellisé BBC ou pour la construction d'un logement labellisé BBC ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier à compter du 1.1.2009.

Le crédit d'impôt sera calculé au taux de 40 % au titre des intérêts de 7 annuités.

Votre **habitation principale** peut être un logement ancien, un logement neuf ou en l'état futur d'achèvement, un logement que vous faites construire, un logement rendu habitable, un local non affecté à usage d'habitation transformé en logement, ou un logement acquis en état futur de rénovation. Il doit être affecté à l'habitation principale à la date du paiement des intérêts.

Vous devez prendre l'engagement d'affecter le logement à votre habitation principale au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit celle de la conclusion du contrat de prêt.

Toutefois, en cas d'acquisition d'un logement en l'état futur d'achèvement ou d'un logement que vous faites construire, vous pouvez choisir :

- soit de bénéficier du crédit d'impôt au titre des intérêts intercalaires versés avant l'achèvement du logement, dès l'année de mise à disposition partielle des fonds ;
- soit d'attendre l'année de livraison du logement pour commencer à bénéficier du crédit d'impôt. Le point de départ de la première annuité est alors fixé, à votre demande, à la date d'achèvement ou de livraison du logement. Cette demande résulte de la mention du montant des intérêts dans la déclaration de revenus de l'année au cours de laquelle intervient l'achèvement ou la livraison du logement. Le point de départ de la première annuité peut donc intervenir postérieurement au 30.9.2011.

En cas de mutation professionnelle, vous pouvez continuer à bénéficier du crédit d'impôt au titre des intérêts afférents à l'acquisition de votre ancienne habitation principale si vous ne donnez pas ce logement en location et si vous n'avez pas fait l'acquisition de votre nouvelle habitation principale.

Figure 7. Déclaration n° 2042 K.

7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT			
Intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale Offres de prêt émises avant le 1.1.2011			
– Logements anciens acquis du 6.5.2007 au 30.9.2011 et logements neufs acquis ou construits du 6.5.2007 au 31.12.2009 – Logements neufs non-BBC acquis ou construits du 1.1.2010 au 31.12.2010 – Logements neufs non-BBC acquis ou construits du 1.1.2011 au 30.9.2011 – Logements neufs BBC acquis ou construits du 1.1.2009 au 30.9.2011		PREMIÈRE ANNUITÉ	ANNUITÉS SUIVANTES
	7VY	1	7VZ 1
	7VW	2	7VV 2
	7VU	3	7VT 3
	7VX	4	

Le **prêt immobilier** défini à l'article L 312-2 du code de la consommation doit être contracté auprès d'un établissement financier situé en France ou dans un État membre de l'Espace économique européen (EEE) ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale (il s'agit des vingt-six États de l'Union européenne autres que la France, de l'Islande et de la Norvège).

Le crédit d'impôt ne s'applique pas aux intérêts des prêts affectés au remboursement d'autres crédits ou découverts en compte.

Toutefois les intérêts des emprunts souscrits pour se substituer à un prêt ouvrant droit au crédit d'impôt ouvrent droit au crédit d'impôt dans la limite des intérêts afférents au prêt initial et des annuités restant à courir jusqu'à la cinquième (ou la septième), décomptée en principe à partir de la mise à disposition des fonds empruntés dans le cadre du prêt initial.

Le prêt doit être contracté pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale. Il peut également être destiné à financer la transformation d'un immeuble en local à usage d'habitation, l'agrandissement de l'habitation principale, le paiement d'une soulte de partage en cas de succession ou de divorce ou l'acquisition d'une fraction indivise du logement qui constitue votre habitation principale.

#### À NOTER

Les prêts destinés à financer des travaux de rénovation de l'habitation principale dont vous êtes déjà propriétaire n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt.

Seuls les **intérêts** effectivement versés ouvrent droit au crédit d'impôt. Les frais d'emprunt et les cotisations d'assurance destinées à garantir le remboursement du prêt ne sont pas retenus dans la base de calcul.

Le point de départ de la première annuité est la date de mise à disposition des fonds par le prêteur.

Chaque annuité est ensuite déterminée de date à date à compter de celle-ci.

Pour les contrats de prêt conclus en cours d'année, six (ou huit pour les logements BBC) crédits d'impôt seront accordés, le premier et le dernier correspondant à une fraction d'annuité. Dans ce cas, le taux applicable à la première annuité d'intérêts sera appliqué au titre de deux années.

Si vous contractez successivement deux emprunts pour l'acquisition de votre habitation principale, dont un prêt-relais dans l'attente de la revente d'un autre bien immobilier, vous pouvez prendre en compte les intérêts versés au titre de l'ensemble des deux prêts successifs, dans la limite des 5 (ou 7 pour les logements BBC) premières annuités. Le point de départ de ces annuités est alors fixé à la date de mise à disposition des sommes au titre du premier prêt (prêt-relais).

#### EXEMPLE

Un contribuable célibataire sans enfant a souscrit en septembre 2010 un emprunt sur 15 ans pour l'acquisition d'un logement ancien destiné à devenir son habitation principale. Il a commencé à rembourser le prêt en octobre 2010.

Il bénéficie des crédits d'impôt suivants :

– 2010 :

intérêts afférents aux 3 mensualités de remboursement versées en 2010 : 996 €

plafond annuel applicable : 3 750 €

crédit d'impôt :  $996 \text{ €} \times 40 \% = 398 \text{ €}$

– 2011 :

intérêts versés en 2011 : 3 860 € dont :

• intérêts afférents aux 9 premières mensualités (qui constituent la fin de la première annuité) : 2 915 €

• intérêts afférents aux mensualités d'octobre à décembre 2011 : 945 €

Plafond annuel applicable : 3 750 €

Les intérêts ouvrant droit au crédit d'impôt de 40 % sont retenus en priorité :

• crédit d'impôt au titre de la 1<sup>ère</sup> annuité :  $2\,915 \text{ €} \times 40 \% = 1\,166 \text{ €}$

• crédit d'impôt au titre de la 2<sup>ème</sup> annuité : intérêts retenus :  $3\,750 \text{ €} - 2\,915 \text{ €} = 835 \text{ €}$

crédit d'impôt :  $835 \text{ €} \times 20 \% = 167 \text{ €}$

Total du crédit d'impôt :  $1\,166 \text{ €} + 167 \text{ €} = 1\,333 \text{ €}$

– 2012 :

intérêts versés en 2012 : 3 656 €

crédit d'impôt :  $3\,656 \text{ €} \times 20 \% = 731 \text{ €}$

– 2013 :

intérêts versés en 2013 : 3 444 €

crédit d'impôt :  $3\,444 \text{ €} \times 20 \% = 689 \text{ €}$

– 2014 :

intérêts versés en 2014 : 3 221 €

crédit d'impôt :  $3\,221 \text{ €} \times 20 \% = 644 \text{ €}$

– 2015 :

intérêts versés en 2015 : 3 024 € dont 2 265 € au titre des mensualités de janvier à septembre qui constituent la fin de la cinquième annuité de remboursement ;

crédit d'impôt :  $2\,265 \text{ €} \times 20 \% = 453 \text{ €}$

#### Logements anciens et logements neufs non labellisés BBC acquis avant le 1.1.2010

Ouvrent droit au crédit d'impôt au titre des 5 premières annuités, les prêts contractés pour :

- les logements anciens acquis du 6.5.2007 au 30.9.2011 (sous réserve que l'offre de prêt ait été émise avant le 1.1.2011) ;
- et les logements acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement ou que le contribuable fait construire du 6.5.2007 au 31.12.2009 (non labellisés BBC pour ceux acquis ou construits en 2009).

Le taux du crédit d'impôt est de :

- 40 % pour les intérêts de la première annuité (12 premières mensualités) ;
- 20 % pour les intérêts des 4 annuités suivantes.

Les logements neufs non labellisés BBC acquis ou construits à compter du 1.1.2010 ouvrent droit au crédit d'impôt à un taux réduit et uniquement lorsqu'ils répondent à certaines normes thermiques (voir ci-après).



## Logements neufs non labellisés BBC 2005

Pour ouvrir droit au crédit d'impôt, les logements acquis neufs qui ont fait l'objet d'une demande de permis de construire à compter du 1.1.2010 doivent respecter des normes thermiques et de performance énergétique exigées par la réglementation en vigueur à la date de dépôt de la demande de permis.

Pour les permis de construire déposés à compter du 1.1.2010, le contribuable peut justifier du respect de la réglementation thermique :

- soit par la production de la synthèse d'étude thermique standardisée RT2005 établie par le maître d'ouvrage au plus tard à la date d'achèvement des travaux ;
- soit par la production du certificat mentionnant l'attribution d'un des labels suivants : haute performance énergétique HPE 2005, très haute performance énergétique THPE 2005, haute performance énergétique énergies renouvelables HPE EnR 2005, très haute performance énergétique énergies renouvelables THPE EnR 2005.

Les logements ayant obtenu le label BBC 2005, plus exigeant, sont réputés satisfaire l'éco-conditionnalité et bénéficient d'un régime de crédit d'impôt plus favorable (*voir ci-après*).

Les logements situés dans les DOM ne sont concernés par l'éco-conditionnalité que lorsque la demande de permis de construire a été déposée à compter du 1.5.2010. Le respect de la réglementation thermique par ces logements peut être justifié par la production d'une attestation fournie par le maître d'ouvrage.

Les logements qui respectent l'éco-conditionnalité ouvrent droit au crédit d'impôt au titre des 5 premières annuités aux taux suivants.

- Logements acquis ou construits en 2010 :
  - 30 % pour les intérêts afférents à la première annuité ;
  - 15 % pour les intérêts afférents aux 4 annuités suivantes.
- Logements acquis ou construits du 1.1 au 30.9.2011 (sous réserve que l'offre de prêt ait été émise avant le 1.1.2011) :
  - 25 % pour les intérêts afférents à la première annuité ;
  - 10 % pour les intérêts afférents aux 4 annuités suivantes.

## Logements neufs ayant reçu le label BBC 2005

Le nombre d'annuités de remboursement pris en compte est porté de 5 à 7 annuités et le taux du crédit d'impôt est porté à 40 % sur toute la période pour les logements qui ont reçu le label "bâtiment basse consommation énergétique, BBC 2005".

Les logements concernés sont les logements acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement du 1.1.2009 au 30.9.2011 ainsi que les logements que le contribuable fait construire (et les locaux non affectés à usage d'habitation qui sont transformés en logement) ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier du 1.1.2009 au 30.9.2011, sous réserve que les offres de prêt aient été émises avant le 1.1.2011.

Le logement doit avoir reçu le label BBC au plus tard à la date d'acquisition pour les logements acquis neufs ou à la date d'achèvement pour les autres logements. Il est toutefois admis que la majoration s'applique lorsque des travaux permettant au logement d'obtenir le label "BBC 2005" sont réalisés et achevés dans

les douze mois qui suivent la date de signature de l'acte d'acquisition pour les logements acquis neufs ou la date d'achèvement pour les autres logements.

### À NOTER

- Si vous êtes titulaire d'un prêt à taux zéro (PTZ), ou d'un PTZ majoré en cas d'acquisition ou de construction d'un logement labellisé "BBC 2005", vous pouvez bénéficier du crédit d'impôt au titre des intérêts afférents à un emprunt complémentaire que vous avez contracté pour l'acquisition de votre habitation principale.
- Le crédit d'impôt ne peut pas s'appliquer lorsque vous bénéficiez de la réduction d'impôt prévue en faveur des investissements outre-mer au titre de l'acquisition de l'habitation principale.

## Pièces justificatives

À la demande de l'administration, vous devrez produire les documents attestant que vous remplissez les conditions prévues pour bénéficier du crédit d'impôt, notamment, l'acte d'acquisition du logement, les échéanciers de remboursement et tout document établissant que les intérêts versés concernent l'acquisition d'un logement affecté à votre habitation principale.

Si le prêt concerne un logement neuf, vous devez pouvoir produire en outre, selon le cas, l'attestation d'attribution du label BBC 2005 ou de l'un des labels HPE 2005, THPE 2005, HPE EnR 2005, THPE EnR 2005 ou la synthèse d'étude thermique.





# CRÉDIT D'IMPÔT DE LA 2042QE

## DÉPENSES EN FAVEUR DE LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DE L'HABITATION PRINCIPALE

(CGI, art. 200 quater et 18 bis de l'annexe IV; BOI-IR-RICI-280 et s; PF n° 115)

Vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt si vous effectuez des dépenses en faveur des économies d'énergie et du développement durable, dans votre habitation principale située en France, que vous en soyez propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit.

La période d'application du crédit d'impôt, qui devait expirer le 31.12.2012, a été prorogée jusqu'au 31.12.2015. Toutefois, depuis le 1.1.2013, le crédit d'impôt est réservé aux dépenses réalisées dans les logements achevés depuis plus de deux ans (cette condition s'apprécie à la date du paiement de la dépense).

### À NOTER

Pour les équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable, les pompes à chaleur, les équipements de raccordement à un réseau de chaleur ainsi que les équipements de récupération et de traitement des eaux pluviales installés dans un logement neuf, le fait générateur du crédit d'impôt était constitué :

- pour un équipement installé dans un logement acquis neuf : par la date d'acquisition du logement ;
- pour un équipement installé dans un logement en l'état futur d'achèvement ou dans un logement que le contribuable fait construire : par la date d'achèvement du logement.

Dans les deux cas, cette date devait intervenir au plus tard le 31.12.2012 pour que l'équipement soit susceptible d'ouvrir droit au crédit d'impôt. Dès lors, les dépenses réalisées dans un logement neuf, en l'état futur d'achèvement ou que le contribuable fait construire pour lesquelles cette date intervient à compter du 1.1.2013 n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt.

## TAUX DU CRÉDIT D'IMPÔT

Les taux applicables aux dépenses réalisées en 2013, identiques à ceux qui étaient applicables au titre de 2012, sont indiqués dans le tableau 2.

### Réalisation d'un bouquet de travaux

Le taux du crédit d'impôt est majoré pour certaines dépenses lorsqu'elles sont réalisées dans le cadre d'un bouquet de travaux. Un bouquet de travaux correspond à la combinaison, au cours de la même année, d'au moins deux actions d'amélioration de la performance énergétique du logement relevant des catégories suivantes.

1 - Acquisition de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées (a du 5 bis de l'article 200 quater du CGI).

Ces travaux doivent conduire à isoler au moins la moitié des fenêtres du logement.

2 - Acquisition et pose de matériaux d'isolation thermique des parois opaques en vue de l'isolation des murs (b du 5 bis de l'article 200 quater du CGI).

Que les parois opaques soient isolées par l'intérieur ou l'extérieur, ces travaux doivent conduire à isoler au moins 50 % de la surface totale des murs du logement donnant sur l'extérieur.

3 - Acquisition et pose de matériaux d'isolation thermique des parois opaques en vue de l'isolation des toitures (c du 5 bis de l'article 200 quater du CGI).

Ces travaux doivent conduire à isoler l'ensemble de la toiture.

4 - Acquisition de chaudières ou d'équipements de chauffage ou de production d'eau chaude fonctionnant au bois ou autres biomasses (d du 5 bis de l'article 200 quater du CGI).

Ces dépenses peuvent porter sur l'installation initiale ou le remplacement de tels équipements.

5 - Acquisition d'équipements de production d'eau chaude sanitaire utilisant une source d'énergie renouvelable (e du 5 bis de l'article 200 quater du CGI).

6 - Acquisition de chaudières à condensation, de chaudières à micro-cogénération gaz et d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable (éolienne, hydraulique) ou de pompes à chaleur autres que air-air, hors photovoltaïque, hors chaudières ou équipements bois ou biomasse déjà visés au 4 ci-dessus (f du 5 bis de l'article 200 quater du CGI). Lorsque les dépenses portent sur l'acquisition d'une pompe à chaleur géothermique, il est admis que les travaux de pose de l'échangeur de chaleur soient également éligibles au taux majoré.

### À NOTER

Seules les dépenses relevant des catégories susceptibles de composer un bouquet de travaux sont éligibles au crédit d'impôt au taux majoré.

Les dépenses ne figurant pas dans la liste du bouquet de travaux n'ouvrent pas droit au taux majoré du crédit d'impôt même lorsqu'un bouquet de travaux est réalisé dans le logement. Dans ce cas, ces dépenses peuvent cependant bénéficier du crédit d'impôt au taux prévu en action seule.

Tableau 2. Modalités d'application du crédit d'impôt.

NATURE DE LA DÉPENSE	TAUX DU CRÉDIT D'IMPÔT		CATÉGORIE DU BOUQUET DE TRAVAUX
	ACTION SEULE	BOUQUET DE TRAVAUX	
Économies d'énergie			
Chaudières à condensation	10 %	18 %	6
Chaudières à micro-cogénération gaz	17 %	26 %	6
Appareils de régulation du chauffage, matériaux de calorifugeage	15 %	Non éligible	Non
Isolation thermique			
Matériaux d'isolation des parois opaques : murs donnant sur l'extérieur (acquisition et pose) <sup>1</sup>	15 %	23 %	2 les travaux doivent concerner au moins la moitié de la surface des murs
Matériaux d'isolation des parois opaques : toitures (acquisition et pose) <sup>1</sup>	15 %	23 %	3 les travaux doivent concerner la totalité de la toiture
Matériaux d'isolation des parois opaques : planchers bas sur sous-sol, vide sanitaire ou passage couvert (acquisition et pose) <sup>1</sup>	15 %	Non éligible	Non
Matériaux d'isolation thermique des parois vitrées (fenêtres, portes-fenêtres...) <sup>2</sup>	10 %	18 %	1 les travaux doivent concerner au moins la moitié des fenêtres
Volets isolants <sup>2</sup>	10 %	Non éligible	Non
Portes d'entrée donnant sur l'extérieur <sup>2</sup>	10 %	Non éligible	Non
Équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable			
Equipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil (panneaux photovoltaïques) <sup>3</sup>	11 %	Non éligible	Non
Appareils de chauffage au bois ou autres biomasses remplaçant un appareil équivalent	26 %	34 %	4
Appareils de chauffage au bois ou autres biomasses ne remplaçant pas un appareil équivalent	15 %	23 %	4
Pompes à chaleur autres que air/air et autres que géothermiques dont la finalité essentielle est la production de chaleur	15 %	23 %	6
Pompes à chaleur géothermiques dont la finalité essentielle est la production de chaleur (y compris le coût de pose de l'échangeur de chaleur souterrain)	26 %	34 %	6
Pompes à chaleur (autres que air/air) dédiées à la production d'eau chaude sanitaire (chauffe-eaux thermodynamiques)	26 %	34 %	5
Équipements de fourniture d'eau chaude sanitaire fonctionnant à l'énergie solaire et dotés de capteurs solaires (chauffe-eaux solaires...) <sup>4</sup>	32 %	40 %	5
Autres équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable (énergie éolienne, hydraulique...)	32 %	40 %	6
Autres dépenses			
Equipements de récupération et de traitement des eaux pluviales	15 %	Non éligible	Non
Diagnostic de performance énergétique <sup>5</sup>	32 %	Non éligible	Non
Equipements de raccordement à un réseau de chaleur	15 %	Non éligible	Non

1. Dépenses retenues dans la limite de 150€ TTC par m<sup>2</sup> lorsque la paroi est isolée par l'extérieur et de 100€ TTC par m<sup>2</sup> lorsque la paroi est isolée par l'intérieur.

2. En maison individuelle :

- l'acquisition de ces matériaux n'est pas éligible au crédit d'impôt en l'absence de réalisation d'un bouquet de travaux ;
- en cas de réalisation d'un bouquet de travaux, les dépenses d'isolation des parois vitrées doivent concerner au moins la moitié des fenêtres ou portes-fenêtres pour bénéficier du taux majoré ;
- les dépenses d'isolation des parois vitrées qui ne concernent pas au moins la moitié des fenêtres ainsi que les dépenses d'acquisition de volets isolants ou de portes d'entrée donnant sur l'extérieur ouvrent droit au crédit d'impôt au taux prévu en action seule lorsqu'au moins deux autres dépenses entrant dans la composition d'un bouquet de travaux sont réalisées.

3. Dépenses retenues dans la limite d'un plafond de 3 200 € /kw crête de puissance installée.

4. Dépenses retenues dans la limite d'un plafond de 1 000 € / m<sup>2</sup> de capteurs solaires.

5. Pour un même logement, le coût d'un seul diagnostic effectué au cours d'une période de 5 ans décomptée à partir du 1.1.2009 peut ouvrir droit au crédit d'impôt.

## Dépenses réalisées dans une maison individuelle

Lorsqu'elles sont réalisées dans une maison individuelle, les dépenses d'acquisition de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées, de volets isolants ou de portes d'entrée donnant sur l'extérieur ne sont pas éligibles au crédit d'impôt en action seule. Elles n'ouvrent droit au crédit d'impôt que lorsqu'un bouquet de travaux est réalisé dans le logement.

### À NOTER

Les dépenses d'acquisition de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées constituent une des catégories de dépenses composant le bouquet de travaux, à condition que les travaux portent sur au moins la moitié des fenêtres du logement.

En revanche, les dépenses d'acquisition de volets isolants et de portes d'entrée donnant sur l'extérieur ne constituent pas des actions concourant à la réalisation d'un bouquet de travaux. Pour ouvrir droit au crédit d'impôt, ces dépenses réalisées dans une maison individuelle doivent donc être accompagnées d'au moins deux autres catégories de dépenses susceptibles de composer le bouquet de travaux.

Dès lors qu'un bouquet de travaux a été réalisé au cours de l'année 2013, le crédit d'impôt s'applique au taux suivant :

- dépenses d'acquisition de matériaux d'isolation thermique portant sur au moins la moitié des parois vitrées (au moins la moitié des fenêtres ou portes-fenêtres) : 18 % (taux majoré) ;
- dépenses d'acquisition de matériaux d'isolation thermique portant sur moins de la moitié des parois vitrées : 10 % (taux action seule) ;
- dépenses d'acquisition de volets isolants et de portes d'entrée donnant sur l'extérieur : 10 % (taux action seule).

## BASE DE CALCUL

Les dépenses sont retenues dans la limite d'un **plafond pluriannuel** qui s'applique au titre de cinq années consécutives. Pour le calcul du crédit d'impôt de 2013, le plafond s'applique aux dépenses effectuées du 1.1.2009 au 31.12.2013.

Ce plafond est fixé à :

- **8 000 €** pour une personne célibataire, veuve ou divorcée,
  - **16 000 €** pour un couple marié ou pacsé soumis à une imposition commune,
- montants majorés de **400 €** par personne à charge.

La majoration est divisée par deux pour les enfants en garde alternée (ces enfants sont décomptés en premier pour le calcul de la majoration).

Le plafond applicable est déterminé en retenant la situation et les charges de famille de la période d'imposition au cours de laquelle la dépense a été réalisée.

En cas de changement de votre situation de famille (mariage, Pacs, divorce, décès d'un conjoint) ou de changement d'habitation principale au cours de la période pluriannuelle d'application du crédit d'impôt, un nouveau plafond de dépenses s'applique.

Pour l'appréciation du plafond, les travaux ouvrant droit au crédit d'impôt au taux le plus élevé sont retenus en priorité.

Si vous avez bénéficié d'une subvention, d'une prime ou d'une aide pour l'acquisition et l'installation des équipements éligibles, la base de calcul du crédit d'impôt est égale au montant de la dépense, sous déduction de la somme qui vous a été versée à ce titre.

En revanche, les primes ou subventions versées exclusivement dans le but de financer la production d'énergie renouvelable en vue de sa revente et déterminées en fonction du prix de la production revendue ne viennent pas en déduction de la base de l'avantage fiscal.

### À NOTER

Si vous obtenez le remboursement, dans les 5 ans de son paiement, de tout ou partie de la dépense qui a ouvert droit au crédit d'impôt, le montant du crédit d'impôt obtenu, correspondant à la somme remboursée fait l'objet d'une reprise au titre de l'année du remboursement. La reprise d'impôt n'est toutefois pas pratiquée lorsque le remboursement fait suite à un sinistre survenu après le paiement de la dépense.

## CONDITIONS À REMPLIR

Si vous avez bénéficié d'un **"éco-prêt" à taux zéro** pour financer, même partiellement, une dépense réalisée en 2013 dans votre habitation principale, vous ne pouvez pas bénéficier du crédit d'impôt au titre de cette même dépense si le revenu fiscal de référence de votre foyer de l'avant-dernière année précédant celle de l'offre de prêt excède 30 000 € (*CGI, art. 244 quater U ; BOI-BIC-RICI-10-110*) :

- si l'offre de prêt a été émise en 2012, vous ne pouvez pas bénéficier du crédit d'impôt, si votre revenu fiscal de référence de 2010 excède 30 000 € ;
- si l'offre de prêt a été émise en 2013, vous ne pouvez pas bénéficier du crédit d'impôt si votre revenu fiscal de référence de de l'année 2011 excède 30 000 €.

Les équipements, matériaux et appareils n'ouvrent droit au crédit d'impôt que s'ils sont **fournis et facturés par l'entreprise qui les installe**.

Le crédit d'impôt peut cependant s'appliquer lorsque l'entreprise qui fournit l'équipement fait appel à un sous-traitant chargé de réaliser tout ou une partie de l'installation à condition que l'entreprise fournisseur établisse la facture pour la totalité de l'opération (voir toutefois ci-après l'installation de pompes à chaleur géothermiques et d'équipements de récupération des eaux pluviales).

Le crédit d'impôt est accordé au titre de l'installation ou du remplacement des équipements, matériaux et appareils.

Le crédit d'impôt est calculé sur le prix d'achat TTC qui figure sur la facture. Les pièces et fournitures destinées à s'intégrer dans l'équipement ou l'appareil ou à le constituer une fois réunies sont également retenues.

En revanche, le coût de la main d'œuvre (sauf pour les dépenses d'isolation thermique des parois opaques et pour les dépenses de pose de l'échangeur souterrain d'une pompe à chaleur géothermique) est exclu ainsi que les matériaux qui ne s'intègrent pas à l'équipement, tel que les tuyaux, gaines et fils électriques.

Les dépenses éligibles ouvrent droit au crédit d'impôt au titre de **l'année du règlement définitif** de la facture à l'entreprise qui a réalisé les travaux d'installation.

En cas de paiement de la dépense par l'intermédiaire d'un syndic de copropriété, le fait générateur du crédit d'impôt est constitué non par le versement de l'appel de fonds au syndic mais par le paiement du montant des travaux à l'entreprise qui les a réalisés. Le syndic doit fournir une attestation établissant la date de ce règlement.

Le logement doit constituer **l'habitation principale** du contribuable à la date du paiement de la facture à l'entreprise qui effectue les travaux.

Toutefois lorsque les travaux sont réalisés dans un logement destiné à devenir la résidence principale dans un délai raisonnable (six mois, à titre de règle pratique), à compter du paiement de la facture ou de l'achèvement du logement, le contribuable peut bénéficier du crédit d'impôt sous réserve qu'il soit propriétaire ou locataire du logement au jour du paiement de la dépense et que le logement n'ait fait l'objet d'aucune affectation (location par exemple) entre le paiement de la dépense et son occupation à titre d'habitation principale.

Lorsque l'habitation principale est située dans un immeuble collectif, les dépenses éligibles peuvent porter sur le logement lui-même ainsi que sur les parties communes de l'immeuble (à l'exception des parties communes faisant l'objet d'une occupation privative au profit d'une personne autre que le contribuable : loge de gardien par exemple) pour la quote-part des dépenses effectivement payée.

#### À NOTER

Le bénéfice du crédit d'impôt est étendu aux dépenses effectuées à compter du 1.1.2009 par le propriétaire d'un logement de plus de deux ans qu'il s'engage à donner en location à usage d'habitation principale pendant au moins cinq ans (voir les conditions d'application p. 224).

## DÉPENSES ÉLIGIBLES

Les dépenses suivantes ouvrent droit au crédit d'impôt.

### Dépenses en faveur des économies d'énergie

#### Acquisitions de chaudières à micro-cogénération gaz

La cogénération permet de produire simultanément de la chaleur et de l'électricité à partir d'une énergie primaire. La micro-cogénération concerne les équipements plus spécifiquement adaptés aux usages domestiques permettant de chauffer l'intégralité d'un logement tout en produisant de l'électricité pouvant soit être auto-consommée, soit être revendue. Pour être éligibles au crédit d'impôt, les chaudières à micro-cogénération gaz doivent avoir une puissance de production électrique inférieure ou égale à 3 kilovolt-ampères par logement.

#### Acquisition de chaudières à condensation

Elles peuvent être utilisées comme mode de chauffage ou de production d'eau chaude.

#### Calorifugeage

Matériaux utilisés pour le calorifugeage d'une installation de production ou de distribution de chaleur ou d'eau chaude sanitaire : résistance thermique requise :  $R \geq 1,2 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ .

#### Acquisition d'appareils de régulation du chauffage

Ces appareils permettent le réglage manuel ou automatique et la programmation des équipements de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire :

- appareils installés dans une maison individuelle :
  - > systèmes permettant la régulation centrale des installations de chauffage par thermostat d'ambiance ou par sonde extérieure, avec horloge de programmation ou programmateur mono ou multizone ;
  - > systèmes permettant les régulations individuelles terminales des émetteurs de chaleur ;
  - > systèmes de limitation de la puissance électrique du chauffage électrique en fonction de la température extérieure ;
  - > systèmes gestionnaires d'énergie ou de délestage de puissance du chauffage électrique ;
- appareils installés dans un immeuble collectif, outre les systèmes énumérés ci-dessus :
  - > matériels nécessaires à l'équilibrage des installations de chauffage permettant une répartition correcte de la chaleur délivrée à chaque logement ;
  - > matériels permettant la mise en cascade de chaudières, à l'exclusion de l'installation de nouvelles chaudières ;
  - > systèmes de télégestion de chaufferie assurant les fonctions de régulation et de programmation du chauffage ;
  - > systèmes permettant la régulation centrale des équipements de production d'eau chaude sanitaire dans le cas de production combinée d'eau chaude sanitaire et d'eau destinée au chauffage ;
  - > compteurs individuels d'énergie thermique et répartiteurs de frais de chauffage.

### Dépenses d'isolation thermique

#### Isolation thermique des parois opaques

Les matériaux doivent respecter les coefficients de résistance thermique indiqués dans le tableau 3.

Le coefficient de résistance thermique requis doit être rempli par le seul matériau d'isolation mis en place. Il n'est pas tenu compte de la résistance thermique des parois faisant l'objet des travaux ni d'une éventuelle isolation préexistante.

Les matériaux peuvent être apposés sur la face interne ou externe de l'élément à isoler sauf dans le cas des toitures-terrasses où l'isolant doit être appliqué impérativement en face externe.

Tableau 3. Isolation thermique des parois opaques.

NATURE DE L'ÉQUIPEMENT	CRITÈRE DE PERFORMANCE EXIGÉ	ÉQUIVALENCE LABEL - NORME - MARQUAGE
Planchers bas sur sous-sol, sur vide sanitaire ou sur passage ouvert	$R \geq 3 \text{ m}^2 \text{ K/W}$	Marquage CE ou label ACERMI (la résistance R figure sur l'étiquette du produit ou sur la fiche de réalisation du chantier pour les produits soufflés)
Murs en façade ou en pignon	$R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$	
Toitures-terrasses	$R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$	
Planchers de combles perdus	$R \geq 7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$	
Rampants de toiture, plafonds de combles	$R \geq 6 \text{ m}^2 \text{ K/W}$	

L'isolation des murs, parois et portes intérieurs n'ouvre pas droit au crédit d'impôt à l'exception des planchers sur combles perdus ou inhabités et des murs et parois séparant des pièces pour partie non chauffées.

Les dépenses d'isolation thermique des parois opaques (coût des matériaux et de la pose) sont retenues dans la limite de 150 € TTC par m<sup>2</sup> lorsque la paroi est isolée par l'extérieur et de 100 € TTC par m<sup>2</sup> lorsque la paroi est isolée par l'intérieur.

Matériaux utilisés (liste non limitative):

- isolants en fibres minérales: laines minérales, verre cellulaire, vermiculite et perlite-cellulose...;
- isolants en fibres végétales ou animales: chanvre, liège, ouate de cellulose, feutre de bois, laine de coco, laine de mouton, plumes, laine de lin...;
- isolants de synthèse: polystyrène, polyuréthane, polychlorure de vinyle...

#### Isolation thermique des parois vitrées

Les matériaux d'isolation thermique des parois vitrées doivent remplir les critères indiqués dans le tableau 4.

#### Volets isolants

Résistance thermique (R) additionnelle apportée par l'ensemble volet-lame d'air ventilé requise:  $\Delta R > 0,22 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ .

Les dépenses de motorisation électrique des volets isolants n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt.

#### Portes d'entrée donnant sur l'extérieur

Coefficient de transmission thermique requis pour les portes d'entrée donnant sur l'extérieur:  $U_d \leq 1,7 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ .

### Équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable

Les critères de performance exigés pour ces équipements et les labels correspondants sont indiqués dans le tableau 5 page suivante.

#### Acquisition d'un équipement de chauffage ou de production d'eau chaude fonctionnant au bois ou autres biomasses

L'acquisition d'une chaudière ou d'un équipement de chauffage ou de production d'eau chaude fonctionnant au bois ou autres biomasses en remplacement d'un matériel équivalent ouvre droit au crédit d'impôt à un taux plus élevé que pour une installation nouvelle.

Par remplacement, il faut entendre installation d'un nouvel appareil de chauffage fonctionnant également au bois ou autres biomasses à la place de l'ancienne chaudière ou de l'ancien équipement de chauffage fonctionnant au bois ou autres biomasses, sans que le type d'équipement ou d'appareil acquis en remplacement soit nécessairement identique à l'ancien. Par exemple, un insert de cheminée intérieure peut être remplacé par un poêle à granulés de bois ou inversement.

Il s'agit de favoriser le remplacement d'un équipement plus ancien et plus polluant (d'une catégorie éligible au crédit d'impôt) par un équipement répondant aux normes actuelles.

Dans ce cas, le contribuable doit présenter une facture ou une attestation justifiant de la reprise de l'ancien matériel par l'entreprise qui a réalisé les travaux d'installation et précisant les coordonnées de l'entreprise qui procède à sa destruction.

#### Acquisition d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil (panneaux photovoltaïques)

Les dépenses réalisées depuis le 1.1.2012 sont retenues dans la limite de 3 200 € par kilowatt crête.

#### Acquisition d'équipements de chauffage ou de fourniture d'eau chaude sanitaire fonctionnant à l'énergie solaire, notamment chauffe-eaux solaires (équipements solaires thermiques)

Les dépenses réalisées depuis le 1.1.2012 sont retenues dans la limite de 1 000 € par m<sup>2</sup> de capteurs solaires.

Tableau 4. Isolation thermique des parois vitrées.

NATURE DE L'ÉQUIPEMENT	CRITÈRES DE PERFORMANCE EXIGÉS	ÉQUIVALENCE LABEL - NORME - MARQUAGE
Fenêtres ou portes-fenêtres (2 possibilités)	$U_w \leq 1,3 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ Et $S_w \geq 0,3$	Label Acotherm classe Th12 ou marquage CE qui donne la valeur de $U_w$
	$U_w \leq 1,7 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ Et $S_w \geq 0,36$	Label Acotherm classe Th9 ou supérieur, avec respect du critère $U_w$ ou marquage CE qui donne la valeur de $U_w$
Fenêtres en toiture	$U_w \leq 1,5 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ Et $S_w \leq 0,36$	Label Acotherm classe Th10 ou supérieur, avec respect du critère $U_w$ ou marquage CE qui donne la valeur de $U_w$
Vitrages de remplacement à isolation renforcée dénommés également vitrages à faible émissivité, installés sur une menuiserie existante	$U_g \leq 1,1 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$	Label Cekal classe TR9 ou supérieur ou marquage CE avec valeur de $U_g$
Doubles fenêtres, consistant en la pose sur la baie existante d'une seconde fenêtre à double vitrage renforcé	$U_w \leq 1,8 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ et $S_w \geq 0,32$	Label Acotherm classe TH 9 ou supérieur ou marquage CE qui donne la valeur de $U_w$

$U_w$  et  $U_g$ : coefficients de transmission thermique •  $S_w$ : coefficient de transmission solaire

## Acquisition d'autres équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable

Équipements utilisant l'énergie éolienne ou l'énergie hydraulique.

### À NOTER

- Le crédit d'impôt est également accordé lorsque le contribuable souscrit un contrat de revente de la totalité de l'électricité d'origine renouvelable produite à condition que la consommation électrique de l'habitation principale soit supérieure à la moitié de la capacité de production des équipements installés. Cette condition est présumée remplie lorsque la capacité de production des équipements n'excède pas 3 kwc (puissance-crête).
- Les revenus tirés de la vente de l'énergie d'origine renouvelable par un particulier sont imposables dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux non professionnels. Toutefois, depuis l'imposition des revenus de 2008, une exonération est prévue en faveur des revenus provenant de la vente, par les personnes physiques, d'électricité produite à partir d'installations d'une puissance n'excédant pas 3 kilowatts crête, qui utilisent l'énergie radiative du soleil, sont raccordées au réseau public en deux points au plus et ne sont pas affectés à l'exercice d'une activité professionnelle.

### PRÉCISION

Les équipements mixtes comportant des éléments susceptibles d'être dissociés et individualisés sur la facture ouvrent droit au crédit d'impôt au taux spécifique applicable à chaque élément (ex. : chaudière à condensation associée à un équipement fonctionnant à l'énergie solaire destiné à produire l'eau chaude). Dans le cas contraire, il convient de faire application du taux du crédit d'impôt applicable à l'équipement principal.

Les équipements mixtes pour lesquels il n'est pas possible de distinguer la partie de l'équipement fonctionnant avec une énergie renouvelable de celle fonctionnant avec une énergie fossile (exemple : chaudière à double foyer bois/fioul) ne peuvent pas ouvrir droit au taux du crédit d'impôt au titre des équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable. Ils peuvent, le cas échéant, ouvrir droit au crédit d'impôt au titre des chaudières à condensation.

Tableau 5. Équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable.

NATURE DES DÉPENSES	ÉQUIPEMENTS ÉLIGIBLES	CRITÈRES DE PERFORMANCE EXIGÉS	EQUIVALENCE NORME OU LABEL
Équipements de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire	Équipements fonctionnant à l'énergie solaire et dotés de capteurs solaires	–	CSTBat ou Solar Keymark ou équivalent Label "Ø solaire"
	Équipements fonctionnant à l'énergie hydraulique	–	–
Équipements de chauffage ou de production d'eau chaude indépendants fonctionnant au bois ou autres biomasses <sup>1, 2</sup>	Poêles à bois NF EN 13 240 ou NF EN 14 785 ou EN 15 250	E ≤ 0,3 % η ≥ 70 % I ≤ 2	Label "Flamme verte"
	Foyers fermés et inserts de cheminées intérieures NF EN 13 229		
	Cuisinières utilisées comme mode de chauffage NF EN 12 815		
	Chaudières à chargement manuel NF EN 303.5 ou EN 12809	η ≥ 80 % P < 300 KW	–
	Chaudières à chargement automatique NF EN 303.5 ou EN 12809	η ≥ 85 % P < 300 KW	
Systèmes de fourniture d'électricité	– à partir de l'énergie solaire EN (ou CEI) 61215 ou NF EN (ou CEI) 61646	–	–
	– à partir de l'énergie éolienne, hydraulique ou de biomasse	–	–

1. Biomasses les plus fréquemment utilisées : bois et divers déchets ligneux ; déchets d'origine agricole (fumiers, lisiers), agro-alimentaire (paille, céréales, huiles végétales et bioéthanol) ou urbaine (déchets verts boues d'épuration, ordures ménagères).

2. Les chaudières fonctionnant au bois peuvent également fonctionner au charbon. Dès lors qu'elles remplissent les critères de performance requis, elles ouvrent droit au crédit d'impôt.

E : concentration moyenne de monoxyde de carbone.

η : rendement énergétique.

I : indice de performance environnemental

P : puissance.



### Acquisition de pompes à chaleur (autres que air/air)

Pour ouvrir droit au crédit d'impôt, les pompes à chaleur doivent avoir une intensité maximale au démarrage de 45 A en monophasé ou 60 A en triphasé. Elles doivent en outre répondre aux critères suivants.

#### *Pompes à chaleur dont la finalité essentielle est la production de chaleur, autres que les pompes à chaleur géothermiques : pompes à chaleur air/eau*

COP  $\geq$  3,4 pour des températures d'entrée d'air de 7° C à l'évaporateur et des températures d'entrée et de sortie d'eau de 30° et 35° C au condenseur selon le référentiel de la norme d'essai 14511-2.

#### *Pompes à chaleur géothermiques dont la finalité essentielle est la production de chaleur*

– Pompes à chaleur géothermiques à capteur fluide frigorigène (sol/sol ou sol/eau) :

COP  $\geq$  3,4 pour une température d'évaporation de – 5° C et une température de condensation de 35° C.

– Pompes à chaleur géothermiques de type eau glycolée/eau :

COP  $\geq$  3,4 pour des températures d'entrée et de sortie d'eau glycolée de 0° C et – 3° C à l'évaporateur et des températures d'entrée et de sortie d'eau de 30° et 35° C au condenseur selon le référentiel de la norme d'essai 14511-2.

– Pompes à chaleur géothermiques de type eau/eau :

COP  $\geq$  3,4 pour des températures d'entrée et de sortie de 10° C et 7° C d'eau à l'évaporation et de 30° et 35° C au condenseur selon le référentiel de la norme d'essai 14511-2.

Lors de l'installation d'une pompe à chaleur géothermique, la réalisation et la facturation des travaux de forage ou de terrassement par une entreprise autre que celle qui fournit et installe l'équipement n'exclut pas l'application du crédit d'impôt pour la pompe à chaleur elle-même.

Le coût de la pose de l'échangeur de chaleur souterrain des pompes à chaleur géothermiques ouvre également droit au crédit d'impôt. En cas de réalisation d'un bouquet de travaux, lorsque l'acquisition de la pompe à chaleur bénéficie du taux majoré, il est admis que le coût de la pose de l'échangeur de chaleur souterrain bénéficie également du taux majoré.

#### *Pompes à chaleur (autres que air/air) destinées uniquement à la production d'eau chaude sanitaire (chauffe-eaux thermodynamiques)*

Selon le référentiel de la norme d'essai EN 16147, les critères indiqués dans le tableau 6 doivent être respectés, en fonction de la technologie utilisée.

Tableau 6. Pompes à chaleur destinées uniquement à la production d'eau chaude sanitaire.

TECHNOLOGIE UTILISÉE (SOURCE)	COP SUPÉRIEUR À	TEMPÉRATURE D'EAU CHAUDE DE RÉFÉRENCE
Air ambiant	2,3	+ 52,5°
Air extérieur	2,3	+ 52,5°
Air extrait	2,5	+ 52,5°
Géothermie	2,3	+ 52,5°

### Autres dépenses

#### Acquisition d'équipements de raccordement à un réseau de chaleur

Le réseau de chaleur est un mode de chauffage urbain alimenté par une chaufferie centrale. L'eau chaude ou la vapeur d'eau produite est véhiculée par un réseau de canalisations vers des postes de livraison chargés de répartir la chaleur au sein des immeubles.

Le réseau peut être alimenté :

- majoritairement par des énergies renouvelables : la géothermie, l'énergie solaire, éolienne ou hydraulique, l'énergie dégagée par la combustion de matières non fossiles d'origine animale ou végétale (biomasses), de déchets, de substances issues de la fermentation de ces matières et déchets ;
- par une installation de cogénération. Celle-ci consiste à produire à la fois de l'énergie thermique et de l'énergie mécanique transformée le plus souvent en énergie électrique.

Les équipements de raccordement suivants ouvrent droit au crédit d'impôt :

- branchement privatif composé de tuyaux et de vannes qui permet de raccorder le réseau de chaleur au poste de livraison de l'immeuble ;
- poste de livraison ou sous-station qui constitue l'échangeur entre le réseau de chaleur et l'immeuble ;
- matériels nécessaires à l'équilibrage et à la mesure de la chaleur installés dans les parties communes de l'immeuble collectif ou dans le logement.

#### Acquisition d'équipements de récupération et de traitement des eaux pluviales

Il s'agit des équipements de récupération des eaux de pluie collectées à l'aval de toitures inaccessibles pour des utilisations à l'extérieur de l'habitation et, depuis le 19.10.2008, pour certains usages à l'intérieur de l'habitation (*arrêté du 21.08.2008, JO du 29.08.2008*).

Ces équipements doivent être constitués de l'ensemble des éléments suivants :

- crapaudine : dispositif installé en amont de chaque descente de gouttière, destiné à éviter la chute d'objets dans celle-ci ;
- dérivation sur descente de gouttière ou regard de dérivation : dispositif permettant de dériver l'eau de pluie de la descente de gouttière vers le dispositif de stockage ;
- dispositif de filtration des eaux de pluie par dégrillage : grille de maille inférieure à 5 mm démontable afin d'être nettoyée ;
- dispositif de stockage des eaux de pluie consistant en une ou plusieurs cuves reliées entre elles ;
- conduites de liaison reliant le système de dérivation avec le dispositif de stockage et le trop-plein avec le pied de la gouttière dérivée ;
- robinet de soutirage verrouillable destiné à éviter une utilisation accidentelle des eaux collectées ;
- plaque de signalisation en matériau durable portant la mention "eau non potable" et un pictogramme caractéristique d'une eau impropre à la consommation (verre barré par exemple).

En cas d'usage des eaux de pluie à l'intérieur de l'habitation, l'équipement est complété d'une pompe ou d'un surpresseur, d'un réservoir d'appoint, d'un ensemble d'étiquetage/marquage des canalisations de distributions et d'un compteur.

## À NOTER

La construction ou la fourniture d'un dispositif de stockage des eaux de pluie et sa facturation par une entreprise distincte de celle qui fournit et installe les autres éléments de l'équipement n'exclut pas l'application du crédit d'impôt.

## Réalisation d'un diagnostic de performance énergétique (DPE)

Le diagnostic doit être réalisé en dehors des cas (cession ou mise en location du logement) où la réglementation le rend obligatoire. Le diagnostic doit être effectué par un professionnel certifié par un organisme accrédité par le COFRAC. Pour un même logement, un seul diagnostic ouvre droit au crédit d'impôt par période de cinq ans.

## PIÈCES JUSTIFICATIVES

Vous devez disposer des pièces suivantes et les conserver pour les produire, le cas échéant, à la demande de votre centre des finances publiques.

La facture de l'entreprise qui a réalisé les travaux doit indiquer, outre l'adresse du lieu de réalisation des travaux, leur nature et la date du paiement, la désignation et le prix unitaire des équipements, matériaux ou appareils ainsi que, le cas échéant, leurs normes et critères techniques de performance. Ces normes et caractéristiques techniques peuvent également être mentionnées sur une attestation établie par le fabricant ayant fait procéder au test de l'équipement.

En cas de remplacement d'une chaudière ou d'un équipement de chauffage ou de production d'eau chaude fonctionnant au bois ou autres biomasses par un appareil équivalent, la facture doit comporter la mention de la reprise de l'ancien matériel par l'entreprise qui a réalisé les travaux d'installation et les coordonnées de l'entreprise qui procède à sa destruction. Vous pouvez également présenter à l'appui de la facture un formulaire par lequel, d'une part l'installateur certifie avoir repris l'ancien équipement et l'avoir déposé auprès d'un professionnel du recyclage dont il mentionne le nom et l'adresse et, d'autre part, le recycleur s'engage à procéder à sa destruction.

Figure 8. Déclaration n° 2042 QE, pages 1 et 2.

Vous avez bénéficié d'un éco-prêt à taux zéro et l'offre de prêt a été émise en 2012.....	7WG	<input type="checkbox"/>
Vous avez bénéficié d'un éco-prêt à taux zéro et l'offre de prêt a été émise en 2013.....	7WE	<input type="checkbox"/>
Vous avez réalisé en 2013 des travaux relevant d'au moins deux catégories de dépenses composant un bouquet de travaux.....	7WH	<input type="checkbox"/>
Votre habitation principale est une maison individuelle.....	7WK	<input type="checkbox"/>
<b>Vous avez réalisé des dépenses d'isolation thermique des parois vitrées</b>		
les travaux ont été effectués sur au moins la moitié des fenêtres du logement.....	7WT	<input type="checkbox"/>
<b>Vous avez réalisé des dépenses d'isolation thermique des murs donnant sur l'extérieur</b>		
les travaux d'isolation ont été effectués sur au moins la moitié de la surface totale des murs.....	7WC	<input type="checkbox"/>
<b>Vous avez réalisé des dépenses d'isolation thermique des toitures</b>		
les travaux d'isolation ont été effectués sur la totalité de la toiture.....	7VG	<input type="checkbox"/>

<b>MONTANT DES DÉPENSES PAYÉES EN 2013</b>		
<b>Économies d'énergie</b>		
Chaudières à condensation.....	7SD	<input type="text"/>
Chaudières à micro-cogénération gaz.....	7SE	<input type="text"/>
Appareils de régulation du chauffage, matériaux de calorifugeage.....	7SF	<input type="text"/>
<b>Isolation thermique</b>		
Matériaux d'isolation des murs (acquisition et pose).....	7SG	<input type="text"/>
Matériaux d'isolation des toitures (acquisition et pose).....	7SH	<input type="text"/>
Matériaux d'isolation des planchers bas sur sous-sol, sur vide sanitaire ou sur passage couvert (acquisition et pose).....	7SI	<input type="text"/>
Matériaux d'isolation thermique des parois vitrées (fenêtres, portes-fenêtres...).....	7SJ	<input type="text"/>
Volets isolants.....	7SK	<input type="text"/>
Portes d'entrée donnant sur l'extérieur.....	7SL	<input type="text"/>
<b>Équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable</b>		
Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil (panneaux photovoltaïques).....	7SM	<input type="text"/>
Appareils de chauffage au bois ou autres biomasses remplaçant un appareil équivalent.....	7SN	<input type="text"/>
Appareils de chauffage au bois ou autres biomasses ne remplaçant pas un appareil équivalent.....	7SO	<input type="text"/>
Pompes à chaleur autres que air/air et autres que géothermiques dont la finalité essentielle est la production de chaleur.....	7SP	<input type="text"/>
Pompes à chaleur géothermiques dont la finalité essentielle est la production de chaleur (y compris le coût de la pose de l'échangeur de chaleur souterrain).....	7SQ	<input type="text"/>
Pompes à chaleur (autres que air/air) dédiées à la production d'eau chaude sanitaire (chauffe-eaux thermodynamiques).....	7SR	<input type="text"/>
Équipements de fourniture d'eau chaude sanitaire fonctionnant à l'énergie solaire et dotés de capteurs solaires (chauffe-eaux solaires...).....	7SS	<input type="text"/>
Autres équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable (énergie éolienne, hydraulique...).....	7ST	<input type="text"/>
<b>Autres dépenses</b>		
Équipements de récupération et de traitement des eaux pluviales.....	7SU	<input type="text"/>
Diagnostic de performance énergétique.....	7SV	<input type="text"/>
Équipements de raccordement à un réseau de chaleur.....	7SW	<input type="text"/>



# RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT DE LA 2042 C

PRESTATION COMPENSATOIRE .....	193	CONSERVATION D'OBJETS CLASSÉS MONUMENTS HISTORIQUES .....	226
INTÉRÊTS DES PRÊTS ÉTUDIANTS .....	195	PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL .....	226
DONS À DES ORGANISMES ÉTABLIS DANS UN ÉTAT EUROPÉEN .....	196	INVESTISSEMENTS FORESTIERS .....	227
INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS :		DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE .....	230
– investissements locatifs "loi Duflo" .....	197	SOUSCRIPTION AU CAPITAL :	
– investissements locatifs "loi Scellier" .....	203	– de petites entreprises en phase de démarrage ou d'expansion	
– location meublée non professionnelle .....	213	et de PME non cotées .....	230
– secteur du tourisme .....	216	– de FCPI .....	234
– résidence hôtelière à vocation sociale .....	218	– de FIP, FIP Corse et FIP outre-mer .....	235
– restauration immobilière "loi Malraux" .....	219	SOUSCRIPTION AU CAPITAL DE SOFICA .....	237
DÉPENSES EN FAVEUR DE L'AIDE AUX PERSONNES		INTÉRÊTS D'EMPRUNT POUR REPRISE D'UNE SOCIÉTÉ .....	237
DANS L'HABITATION PRINCIPALE .....	222	INTÉRÊTS POUR PAIEMENT DIFFÉRÉ ACCORDÉ AUX AGRICULTEURS .....	238
DÉPENSES DANS LES LOGEMENTS DONNÉS EN LOCATION :		AIDE AUX CRÉATEURS ET REPRENEURS D'ENTREPRISE .....	239
– qualité environnementale .....	224		
– prévention des risques technologiques .....	225		

## PRESTATION COMPENSATOIRE

(CGI, art. 199 octodécies; BOI-IR-RICI-160; PF 108)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous êtes domicilié en France et si vous versez en exécution d'un jugement de divorce ou d'une convention de divorce homologuée par le juge, une prestation compensatoire en capital en une seule fois ou de façon échelonnée dans un délai au plus égal à 12 mois à compter de la date à laquelle le jugement est passé en force de chose jugée.

La réduction d'impôt s'applique aux prestations en capital versées sous forme d'une somme d'argent et, pour les instances en divorce introduites à compter du 1.1.2005, aux prestations versées sous forme d'attribution de biens en propriété ou d'attribution d'un droit temporaire ou viager d'usage, d'habitation ou d'usufruit. Elle s'applique également aux versements en capital se substituant à une rente, en exécution d'un jugement de conversion prononcé à compter du 1.1.2005, lorsqu'ils sont effectués dans les 12 mois suivant la date à laquelle ce jugement est devenu définitif.

### À NOTER

Lorsque la réduction d'impôt est applicable, les sommes perçues par le créancier de la prestation ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu.

❶ Indiquez ligne 7WN le montant des sommes versées en 2013 (en exécution d'un jugement prononcé en 2013) et ligne 7W0 le montant total des versements prévu par le jugement rendu en 2013 ou le montant total du capital reconstitué (en cas de conversion de la rente en capital).

❷ Indiquez ligne 7WM le montant du capital se substituant aux futurs arrérages de rente (en cas de conversion d'une rente en capital).

❸ Indiquez ligne 7WP les sommes versées en 2012, dans le cadre d'un jugement prononcé en 2012. Le montant de ce report est indiqué sur votre avis d'impôt sur les revenus de 2012.

## CALCUL DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT

La réduction d'impôt est égale à **25 %** du montant des versements effectués, des biens ou des droits attribués, retenus dans la limite de **30 500 €** pour l'ensemble de la période de 12 mois.

### Versements sur deux années civiles

Si les versements de la prestation compensatoire en capital ou en nature sont répartis sur deux années civiles et excèdent au total 30 500 €, la base de calcul de la réduction d'impôt de la première année s'obtient en multipliant le plafond global de 30 500 € par le rapport existant entre les versements effectués la première année (ligne 7WN) et le total des versements prévus (ligne 7W0).

Si le total des versements prévus est inférieur à 30 500 €, la base de la réduction d'impôt de la première année est égale au montant des versements effectués la première année.

Figure 1. Déclaration n° 2042 C, page 7.

## 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

### Prestations compensatoires

– Sommes versées en 2013 .....	7WN	❶
– Sommes totales décidées par jugement en 2013 ou capital reconstitué .....	7W0	
– Capital fixé en substitution de rente .....	7WM	❷
– Report des sommes décidées en 2012 .....	7WP	❸

Si, au titre de la première année, la limite de 30 500 € n'est pas atteinte, la base de la réduction d'impôt de la seconde année est égale à la différence entre le plafond global de 30 500 € et la base de la réduction d'impôt de la première année.

#### EXEMPLE 1

À la suite d'un jugement prononcé en 2012, une prestation compensatoire de 36 000 € est versée en 12 mensualités de 3 000 € de novembre 2012 à octobre 2013, soit 6 000 € versés en 2012 et 30 000 € versés en 2013.

– Dans la déclaration des revenus de 2012, vous avez indiqué : ligne 7WN : 6 000 € et ligne 7WO : 36 000 €.

Pour l'année 2012, la réduction d'impôt a été calculée sur la base suivante :

$$30\,500\,€ \times [6\,000\,€ / 36\,000\,€] = 5\,083\,€$$

Elle était égale à  $5\,083\,€ \times 25\% = 1\,271\,€$ .

Votre avis d'impôt sur le revenu de 2012 indique un montant à reporter sur la déclaration des revenus de 2013 de 25 417 €

$$(30\,500\,€ - 5\,083\,€ = 25\,417\,€).$$

– Au titre de l'année 2013, vous devez indiquer sur votre déclaration, ligne 7WP : 25 417 €.

La réduction d'impôt est égale à :  $25\,417\,€ \times 25\% = 6\,354\,€$ .

#### EXEMPLE 2

Une prestation compensatoire de 28 000 € est versée en 10 mensualités de 2 800 € de décembre 2013 à septembre 2014, soit 2 800 € versés en 2013 et 25 200 € versés en 2014.

– Pour 2013, la réduction d'impôt est égale à  $2\,800\,€ \times 25\% = 700\,€$

– Pour 2014, la réduction d'impôt est égale à  $25\,200\,€ \times 25\% = 6\,300\,€$ .

## Conversion d'une rente en capital

En cas de substitution d'un capital au versement d'une rente, la base de calcul de la réduction d'impôt est déterminée en appliquant au capital total reconstitué (capital dû se substituant aux futurs arrérages de la rente, majoré des arrérages déjà versés revalorisés), éventuellement limité à 30 500 €, le rapport existant entre le montant du capital fixé en substitution de la rente et le montant du capital total reconstitué.

#### EXEMPLE

Le capital dû au titre de la conversion est fixé à 40 000 €.

Les arrérages de rente déjà versés (et déduits du revenu global au titre des pensions alimentaires) s'élèvent à 10 000 € après revalorisation.

Les arrérages versés au cours des années précédant celle du jugement de conversion sont revalorisés en fonction de la variation de l'indice moyen annuel des prix à la consommation.

Le capital total reconstitué est égal à :  $40\,000\,€ + 10\,000\,€ = 50\,000\,€$

1) Le capital dû au titre de la conversion est versé en totalité en 2013.

Base de calcul de la réduction d'impôt :  $30\,500\,€ \times [40\,000\,€ / 50\,000\,€]$

Montant de la réduction d'impôt :  $24\,400\,€ \times 25\% = 6\,100\,€$ .

2) Les versements sont répartis sur deux années :

35 000 € en 2013 et 5 000 € en 2014.

Base de calcul de la réduction d'impôt au titre de 2013 :

$$30\,500\,€ \times [40\,000\,€ / 50\,000\,€] \times [35\,000\,€ / 40\,000\,€] = 21\,350\,€$$

Montant de la réduction d'impôt pour 2013 :  $21\,350\,€ \times 25\% = 5\,338\,€$ .

Base de calcul de la réduction d'impôt au titre de 2014 :

$$30\,500\,€ \times [40\,000\,€ / 50\,000\,€] \times [5\,000\,€ / 40\,000\,€] = 3\,050\,€$$

## CAS PARTICULIERS

Le règlement d'une prestation compensatoire par compensation avec une soulte de même montant ouvre droit à la réduction d'impôt s'il intervient dans les 12 mois suivant le jugement de divorce devenu définitif.

#### EXEMPLE

L'un des deux époux est bénéficiaire d'une prestation compensatoire de 50 000 €. Il est en outre attributaire de l'immeuble dont le couple était propriétaire, d'une valeur de 100 000 €, sous réserve du versement d'une soulte de 50 000 € à l'autre époux.

Chacun des époux étant créancier envers l'autre d'une somme de 50 000 €, les deux dettes s'éteignent par compensation. Toutefois, l'époux débiteur bénéficie de la réduction d'impôt au titre de la prestation compensatoire fixée par le jugement, la base de calcul étant limitée à 30 500 €.

Les versements provisionnels effectués spontanément ou sur décision du juge, à titre d'avance sur la prestation compensatoire fixée ultérieurement par le jugement de divorce, sont susceptibles d'ouvrir droit à la réduction d'impôt, puisqu'ils sont intervenus avant l'expiration du délai de 12 mois suivant la décision définitive.

La réduction d'impôt est calculée pour l'ensemble de la prestation compensatoire (versements provisionnels et versement effectué en exécution du jugement) sur une base limitée à 30 500 €. Lorsque les versements provisionnels sont effectués au cours de l'année qui précède le jugement, la réduction d'impôt est accordée de façon rétroactive, sur réclamation contentieuse du contribuable.

#### À NOTER

Les versements périodiques du capital mentionnés à l'article 275 du code civil, effectués sur une période supérieure à 12 mois et les rentes n'ouvrent pas droit au bénéfice de la réduction d'impôt mais sont déductibles du revenu global du débiteur au titre des pensions alimentaires et imposables au nom du bénéficiaire. Toutefois, en cas de versement de tout ou partie du capital sur une période supérieure à 12 mois alors que le jugement ou la convention homologuée prévoyait le versement dans le délai de 12 mois, les sommes versées à compter du 4.4.2012 ne sont pas déductibles du revenu global du débiteur et ne sont pas imposables pour le bénéficiaire.

Lorsque vous versez une prestation compensatoire pour partie sous forme de rente et pour partie sous forme de capital en numéraire libéré dans les 12 mois du divorce, vous ne bénéficiez pas de la réduction d'impôt au titre de l'attribution du capital. Vous conservez en revanche la possibilité de déduire de votre revenu imposable le montant des rentes servies, au titre des pensions alimentaires.

En cas de décès du débiteur, le solde de la prestation compensatoire fixée sous forme de capital devient immédiatement exigible. Lorsqu'elle a été fixée sous forme de rente, il lui est substitué un capital immédiatement exigible. Le règlement de la prestation compensatoire, prélevé sur l'actif successoral n'ouvre droit ni à la réduction d'impôt ni à la déduction du revenu global. Toutefois, si les héritiers décident de maintenir le versement sous forme de rente, à concurrence des sommes personnellement versées, ces sommes sont déductibles du revenu global de chaque débiteur et imposables entre les mains du bénéficiaire.

**DÉLAI DE 12 MOIS****Point de départ**

Il est fixé à la date à laquelle la décision judiciaire est passée en force de chose jugée (date à laquelle le jugement est devenu définitif).

Cette date est déterminée selon la nature du divorce :

- divorce par consentement mutuel :
  - expiration du délai de quinze jours à compter du jour de la décision, en l'absence de pourvoi ;
  - en cas de pourvoi, date de signification à partie de l'arrêt de rejet de la cour de cassation ou, en cas de cassation, date de signification à partie de l'arrêt de renvoi ;
- divorce à la demande d'une partie :
  - lorsque la décision a été prononcée par un jugement du tribunal de grande instance :
    - > *date d'acquiescement au jugement ;*
    - > *date d'expiration du délai d'appel (1 mois à compter de la signification du jugement à partie) à défaut d'acquiescement et en l'absence d'appel ;*
    - > *date du désistement, en cas d'appel puis de désistement ;*
  - lorsque la décision résulte d'un arrêt d'appel :
    - > *date d'acquiescement à l'arrêt d'appel ;*
    - > *date d'expiration du délai de pourvoi (2 mois à compter de la signification de l'arrêt à partie) à défaut d'acquiescement et de pourvoi en cassation ;*
  - lorsqu'un pourvoi en cassation est formé : date de signification à partie de l'arrêt de rejet ou, en cas de cassation, date de la signification à partie de l'arrêt de renvoi.

**Point d'arrivée**

Le décompte du délai de 12 mois s'effectue de date à date. Il expire la veille du jour du mois de l'année suivant celle au cours de laquelle la décision est passée en force de chose jugée.

**EXEMPLE**

Pour un jugement devenu définitif le 26 juillet 2012, le délai de 12 mois s'achève le 25 juillet 2013.

**INTÉRÊTS DES PRÊTS CONTRACTÉS PAR LES ÉTUDIANTS**

(CGI, art. 200 terdecies ; BOI-IR-RICI-340 ; PF 120)

Les étudiants âgés de 25 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de souscription du prêt, qui ont souscrit un prêt entre le 1.9.2005 et le 31.12.2008, en vue de financer leurs études, bénéficient d'un crédit d'impôt de **25 %** au titre des intérêts d'emprunt afférents aux cinq premières annuités de remboursement, retenus dans la limite annuelle de **1 000 €**.

Le titulaire du prêt doit être inscrit dans un cycle de l'enseignement supérieur lors de la souscription du prêt et domicilié en France durant les années au titre desquelles il demande le bénéfice du crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est attribué à compter de l'année au cours de laquelle le souscripteur du prêt constitue un foyer fiscal distinct. Les intérêts payés au cours de la période durant laquelle l'étudiant était rattaché à un autre foyer fiscal ouvrent droit au crédit d'impôt l'année de sa première imposition distincte. Le crédit d'impôt est alors égal à 25 % des intérêts payés au cours de cette période, dans la limite de 1 000 € par année de remboursement.

❶ Indiquez case 7UK le montant des intérêts payés en 2013 au titre d'un prêt étudiant contracté entre le 1.9.2005 et le 31.12.2008. Ce montant sera automatiquement limité à 1 000 € pour le calcul du crédit d'impôt.

Si, au cours des années 2008 à 2012, vous avez versé des intérêts afférents à un prêt étudiant alors que vous étiez rattaché au foyer fiscal de vos parents, vous n'avez pas pu bénéficier du crédit d'impôt.

Si vous souscrivez une déclaration des revenus 2013 à votre nom, vous pouvez bénéficier du crédit d'impôt au titre des intérêts versés en 2013 (montant déclaré case 7UK) et au cours des années précédentes.

❷ Indiquez case 7V0 le nombre d'années de remboursement du prêt avant 2013.

❸ Indiquez case 7TD le montant des intérêts versés au cours des années antérieures à 2013. Pour le calcul du crédit d'impôt, ce montant sera retenu dans la limite de 1 000 € multipliée par le nombre d'années inscrit case 7V0.

La somme à indiquer case 7UK ou case 7TD correspond au montant des intérêts versés majoré des frais afférents à la souscription du prêt : frais de dossier, assurances...

Les prêts affectés au remboursement d'autres crédits ou qui sont retenus pour la détermination des revenus catégoriels imposables n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt.

Figure 2. Déclaration n° 2042 C, page 7.

**7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)****Intérêts des prêts étudiants** *contrats conclus entre le 1.9.2005 et le 31.12.2008*

– Intérêts versés en 2013 .....	7UK	❶
– Vous souscrivez pour la première fois une déclaration à votre nom et vous étiez auparavant rattaché à un autre foyer fiscal		
• nombre d'années de remboursement du prêt avant 2013 .....	7V0	❷
• intérêts versés avant 2013 .....	7TD	❸



Les opérations suivantes n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt :

- prêts passés en la forme authentique (devant notaire);
- prêts consentis pour une durée inférieure ou égale à trois mois et prêts dont le montant est supérieur à 21 500 €;
- prêts destinés à financer les besoins d'une activité professionnelle;
- opérations de crédit portant sur des immeubles;
- ventes ou prestations de service dont le paiement est échelonné, différé ou fractionné;
- ouvertures de crédit assorties ou non de l'usage d'une carte de crédit (crédit permanent ou revolving);
- découverts en compte;
- locations-ventes et locations avec option d'achat.

#### À NOTER

Pour les prêts dont le paiement des intérêts est différé, le crédit d'impôt est attribué à compter de l'année du début du remboursement. La limite annuelle de 1 000 € s'apprécie de façon globale, pour l'ensemble des prêts lorsque l'étudiant a contracté plusieurs prêts. Le prêt peut être souscrit en France ou dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. Toutefois, l'octroi de l'avantage fiscal est subordonné à la condition que le prêt souscrit à l'étranger puisse satisfaire à une réglementation équivalente à celle en vigueur en France.

## DONS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS ÉTABLIS DANS UN ÉTAT EUROPÉEN

(CGI, art. 200, 4 bis)

Depuis le 1.1.2010, les dons et versements effectués au profit d'organismes agréés dont le siège est situé dans un État membre de l'Union européenne autre que la France ou dans un État partie à l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales peuvent ouvrir droit à réduction d'impôt.

L'agrément est accordé lorsque l'organisme poursuit des objectifs et présente des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France qui peuvent recevoir des dons ouvrant droit à la réduction d'impôt (voir page 170).

Lorsque les dons ont été effectués au profit d'un organisme non agréé dont le siège est situé dans l'un des États précités, le contribuable doit produire, à la demande de l'administration fiscale, les pièces justificatives attestant que cet organisme poursuit des objectifs et présente des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France répondant aux conditions prévues par l'article 200 du CGI.

① Indiquez ligne 7VA le montant des dons versés aux organismes venant en aide aux personnes en difficulté, établis dans l'un des États précités. Ces dons ouvrent droit à la réduction d'impôt au taux de 75 %. Ils sont retenus dans la limite de 521 € commune aux dons versés à des organismes établis en France. Lorsque le montant des dons excède 521 €, l'excédent ouvre droit à la réduction d'impôt au taux de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Il est automatiquement retenu au titre des dons versés aux organismes d'intérêt général.

② Indiquez ligne 7VC le montant des dons versés aux autres organismes d'intérêt général. Ils ouvrent droit à la réduction d'impôt au taux de 66 % dans la limite de 20 % du revenu imposable, commune aux dons versés aux organismes établis en France.

Lorsque la somme des dons versés aux organismes établis en France et dans les États européens précités excède la limite de 20 % du revenu imposable, l'excédent est reporté sur les cinq années suivantes et ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions.

Figure 3. Déclaration n° 2042 C, page 7.

### 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

#### Dons à des organismes d'intérêt général établis dans un État européen

- Organismes d'aide aux personnes en difficulté (maximum 521 €) .....	7VA	①
- Autres organismes d'intérêt général .....	7VC	②

## INVESTISSEMENTS LOCATIFS : LOI DUFLOT

(CGI, art. 199 novovicies; BOI-IR-RICI-360)

La réduction d'impôt *Duflot* s'applique aux contribuables domiciliés en France qui acquièrent ou font construire des logements neufs du 1.1.2013 au 31.12.2016 et qui s'engagent à les donner en location nue à usage d'habitation principale du locataire, pour une durée minimale de neuf ans, à une personne autre qu'un membre de leur foyer fiscal ou qu'un de leurs ascendants ou descendants.

Pendant toute la période couverte par l'engagement de location, le loyer ne doit pas être supérieur à certains plafonds qui varient en fonction du lieu de situation du logement et de son type. Les locataires doivent en outre satisfaire à certaines conditions de ressources.

Au titre d'une même année d'imposition, le contribuable peut bénéficier de la réduction d'impôt à raison de l'acquisition ou de la construction d'au plus deux logements. Par ailleurs, au sein d'un même immeuble neuf comportant au moins cinq logements, un pourcentage des logements doit être acquis sans pouvoir ouvrir droit au bénéfice de la réduction d'impôt<sup>1</sup>.

La réduction d'impôt s'applique exclusivement au titre des logements situés dans les communes du territoire métropolitain classées dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement sur le parc locatif existant. Elle s'applique également, sous certaines conditions, aux logements situés dans des communes du territoire métropolitain caractérisées par des besoins particuliers en logement locatif.

Les investissements afférents à des logements situés dans les départements et les collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle Calédonie, Polynésie française, îles Wallis et Futuna) ouvrent également droit au bénéfice de l'avantage fiscal.

À l'exception des logements situés à Mayotte, le bénéfice de l'avantage fiscal est subordonné à la justification du respect d'un niveau de performance énergétique globale qui varie notamment en fonction du lieu de situation du logement (métropole ou outre-mer).

La réduction d'impôt s'applique également aux contribuables qui acquièrent du 1.1.2013 au 31.12.2016 des parts de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) réalisant les mêmes investissements.

## CHAMP D'APPLICATION

### Bénéficiaires

L'investissement peut être réalisé directement par le contribuable ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, telle qu'une société civile immobilière de gestion, une société immobilière de copropriété relevant de l'article 1655 ter du CGI ou toute autre société de personnes, dont le contribuable est associé.

## Opérations concernées

La réduction d'impôt s'applique aux :

- acquisitions de logements neufs ou en l'état futur d'achèvement ;
- acquisitions, en vue de leur réhabilitation, de logements ne répondant pas aux caractéristiques de décence, y compris lorsque l'acquisition est réalisée dans le cadre d'un contrat de vente d'immeubles à rénover (VIR) ;
- acquisitions de logements réhabilités ;
- acquisitions de locaux que le contribuable transforme à usage d'habitation, y compris lorsque l'acquisition est réalisée dans le cadre d'un contrat de VIR ;
- acquisitions de logements issus de la transformation de locaux affectés à un usage autre que l'habitation ;
- acquisitions de logements qui ont fait ou qui font l'objet de travaux concourant à la production ou à la livraison d'un immeuble neuf au sens de la TVA ;
- logements que le contribuable fait construire ;
- acquisitions de locaux inachevés en vue de leur achèvement par le contribuable.

## Date de réalisation de l'investissement et délai d'achèvement du logement

Pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, les investissements (acquisition ou construction du logement, souscription de parts de SCPI) doivent être réalisés à compter du 1.1.2013 et au plus tard au 31.12.2016. Pour certains investissements, des délais d'achèvement des logements sont, par ailleurs, exigés (voir tableau 1).

### À NOTER

La circonstance qu'une promesse d'achat, une promesse synallagmatique de vente ou, pour un logement acquis en l'état futur d'achèvement, un contrat de réservation ait été conclu avant le 1.1.2013 ne fait pas obstacle au bénéfice de la réduction d'impôt à condition que l'acte authentique d'achat du logement intervienne à compter du 1.1.2013.

## Champ d'application géographique (zonage)

Les logements doivent être situés dans des communes se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement sur le parc locatif existant. En pratique, il s'agit des communes classées dans les zones A et B1 retenues pour l'application du dispositif *Scellier*.

La réduction d'impôt s'applique également aux investissements réalisés dans les communes du territoire métropolitain caractérisées par des besoins particuliers en logement locatif. Il s'agit des communes classées dans la zone B2 retenue pour l'application du dispositif *Scellier*.

Les investissements réalisés du 1.1.2013 au 30.6.2013 dans les communes de la zone B2 ouvrent droit au bénéfice de la réduction d'impôt sans agrément préalable.

En revanche, les investissements afférents à des logements situés dans les communes de la zone B2 réalisés à compter du 1.7.2013 ouvrent droit à la réduction d'impôt à condition que ces communes aient reçu l'agrément du représentant de l'État dans la région.

Les dates de réalisation de l'investissement à retenir pour l'application de ces dispositions sont celles indiquées dans le tableau 1.

1. La mise en œuvre de cette condition est toutefois subordonnée à la publication d'un décret qui n'est pas intervenue en 2013.

La réduction d'impôt s'applique également aux logements situés dans les départements d'outre-mer et dans les collectivités d'outre-mer.

## Performance énergétique des logements

Le bénéfice de la réduction d'impôt est subordonné à la justification du respect d'un niveau de performance énergétique globale fixé par décret qui varie notamment selon que le logement est situé en métropole ou dans les départements ou collectivités d'outre-mer. Cette disposition n'est pas applicable aux logements situés à Mayotte.

### Constructions neuves en métropole

Les logements ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire avant le 1.1.2013 doivent bénéficier, au minimum, du label "bâtiment basse consommation énergétique, BBC 2005". La réduction d'impôt s'applique également aux logements qui ont fait l'objet d'un dépôt de permis de construire avant le 1.1.2013 pour lesquels le contribuable peut justifier du respect par anticipation de la réglementation thermique 2012.

Les logements faisant l'objet d'une demande de permis de construire à compter du 1.1.2013 doivent respecter les caractéristiques thermiques et conditions mentionnées au I de l'article R111-20 du code de la construction et de l'habitation. Il s'agit, en pratique, de la réglementation thermique 2012.

### Logements anciens en métropole

Pour le bénéfice de l'avantage fiscal, les logements anciens doivent bénéficier de l'un des labels suivants :

- le label "haute performance énergétique rénovation, HPE rénovation 2009" mentionné au 1° de l'article 2 de l'arrêté du 29 septembre 2009 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label "haute performance énergétique rénovation" ;
- le label "bâtiment basse consommation énergétique rénovation, BBC rénovation 2009" mentionné au 2° du même arrêté.

Pour les logements anciens pour lesquels le label "HPE rénovation 2009" ou "BBC rénovation 2009" ne peut pas être obtenu, le bénéfice de l'avantage fiscal est subordonné au respect d'exigences de performance énergétique globale, définies par l'arrêté du 5 mars 2012, pour au moins deux des quatre catégories suivantes :

- isolation de la toiture ou des murs donnant sur l'extérieur ;
- fenêtres ;
- système de chauffage ;
- système de production d'eau chaude sanitaire.

### Investissements réalisés dans les départements d'outre-mer

Pour les investissements réalisés dans les départements d'outre-mer, le niveau de performance énergétique globale exigé, différent selon qu'il s'agit d'une construction neuve ou ancienne, est fixé par le décret 2013-474 du 5 juin 2013 (publié au Journal officiel du 7.6.2013).

Ce niveau de performance concerne l'ensemble des logements situés dans les DOM (à l'exception de Mayotte) pour lesquels une demande de permis de construire ou une déclaration préalable de travaux a été déposée à compter du 8.6.2013, date d'entrée en vigueur du décret précité.

Tableau 1. Délai d'achèvement et date de réalisation de l'investissement.

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	DÉLAI D'ACHÈVEMENT DU LOGEMENT OU DES TRAVAUX	DATE DE RÉALISATION DE L'INVESTISSEMENT
Logements acquis neufs	Sans objet	Signature de l'acte authentique d'achat
Logements réhabilités Logements issus de la transformation d'un local affecté à un usage autre que l'habitation qui entrent ou non dans le champ de la TVA	Sans objet	
Logements ayant fait l'objet de travaux concourant à la production d'un immeuble neuf au sens de la TVA	Sans objet	
Logements acquis en l'état futur d'achèvement	Dans les 30 mois suivant la date de déclaration d'ouverture de chantier	
Logements acquis en vue de leur réhabilitation	Au plus tard le 31.12 de la 2 <sup>e</sup> année qui suit celle de l'acquisition du logement	
Locaux acquis en vue de leur transformation en logement	Au plus tard le 31.12 de la 2 <sup>e</sup> année qui suit celle de l'acquisition du local destiné à être transformé	
Locaux acquis inachevés en vue de leur achèvement	Au plus tard le 31.12 de la 2 <sup>e</sup> année qui suit celle de l'acquisition du local inachevé	
Logement qui font l'objet de travaux concourant à la production d'un immeuble neuf au sens de la TVA	Au plus tard le 31.12 de la 2 <sup>e</sup> année qui suit celle de l'acquisition du logement	
Logements construits par le contribuable	Dans les 30 mois à compter de la date d'obtention du permis de construire	Dépôt de la demande de permis de construire
Souscription de parts de SCPI	Sans objet	Réalisation de la souscription

### Investissements réalisés dans les collectivités d'outre-mer

Pour les investissements réalisés dans les collectivités d'outre-mer, le niveau de performance énergétique globale exigé, qui varie selon la collectivité, est fixé par le décret n° 2013-749 du 14 août 2013 (publié au Journal officiel du 17.8.2013).

Ce niveau de performance concerne l'ensemble des logements situés dans les collectivités d'outre-mer pour lesquels une demande de permis de construire ou une déclaration préalable de travaux a été déposée à compter du 18.8.2013, date d'entrée en vigueur du décret précité.

## CONDITIONS D'APPLICATION

### Engagement de location

La réduction d'impôt est subordonnée à l'engagement du propriétaire de donner le logement en location nue pendant une période minimale de neuf ans. Cette durée est calculée de date à date, à compter de celle de la prise d'effet du bail initial.

En cas de souscription de parts de SCPI, la société concernée doit prendre l'engagement de louer le logement financé par la souscription dans les mêmes conditions. Lorsqu'une même souscription de parts de SCPI est affectée à la réalisation de plusieurs logements, chacun d'entre eux doit faire l'objet d'un engagement de location de la part de la SCPI.

### Délai de mise en location

La mise en location doit intervenir dans les douze mois qui suivent la date d'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure.

### Affectation des logements

Le logement doit, en principe, être affecté à l'habitation principale du locataire.

Par exception, la location peut être consentie à un organisme public ou privé à condition que cet organisme donne le logement en sous-location nue à usage d'habitation principale et qu'il ne fournisse aucune prestation hôtelière ou para-hôtelière au sous-locataire.

### Qualité du locataire

La location ne peut pas être conclue avec un membre du foyer fiscal, un ascendant ou un descendant du contribuable. Lorsque le logement est la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, la location ne peut pas être conclue avec l'un des associés de la société, un membre du foyer fiscal ou un des ascendants ou descendants de l'un des associés. En revanche, la condition tenant à la location à une personne autre qu'un des ascendants ou descendants ne s'applique pas aux associés de SCPI.

Tableau 2. Dispositif Duflot : plafonds de loyer par m<sup>2</sup> en 2013.

Zone A bis	Zone A	Zone B1	Zone B2	DOM et COM <sup>1</sup>
16,52 €	12,27 €	9,88 €	8,59 €	9,88 €
1. Pour les baux conclus à compter du 18.8.2013 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie Française et dans les îles Wallis et Futuna, le plafond de loyer est fixé à 12,27 €.				

### Engagement de conservation des parts

Lorsque l'investissement est réalisé par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés autre qu'une SCPI, chaque associé doit s'engager à conserver les titres jusqu'à l'expiration de la période couverte par l'engagement de location pris par la société.

En cas de souscription de parts de SCPI, l'associé de cette société doit s'engager à conserver la totalité de ses titres jusqu'à l'expiration de l'engagement de location souscrit par la SCPI.

Dès lors que la réduction d'impôt est accordée au titre de l'année au cours de laquelle est réalisée la souscription, l'associé sera tenu de conserver ses parts au-delà de la période de neuf ans au cours de laquelle il bénéficie de l'avantage fiscal. Par ailleurs, lorsqu'une même souscription est affectée à la réalisation de plusieurs investissements, l'engagement de conservation des parts expire au terme de la période couverte par l'engagement de location afférent au dernier des logements mis en location par la SCPI.

### Plafonds de loyer

Les plafonds mensuels de loyers par m<sup>2</sup>, charges non comprises, sont indiqués dans le tableau 2.

#### À NOTER

Pour les investissements réalisés outre-mer, avant la publication des décrets du 5.6.2013 concernant les départements d'outre-mer et du 14.8.2013 concernant les collectivités d'outre-mer, le plafond applicable est celui de la zone B1. A compter de l'entrée en vigueur de ces décrets, respectivement le 8.6.2013 et le 18.8.2013, le plafond applicable est celui fixé par chacun des décrets.

Tableau 3. Dispositif Duflot : plafonds de ressources 2013 en métropole.

COMPOSITION DU FOYER FISCAL				
	Zone A bis	Zone A	Zone B1	Zone B2
Personne seule	36 502	36 502	29 751	26 776
Couple	54 554	54 554	39 731	35 757
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	71 515	65 579	47 780	43 002
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	85 384	78 550	57 681	51 913
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	101 589	92 989	67 854	61 069
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	114 315	104 642	76 472	68 824
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	+12 736	+11 659	+8 531	+7 677

À ce plafond de loyer mensuel par m<sup>2</sup> est ensuite appliqué un coefficient égal à  $0,7 + 19/S$  ( $S$  étant la surface du logement). Le coefficient obtenu est arrondi à la 2<sup>e</sup> décimale la plus proche et ne peut excéder 1,2.

Le loyer mensuel par m<sup>2</sup> obtenu après application du coefficient est ensuite multiplié par la surface du logement.

#### EXEMPLE

Pour un appartement de 40 m<sup>2</sup>, le coefficient est égal à :  $0,7 + 19/40 = 1,175$  arrondi à 1,18.

Si l'appartement est situé en zone A bis, le plafond de loyer par m<sup>2</sup> est égal à  $16,52 \text{ €} \times 1,18 = 19,49 \text{ €}$

Le plafond de loyer mensuel est égal à 779,60 € ( $40 \times 19,49 \text{ €}$ ).

### Plafonds de ressources du locataire

Pour les baux conclus en 2013, les ressources du locataire ne doivent pas dépasser les plafonds indiqués dans les tableaux 3 et 4. Les ressources à prendre en compte s'entendent du revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année précédant celle de la signature du bail (RFR de l'année 2011 pour un bail signé en 2013).

Pour les investissements réalisés dans les DOM :

- investissements réalisés du 1.1.2013 au 7.6.2013 : les plafonds de ressources applicables sont ceux de la zone B1 ;
- investissements réalisés à compter du 8.6.2013 : les plafonds applicables sont fixés par le décret n° 2013-474 du 5.6.2013 (publié au Journal officiel le 7.6.2013).

Pour les investissements réalisés dans les COM :

- investissements réalisés du 1.1.2013 au 17.8.2013 : les plafonds de ressources applicables sont ceux de la zone B1 ;
- investissements réalisés à compter du 18.8.2013 : les plafonds applicables sont fixés par le décret n°2013-749 du 14.8.2013 (publié au Journal officiel le 17.8.2013).

## MODALITÉS D'APPLICATION

### Base de la réduction d'impôt

#### Plafonnement de 300 000 € par an

Au titre d'une même année d'imposition, la base de la réduction d'impôt ne peut pas excéder **300 000 €**.

La base de la réduction d'impôt est constituée par le prix d'acquisition ou de revient global du ou des logements (dans la limite de deux) ou 95 % du montant de la souscription.

Lorsqu'au titre d'une même année d'imposition, un contribuable acquiert un ou deux logements et souscrit des parts de SCPI, le montant des dépenses retenu pour la détermination de l'avantage fiscal ne peut pas excéder globalement 300 000 €.

Lorsque le logement est la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés autre qu'une SCPI, le contribuable bénéficie de la réduction d'impôt dans la limite de la quote-part du prix de revient (retenu dans la limite de 300 000 € si un seul investissement est réalisé dans l'année) correspondant à ses droits sur le logement.

Lorsque le logement est détenu en indivision, chaque indivisaire bénéficie de la réduction d'impôt à hauteur de sa quote-part du prix de revient de ce logement (retenu dans la limite de 300 000 € si un seul investissement est réalisé dans l'année) correspondant à ses droits dans l'indivision.

#### Plafond de prix de revient par m<sup>2</sup> de surface habitable

Un plafond par m<sup>2</sup> de surface habitable s'applique pour la détermination de la base de la réduction d'impôt. Ce plafond de prix de revient est fixé à 5 500 € pour les logements situés en métropole comme pour ceux situés outre-mer.

Ce plafond s'applique avant la limitation annuelle de la base de la réduction d'impôt à 300 000 €.

Le plafond de prix de revient par m<sup>2</sup> de surface habitable ne s'applique pas aux souscriptions de parts de SCPI.

Tableau 4. Dispositif Dufflot : plafonds de ressources 2013 dans les DOM et les COM.

LIEU DE SITUATION DU LOGEMENT	DOM		COM		
	Du 1.1 au 7.6.2013	Du 8.6 au 31.12.2013	Du 1.1 au 17.8.2013	Du 18.8 au 31.12.2013	
Date de conclusion du bail				Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon	Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, îles Wallis et Futuna
Composition du foyer locataire :					
Personne seule	29 751	26 776	29 751	26 776	29 721
Couple	39 731	35 757	39 731	35 757	39 690
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	47 780	43 002	47 780	43 002	47 732
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	57 681	51 913	57 681	51 913	57 623
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	67 854	61 069	67 854	61 069	67 787
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	76 472	68 824	76 472	68 824	76 395
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	+ 8 531	+ 7 677	+ 8 531	+ 7 677	+ 8 521

## Taux de la réduction d'impôt

Le taux de la réduction d'impôt est fixé à **18 %** pour les investissements réalisés en métropole et à **29 %** pour les investissements réalisés outre-mer.

Lorsqu'au titre d'une même année, le contribuable réalise un investissement outre-mer et un investissement en métropole, la réduction d'impôt est calculée en retenant en priorité le montant de l'investissement outre-mer qui bénéficie d'un taux de réduction d'impôt plus élevé.

Pour les souscriptions dans les SCPI, le bénéfice de la réduction d'impôt au taux de 29 % est subordonné à la condition que 95 % du montant de la souscription serve exclusivement à financer un ou des immeubles situés dans un département ou une collectivité d'outre-mer.

## Modalités d'imputation

La première année au titre de laquelle la réduction d'impôt est accordée ("fait générateur"), qui dépend de la nature de l'investissement, est indiquée dans le tableau 5.

La réduction d'impôt est répartie sur neuf années, à raison d'une neuvième de son montant chaque année.

Lorsque la fraction de la réduction d'impôt imputable au titre d'une année d'imposition excède l'impôt dû par le contribuable au titre de cette même année, l'excédent ne peut pas être reporté sur les impositions des années suivantes.

## Limitation du nombre d'investissements éligibles à la réduction d'impôt

Au titre d'une même année d'imposition, le foyer fiscal peut bénéficier de la réduction d'impôt pour l'acquisition de deux logements. Cette limitation s'apprécie au titre de l'année de réalisation de l'investissement (sur la date de réalisation de l'investissement, voir tableau 1, page 198).

### À NOTER

Lorsque deux contribuables ayant chacun acquis distinctement un ou deux logements au titre d'une même année d'imposition sont, postérieurement à cette acquisition, soumis à imposition commune du fait du mariage ou de la conclusion d'un Pacs, le nouveau foyer fiscal ainsi constitué continue de bénéficier de la réduction d'impôt au titre de chacune des acquisitions antérieures. L'acquisition d'un ou de deux logements éligibles après le mariage ou le Pacs ouvre également droit au bénéfice de l'avantage fiscal.

Lorsqu'un même contribuable acquiert ou fait construire, au titre de deux années distinctes, deux logements (soit quatre logements au total) pour lesquels le fait générateur de la réduction d'impôt intervient la même année, chacun de ces logements peut ouvrir droit à l'avantage fiscal au titre de l'année de survenance du fait générateur.

Lorsque la transformation d'un local donne lieu à la création de plusieurs logements, seuls deux de ces logements peuvent ouvrir droit à la réduction d'impôt. Il appartient au contribuable de choisir les deux logements au titre desquels il souhaite bénéficier de l'avantage fiscal. La circonstance que l'ensemble de ces logements soient achevés ou donnés en location au titre d'années d'impo-

sition distinctes n'a pas pour effet de tous les rendre éligibles à l'avantage fiscal.

En cas d'investissement par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, autre qu'une SCPI, la réduction d'impôt ne peut s'appliquer que pour deux logements au titre de la même année d'imposition.

En cas de souscription de parts de SCPI, l'affectation de la souscription à l'acquisition de plusieurs logements de même que la souscription par le contribuable de parts de plusieurs SCPI ne font pas obstacle au bénéfice de la réduction d'impôt.

En tout état de cause, le montant total des souscriptions ne peut pas excéder 300 000 €, ce plafond étant commun avec les investissements directs et ceux effectués par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'IS autre qu'une SCPI.

La souscription de parts de SCPI et l'acquisition de deux logements au titre de la même année d'imposition ouvrent droit à la réduction d'impôt, dans la limite de 300 000 €.

Tableau 5. Fait générateur de la réduction d'impôt.

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	FAIT GÉNÉRATEUR
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition d'un logement neuf achevé</li> <li>- Acquisition d'un logement issu de la transformation d'un local affecté à un usage autre que l'habitation qui entre ou non dans le champ de la TVA</li> <li>- Acquisition d'un logement qui a fait l'objet de travaux concourant à la production ou à la livraison d'un immeuble neuf au sens de la TVA</li> <li>- Acquisition d'un logement réhabilité</li> </ul>	Année d'acquisition du logement
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition d'un logement en vue de sa réhabilitation</li> <li>- Acquisition d'un logement qui fait l'objet de travaux concourant à la production ou à la livraison d'un immeuble neuf au sens de la TVA</li> </ul>	Année d'achèvement des travaux
Acquisition d'un logement en l'état futur d'achèvement	Année d'achèvement du logement
Acquisition d'un local que le contribuable transforme en logement	
Acquisition de locaux inachevés, en vue de leur achèvement par le contribuable	
Construction d'un logement par le contribuable	
Souscription de parts de SCPI	Date de réalisation de la souscription



## Limitation du nombre de logements éligibles au sein d'un immeuble neuf

Au sein d'un immeuble neuf comportant au moins cinq logements, un pourcentage de logements (au moins 20 %, à fixer par un décret à paraître) doit être acquis sans pouvoir bénéficier de la réduction d'impôt. L'acte authentique d'acquisition doit comporter une mention spécifique certifiant que l'investissement peut ouvrir droit à l'avantage fiscal.

Cette limitation ne s'applique toutefois pas aux immeubles dont l'ensemble des logements est acquis par une SCPI.

La limitation du nombre de logements éligibles au sein d'un même immeuble neuf s'appliquera aux immeubles faisant l'objet d'un permis de construire accordé à compter de la publication du décret à paraître. Ce décret n'ayant pas été publié en 2013, cette condition n'est pas applicable au titre de l'année 2013.

## Pièces justificatives

Les documents suivants doivent être joints à la déclaration de revenus de l'année d'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure :

- une note annexe établie conformément au modèle figurant au BOI-LETTRE-000013 ou la 2044EB, comportant :
  - l'identité et l'adresse du contribuable ;
  - l'adresse du logement concerné, sa date d'acquisition ou d'achèvement, la date de sa première location et la surface à prendre en compte pour l'appréciation du plafond de loyer ;
  - le montant du loyer mensuel, charges non comprises, tel qu'il résulte du bail ;
  - l'engagement de louer le logement non meublé à usage d'habitation principale, pendant une durée de neuf ans au moins, à une personne autre qu'un membre de son foyer fiscal, un de ses ascendants ou descendants. Cet engagement prévoit en outre que le loyer ne doit pas excéder les plafonds réglementaires ;
  - les modalités de calcul de la réduction d'impôt ;
- une copie du bail. Si le logement n'est pas loué au moment du dépôt de la déclaration des revenus de l'année d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure, le contrat de bail est joint à la déclaration des revenus de l'année au cours de laquelle le bail est signé. En cas de changement de locataire au cours de la période d'engagement de location ou de la ou des périodes prorogées, le contribuable joint à sa déclaration des revenus de l'année au cours de laquelle le changement est intervenu une copie du nouveau bail ;
- une copie de l'avis d'imposition ou de non-imposition du ou des locataires établi au titre de l'avant-dernière année précédant celle de la signature du contrat de location. Lorsque le logement n'est pas loué au moment du dépôt de la déclaration des revenus de l'année

d'achèvement de l'immeuble ou des travaux, ou de son acquisition si elle est postérieure, ce document est joint à la déclaration des revenus de l'année au cours de laquelle le bail est signé. En cas de changement de locataire au cours de la période d'engagement de location, le contribuable joint à sa déclaration des revenus de l'année au cours de laquelle le changement est intervenu, une copie de l'avis d'imposition ou de non-imposition du ou des locataires au titre de l'avant-dernière année précédant celle de la signature du contrat de location.

En outre, sont à adresser à l'administration, à sa demande, d'autres documents spécifiques qui sont fonction de la nature de l'investissement (acquisition d'un logement en vue de sa réhabilitation, construction d'un logement par le contribuable, acquisition d'un local en vue de sa transformation en logement) ou de la nature de la location et des modalités de réalisation de l'investissement (investissement réalisé par l'intermédiaire d'une société soumise à l'impôt sur le revenu ou souscription de parts de SCPI).

Pour plus de précisions, il convient de se reporter au BOI-IR-RICI-360-50.

## Remise en cause

La réduction d'impôt obtenue fait notamment l'objet d'une remise en cause en cas de :

- non-respect de l'engagement de location ou des conditions de mise en location ;
- cession du logement pendant la période d'engagement de location ou cession des titres pendant la période d'engagement de conservation de parts ;
- non-respect des conditions relatives à la souscription de parts de SCPI.

Pour plus de précisions, il convient de se reporter au BOI-IR-RICI-360-40.

## Cumul avec d'autres avantages

Le même logement ne peut pas ouvrir droit à la réduction d'impôt *Duflot* et aux avantages suivants :

- financement au moyen d'un prêt locatif social (PLS) ;
- déduction spécifique des revenus fonciers prévue dans le cadre des dispositifs *conventionnement Anah* ou *Borloo ancien* ;
- réduction d'impôt pour investissement dans le secteur du logement outre-mer (CGI, art 199 undecies A et C) ;
- réduction d'impôt au titre des travaux de restauration immobilière *Malraux* (CGI, article 199 tervicies) ;
- réduction d'impôt *Scellier* (CGI, art 199 septvicies).

Cependant, un contribuable qui acquiert du 1.1.2013 au 31.3.2013 un logement pour lequel il demande le bénéfice du dispositif *Scellier* peut également bénéficier du dispositif *Duflot* au titre de l'acquisition en 2013 d'un ou de deux autres logements.

Figure 4. Déclaration n° 2042 C, page 3.

<b>7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT</b>	
<b>INVESTISSEMENTS LOCATIFS: LOI DUFLOT</b>	
<b>Investissements réalisés et achevés en 2013</b>	
– en métropole .....	7GH <input type="text"/>
– outre-mer .....	7GI <input type="text"/>



## Articulation avec d'autres dispositifs

Lorsqu'un contribuable procède à la réhabilitation d'un logement destiné à la location achevé depuis plus de deux ans dans lequel il réalise des dépenses éligibles au crédit d'impôt "développement durable" prévu à l'article 200 quater du CGI, il peut bénéficier à la fois de cet avantage fiscal et de la réduction d'impôt *Duflot*. Dans ce cas, le prix de revient du logement retenu pour la détermination de la réduction d'impôt est diminué du montant du crédit d'impôt obtenu.

Le bénéfice de la réduction d'impôt *Duflot* ne fait pas obstacle à l'application du régime micro-foncier.

La réduction d'impôt *Duflot* est retenue pour le calcul du plafonnement global des avantages fiscaux prévu à l'article 200-0 A du CGI. Pour plus de précisions sur les modalités d'application de ce plafonnement il convient de se reporter au BOI-IR-LIQ-20-20-10.

## INVESTISSEMENTS LOCATIFS : LOI SCELLIER

(CGI, art. 199 septuagies ; BOI-IR-RICI-230 et s.)

Les contribuables domiciliés en France qui acquièrent ou font construire, sous conditions, du 1.1.2009 au 31.12.2012, des logements dans des communes situées dans certaines zones du territoire, ou situées hors de ces zones mais ayant fait l'objet d'un agrément par le ministre en charge du logement, se caractérisant par un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements, peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt.

Ils doivent s'engager à donner le logement en location nue à usage d'habitation principale pour une durée minimale de neuf ans à une personne autre qu'un membre de leur foyer fiscal, en respectant un plafond de loyer pendant toute la période couverte par l'engagement.

La réduction d'impôt s'applique également aux contribuables qui souscrivent, du 1.1.2009 au 31.12.2012, des parts de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) réalisant ces mêmes investissements.

Des modalités d'application spécifiques de la réduction d'impôt sont prévues pour les investissements réalisés dans les départements et collectivités d'outre-mer à compter du 27.5.2009.

L'article 81 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 proroge le bénéfice de la réduction d'impôt Scellier pour les acquisitions de logements neufs ou en l'état futur d'achèvement réalisées du 1.1 au 31.3.2013, sous réserve que le contribuable justifie avoir pris l'engagement de réaliser cet investissement immobilier au plus tard le 31.12.2012.

Pour les acquisitions de logements neufs achevés, la date à retenir pour apprécier l'engagement de réaliser un investissement immobilier est celle de la promesse d'achat ou de la promesse synallagmatique de vente. Pour les logements acquis en l'état futur d'achèvement, l'engagement de réaliser un investissement peut prendre la forme d'un contrat préliminaire de réservation signé et déposé au rang des minutes du notaire ou enregistré au service des impôts au plus tard le 31.12.2012.

Les contribuables doivent tenir à la disposition de l'administration, outre l'acte authentique d'achat, une copie de ces pièces.

Figure 5. Déclaration n° 2042 C, page 3.

## 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

### INVESTISSEMENTS LOCATIFS : LOI SCELLIER

#### Investissements achevés ou acquis en 2013

	MÉTROPOLE LOGEMENT BBC OU ASSIMILÉ	MÉTROPOLE LOGEMENT NON-BBC	DOM, SAINT-BARTHÉLEMY, SAINT-MARTIN, SAINT- PIERRE-ET-MIQUELON	POLYNÉSIE FRAN- ÇAISE, NOUVELLE CALÉDONIE, ÎLES WALLIS ET FUTUNA
Investissements réalisés du 1.1.2013 au 31.3.2013 avec promesse d'achat en 2012 ou, pour un logement acquis en l'état futur d'achèvement, avec contrat de réservation enregistré en 2012.....	7FA <input type="text"/>	7FB <input type="text"/>	7FC <input type="text"/>	7FD <input type="text"/>

#### Investissements réalisés en 2012

Engagement de réalisation en 2012.....	7JA <input type="text"/>	7JF <input type="text"/>	7JK <input type="text"/>	7JO <input type="text"/>
Engagement de réalisation en 2011 .....	7JB <input type="text"/>	7JG <input type="text"/>	7JL <input type="text"/>	7JP <input type="text"/>

## MODALITÉS D'APPLICATION DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT COMMUNES AUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN MÉTROPOLÉ ET OUTRE-MER

### Bénéficiaires

L'investissement peut être réalisé directement par le contribuable ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, telle qu'une société civile immobilière de gestion, une société immobilière de copropriété relevant de l'article 1655 ter du CGI ou toute autre société de personnes, dont le contribuable est associé.

### Opérations concernées

**Pour les investissements réalisés du 1.1.2009 au 31.12.2012, la réduction d'impôt s'applique aux :**

- acquisitions de logements neufs ou en l'état futur d'achèvement ;
- logements que le contribuable fait construire ;
- acquisitions, en vue de leur réhabilitation, de logements ne répondant pas aux caractéristiques de décence ;

- acquisitions de locaux que le contribuable transforme à usage d'habitation ;
- acquisitions de locaux inachevés en vue de leur achèvement ;
- acquisitions de logements issus de la transformation d'un local affecté à un usage autre que l'habitation qui entrent dans le champ de la TVA.

**Pour les investissements réalisés du 1.1.2013 au 31.3. 2013, la réduction d'impôt s'applique aux :**

- acquisitions de logements neufs pour lesquels une promesse d'achat ou une promesse synallagmatique de vente a été signée au plus tard le 31.12.2012 ;
- acquisitions de logements en l'état futur d'achèvement pour lesquels un contrat préliminaire de réservation a été signé et déposé au rang des minutes du notaire ou enregistré au service des impôts au plus tard le 31.12.2012.

Pour l'application de ces dispositions, la date de réalisation de l'investissement à retenir varie selon la nature de l'investissement (voir tableau 6).

Tableau 6. Délai d'achèvement et date de réalisation de l'investissement.

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	DÉLAI D'ACHÈVEMENT DU LOGEMENT OU DES TRAVAUX		DATE DE RÉALISATION DE L'INVESTISSEMENT
	DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE AVANT LE 1.1.2012	DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE À COMPTER DU 1.1.2012	
Logements acquis neufs	Sans objet	Sans objet	Signature de l'acte authentique d'achat
Logements réhabilités <sup>1</sup>	Non éligibles	Sans objet	
Logements issus de la transformation d'un local affecté à un usage autre que l'habitation qui n'entrent pas dans le champ de la TVA <sup>1</sup>			
Logements issus de la transformation d'un local affecté à un usage autre que l'habitation qui entrent dans le champ de la TVA	Sans objet	Sans objet	
Logements ayant fait l'objet de travaux concourant à la production d'un immeuble neuf au sens de la TVA <sup>1</sup>	Non éligibles	Sans objet	
Logements acquis en l'état futur d'achèvement	Sans objet	Dans les 30 mois suivant la date de déclaration d'ouverture de chantier	
Logements acquis en vue de leur réhabilitation	Au plus tard le 31.12.2012	Au plus tard le 31.12 de la 2 <sup>e</sup> année qui suit celle de l'acquisition du logement	
Locaux acquis en vue de leur transformation en logement	Au plus tard le 31.12 de la 2 <sup>e</sup> année qui suit celle de l'acquisition du local destiné à être transformé		Dépôt de la demande de permis de construire
Locaux acquis inachevés en vue de leur achèvement	Au plus tard le 31.12 de la 2 <sup>e</sup> année qui suit celle de l'acquisition du local inachevé		
Logements qui font l'objet de travaux concourant à la production d'un immeuble neuf au sens de la TVA <sup>1</sup>	Non éligibles	Au plus tard le 31.12 de la 2 <sup>e</sup> année qui suit celle de l'acquisition du logement	
Logements construits par le contribuable	Au plus tard le 31.12 de la 2 <sup>e</sup> année qui suit celle du dépôt de la demande de permis de construire	Dans les 30 mois à compter de la date d'obtention du permis de construire	
Souscription de parts de SCPI	Sans objet	Sans objet	Réalisation de la souscription

1. Logements ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire déposée, au titre des travaux, à compter du 1.1.2012 et d'une acquisition en 2012.

## Limitation du nombre d'investissements éligibles à la réduction d'impôt

Le foyer fiscal peut bénéficier de la réduction d'impôt au titre de l'acquisition d'un seul logement pour une même année d'imposition. Cette limitation s'apprécie au titre de l'année de réalisation de l'investissement (sur la date de réalisation de l'investissement, voir tableau 6).

### À NOTER

Lorsque deux contribuables ayant chacun acquis distinctement un logement au titre d'une même année d'imposition sont, postérieurement à cette acquisition, soumis à imposition commune du fait du mariage ou de la conclusion d'un Pacs, le nouveau foyer fiscal ainsi constitué continue de bénéficier de la réduction d'impôt au titre de chacune des acquisitions antérieures. L'acquisition d'un logement éligible après le mariage ou le Pacs ouvre également droit au bénéfice de l'avantage fiscal.

Lorsqu'un même contribuable acquiert au titre de deux années distinctes deux logements dont l'achèvement (fait générateur de la réduction d'impôt) intervient la même année, chacun de ces logements ouvre droit à l'avantage fiscal au titre de l'année au cours de laquelle intervient le fait générateur de l'avantage fiscal.

Lorsque la transformation d'un local donne lieu à la création de plusieurs logements, seul l'un de ces logements peut ouvrir droit à la réduction d'impôt.

## Date de réalisation de l'investissement et délai d'achèvement du logement

Pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, les investissements (acquisition ou construction du logement, souscription de parts de SCPI) doivent être réalisés, selon le cas, à compter du 1.1.2009 ou à compter du 1.1.2012. En toute hypothèse, ces investissements doivent être réalisés au plus tard au 31.12.2012 (sauf logements acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement au plus tard le 31.3.2013 lorsque l'engagement de réaliser l'investissement a été pris au plus tard le 31.12.2012).

Pour certains investissements, des délais d'achèvement des logements sont, par ailleurs, exigés (voir tableau 6).

### À NOTER

La réduction d'impôt n'est pas accordée au titre de l'acquisition de logements pour lesquels une promesse d'achat ou une promesse synallagmatique a été conclue avant le 1.1.2009. En revanche, l'acquisition entre le 1.1.2009 et le 31.12.2012 d'un logement en l'état futur d'achèvement ayant fait l'objet d'un contrat de réservation avant le 1.1.2009 peut ouvrir droit à la réduction d'impôt sous réserve que la signature de l'acte authentique d'achat intervienne postérieurement à cette même date.

## Champ d'application géographique (zonage)

Les logements doivent être situés dans les communes se caractérisant par un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements.

Pour les investissements réalisés du 1.1 au 3.5.2009, la liste de ces communes est établie par l'arrêté du 30.12.2008, publié au Journal officiel du 31.12.2008. Pour les investissements réalisés à compter du 4.5.2009, cette liste est fixée par l'arrêté du 29.4.2009, publié

au Journal officiel du 3.5.2009. Il s'agit des communes classées dans les zones A, B1, B2 retenues pour l'application des dispositifs *Robien* et *Borloo*.

Conformément à l'article 83 de la loi de finances pour 2010, les logements situés en métropole dans des communes de la zone C peuvent ouvrir droit au dispositif *Scellier* sous réserve que ces communes aient reçu l'agrément délivré par le ministre chargé du logement, dans les conditions définies par le décret n° 2010-1112 du 23.9.2010.

Sont éligibles à l'avantage fiscal les investissements réalisés à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté portant agrément de la commune et jusqu'à la fin de la période de validité, fixée à trois ans. Les dates de réalisation de l'investissement à retenir pour l'application de ces dispositions sont indiquées dans le tableau 6.

La loi n° 2009-594 du 27.5.2009 pour le développement économique des outre-mer a, par ailleurs, étendu le champ d'application géographique de la réduction d'impôt *Scellier* aux investissements réalisés à Mayotte et dans les collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et îles Wallis et Futuna) à compter du 27.5.2009.

## Performance énergétique des logements

### Logements qui ont fait l'objet d'une demande de permis de construire du 1.1.2010 au 31.12.2011

Le bénéfice de la réduction d'impôt est subordonné à la justification par le contribuable du respect des exigences en matière de performance énergétique requises par la réglementation en vigueur.

Les conditions dans lesquelles le contribuable doit justifier du respect de cette réglementation thermique en vigueur sont prévues par le décret n° 2012-411 du 23.3.2012. Ce décret confirme les modalités de justification qui ont été prévues par la doctrine administrative avant sa publication.

Pour plus de précisions, il convient de se reporter au BOI-IR-RICI-230-10-30-20.

### Logements qui ont fait l'objet d'une demande de permis de construire du 1.1 au 31.12.2012

Le bénéfice de la réduction d'impôt est subordonné à la justification du respect d'un niveau de performance énergétique globale supérieur à celui qu'impose la législation en vigueur.

Le niveau de performance globale exigé, qui varie selon qu'il s'agit d'une construction neuve ou d'un logement ancien, est fixé par l'article 46 AZA octies de l'annexe III au CGI, issu du décret n° 2012-305 du 5.3.2012.

La justification du respect d'un niveau de performance énergétique globale supérieur à celui qu'impose la législation en vigueur ne concerne que les investissements relatifs à des logements situés en métropole.

Pour plus de précisions, il convient de se reporter au BOI-IR-RICI-230-10-30-20.

## Engagement de location

La réduction d'impôt est subordonnée à l'engagement du propriétaire de donner le logement en location nue pendant une période minimale fixée en principe à neuf ans. Par exception, cette durée est ramenée à cinq ans pour les investissements réalisés à comp-

ter du 1.1.2011 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française ou dans les îles Wallis et Futuna.

En toute hypothèse, cette durée est calculée de date à date, à compter de celle de la prise d'effet du bail initial.

Pour les souscriptions de parts de SCPI, la durée de location de neuf ans est calculée de date à date à compter de la prise d'effet du bail initial.

## Délai de mise en location

La mise en location doit intervenir dans les douze mois qui suivent la date d'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure.

## Affectation des logements

Le logement doit, en principe, être affecté à l'habitation principale du locataire.

Par exception, la location peut être consentie à un organisme public ou privé à condition que cet organisme donne le logement en sous-location nue à usage d'habitation principale et qu'il ne fournisse aucune prestation hôtelière ou para-hôtelière au sous-locataire.

## Engagement de conservation des parts

Lorsque l'investissement est réalisé par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés autre qu'une SCPI, chaque associé de cette société doit s'engager à conserver les titres jusqu'à l'expiration de la période couverte par l'engagement de location pris par la société.

En cas de souscription de parts de SCPI, l'associé de cette société doit s'engager à conserver la totalité de ses titres jusqu'à l'expiration de l'engagement de location souscrit par la SCPI.

Dès lors que la réduction d'impôt est accordée au titre de l'année au cours de laquelle est réalisée la souscription, l'associé sera tenu de conserver ses parts au-delà de la période de neuf ans au cours de laquelle il bénéficie de l'avantage fiscal. Par ailleurs, lorsqu'une même souscription est affectée à la réalisation de plusieurs investissements, l'engagement de conservation des parts expire au terme de la période couverte par l'engagement de location afférent au dernier des logements mis en location par la SCPI.

## Base de la réduction d'impôt

### Plafonnement de 300 000 € par logement et par an

Au titre d'une même année d'imposition, la base de la réduction d'impôt ne peut pas excéder **300 000 €**.

La base de la réduction d'impôt est constituée par le prix d'acquisition ou de revient global du logement ou la totalité du montant de la souscription.

Lorsqu'au titre d'une même année d'imposition, un contribuable acquiert un logement et souscrit des parts de SCPI, le montant des dépenses retenu pour la détermination de l'avantage fiscal ne peut pas excéder globalement 300 000 €.

Lorsque le logement est la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés autre qu'une SCPI, le contribuable bénéficie de la réduction d'impôt dans la limite de la quote-part du prix de revient (retenu dans la limite de 300 000 €) correspondant à ses droits sur le logement concerné.

Lorsque le logement est détenu en indivision, chaque indivisaire bénéficie de la réduction d'impôt à hauteur de sa quote-part du prix de revient de ce logement (retenu dans la limite de 300 000 €) correspondant à ses droits dans l'indivision.

## Plafond de prix de revient par m<sup>2</sup> de surface habitable

L'article 75 de la loi de finances pour 2012 instaure des plafonds de prix de revient par mètre carré de surface habitable pour la détermination de la réduction d'impôt. Ces plafonds, fixés par le décret n° 2012-305 du 5.3.2012 (Journal officiel du 7.3.2012), sont reproduits dans le tableau 7.

Ces plafonds de prix de revient par m<sup>2</sup> de surface habitable s'appliquent, en principe, aux investissements réalisés à compter du 1.1.2012.

Par exception, compte tenu de la date de publication du décret fixant ces plafonds (Journal officiel du 7.3.2012), ces plafonds ne sont pas applicables :

- pour les acquisitions de logements en l'état futur d'achèvement (EFA) réalisées en 2012, lorsque le contrat de réservation a été signé et déposé au rang des minutes du notaire ou enregistré au service des impôts au plus tard le 7.3.2012 ;
- pour les autres acquisitions (acquisitions hors EFA) réalisées en 2012, lorsque la promesse synallagmatique de vente ou la promesse d'achat a été signée et déposée au rang des minutes du notaire ou enregistrée au service des impôts au plus tard le 7.3.2012 ;
- pour les logements que le contribuable fait construire, lorsque la demande de permis de construire a été déposée au plus tard le 7.3.2012.

Ces plafonds s'appliquent avant la limitation annuelle de la base de la réduction d'impôt à 300 000 €.

Ces plafonds ne s'appliquent pas aux souscriptions de parts de SCPI.

## Fait générateur

La première année au titre de laquelle la réduction d'impôt est accordée ("fait générateur"), qui dépend de la nature de l'investissement, est indiquée dans le tableau 5, page 205.

## Modalités d'imputation

La réduction d'impôt est répartie sur **neuf années**, à raison d'un neuvième de son montant chaque année.

Toutefois, pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2011 en Polynésie française, Nouvelle Calédonie et à Wallis et Futuna, la réduction d'impôt est répartie sur cinq ans, à raison d'un cinquième de son montant chaque année.

Lorsque la fraction de la réduction d'impôt imputable au titre d'une année d'imposition excède l'impôt dû par le contribuable au titre de cette même année, le solde peut être imputé sur l'impôt dû au titre des six années suivantes sous réserve que le logement soit maintenu en location pendant lesdites années. Les fractions ainsi reportées s'imputent en priorité, en retenant d'abord les plus anciennes.

Tableau 7. Plafonds de prix de revient par m<sup>2</sup>.

MÉTROPOLE				OUTRE-MER
Zones A <sup>1</sup> et A bis <sup>2</sup>	Zone B1 <sup>1</sup>	Zone B2 <sup>1</sup>	Communes agréées de la zone C	
5 000 €	4 000 €	2 100 €	2 000 €	4 000 €
1. La liste des communes des zones A, B1 et B2 figure dans l'annexe à l'arrêté du 29.4.2009. 2. La liste des communes de la zone A bis figure dans l'annexe à l'arrêté du 22.12.2010.				

## Avantages fiscaux complémentaires en cas de location dans le secteur intermédiaire

Lorsque la location est consentie pendant toute la période d'engagement de location dans le secteur intermédiaire, c'est-à-dire à des conditions de loyers plus restrictives pour des locataires qui satisfont en outre à certaines conditions de ressources, le contribuable bénéficie en plus de la réduction d'impôt :

- d'une part d'une déduction spécifique de 30 % qui s'applique sur les revenus bruts tirés de la location du logement concerné. Cette déduction spécifique ne s'applique pas lorsque les revenus fonciers du bailleur sont imposés selon le régime micro-foncier ;
- d'autre part, d'un complément de réduction d'impôt lorsque la location reste consentie dans le secteur intermédiaire après la période initiale de l'engagement de location (possibilité de prorogation pour une ou deux périodes triennales), quel que soit le régime d'imposition des revenus fonciers du bailleur.

Dans ce cas, la location ne doit pas être consentie à un ascendant ou descendant du bailleur.

## Avantages complémentaires dans les zones de revitalisation rurale (ZRR)

Lorsque le logement est situé dans une ZRR, le contribuable bénéficie en plus de la réduction d'impôt, d'une déduction spécifique fixée à 26 % des revenus bruts tirés de la location de ce logement. Cette déduction spécifique ne s'applique pas lorsque les revenus fonciers du bailleur sont imposés selon le régime micro-foncier.

Elle n'est, par ailleurs, pas cumulable avec la déduction spécifique de 30 % applicable lorsque la location du logement est consentie dans les conditions du secteur intermédiaire. Pour les investissements réalisés en 2009, la liste des communes situées dans une zone de revitalisation rurale est fixée par l'arrêté du 9.4.2009 (publié au Journal officiel du 11.4.2009). Pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2010, la liste de ces communes est complétée par l'arrêté du 30.12.2010. Pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2011, la liste des communes situées dans une zone de revitalisation rurale qui est fixée par l'arrêté du 28 décembre 2011 (publié au Journal officiel du 29.12.2011) est identique à celle fixée par l'arrêté du 30 décembre 2010 précité.

## Articulation avec la déduction spécifique "Conventionnement ANAH"

Lorsque la location fait l'objet d'une convention avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), le bailleur peut bénéficier d'une déduction spécifique égale à 30 % (secteur intermédiaire), 45 % ou 60 % (secteur social) ou 70 % (secteur intermédiaire) du montant des loyers perçus.

La déduction obtenue dans le cadre de ce dispositif "conventionnement ANAH" n'est pas cumulable avec la déduction de 30 % prévue en faveur des locations dans le secteur intermédiaire ou avec la déduction de 26 % prévue en faveur des logements situés en zone de revitalisation rurale.

## Pièces justificatives

Les documents suivants doivent être joints à la déclaration de revenus de l'année d'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure :

- une note annexe établie conformément au modèle figurant au BOI-LETTRE-000013 ou la 20424EB<sup>1</sup>, comportant :
  - l'identité et l'adresse du contribuable ;
  - l'adresse du logement concerné, sa date d'acquisition ou d'achèvement, la date de sa première location et la surface à prendre en compte pour l'appréciation du plafond de loyer ;
  - le montant du loyer mensuel, charges non comprises, tel qu'il résulte du bail ;
  - l'engagement de louer le logement non meublé à usage d'habitation principale, pendant une durée de neuf ans au moins, à une personne autre qu'un membre du foyer fiscal. Cet engagement prévoit en outre que le loyer ne doit pas excéder les plafonds réglementaires ;
  - les modalités de calcul de la réduction d'impôt ;

- une copie du bail. Si le logement n'est pas loué au moment du dépôt de la déclaration des revenus de l'année d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure, le contrat de bail est joint à la déclaration des revenus de l'année au cours de laquelle le bail est signé. En cas de changement de locataire au cours de la période d'engagement de location ou de la ou des périodes prorogées, le contribuable joint à sa déclaration des revenus de l'année au cours de laquelle le changement est intervenu une copie du nouveau bail.

Pour plus de précisions, s'agissant notamment des obligations spécifiques à certains investissements (acquisition d'un logement en vue de sa réhabilitation, construction d'un logement par le contribuable, acquisition d'un local en vue de sa transformation en logement) ainsi que de celles exigées lorsque l'investissement est réalisé par l'intermédiaire d'une société soumise à l'impôt sur le revenu, il convient de se reporter au BOI-IR-RICI-230-50.

## Remise en cause

La réduction d'impôt obtenue fait notamment l'objet d'une remise en cause en cas de :

- non-respect de l'engagement de location ;
- non-respect des conditions de mise en location ;
- cession, pendant la période d'engagement de location, des immeubles ou des parts de SCPI au titre desquels le contribuable a bénéficié de la réduction d'impôt.

## Cumul avec d'autres avantages

Un contribuable ne peut, pour un même logement ou une même souscription de parts, bénéficier à la fois de la réduction d'impôt en faveur de l'investissement locatif et de l'une des réductions d'impôt suivantes :

- investissement dans le secteur du tourisme (CGI, art. 199 decies E à 199 decies G) ;
- investissement dans les résidences hôtelières à vocation sociale (CGI, art. 199 decies I) ;
- investissement dans le secteur du logement outre-mer (CGI, art 199 undecies A et C) ;
- dépenses supportées en vue de la restauration complète d'un immeuble bâti situé dans un secteur sauvegardé, dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ou dans un quartier ancien dégradé (CGI, article 199 tervicies) ;

– investissement dans le secteur locatif intermédiaire *Duflot* (CGI, article 199 novovicies).

En revanche, lorsqu'un contribuable procède à la réhabilitation d'un logement destiné à la location, achevé depuis plus de deux ans, dans lequel il réalise des dépenses éligibles au crédit d'impôt "développement durable" prévu à l'article 200 quater du CGI, il peut bénéficier à la fois de cet avantage fiscal et de la réduction d'impôt *Scellier*. Dans ce cas, le prix de revient du logement retenu pour la détermination de la réduction d'impôt *Scellier* est diminué du montant du crédit d'impôt obtenu.

#### PRÉCISIONS

Pour les investissements réalisés du 1.1 au 31.12.2009, le contribuable a eu la possibilité soit d'opter pour l'application des dispositifs *Robien recentré* ou *Borloo neuf*, soit de demander le bénéfice du dispositif *Scellier*, sans toutefois pouvoir cumuler ces deux avantages au titre d'un même investissement. En revanche, le contribuable a pu, au titre de l'année 2009, bénéficier du dispositif d'amortissement et de la réduction d'impôt *Scellier* au titre d'investissements distincts.

Les investissements réalisés depuis le 1.1.2010 ne peuvent plus ouvrir droit aux dispositifs *Robien* et *Borloo neuf*.

Le bénéfice de la réduction d'impôt *Scellier* ne fait pas obstacle à l'application du régime micro-foncier. Toutefois, le revenu net foncier imposable est alors calculé automatiquement par l'application d'un seul abattement forfaitaire de 30 % au revenu brut. En conséquence, les déductions spécifiques, notamment de 30 % en cas de location dans le secteur intermédiaire, ne peuvent pas s'appliquer.

Tableau 8. Plafonds de loyer 2013. Investissements réalisés en métropole en 2009 et 2010

	ZONES <sup>(1)</sup>		
	A	B1	B2
Secteur libre	22,71 €	15,79 €	12,91 €
Secteur intermédiaire	18,17 €	12,63 €	10,33 €

1. La liste des communes comprises dans les zones A, B1 et B2 est fixée par l'arrêté du 29.4.2009

Tableau 9. Plafonds de loyer 2013. Investissements en métropole à compter du 1.1.2011.

	ZONES <sup>(1)</sup>				
	A bis <sup>(2)</sup>	A	B1	B1	Communes agréées en zone C <sup>(3)</sup>
Secteur libre	22,57 €	16,74 €	13,51 €	11,02 €	7,67 €
Secteur intermédiaire	18,06 €	13,39 €	10,81 €	8,82 €	6,14 €

1. La liste des communes comprises dans les zones A, B1 et B2 est fixée par l'arrêté du 29.4.2009.  
2. La liste des communes de la zone A bis est fixée par l'arrêté du 22.12.2010.  
3. Communes agréées par le ministre du logement.

#### À NOTER

La réduction d'impôt *Scellier* est retenue pour le calcul du plafonnement global des avantages fiscaux prévu à l'article 200-0 A du CGI. Pour plus de précisions sur les modalités d'application du plafonnement global il convient de se reporter au BOI-IR-LIQ-20-20-10.

### MODALITÉS D'APPLICATION DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT SPÉCIFIQUES AUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN MÉTROPOLE

Pour les investissements réalisés en métropole du 1.1.2009 au 31.12.2010, les plafonds de loyer sont identiques, pour le secteur libre, à ceux exigés pour le bénéfice du dispositif *Robien recentré* et pour le secteur intermédiaire à ceux exigés pour le bénéfice du dispositif *Borloo neuf*.

Pour les investissements réalisés en métropole à compter du 1.1.2011, les plafonds de loyers des secteurs libre et intermédiaire sont fixés par le décret n° 2010-1601 du 20.12.2010.

#### Plafonds de loyer (secteur libre)

Pour 2013, les plafonds mensuels de loyers par mètre carré applicables aux investissements réalisés en métropole dans le secteur libre, charges non comprises, sont indiqués dans le tableau 8 pour les investissements réalisés avant 2011 et dans le tableau 9 pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2011.

Tableau 10. Plafonds de ressources 2013 en métropole (en €).

COMPOSITION DU FOYER FISCAL	ZONES <sup>1</sup>			
	A	B1	B2	Communes agréées <sup>2</sup>
Personne seule	46 214	34 328	31 467	31 255
Couple sans enfant	69 066	50 410	46 210	42 008
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	83 023	60 348	55 319	50 289
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	99 448	73 035	66 949	60 863
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	117 728	85 720	78 579	71 432
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	132 474	96 692	88 636	80 578
Majoration par personne à charge supplémentaire à partir de la cinquième	+ 14 766	+ 10 983	+ 10 068	+ 9 153

1 La liste des communes comprises dans les zones A, B1 et B2 est fixée par l'arrêté du 29.4.2009  
2 Les plafonds de ressources du locataire d'un logement situé dans une commune agréée sont identiques à ceux exigés pour le bénéfice du dispositif "Borloo neuf" en zone C.



## REMARQUE

Pour les investissements réalisés dans les départements d'outre-mer (hors Mayotte) du 1.1 au 26.5.2009, les plafonds à respecter sont ceux de la zone B1.

### Plafonds de loyer et de ressources des locataires (secteur intermédiaire)

Pour 2013, les plafonds mensuels de loyers par mètre carré applicables aux investissements réalisés en métropole dans le secteur intermédiaire, charges non comprises, sont indiqués dans le tableau 8 pour les investissements réalisés avant 2011 et dans le tableau 9 pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2011.

Pour les baux conclus ou renouvelés en 2013, les plafonds annuels de ressources sont indiqués dans le tableau 10.

Tableau 11. Engagement de réalisation d'un investissement immobilier.

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	DATE D'ENGAGEMENT DE RÉALISATION D'UN INVESTISSEMENT IMMOBILIER
Acquisition d'un logement neuf achevé	Signature d'une promesse d'achat ou promesse synallagmatique de vente
Acquisition d'un logement en vue de sa réhabilitation	
Acquisition d'un local en vue de sa transformation en logement	
Acquisition de locaux inachevés en vue de leur achèvement	
Acquisition d'un logement en l'état futur d'achèvement	Signature d'une promesse d'achat ou promesse synallagmatique de vente. À défaut, signature de l'acte authentique d'achat (sauf contrat de réservation enregistré l'année précédente <sup>1</sup> )
Construction d'un logement par le contribuable	Dépôt de la demande de permis de construire
Souscription de parts de SCPI	Réalisation de la souscription
1. À titre transitoire, l'engagement de réalisation de l'investissement avant le 1.1.2011 (ou avant le 1.1.2012) peut prendre la forme d'un contrat préliminaire de réservation signé et déposé au rang des minutes d'un notaire ou enregistré au service des impôts au plus tard le 31.12.2010 (ou le 31.12.2011) à condition que l'acte d'acquisition soit signé au plus tard le 31.3.2011 (ou le 31.3.2012).	

Tableau 12. Taux de la réduction d'impôt en métropole (investissements réalisés en 2011)

DATE ET MODALITÉS DE L'ENGAGEMENT DE RÉALISER UN INVESTISSEMENT IMMOBILIER	DATE ET MODALITÉS DE LA RÉALISATION D'UN INVESTISSEMENT IMMOBILIER	TAUX DE RÉDUCTION D'IMPÔT APPLICABLE	
		Scellier classique	Scellier Intermédiaire <sup>1</sup>
Acquisition en l'état futur d'achèvement (régime de la VEFA)			
Enregistrement du contrat de réservation au plus tard le 31.12.2010	Acte authentique d'achat du 1.1 au 31.1.2011	25 % BBC 25 % non BBC	+ 12 % sur 6 ans <sup>2</sup>
	Acte authentique d'achat du 1.2 au 31.3.2011	25 % BBC 15 % non BBC	+ 12 % sur 6 ans <sup>2</sup>
	Acte authentique d'achat du 1.4 au 31.12.2011	22 % BBC 13 % non BBC	+ 10 % sur 6 ans <sup>3</sup>
Pas d'enregistrement du contrat en 2010	Acte authentique d'achat en 2011	22 % BBC 13 % non BBC	+ 10 % sur 6 ans <sup>3</sup>
Autres acquisitions (hors VEFA)			
Promesse synallagmatique ou promesse d'achat au plus tard le 31.12.2010	Acte authentique d'achat en 2011	25 % BBC 15 % non BBC	+ 12 % sur 6 ans <sup>2</sup>
Promesse synallagmatique ou promesse d'achat à compter du 1.1.2011	Acte authentique d'achat en 2011	22 % BBC 13 % non BBC	+ 10 % sur 6 ans <sup>3</sup>
Logement que le contribuable fait construire			
Dépôt de la demande de permis de construire	Dépôt de la demande de permis de construire en 2011	22 % BBC 13 % non BBC	+ 10 % sur 6 ans <sup>3</sup>
Souscription de parts de SCPI			
Réalisation de la souscription <sup>4</sup>	Souscription en 2011	22 % BBC 13 % non BBC	+ 10 % sur 6 ans <sup>3</sup>
1. Taux global du complément de réduction d'impôt "Scellier intermédiaire". 2. 6 % par période triennale renouvelable une fois. 3. 5 % par période triennale renouvelable une fois. 4. Non concerné par les dispositions transitoires.			



## REMARQUE

Pour les investissements réalisés dans les départements d'outre-mer (hors Mayotte) du 1.1 au 26.5.2009, les plafonds à respecter sont ceux de la zone B1.

## Taux de la réduction d'impôt

### Investissements réalisés en 2009 et 2010

Pour les investissements réalisés en 2009 et 2010, le taux de la réduction d'impôt est fixé à 25 %.

### Investissements réalisés en 2011

Pour les investissements réalisés en 2011, les taux de la réduction d'impôt font l'objet :

- d'une diminution au titre du verdissement de ce dispositif (diminution de taux pour les investissements qui ne bénéficient pas du label "BBC 2005") ;
- et d'une diminution au titre de la réduction homothétique de 10 % des avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu ("rabot 2011").

La combinaison de ces deux diminutions a pour effet de ramener les taux de la réduction d'impôt à 13 %, ou à 22 % pour les investissements qui bénéficient du label BBC 2005.

Toutefois, afin de préserver l'équilibre des opérations pour lesquelles la décision d'investissement est intervenue avant le 1.1.2011, des dispositions transitoires sont prévues. Ainsi, les investissements que le contribuable s'est engagé à réaliser avant le 1.1.2011 ne sont pas soumis à la diminution de taux applicable

au titre du "rabot 2011". La date à retenir pour l'appréciation de l'engagement de réaliser un investissement immobilier dépend de sa nature et est indiquée dans le tableau 11. Ces investissements ouvrent donc droit à la réduction d'impôt au taux de 15 %, ou de 25 % lorsque l'investissement bénéficie du label BBC 2005

### Cas spécifique des logements acquis en l'état futur d'achèvement

Outre le bénéfice des dispositions transitoires précitées qui ont pour effet de ne pas appliquer la diminution de taux au titre du "rabot 2011", les logements acquis en l'état futur d'achèvement pour lesquels le contribuable a signé un contrat de réservation avant le 1.1.2011 et qui font l'objet d'un acte authentique d'acquisition au plus tard le 31.1.2011, ne sont pas soumis à la diminution de taux au titre du verdissement du dispositif. Ces investissements ouvrent donc droit au bénéfice de la réduction d'impôt au taux de 25 % y compris lorsqu'ils ne bénéficient pas du label BBC 2005.

### Investissements réalisés en 2012

Pour les investissements réalisés en 2012, les taux de la réduction d'impôt font l'objet :

- d'une diminution du taux de droit commun ;
- et d'une diminution au titre de la réduction homothétique de 15 % des avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu ("rabot 2012").

La combinaison de ces deux diminutions a pour effet de ramener les taux de la réduction d'impôt à 13 % pour les investissements qui bénéficient du label BBC 2005 et à 6 % pour les investissements

Tableau 13. Taux de la réduction d'impôt en métropole (investissements réalisés à compter du 1.1.2012)

DATE ET MODALITÉS DE L'ENGAGEMENT DE RÉALISER UN INVESTISSEMENT IMMOBILIER	DATE ET MODALITÉS DE LA RÉALISATION D'UN INVESTISSEMENT IMMOBILIER	TAUX DE RÉDUCTION D'IMPÔT APPLICABLE	
		Scellier classique	Scellier Intermédiaire <sup>1</sup>
Acquisition en l'état futur d'achèvement (régime de la VEFA)			
Enregistrement du contrat de réservation au plus tard le 31.12. 2011	Acte authentique d'achat du 1.1 au 31.3.2012	22 % BBC <sup>2</sup> 13 % non BBC <sup>5</sup>	+ 10 % sur 6 ans <sup>3</sup>
	Acte authentique d'achat du 1.4 au 31.12.2012	13 % BBC <sup>2</sup> 6 % non BBC <sup>5</sup>	+ 8 % sur 6 ans <sup>4</sup>
Pas d'enregistrement du contrat en 2011	Acte authentique d'achat en 2012 <sup>7</sup>	13 % BBC <sup>2</sup> 6 % non BBC <sup>5</sup>	+ 8 % sur 6 ans <sup>4</sup>
Autres acquisitions (hors VEFA)			
Promesse synallagmatique ou promesse d'achat au plus tard le 31.12.2011	Acte authentique d'achat en 2012 <sup>7</sup>	22 % BBC <sup>2</sup> 13 % non BBC <sup>5</sup>	+ 10 % sur 6 ans <sup>3</sup>
Promesse synallagmatique ou promesse d'achat à compter du 1.1.2012		13 % BBC <sup>2</sup> 6 % non BBC <sup>5</sup>	+ 8 % sur 6 ans <sup>4</sup>
Logement que le contribuable fait construire			
Dépôt de la demande de permis de construire	Dépôt de la demande de permis de construire en 2012 <sup>6</sup>	13 % BBC <sup>2</sup>	+ 8 % sur 6 ans <sup>4</sup>
Souscription de parts de SCPI			
Réalisation de la souscription <sup>8</sup>	Souscription en 2012	13 % BBC <sup>2</sup> 6 % non BBC <sup>5</sup>	+ 8 % sur 6 ans <sup>4</sup>

1. Taux global du complément de réduction d'impôt "Scellier intermédiaire"

2. Ce taux s'applique également aux logements anciens dont la performance énergétique globale est supérieure à celle qu'impose la législation en vigueur.

3. 5 % par période triennale, renouvelable une fois.

4. 4 % par période triennale, renouvelable une fois.

5. Investissements relatifs à des logements dont la demande de permis de construire est déposée au plus tard le 31.12.2011.

6. Ces logements doivent obligatoirement respecter un niveau de performance énergétique globale supérieur à celui qu'impose la législation en vigueur fixé par le décret n° 2012-305 du 5 mars 2012.

7. Ou du 1.1.2013 au 31.3.2013 lorsque l'engagement de réaliser l'investissement a été pris au plus tard le 31.12.2012.

8. Non concerné par les dispositions transitoires.

qui ne bénéficient pas de ce label et pour lesquels la demande de permis de construire a été déposée au plus tard le 31.12.2011.

Toutefois, des dispositions transitoires sont prévues en faveur des investissements que le contribuable s'est engagé à réaliser avant le 1.1.2012. Ces investissements ne sont pas soumis à la diminution de taux applicable au titre du "rabort". La date à retenir pour l'appréciation de l'engagement de réaliser un investissement immobilier dépend de sa nature et est indiquée dans le tableau 10. Ces investissements ouvrent donc droit à la réduction d'impôt au taux de 22 % lorsque l'investissement bénéficie du label BBC 2005 ou de 13 % lorsqu'il n'en bénéficie pas.

### Investissements réalisés en 2013

Pour les investissements réalisés du 1.1.2013 au 31.3.2013, les taux de réduction d'impôt sont ceux applicables au 31.12.2012, soit 13 % pour les logements BBC et 6 % pour les logements qui ne bénéficient pas du label BBC.

Les taux de la réduction d'impôt applicables aux investissements réalisés en métropole sont indiqués dans les tableaux 12 et 13.

Tableau 14. Plafonds de loyer 2013 dans les DOM et les COM.

	DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, SAINT-MARTIN, SAINT-BARTHÉLEMY,	POLYNÉSIE FRANÇAISE, NOUVELLE CALÉDONIE, SAINT-PIERRE- ET-MIQUELON, ILES WALLIS ET FUTUNA
Secteur libre	12,85 €	16,27 €
Secteur intermédiaire	10,28 €	13,56 €

Tableau 15. Plafond de ressources 2013 dans les DOM et les COM.

COMPOSITION DU FOYER LOCATAIRE	DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, SAINT-MARTIN, SAINT-BARTHÉLEMY, MAYOTTE	POLYNÉSIE FRANÇAISE, NOUVELLE CALÉDONIE, SAINT-PIERRE- ET-MIQUELON, ILES WALLIS ET FUTUNA
Personne seule	27 686 €	24 273 €
Couple sans enfant	36 973 €	44 890 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	44 462 €	47 486 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	53 671 €	50 083 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	63 141 €	53 551 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	71 159 €	57 022 €
Majoration par personne à charge supplémentaire à partir de la cinquième	+ 7 940 €	+ 3 643 €

Tableau 16. Taux de la réduction d'impôt dans les DOM et COM (investissements réalisés du 27.5.2009 au 31.12.2011)

DATE DE L'ENGAGEMENT DE RÉALISER L'INVESTISSEMENT <sup>1</sup>	DATE DE RÉALISATION DE L'INVESTISSEMENT <sup>2</sup>	SITUATION DE L'INVESTISSEMENT	RESPECT DES PLAFONDS FIXÉS PAR LE DÉCRET DU 28.12.2009	TAUX
Avant le 1.1.2011	Du 27.5 au 30.12.2009	Départements d'outre-mer (hors Mayotte)	Oui	40 %
			Non	25 %
		Mayotte et collectivités d'outre-mer	Oui	40 %
			Non	–
	Du 31.12.2009 au 31.12.2010	Collectivités d'outre-mer et départements d'outre-mer	Oui	40 %
			Non	–
À compter du 1.1.2011	2011	Collectivités d'outre-mer et départements d'outre-mer	Oui	40 %
			Non	–
			Oui	36 %
			Non	–

1. Sur la date d'engagement de réaliser un investissement immobilier, voir tableau 11.

2. Sur la date de réalisation de l'investissement, voir tableau 6.

## MODALITÉS D'APPLICATION DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT SPÉCIFIQUES AUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS OUTRE-MER

### Période d'application de la réduction d'impôt

La loi pour le développement économique des outre-mer prévoit des dispositions spécifiques pour les investissements locatifs situés outre-mer. Ces dispositions, qui s'appliquent aux investissements réalisés à compter du 27.5.2009, ont pour effet :

- d'étendre le champ d'application géographique de la réduction d'impôt aux investissements réalisés à Mayotte et dans les collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Wallis et Futuna) ;
- d'adapter les plafonds de loyers et de ressources des locataires et les taux de la réduction d'impôt pour l'ensemble des investissements ultra-marins.

### Plafonds de loyers

Pour les investissements réalisés à compter du 27.5.2009, les plafonds mensuels de loyers par m<sup>2</sup>, charges non comprises, pour 2013 sont indiqués dans le tableau 14.

### Plafonds de ressources

Pour les investissements réalisés dans les DOM et COM à compter du 27.5.2009 dans le secteur intermédiaire, lorsque les baux sont conclus, ou renouvelés en 2013, les plafonds annuels de ressources du locataire sont indiqués dans le tableau 15.

### À NOTER

- Les investissements réalisés outre-mer dans le secteur intermédiaire ouvrent droit au bénéfice des avantages fiscaux complémentaires précités (déduction de 30 % des revenus fonciers et complément de réduction d'impôt).
- Les plafonds de loyers et de ressources applicables dans les DOM et COM sont fixés par le décret n° 2009-1672 du 28.12.2009. Pour les investissements réalisés dans les DOM et COM à compter du 31.12.2009, l'avantage fiscal s'applique seulement lorsque les plafonds fixés par ce décret sont respectés.

### Taux de la réduction d'impôt

#### Investissements réalisés du 1.1.2009 au 26.5.2009

Le taux de la réduction d'impôt est fixé à 25 %.

#### Investissements réalisés du 27.5.2009 au 31.12.2010

Le taux de la réduction d'impôt est fixé à 40 %. Toutefois, pour les investissements réalisés dans les départements d'outre-mer (hors Mayotte) du 27.5.2009 au 30.12.2009 pour lesquels les plafonds prévus par le décret 2009-1672 du 28.12.2009 ne sont pas respectés, le taux de la réduction d'impôt est fixé à 25 %.

#### Investissements réalisés en 2011

Les taux de la réduction d'impôt font l'objet d'une diminution du taux au titre de la réduction homothétique de 10 % des avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu ("rabot 2011"). Le taux de la réduction d'impôt applicable aux investissements réalisés outre-mer en 2011 est ainsi ramené à 36 %. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux dépenses pour lesquelles le contribuable

Tableau 17. Taux de la réduction d'impôt dans les DOM et COM (investissements réalisés à compter du 1.1.2012)

DATE ET MODALITÉS DE L'ENGAGEMENT DE RÉALISER L'INVESTISSEMENT	DATE ET MODALITÉS DE LA RÉALISATION DE L'INVESTISSEMENT	TAUX DE RÉDUCTION D'IMPÔT APPLICABLE	
		Scellier classique	Scellier Intermédiaire <sup>1</sup>
Acquisition en l'état futur d'achèvement (régime de la VEFA)			
Enregistrement du contrat de réservation au plus tard le 31.12.2011	Acte authentique d'achat du 1.1 au 31.3.2012	36 %	+ 10 % sur 6 ans <sup>2</sup>
	Acte authentique d'achat du 1.4 au 31.12.2012	24 %	+ 8 % sur 6 ans <sup>3</sup>
Pas d'enregistrement du contrat en 2011	Acte authentique d'achat en 2012 <sup>4</sup>	24 %	+ 8 % sur 6 ans <sup>3</sup>
Autres acquisitions (hors VEFA)			
Promesse synallagmatique ou promesse d'achat au plus tard le 31.12.2011	Acte authentique d'achat en 2012	36 %	+ 10 % sur 6 ans <sup>2</sup>
Promesse synallagmatique ou promesse d'achat à compter du 1.1.2012	Acte authentique d'achat en 2012 <sup>4</sup>	24 %	+ 8 % sur 6 ans <sup>3</sup>
Logement que le contribuable fait construire			
Dépôt de la demande de permis de construire <sup>5</sup>	Dépôt de la demande de permis de construire en 2012	24 %	+ 8 % sur 6 ans <sup>3</sup>
Souscription de parts de SCPI			
Réalisation de la souscription <sup>5</sup>	Souscription en 2012	24 %	+ 8 % sur 6 ans <sup>3</sup>

1. Taux global du complément de réduction d'impôt "Scellier intermédiaire".

2. 5 % par période triennale, renouvelable une fois.

3. 4 % par période triennale, renouvelable une fois.

4. Ou par prorogation du 1.1.2013 au 31.3.2013 lorsque l'engagement de réaliser l'investissement a été pris au plus tard le 31.12.2012.

justifie qu'il a pris, au plus tard le 31.12.2010, l'engagement de réaliser un investissement immobilier.

## Investissements réalisés en 2012

Les taux de la réduction d'impôt font l'objet d'une diminution du taux de droit commun et d'une diminution au titre de la réduction homothétique de 15 % des avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu ("rabot 2012"). La combinaison de ces deux diminutions a pour effet de ramener le taux de la réduction d'impôt à 24 % pour les investissements réalisés outre-mer en 2012. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux dépenses pour lesquelles le contribuable justifie qu'il a pris, au plus tard le 31.12.2011, l'engagement de réaliser un investissement immobilier.

## Investissements réalisés en 2013

Pour les investissements réalisés du 1.1.2013 au 31.3.2013, le taux de la réduction d'impôt est celui applicable au 31.12.2012 (24 %).

Les taux de la réduction d'impôt applicables aux investissements réalisés outre-mer sont indiqués dans les tableaux 16 et 17.

## INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS DANS LE SECTEUR DE LA LOCATION MEUBLÉE NON PROFESSIONNELLE: LOI CENSI-BOUVARD

(CGI, art. 199 sexvicies; BOI-IR-RICI-220)

Les contribuables domiciliés en France qui acquièrent, du 1.1.2009 au 31.12.2016, un logement neuf, un logement en l'état futur d'achèvement ou un logement achevé depuis au moins quinze ans ayant fait l'objet d'une réhabilitation ou qui fait l'objet de travaux en vue de sa réhabilitation, situé dans certains établissements et qu'ils destinent à la location meublée non professionnelle (LMNP), peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt.

## LOGEMENTS ÉLIGIBLES

Les logements doivent être situés dans l'une des structures suivantes:

- établissement social ou médico-social qui accueille des personnes âgées ou adultes handicapées (*code de l'action sociale et des familles (CASF), 6° et 7° du I de l'article L. 312-1*);
- établissement délivrant des soins de longue durée – et comportant un hébergement – à des personnes n'ayant pas leur autonomie de vie, dont l'état nécessite une surveillance médicale constante et des traitements d'entretien (*code de la santé publique, 3° de l'article L. 6143-5*);
- résidence avec services pour personnes âgées ou handicapées ayant obtenu l'agrément "qualité" visé à l'article L. 7232-3 du code du travail;
- ensemble de logements géré par un groupement de coopération sociale ou médico-sociale et affecté à l'accueil familial salarié de personnes âgées ou handicapées (*CASF, art. L. 444-1 à L. 444-9*);
- résidence avec services pour étudiants;
- résidence de tourisme classée.

**1** Si vous bénéficiez de la réduction d'impôt pour la première fois au titre de 2013 (année d'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure), cochez la case 7II pour souscrire votre engagement de location du logement pendant 9 ans. Indiquez également les autres informations relatives au logement et au bail.

Indiquez le montant de votre investissement (ou de la fraction d'investissement à reporter ou de la fraction de réduction d'impôt à reporter si le fait générateur de la réduction d'impôt est antérieur à 2013) sur la ligne correspondante de la 2042C.

Figure 6. Déclaration n° 2042 C, page 5.

**INVESTISSEMENTS DESTINÉS À LA LOCATION MEUBLÉE NON PROFESSIONNELLE : LOI CENSI-BOUVARD**

---

**Investissements achevés ou acquis en 2013**

*Engagement de location à souscrire au titre de la première année pour laquelle la réduction d'impôt est demandée*

Engagement de location en meublé à l'exploitant pendant une durée de 9 ans, à compter de la date de prise d'effet du bail : ..... 
 

--	--	--	--	--

cochez la case ..... **7II COCHEZ** **I**

Adresse du logement; nom et type d'établissement dans lequel se situe le logement :  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

Date d'achèvement du logement *pour les logements acquis en l'état futur d'achèvement* OU  
 date d'achèvement des travaux *pour les logements achevés depuis au moins quinze ans acquis en vue de leur réhabilitation* ..... 
 

--	--	--	--

**2013**

**Investissements réalisés en 2013**

– Engagement de réalisation de l'investissement en 2013 ..... **7JT**

--

– Promesse d'achat en 2012 ..... **7JU**

--

## CONDITIONS DE LOCATION

La réduction d'impôt est subordonnée à l'engagement du propriétaire de **louer le logement meublé** pour une durée minimale de **neuf ans** à l'exploitant de l'établissement ou de la résidence. Cette durée est calculée de date à date à compter de celle de la prise d'effet du bail.

Le logement doit être donné en location dans le délai d'un mois à compter de son achèvement ou de son acquisition si elle est postérieure.

Les logements situés dans une résidence de tourisme classée peuvent être occupés par leur propriétaire dans la limite d'une durée de huit semaines par an. Le propriétaire doit alors acquitter à l'exploitant de la résidence de tourisme le prix du séjour (au moins 75 % du prix public). La réduction sur le prix du séjour dont bénéficie le propriétaire au titre de ses périodes d'occupation ne doit en aucun cas entraîner une minoration du revenu qu'il est tenu de déclarer.

En conséquence, le revenu déclaré par le propriétaire doit correspondre au loyer annuel qui aurait été normalement dû par l'exploitant en l'absence de toute occupation par le propriétaire.

## À NOTER

– Les produits tirés de la location doivent être imposés dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux pendant toute la durée de l'engagement de location.

L'activité de location meublée doit être exercée à titre non professionnel au moment de l'acquisition du logement. Toutefois, si le propriétaire du logement passe de la qualité de loueur en meublé non professionnel à celle de loueur en meublé professionnel au cours de la période d'engagement de location, la réduction d'impôt n'est pas remise en cause.

– La réduction d'impôt n'est subordonnée à aucune condition de zone géographique du logement et aucune condition de plafonds de loyer ou de ressources de l'occupant du logement n'est exigée.

## CALCUL DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT

Au titre d'une même année d'imposition, plusieurs logements peuvent ouvrir droit à la réduction d'impôt.

La réduction d'impôt est calculée à partir du prix d'acquisition ou de revient du ou des logements retenu dans la limite globale de **300 000 €** au titre d'une même année d'imposition.

Le prix de revient d'un logement neuf ou en l'état futur d'achèvement est égal au prix d'acquisition majoré des frais d'acquisition : honoraires de notaire, commissions versées aux intermédiaires, TVA, droits d'enregistrement ou taxe de publicité foncière.

Pour les logements acquis en vue de leur réhabilitation, le prix de revient correspond au prix d'acquisition et frais d'acquisition majoré du montant des travaux de réhabilitation.

Le taux de la réduction d'impôt est fixé à

– **25 %** pour les investissements réalisés en 2009 et 2010 ;

– **18 %** pour les investissements réalisés en 2011 (après application du "rabet" de 10 %).

Toutefois, le taux de la réduction d'impôt est fixé à **20 %** pour les investissements réalisés en 2011, à condition que le contribuable justifie avoir pris l'engagement de réaliser l'investissement immobilier avant le 1.1.2011, c'est-à-dire, pour les acquisitions en l'état futur d'achèvement, que le contrat de réservation ait été signé et enregistré au plus tard le 31.12.2010 et que la signature de l'acte authentique d'achat soit intervenue au plus tard le 31.3.2011 et, pour les autres acquisitions, qu'une promesse synallagmatique ou une promesse d'achat ait été signée au plus tard le 31.12.2010 et que l'acte authentique d'achat ait été signé en 2011 ;

– **11 %** pour les investissements réalisés en 2012 (après application du deuxième "rabet" de 15 %).

Toutefois, le taux de la réduction d'impôt est fixé à **18 %** pour les investissements réalisés en 2012, à condition que le contribuable justifie avoir pris l'engagement de réaliser l'investissement immobilier avant le 1.1.2012, c'est-à-dire pour les acquisitions en l'état futur d'achèvement, qu'un contrat de réservation ait été signé et enregistré au plus tard le 31.12.2011 et que la signature de l'acte authentique d'achat soit intervenue au plus tard le 31.3.2012 ou, pour les autres acquisitions, qu'une promesse synallagmatique ou une promesse d'achat ait été signée au plus tard le 31.12.2011 et que l'acte authentique d'achat ait été signé en 2012.

– **11 %** pour les investissements réalisés en 2013.

Tableau 18. Taux de la réduction d'impôt.

DATE D'ENGAGEMENT DE RÉALISATION DE L'INVESTISSEMENT	DATE DE L'ACTE AUTHENTIQUE D'ACHAT	TAUX DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT
<b>Acquisitions en l'état futur d'achèvement</b>		
-	2009 ou 2010	25 %
Enregistrement du contrat de réservation en 2010	du 1.1.2011 au 31.3.2011	20 %
	du 1.4.2011 au 31.12.2011	18 %
Enregistrement du contrat de réservation en 2011	du 1.1.2012 au 31.3.2012	18 %
	du 1.4.2012 au 31.12.2012	11 %
Enregistrement du contrat de réservation en 2012	2012	11 %
-	2013	11 %
<b>Autres acquisitions (logements neufs, logements de plus de 15 ans réhabilités)</b>		
-	2009 ou 2010	25 %
Promesse synallagmatique ou promesse d'achat en 2010	2011	20 %
		18 %
Promesse synallagmatique ou promesse d'achat en 2011	2012	18 %
Promesse synallagmatique ou promesse d'achat en 2011		18 %
Promesse synallagmatique ou promesse d'achat en 2012		11 %
-	2013	11 %

La date de réalisation de l'investissement à retenir pour l'appréciation du taux applicable correspond à la date de signature de l'acte authentique d'achat quelle que soit la nature de l'investissement (sous réserve des dispositions transitoires précitées permettant de retenir la date d'engagement de l'investissement pour déterminer le taux applicable).

Les taux applicables aux investissements réalisés de 2009 à 2013 sont indiqués dans le tableau 18.

La première année au titre de laquelle la réduction d'impôt est accordée dépend de la nature du logement (voir tableau 19).

La réduction d'impôt est répartie sur **neuf années**, à raison d'un neuvième de son montant chaque année.

Lorsque la fraction annuelle de la réduction d'impôt excède l'impôt dû, l'excédent peut être imputé sur l'impôt dû au titre des six années suivantes. Les fractions ainsi reportées s'imputent en priorité en retenant d'abord les plus anciennes.

Le même investissement ne peut pas ouvrir droit à la fois à la réduction d'impôt en faveur de l'investissement dans le secteur de la location meublée non professionnelle et de l'une des réductions d'impôt en faveur des investissements outre-mer prévue par les articles 199 undecies A et 199 undecies B du CGI.

#### À NOTER

La réduction d'impôt entre dans le calcul du plafonnement global des avantages fiscaux prévu par l'article 200-0 A du CGI.

Pour plus de précisions sur les modalités d'application de ce plafonnement, il convient de se reporter au BOI-IR-LIQ-20-20-10.

## REMISE EN CAUSE

La réduction d'impôt est remise en cause dans les cas suivants :

- non-respect de l'engagement de location.

Toutefois, la remise en cause n'est pas effectuée en cas d'invalidité de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, de licenciement ou de mise à la retraite par l'employeur ou du décès du contribuable ou d'un des conjoints soumis à imposition commune ;

- non-respect des conditions de location ;

- non-respect de l'activité de location meublée non professionnelle lors de l'acquisition du logement ;

- cession du logement pendant la durée d'engagement de location.

Toutefois en cas de mutation à titre gratuit au profit du conjoint

survivant ou de démembrement du droit de propriété résultant du décès de l'un des membres d'un couple soumis à une imposition commune, la réduction d'impôt n'est pas remise en cause ;

- résidence ou établissement non éligible ou devenu non éligible ;

- domicile fiscal situé hors de France. Toutefois, lorsque le contribuable transfère son domicile fiscal après l'acquisition du logement, la réduction d'impôt obtenue avant ce transfert n'est pas remise en cause mais aucune réduction d'impôt ne s'applique au titre des années de domiciliation à l'étranger.

## PIÈCES À JOINDRE

Le contribuable doit joindre à la déclaration de revenus de l'année au titre de laquelle il demande le bénéfice de la réduction d'impôt (année d'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure) :

- une copie du bail conclu avec l'exploitant de l'établissement ou de la résidence mentionnant la date de prise d'effet de la location ;

- une copie de l'acte d'acquisition du logement.

Selon la nature de l'investissement, le contribuable doit également joindre des pièces spécifiques précisées par le BOI-IR-RICI-220.

Tableau 19. Fait générateur de la réduction d'impôt.

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	FAIT GÉNÉRATEUR DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT
– Acquisition d'un logement neuf achevé – Acquisition d'un logement achevé depuis au moins quinze ans ayant fait l'objet d'une réhabilitation	Signature de l'acte authentique d'achat
Acquisition d'un logement en l'état futur d'achèvement	Achèvement du logement
Acquisition d'un logement achevé depuis au moins quinze ans et qui fait l'objet de travaux de réhabilitation	Achèvement des travaux



## INVESTISSEMENTS LOCATIFS DANS LE SECTEUR DU TOURISME

(CGI, art. 199 decies E, EA et G; BOI-IR-RICI-50 et s; PF 105)

### ACQUISITION OU RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous avez réalisé un investissement locatif dans une résidence de tourisme classée. Il s'agit de :

– l'acquisition de logements neufs ou en l'état futur d'achèvement (directement ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés) entre le 1.1.2005 et le 31.12.2010 :

- dans une zone de revitalisation rurale ;
- ou dans une zone rurale, concernée en France par l'objectif n°2 des fonds structurels communautaires (à l'exclusion, depuis le 1.1.2005, des communes situées dans une agglomération de plus de 5 000 habitants) ;
- ou dans le périmètre d'une agglomération nouvelle ;

– l'acquisition de logements achevés depuis au moins 15 ans<sup>2</sup>, ayant fait l'objet de travaux de réhabilitation entre le 1.1.2004 et le 31.12.2010 dans les zones précitées et, à compter du 1.1.2005, dans une station classée ou une commune touristique dont la liste est fixée par décret (communes littorales, communes de montagne et communes touristiques de moins de 5 000 habitants).

La réduction d'impôt est supprimée pour des nouveaux investissements réalisés à compter du 1.1.2011. Toutefois, le bénéfice de la réduction d'impôt a été maintenu lorsque le contribuable a justifié qu'avant cette date, il avait pris l'engagement de réaliser l'investissement. La date de l'engagement est celle de la promesse d'achat ou de la promesse synallagmatique.

#### À NOTER

La résidence de tourisme est un établissement commercial d'hébergement classé faisant l'objet d'une exploitation permanente ou saisonnière, géré par une seule personne physique ou morale.

Vous (ou la société propriétaire) avez dû vous engager à louer le logement nu pendant au moins **9 ans** à l'exploitant de la résidence de tourisme. La location doit prendre effet dans le mois qui suit l'achèvement de l'immeuble ou son acquisition si elle est postérieure, ou, en cas de réalisation de travaux, la date d'achèvement de ceux-ci.

Vous pouvez vous réserver des périodes d'occupation du logement d'une durée maximale de 8 semaines par an. Le prix payé pour

votre séjour doit être au moins égal à 75 % du prix public. Mais cette réduction de 25 % n'a pas d'incidence sur le revenu foncier que vous déclarez, qui doit correspondre à l'intégralité du loyer qui vous est normalement dû par l'exploitant de la résidence.

La période de 9 ans se décompte de date à date à compter de la prise d'effet du bail initial.

La réduction d'impôt est calculée sur le montant de l'investissement, soit :

- le prix de revient du logement en cas d'acquisition d'un logement neuf ;
- la quote-part du prix d'acquisition du logement correspondant aux droits de l'associé en cas de réalisation de l'opération par une société non soumise à l'impôt sur les sociétés ;
- le prix de revient du logement majoré du montant des travaux de réhabilitation en cas d'acquisition d'un logement destiné à être réhabilité.

Les dépenses sont retenues dans la limite de **50 000 €** pour une personne seule et de **100 000 €** pour un couple soumis à une imposition commune.

La réduction d'impôt est calculée au taux de :

- **25 %** pour les logements acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement ;
- **20 %** pour les logements acquis en vue de leur réhabilitation.

La réduction d'impôt est accordée au titre de :

- l'année d'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure ;
- l'année d'achèvement des travaux de réhabilitation.

Elle est étalée sur **6 ans** au maximum, à raison chaque année du sixième du montant maximum de l'avantage susceptible d'être accordé.

Toutefois, pour les investissements réalisés depuis le 1.1.2009, sur option du contribuable formulée au titre de l'année de réalisation de l'investissement (première année d'application de la réduction d'impôt), le solde de réduction d'impôt restant à imputer après la première année peut être réparti par parts égales sur les six années suivantes (BOI-IR-RICI-50-10-20).

① Indiquez cases 7XF à 7UZ la fraction des investissements réalisés de 2008 à 2012, à reporter compte tenu de l'étalement de la réduction d'impôt. Le montant de ces reports figure sur l'avis d'impôt sur le revenu de l'année d'acquisition ou d'achèvement de l'investissement.

Figure 7. Déclaration n° 2042 C, page 7.

### 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

#### Investissements locatifs dans le secteur touristique

– Acquisition d'un logement neuf : report des dépenses des années antérieures

	2008	2009	2010	2011	2012
7XF	①	7XI	7XP	7XN	7UY

– Réhabilitation d'un logement : report des dépenses des années antérieures

	2008	2009	2010	2011	2012
7XM		7XJ	7XQ	7XV	7UZ

2. Pour les investissements réalisés à compter de 2009.  
La condition d'ancienneté s'apprécie à la date d'acquisition du logement.



**À NOTER**

La réduction d'impôt prévue en faveur des travaux réalisés dans une résidence de tourisme, un meublé de tourisme ou un village résidentiel de tourisme (CGI, art. 199 decies F) s'appliquait aux travaux payés jusqu'au 31.12.2012. Elle est supprimée à compter du 1.1.2013.

En cas de non-respect de l'engagement de location ou de conservation des parts, la réduction d'impôt est reprise au titre de l'année de rupture de l'engagement, de cession du logement ou de cession des parts.

Aucune reprise n'est toutefois pratiquée lorsque le non-respect de l'engagement résulte du décès, de l'invalidité de 2<sup>e</sup> ou de 3<sup>e</sup> catégorie ou du licenciement du contribuable (ou du conjoint soumis à une imposition commune), du changement de sa situation matrimoniale ou d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

**PRÉCISIONS**

Afin de tenir compte de la situation des propriétaires de résidences de tourisme confrontés à la défaillance de l'exploitant, la loi de finances pour 2010 a aménagé ce dispositif sur trois points (cf. BOI-RICI-50-10-30):

- en cas d'indexation d'une part minoritaire du loyer sur le chiffre d'affaires, les produits tirés de la location sont maintenus dans la catégorie d'imposition des revenus fonciers, ce qui permet de conserver le bénéfice de la réduction d'impôt;
- la réduction d'impôt n'est pas remise en cause dans le cas où les propriétaires, si la candidature d'un autre gestionnaire n'a pu être retenue après un délai d'un an et si les intéressés détiennent ensemble au moins 50 % des logements de la résidence, substituent au gestionnaire défaillant une ou un ensemble d'entreprises qui assurent les mêmes prestations pour la période de location restant à courir, dans des conditions fixées par décret;
- lorsque la réduction d'impôt est remise en cause du fait du non-respect de l'engagement de location (pour une durée supérieure à 12 mois), résultant lui-même de la défaillance de l'exploitant de la résidence<sup>3</sup>, la reprise de l'avantage fiscal est étalée sur trois ans. Ces réintégrations, dans le cas où la reprise est effectuée de manière spontanée par le contribuable, doivent figurer sur la 2042<sup>1</sup> ligne 8TF "Reprise de réductions ou de crédits d'impôt".

Afin de tenir compte des délais de classement d'une résidence de tourisme, il est admis (BOI-IR-RICI-50-10-10 n°210):

- d'une part, et lorsque cela est plus favorable au contribuable, que le bénéfice de la réduction d'impôt reste acquis lorsque la résidence de tourisme est classée au plus tard dans les douze mois de sa mise en exploitation effective. En l'absence de classement au terme de ce délai, la réduction d'impôt pratiquée est susceptible de faire l'objet d'une reprise dans les conditions de droit commun;
- d'autre part, et toutes autres conditions étant par ailleurs remplies, que les contribuables puissent demander le bénéfice de la réduction d'impôt au titre des années d'imputation restant à courir à la date du classement effectif de la résidence de tourisme.

Tableau 20. Investissements dans le secteur du tourisme: modalités de calcul des réductions d'impôt (RI).

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	PLAFOND DE L'INVESTISSEMENT		ÉTALEMENT DE LA RI	PLAFOND DE LA BASE ANNUELLE		TAUX DE LA RI	RI ANNUELLE : MONTANT MAXIMAL	
	PERSONNE SEULE	COUPLE MARIÉ OU PACSÉ		PERSONNE SEULE	COUPLE MARIÉ OU PACSÉ		PERSONNE SEULE	COUPLE MARIÉ OU PACSÉ
Acquisition de logements neufs	50 000	100 000	6 ou 7 <sup>1</sup> ans	8 333	16 667	25 %	2 083	4 167
Acquisition de logements faisant l'objet de travaux de réhabilitation	50 000	100 000	6 ou 7 <sup>1</sup> ans	8 333	16 667	20 %	1 667	3 333

1. 7 ans pour les investissements réalisés à compter de 2009, lorsque le contribuable demande l'étalement du solde de la réduction d'impôt sur 6 ans.

3. Les cas de défaillance concernés s'entendent exclusivement de la liquidation judiciaire de l'exploitant, de la résiliation ou de la cession du bail commercial par l'exploitant avant le terme de la période couverte par l'engagement de location ou de la mise en oeuvre par les investisseurs du bénéfice de la clause contractuelle prévoyant la résiliation du contrat à défaut de paiement du loyer.

## INVESTISSEMENT LOCATIF DANS UNE RÉSIDENCE HÔTELIÈRE À VOCATION SOCIALE

(CGI, art. 199 decies I; BOI-RICI-70 et s)

Si vous êtes domicilié en France, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous avez réalisé un investissement locatif dans une résidence hôtelière à vocation sociale entre le 1.1.2007 et le 31.12.2010.

La réduction d'impôt s'applique au titre de l'acquisition d'un logement neuf ou en l'état futur d'achèvement ou à l'acquisition d'un logement à rénover prévue par les articles L 262-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation (CCH).

Les résidences hôtelières à vocation sociale, visées à l'article L 631-11 du CCH, sont des établissements commerciaux d'hébergement agréés. Ils sont constitués de logements autonomes équipés et meublés, proposés à la location à la journée, à la semaine ou au mois à des personnes qui peuvent éventuellement les occuper à titre d'habitation principale.

L'exploitant de la résidence s'engage à réserver au moins 30 % des logements à des personnes ou familles éprouvant des difficultés particulières.

Vous avez dû vous engager à louer le logement nu pendant au moins 9 ans à l'exploitant de la résidence. Le produit de la location est imposé dans la catégorie des revenus fonciers.

❶ Indiquez cases 7X0 à 7XR la fraction à reporter au titre des investissements réalisés de 2008 à 2010. Le montant de ces reports figure sur l'avis d'impôt sur le revenu de l'année de réalisation de l'investissement.

La réduction d'impôt est égale à **25 %** du prix de revient du logement (prix d'acquisition et frais d'acquisition), retenu dans la limite de **50 000 €** pour une personne seule et de **100 000 €** pour un couple marié ou pacsé.

Elle est accordée au titre de l'année d'achèvement du logement neuf (ou de son acquisition si elle est postérieure) ou l'année de réception des travaux du logement rénové.

La réduction d'impôt est étalée sur six ans au plus à raison chaque année du sixième de l'avantage maximal. Les montants annuels sont donc limités à :

- base de calcul de la réduction d'impôt : 8 333 € pour une personne seule ou de 16 667 € pour un couple soumis à imposition commune ;
- réduction d'impôt : 2 083 € pour une personne seule ou 4 167 € pour un couple soumis à imposition commune.

### À NOTER

- Vous ne pouvez bénéficier que d'une seule réduction d'impôt à la fois au titre des investissements dans une résidence hôtelière, y compris pour les années d'étalement de la réduction d'impôt.
- Vous ne pouvez pas bénéficier à la fois de cette réduction d'impôt et d'une réduction d'impôt au titre des investissements locatifs dans le secteur du tourisme.

En cas de non-respect de l'engagement de location ou de cession du logement, la réduction d'impôt obtenue fait l'objet d'une reprise au titre de l'année de la rupture de l'engagement ou de la cession. Toutefois, les réductions d'impôt obtenues ne sont pas remises en cause lorsque le non-respect de l'engagement résulte de l'un des événements suivants : invalidité de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie ou licenciement de l'un des conjoints ; décès du contribuable.

En cas de mariage, divorce ou décès de l'un des conjoints au cours de la période d'engagement de location de 9 ans, les réductions d'impôt précédemment obtenues ne sont pas remises en cause et le nouveau contribuable peut bénéficier des quotes-parts de réductions d'impôt non encore imputées s'il demande la reprise à son profit du bénéfice de la réduction d'impôt pour la période restant à courir.

### Pièce à joindre

Le contribuable doit joindre à la déclaration de revenus de l'année au titre de laquelle la réduction d'impôt est demandée un document comportant l'adresse du logement, son prix d'acquisition, la date d'achèvement ou d'acquisition ou de réception des travaux, l'engagement de location, les références des agréments délivrés à la résidence et à l'exploitant de la résidence, la date de conclusion du bail avec l'exploitant.

Figure 8. Déclaration n° 2042 C, page 7.

### I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

	2008	2009	2010
Investissement locatif dans une résidence hôtelière à vocation sociale			
Report des dépenses des années antérieures.....	7X0 ❶	7XK	7XR
Prestations compensatoires			

## DÉPENSES DE RESTAURATION IMMOBILIÈRE EN SECTEUR SAUVEGARDÉ OU ASSIMILÉ : LOI MALRAUX

(CGI, art. 199 tercievies ; BOI-IR-RICI-200)

Les personnes fiscalement domiciliées en France peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt au titre des dépenses engagées en vue de la restauration complète d'immeubles bâtis situés dans un secteur sauvegardé, un quartier ancien dégradé (QAD) ou une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP) lorsque la demande de permis de construire ou la déclaration de travaux a été déposée à compter du 1.1.2009 (nouveau dispositif *Malraux*).

Le propriétaire doit s'engager à donner l'immeuble en location nue pendant neuf ans.

Cette réduction d'impôt se substitue au régime de déduction de ces dépenses des revenus fonciers et d'imputation des déficits sur le revenu global prévu antérieurement par le dispositif Malraux, qui reste applicable jusqu'à la fin des opérations de restauration déjà engagées.

Ainsi, le régime applicable aux propriétaires qui ont déposé une demande de permis de construire ou une déclaration de travaux avant le 1.1.2009 n'est pas modifié et continue à produire ses effets, dans les conditions antérieures, jusqu'à la fin des opérations de restauration portant sur l'immeuble concerné.

La réduction d'impôt s'applique également aux contribuables qui souscrivent des parts de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) réalisant ces mêmes investissements.

### NATURE DES OPÉRATIONS DE RESTAURATION

L'opération doit être réalisée en vue de la restauration complète d'un immeuble bâti situé dans un des secteurs, quartiers ou zones précités. Pour bénéficier de la réduction d'impôt, la restauration complète de l'immeuble doit avoir été déclarée d'utilité publique, sauf dans les secteurs sauvegardés, lorsque le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) est approuvé.

### DÉPENSES ÉLIGIBLES À LA RÉDUCTION D'IMPÔT

Deux catégories de dépenses ouvrent droit à la réduction d'impôt.

#### Certaines charges foncières de droit commun

- dépenses de réparation et d'entretien ;
- primes d'assurance ;
- dépenses d'amélioration afférentes à des locaux d'habitation, à l'exclusion des dépenses de construction, de reconstruction ou d'agrandissement ;
- dépenses d'amélioration afférentes aux locaux professionnels et commerciaux destinées à protéger ces locaux des effets de

l'amiante ou à faciliter l'accueil des handicapés, à l'exclusion des dépenses de travaux de construction, de reconstruction ou d'agrandissement ;

- impositions, autres que celles incombant normalement à l'occupant, perçues au profit des collectivités locales ;
- frais de gestion ;
- provisions pour dépenses de travaux de la copropriété pour le montant versé par le syndic aux entreprises ayant réalisé les travaux ;
- frais accessoires des travaux de restauration tels que les honoraires versés à l'architecte pour l'établissement et le contrôle des devis ainsi que de la direction et la surveillance des travaux.

Ces dépenses ne sont pas déductibles des revenus fonciers dès lors qu'elles sont prises en compte pour le calcul de la réduction d'impôt. Les autres charges foncières de droit commun qui n'ouvrent pas droit à la réduction d'impôt restent déductibles des revenus fonciers.

### Les dépenses spécifiques

- frais d'adhésion à une association foncière urbaine de restauration ;
- dépenses de travaux imposés ou autorisés par l'autorité publique, notamment travaux de démolition, travaux de reconstitution de toitures ou de murs extérieurs, travaux de transformation en logement de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation.

### CONDITIONS À REMPLIR

Lorsque les dépenses portent sur un local à usage d'habitation, le propriétaire doit prendre l'engagement de le louer nu à usage d'habitation principale du locataire pendant **neuf ans**. Cette durée est calculée de date à date, à compter de la prise d'effet du bail initial.

Lorsque les dépenses portent sur un local affecté à un usage autre que l'habitation, le propriétaire doit prendre l'engagement de le louer pendant la même durée.

La prise d'effet du premier bail doit intervenir dans les douze mois suivant l'achèvement des travaux.

Les revenus tirés de la location doivent être imposés dans la catégorie des revenus fonciers.

Le titulaire du bail ne doit pas être un membre du foyer fiscal, un ascendant ou un descendant du propriétaire.

Le propriétaire ne peut pas se réserver la jouissance du logement même pour une courte durée.

Les dépenses de restauration peuvent également être réalisées par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, dès lors que le produit de la location est imposé à l'impôt sur le revenu entre les mains des associés dans la catégorie des

Figure 9. Déclaration n° 2042 C, page 6.

## 7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

### TRAVAUX DE RESTAURATION IMMOBILIÈRE : LOI MALRAUX

Opérations engagées en 2013 :

- dans un secteur sauvegardé ou assimilé ..... **7SY**
- dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP) ..... **7SX**

revenus fonciers. Les associés peuvent bénéficier de la réduction d'impôt pour la quote-part des dépenses correspondant à leurs droits dans la société.

Dans ce cas, les associés doivent s'engager à conserver leurs parts jusqu'au terme de l'engagement de location pris par la société.

Le bénéfice de la réduction d'impôt est réservé aux contribuables qui sont titulaires de la pleine propriété de l'immeuble.

## BASE DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT

La réduction d'impôt est calculée sur le montant des dépenses de travaux de restauration complète d'un immeuble bâti dans la limite annuelle de **100 000 €**.

Les dépenses payées sont retenues pour leur montant TVA comprise, après déduction des aides ou subventions accordées pour la réalisation des travaux, notamment par l'ANAH.

En cas de vente d'immeuble à rénover, le montant des dépenses est celui des travaux devant être réalisés par le vendeur et payés par l'acquéreur selon l'échéancier prévu au contrat.

Lorsque le bien est détenu en indivision, le plafond de 100 000 € s'applique distinctement à chaque propriétaire indivis.

Lorsque l'immeuble est détenu par une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, chaque associé bénéficie de la réduction d'impôt sur le montant de sa quote-part de dépenses retenue dans la limite de 100 000 €.

Seules ouvrent droit à la réduction d'impôt, au titre de l'année de leur versement, les sommes effectivement acquittées par le contribuable au titre des dépenses éligibles.

Les dépenses prises en compte sont celles supportées à compter soit de la date de délivrance du permis de construire, soit de l'expiration du délai d'opposition à la déclaration préalable et jusqu'au 31 décembre de la 3<sup>e</sup> année suivante.

## TAUX DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT

### Dépenses payées en 2013

#### au titre des opérations engagées avant le 1.1.2011

Pour les dépenses relatives aux opérations engagées en 2009 et 2010, le taux de la réduction d'impôt est fixé à :

- 30 % pour celles relatives aux immeubles situés dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP);
- 40 % pour celles relatives aux immeubles situés dans un secteur sauvegardé ou dans un quartier ancien dégradé (QAD).

### Dépenses payées en 2013

#### au titre des opérations engagées en 2011

Compte tenu de la réduction homothétique de 10 % des avantages fiscaux ("rabot 2011"), les taux de la réduction d'impôt sont ramenés à :

- 27 % pour les opérations portant sur des immeubles situés en ZPPAUP ou dans une AMVAP;
- 36 % pour celles relatives aux immeubles situés dans un secteur sauvegardé ou dans un QAD.

### Dépenses payées en 2013

#### au titre des opérations engagées en 2012

Compte tenu de la réduction homothétique de 15 % des avantages fiscaux ("rabot 2012"), les taux de la réduction d'impôt sont ramenés à :

- 22 % pour les opérations portant sur des immeubles situés en ZPPAUP ou dans une AMVAP;
- 30 % pour celles relatives aux immeubles situés dans un secteur sauvegardé ou dans un QAD.

### Dépenses payées en 2013

#### au titre des opérations engagées en 2013

Le taux de la réduction d'impôt est fixé à :

- 22 % pour les opérations portant sur des immeubles situés en ZPPAUP ou dans une AMVAP;
- 30 % pour celles relatives aux immeubles situés dans un secteur sauvegardé ou dans un QAD.

Pour l'application de ces dispositions, la date à retenir pour l'appréciation de l'engagement d'une opération de restauration immobilière s'entend de la date du dépôt d'une demande de permis de construire ou de la déclaration de travaux.

Lorsque la réduction d'impôt est accordée au titre de la souscription de parts de SCPI, le taux de la réduction d'impôt est celui applicable à la date de réalisation de la souscription.

### À NOTER

- Le montant des dépenses éligibles à la réduction d'impôt *Malraux* qui dépasse le plafond annuel de 100 000 € ne peut pas faire l'objet d'une déduction pour la détermination des revenus fonciers.
- Le contribuable peut choisir de ne pas bénéficier de la réduction d'impôt *Malraux* et déduire de ses autres revenus fonciers les dépenses de travaux de restauration déductibles selon les règles de droit commun. Dans ce cas, l'imputation du déficit foncier éventuel sur le revenu global de l'année est limitée à 10 700 €, l'excédent étant imputable sur les revenus fonciers des dix années suivantes.
- Pour les dépenses réalisées à compter de 2013, la réduction d'impôt "Malraux" n'est plus soumise au plafonnement global des avantages fiscaux prévu par l'article 200-0 A du CGI.

## NON-CUMUL AVEC D'AUTRES DISPOSITIFS

Il n'est pas possible, pour un même logement ou une même souscription, de cumuler le bénéfice de la réduction d'impôt *Malraux* avec l'une des réductions d'impôt suivantes :

- investissements locatifs réalisés dans le secteur du tourisme (articles 199 decies E à 199 decies G du CGI);
- investissements réalisés dans une résidence hôtelière à vocation sociale (article 199 decies I du CGI);
- investissements réalisés outre-mer dans le secteur du logement ou au capital de certaines sociétés (article 199 undecies A du CGI) ou dans le logement social ultramarin (article 199 undecies C du CGI);
- investissements locatifs loi *Scellier* (article 199 septvicies du CGI);
- investissements locatifs dans le secteur intermédiaire loi *Duflot* (article 199 novovicies du CGI).

## Pièces à joindre

Le décret n° 2012-992 du 23.8.2012 (*JO du 25.8.2012*) précise la liste des documents qui doivent être joints à la déclaration de revenus de chacune des années au titre de laquelle la réduction d'impôt est demandée.

### Pour les personnes qui réalisent directement les dépenses de restauration :

- une note annexe comportant les éléments suivants :
  - leur identité et leur adresse ;
  - l'adresse du local concerné et la mention qu'il est situé dans un secteur sauvegardé, un quartier ancien dégradé, une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ou une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;
  - la date, selon le cas, d'approbation du PSMV ou la date de la déclaration d'utilité publique de l'opération de restauration ;
  - la date de délivrance du permis de construire ou d'expiration du délai d'opposition à la déclaration préalable ;
  - l'affectation, à usage d'habitation ou à usage autre que d'habitation, du local concerné avant et après la réalisation des travaux ;
  - le montant des travaux effectivement payés ayant donné lieu à facturation et la ou les dates de leur paiement ;
  - l'engagement de louer, selon le cas, le logement nu à usage de résidence principale du locataire ou le local à usage autre que d'habitation, pendant au moins les neuf années suivant l'achèvement des travaux, à une personne autre qu'un membre de son foyer fiscal, un ascendant ou un descendant ;
  - lorsque les travaux sont achevés, la date de leur achèvement ;
  - lorsque le logement est mis en location, la date de prise d'effet du bail ;
- une copie des documents suivants :
  - la déclaration d'utilité publique de l'opération de restauration, sauf si ce document a déjà été produit au titre d'une année antérieure ;
  - l'autorisation d'urbanisme, accompagnée de l'avis de l'architecte des bâtiments de France, sauf si ces documents ont déjà été produits au titre d'une année antérieure ;
  - les factures des entreprises ayant réalisé les travaux, ou, dans le cas d'une vente d'immeuble à rénover, le contrat. Les factures ou le contrat doivent mentionner l'adresse de réalisation des travaux, leur nature et leur montant ;
  - lorsque les travaux sont achevés, la déclaration d'achèvement des travaux, accompagnée d'une pièce attestant de sa réception en mairie, ainsi qu'une note précisant la nature de l'affectation originelle des locaux ;
  - le bail. Si le local n'est pas loué au moment du dépôt de la déclaration des revenus de l'année au titre de laquelle le bénéfice de la réduction d'impôt est demandé, le bail est joint à la déclaration des revenus de l'année au cours de laquelle le bail est signé. En cas de changement de locataire au cours de la période d'engagement de location, une copie du nouveau bail est jointe à la déclaration des revenus de l'année au cours de laquelle le changement est intervenu.

### Pour les personnes qui réalisent les dépenses de restauration par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur le revenu, autre qu'une SCPI :

Outre les documents demandés au 2 ci-dessus, les associés doivent fournir :

- une copie de l'engagement de location souscrit par la société propriétaire ;
- un engagement de conservation des parts. Les porteurs de parts de sociétés non soumises à l'impôt sur les sociétés doivent s'engager à conserver lesdites parts pendant la période couverte par l'engagement de location pris par la société. L'engagement de conservation porte sur la totalité des titres de la société détenus par le contribuable, même si la société détient également des immeubles qui n'ouvrent pas droit à la réduction d'impôt ;
- une attestation fournie par la société justifiant de l'existence à son actif d'immeubles éligibles à la réduction d'impôt. Ce document doit notamment comporter les éléments suivants : l'identité et l'adresse de l'associé ; le nombre et les numéros des parts détenues au 1.1 et au 31.12 ; la quote-part de la réduction d'impôt et du revenu net foncier correspondant aux droits de l'associé. L'année au titre de laquelle la réduction d'impôt est demandée, les associés doivent joindre cette attestation aux autres documents demandés. Au titre des années suivantes, ils doivent la conserver pour la produire éventuellement à la demande de l'administration.

### Pour les personnes qui souscrivent au capital d'une société civile de placement immobilier réalisant des dépenses de restauration :

- un engagement de conservation des parts. Les porteurs de parts doivent s'engager à conserver lesdites parts pendant la période couverte par l'engagement de location pris par la SCPI ;
- une attestation fournie par la société. L'année au titre de laquelle la réduction d'impôt est demandée, les associés doivent joindre cette attestation aux autres documents demandés. Au titre des années suivantes, ils doivent la conserver pour la produire éventuellement à la demande de l'administration.

## DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT DE L'HABITATION PRINCIPALE EN FAVEUR DE L'AIDE AUX PERSONNES

(CGI, art. 200 quater A et art. 18 ter de l'annexe IV; BOI-IR-RICI-290;  
PF n° 115-11)

Vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt si vous effectuez du 1.1.2005 au 31.12.2014 des dépenses d'équipement **en faveur de l'aide aux personnes** dans votre habitation principale située en France, que vous en soyez propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit.

Les dépenses réalisées en 2013 ouvrent droit au crédit d'impôt au taux de :

- **25 %** pour les dépenses d'installation ou de remplacement d'équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées ;
- **40 %** pour les dépenses de réalisation de diagnostics préalables aux travaux et de travaux prescrits dans le cadre d'un plan de prévention contre les risques technologiques (PPRT).

### À NOTER

À compter de l'imposition des revenus de l'année 2013, les dépenses de réalisation de diagnostics préalables aux travaux prescrits dans le cadre d'un plan de prévention contre les risques technologiques sont également éligibles au crédit d'impôt (article 6 de la loi n° 2013-619 du 16 juillet 2013).

Pour le calcul du crédit d'impôt, les dépenses sont retenues dans la limite d'un plafond pluriannuel qui s'applique sur cinq années consécutives. Pour le crédit d'impôt accordé au titre de 2013, le plafond s'applique aux dépenses effectuées du 1.1.2009 au 31.12.2013. Il est fixé à :

- **5 000 €** pour une personne célibataire, veuve ou divorcée,
  - **10 000 €** pour un couple marié ou pacsé soumis à une imposition commune,
- montants majorés de **400 €** par personne à charge.

La majoration est divisée par deux pour les enfants en garde alternée (ces enfants sont décomptés en premier pour le calcul de la majoration).

Le plafond applicable est déterminé en retenant la situation et les charges de famille de la période d'imposition au cours de laquelle la dépense a été réalisée.

Pour les seules dépenses de travaux de prévention des risques technologiques réalisées depuis le 1.1.2012 et de diagnostics préalables aux travaux réalisés depuis le 1.1.2013, le plafond précité est majoré de **5 000 €** pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de **10 000 €** pour un couple soumis à imposition commune.

Ce plafond, spécifique aux dépenses de diagnostics préalables et de travaux prescrits par un PPRT, qui s'apprécie sur la période du 1.1.2012 au 31.12.2014, ne fait l'objet d'aucune majoration pour personne à charge.

Cette majoration de 5 000 € ou 10 000 € constitue un plafond spécifique aux dépenses de travaux prescrits par un PPRT et s'applique en complément du plafond de droit commun des dépenses éligibles au crédit d'impôt.

Lorsque seules des dépenses de diagnostics préalables et de travaux prescrits par un PPRT ont été réalisées en 2013, elles s'imputent en priorité sur le plafond de droit commun du crédit d'impôt. Une fois ce plafond atteint, les dépenses s'imputent sur le plafond spécifique. Lorsque le contribuable a réalisé en 2013 à la fois des dépenses d'équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées et des dépenses de diagnostics préalables et de travaux prescrits par un PPRT, la première catégorie de dépenses s'impute en priorité sur le plafond de droit commun. Les diagnostics préalables et les travaux prescrits par un PPRT s'imputent ensuite éventuellement sur le reliquat de plafond de droit commun puis sur le plafond spécifique.

❶ Indiquez, ligne 7WJ, le coût des équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées (main d'œuvre comprise) pour le montant TTC indiqué sur la facture de l'entreprise qui a effectué leur installation, acquitté en 2013. Le crédit d'impôt est calculé au taux de 25 %.

❷ Indiquez ligne 7WL le coût des diagnostics préalables et des travaux de prévention contre les risques technologiques réalisés en 2013 dans votre habitation principale. Le crédit d'impôt est calculé au taux de 40 %.

Les dépenses suivantes ouvrent droit au crédit d'impôt :

- réalisation de diagnostics préalables aux travaux et travaux de **prévention des risques technologiques** prescrits par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT), réalisés dans un logement achevé avant l'approbation de ce plan, sans condition d'ancienneté ;

### À NOTER

Le bénéfice du crédit d'impôt est étendu aux propriétaires bailleurs qui effectuent depuis le 1.1.2010 des dépenses de travaux prescrits dans le cadre d'un PPRT dans des logements qu'ils louent ou s'engagent à louer à usage d'habitation principale du locataire pendant au moins cinq ans (voir page 225).

- installation, dans un logement neuf ou ancien, d'**équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées**. Aucune condition tenant à la présence effective d'une personne âgée ou handicapée dans le logement ou à l'ancienneté du logement n'est exigée. Seule la qualité de l'équipement spécialement conçu pour ces personnes est prise en compte.

Figure 10. Déclaration n° 2042 C, page 7.

## I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

### Dépenses en faveur de l'aide aux personnes réalisées dans l'habitation principale

– Équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées .....	7WJ	❶
– Diagnostic préalable aux travaux et travaux de prévention des risques technologiques .....	7WL	❷



Les équipements conçus pour les personnes âgées ou handicapées, éligibles au crédit d'impôt sont limitativement énumérés ci-après :

*Équipements sanitaires attachés à perpétuelle demeure*

- éviers et lavabos à hauteur réglable ;
- baignoires avec porte latérale escamotable permettant un accès facile à la personne de manière à éviter tous risques encourus lors de l'enjambement d'une baignoire classique ;
- surélévateur de baignoire ;
- siphon dévié ;
- cabines de douche intégrales, bacs et portes de douche, dont les dimensions non standard permettent une utilisation en fauteuil roulant adapté ;
- sièges de douche muraux (à fixer au mur) ;
- WC pour personnes handicapées ;
- surélévateurs de WC fixés en permanence sur la cuvette de WC et utilisés pour augmenter la hauteur d'assise ; les socles en font partie.

*Autres équipements de sécurité et d'accessibilité attachés à perpétuelle demeure*

- appareils élévateurs verticaux comportant une plate-forme aménagée en vue du transport d'une personne handicapée et élévateurs à déplacements inclinés spécialement conçus pour le déplacement d'une personne handicapée, définis à l'article 30-0 C de l'annexe IV au CGI ;
- mains courantes ;
- barres de maintien ou d'appui ;
- appui ischiatique : aménagement spécifique à destination des personnes à mobilité réduite permettant un appui intermédiaire entre la position assise et la position debout ;
- poignées de rappel de portes ;
- poignées ou barre de tirage de porte adaptées ;
- barre métallique de protection ;
- rampes fixes (plans fixes inclinés) ;
- systèmes de commande à distance des appareils électroménagers, des alarmes ou volets roulants notamment, spécialement adaptés à l'usage des personnes à mobilité réduite (ergonomie étudiée pour faciliter la préhension par exemple) et fixés aux murs ou au sol du logement ;
- systèmes de signalisation ou d'alerte spécialement adaptés qui visent à doubler un signal existant en signal perceptible par une personne présentant une déficience sensorielle ;
- dispositifs de fermeture, d'ouverture ou systèmes de commande des installations électriques, d'eau, de gaz et de chauffage spécialement adaptés à l'usage des personnes à mobilité réduite (ergonomie étudiée pour faciliter la préhension par exemple) et fixés aux murs ou au sol du logement ;
- mobiliers à hauteur réglable ;
- revêtement de sol antidérapant ;
- revêtement podotactile posé au sol, en relief, destiné à être détecté avec le pied ou la canne afin d'éveiller la vigilance des personnes aveugles ou malvoyantes dans des situations présentant un risque de chute ou de choc ;
- nez de marche visuel et antidérapant permettant aux personnes malvoyantes et à mobilité réduite une utilisation plus aisée des escaliers ;
- protection d'angle ;
- revêtement de protection murale basse destiné à protéger, à l'intérieur du logement, les personnes à mobilité réduite, se déplaçant notamment en fauteuil roulant électrique, des chocs induits par une utilisation mal contrôlée de ce moyen de déplacement ;

- boucle magnétique permettant d'isoler une information sonore en éliminant les bruits ambiants pour les personnes munies de prothèses auditives adaptées ;
- système de transfert à demeure ou potence au plafond permettant de déplacer une personne alitée par un système de poulies ou de harnais.

Les dépenses d'acquisition d'équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées ainsi que les travaux de prévention des risques technologiques n'ouvrent droit au crédit d'impôt que lorsque les équipements et matériaux sont fournis et installés par une même entreprise et donnent lieu à l'établissement d'une facture.

Le crédit d'impôt est calculé sur les montants indiqués par la facture de l'entreprise :

- pour la réalisation de diagnostics préalables aux travaux prescrits par un PPRT, sur le montant de la prestation ;
- pour les travaux de prévention des risques technologiques, sur le prix d'achat des matériaux et le coût de la main d'œuvre pour le montant TTC ;
- pour les équipements conçus pour les personnes âgées ou handicapées, sur le coût des équipements et de la main d'œuvre TTC. Lorsque les équipements sont intégrés à un logement neuf, le crédit d'impôt est calculé sur le prix de revient de l'équipement pour le vendeur ou le constructeur, majoré de sa marge bénéficiaire, et sur le coût de la main d'œuvre.

#### À NOTER

Pour les dépenses de réalisation de diagnostics préalables aux travaux et de travaux prescrits par un PPRT, le montant des participations versées au contribuable, le cas échéant, en application du I bis de l'article L. 515-19 du code de l'environnement, par les exploitants à l'origine du risque technologique et les collectivités territoriales ne vient pas en diminution des dépenses payées entrant dans la base du crédit d'impôt (article 9 de la loi n° 2013-619 du 16 juillet 2013).

Le crédit d'impôt est accordé au titre de l'année du règlement définitif de la facture à l'entreprise qui a réalisé les travaux.

Lorsque le paiement est effectué par l'intermédiaire d'un syndic de copropriété, c'est la date du paiement de l'entreprise par le syndic qui est retenue.

Toutefois, pour les équipements conçus pour les personnes âgées ou handicapées, le fait générateur du crédit d'impôt est constitué par :

- la date d'acquisition du logement lorsque les équipements sont installés dans un logement acquis neuf ;
- la date d'achèvement du logement lorsque les équipements sont intégrés à un logement acquis en l'état futur d'achèvement ou que le contribuable fait construire.



### À NOTER

Si vous obtenez le remboursement, dans les 5 ans de son paiement, de tout ou partie de la dépense qui a ouvert droit au crédit d'impôt, le montant du crédit d'impôt obtenu, correspondant à la somme remboursée, fait l'objet d'une reprise au titre de l'année du remboursement.

La reprise du crédit d'impôt n'est toutefois pas pratiquée :

- lorsque le remboursement fait suite à un sinistre survenu après le paiement de la dépense.
- lorsque les sommes remboursées ont été versées par les exploitants à l'origine du risque technologique et les collectivités territoriales, en application du I bis de l'article L. 515-19 du code de l'environnement (article 9 de la loi n° 2013-619 du 16 juillet 2013).

### Pièces justificatives

Vous devez disposer des pièces suivantes pour les produire, le cas échéant, à la demande de votre centre des finances publiques :

- la facture de l'entreprise qui a réalisé les travaux. Elle doit indiquer, outre l'adresse de réalisation des travaux, leur nature et la date du paiement, la désignation et le prix unitaire des équipements, ou des prestations réalisées au titre des travaux de prévention des risques technologiques ;
- lorsque l'équipement s'intègre dans un logement acquis neuf ou en l'état futur d'achèvement, l'attestation fournie par le vendeur du logement. Elle doit comporter l'adresse du logement, le nom du vendeur et de l'acquéreur ainsi que la désignation et le montant du prix de l'équipement.

## DÉPENSES EN FAVEUR DE LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DES LOGEMENTS DONNÉS EN LOCATION

(CGI, art. 200 quater et 18 bis de l'annexe IV ; BOI-IR-RICI-280)

Vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt si vous effectuez, entre le 1.1.2009 et le 31.12.2013, des dépenses en faveur des économies d'énergie et du développement durable, dans un logement de plus de deux ans que vous vous engagez à donner en location à usage d'habitation principale du locataire pendant au moins **cinq ans**. Cette durée est décomptée à partir de la date de réalisation des dépenses lorsque le logement est déjà occupé par un locataire ou, dans le cas où le logement n'est pas occupé à la date des travaux, à partir de la date de mise en location, laquelle doit prendre effet dans les douze mois qui suivent la réalisation des dépenses.

Les dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt sont retenues dans la limite de **8 000 €** pour la période 2009-2013 **par logement** loué ou destiné à être mis en location. Ce montant ne varie pas en fonction de la situation de famille (personne seule ou couple soumis à imposition commune).

Au titre d'une même année, des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt peuvent être effectuées dans trois logements donnés en location au maximum.

Les taux du crédit d'impôt ainsi que les caractéristiques des matériaux, équipements et travaux éligibles sont identiques à ceux qui s'appliquent aux dépenses effectuées dans l'habitation principale (voir page 183).

❶ Reportez ligne 7SZ le montant du crédit d'impôt que vous avez déterminé sur la fiche de calcul annexée au document d'information n° 2041 GR. Joignez cette fiche de calcul à votre déclaration.

### À NOTER

- Le crédit d'impôt s'applique quel que soit le régime d'imposition des revenus fonciers : micro-foncier ou régime réel.
- Les dépenses qui ont ouvert droit au crédit d'impôt ne sont pas admises en déduction pour la détermination des revenus fonciers. En revanche, la fraction des dépenses qui excède le plafond de 8 000 € retenu pour le calcul du crédit d'impôt peut être déduite des revenus fonciers.

Le locataire du logement doit être une personne physique autre que le propriétaire du logement, son conjoint ou un des membres de son foyer fiscal. Il doit être en outre titulaire d'un bail. Aucune condition de ressources du locataire n'est exigée.

- Les dépenses financées par un "éco-prêt" à taux zéro pour lequel l'offre a été émise en 2012 ou en 2013 n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt en faveur de la qualité environnementale lorsque le revenu fiscal de référence (RFR) du foyer fiscal au titre de l'avant-dernière année précédant l'offre de prêt (revenus de l'année 2011 pour une offre de prêt émise respectivement en 2013) excède 30 000 €.

## TRAVAUX DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES DANS DES LOGEMENTS DONNÉS EN LOCATION

(CGI, art. 200 quater A; BOI-IR-RICI-290; PF n° 115-11)

Vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt si vous effectuez, entre le 1.1.2010 et le 31.12.2014, des dépenses de travaux prescrits dans le cadre d'un plan de prévention contre les risques technologiques (PPRT), dans un logement, achevé avant l'approbation de ce plan, que vous louez ou que vous vous engagez à donner en location à usage d'habitation principale du locataire pendant au moins cinq ans. Le nombre de logements donnés en location ouvrant droit au crédit d'impôt n'est pas limité.

### NATURE DES TRAVAUX

Seuls les travaux de prévention des risques technologiques prescrits par un PPRT et, depuis le 1.1.2013, les dépenses de réalisation de diagnostics préalables à ces travaux ouvrent droit au crédit d'impôt.

Les dépenses de réalisation de diagnostics préalables et les travaux de prévention des risques technologiques éligibles au crédit d'impôt pour les logements donnés en location sont identiques aux dépenses réalisées dans l'habitation principale. Les travaux n'ouvrent droit au crédit d'impôt que lorsque les équipements et matériaux sont fournis et installés par une même entreprise et donnent lieu à l'établissement d'une facture.

### CONDITION DE LOCATION

Le propriétaire-bailleur doit s'engager à louer le logement pendant une durée de 5 ans à usage d'habitation principale à des personnes autres que son conjoint ou un membre de son foyer fiscal. Le locataire doit être en outre titulaire d'un bail. Aucune condition de ressources du locataire n'est exigée.

La durée de location de 5 ans est décomptée à partir de la date de réalisation des dépenses lorsque le logement est déjà occupé par un locataire ou, dans le cas où le logement n'est pas occupé à partir de la date des travaux, à la date de mise en location, laquelle doit prendre effet dans les douze mois qui suivent la réalisation des dépenses.

L'engagement de location doit être formulé sur papier libre lors du dépôt de la déclaration de revenus de l'année au titre de laquelle le bénéfice du crédit d'impôt est demandé.

Le logement peut être donné en location nue ou meublée.

### MONTANT DU CRÉDIT D'IMPÔT

Les dépenses de diagnostics préalables et de travaux prescrits dans le cadre d'un PPRT, réalisées en 2013, ouvrent droit au crédit d'impôt au taux de **40 %**. La base du crédit d'impôt est constituée par le montant TTC du prix d'achat des matériaux et des frais de main-d'œuvre.

Par logement loué ou destiné à être mis en location, les dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt sont retenues dans la limite d'un plafond de droit commun pluriannuel qui s'applique du 1.1.2010 au 31.12.2014.

Ce plafond, qui varie en fonction de la situation de famille du propriétaire-bailleur, est fixé, par logement, à :

- **5 000 €** pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ;
  - **10 000 €** pour les personnes soumises à une imposition commune ;
  - plafonds majorés de **400 €** par personne ou enfant à charge (majoration divisée par deux si l'enfant est en résidence alternée).
- Le plafond applicable est déterminé en retenant la situation et les charges de famille de la période d'imposition au cours de laquelle la dépense a été réalisée.

Pour les dépenses de travaux prescrits dans le cadre d'un PPRT payées par les propriétaires-bailleurs depuis le 1.1.2012 et de diagnostics préalables aux travaux payés depuis le 1.1.2013, le plafond de droit commun est majoré. Cette majoration du plafond est forfaitaire et s'établit à :

- **5 000 €** pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ;
- **10 000 €** pour un couple soumis à imposition commune.

Ce plafond spécifique, qui s'apprécie sur la période du 1.1.2012 au 31.12.2014, ne fait l'objet d'aucune majoration pour personne à charge.

② Reportez ligne 7WR le montant des travaux payés en 2013, déterminé sur la fiche du document 2041 GR, le cas échéant après application du plafond de dépenses pour chaque logement dans lequel les travaux sont effectués.

Le crédit d'impôt est calculé au taux de 40 %

### À NOTER

- Le crédit d'impôt s'applique quel que soit le régime d'imposition des revenus tirés de la location : revenus foncières (location nue) ou location meublée (bénéfices industriels et commerciaux).
- Le crédit d'impôt est accordé au titre de l'année du règlement définitif de la facture à l'entreprise qui a réalisé les travaux ou le diagnostic. Lorsque le paiement est effectué par l'intermédiaire d'un syndic de copropriété, c'est la date du paiement de l'entreprise par le syndic qui est retenue.

Figure 11. Déclaration n° 2042 C, page 7.

## 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

Dépenses en faveur de la qualité environnementale des logements donnés en location Report de la fiche 2041 GR

Montant du crédit d'impôt calculé ..... 7SZ 1

Travaux de prévention des risques technologiques dans les logements donnés en location Report de la fiche 2041 GR

Dépenses de diagnostic préalable aux travaux et travaux ..... 7WR 2

## TRAVAUX DE CONSERVATION OU DE RESTAURATION D'OBJETS MOBILIERS CLASSÉS MONUMENTS HISTORIQUES

(CGI, art. 199 duovicies; BOI-IR-RICI-190)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si, domicilié fiscalement en France, vous effectuez des travaux de conservation ou de restauration d'objets mobiliers classés au titre des monuments historiques dont vous êtes propriétaire.

Ces objets peuvent appartenir soit au patrimoine artistique (peintures, sculptures, tapisseries, mobilier...) soit au patrimoine technique (machines liées à la production industrielle, instruments scientifiques, véhicules ferroviaires, bateaux, avions, voitures hippomobiles ou automobiles...). Les travaux doivent être autorisés par l'autorité administrative compétente (direction régionale des affaires culturelles ou ministère de la culture), et exécutés sous le contrôle des services de l'État chargés des monuments historiques.

Les travaux de conservation ont pour but de maintenir l'objet en bon état et d'augmenter son espérance de vie. Les travaux de restauration ont pour but de remettre l'objet en état.

L'objet doit être exposé au public dès l'achèvement des travaux et pendant au moins cinq ans à compter de cette date.

Il peut être exposé dans un immeuble ouvert à la visite ou confié en vue de son exposition à un musée de France, à la Bibliothèque nationale de France ou à une autre bibliothèque de l'État, d'une autre collectivité territoriale ou d'une autre personne publique ou à un service d'archives de l'État, d'une autre collectivité territoriale ou d'une autre personne publique ou à une personne publique ou privée occupant le domaine public maritime, fluvial, ferroviaire ou aéronautique.

La réduction d'impôt est égale à **18 %** des dépenses de travaux effectuées en 2013, retenues dans la limite annuelle de **20 000 €**. Lorsque les travaux ont bénéficié d'une subvention accordée par l'État, éventuellement complétée par une aide allouée par une collectivité territoriale, seules les dépenses restant effectivement à la charge du propriétaire sont retenues pour le calcul de la réduction d'impôt.

Lorsque les travaux sont étalés sur plusieurs années, le propriétaire peut obtenir une réduction d'impôt au titre des dépenses supportées au cours de chaque année, dans la limite annuelle de 20 000 €.

**1** Indiquez ligne 7NZ le montant des sommes versées en 2013 restant effectivement à votre charge.

### Pièces justificatives

À la demande de l'administration, vous devez pouvoir produire les pièces justificatives suivantes : l'arrêté du ministre prononçant le classement de l'objet mobilier, les factures de travaux, la décision d'autorisation des travaux ; l'attestation de conformité des travaux à l'autorisation donnée, ainsi que, le cas échéant, l'arrêté attributif de subvention ou le document établissant que l'objet a été confié à un organisme public en vue de son exposition au public.

## DÉPENSES DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL

(CGI, art. 199 octovicies; BOI-IR-RICI-240)

Une réduction d'impôt est instituée en faveur des personnes physiques ou des associés personnes physiques de certaines sociétés de personnes, fiscalement domiciliés en France, qui effectuent des dépenses, autres que les intérêts d'emprunt, en vue du maintien et de la protection du patrimoine naturel entre le 1.1.2010 et le 31.12.2013.

La réduction d'impôt est égale à **18 %** des dépenses payées en 2013 retenues dans la limite annuelle de **10 000 €**.

Les dépenses retenues sont celles qui ont été effectivement supportées par le propriétaire, c'est-à-dire sous déduction des aides ou subventions éventuellement perçues pour la réalisation des travaux.

Lorsque le montant de la réduction d'impôt excède l'impôt dû par le contribuable au titre de l'année d'imposition, la fraction non imputée de cette réduction peut être reportée sur l'impôt sur le revenu dû au titre des six années suivantes.

Indiquez :

- ligne 7KA, le montant des sommes payées en 2012 que vous avez effectivement supportées ;
- lignes 7KB et 7KC, respectivement la fraction des réductions d'impôt au titre des dépenses payées en 2010 et 2011 qui n'a pas pu être imputée en l'absence d'impôt suffisant.

Les dépenses doivent être réalisées dans les espaces naturels appartenant aux catégories suivantes :

- parcs nationaux (code de l'environnement, art. L. 331-2) ;
- réserves naturelles classées (code de l'environnement, art. L. 332-2) ;
- sites classés (code de l'environnement, art. L. 341-2) ;
- espaces concernés par les arrêtés préfectoraux de protection de biotope (code de l'environnement, art. L. 411-1 et L. 411-2) ;
- espaces "Natura 2000" (code de l'environnement, art. L. 414-1) ;
- espaces naturels remarquables du littoral (code de l'urbanisme, art. L. 146-6).

Figure 12. Déclaration n° 2042 C, page 7.

### 7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

#### Dépenses de protection du patrimoine naturel

– Dépenses réalisées en 2013.....				7KA	<b>2</b>
	2010	2011	2012		
– Report de réduction d'impôt des années antérieures .....	7KB	7KC	7KD		
Travaux de conservation ou de restauration d'objets classés monuments historiques.....				7NZ	<b>1</b>

Ces espaces naturels doivent avoir obtenu le label de la "Fondation du patrimoine" en application de l'article L. 143-2 du code du patrimoine. Ce label prévoit les conditions de l'accès au public des espaces concernés, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.

Pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, les dépenses, autres que les intérêts d'emprunt, doivent avoir reçu un avis favorable du service de l'État compétent en matière d'environnement (directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, DREAL).

Sont éligibles, sous réserve de leur justification et d'avoir été effectivement supportées par le propriétaire<sup>4</sup>, les dépenses :

- d'entretien et de réparation ;
- d'amélioration des propriétés rurales non bâties ;
- de travaux de restauration et de gros entretien du patrimoine naturel. Il peut s'agir notamment de dépenses de plantation, de curage des canaux, d'entretien de berges et des réseaux de gestion de l'eau, d'égoutage et d'abattage d'arbres ainsi que des dépenses de travaux et d'aménagements nécessaires à l'ouverture au public (par exemple le balisage, la mise en place d'une signalétique ou l'aménagement de sentiers).

Depuis l'imposition des revenus de 2010, le régime d'imputation sans limitation de montant, sur le revenu global, des déficits fonciers provenant des dépenses de maintien et de protection du patrimoine naturel autres que les intérêts d'emprunt est supprimé.

Pour les dépenses effectuées en vue du maintien et de la protection du patrimoine, le propriétaire a le choix entre le bénéfice de la réduction d'impôt et leur déduction de ses revenus fonciers dans les conditions de droit commun (déficit imputable sur le revenu global dans la limite de 10 700 €).

Lorsque le contribuable bénéficie de la réduction d'impôt, les dépenses de maintien et de protection du patrimoine naturel ne peuvent pas être déduites pour la détermination des revenus fonciers, y compris, le cas échéant, pour leur montant excédant 10 000 €.

## 2 Indiquez :

- ligne 7KA, le montant des sommes payées en 2013 que vous avez effectivement supportées ;
- lignes 7KB, 7KC et 7KD, respectivement la fraction de réduction d'impôt au titre des dépenses payées en 2010, 2011 et 2012 qui n'a pu être imputée en l'absence d'impôt suffisant.

## INVESTISSEMENTS FORESTIERS

(CGI, art. 199 decies H ; BOI-IR-RICI-60 ; PF 104)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt, si vous êtes domicilié en France (métropole et DOM), si vous effectuez un investissement forestier :

- entre le 1.1.2001 et le 31.12.2013 pour :
  - l'acquisition de terrains en nature de bois et forêts ou de terrains à boiser ;
  - l'acquisition ou la souscription en numéraire de parts de groupements forestiers ou de sociétés d'épargne forestière (SEF) ;
- entre le 1.1.2006 et le 31.12.2013 au titre des travaux forestiers que vous avez payés ou qui ont été payés par un groupement forestier ou une SEF dont vous êtes membre ;
- entre le 1.1.2009 et le 31.12.2013 au titre de la rémunération versée dans le cadre d'un contrat conclu en vue de la gestion de bois et forêts ;
- entre le 1.1.2011 et le 31.12.2013 au titre de la cotisation d'assurance couvrant notamment le risque de tempête.

## DÉPENSES ÉLIGIBLES

### Acquisition de terrains

L'acquisition à compter de 2008 de terrains boisés ou forestiers et de terrains à boiser doit permettre :

- de constituer une unité de gestion d'au moins 5 hectares d'un seul tenant ou, dans les massifs de montagne, une unité de gestion d'au moins 5 hectares situés sur le territoire d'une même commune ou de communes limitrophes, susceptible d'une gestion coordonnée, sans être forcément contigus ;
- d'agrandir une unité de gestion pour porter sa superficie à plus de 5 hectares ;
- de résorber une enclave, sans qu'il soit nécessaire de constituer une unité de gestion de 5 hectares.

En principe, la superficie acquise ne doit pas excéder 25 hectares. Il est toutefois admis que l'acquisition d'une propriété de plus de 25 hectares qui a pour effet, soit de constituer une unité de gestion d'au moins 5 hectares, soit d'agrandir une unité de gestion pour en porter sa superficie à plus de 5 hectares, soit de résorber une enclave ouvre droit à la réduction d'impôt pour la totalité du prix d'acquisition effectivement payé, à la condition que la superficie de l'unité de gestion, après acquisition de cette parcelle, n'excède pas 30 hectares.

Lorsque les terrains sont acquis en nature de bois et forêts, vous devez prendre l'engagement de les conserver pendant 15 ans et d'appliquer pendant cette durée un plan simple de gestion agréé par le centre régional de la propriété forestière. Toutefois, l'exigence d'un plan simple de gestion est remplacée par l'obligation d'appliquer, pendant la même durée, un autre document de gestion durable prévu par l'article L. 4 du code forestier lorsque la surface des parcelles acquises est trop faible pour qu'un plan simple de gestion puisse être agréé. Lorsque les terrains sont acquis nus, vous devez prendre l'engagement de les reboiser dans un délai de 3 ans, puis de les conserver ensuite pendant 15 ans et d'appliquer pendant la même durée un plan simple de gestion agréé.

### Souscription de parts

La souscription au capital (capital initial ou augmentation de capital) ou l'acquisition de parts de groupements forestiers ou de sociétés d'épargne forestière doit être faite en numéraire.

4. En cas de démembrement du droit de propriété, il peut s'agir de l'usufruitier.

Les souscriptions en numéraire s'entendent exclusivement de celles dont le montant est libéré en espèces, par chèque, par virement ou par voie d'incorporation au capital de sommes laissées en compte-courant.

En revanche, les souscriptions de parts émises en rémunération d'apports en nature sont exclues du bénéfice de l'avantage fiscal. Les parts doivent être acquises ou souscrites dans le cadre de la gestion du patrimoine personnel du contribuable : elles ne peuvent donc pas figurer à l'actif d'une société ou d'une entreprise individuelle alors même que leur résultat serait soumis à l'impôt sur le revenu.

Le groupement ou la société doit prendre l'engagement d'appliquer pendant 15 ans un plan simple de gestion agréé par le centre régional de la propriété forestière. Si au moment de la souscription, aucun plan simple de gestion n'est agréé pour la forêt en cause, le groupement ou la société doit en faire agréer un dans un délai de trois ans à compter de la date de souscription et l'appliquer pendant quinze ans.

Vous devez vous engager à conserver les parts du groupement ou de la société jusqu'au 31.12 de la 8<sup>e</sup> année suivant la date de leur souscription ou de leur acquisition.

## Travaux

Il s'agit des travaux :

- de plantation, de reconstitution, de renouvellement,
- de sauvegarde et d'amélioration des peuplements,
- de création et d'amélioration des dessertes.

Ils doivent être réalisés dans une propriété qui constitue une unité de gestion d'au moins 10 hectares d'un seul tenant.

Vous devez vous engager à conserver cette propriété jusqu'au 31.12 de la 8<sup>e</sup> année suivant celle du paiement des travaux et à appliquer pendant cette durée l'une des garanties de gestion durable prévues à l'article L. 8 du code forestier.

Lorsque les travaux sont réalisés par un groupement ou une SEF dont vous êtes membre, vous devez vous engager à conserver les parts du groupement ou de la SEF jusqu'au 31.12 de la 4<sup>e</sup> année suivant celle du paiement des travaux.

En outre, le groupement ou la SEF doit s'engager à conserver les parcelles qui ont fait l'objet des travaux jusqu'au 31.12 de la 8<sup>e</sup> année suivant celle des travaux à appliquer pendant cette même durée l'une des garanties de gestion durable prévue à l'article L. 8 du code forestier.

Enfin, lorsque les travaux réalisés par le propriétaire, le groupement ou la SEF sont des travaux de plantations, ils doivent, pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, être effectués avec des graines et des plants forestiers conformes aux prescriptions des arrêtés régionaux relatifs aux aides de l'État à l'investissement forestier.

## Contrat de gestion

Le contrat doit être conclu, pour la gestion de bois et forêts d'une surface inférieure à 25 hectares, soit avec :

- un gestionnaire forestier professionnel au sens de l'article L. 224-7 du code forestier ou un expert forestier au sens de l'article L. 171-1 du code rural et de la pêche maritime,
- une coopérative forestière ou une organisation de producteurs au sens de l'article L. 551-1 du même code,
- l'Office national des forêts en application de l'article L. 224-6 du code forestier.

Il doit prévoir :

- la réalisation de programmes de travaux et de coupes dans le respect d'une des garanties de gestion durable prévues par l'article L. 8 du code forestier ;
- la cession de ces coupes soit dans le cadre d'un mandat de vente avec un gestionnaire forestier ou un expert forestier ou en exécution d'un contrat d'apport conclu avec une coopérative ou une organisation de producteurs ;
- la commercialisation de ces coupes à destination d'unités de transformation du bois, par voie de contrats d'approvisionnement annuels reconductibles ou pluriannuels. Ces trois conditions sont cumulatives. À défaut, la rémunération n'ouvre pas droit à la réduction d'impôt.

## Assurance

La cotisation d'assurance doit couvrir notamment le risque de tempête. Elle peut être versée par le contribuable, par un groupement forestier ou par une société d'épargne forestière dont le contribuable est membre. Pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, le contrat d'assurance doit respecter des conditions fixées par un décret à venir.

Figure 13. Déclaration n° 2042 C, page 7.

## 7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

Investissements forestiers			
- Dépenses réalisées en 2013	Acquisition <b>7UN</b>		Travaux <b>7UP</b>
	Contrat de gestion <b>7UQ</b>		Assurance <b>7UL</b>
- Si les travaux sont consécutifs à un sinistre, cochez la case			<b>7UT</b> COCHEZ <input type="checkbox"/>
- Report des dépenses de travaux de l'année 2009	Hors sinistre <b>7UU</b>		Après sinistre <b>7TE</b>
- Report des dépenses de travaux de l'année 2010	Hors sinistre <b>7UV</b>		Après sinistre <b>7TF</b>
- Report des dépenses de travaux de l'année 2011	Hors sinistre <b>7UW</b>		Après sinistre <b>7TG</b>

## CALCUL DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT

### Dépenses de l'année

La réduction d'impôt est égale à **18 %** des dépenses payées en 2013, à l'exception des cotisations d'assurance éligibles qui ouvrent droit à la réduction d'impôt au taux de **76 %**.

Les dépenses qui ouvrent droit à la réduction d'impôt correspondent :

- pour les dépenses d'acquisition :
  - au prix d'acquisition des terrains, majoré des frais d'acquisition (honoraires de notaire, commissions versées aux intermédiaires, droits d'enregistrement...);
  - pour les acquisitions de terrains permettant de constituer une unité de gestion d'au moins 5 hectares, située dans un massif de montagne, au prix d'acquisition de ces terrains et des terrains en nature de bois et forêts ou des terrains nus à boiser acquis au cours des trois années précédentes pour constituer cette unité;
  - au montant effectivement acquitté pour l'acquisition ou la souscription des parts de groupements forestiers;
  - à 60 % du prix de souscription ou d'acquisition des parts de sociétés d'épargne forestière;
- pour les dépenses de travaux :
  - au montant TTC des dépenses de travaux forestiers figurant sur la facture délivrée par l'entreprise;
  - à la fraction des travaux facturés au groupement forestier ou à la société d'épargne forestière correspondant aux droits que vous détenez dans le groupement ou la société;
- pour les rémunérations versées dans le cadre d'un contrat de gestion :
  - au montant TTC de la rémunération versée;
  - à la fraction de la rémunération versée par le groupement forestier ou la société d'épargne forestière correspondant aux droits que vous détenez dans le groupement ou la société;
- pour les cotisations d'assurance couvrant notamment le risque de tempête :
  - au montant de la cotisation versée retenue dans la limite de 7,2 € par hectare assuré en 2013;
  - à la fraction de la cotisation versée par le groupement ou la société d'épargne forestière retenue dans la limite de 7,2 € par hectare assuré et correspondant aux droits que vous détenez dans le groupement ou la société.

#### À NOTER

Lorsque la taxe sur la valeur ajoutée acquittée au titre des dépenses de travaux forestiers et de la rémunération versée dans le cadre d'un contrat de gestion a pu être récupérée, ces dépenses doivent être retenues pour leur montant hors taxes.

La réduction d'impôt ne s'applique pas aux dépenses de travaux et à la cotisation d'assurance payées avec des sommes prélevées sur le compte d'épargne assurance pour la forêt (CEAF).

Depuis 2009, trois plafonds annuels distincts s'appliquent selon la nature des dépenses effectuées. Les cotisations d'assurance sont soumises au même plafond que les travaux.

Toutes les catégories de dépenses peuvent ouvrir droit à la réduction d'impôt au titre de la même année dans les limites indiquées dans le tableau 21.

Lorsque les travaux sont payés par un groupement forestier ou une société d'épargne forestière, la fraction des dépenses correspondant aux droits que le contribuable détient dans ce groupement ou cette société est retenue dans la même limite que lorsque les travaux sont effectués directement par le contribuable, soit 6 250 € ou 12 500 €.

### Reports des dépenses des années antérieures

Lorsque les dépenses de travaux excèdent la limite annuelle, l'excédent est reporté sur les quatre années suivantes et dans la même limite. En cas de sinistre forestier, l'excédent de dépenses de travaux peut être reporté sur les huit années suivant leur paiement et dans la même limite.

Les reports de dépenses ouvrent droit à la réduction d'impôt au taux de :

- dépenses des années antérieures à 2011 : 25 %;
- dépenses de 2011 : 22 %
- dépenses de 2012 : 18 %.

### REMISE EN CAUSE

La réduction d'impôt peut être remise en cause si vous ne respectez pas, ou si le groupement forestier ou la société d'épargne forestière, ne respecte pas les engagements prévus.

Elle est également remise en cause :

- en cas de dissolution du groupement forestier ou de la société d'épargne forestière avant la fin d'une des périodes d'engagement, excepté lorsque la dissolution est due à une fusion régulière avec un autre groupement ou une autre SEF;
- ou lorsque la SEF n'a pas une activité conforme à son objet social. La reprise de la réduction d'impôt est effectuée au titre de l'année au cours de laquelle est intervenu cet événement.

La réduction d'impôt n'est toutefois pas remise en cause en cas d'invalidité, de licenciement ou de décès du contribuable ou de son conjoint ou partenaire de Pacs.

Elle n'est pas non plus remise en cause :

- lorsque le contribuable, après une durée de détention de 2 ans apporte les terrains à un groupement forestier ou à une société d'épargne forestière, à condition qu'il s'engage à conserver les parts pendant la durée de l'engagement initial restant à courir;
- en cas de donation, lorsque le donataire reprend l'engagement du donateur pour la durée restant à courir.

Tableau 21. Plafonds de dépenses.

NATURE DES DÉPENSES	PLAFOND ANNUEL	
	PERSONNE SEULE	COUPLE MARIÉ OU PACSÉ
Acquisition	5 700 €	11 400 €
Travaux et assurance	6 250 €	12 500 €
Contrat de gestion	2 000 €	4 000 €



## COTISATIONS VERSÉES POUR LA DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE

(CGI, art. 200 decies A; BOI-IR-RICI-270; PF 113-4)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt au titre des cotisations versées aux associations syndicales autorisées ayant pour objet la réalisation de travaux de prévention en vue de la défense des forêts contre l'incendie sur certains terrains.

La réduction d'impôt est égale à **50 %** des cotisations versées, retenues dans la limite annuelle de **1 000 €** par foyer fiscal.

Indiquez ligne 7UC le montant des cotisations versées en 2013.

Les associations syndicales autorisées (ASA) éligibles à la réduction d'impôt sont des groupements de propriétaires constitués en vue de permettre la réalisation de travaux d'investissements forestiers ou d'actions forestières, concourant à la protection de la forêt contre l'incendie : amélioration des peuplements existants, reconstitution des peuplements forestiers après incendie, mise en place d'instruments appropriés de prévention des incendies.

Les travaux doivent être réalisés sur des terrains inclus dans des bois classés en application de l'article L. 132-1 du Code forestier ou dans les massifs visés aux articles L. 133-1 et L. 133-2 du même code. Ces terrains présentent des risques d'incendie élevés.

Vous pouvez également bénéficier de la réduction d'impôt au titre de la cotisation versée à une ASA par un groupement ou une société de personnes dont vous êtes membre, à proportion de droits que vous détenez dans ce groupement ou cette société.

### Pièce justificative

Vous devez pouvoir produire, à la demande de l'administration fiscale, la quittance de versement de la cotisation ou, à défaut, la copie de l'avis des sommes à payer.

## SOUSCRIPTION AU CAPITAL DE PETITES ENTREPRISES EN PHASE D'AMORÇAGE, DE DÉMARRAGE OU D'EXPANSION OU DE PME NON COTÉES

(CGI, art. 199 terdecies-0A; BOI-IR-RICI-90; PF 106)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si, jusqu'au 31.12.2016, vous effectuez des versements au titre de la souscription en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital d'entreprises non cotées sur un marché réglementé, répondant à la définition de "petites entreprises" au sens communautaire, créées depuis moins de cinq ans et en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion.

Vous devez conserver les parts jusqu'à l'expiration de la 5<sup>e</sup> année qui suit celle de la souscription.

### CONDITIONS À REMPLIR

Depuis le 1.1.2012, la société bénéficiaire des versements doit remplir les conditions suivantes :

- être une "petite entreprise" au sens de la réglementation communautaire :
  - employer moins de 50 salariés ;
  - réaliser un chiffre d'affaires annuel ou avoir un total de bilan inférieur à dix millions d'euros au cours de l'exercice ;
  - être créée depuis moins de 5 ans ;
  - être en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion ;
  - ne pas être une entreprise qualifiable d'entreprise en difficulté et ne pas exercer son activité dans le secteur de la construction navale, de l'industrie houillère ou de la sidérurgie.
- Ces conditions ne sont toutefois pas exigées des entreprises solidaires mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail.

Il est admis que les versements effectués après le 31.12.2011 au titre de souscriptions au capital de moyennes entreprises éligibles jusqu'à cette date ouvrent droit à l'avantage fiscal si ces souscriptions ont été effectuées avant le 1.1.2012. Dans ce cas, les conditions suivantes doivent être remplies :

#### – Souscriptions effectuées à compter du 1.1.2007

La société doit présenter les caractéristiques suivantes :

- ses titres ne doivent pas être admis aux négociations sur un marché réglementé français (Eurolist d'Euronext) ou étranger. En revanche, les titres peuvent être admis à la négociation sur un marché organisé non réglementé, notamment Alternext ;
- elle doit exercer directement une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier (sociétés opérationnelles).

Les souscriptions au capital de sociétés holding, animatrices de leur groupe, considérées comme ayant une activité commerciale, sont également éligibles. La condition d'activité n'est pas exigée pour les entreprises solidaires (définies à l'article L. 3332-17-1 du code du travail) ;



- elle doit avoir son siège en France ou dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale;
- elle est soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun, de plein droit ou sur option, ou, si elle a son siège hors de France, elle y serait soumise si l'activité était exercée en France. Les souscriptions au capital de sociétés exonérées d'impôt sur les sociétés de manière temporaire sont éligibles;
- il s'agit d'une PME au sens de la réglementation communautaire: elle emploie moins de 250 personnes et, soit elle réalise un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros, soit elle a un total de bilan annuel n'excédant pas 43 millions d'euros.

#### – Souscriptions effectuées à compter du 29.9.2010

La société ne doit pas, en outre, exercer l'activité de production d'énergie photovoltaïque.

#### – Souscriptions effectuées à compter du 13.10.2010

Outre les conditions précitées (sauf celle tenant à l'activité de la société), les conditions suivantes doivent être remplies:

- la société exerce une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production, une activité financière, une activité de gestion de patrimoine mobilier ou une activité immobilière. Toutefois, les exclusions relatives à l'exercice d'une activité financière ou immobilière ne sont pas applicables aux entreprises solidaires définies à l'article L. 3332-17-1 du code du travail;
- les actifs de la société ne sont pas constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'œuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de course ou de concours ni de vins ou d'alcools (sauf si l'objet de l'activité consiste en la vente au détail ou à consommer sur place de vins ou alcools);
- les souscriptions au capital de la société doivent conférer aux souscripteurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaires ou d'associés, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaires aux biens produits ou aux services rendus par la société;
- la société ne doit accorder aucune garantie en capital à ses associés ou actionnaires en contrepartie de leurs souscriptions.

Les souscriptions réalisées par un contribuable au capital d'une société dans les douze mois suivant le remboursement, total ou partiel, par cette société de ses apports précédents n'ouvrent pas droit à la réduction d'impôt.

#### – Souscriptions effectuées à compter du 1.1.2011

Outre les conditions précitées, la société doit compter au moins deux salariés à la clôture de l'exercice suivant celui de la souscription ayant ouvert droit à la réduction d'impôt, ou un salarié si elle est soumise à l'obligation de s'inscrire à la chambre des métiers et de l'artisanat.

### PRÉCISIONS

– Le bénéfice de la réduction d'impôt est définitivement acquis si les titres souscrits sont conservés jusqu'à l'expiration de la 5e année suivant celle de la souscription et en cas de non-remboursement des apports en numéraire aux souscripteurs:

- dans le délai de 5 ans susvisé pour les souscriptions effectuées avant le 13.10.2010;
- avant le 31 décembre de la dixième année suivant celle de la souscription pour les souscriptions effectuées à compter du 13.10.2010.

Toutefois, à compter de l'imposition des revenus 2013, pour les parts investies dans des entreprises solidaires mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail et agréées en vertu du même article avant le 31.12.2012, ainsi que dans des établissements de crédit dont 80 % de l'ensemble des prêts et des investissements sont effectués en faveur d'entreprises solidaires précitées, les apports ne doivent pas être remboursés avant le 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription. Ils peuvent donc l'être après cette échéance sans remise en cause de l'avantage fiscal.

– Pour les souscriptions effectuées du 13.10.2010 au 31.12.2011, la société doit respecter le règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission concernant les aides de minimis sauf lorsque les conditions suivantes sont cumulativement satisfaites:

- la société est une PME au sens de la réglementation communautaire;
- elle est en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion;
- elle n'est pas une entreprise en difficulté et n'exerce pas son activité dans le secteur de la construction navale, de l'industrie houillère ou de la sidérurgie;
- les souscriptions n'excèdent pas un montant fixé par décret, qui ne peut dépasser le plafond autorisé par la Commission européenne s'agissant des aides d'État.

Pour les souscriptions effectuées à compter du 1.1.2012, les versements au titre des souscriptions directes ou indirectes en numéraire au capital de sociétés éligibles au dispositif de la réduction d'impôt satisfont obligatoirement aux conditions de ce dispositif communautaire et ne sont plus susceptibles d'être soumises au régime de minimis.

❶ Inscrivez case 7CF le montant des sommes versées en 2013 au titre de la souscription au capital de petites entreprises en phase d'amorçage de démarrage ou d'expansion. Ces versements seront retenus dans la limite de 50 000 € pour une personne seule et de 100 000 € pour un couple marié ou pacsé soumis à imposition commune.

❷ Inscrivez case 7CU le montant des sommes versées en 2013 au titre de la souscription au capital de PME non cotées, effectuée avant le 1.1.2012.

Figure 14. Déclaration n° 2042 C, page 8.

## 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

### Souscription au capital de petites entreprises en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion et de PME non cotées

– Souscription au capital de petites entreprises en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion .....	7CF	❶
– Souscription au capital de PME réalisée avant le 1.1.2012: versement 2013.....	7CU	❷

③ Indiquez cases 7CL, 7CM, 7CN et 7CC le montant des versements effectués en 2009, 2010, 2011 et 2012 (afférents à des souscriptions réalisées avant le 1.1.2012) au titre des souscriptions au capital de PME qui excédaient la limite de 20 000 € ou 40 000 €. Ces montants à reporter sont indiqués sur votre avis d'impôt sur les revenus de 2012.

④ Indiquez case 7CQ le montant des versements effectués en 2012 au titre de la souscription au capital de petites entreprises en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion qui excédaient la limite de 50 000 € ou 100 000 €. Ce montant à reporter est indiqué sur votre avis d'impôt sur les revenus de 2012.

#### PRÉCISIONS

- En cas de participation à une opération comprenant à la fois une augmentation de capital et une cession de titres existants (lors de l'introduction de titres sur Alternext notamment), la réduction d'impôt est accordée uniquement pour la souscription de titres nouvellement émis.
- Les souscriptions au capital de sociétés holding ouvrent droit à la réduction d'impôt lorsque la société holding remplit les conditions précitées (à l'exception de celle tenant à son activité), qu'elle a pour objet exclusif la détention de participations dans des sociétés exerçant une activité opérationnelle à l'exception des activités exclues, qu'elle ne compte pas plus de cinquante associés ou actionnaires, qu'elle a exclusivement pour mandataires sociaux des personnes physiques, qu'elle communique à chaque investisseur un document d'information précisant la période de conservation des titres pour bénéficier de l'avantage fiscal, les modalités prévues pour assurer la liquidité de l'investissement, les risques de l'investissement, les règles d'organisation, le détail des frais et commissions ainsi que le nom du prestataire de services d'investissement chargé du placement des titres.

### Calcul de la réduction d'impôt

#### Versements effectués en 2013

Les versements effectués en 2013 au titre des souscriptions au capital de petites entreprises en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion sont retenus dans la limite de **50 000 €** pour un contribuable célibataire, veuf ou divorcé et de **100 000 €** pour un couple marié ou pacsé soumis à imposition commune.

La fraction des versements qui excède ces plafonds ouvre droit à la réduction d'impôt au titre des 4 années suivantes dans les mêmes limites.

Le taux de la réduction d'impôt est de **18 %**.

#### Reports de versements des années antérieures

Les reports de versements excédentaires des années 2009 à 2012 sont retenus dans la limite de :

- reports de versements effectués de 2009 à 2012 au titre de souscriptions au capital de PME effectués de 2009 à 2011 : 20 000 € pour une personne seule et de 40 000 € pour un couple soumis à imposition commune ;
- reports de versements effectués en 2012 au titre de la souscription au capital de petites entreprises en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion : 50 000 € pour une personne seule et de 100 000 € pour un couple soumis à imposition commune.

Les excédents reportés sont retenus pour le calcul de la réduction d'impôt avant les versements de l'année, en commençant par les plus anciens.

Le taux de la réduction d'impôt applicable à ces reports est de :

- **18 %** pour les reports de versements effectués en 2012 ;
- **22 %** pour les reports de versements effectués en 2011 ;
- **25 %** pour les reports de versements effectués en 2009 et 2010.

Le total des versements effectués en 2013 et des reports de versements des années antérieures ouvrant droit à la réduction d'impôt ne peut pas excéder 50 000 € (personne seule) ou 100 000 € (couple soumis à imposition commune).

L'ensemble des versements (y compris les reports d'années antérieures) ouvre droit à la réduction d'impôt au titre d'une année dans la limite appréciée en tenant compte de la situation du souscripteur au titre de l'année considérée.

Pour les versements afférents aux souscriptions effectuées à compter du 1.1.2013, le montant de la réduction d'impôt excédant le montant du plafonnement global des avantages fiscaux (CGI, art. 200 - 0 A) peut être reporté sur l'impôt sur le revenu dû au titre des cinq années suivantes. Cet excédent s'apprécie en tenant compte de la réduction d'impôt accordée au titre des versements réalisés au cours de l'année concernée, des reports de versements et de réductions d'impôt des années antérieures.

Figure 15. Déclaration n° 2042 C, page 8.

### 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

	2009	2010	2011	2012
– Report de versements des années antérieures :				
• souscription au capital de PME	7CL ③	7CM ③	7CN ③	7CC ③
• souscription au capital de petites entreprises en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion				2012 7CQ ④

**À NOTER**

En cas de souscription directe au capital d'une société, la réduction d'impôt est accordée au titre de l'année du versement de la souscription.

En cas de souscription par l'intermédiaire d'une société holding, la réduction d'impôt est accordée au titre de l'année de clôture de l'exercice de la société holding au cours duquel le versement a été effectué par le contribuable. Le montant ouvrant droit à la réduction d'impôt est proportionnel au montant des souscriptions effectuées au cours de la même année par la société holding au capital de sociétés éligibles.

**Pièces justificatives**

Vous devez conserver les pièces suivantes pour les présenter, le cas échéant, à la demande de l'administration.

- Pour les souscriptions au capital de sociétés non cotées : l'état individuel délivré par la société attestant notamment de la souscription et des versements effectués et précisant que la société remplit les conditions requises.
- Pour les souscriptions au capital de sociétés cotées sur un marché organisé :
  - l'avis d'opéré remis par l'établissement financier teneur du compte sur lequel sont inscrits les titres souscrits ;
  - la copie de l'information publique publiée par un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger indiquant le ratio de titres de capital correspondant à des titres nouvellement émis ;
  - l'état individuel remis par la société attestant la réalité des opérations, si la société n'a pas pris d'engagement dans le prospectus d'émission des titres ou s'il s'agit d'une souscription au capital d'une société holding ;
  - sur papier libre, le nombre de titres mentionnés sur l'avis d'opéré pour lesquels le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu est demandé.

**Reprise de la réduction d'impôt**

Lorsque les titres reçus en contrepartie de la souscription sont cédés ou remboursés avant l'expiration de la 5<sup>e</sup> année qui suit celle de la souscription, la réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise au titre de l'année de la cession ou du remboursement.

La réduction d'impôt fait également l'objet d'une reprise en cas de remboursement des apports aux souscripteurs :

- avant l'expiration de la 5<sup>e</sup> année pour les souscriptions effectuées avant le 13.10.2010 ;
- avant l'expiration de la 10<sup>e</sup> année pour les souscriptions effectuées à compter du 13.10.2010.

Toutefois, à compter de l'imposition des revenus 2013, pour les parts investies dans des entreprises solidaires mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail et agréées en vertu du même article avant le 31.12.2012, ainsi que dans des établissements de crédit dont 80 % de l'ensemble des prêts et des investissements sont effectués en faveur d'entreprises solidaires précitées, les apports ne doivent pas être remboursés avant le 31 décembre de la 5<sup>e</sup> année suivant celle de la souscription. La réduction d'impôt obtenue ne fait donc pas l'objet d'une reprise en cas de remboursement après cette échéance.

En cas de souscription par l'intermédiaire d'une société holding, le délai de conservation des titres doit être respecté à la fois par le contribuable (titres de la société holding) et par la société holding (titres de PME).

En cas de cession partielle des titres, la réduction d'impôt n'est reprise que partiellement.

Aucune reprise n'est effectuée en cas de licenciement, d'invalidité ou de décès du contribuable ou de son conjoint ou d'annulation des titres suite à la liquidation judiciaire de la PME opérationnelle dans laquelle le contribuable a souscrit des titres directement ou par l'intermédiaire d'une société holding. Il en est de même en cas de donation des titres à un donataire, personne physique, si celui-ci reprend à son compte l'obligation de conservation des titres de cinq ans (pour autant, le donataire ne bénéficie pas de la réduction d'impôt). À défaut, la réduction d'impôt est reprise au nom du donateur.

Pour les souscriptions effectuées à compter du 13.10.2010, la réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise si le donataire, qui a repris l'obligation de conservation des titres, bénéficie du remboursement des apports avant la dixième année suivant celle de la souscription.

**Non cumul**

Pour un même investissement, la réduction d'impôt ne peut pas se cumuler avec l'un des avantages suivants :

- déduction du salaire brut des intérêts d'emprunts contractés pour la souscription au capital de sociétés nouvelles ;
- déduction du salaire brut des intérêts d'emprunts contractés pour la souscription au capital d'une société coopérative ouvrière de production pour les souscriptions effectuées à compter du 13.10.2010 ;
- réduction d'impôt pour les souscriptions au capital de SOFICA ;
- exonération de l'aide financière de l'État accordée à certains créateurs et repreneurs d'entreprise dans le cadre du dispositif "EDEN" pour les souscriptions effectuées jusqu'au 12.10.2010 ;
- certaines réductions d'impôts pour investissement outre-mer (réduction d'impôt pour investissement dans des sociétés de développement régional outre-mer, réduction d'impôt pour investissement dans des sociétés qui ont pour objet le financement par souscription en numéraire au capital ou prêt participatif dans des entreprises exerçant leur activité exclusivement outre-mer, réduction d'impôt pour investissement dans des sociétés mentionnées au II bis de l'article 217 undecies du CGI, réduction d'impôt pour investissements productifs neufs outre-mer) ;
- réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunt contractés pour la reprise d'une entreprise.

Les titres qui ont ouvert droit à la réduction d'impôt ne peuvent pas être placés sur un PEA ou sur un plan d'épargne salariale, notamment un plan d'épargne d'entreprise (PEE).

Lorsqu'il a bénéficié de la réduction d'impôt lors de la souscription au capital d'une jeune entreprise innovante, le contribuable ne peut pas bénéficier de l'exonération d'impôt sur le revenu de la plus-value réalisée lors de la cession des titres de cette société. Si le contribuable demande à bénéficier de cette exonération, les réductions d'impôt obtenues sont reprises au titre de l'année de la cession.

En outre, la fraction des versements ayant donné lieu à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) pour souscription au capital des PME ne peut pas donner lieu à la réduction d'impôt sur le revenu.

## SOUSCRIPTION AU CAPITAL DES FCPI

(CGI, art. 199 terdecies 0 A-VI et VII, VI quater et VI quinquies;  
BOI-IR-RICI-100; PF 106-9)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous effectuez des versements au titre de la souscription de parts de fonds commun de placement dans l'innovation (FCPI) jusqu'au 31.12.2016.

Les FCPI sont des fonds communs de placement à risque dont l'actif est constitué de façon constante et pour 60 % au moins :

- de titres de sociétés non cotées ou cotées sur un marché organisé de l'Espace économique européen (EEE) et faiblement capitalisées (ou, dans la limite de 20 % de l'actif du fonds, par des titres de sociétés cotées sur un marché réglementé européen et faiblement capitalisées) soumises à l'impôt sur les sociétés, employant moins de 2 000 salariés et répondant à des conditions de détention particulières;
- d'avances en compte courant à ces mêmes sociétés.

Les fonds constitués à compter du 1.1.2011 doivent également respecter un quota de 40 % de fonds propres, c'est-à-dire que leur actif doit être constitué à hauteur de 40 % au moins de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital ou de titres reçus en contrepartie d'obligations converties de sociétés respectant les conditions définies pour l'éligibilité au quota de 60 %.

En outre, les sociétés émettrices doivent être considérées comme innovantes à raison des dépenses de recherche qu'elles réalisent ou parce qu'elles sont reconnues comme telles par l'ANVAR.

Les investissements réalisés à compter du 1.1.2011 par les fonds constitués avant cette date au moyen de souscriptions reçues à compter du 30.9.2010 ne sont pris en compte dans le quota d'investissement de 60 % que s'ils sont réalisés dans des sociétés remplissant les conditions prévues pour l'application de la réduction d'impôt en faveur des souscriptions au capital des PME à compter du 13.10.2010.

**1** Inscrivez ligne 7GQ le montant des sommes versées en 2013. Vous bénéficierez d'une réduction d'impôt égale à **18 %** des versements retenus dans la limite de **12 000 €** (contribuables célibataires, veufs ou divorcés) ou de **24 000 €** (couples mariés ou pacsés soumis à une imposition commune).

Pour bénéficier de la réduction d'impôt, vous devez :

- vous engager à conserver les parts de FCPI pendant au moins 5 ans à compter de la souscription;
- ne pas détenir, avec votre conjoint, vos ascendants et descendants, plus de 10 % des parts du fonds;
- ne pas détenir directement ou indirectement plus de 25 % des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du fonds, ni avoir détenu cette proportion à un moment quelconque au cours des 5 années précédant la souscription.

### À NOTER

- La réduction d'impôt sera reprise si les conditions requises pour le bénéfice de l'avantage fiscal (engagement de conservation des parts, taux de participation, composition de l'actif du FCPI, conditions de fonctionnement) ne sont plus remplies. La reprise est effectuée au titre de l'année au cours de laquelle le changement intervient.

Toutefois, aucune reprise n'est opérée si la rupture de l'engagement de conservation des parts est due au licenciement, à l'invalidité ou au décès du contribuable ou de son conjoint.

- Les réductions d'impôt pour souscription au capital d'un FCPI, d'un FIP, d'un FIP Corse ou d'un FIP outre-mer (voir pages suivantes) sont exclusives les unes des autres pour les souscriptions réalisées dans un même fonds.

- La fraction des versements ayant donné lieu à la réduction d'ISF en faveur des souscriptions de parts de FCPI ne peut pas donner lieu à la réduction d'impôt sur le revenu.

## SOUSCRIPTION AU CAPITAL DES FIP

(CGI, art. 199 terdecies 0 A-VI bis, VI quater, VI quinquies et VII;  
BOI-IR-RICI-110; PF 106-16)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous effectuez des versements au titre de la souscription de parts de fonds d'investissements de proximité (FIP) jusqu'au 31.12.2016.

Les FIP sont des fonds communs de placement à risques à vocation d'investissement régional dont l'actif est constitué :

- pour 60 % au moins de titres de sociétés européennes non cotées ou, dans la limite de 20 %, cotées sur un marché réglementé ou organisé d'un État partie à l'Espace économique européen et faiblement capitalisées ou d'avances en compte courant de ces mêmes sociétés ;
- pour 10 % au moins de titres d'entreprises nouvelles exerçant leur activité ou créées depuis moins de 5 ans pour les fonds constitués avant le 1.1.2011, pour 20 % au moins de titres d'entreprises nouvelles exerçant leur activité ou créées depuis moins de 8 ans pour les fonds constitués à compter de cette date.

Ces sociétés doivent être soumises à l'impôt sur les sociétés (ou devraient y être soumises si l'activité était exercée en France), exercer la majeure partie de leur activité ou avoir leur siège social dans la zone géographique choisie par le fonds (quatre régions limitrophes au plus pour les fonds constitués avant le 1.1.2011, chiffre ramené à trois pour les fonds constitués à compter de cette date), satisfaire à la définition communautaire d'une PME et ne pas avoir pour objet la détention de participations financières.

Les fonds constitués à compter du 1.1.2011 doivent également respecter un quota de 40 % de fonds propres, c'est-à-dire que leur actif doit être constitué à hauteur de 40 % au moins de titres reçus en contrepartie de souscriptions au capital ou de titres reçus en contrepartie d'obligations converties de sociétés respectant les conditions définies pour l'éligibilité au quota de 60 %.

Pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2011 par les fonds constitués avant cette date au moyen de souscriptions reçues à compter du 30.9.2010, les conditions prévues pour les FCPI s'appliquent également.

En outre, les sociétés admises au quota des fonds constitués à compter du 1.1.2011 doivent être en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion.

2 Inscrivez ligne 7FQ le montant des sommes versées en 2013. Vous bénéficierez d'une réduction d'impôt égale à **18 %** des versements retenus dans la limite de **12 000 €** (contribuables célibataires, veufs ou divorcés) ou de **24 000 €** (couples mariés ou pacsés soumis à une imposition commune).

Pour bénéficier de la réduction d'impôt, vous devez :

- vous engager à conserver les parts de FIP pendant au moins 5 ans à compter de la souscription ;
- ne pas détenir, avec votre conjoint, vos ascendants et descendants, plus de 10 % des parts du fonds ;
- ne pas détenir directement ou indirectement plus de 25 % des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du fonds, ni avoir détenu ce pourcentage des droits à un moment quelconque au cours des 5 années précédant la souscription des parts.

### À NOTER

- La réduction d'impôt sera reprise si les conditions requises pour le bénéfice de l'avantage fiscal (engagement de conservation des parts, taux de participation, composition de l'actif du FIP, conditions de fonctionnement) ne sont plus remplies. La reprise est effectuée au titre de l'année au cours de laquelle le changement intervient. Toutefois, aucune reprise n'est opérée si la rupture de l'engagement de conservation des parts est due au licenciement, à l'invalidité ou au décès du contribuable ou de son conjoint
- Les réductions d'impôt pour souscription au capital d'un FCPI, d'un FIP, d'un FIP Corse ou d'un FIP outre-mer sont exclusives les unes des autres pour les souscriptions réalisées dans un même fonds.
- La fraction des versements ayant donné lieu à la réduction d'ISF en faveur des souscriptions de parts de FIP ne peut pas donner lieu à la réduction d'impôt sur le revenu.

Figure 16. Déclaration n° 2042 C, page 8.

## 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

Souscription de parts de FCP dans l'innovation	7GQ	1
Souscription de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP)	7FQ	2

## SOUSCRIPTION DE PARTS DE FIP INVESTIS EN CORSE

(CGI, art. 199 terdecies 0 A-VI ter, VI quater, VI quinquies et VII; BOI-IR-RICI-120)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous effectuez des versements au titre de la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP) dédiés aux entreprises corses ("FIP Corse") jusqu'au 31.12.2016.

L'actif des "FIP Corse" doit respecter les règles d'investissement des FIP (voir page 235).

Par ailleurs, les titres éligibles au quota d'investissement des FIP investis en Corse doivent être émis par des sociétés qui exercent leur activité exclusivement dans des établissements situés en Corse.

Pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2011 par les fonds constitués avant cette date au moyen de souscriptions reçues à compter du 30.9.2010, les conditions prévues pour les FCPI s'appliquent également.

En outre, les sociétés admises au quota des fonds constitués à compter du 1.1.2011 doivent être en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion.

① Inscrivez case 7FM le montant des sommes versées en 2013. Vous bénéficierez d'une réduction d'impôt égale à **38 %** des versements retenus dans la limite de **12 000 €** (contribuables célibataires, veufs ou divorcés) ou de **24 000 €** (couples mariés ou pacsés soumis à une imposition commune). Pour bénéficier de la réduction d'impôt, vous devez :

- vous engager à conserver les parts de FIP pendant au moins 5 ans à compter de la souscription ;
- ne pas détenir, avec votre conjoint, vos ascendants et descendants, plus de 10 % des parts du fonds ;
- ne pas détenir directement ou indirectement plus de 25 % des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du fonds, ou avoir détenu ce pourcentage des droits à un moment quelconque au cours des 5 années précédant la souscription.

### À NOTER

- La réduction d'impôt est reprise si les conditions requises pour le bénéfice de l'avantage fiscal (engagement de conservation des parts, taux de participation, composition de l'actif du FIP, condition de fonctionnement) ne sont plus remplies. La reprise est effectuée au titre de l'année au cours de laquelle le changement intervient. Toutefois, aucune reprise n'est opérée en cas de licenciement, invalidité ou décès du contribuable ou de son conjoint.
- Pour la souscription dans un même fonds, vous ne pouvez pas bénéficier de plusieurs réductions d'impôt (FCPI, FIP, FIP Corse).
- La fraction des versements ayant donné lieu à la réduction d'ISF en faveur des souscriptions de parts de FIP ne peut pas donner lieu à la réduction d'impôt sur le revenu.

## SOUSCRIPTION DE PARTS DE FIP INVESTIS OUTRE-MER

(CGI, art. 199 terdecies 0 A-VI ter A)

Si vous êtes domicilié fiscalement en Guadeloupe, Guyane, Martinique, à La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, Polynésie française ou dans les îles Wallis et Futuna, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si du 1.1.2011 au 31.12.2016 vous effectuez des versements au titre de la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP) dédiés aux entreprises ultramarines ("FIP outre-mer").

Outre les conditions d'éligibilité d'un FIP, l'actif du fonds doit être constitué pour 60 % au moins de titres financiers, parts de sociétés à responsabilité limitée et avances en compte courant émis par des sociétés qui exercent leurs activités exclusivement dans des établissements situés dans les départements et collectivités d'outre-mer précités et dans les secteurs retenus pour l'application de la réduction d'impôt sur le revenu prévue au I de l'article 199 undecies B du CGI en faveur des investissements outre-mer dans le cadre de l'entreprise.

La réduction d'impôt est égale à **42 %** des versements effectués, retenus dans la limite annuelle de **12 000 €** pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de **24 000 €** pour les couples soumis à imposition commune.

Pour bénéficier de la réduction d'impôt, vous devez :

- vous engager à conserver les parts de FIP pendant au moins 5 ans à compter de la souscription ;
- ne pas détenir, avec votre conjoint, vos ascendants et descendants, plus de 10 % des parts du fonds ;
- ne pas détenir directement ou indirectement plus de 25 % des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du fonds, ou avoir détenu ce pourcentage des droits à un moment quelconque au cours des 5 années précédant la souscription.

### À NOTER

- La réduction d'impôt est reprise si les conditions requises pour l'octroi de l'avantage fiscal (engagement de conservation des parts, taux de participation, composition de l'actif du FIP, condition de fonctionnement) ne sont plus remplies. La reprise est effectuée au titre de l'année au cours de laquelle le changement intervient. Toutefois, aucune reprise n'est opérée en cas de licenciement, invalidité ou décès du contribuable ou de son conjoint.
- Pour la souscription dans un même fonds, vous ne pouvez pas bénéficier de plusieurs réductions d'impôt (FCPI, FIP, FIP outre-mer).
- La fraction des versements ayant donné lieu à la réduction d'ISF en faveur des souscriptions de parts de FIP ne peut pas donner lieu à la réduction d'impôt sur le revenu.

Figure 17. Déclaration n° 2042 C, page 8.

## 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

Souscription de parts de FIP investis en Corse	7FM	①
Souscription de parts de FIP investis outre-mer par des personnes domiciliées outre-mer	7FL	



## SOUSCRIPTION AU CAPITAL DE SOFICA

(CGI, art. 199 unvicies; BOI-IR-RICI-180; PF 113-5)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous êtes domicilié en France si vous souscrivez au capital initial ou à une augmentation de capital des sociétés de financement d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles (SOFICA) entre le 1.1.2006 et le 31.12.2014. Le capital de la SOFICA doit être agréé par le ministre de l'Économie et des Finances et les œuvres financées doivent être agréées par le président du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Les souscriptions sont retenues dans la limite annuelle de **25 % du revenu net global<sup>5</sup> et de 18 000 €**.

**1** Indiquez le montant des souscriptions versées en 2013. Le total des sommes déclarées lignes 7FN et 7GN sera automatiquement limité à 25 % de votre revenu net global et à 18 000 €.

La réduction d'impôt est égale à **30 %** du montant des souscriptions, éventuellement plafonné. Le taux est porté à **36 %** lorsque la SOFICA s'engage à réaliser au moins 10 % de ses investissements dans des sociétés de production avant le 31.12 de l'année suivant celle de la souscription. Pour l'appréciation du plafond, les souscriptions déclarées case 7GN sont retenues en priorité.

Vous devez conserver les titres de SOFICA jusqu'au 31.12 de la 5<sup>e</sup> année suivant celle du versement de la souscription. Si vous cédez les titres avant cette date, la réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise, sauf en cas de décès de l'un des époux ou partenaires de Pacs soumis à une imposition commune.

### À NOTER

Pour l'application du plafonnement global des avantages fiscaux à compter de l'imposition des revenus de 2013, la réduction d'impôt pour souscription au capital de SOFICA et les réductions d'impôt pour investissements outre-mer, ajoutées aux autres avantages dont le montant est limité à 10 000 €, sont soumises à un plafond spécifique de 18 000 € (CGI, art. 200-0 A).

## INTÉRÊTS D'EMPRUNT POUR REPRISE D'UNE SOCIÉTÉ

(CGI, art. 199 terdecies-0 B; BOI-IR-RICI-130; PF 107)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt au titre des intérêts des emprunts contractés jusqu'au 31.12.2011 pour reprendre, en vue d'y exercer des fonctions de dirigeant, une fraction du capital d'une société non cotée sur un marché réglementé français ou étranger.

– Pour les emprunts contractés avant le 28.4.2008, la société doit :

- avoir son siège en France ou dans un État membre de l'Union européenne;
- être soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent;
- avoir réalisé un chiffre d'affaires hors taxes inférieur ou égal à 40 millions d'euros ou avoir un total de bilan n'excédant pas 27 millions d'euros au cours de l'exercice précédant l'acquisition. Après l'acquisition, vous devez détenir la majorité des droits de vote et exercer une fonction de dirigeant dans la société reprise.

– Pour les emprunts contractés depuis le 28.4.2008, la société doit :

- avoir son siège en France ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales;
- être soumise à l'impôt sur les sociétés (ou elle y serait soumise si l'activité était exercée en France);
- être une PME au sens communautaire: elle emploie moins de 250 personnes et soit réalise un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros, soit a un total de bilan annuel n'excédant pas 43 millions d'euros;
- exercer une activité industrielle, commerciale, artisanale, libérale ou agricole, à l'exception de la gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier.

Les parts ou actions acquises dans le cadre de l'opération de reprise doivent conférer à l'acquéreur au moins 25 % des droits de vote et des droits dans les bénéfices sociaux. Pour apprécier ce seuil de 25 %, il est tenu compte des titres acquis par :

- l'acquéreur, son conjoint ou partenaire de Pacs et leurs ascendants ou descendants;
- ou lorsque l'acquéreur est un salarié de la société, par l'acquéreur et les autres salariés participant à l'opération de reprise.

Après l'acquisition, vous-même, ou l'un des autres associés précités, devez exercer une fonction de direction dans la société reprise.

La rémunération que vous percevez au titre de cette fonction doit représenter plus de la moitié de vos revenus professionnels imposés dans les catégories des traitements, salaires et rémunérations des gérants et associés de l'article 62, bénéfices agricoles, bénéfices industriels et commerciaux et bénéfices non commerciaux.

Figure 18. Déclaration n° 2042 C, page 7.

### 7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

	30 %	36 %
Souscription au capital de SOFICA	7FN <input type="text" value="1"/>	7GN <input type="text" value="1"/>
Intérêts d'emprunt pour reprise de société		7FH <input type="text"/>

5. Le revenu net global est égal au total des revenus nets catégoriels (y compris les revenus taxés au quotient, avant division par le quotient) diminué des déficits des années antérieures, de la CSG déductible et de l'ensemble des charges déductibles, hors abattements spéciaux (enfants rattachés, personnes âgées ou invalides).



Vous devez, en outre, prendre l'engagement de conserver les titres jusqu'au 31.12 de la 5<sup>e</sup> année suivant celle de l'acquisition.

La réduction d'impôt est égale à **25 %** du montant des intérêts payés à raison des emprunts contractés à compter du 5.8.2003, retenus dans la limite annuelle de **20 000 €** pour les contribuables célibataires, veufs, ou divorcés et de **40 000 €** pour les contribuables mariés ou pacsés soumis à une imposition commune.

#### À NOTER

- Vous ne pouvez pas porter sur un plan d'épargne en actions (PEA) ou sur un plan d'épargne salariale (PEE, PEI ou PERCO) les titres pour lesquels vous avez bénéficié de la réduction d'impôt.
- Pour les emprunts contractés à compter du 28.4.2008, vous ne pouvez pas cumuler le bénéfice de cette réduction d'impôt avec la réduction d'impôt sur le revenu ou d'ISF pour la souscription au capital des PME.
- Lorsque l'acquéreur est un salarié de la société reprise, il ne peut pas bénéficier à la fois de la réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts pour la reprise d'une société et de la déduction des intérêts d'emprunts pour souscrire au capital d'une SCOP ou de la déduction des intérêts au titre des frais réels.

La réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle l'un des manquements suivants est constaté :

- l'acquéreur ne respecte pas son engagement de conservation des titres pendant 5 ans ou, pour les titres dont l'acquisition a été financée par un emprunt contracté à compter du 28.4.2008, ceux-ci font l'objet d'un remboursement avant le terme de l'engagement de conservation ;
- l'une des conditions requises pour l'octroi de l'avantage fiscal cesse d'être remplie avant le 31.12 de la 5<sup>e</sup> année suivant celle de l'acquisition, à l'exception de celle tenant à la taille et à la non-cotation de la société reprise.

Toutefois la reprise n'est pas effectuée lorsque la rupture de l'engagement de conservation des titres, le remboursement des apports ou le non-respect de la condition tenant à l'acquisition d'une fraction minimale de la société reprise ou à l'exercice des fonctions de dirigeant résulte de l'invalidité (de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie) ou du décès de l'acquéreur.

De même, la reprise n'est pas effectuée lorsque la rupture de l'engagement de conservation ou le remboursement des apports survient :

- à la suite d'une annulation des titres pour cause de pertes ou de liquidation judiciaire ;
- à la suite d'une fusion ou d'une scission, si les titres reçus en contrepartie de ces opérations sont conservés par le contribuable jusqu'au terme de son engagement de conservation initial.

Lorsque la cession des titres, le remboursement des apports ou le non-respect d'une des conditions requises pour l'octroi de l'avantage fiscal survient après la fin de la 5<sup>e</sup> année suivant celle de l'acquisition, la réduction d'impôt n'est plus applicable à compter de l'année de l'événement.

## INTÉRÊTS POUR PAIEMENT DIFFÉRÉ ACCORDÉ AUX AGRICULTEURS

(CGI, art. 199 vices A; BOI-IR-RICI-170; PF 112)

Si vous êtes fiscalement domicilié en France, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous avez vendu, entre le 18.5.2005 et le 31.12.2010, en accordant un différé de paiement, l'ensemble des éléments de l'actif affecté à l'exercice d'une activité agricole, une branche complète d'activité ou l'intégralité des parts que vous détenez dans un groupement ou une société agricole. La cession doit être effectuée au profit d'un exploitant agricole, qui s'installe pour la première fois ou qui est installé depuis moins de 5 ans et qui remplit les conditions suivantes :

- il n'a atteint l'âge de 40 ans ni à la date de son installation ni à la date de la signature de l'acte ;
- il bénéficie d'une aide à l'installation ou il est affilié au régime de protection sociale des personnes non salariées agricoles.

La réduction d'impôt est accordée au titre de l'année de perception des intérêts qui vous sont versés à raison du paiement différé. Elle est égale à **50 %** du montant des intérêts retenus dans la limite annuelle de **5 000 €** pour les personnes seules et de **10 000 €** pour les couples soumis à imposition commune.

Indiquez ligne 7UM, le montant des intérêts perçus en 2013.

Pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, la vente doit remplir les conditions suivantes :

- le contrat de vente est passé en la forme authentique (devant notaire) ;
- au moins la moitié du prix de cession est payée à la date de conclusion du contrat de vente, le solde étant versé entre la 8<sup>e</sup> et la 12<sup>e</sup> année suivant cette date ;
- le prix est payé en numéraire ;
- la rémunération du différé de paiement est prévue lors de la conclusion du contrat ; le taux d'intérêt applicable est fixé dans la limite du taux de l'échéance constante à 10 ans.

#### À NOTER

- Il n'est pas exigé que le vendeur ait personnellement exploité les biens cédés.
- Les intérêts perçus sont soumis en totalité à l'impôt sur le revenu, dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers.
- En cas de résolution, d'annulation ou de rescision pour lésion du contrat de vente, les réductions d'impôt obtenues font l'objet d'une reprise au titre de l'année de réalisation de cet événement.

## AIDE AUX CRÉATEURS ET REPRENEURS D'ENTREPRISE

(CGI, art. 200 octies et 95 W à 95 Z de l'annexe II; BOI-IR-RICI-260; PF 113)

Une réduction d'impôt est accordée aux contribuables domiciliés en France qui apportent leur aide bénévole à une personne inscrite comme demandeur d'emploi ou titulaire de minima sociaux (revenu minimum d'insertion ou allocation de parent isolé jusqu'au 31.5.2009; revenu de solidarité active à compter du 1.6.2009; allocation aux adultes handicapés) qui crée ou reprend une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société dont elle détient la majorité des parts ou actions.

L'aide apportée concerne l'ensemble des démarches à effectuer pour la création ou la reprise de l'entreprise et le démarrage de l'activité.

Depuis l'imposition des revenus de 2009, les conditions d'application de la réduction d'impôt sont les suivantes :

- l'accompagnateur doit justifier d'une expérience professionnelle qui le rend apte à exercer cette fonction de tuteur. Il doit être agréé par un réseau d'appui à la création et au développement des entreprises ou par une maison de l'emploi mentionnée à l'article L. 5313-1 dont il relève;
- la réduction d'impôt peut également être accordée aux contribuables qui cèdent leur entreprise pour l'aide qu'ils apportent au repreneur. Dans ce cas, la qualité de demandeur d'emploi ou de titulaire de minima sociaux du repreneur et l'agrément du tuteur ne sont pas exigés.

Une convention signée entre le 1.1.2009 et le 31.12.2011, d'une durée minimale de deux mois, est conclue entre l'accompagnateur et le créateur ou repreneur de l'entreprise. Cette convention est renouvelable, sans pouvoir excéder trois années consécutives.

La réduction d'impôt est fixée à **1 000 €** par personne accompagnée. Ce montant est majoré de **400 €** lorsque l'aide est apportée à une personne handicapée au sens de l'article L 114 du code de l'action sociale et des familles. La situation de handicap doit être constatée au moment de la signature de la convention.

Pour les conventions signées à compter du 1.1.2009, la réduction d'impôt est accordée en deux fois : la première moitié au titre de l'année au cours de laquelle la convention est signée et la seconde moitié au titre de l'année au cours de laquelle la convention prend fin.

**1** Inscrivez case 7LY le nombre de personnes aidées pour lesquelles la convention a été signée en 2010 ou 2011 et a pris fin en 2013. La seconde moitié de la réduction d'impôt (500 €) est accordée au titre de 2013.

**2** Inscrivez case 7MY le nombre de personnes handicapées pour lesquelles la convention a été signée en 2010 ou 2011 et a pris fin en 2013.

Le tuteur ne peut pas apporter son aide à plus de trois personnes simultanément. Il peut apporter son aide à l'un des membres du foyer fiscal.

Au sein du foyer fiscal, plusieurs personnes peuvent avoir la qualité de tuteur.

### Pièces justificatives

Vous devez conserver les pièces suivantes pour les produire, le cas échéant, à la demande de votre centre des finances publiques.

- Pour les tuteurs agréés :

- attestation d'agrément ;
- convention conclue entre le tuteur et le créateur ou repreneur de l'entreprise ;
- bilan élaboré au terme de la convention.

- Pour les tuteurs cédant leur entreprise :

- acte établissant la cession de l'entreprise ;
- convention conclue entre le tuteur et le bénéficiaire du tutorat ;
- bilan élaboré au terme de la convention.

Et, éventuellement, pour l'application de la majoration, tout document justifiant du handicap du bénéficiaire du tutorat.

Figure 19. Déclaration n° 2042 C, page 7.

## 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

### Aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises

Conventions signées en 2010 ou 2011 ayant pris fin en 2013 ..... nombre **7LY** 1 ..... dont handicapés **7MY** 2



# RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT DE LA 2042 C PRO

FRAIS DE COMPTABILITÉ ET D'ADHÉSION CGA OU AA .....	241	RECHERCHE .....	244
MÉCÉNAT DES ENTREPRISES .....	241	INVESTISSEMENT EN CORSE .....	245
ACQUISITION DE BIENS CULTURELS .....	243	AUTRES CRÉDITS D'IMPÔT EN FAVEUR DES ENTREPRISES .....	246
COMPÉTITIVITÉ, EMPLOI .....	243	AUTO-ENTREPRENEUR .....	249

## FRAIS DE COMPTABILITÉ ET D'ADHÉSION À UN CENTRE DE GESTION OU À UNE ASSOCIATION AGRÉÉE

(CGI, art. 199 quater B; BOI-IR-RICI-10; PF 7861)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous êtes adhérent d'un centre de gestion agréé ou d'une association agréée, et remplissez en même temps les conditions suivantes :

- votre chiffre d'affaires (ou le montant de vos recettes) est inférieur aux limites d'application du forfait agricole, du régime des micro-entreprises ou du régime spécial BNC;
- vous avez opté pour un régime réel d'imposition du bénéfice ou, ayant opté pour l'assujettissement à la TVA, vous êtes placé sous un régime réel d'imposition de votre bénéfice (BIC, BA, BNC).

❶ Indiquez case 7FF, le montant de vos frais de tenue de comptabilité et d'adhésion à un centre ou à une association agréée.

Vous bénéficierez d'une réduction d'impôt d'un montant maximum de **915 €**.

Vous pouvez déduire l'excédent éventuel de vos résultats d'exploitation.

❷ Indiquez ligne 7FG le nombre d'exploitations pour lesquelles vous demandez cette réduction d'impôt.

## MÉCÉNAT DES ENTREPRISES

(CGI, art. 238 bis et 200 bis; BOI-BIC-RICI-20-30; PF 1060)

Si vous exercez une activité dont les résultats sont imposables à votre nom dans la catégorie des bénéfices agricoles, des bénéfices industriels et commerciaux ou des bénéfices non commerciaux, selon un régime réel, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt égale à **60 %** du montant des dons et versements effectués par votre entreprise.

Pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, les dons et versements doivent être effectués au profit :

- d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social... (voir page 170);
- de fondations d'entreprises;
- de fondations ou d'associations reconnues d'utilité publique ou de musées de France, répondant aux mêmes conditions que les organismes d'intérêt général;
- de fondations universitaires ou partenariales ou de projets de thèse proposés au mécénat de doctorat par les écoles doctorales;
- d'associations culturelles ou de bienfaisance et des établissements publics des cultes reconnus d'Alsace-Moselle;
- d'établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif;
- de sociétés ou organismes publics ou privés, de recherche scientifique et technique, agréés par le ministre chargé du budget;
- d'organismes versant des aides financières aux entreprises (article 238 bis-4 du CGI);
- d'organismes publics ou privés (y compris de sociétés de capitaux dont les actionnaires sont l'État ou un ou plusieurs établissements publics nationaux, seuls ou conjointement avec une ou plusieurs collectivités territoriales) dont la gestion est désintéressée et qui ont pour activité principale la présentation au public d'œuvres dramatiques, lyriques, musicales, chorégraphiques, cinématographiques ou de cirque, ou l'organisation d'expositions d'art contemporain;
- de sociétés dont l'État est actionnaire unique, qui ont pour activité la représentation de la France aux expositions universelles;
- des sociétés nationales de programme et affectés au financement de programmes audiovisuels culturels;

Figure 1. Déclaration n° 2042 C PRO.

### RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

Frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion ou une association agréée.....	7FF	❶
– Nombre d'exploitations.....	7FG	❷

– de la Fondation du patrimoine ou d’une fondation ou d’une association qui affecte irrévocablement ces versements à la Fondation du patrimoine, en vue de subventionner la réalisation des travaux prévus par les conventions conclues en application de l’article L 143-2-1 du code du patrimoine entre la Fondation du patrimoine et les propriétaires des immeubles, ainsi que les dons versés à d’autres fondations ou associations reconnues d’utilité publique, agréées par le ministre chargé du budget, dont l’objet est culturel, en vue de subventionner la réalisation de travaux de conservation, de restauration ou d’accessibilité de monuments historiques classés ou inscrits.

– de fonds de dotation qui, soit exercent une activité d’intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social..., soit ont une gestion désintéressée et reversent les revenus tirés des dons à certains organismes mentionnés ci-dessus (notamment œuvres ou organismes d’intérêt général, fondations ou associations reconnues d’utilité publique, musées de France, associations culturelles ou de bienfaisance et établissements publics des cultes reconnus d’Alsace Moselle, établissements publics d’enseignement supérieur ou d’enseignement artistique publics ou privés ...)

Depuis le 1.1.2010, les dons et versements peuvent être effectués au profit d’organismes agréés dont le siège est situé dans un État membre de la Communauté européenne ou dans un État partie à l’Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d’assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l’évasion fiscale. L’agrément est accordé lorsque l’organisme poursuit des objectifs et présente des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France qui peuvent recevoir des dons et versements ouvrant droit à la réduction d’impôt.

Lorsque les dons et versements ont été effectués au profit d’un organisme non agréé dont le siège est situé dans l’un des États précités, le contribuable doit joindre à sa déclaration les pièces justificatives attestant que cet organisme poursuit des objectifs et présente des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France répondant aux conditions prévues par l’article 238 bis du CGI.

Les versements sont retenus dans la limite de **5 %** du chiffre d’affaires de l’entreprise. Lorsqu’ils excèdent cette limite, l’excédent ouvre droit à réduction d’impôt au titre des 5 années suivantes. Ces excédents reportés sont compris dans la limite de 5 %.

Le plafond de 5 % recouvre également les dépenses réalisées en application de l’article 238 bis AB du CGI. Il s’agit des acquisitions d’œuvres originales d’artistes vivants, exposées dans un lieu accessible au public, et des acquisitions d’instruments de musique que l’entreprise s’engage à prêter aux entreprises qui en font la demande.

Le prix de ces acquisitions constitue une charge déductible du résultat de l’exercice d’acquisition et des 4 années suivantes, par fractions égales de 1/5.

Pour apprécier la limite de 5 %, les dépenses effectuées sont décomptées dans l’ordre suivant :

- dépenses de mécénat de l’année (*article 238 bis du CGI*);
- achat d’œuvres d’artistes vivants (*article 238 bis AB du CGI*);
- report des dépenses de mécénat des exercices antérieurs, par ordre d’ancienneté.

❶ Reportez ligne 7US le montant de la réduction d’impôt déterminé sur l’imprimé n° 2069-M-SD joint à la déclaration de résultat de votre entreprise. Cet imprimé permet d’effectuer le calcul du plafond de 5 %, le suivi des excédents de versement à reporter et le calcul de la réduction d’impôt de l’exercice.

La réduction d’impôt s’impute sur l’impôt dû au titre de l’année de réalisation des versements. L’excédent de la réduction d’impôt sur le montant de l’impôt est imputable sur l’impôt dû au titre des 5 années suivantes. Chaque année, la réduction d’impôt est calculée en priorité sur les dépenses de l’année; les reports sont retenus ensuite, par ordre d’ancienneté.

Figure 2. Déclaration n° 2042 CPRO.

RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT	
Réduction d'impôt mécénat .....	7US <span style="border: 1px solid black; border-radius: 50%; padding: 2px;">❶</span>
Acquisition de biens culturels .....	7UO <span style="border: 1px solid black; border-radius: 50%; padding: 2px;">❷</span>

## ACQUISITION DE BIENS CULTURELS

(CGI, art. 238 bis 0-AB; BOI-BIC-RICI-20-20; PF 1060-7)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt égale à **40 %** du montant des dépenses consacrées par votre entreprise, à l'acquisition de biens culturels.

Le bien acquis doit avoir fait l'objet d'un refus de certificat d'exportation, en raison de son caractère de trésor national. Il s'agit de biens appartenant aux collections publiques de biens classés en application de la loi sur les monuments historiques ou de la loi sur les archives ou de biens qui présentent un intérêt majeur pour le patrimoine national au point de vue de l'histoire, de l'art ou de l'archéologie.

En outre, le bien acquis ne doit pas avoir fait l'objet d'une offre d'achat de l'État ou d'une collectivité publique.

Pour bénéficier de la réduction d'impôt, l'entreprise doit obtenir un agrément administratif. La demande est déposée auprès du ministre chargé de la Culture. Elle comporte notamment l'engagement de l'entreprise :

- de consentir au classement du bien comme monument historique;
  - de ne pas céder le bien avant l'expiration d'un délai de 10 ans à compter de l'acquisition;
  - de le placer, pendant ce délai, en dépôt à titre gratuit auprès d'un musée de France ou d'un service public d'archives ou d'une bibliothèque relevant de l'État ou placée sous son contrôle technique.
- N'oubliez pas de joindre à votre déclaration de revenus la décision d'agrément qui a été notifiée à votre entreprise par le ministre chargé du Budget (après avis du ministre chargé de la culture sur la valeur d'acquisition du bien et l'intérêt du classement).

**2** Indiquez ligne 7U0, les sommes versées en 2013 par votre entreprise soumise à l'impôt sur le revenu, quel que soit son régime d'imposition, pour l'acquisition d'un bien ayant le caractère de trésor national.

La réduction d'impôt est calculée au taux de 40 % sur la base du coût d'acquisition du bien. Ce coût est égal au prix d'achat validé par le ministre chargé de la culture, diminué de la TVA récupérable et majoré des frais accessoires (frais de transport). Les commissions versées aux intermédiaires ne constituent pas des frais accessoires et sont immédiatement déductibles du résultat de l'entreprise.

La réduction d'impôt est imputée sur l'impôt sur le revenu issu du barème progressif et des taux forfaitaires. L'excédent éventuel n'est pas remboursable ni reportable sur les années suivantes.

En cas de non-respect des engagements pris initialement, la réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise au titre de l'année de rupture de l'engagement.

## GROUPEMENT DE PRÉVENTION AGRÉÉ

(CGI, art. 244 quater D; BOI-BIC-RICI-10-20)

Si vous êtes associé d'une entreprise ayant adhéré à un groupement de prévention agréé vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 25 % des dépenses effectuées au cours des deux premières années d'adhésion et plafonné à 1 500 € par an.

Reportez case 8TE la fraction du crédit d'impôt transférée par votre entreprise au prorata de vos droits.

## COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI (CICE)

(CGI, art. 244 quater C et 199 ter C; BOI-BIC-RICI-10-150)

Si vous exercez une activité dont les résultats sont impossibles dans la catégorie des bénéfices agricoles, des bénéfices industriels et commerciaux ou des bénéfices non commerciaux, selon un régime réel<sup>1</sup>, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des rémunérations versées aux salariés de l'entreprise n'excédant pas 2,5 fois le SMIC. Le taux du crédit d'impôt calculé au titre des rémunérations versées en 2013 est fixé à 4%.

La base de calcul du crédit d'impôt est constituée par les salaires versés au cours de l'année civile n'excédant pas 2,5 fois le SMIC calculé sur la base de la durée légale de travail augmentée le cas échéant des heures supplémentaires ou complémentaires de travail sans prise en compte des majorations auxquelles elles donnent lieu.

Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt dû par le contribuable.

L'excédent de crédit d'impôt non imputé constitue au profit de l'entreprise une créance sur l'État d'égale montant. Cette créance est utilisée pour le paiement de l'impôt dû au titre des trois années suivant celle au titre de laquelle elle est constatée puis, s'il y a lieu, la fraction non utilisée est remboursée à l'expiration de cette période.

Un remboursement immédiat de l'excédent est prévu pour certaines catégories d'entreprises (PME au sens du droit communautaire, entreprises nouvelles sous certaines conditions, jeunes entreprises innovantes et entreprises en difficulté ayant fait l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire).

Le crédit d'impôt est calculé sur l'imprimé n° 2079-CICE-SD qui doit être joint à la déclaration de l'entreprise.

Par ailleurs, la créance "en germe", calculée l'année même du versement des rémunérations et avant la liquidation de l'impôt, peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement unique auprès d'un seul établissement de crédit, pour son montant estimé. La cession peut ne porter que sur une partie de la créance évaluée mais celle-ci ne peut faire l'objet que d'une seule cession ou nantissement.

Dans ce cas également, le montant exact du crédit d'impôt doit ensuite être déterminé sur l'imprimé n° 2079-CICE-SD comportant l'indication de la cession de la créance, joint à la déclaration de résultat. Toutefois, le montant de la créance cédée n'ouvre pas droit à crédit d'impôt pour l'entreprise et ne doit pas être reporté sur

1. Ou exonérée en application des articles 44 sexies et suivants du CGI.

la 2042CPR0\}. Ce montant sera versé par l'administration fiscale directement à l'établissement de crédit cessionnaire.

Si le montant de la créance réellement constatée est supérieur au montant de la créance "en germe", la fraction qui n'a pas été cédée peut être imputée sur l'impôt sur le revenu de l'exploitant de l'entreprise et reportée sur la 2042CPR0\}.

Si le montant de la créance réellement constatée est inférieur au montant de la créance "en germe", l'entreprise ne bénéficie d'aucun crédit d'impôt et ne doit reporter aucun montant sur la 2042CPR0\}. L'administration versera à l'établissement de crédit uniquement le montant de la créance réellement constatée.

❶ Indiquez ligne 8TL ou ligne 8UW le montant du crédit d'impôt déterminé sur l'imprimé n° 2079-CICE-SD joint à la déclaration de résultat de votre entreprise, qui n'a fait l'objet d'aucune cession ou nantissement.

## RECHERCHE

(CGI, art. 199 ter B et 244 quater B; BOI-BIC-RICI-10-10)

Si vous exploitez une entreprise industrielle, commerciale ou agricole imposée selon un régime réel, vous pouvez bénéficier du crédit d'impôt recherche. Votre demande de crédit d'impôt résulte du dépôt de la déclaration spéciale jointe à la déclaration de résultat de votre entreprise.

Au titre des dépenses de recherche ouvrant droit au crédit d'impôt sont notamment retenus l'amortissement des immobilisations affectées à la recherche, les dépenses de personnel afférentes aux chercheurs et aux techniciens de recherche, les opérations de recherche confiées à certains organismes extérieurs à l'entreprise, les frais de prise et de maintenance de brevets, les dépenses de normalisation...

Le crédit d'impôt est égal à :

- 30 % des dépenses de recherche éligibles, pour la fraction n'excédant pas 100 millions d'euros;
- 5 % pour la fraction supérieure à 100 millions d'euros.

Le montant du crédit d'impôt n'est pas plafonné.

Le crédit d'impôt recherche est étendu à certaines dépenses d'innovation exposées par les PME à compter du 1.1.2013. Il s'agit des opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits (BOI-BIC-RICI-10-10-45).

Les dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt "innovation" sont retenues dans la limite de 400 000 € par an. Le taux du crédit d'impôt est fixé à 20 %.

Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur le revenu de l'année au cours de laquelle les dépenses sont engagées. L'excédent du crédit est utilisé pour le paiement de l'impôt sur le revenu dû au titre des 3 années suivantes. À l'expiration de cette période, vous pourrez demander le remboursement de la fraction de crédit non imputée.

Toutefois, l'excédent de crédit d'impôt est remboursable immédiatement lorsqu'il est constaté par certaines entreprises :

- les entreprises nouvelles répondant à certaines conditions de détention de leur capital peuvent demander le remboursement immédiat de la créance constatée au titre de l'année de création et des 4 années suivantes;
- les jeunes entreprises innovantes mentionnées à l'article 44 sexies-0 A du CGI et les entreprises qui satisfont à la définition des micro, petites et moyennes entreprises donnée par le règlement n° 800/2008 de la Commission européenne (entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros)<sup>2</sup> peuvent demander le remboursement immédiat de leur créance;
- les entreprises ayant fait l'objet d'une procédure de conciliation ou de sauvegarde, d'un redressement ou d'une liquidation judiciaires peuvent demander le remboursement de leur créance non utilisée à compter de la date du jugement d'ouverture de ces procédures.

❷ Indiquez case 8TB le montant du crédit d'impôt 2013 pour lequel vous pouvez bénéficier de la restitution immédiate lors du calcul de l'impôt sur les revenus de 2013.

Indiquez case 8TC le crédit d'impôt de 2013 pour lequel vous ne pouvez pas bénéficier de la restitution immédiate. L'excédent non imputé sur l'impôt sur le revenu de 2013 est imputable sur l'impôt sur le revenu des 3 années suivantes. S'il n'a pas été imputé à l'expiration de ces 3 ans, vous pourrez en demander le remboursement.

Figure 3. Déclaration n° 2042CPR0.

REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOT	
Crédit d'impôt compétitivité, emploi : <i>montant non encore cédé</i>	
- entreprises bénéficiant de la restitution immédiate .....	8TL <b>❶</b>
- autres entreprises .....	8UW
Crédit d'impôt recherche :	
- entreprises bénéficiant de la restitution immédiate .....	8TB <b>❷</b>
- autres entreprises .....	8TC

2. Ces seuils s'apprécient différemment selon que les entreprises concernées sont considérées comme autonomes (entreprises totalement indépendantes), partenaires ou liées.



## INVESTISSEMENTS EN CORSE

(CGI, art. 244 quater E et 199 ter D; BOI-BIC-RICI-10-60)

Si vous exploitez une petite ou moyenne entreprise, imposée selon un régime réel, vous pouvez bénéficier, sur option, d'un crédit d'impôt au titre de certains investissements productifs réalisés en Corse pour les besoins de votre activité industrielle, commerciale, artisanale, libérale ou agricole, entre le 1.1.2002 et le 31.12.2016.

Vous pouvez également en bénéficier si vous êtes associé d'une société de personnes et si vous participez à l'exploitation à titre professionnel.

L'octroi du crédit d'impôt est subordonné à la condition que les investissements soient conservés par l'entreprise et affectés à l'activité pendant au moins 5 ans (ou pendant la durée normale d'utilisation si elle est inférieure). À défaut, le crédit d'impôt fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle cette condition n'est pas respectée.

Le crédit d'impôt est égal à **20 %** du prix de revient des investissements (sous déduction des subventions publiques reçues pour financer ces investissements).

Il s'impute sur l'impôt sur les revenus de l'année de réalisation de l'investissement et, lorsqu'il excède le montant de cet impôt, sur l'impôt des 9 années suivantes.

La fraction non utilisée au terme de cette période est remboursable dans la double limite de 50 % du crédit d'impôt et de 300 000 €. Vous pouvez également demander, à compter de la 5<sup>e</sup> année, le remboursement du solde non utilisé, dans la double limite de 35 % du crédit d'impôt et d'un montant de 300 000 €.

Toutefois, la créance de crédit d'impôt calculé au titre des investissements réalisés depuis le 1.1.2012 est remboursable immédiatement lorsqu'elle est constatée par certaines entreprises :

- les entreprises nouvelles répondant à certaines conditions de détention de leur capital peuvent demander le remboursement immédiat de la créance constatée au titre de l'année de création et des 4 années suivantes;
- les jeunes entreprises innovantes mentionnées à l'article 44 sexies-0 A du CGI et les entreprises qui satisfont à la définition des micro, petites et moyennes entreprises donnée par le règlement n° 800/2008 de la Commission européenne (entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros)<sup>3</sup> peuvent demander le remboursement immédiat de leur créance;

– les entreprises ayant fait l'objet d'une procédure de conciliation ou de sauvegarde, d'un redressement ou d'une liquidation judiciaires peuvent demander le remboursement de leur créance non utilisée à compter de la date du jugement d'ouverture de ces procédures.

N'oubliez pas de joindre à la déclaration de résultat de votre entreprise la déclaration annexe n° 2069-D-SD dans laquelle vous calculez le montant du crédit d'impôt.

**1** Indiquez case 8TS le montant du crédit d'impôt pour lequel vous pouvez bénéficier de la restitution immédiate lors du calcul de l'impôt sur les revenus de 2013.

**2** Indiquez case 8TG le crédit d'impôt de 2013 pour lequel vous ne pouvez pas bénéficier de la restitution immédiate. L'excédent non imputé sur l'impôt sur le revenu de 2013 est imputable sur l'impôt sur le revenu des 9 années suivantes. La fraction non utilisée au terme de cette période est remboursable dans la double limite de 50 % du crédit d'impôt et de 300 000 €. Vous pouvez également demander, à compter de la 5<sup>e</sup> année, le remboursement du solde non utilisé, dans la double limite de 35 % du crédit d'impôt et d'un montant de 300 000 €.

**3** Indiquez case 8TO le montant du crédit d'impôt reportable au titre d'investissements réalisés au cours d'années antérieures. Vous trouvez, sur l'avis d'impôt sur les revenus de 2012, le montant du crédit d'impôt qui n'a pas pu être imputé sur l'impôt de l'année.

**4** Indiquez case 8TP le montant du crédit d'impôt qui fait l'objet d'une reprise.

Le crédit d'impôt déjà imputé sur l'impôt sur les revenus des années antérieures fait l'objet d'une reprise lorsque les biens ayant ouvert droit au crédit ont été cédés ou ont cessé d'être affectés à l'activité ou bien si vous avez cessé votre activité, avant l'expiration du délai de 5 ans suivant l'acquisition ou la création du bien.

Figure 4. Déclaration n° 2042 CPRO.

### REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOT

Investissement en Corse :

– entreprises bénéficiant de la restitution immédiate .....	8TS	<b>1</b>
– autres entreprises .....	8TG	<b>2</b>
– report de crédit d'impôt non imputé les années antérieures .....	8TO	<b>3</b>
– reprise de crédit d'impôt .....	8TP	<b>4</b>

3. Ces seuils s'apprécient différemment selon que les entreprises concernées sont considérées comme autonomes (entreprises totalement indépendantes), partenaires ou liées.

## AUTRES CRÉDITS D'IMPÔT EN FAVEUR DES ENTREPRISES

### APPRENTISSAGE

(CGI, art 199 ter F et 244 quater G; BOI-BIC-RI-10-40)

Si vous exploitez une entreprise individuelle dont les résultats sont imposés selon un régime réel dans la catégorie des bénéfices agricoles, des bénéfices industriels et commerciaux ou des bénéfices non commerciaux<sup>4</sup>, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt si vous employez des apprentis.

Les modalités de calcul du crédit d'impôt apprentissage changent à compter du 1.1.2013.

Le crédit d'impôt est égal au produit du montant de 1 600 €, par le nombre moyen annuel d'apprentis en première année de leur cycle de formation et préparant un diplôme de niveau inférieur ou égal à BAC+2, dont le contrat a été conclu avec l'entreprise depuis au moins un mois.

Ce montant est réduit à 800 € pour les apprentis en deuxième ou troisième année de leur cycle de formation ou préparant un diplôme de niveau supérieur à BAC+2.

Le montant du crédit d'impôt est porté à 2 200 € pour les contrats conclus avec certains apprentis, parmi lesquels figurent notamment les apprentis handicapés et les apprentis bénéficiant de l'accompagnement personnalisé.

Le crédit d'impôt est plafonné au montant des dépenses de personnel afférentes aux apprentis, minoré des subventions publiques.

① Indiquez ligne 8TZ le montant du crédit d'impôt calculé sur la déclaration spéciale n° 2079-A-SD jointe à la déclaration de résultat de l'entreprise.

### FAMILLE

(CGI, art. 244 quater F; BOI-BIC-RI-10-130).

Si vous exercez une activité dont les résultats sont imposables à votre nom dans la catégorie des bénéfices agricoles, des bénéfices industriels et commerciaux ou des bénéfices non commerciaux, selon un régime réel, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt "famille" au titre des dépenses engagées afin de permettre aux salariés de votre entreprise ayant des enfants à charge de mieux concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale.

Le crédit d'impôt est calculé par application de taux différents selon la nature des dépenses engagées :

– 50 % pour les dépenses liées à la création et au fonctionnement de crèches et haltes-garderies destinées aux enfants de moins

de 3 ans des salariés (établissement interne à l'entreprise ou interentreprises ou établissement exploité par un organisme public ou privé, dans lequel l'entreprise dispose de places réservées aux enfants de ses salariés);

– 25 % au titre de l'aide financière accordée aux salariés pour l'acquisition du chèque emploi service universel.

Le crédit d'impôt est plafonné à 500 000 € par an et par entreprise.

② Reportez ligne 8UZ le montant du crédit d'impôt calculé sur l'imprimé n° 2069 - FA joint à la déclaration de résultat de votre entreprise.

### AGRICULTURE BIOLOGIQUE

(CGI, art. 199 ter K et 244 quater L; BOI-BA-RI-20-40)

Si vous exploitez une entreprise agricole, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt au titre de chacune des années 2005 à 2014, lorsqu'au moins 40 % de vos recettes proviennent d'activités qui ont fait l'objet d'une certification en agriculture biologique.

Le crédit d'impôt est égal à 2 500 €. La majoration par hectare exploité selon le mode de production biologique est supprimée.

Si vous bénéficiez d'une aide à la conversion à l'agriculture biologique ou d'une aide au maintien de l'agriculture biologique, le total de ces aides et du crédit d'impôt ne peut pas excéder 4 000 €. À défaut, le montant du crédit d'impôt est diminué à concurrence du montant de ces aides et mesures de soutien excédant 1 500 €.

③ Reportez ligne 8WA le montant du crédit d'impôt déterminé sur l'imprimé n° 2079-BIO-SD joint à la déclaration de bénéfices agricoles ou à votre déclaration de revenus si vous déclarez un bénéfice agricole forfaitaire.

Si vous êtes associé d'une société de personne ou d'un groupement assimilé, la déclaration spéciale n° 2079 BIO SD doit indiquer la quote-part de crédit d'impôt issue de votre participation dans ces entités et doit être annexée à votre déclaration de revenus.

### PROSPECTION COMMERCIALE

(CGI, art. 199 ter G et 244 quater H; BOI-BIC-RI-10-30).

Si vous exploitez une PME (entreprise employant moins de 250 salariés et qui a réalisé soit un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions, soit un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros) imposée selon un régime réel dans la catégorie des bénéfices agricoles, industriels et commerciaux ou non commerciaux<sup>5</sup>, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des dépenses de prospection commerciale exposées en vue d'exporter des biens ou services.

Figure 5. Déclaration n° 2042 CPRO.

RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT		
Autres crédits d'impôt :		
– apprentissage .....	8TZ	①
– famille .....	8UZ	②
– agriculture biologique .....	8WA	③
– prospection commerciale .....	8WB	④
– formation des chefs d'entreprise .....	8WD	⑤

4. Ou exonérée en application des articles 44 sexies et suivants du CGI.

Les dépenses suivantes, à condition qu'elles soient déductibles du résultat imposable, ouvrent droit au crédit d'impôt :

- frais et indemnités de déplacement et d'hébergement liés à la prospection commerciale en vue d'exporter ;
- dépenses visant à réunir les informations sur les clients et les marchés ;
- dépenses de participation à des salons et des foires expositions ;
- dépenses visant à faire connaître les produits et services de l'entreprise en vue d'exporter ;
- indemnités mensuelles et prestations versées aux volontaires internationaux en entreprise affectés au développement des exportations ;
- dépenses liées aux activités de conseil fournies par les opérateurs spécialisés du commerce international ;
- dépenses exposées par un cabinet d'avocats pour l'organisation ou la participation à des manifestations hors de France pour faire connaître la compétence du cabinet.

L'obtention du crédit d'impôt est subordonnée au recrutement d'une personne affectée au développement des exportations ou au recours à un volontaire international en entreprise affecté à cette même mission.

Les dépenses engagées pendant les 24 mois suivant le recrutement de cette personne ouvrent droit au crédit d'impôt. Il est égal à 50 % du montant des dépenses et il est plafonné, pour chaque entreprise, à 40 000 € pour cette période de 24 mois. Le crédit d'impôt ne peut être obtenu qu'une fois par l'entreprise

4 Reportez ligne 8WB le montant du crédit d'impôt déterminé sur l'imprimé 2079-P-SD joint à la déclaration de résultat de l'entreprise.

## FORMATION DES CHEFS D'ENTREPRISE

(CGI, art. 244 quater M; BIC-RICI-10-50)

Si vous exploitez une entreprise imposée selon un régime réel dans la catégorie des bénéfices agricoles, industriels et commerciaux ou non commerciaux<sup>5</sup>, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des dépenses de formation du chef d'entreprise que vous avez exposées.

Il s'agit des formations qui entrent dans le champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue.

Le crédit est égal au produit du nombre d'heures de formation suivies par le chef d'entreprise, retenu dans la limite de 40 heures par année civile, par le taux horaire du SMIC en vigueur au 31 décembre de l'année au titre de laquelle le crédit d'impôt est calculé (soit 9,43 € en 2013).

5 Indiquez ligne 8WD le montant du crédit d'impôt calculé sur l'imprimé n° 2079-FCE-SD joint à la déclaration de résultat.

## PRÊTS SANS INTÉRÊT

(CGI, art. 244 quater U, 244 quater V, 199 ter S, 199 ter T; BOI-BIC-RICI-10-110 et 10-140)

Le crédit d'impôt « éco-prêt à taux zéro » est institué au profit des établissements de crédit ayant conclu une convention avec l'État, les autorisant à distribuer des avances remboursables sans intérêt pour financer des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements utilisés ou destinés à être utilisés comme habitation principale.

Le crédit d'impôt "PTZ+" est applicable aux offres de prêts sans intérêt émises à compter du 1.1.2011 par les établissements de crédit ayant conclu une convention avec l'État. Le prêt est destiné à financer l'acquisition ou la construction d'une résidence principale en première accession à la propriété.

Le montant du crédit d'impôt est égal à l'écart entre la somme actualisée des mensualités dues au titre du prêt ne portant pas intérêt et la somme actualisée des montants perçus au titre d'un prêt de mêmes montant et durée de remboursement, consenti à des conditions normales de taux à la date d'émission de l'offre de prêt ne portant pas intérêt.

Les établissements de crédit qui sont constitués sous forme de sociétés de personnes mentionnées aux articles 8, 238 bis L du CGI ou de groupements mentionnés aux articles 239 quater, 239 quater B et 239 quater C du CGI ne peuvent pas bénéficier eux-mêmes du crédit d'impôt au titre des prêts sans intérêts. Le crédit d'impôt est transféré à leurs membres au prorata de leurs droits, sous réserve qu'ils participent directement, régulièrement et personnellement à l'exercice de l'activité professionnelle.

Les établissements doivent joindre à leur déclaration de résultats une déclaration spéciale n° 2078-E-SD (PTZ+) ou n° 2078-D-SD (éco-prêt à taux zéro) dans laquelle est déterminé le montant de crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt « PTZ+ » ou « éco prêt à taux zéro » est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre de l'année au cours de laquelle l'établissement de crédit a versé les prêts et par fractions égales sur l'impôt sur le revenu dû au titre des 4 années suivantes.

Si la fraction de crédit d'impôt excède l'impôt dû au titre de chacune de ces années, l'excédent est restitué.

Indiquez case 8WC le 1/5e du crédit d'impôt dont vous bénéficiez en proportion de votre participation dans un établissement ayant accordé des prêts sans intérêt.

5. Ou exonérée en application des articles 44 sexies et suivants du CGI.

## INTÉRESSEMENT

(CGI, art. 199 ter R et 244 quater T; BOI-BIC-RICI-10-90)

Si vous exploitez une entreprise de moins de 50 salariés imposée selon un régime réel<sup>6</sup> ayant conclu un accord d'intéressement entre le 4.12.2008 et le 31.12.2014 (ou un avenant à un accord d'intéressement déjà en cours le 4.12.2008), vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des primes d'intéressement dues en application de cet accord.

Le crédit d'impôt est égal à 30 % de la différence entre, d'une part, les primes d'intéressement dues au titre de l'exercice et d'autre part, la moyenne des primes dues au titre de l'accord précédent ou, si leur montant est plus élevé, les primes d'intéressement dues au titre de l'exercice précédent. Pour les entreprises qui concluent pour la première fois un accord d'intéressement au titre de 2012, l'assiette du crédit d'impôt est calculée à partir du montant des primes d'intéressement dues au titre de cet exercice.

Le bénéfice du crédit d'impôt en faveur de l'intéressement s'applique dans les limites et conditions prévues par le règlement de la Commission européenne du 15.12.2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis. Ainsi, le montant total des aides accordées à une entreprise placée sous cet encadrement communautaire ne peut excéder 200 000 € (100 000 € pour le secteur du transport routier) sur une période de trois exercices fiscaux.

Les entreprises employant plus de 49 salariés et moins de 250 salariés peuvent bénéficier du crédit d'impôt calculé selon les modalités applicables avant 2011 au titre des primes d'intéressement dues en application d'accords d'intéressement conclus ou renouvelés avant le 1.1.2011. Ce dispositif s'applique dans les conditions et limites concernant les aides placées sous le régime de minimis.

Par conséquent, pour ces entreprises, le crédit d'impôt est égal à 20 % :

- de la différence entre les primes d'intéressement dues au titre de l'exercice et la moyenne des primes dues au titre de l'accord précédent ;
- ou des primes d'intéressement dues au titre de l'exercice lorsque aucun accord d'intéressement n'était en vigueur au titre des exercices précédant celui de la première application de l'accord en cours.

Les entreprises employant plus de 49 salariés et moins de 250 salariés qui concluent ou renouvellent des accords d'intéressement à compter du 1.1.2011 ne sont plus éligibles au crédit d'impôt.

Les entreprises employant au moins 250 salariés ne sont plus éligibles au crédit d'impôt s'agissant des primes d'intéressement dues au titre des exercices ouverts à compter du 1.1.2011.

⑤ Reportez ligne 8WE le montant du crédit d'impôt déterminé sur l'imprimé n° 2079-AI-SD joint à la déclaration de résultat de l'entreprise.

## MÉTIERS D'ART

(CGI, art. 199 ter M et 244 quater O; BOI-BIC-RICI-10)

Vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des dépenses de création d'ouvrages réalisés en un seul exemplaire ou en petite série exposées entre le 1.1.2003 et le 31.12.2016 si vous exploitez une entreprise imposée selon un régime réel<sup>6</sup> appartenant à l'une des catégories suivantes :

- entreprises dont les charges de personnel afférentes aux salariés qui exercent un métier d'art représentent au moins 30 % de la masse salariale totale ;
- entreprises industrielles des secteurs de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie, de l'orfèvrerie, de la lunetterie, des arts de la table, du jouet, de la facture instrumentale et de l'ameublement ;
- entreprises portant le label "entreprise du patrimoine vivant" (entreprises détentrices d'un patrimoine spécifique et d'un savoir-faire rare, renommé ou ancestral).

Le crédit d'impôt est égal à 10 % des dépenses éligibles (15 % pour les entreprises titulaires du label "entreprise du patrimoine vivant"). Il s'applique les limites et conditions prévues par le règlement n° 1998/2006 de la Commission européenne, du 15.12.2006, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.

Le crédit d'impôt est plafonné à 30 000 € par an et par entreprise.

① Reportez ligne 8WR le montant du crédit d'impôt calculé sur l'imprimé n° 2079-ART-SD joint à la déclaration de résultat.

Figure 6. Déclaration n° 2042 CPRO.

RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT	
- intéressement.....	8WE ①
- métiers d'art.....	8WR ②
- remplacement pour congé des agriculteurs.....	8WT ③
- maître restaurateur.....	8WU ④
Auto-entrepreneur : versements d'impôt sur le revenu dont le remboursement est demandé .....	8UY ⑤

6. Ou exonérée en application des articles 44 sexies et suivants du CGI.

## REMPLACEMENT POUR CONGÉ DES AGRICULTEURS

(CGI, art. 200 undecies; BOI-BA-RICI-20-50)

Si vous exercez une activité dont les revenus sont imposés dans la catégorie des bénéfices agricoles, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des dépenses engagées entre le 1.1.2006 et le 31.12.2016 pour assurer votre remplacement pendant la durée de vos congés.

Le crédit d'impôt est égal à 50 % des dépenses de remplacement effectivement supportées dans la limite de 14 jours de remplacement pour congé par an. Le coût d'une journée est plafonné à 42 fois le taux horaire du minimum garanti. La base de calcul du crédit d'impôt ne peut donc pas excéder 2 052 € ( $3,49 \text{ €} \times 42 \times 14$ ) en 2013.

Vous pouvez bénéficier du crédit d'impôt si votre présence sur l'exploitation est impérative chaque jour de l'année et si votre remplacement n'est pas pris en charge par ailleurs.

Vous pouvez employer directement un salarié ou avoir recours à une personne mise à disposition par un tiers.

Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné au respect de la réglementation communautaire relative aux aides de minimis dans la secteur de la production agricole.

❷ Indiquez ligne 8WT le montant du crédit d'impôt que vous avez calculé sur l'imprimé n° 2079-RTA-SD joint à votre déclaration de bénéfices agricoles si vous êtes imposé selon un régime réel ou à votre déclaration de revenus si vous relevez du forfait agricole.

## MAÎTRE RESTAURATEUR

(CGI, art. 199 ter P et 244 quater Q; BOI-BIC-RICI-10-70)

Si vous exploitez une entreprise imposée selon un régime réel<sup>7</sup> et si vous avez obtenu le titre de maître restaurateur entre le 15.11.2006 et le 31.12.2014, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt. Il est égal à 50 % des dépenses permettant la mise aux normes d'aménagement et de fonctionnement prévues par le cahier des charges relatif au titre de maître restaurateur. Les dépenses d'aménagement sont retenues dans la limite globale de 30 000 € pour la période triennale constituée par l'année d'obtention du titre de maître-restaurateur et les deux années suivantes.

Par ailleurs, le crédit d'impôt est accordé dans les limites et conditions prévues par le règlement n° 1998/2006 de la Commission européenne, du 15.12.2006, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.

❸ Indiquez ligne 8WU le montant du crédit d'impôt que vous avez déterminé sur l'imprimé n° 2079-MR-SD joint à la déclaration de résultat de votre entreprise.

## VERSEMENTS DES AUTO-ENTREPRENEURS

(CGI, art. 151-0; BOI-BIC-DECLA-10-40 et BOI-BNC-DECLA-20-50)

Les versements d'impôt sur le revenu effectués au cours de l'année 2013 ne sont pas libératoires si vous avez opté pour le régime fiscal de l'auto-entrepreneur alors que vous ne pouvez pas bénéficier de ce régime :

- soit en cas de sortie du régime micro au titre de l'année 2013 parce que votre chiffre d'affaires a excédé les seuils de tolérance de 89 600 € ou 34 600 €;
- soit parce que vous ne remplissez pas les conditions d'application du régime de l'auto-entrepreneur, notamment lorsque votre revenu fiscal de référence de l'année 2011 excédait la limite prévue.

❺ Dans ces situations, indiquez case 8UY le montant des versements que vous avez effectués en 2013. Ce montant constitue un crédit d'impôt.

Vous devez par ailleurs déclarer dans les rubriques BIC ou BNC de la 2042 CPRO<sup>7</sup>, selon votre situation :

- le montant de votre chiffre d'affaires ou de vos recettes de l'année 2013 dans les cases prévues pour le régime micro ;
- ou le montant de votre bénéfice (ou de votre déficit) dans les cases prévues pour le régime réel d'imposition.

Le résultat de votre activité sera soumis au barème progressif de l'impôt avec l'ensemble des revenus du foyer.

Le crédit d'impôt correspondant aux versements indiqués case 8UY sera imputé sur le montant de l'impôt dû. S'il excède ce montant, l'excédent vous sera restitué.

7. Ou exonérée en application des articles 44 sexies et suivants du CGI.



# RÉDUCTIONS D'IMPÔT DE LA 2042 IOM

INVESTISSEMENTS OUTRE-MER DANS LE LOGEMENT ET AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ .....	251
INVESTISSEMENTS OUTRE-MER DANS LE LOGEMENT SOCIAL .....	255

INVESTISSEMENTS OUTRE-MER DANS LE CADRE D'UNE ENTREPRISE.....	257
PLAFONNEMENT DES RÉDUCTIONS D'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS OUTRE-MER .....	260

## INVESTISSEMENTS OUTRE-MER DANS LE LOGEMENT ET AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ

(CGI, art. 199 undecies A; loi pour le développement économique des outre-mer du 27.05.2009; BOI-IR-RICI-80; PF 109-1 à 109-9)

Si vous êtes fiscalement domiciliés en France, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous effectuez du 21.7.2003 au 31.12.2017 des investissements dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna et les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF) et depuis le 15.7.2007 à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy.

Les investissements peuvent être réalisés dans le secteur du logement et dans d'autres secteurs d'activité.

### INVESTISSEMENTS ÉLIGIBLES

#### Dans le secteur du logement

La réduction d'impôt s'applique aux investissements suivants :

– construction ou acquisition d'un immeuble neuf que vous vous engagez à occuper dès l'achèvement ou l'acquisition, si elle est postérieure, à titre de résidence principale, pendant 5 ans.

Pour les investissements réalisés depuis le 27.5.2009, le prix de revient de l'acquisition ou de la construction est retenu dans la limite d'une surface habitable comprise entre 50 m<sup>2</sup> et 150 m<sup>2</sup> fixée par le décret n° 2009-1779 du 30.12.2009 compte tenu du nombre de personnes destinées à occuper à titre principal le logement. Depuis la même date, la réduction d'impôt est accordée seulement pour la première accession à la propriété (personne n'ayant pas été propriétaire de son habitation principale au cours des 2 années précédentes) ou pour les propriétaires d'une habitation frappée d'insalubrité, menaçant ruine ou dangereuse ;

– construction ou acquisition d'un immeuble neuf que vous vous engagez à louer nu à usage d'habitation principale dans les 6 mois de l'achèvement ou de l'acquisition, pendant 5 ans (ou 6 ans pour les locations dans le secteur intermédiaire), à la condition que l'immeuble ait fait l'objet d'un permis de construire délivré au plus tard le 31.12.2012 ;

– souscription de parts ou d'actions de sociétés dont l'objet réel est exclusivement de construire des logements neufs situés outre-mer, qu'elles donnent en location nue à usage d'habitation principale pendant 5 ans. Les titres doivent être conservés 5 ans, à la condition que les logements aient fait l'objet d'un permis de construire délivré au plus tard le 31.12.2012. Les parts doivent être conservées pendant 5 ans ;

– souscription au capital de SCPI qui acquièrent des logements neufs affectés pour 90 % au moins à usage d'habitation et qui les donnent en location à usage d'habitation principale pendant 5 ans, à la condition que les logements aient fait l'objet d'un permis de construire délivré au plus tard le 31.12.2012. Les parts doivent être conservées pendant 5 ans ;

– travaux de réhabilitation que vous faites réaliser par une entreprise et portant sur des logements achevés depuis plus de 40 ans ou depuis plus de 20 ans pour les investissements réalisés à compter du 27.5.2009. À compter de cette même date, les travaux de confortation des logements de plus de 20 ans contre les risques sismiques sont également éligibles à la réduction d'impôt. Vous devez vous engager pour une durée de 5 ans, soit à affecter le logement à votre habitation principale dès l'achèvement des travaux, soit à le donner en location nue, à usage d'habitation principale, dans les 6 mois qui suivent l'achèvement des travaux.

Dans tous les cas, la location doit être consentie à des personnes autres que votre conjoint ou partenaire de Pacs ou un membre de votre foyer fiscal ou que les associés de la société.

① Reportez ligne 7HQB et suivantes le montant de la réduction d'impôt déterminé dans la fiche de calcul de la 2042 IOM<sup>1</sup>, en fonction de la date de réalisation de l'investissement.

Figure 1. Déclaration n° 2042 IOM, page 2.

#### RÉDUCTION D'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS DANS LE LOGEMENT ET AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ (article 199 undecies A du CGI)

Investissements réalisés jusqu'au 31.12.2008 .....

HQB ①



Les travaux doivent porter sur des logements. Sont donc exclus les travaux réalisés dans un local précédemment affecté à un autre usage, ou qui constituait une dépendance non habitable, ainsi que les travaux qui augmentent le volume ou la surface habitable.

#### À NOTER

Lorsque le permis de construire a été délivré avant le 27.5.2009, les investissements sont éligibles à l'avantage fiscal dans les conditions prévues par l'article 199 undecies A du CGI dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 27.5.2009 pour le développement économique des outre-mer, sous réserve que le logement ait été achevé au plus tard le 31.12.2011.

### Dans d'autres secteurs d'activité

La réduction d'impôt s'applique aux souscriptions en numéraire au capital:

- des sociétés de développement régional (SDR) ou de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés effectuant des investissements productifs neufs outre-mer dans certains secteurs d'activité;
- de sociétés en difficulté soumises à l'impôt sur les sociétés, exerçant leur activité dans les DOM dans certains secteurs, après agrément du ministre chargé du budget;
- des sociétés ayant pour objet le financement, par souscription en numéraire au capital ou par prêts participatifs, d'entreprises exerçant leur activité exclusivement en outre-mer, qui affectent ce financement à l'acquisition et à l'exploitation d'investissements productifs neufs (SOFIOM).  
La souscription au capital des SOFIOM doit être agréée par le ministre chargé du budget. L'équivalent de 60 % de la réduction d'impôt obtenue doit bénéficier à l'entreprise qui acquiert et exploite l'investissement.

Vous devez vous engager à conserver pendant 5 ans les parts des sociétés au capital desquelles vous avez souscrit.

Les secteurs d'activité éligibles à la réduction d'impôt sont ceux qui ouvrent droit à la réduction d'impôt pour investissement dans le cadre d'une entreprise prévue par l'article 199 undecies B du CGI (voir page 225).

#### À NOTER

- Les souscriptions d'actions ou de parts de sociétés dont le montant est supérieur à 4 600 000 € et les investissements réalisés dans certains secteurs d'activité (transports, navigation de plaisance...) doivent être portés à la connaissance du ministre chargé du budget. L'autorisation préalable est tacite à défaut de réponse dans un délai de 3 mois.
- Lorsque le montant des investissements réalisés à compter du 1.11.2009 dans le secteur du logement (à l'exception des logements affectés à l'habitation principale du contribuable et des travaux de réhabilitation ou de confortation contre le risque sismique) ou par souscription au capital de certaines sociétés est supérieur à 2 millions d'euros, le bénéfice de la réduction d'impôt est subordonné à l'obtention d'un agrément préalable du ministre chargé du budget.

## CALCUL DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT

### Base de calcul

La réduction d'impôt est calculée sur le prix d'acquisition ou de revient du logement ou le montant des travaux de réhabilitation ou le prix de souscription des parts ou actions.

Toutefois, pour les investissements, directs ou indirects, réalisés en 2013 dans le secteur du logement, la base de calcul de la réduction d'impôt est plafonnée à un montant par m<sup>2</sup> de surface habitable, fixé à **2 438 € HT**.

Pour l'appréciation de ce plafond, la limite de 2 438 € par m<sup>2</sup> doit être, le cas échéant, majorée du montant de la TVA puis multipliée par le nombre de m<sup>2</sup> de surface habitable.

En outre pour les investissements réalisés depuis le 27.5.2009 destinés à l'habitation principale du contribuable, le prix de revient ou d'acquisition du logement est retenu dans la limite d'une surface habitable comprise entre 50 m<sup>2</sup> et 150 m<sup>2</sup> selon le nombre de personnes destinées à occuper à titre principal le logement (voir tableau 1).

### Modalités d'imputation

La réduction d'impôt est étalée sur **5 ans**: l'année de l'achèvement de l'immeuble (ou de son acquisition si elle est postérieure) ou l'année de souscription des parts et les 4 années suivantes. Chaque année, la base de la réduction d'impôt est égale à 20 % des sommes effectivement payées au 31.12 de l'année au cours de laquelle le droit à réduction d'impôt est né.

Toutefois, pour l'acquisition ou la construction d'un logement neuf que le propriétaire prend l'engagement d'affecter à son habitation principale pendant cinq ans, la réduction d'impôt est étalée sur **10 ans**. Chaque année, la base de la réduction d'impôt est égale à 10 % des sommes effectivement payées au 31.12 de l'année au cours de laquelle le droit à réduction d'impôt est né.

### Taux de la réduction d'impôt

Pour l'imposition des revenus 2013, les taux de la réduction d'impôt sont indiqués dans le tableau 2. Ils sont identiques à ceux applicables au titre de l'année 2012.

En cas de location dans le **secteur intermédiaire**, vous et, le cas échéant, la société au capital de laquelle vous avez souscrit, devez vous engager à louer le logement pendant 6 ans à usage d'habitation principale du locataire.

De plus, le loyer et les ressources du locataire ne doivent pas excéder certains montants. Pour les baux conclus ou renouvelés en 2013:

- le loyer annuel par mètre carré de surface habitable, charges non comprises, ne doit pas excéder:

Tableau 1. Surface habitable du logement.

NOMBRE DE PERSONNES DESTINÉES À OCCUPER LE LOGEMENT À TITRE PRINCIPAL	LIMITE DE SURFACE HABITABLE (EN M <sup>2</sup> )
Personne seule	65
Couple	77,5
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	90
Majoration par personne à charge supplémentaire, dans la limite de cinq personnes	12

- 164 € dans les départements d'outre-mer, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy et à Mayotte;
- 205 € à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises;
- les ressources du locataire (revenus nets de frais professionnels) figurant sur l'avis d'imposition des revenus de 2012 (ou, à défaut, de l'année 2011) ne doivent pas excéder les montants indiqués dans le tableau 3.

Pour les investissements dans le secteur du logement réalisés dans les DOM et à Mayotte, les taux indiqués dans le tableau 2 peuvent être majorés lorsque le logement est situé dans une **zone urbaine sensible** ou lorsque des dépenses d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'**énergie renouvelable** sont effectuées dans le logement.

Tableau 2. Conditions d'application de la réduction d'impôt.

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	DURÉE DE L'ENGAGEMENT	ÉTALEMENT DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT	TAUX			
			PRINCIPE	LOGEMENT UTILISANT UNE SOURCE D'ÉNERGIE RENOUVELABLE	LOGEMENT SITUÉ DANS UNE ZUS	LOGEMENT SITUÉ DANS UNE ZUS ET UTILISANT UNE SOURCE D'ÉNERGIE RENOUVELABLE
Secteur du logement <sup>1</sup>						
Habitation principale du contribuable (acquisition ou construction de logements neufs) : – investissement réalisé ou engagé avant 2011 – investissement réalisé ou engagé en 2011 – investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013	5 ans	10 ans				
			25 %	29 %	35 %	39 %
			22 %	26 %	31 %	35 %
			18 %	22 %	26 %	29 %
Travaux de réhabilitation ou de confortation contre le risque sismique <sup>2</sup> : – investissement réalisé ou engagé avant 2011 – investissement réalisé ou engagé en 2011 – investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013	5 ans	5 ans				
			25 %	29 %	35 %	39 %
			22 %	26 %	31 %	35 %
			18 %	22 %	26 %	29 %
Location nue dans le secteur libre <sup>3</sup> Permis de construire délivré avant 2011 : – investissement réalisé ou engagé 4 avant 2011 – investissement réalisé ou engagé en 2011 – investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013	5 ans	5 ans				
			40 %	44 %	50 %	54 %
			36 %	39 %	45 %	48 %
			30 %	33 %	38 %	40 %
Permis de construire délivré en 2011 : – investissement réalisé ou engagé en 2011 – investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013			27 %	30 %	36 %	39 %
			22 %	25 %	30 %	33 %
Location nue dans le secteur intermédiaire <sup>3</sup> Permis de construire délivré avant 2011 : – investissement réalisé ou engagé <sup>4</sup> avant 2011 – investissement réalisé ou engagé en 2011 – investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013						
			50 %	54 %	60 %	64 %
	45 %	48 %	54 %	57 %		
	38 %	40 %	45 %	48 %		
Permis de construire délivré en 2011 ou 2012 : – investissement réalisé ou engagé en 2011 avec permis de construire délivré en 2011 – investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013 avec permis de construire délivré en 2011 – investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013 avec permis de construire délivré en 2011 – investissement engagé et réalisé en 2012 ou 2013 avec permis de construire délivré en 2012						
	40 %	44 %	49 %	53 %		
	34 %	37 %	41 %	45 %		
	26 %	–	–	–		
Autres secteurs d'activité						
Souscription au capital de certaines sociétés : – investissement réalisé avant 2011 – investissement réalisé en 2011 – investissement réalisé en 2012 ou 2013	5 ans	5 ans				
			50 %	–	–	–
			45 %	–	–	–
			38 %	–	–	–
1 - Montant de l'investissement retenu dans la limite fixée par m² habitable. 2 - Habitation principale du contribuable ou logement donné en location. 3 - Acquisition ou construction de logements neufs; souscription de parts ou actions de sociétés de construction; souscription au capital de SCPI. 4 - Sauf en cas de souscription au capital de sociétés de construction ou de SCPI.						

1 - Montant de l'investissement retenu dans la limite fixée par m<sup>2</sup> habitable.

2 - Habitation principale du contribuable ou logement donné en location.

3 - Acquisition ou construction de logements neufs; souscription de parts ou actions de sociétés de construction; souscription au capital de SCPI.

4 - Sauf en cas de souscription au capital de sociétés de construction ou de SCPI.

## Plafonnement

La réduction d'impôt prévue par l'article 199 undecies A du CGI au titre des investissements dans le secteur du logement et des souscriptions au capital de certaines sociétés fait l'objet d'un plafonnement (*article 199 undecies D du CGI*). Ce plafonnement s'applique à l'ensemble des réductions d'impôt pour investissements outre-mer (*articles 199 undecies A, 199 undecies B et 199 undecies C du CGI*).

Pour l'imposition des revenus 2013, le montant total de ces réductions d'impôt est plafonné à 30 600 € ou, sur option du contribuable, à 11 % du revenu imposable.

Toutefois, certains investissements sont soumis :

- au plafond de 40 000 € ou 15 % du revenu imposable : investissements immobiliers engagés avant le 1.1.2011, investissements dans le cadre d'une entreprise agréés avant le 5.12.2010 et investissements dans le logement social ;

- au plafond de 36 000 € ou 13 % du revenu imposable : investissements immobiliers engagés avant le 1.1.2012 et investissements dans le cadre d'une entreprise agréés avant le 28.9.2011 (*voir page 258*).

La réduction d'impôt est également retenue pour le calcul du plafonnement global des avantages fiscaux (*CGI, art.200-0A*).

La réduction d'impôt afférente aux investissements réalisés ou engagés (année de la demande d'agrément, de la déclaration d'ouverture de chantier ou du versement d'un acompte d'au moins 50 %) en 2009 est soumise au plafonnement concernant les investissements de 2009 (25 000 € + 10 % du revenu imposable).

La réduction d'impôt afférente aux investissements réalisés ou engagés en 2010 est soumise au plafonnement concernant les investissements de 2010 (20 000 € + 8 % du revenu imposable).

La réduction d'impôt afférente aux investissements réalisés ou engagés en 2011 est soumise au plafonnement concernant les investissements de 2011 (18 000 € + 6 % du revenu imposable).

La réduction d'impôt afférente aux investissements réalisés ou engagés en 2012 est soumise au plafonnement concernant les investissements de 2012 (18 000 € + 4 % du revenu imposable).

La réduction d'impôt afférente aux investissements réalisés ou engagés en 2013 est soumise au plafonnement concernant les investissements de 2013 (18 000 €).

## PIÈCES À JOINDRE

N'oubliez pas de joindre à la déclaration des revenus de l'année de l'investissement :

- l'engagement d'affecter le logement à votre habitation principale pendant 5 ans ;
- l'engagement de louer le logement non meublé à usage d'habitation principale du locataire, pendant 5 ans ou 6 ans lorsque la location est consentie dans le secteur intermédiaire ;
- une copie de la notification de l'arrêté délivrant le permis de construire s'il s'agit d'un logement que vous faites construire ;
- une copie du bail ;
- une copie de l'avis d'imposition du locataire afférent aux revenus de l'année précédant celle de la conclusion du bail ou, à défaut, de l'année antérieure, lorsque la location est consentie dans le secteur intermédiaire ;
- pour les souscriptions d'actions ou de parts de sociétés l'engagement de conserver les titres pendant au moins 5 ans (6 ans si l'investissement est réalisé dans le secteur locatif intermédiaire) ainsi que l'attestation fournie par la société ;
- le cas échéant, une attestation du constructeur, du vendeur ou de l'entreprise qui a procédé à l'installation des équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable comportant l'adresse de réalisation des travaux et la désignation de ces équipements ou une facture de ces équipements comportant l'adresse de réalisation des travaux, leur nature, la désignation et le montant de ces dépenses.

En outre, pour les investissements réalisés depuis le 27.5.2009, la nature, le lieu de situation, les modalités de financement et les conditions d'exploitation de l'investissement bénéficiant de la réduction d'impôt prévue par l'article 199 undecies A du CGI doivent être déclarés. Ces éléments doivent être indiqués sur le formulaire n° 2083 (lorsque l'investissement est réalisé par une entreprise, personne morale ou entrepreneur individuel) ou n° 2083 PART (lorsque l'investissement est réalisé directement par le contribuable personne physique) qui doit être souscrit par voie électronique (*CGI, art. 242 sexies*).

Tableau 3. Plafonds annuels de ressources pour les locations en secteur intermédiaire.

COMPOSITION DU FOYER DU LOCATAIRE	DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER SAINT-MARTIN, SAINT-BARTHÉLEMY MAYOTTE	POLYNÉSIE FRANÇAISE, NOUVELLE CALÉDONIE, ILES WALLIS ET FUTUNA TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES, SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
Personne seule <sup>1</sup>	30 985 €	29 873 €
Couple marié ou pacsé	57 307 €	55 249 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	60 621 €	58 444 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	63 936 €	61 641 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	68 365 €	65 909 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	72 795 €	70 179 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	+ 4 651 €	+ 4 483 €

1. Ce plafond est multiplié par le nombre de personnes cotitulaires du bail lorsqu'elles appartiennent à des foyers fiscaux distincts

## NON-CUMUL

Les investissements qui ouvrent droit à la réduction d'impôt prévue par l'article 199 undecies A sont exclus du bénéfice des avantages fiscaux suivants :

- déduction au titre de l'amortissement des logements neufs donnés en location (CGI, art. 31-I-1<sup>o</sup>-f et g);
- imputation des déficits fonciers sur le revenu global pour un même logement ou une même souscription de titres (CGI, art. 156-I-3<sup>o</sup>);
- placement sur un plan d'épargne en actions (2<sup>o</sup> du II de l'article L. 221-31 du code monétaire et financier reproduit sous l'article 163 quinquies D du CGI);
- réduction d'impôt pour investissement outre-mer dans le logement social (CGI, 199 undecies C);
- réduction d'impôt pour souscription au capital de PME (CGI, art. 199 terdecies OA);
- réduction d'impôt pour investissement locatif Scellier (CGI, art. 199 novovicies);
- réduction d'impôt pour investissement locatif intermédiaire Duflot (CGI, art. 199 novovicies);
- réduction d'impôt dans le cadre d'une restauration immobilière loi Malraux (CGI, article 199 tervicies);
- déduction en faveur des investissements réalisés outre-mer (CGI, art. 217 undecies);
- exonération de droits de mutation à titre gratuit (CGI, art. 793-2-4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>);
- abattement sur l'assiette du droit de vente au titre de la première cession d'un immeuble acquis neuf et affecté pendant cinq ans à l'habitation principale (CGI, art. 1055 bis).

## INVESTISSEMENT OUTRE-MER DANS LE LOGEMENT SOCIAL

(CGI, art. 199 undecies C; loi pour le développement économique des outre-mer du 27.5.2009; PF 109-24 à 109-33)

Si vous êtes domicilié en France, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt au titre de l'acquisition ou de la construction entre le 27.5.2009 et le 31.12.2017 de logements neufs destinés à la location dans le secteur social, dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy et dans les îles Wallis et Futuna.

La réduction d'impôt est égale à 50 % du prix de revient du logement.

Le prix de revient du logement doit comporter des dépenses d'acquisition d'équipements de production d'énergie renouvelable, d'appareils utilisant une source d'énergie renouvelable ou de matériaux d'isolation.

L'acquisition de logements achevés depuis plus de 20 ans faisant l'objet de travaux de réhabilitation permettant d'atteindre des performances techniques voisines de celles des logements neufs ouvre également droit à la réduction d'impôt.

① Indiquez lignes 7HRA à 7HRD le montant de la réduction d'impôt déterminé dans la fiche de calcul de la 2042 IOM.

### Investissements éligibles

Les logements doivent être donnés en location nue, dans les six mois de leur achèvement ou de leur acquisition si elle est postérieure et pour une durée au moins égale à cinq ans, à un organisme de logement social :

- organisme d'habitations à loyer modéré mentionné à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation, à l'exception des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété;
- société d'économie mixte exerçant une activité immobilière outre-mer;
- organisme mentionné à l'article L. 365-1 du code précité (organisme concourant à la politique d'aide au logement);
- ou, dans les collectivités d'outre-mer, tout organisme de logement social agréé.

Les logements doivent être donnés en sous-location nue ou meublée par l'organisme de logement social pour une durée au moins égale à cinq ans à des personnes physiques qui en font leur résidence principale et dont les ressources et les loyers laissés à leur charge n'excèdent pas les plafonds mentionnés à l'article 46 AG sexdecies de l'annexe III au CGI.

Figure 2. Déclaration n° 2042 IOM, page 1.

### RÉDUCTION D'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS DANS LE LOGEMENT SOCIAL (article 199 undecies C du CGI)

#### Investissements réalisés en 2013

- Investissements ayant fait l'objet d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50% .....
- Autres investissements .....

EN 2010	EN 2011	EN 2012
HRA ①	HRB	HRC
		HRD

À l'issue de la période de location de cinq ans, les logements sont cédés à l'organisme locataire dans des conditions, notamment de prix, définies par une convention conclue au plus tard lors de la conclusion du bail. La cession peut également être réalisée au profit de personnes physiques choisies par l'organisme locataire et dont les ressources n'excèdent pas les plafonds mentionnés au V de l'article 46 AG sexdecies de l'annexe III au CGI.

Un montant correspondant au moins à 65 % de la réduction acquise est rétrocédé par le contribuable sous la forme d'une diminution des loyers versés par l'organisme locataire et d'une diminution du prix de cession à l'organisme locataire ou, le cas échéant, aux personnes physiques accédant à la propriété.

### Calcul de la réduction d'impôt

La réduction d'impôt est accordée au titre de l'année d'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure. Elle est égale à **50 %** du prix de revient du logement, sous déduction des taxes et commissions d'acquisition versées et des subventions publiques reçues. Pour 2013, ce montant est retenu dans la limite de **2 438 €** hors taxes par m<sup>2</sup> de surface habitable.

Dans le cas de logements faisant l'objet d'une réhabilitation, la réduction d'impôt est calculée sur le prix de revient des logements retenu dans la même limite de 2 438 € par m<sup>2</sup>. Dans ce cas, le prix de revient est égal au prix d'acquisition majoré du coût des travaux de réhabilitation et minoré, d'une part, des taxes et des commissions d'acquisition versées et, d'autre part, des subventions publiques reçues.

Lorsque le montant de la réduction d'impôt excède l'impôt dû par le contribuable, le solde peut être reporté sur l'impôt sur le revenu des **cinq années suivantes**.

La réduction d'impôt s'applique également en cas de souscription de parts ou actions de certaines sociétés qui réalisent des investissements éligibles :

- investissements réalisés par une société civile de placement immobilier ou par une société de personnes dont les résultats sont soumis à l'impôt sur le revenu au nom des associés ;
- investissements, préalablement agréés par le ministre chargé du budget, réalisés par une société soumise à l'impôt sur les sociétés, dont les actions sont détenues intégralement et directement par des personnes physiques, et ayant pour objet exclusif l'acquisition, la construction et la location des logements éligibles.

Dans ce cas, la réduction d'impôt est subordonnée à la condition que 95 % de la souscription serve exclusivement à financer un investissement éligible. L'associé doit s'engager à conserver la totalité de ses parts ou actions jusqu'au terme de la location à l'organisme de logement social. Le produit de la souscription doit être intégralement investi dans les dix-huit mois qui suivent la clôture de celle-ci. La réduction d'impôt est pratiquée par les associés ou membres au titre de l'année de souscription des parts ou actions, dans une proportion correspondant à leurs droits dans la société.

Lorsque le montant du programme immobilier est supérieur à deux millions d'euros (ou quelque soit le montant de l'investissement lorsqu'il est réalisé par une société soumise à l'IS), le bénéfice de la réduction d'impôt est subordonné à l'obtention d'un agrément préalable délivré par le ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l'article 217 undecies.

La réduction d'impôt est soumise au plafonnement prévu par l'article 199 undecies D du CGI. Pour une même année d'imposition, le montant total des réductions d'impôt obtenu au titre des investissements outre-mer est limité à 40 000 €. Pour l'appréciation de ce plafond, la réduction d'impôt pour investissement dans le secteur du logement social est retenue seulement pour sa fraction non rétrocédée (35 %).

En outre, le montant imputable de la fraction rétrocédée (65 %) est limité à 74 286 € (13 fois le 1/7<sup>e</sup> de 40 000 €).

Le contribuable peut opter pour le plafonnement des réductions d'impôt pour investissements outre-mer à 15 % du revenu imposable. Dans ce cas, c'est le montant total de la réduction d'impôt qui est retenu pour apprécier le plafonnement.

La réduction d'impôt (fraction non rétrocédée) est également retenue pour le calcul du plafonnement global des avantages fiscaux (CGI, art. 200-0A). La réduction d'impôt est soumise au plafonnement applicable au titre de l'année de réalisation de l'investissement ou, si celle-ci est différente, au titre de l'année au cours de laquelle l'investissement a été initié (année de la demande d'agrément, de la déclaration d'ouverture de chantier ou du versement d'un acompte d'au moins 50 %).

### Non-cumul

– Le même logement ou la même souscription de parts ou actions ne peut pas ouvrir droit à la fois à la réduction d'impôt prévue en faveur des investissements dans le secteur du logement social et à l'une des réductions d'impôt suivantes :

- investissement outre-mer dans le secteur du logement et autres secteurs d'activité (CGI, article 199 undecies A) ;
- dépenses de restauration immobilière dans les secteurs sauvegardés et les zones protégées (CGI, article 199 tervicies) ;
- investissement locatif neuf "Scellier" (CGI, article 199 septvicies) ;
- investissement locatif neuf "Duflot" (CGI, article 199 novovicies).

– En outre, les dépenses de travaux retenues pour le calcul de la réduction d'impôt ne peuvent pas faire l'objet d'une déduction pour la détermination des revenus fonciers.

### À NOTER

Pour les investissements réalisés depuis le 27.05.2009, la nature, le lieu de situation, les modalités de financement et les conditions d'exploitation de l'investissement bénéficiant de la réduction d'impôt prévue par l'article 199 undecies C du CGI doivent être déclarés sur le formulaire n° 2083 à souscrire par voie électronique (CGI, art. 242 sexies).

## INVESTISSEMENTS OUTRE-MER DANS LE CADRE D'UNE ENTREPRISE

(CGI, art. 199 undecies B; loi pour le développement économique des outre-mer du 27.5.2009; BOI-BIC-RICI-20-10; PF 109-10)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt:

- si vous réalisez un investissement productif neuf entre le 21.7.2003 et le 31.12.2017;
- dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna et les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF) et à compter du 15.7.2007 à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy<sup>1</sup>;
- dans le cadre d'une entreprise exerçant une activité agricole ou une activité industrielle, commerciale ou artisanale relevant de l'article 34 du CGI.

### INVESTISSEMENTS ÉLIGIBLES

Certains secteurs d'activité n'ouvrent pas droit à la réduction d'impôt: commerce; restauration (à l'exception des restaurants de tourisme classés), débits de boisson, débits de tabac; conseil et expertise; recherche et développement (jusqu'au 27.5.2009); éducation, santé et action sociale; banque, finance et assurance; activités immobilières; navigation de croisière; location sans opérateur (à l'exception de la location de véhicules automobiles à des personnes physiques pour une durée n'excédant pas deux mois et de navires de plaisance), réparation automobile; services fournis aux entreprises, à l'exception de la maintenance, des activités de nettoyage et de conditionnement à façon et des centres d'appel; activités de loisirs, sportives et culturelles, à l'exception de celles qui s'intègrent à une activité hôtelière ou touristique et de la production et de la diffusion audiovisuelles et cinématographiques; activités associatives; activités postales.

- 1 Reportez pages 2 et 3 le montant de la réduction d'impôt déterminé dans la fiche de calcul de la 2042 IOM<sup>1</sup>.

### À NOTER

À compter du 29.9.2010, la réduction d'impôt est supprimée pour les investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil (panneaux photovoltaïques et production d'énergie solaire d'origine thermodynamique).

Toutefois, la réduction d'impôt est maintenue, lorsqu'elle n'est pas soumise à un agrément préalable, pour:

- les investissements pour lesquels le contribuable a accepté un devis et versé un acompte avant le 29.9.2010;
- les investissements réalisés par l'intermédiaire d'une société ou d'un groupement, lorsque l'acquisition des parts a été effectuée avant cette date.

La réduction d'impôt est aussi maintenue, lorsqu'elle est subordonnée à l'obtention d'un agrément, pour:

- les investissements agréés avant le 29.9.2010, sous réserve du respect de la date de mise en production des installations prévue dans l'agrément;
- les investissements pour lesquels l'exploitant a accepté un devis et versé un acompte avant le 29.9.2010 sous réserve que les installations produisent de l'électricité au plus tard le 31.3.2011.

La réduction d'impôt s'applique également:

- aux investissements nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial, réalisés dans les secteurs d'activité éligibles;
- aux logiciels constituant un élément d'actif immobilisé, nécessaires à l'utilisation des investissements éligibles;
- aux travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de village de vacances classés.

Figure 3. Déclaration n° 2042 IOM, pages 2 et 3.

RÉDUCTION D'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS DANS LE CADRE D'UNE ENTREPRISE (ARTICLE 199 UNDECIES B DU CGI)			
INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN 2013			
<b>Autres investissements</b>			
– Investissements ayant fait l'objet avant 2009 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50 %			
			HRJ <b>1</b>
– Investissements ayant fait l'objet en 2009 ou 2010 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50 %			
	EN 2009		EN 2010
	À HAUTEUR DE 52,63 %	À HAUTEUR DE 62,5 %	À HAUTEUR DE 52,63 %
• investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt	HRK	HRL	HRP
• investissements dans votre entreprise	HRM		HRR
• investissements dans votre entreprise avec exploitation directe	HRO		HRT
– Investissements ayant fait l'objet en 2011 d'une demande d'agrément, d'une déclaration d'ouverture de chantier ou d'un acompte d'au moins 50 %			
	À HAUTEUR DE 52,63 %		À HAUTEUR DE 62,5 %
• investissements donnés en location à une entreprise exploitante à laquelle vous rétrocédez la réduction d'impôt	HRU		HRV

1. Collectivités d'outre-mer à compter de cette date. Antérieurement, Saint-Martin et Saint-Barthélemy étaient rattachées administrativement à la Guadeloupe.



Vous pouvez bénéficier de la réduction d'impôt si vous réalisez vous-même l'investissement ou si vous êtes associé d'une société de personnes, d'un groupement d'intérêt économique ou d'un groupement européen d'intérêt économique qui réalise de tels investissements. Vous devez alors détenir vos droits dans ces sociétés ou groupements, directement, ou par l'intermédiaire d'une EURL.

La réduction d'impôt s'applique également aux investissements que vous donnez en location dans le cadre d'un contrat remplissant les conditions prévues par l'article 217 undecies du CGI. Vous devez alors rétrocéder une fraction de la réduction d'impôt à l'exploitant, sous forme d'une diminution du loyer et du prix de cession à l'exploitant. La fraction rétrocédée est égale à :

- pour les investissements d'un montant inférieur à 300 000 €
  - investissements immobiliers engagés avant le 1.1.2011 et investissements ayant reçu un agrément avant le 5.12.2010 : 50 %
  - autres investissements : 52,63 %
- pour les investissements d'un montant supérieur à 300 000 €
  - investissements immobiliers engagés avant le 1.1.2011 et investissements ayant reçu un agrément avant le 5.12.2010 : 60 %
  - autres investissements : 62,5 %.

L'engagement de réaliser un investissement immobilier s'entend :

- pour les biens immobiliers que le contribuable fait construire, de la déclaration d'ouverture de chantier ;
- pour les biens immobiliers acquis en l'état futur d'achèvement, d'un contrat préliminaire de réservation signé et déposé au rang des minutes du notaire ou enregistré au service des impôts au plus tard le 31 décembre de l'année précédant celle de réalisation de l'investissement, à condition que l'acte authentique d'achat correspondant ait été signé au plus tard le 31 mars de l'année de réalisation de l'investissement ;
- pour les biens immobiliers acquis neufs achevés, de la date de signature d'une promesse d'achat ou d'une promesse synallagmatique de vente.

Certains investissements doivent avoir reçu un agrément préalable du ministre chargé du Budget. Il s'agit :

- des investissements d'un montant supérieur à 300 000 € (250 000 € à compter du 1.11.2009) réalisés dans les secteurs suivants : transports, navigation de plaisance, agriculture, pêche maritime, aquaculture, industrie charbonnière, sidérurgie, construction navale, fibres synthétiques, industrie automobile ; rénovation d'hôtel, de résidence de tourisme ou de village de vacances classés ; entreprises en difficulté ; investissements nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public à caractère industriel et commercial ;
- des investissements dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 300 000 € (250 000 € à compter du 1.11.2009) lorsque l'investisseur ne participe pas à l'exploitation ;
- des investissements dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 1 000 000 € lorsque le contribuable participe directement à l'exploitation.

## CALCUL DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT

### Base de calcul

La réduction d'impôt est calculée sur le montant HT de l'investissement, sous déduction des subventions publiques. Les aides locales instituées par les collectivités d'outre-mer, dans le cadre de leur autonomie fiscale propre ne sont pas déduites du montant HT de l'investissement.

### Taux

Les taux de la réduction d'impôt applicables aux investissements réalisés en 2013 sont indiqués dans le tableau 4. Ils sont identiques à ceux applicables aux investissements réalisés en 2012.

La réduction d'impôt est accordée au titre de l'année de réalisation de l'investissement. Toutefois, en cas de construction d'un immeuble ou d'acquisition d'un immeuble à construire, la réduction d'impôt est pratiquée au titre de l'année au cours de laquelle les fondations sont achevées. L'immeuble doit en outre être achevé dans les deux ans suivant la date d'achèvement des fondations.

### CAS PARTICULIER

Depuis le 28.5.2009, la pose de câbles sous-marins de communication desservant pour la première fois les DOM et les COM ouvre droit à la réduction d'impôt lorsque cette technologie apparaît la plus pertinente pour développer le système de communication outre-mer. Les conditions suivantes doivent être remplies :

- l'investissement a fait l'objet d'un agrément préalable du ministre chargé du budget ;
- les fournisseurs sont choisis au terme d'une procédure publique de mise en concurrence ;
- la société exploitante indique, lors de la demande d'agrément, les conditions techniques et financières d'accès aux opérateurs de communications électroniques.

La base de calcul de la réduction d'impôt est égale à la moitié du coût de revient HT des câbles et de la pose. Le bénéfice de la réduction d'impôt est étendu à la pose de câbles de secours lorsque les conditions ci-dessus sont remplies. Dans ce cas, la base de la réduction d'impôt est égale au quart du coût de revient.

Le taux de la réduction d'impôt est de 38 %, 45 % (si l'investissement a été agréé avant le 28.9.2011) ou 50 % (si l'investissement a été agréé avant le 5.12.2010). Toutefois, le montant de l'avantage fiscal peut être réduit de moitié au plus compte tenu du besoin de financement de la société exploitante et de l'impact de l'aide sur les tarifs.

### Report de la réduction d'impôt

Lorsque la réduction d'impôt est supérieure au montant de l'impôt dû au titre de l'année de réalisation de l'investissement, l'excédent est reporté sur les **cinq années suivantes**.

Le montant à reporter est indiqué sur votre dernier avis d'impôt sur le revenu.

- Pour les investissements réalisés avant le 1.1.2009, la fraction de réduction d'impôt non utilisée au terme de ces 5 ans est remboursée dans la limite d'un investissement initial de 1 525 000 € (montant total des investissements réalisés au titre de la même année).

Vous pouvez demander le remboursement de la fraction de report de la réduction d'impôt de 2008 qui excède le montant de l'impôt sur le revenu de 2013, sous déduction de l'ensemble des réductions d'impôt. Cette fraction est indiquée sur l'avis d'impôt sur le revenu de 2013.



Vous devez déposer la demande de remboursement auprès de votre service des impôts des particuliers ou de votre centre des impôts.

En outre, les contribuables agissant à titre professionnel (contribuables qui investissent dans leur propre entreprise) peuvent demander, à compter de la 3<sup>e</sup> année, le remboursement de la fraction de réduction d'impôt non utilisée, dans la limite de 40 % de la réduction d'impôt initiale et d'un montant d'investissement de 1 525 000 €.

– Pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2009, la réduction d'impôt est retenue dans la limite du plafonnement qui s'applique à l'ensemble des réductions d'impôt pour investissement outre-mer prévu par l'article 199 undecies D du CGI (voir page 258).

En outre, seuls les contribuables agissant à titre professionnel peuvent demander, à compter de la 3<sup>e</sup> année, le remboursement de la fraction de réduction d'impôt non utilisée, dans la limite d'un montant de 100 000 € par an ou de 300 000 € par période de 3 ans.

#### À NOTER

Les dispositions qui s'appliquent aux investissements réalisés à compter du 1.1.2009 ne concernent pas :

- les investissements qui ont fait l'objet d'une demande d'agrément ou d'autorisation parvenue à l'administration avant le 1.1.2009 ;
- les acquisitions d'immeubles ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier avant le 1.1.2009 ;
- les acquisitions de biens meubles corporels ou les travaux de réhabilitation d'immeubles pour lesquels des commandes ont été passées et des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés avant le 1.1.2009.

Par ailleurs, la réduction d'impôt afférente aux investissements réalisés à compter du 1.1.2009 est retenue pour le calcul du plafonnement global prévu par l'article 200-0A du CGI.

Tableau 4. Taux de la réduction d'impôt applicables aux investissements réalisés en 2013.

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	TAUX DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT					
	INVESTISSEMENTS AGRÉÉS DU 5.12.2010 AU 27.9.2011			AUTRES INVESTISSEMENTS		
	INVEST. DIRECTS	LOCATION AVEC RÉTROCESSION DE 62,5 %	LOCATION AVEC RÉTROCESSION DE 52,63 %	INVEST. DIRECTS	LOCATION AVEC RÉTROCESSION DE 62,5 %	LOCATION AVEC RÉTROCESSION DE 52,63 %
<b>Tous secteurs d'activité</b>						
Martinique, Guadeloupe, Réunion, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, TAAF, Saint-Martin, Saint-Barthélemy	45 %	48 %	47,5 %	38,25 %	45,3 %	44,12 %
Guyane, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, îles Wallis-et-Futuna	54 %	57,6 %	57 %	45,9 %	54,36 %	52,95 %
<b>Production d'énergie renouvelable<sup>1</sup></b>						
Martinique, Guadeloupe, Réunion, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, TAAF, Saint-Martin, Saint-Barthélemy	54 %	57,6 %	57 %	45,9 %	54,36 %	52,95 %
Guyane, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, îles Wallis-et-Futuna	63 %	67,2 %	66,5 %	53,55 %	63,42 %	61,77 %
<b>Rénovation, réhabilitation d'hôtel</b>						
Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion	63 %	67,2 %	66,5 %	53,55 %	63,42 %	61,77 %
Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, îles Wallis-et-Futuna, TAAF	54 %	57,6 %	57 %	45,9 %	54,36 %	52,95 %
Saint-Martin, Saint-Barthélemy	45 %	48 %	47,5 %	38,25 %	45,3 %	44,12 %
<b>Pose de câbles sous-marins</b>						
Toutes collectivités d'outre-mer	45 %	–	–	38 %	–	–

1. Les investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, réalisés depuis le 29.9.2010 n'ouvrent pas droit à la réduction d'impôt.

La réduction d'impôt est soumise au plafonnement applicable au titre de l'année de réalisation de l'investissement ou, si celle-ci est différente, au cours de laquelle l'investissement a été initié (année au cours de laquelle la demande d'agrément ou la déclaration d'ouverture de chantier a été déposée ou au cours de laquelle un acompte d'au moins 50 % a été versé).

#### PRÉCISIONS

- La réduction d'impôt est subordonnée à la condition que l'investissement soit conservé par l'entreprise et affecté à l'activité pendant 5 ans (ou pendant sa durée normale d'utilisation si elle est inférieure). À défaut, la réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle la condition cesse d'être remplie.
- La fraction de déficit provenant des travaux de réhabilitation et de rénovation réalisés dans un hôtel, une résidence de tourisme ou un village de vacances classé, dans les DOM, qui est donné en location, peut être imputée sur le revenu global. Ce déficit doit être déclaré dans la catégorie des BIC professionnels, bien que l'investisseur ne participe pas de façon personnelle, continue et directe à l'exploitation de l'établissement. Cette possibilité d'imputation sur le revenu global est subordonnée à l'obtention d'un agrément préalable du ministère chargé du Budget.

#### PIÈCES À JOINDRE

L'année de réalisation de l'investissement, vous devez joindre à votre déclaration, un document indiquant :

- le nom et l'adresse de l'entreprise propriétaire de l'investissement ;
- le nom, l'adresse et la nature de l'activité de l'établissement dans lequel l'investissement est exploité ;
- la nature de l'investissement, son prix de revient ;
- le montant des subventions obtenues ou demandées ainsi que les dates de décisions d'octroi ;
- la date à laquelle l'investissement a été livré ou créé par l'entreprise ou mis à sa disposition en cas de crédit-bail ou de location ;
- le cas échéant, une copie de la décision d'agrément ;
- le cas échéant, l'indication du pourcentage de droits détenus dans la société de personnes ou le groupement ayant réalisé l'investissement ;
- chaque année au titre de laquelle vous demandez l'imputation sur le revenu global de la fraction de déficit provenant des travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel, un état fourni par la société de personnes, propriétaire de l'établissement, dans laquelle vous êtes associé.

Pour les investissements réalisés à compter du 28.5.2009, la nature, le lieu de situation, les modalités de financement et les conditions d'exploitation de l'investissement bénéficiant de la réduction d'impôt prévue par l'article 199 undecies B du CGI doivent être déclarés sur le formulaire n° 2083. Cette déclaration doit être souscrite par voie électronique (CGI, art. 242 sexies).

## PLAFONNEMENT DES RÉDUCTIONS D'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS OUTRE-MER

(CGI, art. 199 undecies D ; BOI-IR-RICI-80-20-20)

Le plafonnement concerne les réductions d'impôt prévues par les articles 199 undecies A, 199 undecies B et 199 undecies C du CGI, afférentes aux investissements réalisés outre-mer à compter du 1.1.2009, à l'exception de ceux qui ont fait l'objet avant le 1.1.2009 d'une demande d'agrément parvenue à l'administration, d'une commande accompagnée d'un versement d'acompte d'au moins 50 % ou, pour les immeubles, d'une déclaration d'ouverture de chantier.

Pour l'imposition des revenus de 2013, l'ensemble des réductions d'impôt (et des reports de réductions d'impôt) est plafonné à :

- **30 600 €** (voir tableau 7) ;
- pour les investissements mentionnés à l'article 199 undecies A du CGI, réalisés en 2012 et 2013 dans le secteur du logement et les autres secteurs d'activité, à l'exception des investissements immobiliers engagés avant le 1.1.2012 ;
- pour les investissements mentionnés à l'article 199 undecies B du CGI réalisés en 2012 et 2013, à l'exception des investissements agréés avant le 28.9.2011 ;

- **36 000 €** (voir tableau 6) ;
- pour les investissements mentionnés à l'article 199 undecies A du CGI, réalisés en 2011 dans le secteur du logement et les autres secteurs d'activité, à l'exception des investissements immobiliers engagés avant le 1.1.2011 ;
- pour les investissements mentionnés à l'article 199 undecies B du CGI réalisés en 2011, à l'exception des investissements agréés avant le 5.12.2010 ;

- **40 000 €** (voir tableau 5) ;
- pour les investissements mentionnés à l'article 199 undecies A du CGI réalisés dans le secteur du logement et les autres secteurs d'activité avant le 1.1.2011 et les investissements immobiliers engagés avant cette même date ;
- pour les investissements mentionnés à l'article 199 undecies B du CGI réalisés avant 2011 ou agréés avant le 5.12.2010 ;
- pour les investissements mentionnés à l'article 199 undecies C du CGI réalisés dans le logement social.

Lorsque des investissements relevant de chacun des trois plafonds ont été réalisés,

- le plafond de 40 000 € est d'abord appliqué aux réductions d'impôt (et reports de réductions d'impôt) soumises à ce plafond ;
- ensuite, le total des réductions d'impôt relevant du plafond de 36 000 € est retenu dans la limite de 36 000 € diminuée du montant de la réduction d'impôt retenue au titre des investissements relevant du plafond de 40 000 € ;
- ensuite, le total des réductions d'impôt relevant du plafond de 30 600 € est retenu dans la limite de 30 600 € diminuée du montant des réductions d'impôt retenues au titre des investissements relevant des plafonds de 40 000 € et de 36 000 €.

Pour l'application de ce plafonnement, les réductions d'impôt faisant l'objet d'une rétrocession partielle sont retenues uniquement à hauteur de leur fraction non rétrocédée (la fraction rétrocédée fait l'objet d'un plafonnement spécifique).

Tableau 5. Plafonnement à 40 000 € des réductions d'impôt (RI) pour investissement outre-mer.

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	MONTANT DE LA RI RETENU POUR LE CALCUL DU PLAFONNEMENT <sup>1</sup>	PLAFONNEMENT APPLICABLE <sup>2</sup>	REPORT DE RI EXCÉDANT L'IMPÔT DE L'ANNÉE <sup>3</sup>
<b>Logement ou capital de certaines sociétés</b> (CGI, art. 199 undecies A)	fraction annuelle de la RI	40 000 €	Pas de report de l'excédent
<b>Logement social</b> (CGI, art. 199 undecies C)	– fraction non rétrocédée (35 % de la RI)	40 000 €	Report sur les 5 années suivantes
	– fraction rétrocédée (65 % de la RI)	74 286 € <i>plafonnement spécifique</i> <sup>4</sup>	
<b>Investissement dans le cadre d'une entreprise</b> (CGI, art. 199 undecies B):			
– Investissement donné en location, avec rétrocession d'une fraction de la RI	– fraction non rétrocédée (40 % ou 50 % de la RI)	40 000 €	Report sur les 5 années suivantes
	– fraction rétrocédée • si taux 60 % • si taux 50 %	60 000 € <i>plafonnement spécifique</i> 40 000 € <i>plafonnement spécifique</i>	
– Investissement dans sa propre entreprise • avec participation à l'exploitation	RI calculée sur le montant de l'investissement	100 000 €/an ou 300 000 € par période de 3 ans <i>plafonnement spécifique</i> <sup>5</sup>	Report sur les 5 années suivantes <sup>6</sup>
• sans participation à l'exploitation		40 000 €	Report sur les 5 années suivantes

1. Y compris les reports de réduction d'impôt acquis au titre d'une année antérieure pour des investissements de même nature réalisés à compter du 1.1.2009.  
2. Sauf option du contribuable pour le plafonnement à 15 % du revenu imposable.  
3. Avant application du plafonnement outre-mer.  
4. 13 fois le 1/7<sup>e</sup> de 40 000 €.  
5. Selon le choix du contribuable.  
6. La fraction de RI non imputée peut être remboursée à compter de la 3<sup>e</sup> année dans la limite de 100 000 € par an ou 300 000 € par période de 3 ans.

Tableau 6. Plafonnement à 36 000 € des réductions d'impôt (RI) pour investissement outre-mer.

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	MONTANT DE LA RI RETENU POUR LE CALCUL DU PLAFONNEMENT	PLAFONNEMENT APPLICABLE <sup>1</sup>	REPORT DE RI EXCÉDANT L'IMPÔT DE L'ANNÉE <sup>2</sup>
<b>Logement ou capital de certaines sociétés</b> (CGI, art. 199 undecies A)	fraction annuelle de la RI	36 000 €	Pas de report de l'excédent
<b>Investissement dans le cadre d'une entreprise</b> (CGI, art. 199 undecies B)			
– Investissement donné en location, avec rétrocession d'une fraction de la RI	– fraction non rétrocédée (37,5 % ou 47,37 % de la RI)	36 000 €	Report sur les 5 années suivantes
	– fraction rétrocédée • si taux 62,5 % • si taux 52,63 %	60 000 € <i>plafonnement spécifique</i> 40 000 € <i>plafonnement spécifique</i>	
– Investissement dans sa propre entreprise • avec participation à l'exploitation	RI calculée sur le montant de l'investissement	90 000 € / an ou 270 000 € par période de 3 ans <i>plafonnement spécifique</i> <sup>3</sup>	Report sur les 5 années suivantes <sup>4</sup>
• sans participation à l'exploitation		36 000 €	Report sur les 5 années suivantes

1. Sauf option du contribuable pour le plafonnement à 13 % du revenu imposable.  
2. Avant application du plafonnement outre-mer.  
3. Selon le choix du contribuable.  
4. La fraction de RI non imputée peut être remboursée à compter de la 3<sup>e</sup> année dans la limite de 100 000 € par an ou de 300 000 € par période de 3 ans.

Au lieu du plafonnement en valeur absolue à 30 600 € (ou 36 000 € ou 40 000 €), le contribuable peut opter pour le plafonnement des réductions d'impôt en pourcentage du revenu imposable soit respectivement 11 %, 13 % ou 15 %.

Le revenu à prendre en compte est le revenu net global servant de base au calcul de l'impôt sur le revenu pour l'ensemble du foyer fiscal, augmenté des revenus nets taxés au quotient (avant application des abattements prévus en faveur des personnes âgées et des enfants mariés rattachés).

Dans ce cas, lorsqu'une partie de la réduction d'impôt est rétrocédée, c'est son montant total (y compris la fraction rétrocédée) qui est retenu pour apprécier le plafonnement.

En cas d'option pour le plafonnement à 11 %, 13 % ou 15 % du revenu imposable, lorsque le plafonnement à 30 600 €, 36 000 € ou 40 000 € est plus favorable au contribuable, c'est ce dernier qui est appliqué.

Tableau 7. Plafonnement à 30 600 € des réductions d'impôt (RI) pour investissement outre-mer.

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	MONTANT DE LA RI RETENU POUR LE CALCUL DU PLAFONNEMENT	PLAFONNEMENT APPLICABLE <sup>1</sup>	REPORT DE RI EXCÉDANT L'IMPÔT DE L'ANNÉE <sup>2</sup>
<b>Logement ou capital de certaines sociétés</b> (CGL, art. 199 undecies A)	fraction annuelle de la RI	30 600 €	Pas de report de l'excédent
<b>Investissement dans le cadre d'une entreprise</b> (CGL, art. 199 undecies B)			
– Investissement donné en location, avec rétrocession d'une fraction de la RI	– fraction non rétrocédée (37,5 % ou 47,37 % de la RI)	30 600 €	Report sur les 5 années suivantes
	– fraction rétrocédée • si taux 62,5 % • si taux 52,63 %	51 000 € <i>plafonnement spécifique</i> 34 000 € <i>plafonnement spécifique</i>	
– Investissement dans sa propre entreprise • avec participation à l'exploitation	RI calculée sur le montant de l'investissement	76 500 € / an ou 229 500 € par période de 3 ans <i>plafonnement spécifique</i> <sup>3</sup>	Report sur les 5 années suivantes <sup>4</sup>
• sans participation à l'exploitation		30 600 €	Report sur les 5 années suivantes

1. Sauf option du contribuable pour le plafonnement à 13 % du revenu imposable.

2. Avant application du plafonnement outre-mer.

3. Selon le choix du contribuable.

4. La fraction de RI non imputée peut être remboursée à compter de la 3<sup>e</sup> année dans la limite de 100 000 € par an ou de 300 000 € par période de 3 ans.

# PLAFONNEMENT GLOBAL DES AVANTAGES FISCAUX

(CGI, art. 200-0 A; BOI-IR-LIQ-20-20-10)

Depuis l'imposition des revenus de 2009, le montant global de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux est plafonné pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Le plafonnement s'applique aux avantages fiscaux accordés en contrepartie d'un investissement ou d'une prestation dont bénéficie le contribuable. Ceux-ci peuvent prendre la forme de déductions en revenus fonciers, de réductions d'impôt ou de crédits d'impôt, au titre de dépenses payées ou d'investissements réalisés à compter du 1.1.2009.

L'ensemble des réductions et crédits d'impôt (y compris le montant des reports de réductions d'impôt) sont pris en compte dans le plafonnement global à l'exception de ceux qui sont expressément exclus par la loi.

Sont notamment concernés par le plafonnement global les avantages suivants :

- l'avantage en impôt procuré par les déductions au titre de l'amortissement Robien, Borloo, Robien SCPI, Borloo SCPI (investissements réalisés en 2009). Le montant d'impôt retenu est déterminé par application du taux marginal d'imposition au montant de l'amortissement déduit;
- les réductions d'impôt suivantes (ainsi que les reports de réductions d'impôt) afférentes aux dépenses et aux investissements réalisés depuis le 1.1.2009 :
  - emploi d'un salarié à domicile;
  - investissement locatif "loi Scellier";
  - investissements destinés à la location meublée non professionnelle;
  - investissements dans le secteur du tourisme;
  - investissements dans les résidences hôtelières à vocation sociale;
  - restauration complète d'un immeuble "Malraux" pour les opérations engagées avant le 1.1.2013;
  - investissement locatif intermédiaire "loi Duflot";
  - investissements forestiers;
  - investissements outre-mer (décisions d'investissement prises à compter du 1.1.2009);
  - souscription au capital de PME, de petites entreprises, de FCPI, de FIP, de FIP investis en Corse, de FIP investis outre-mer;
  - souscription au capital de SOFICA;
  - travaux de conservation ou rénovation d'objets mobiliers classés monuments historiques;
  - dépenses de protection du patrimoine naturel;
- les crédits d'impôt suivants :
  - emploi d'un salarié à domicile;
  - frais de garde des jeunes enfants;
  - dépenses en faveur de la qualité environnementale de l'habitation principale et des logements donnés en location;
  - intérêts d'emprunt pour acquisition de l'habitation principale;
  - assurance pour loyers impayés des locations conventionnées.

## À NOTER

Lorsque les investissements productifs outre-mer ouvrant droit à la réduction d'impôt prévue par l'article 199 undecies B du CGI sont mis à la disposition d'une entreprise par un contrat de location, la réduction d'impôt est en partie rétrocédée à l'entreprise ou à l'organisme locataire. Pour tenir compte de cette spécificité, les réductions d'impôt acquises au titre de ces investissements (ainsi que, le cas échéant, les reports de réduction d'impôt) sont retenues, pour l'application du plafonnement, seulement à hauteur de leur fraction non rétrocédée.

Pour les investissements outre-mer dans le secteur du logement social (article 199 undecies C du CGI) avec rétrocession de 65 %, la réduction d'impôt est retenue seulement à hauteur de 35 % de son montant total.

L'avantage en impôt procuré par les avantages fiscaux concernés par le plafonnement est limité, au titre d'une même année d'imposition et pour un même foyer fiscal, à la somme de :

- 25 000 € majorée de 10 % du revenu imposable<sup>1</sup> (plafond 2009) pour les avantages fiscaux afférents à des dépenses payées ou des investissements réalisés en 2009 (avantages 2009);
- 20 000 € majorée de 8 % du revenu imposable (plafond 2010) pour les avantages fiscaux afférents à des dépenses payées ou des investissements réalisés en 2010 (avantages 2010);
- 18 000 € majorée de 6 % du revenu imposable (plafond 2011) pour les avantages fiscaux afférents à des dépenses payées ou des investissements réalisés en 2011 (avantages 2011);
- 18 000 € majorée de 4 % du revenu imposable (plafond 2012) pour les avantages fiscaux afférents à des dépenses payées ou des investissements réalisés en 2012 (avantages 2012);
- 10 000 €, majorée de 8 000 € pour les réductions d'impôt en faveur des investissements outre-mer et des souscriptions au capital de SOFICA (plafond 2013), pour les avantages fiscaux afférents à des dépenses payées ou des investissements réalisés en 2013 (avantages 2013).

Pour appliquer le plafonnement, deux montants d'impôt sont calculés, puis comparés :

- premièrement, l'impôt déterminé compte tenu de l'ensemble des éléments déclarés, notamment de toutes les charges ouvrant droit à réduction et à crédit d'impôt;
- deuxièmement, l'impôt déterminé en écartant les charges ouvrant droit aux réductions et crédits d'impôt concernés par le plafonnement.

1. Le revenu imposable retenu est le revenu net global (total des revenus catégoriels nets soumis au barème après déduction de la CSG déductible, des charges et des abattements pour personnes âgées ou invalides et enfants mariés rattachés) majoré de la fraction des revenus nets taxés au quotient, après division par le quotient.

Lorsque la différence entre ces deux montants d'impôt (avantages fiscaux à plafonner) excède le montant du plafond, l'excédent est ajouté à la première imposition calculée compte tenu de l'ensemble des éléments déclarés.

Si la différence n'excède pas le plafond, la première imposition calculée n'est pas modifiée.

Lorsqu'un contribuable bénéficie, au titre de dépenses ou d'investissements réalisés en 2013, à la fois d'avantages fiscaux relevant du plafond de 10 000 € et d'autres avantages relevant du plafond de 18 000 €, ces deux plafonds sont appliqués successivement :

- le total des avantages fiscaux relevant du plafond de 10 000 € (A1) est comparé à ce montant. L'excédent éventuel ( $A1 > 10\,000\text{ €}$ ) est ajouté à l'impôt dû par le contribuable ;
- le total des avantages fiscaux relevant de ce premier plafond (A1), retenu dans la limite de 10 000 €, est ajouté au total des avantages fiscaux pour investissements outre-mer et Sofica relevant du plafond de 18 000 €. La somme ainsi calculée (A2) est comparée à ce montant de 18 000 €. L'excédent éventuel ( $A2 > 18\,000\text{ €}$ ) est ajouté à l'impôt dû par le contribuable.

Lorsque le contribuable bénéficie simultanément d'avantages fiscaux initiés en 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 produisant leurs effets pour l'imposition des revenus de 2013, le plafonnement applicable est déterminé selon la méthode suivante :

- en premier lieu, on compare les avantages fiscaux relevant des plafonds de 2013 avec le plafond de 10 000 € puis avec le plafond de 18 000 € lorsque le contribuable dispose de réductions d'impôt en faveur d'investissements outre-mer ou de souscriptions au capital de SOFICA ;
- puis on compare les avantages fiscaux relevant du plafond de 2012 avec le plafond de 18 000 € majoré de 4 % du revenu ;
- puis on compare les avantages fiscaux relevant du plafond de 2011 avec le plafond de 18 000 € majoré de 6 % du revenu ;
- puis on compare les avantages fiscaux relevant du plafond de 2010 avec le plafond de 20 000 € majoré de 8 % du revenu ;
- enfin on compare les avantages fiscaux relevant du plafond de 2009 avec le plafond de 25 000 € majoré de 10 % du revenu.

Dans chacune de ces étapes, l'excédent éventuel est ajouté à la cotisation du contribuable.

Lorsque le plafond retenu au titre d'une année n'est pas atteint, les avantages fiscaux qui lui sont associés sont ajoutés aux avantages fiscaux initiés l'année précédente avant d'être comparés au plafond correspondant.

Lorsque le plafond retenu au titre d'une année est atteint, les avantages fiscaux qui lui sont associés sont ajoutés, pour leur montant après plafonnement, aux avantages fiscaux acquis l'année précédente.

## À NOTER

Les avantages fiscaux liés à la situation personnelle du contribuable ou à la poursuite d'un objectif d'intérêt général sans contrepartie (dons, mécénat...) sont exclus du plafonnement. Les crédits d'impôt bénéficiant aux entrepreneurs individuels (BIC, BNC, BA) sont également exclus du plafonnement dès lors qu'ils sont applicables tant en matière d'impôt sur le revenu que d'impôt sur les sociétés.

Les reports et étalements de réductions d'impôt restent soumis au plafond applicable lorsque la réduction d'impôt a été acquise.

## PRÉCISIONS

Certains investissements réalisés au cours d'une année donnée mais initiés au cours d'une année antérieure sont soumis au plafonnement applicable au titre de cette année antérieure. Il s'agit des investissements suivants :

- investissements locatifs "Scellier" pour lesquels une promesse d'achat ou une promesse synallagmatique a été souscrite ou, en cas de construction d'un logement par le contribuable, investissements pour lesquels la demande de permis de construire a été déposée avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de réalisation de l'investissement ;
- investissements dans le secteur de la location meublée non professionnelle pour lesquels une promesse d'achat ou une promesse synallagmatique a été souscrite avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de réalisation de l'investissement ;
- investissements outre-mer : investissements ayant fait l'objet d'une demande d'agrément avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de réalisation de l'investissement ; acquisition d'immeubles ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier avant cette date ; acquisitions de biens meubles corporels ou travaux de réhabilitation d'immeubles commandés ou engagés et ayant donné lieu au versement d'un acompte d'au moins 50 % avant cette même date.

Le plafond 2013 ne s'applique pas aux investissements "Scellier" réalisés en 2013 dès lors qu'ils ouvrent droit à la réduction d'impôt à condition d'avoir été engagés en 2012 (promesse d'achat signée en 2012 ou, pour un logement acquis en l'état futur d'achèvement, contrat de réservation enregistré en 2012). C'est le plafond 2012 qui s'applique.

La réduction d'impôt "Malraux" est exclue du calcul du plafonnement global lorsqu'elle est accordée au titre d'opérations engagées à compter de 2013. Lorsque la demande de permis de construire ou la déclaration de travaux a été déposée avant 2013, la réduction d'impôt est soumise au plafonnement global 2012. Toutefois, la réduction d'impôt accordée au titre de la souscription de parts de SCPI à compter du 1.1.2013, est exclue du plafonnement global, quelle que soit la date de demande de permis de construire ou de déclaration de travaux.

Lorsqu'elle est accordée au titre de souscriptions au capital de petites entreprises effectuées à compter du 1.1.2013, la fraction de la réduction d'impôt qui excède le montant du plafonnement global peut être reportée sur les cinq années suivantes.



# DIVERS REVENUS ET IMPUTATIONS

DIVERS.....	265
CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE SUR LES HAUTS REVENUS.....	269
FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX.....	270

CONVENTIONS INTERNATIONALES.....	271
TAUX EFFECTIF.....	272
REVENUS EXCEPTIONNELS OU DIFFÉRÉS.....	273

## DIVERS

### Indemnités des élus locaux

① Indiquez lignes **8BY** et **8CY**, le montant des indemnités d'élus locaux soumises à la retenue à la source : indemnité brute, sous déduction des cotisations sociales, de la CSG déductible et de la fraction représentative de frais d'emploi (voir p. 79).

### Plus-values en report d'imposition

② Le montant prérempli ligne **8UT** correspond au montant encore en report d'imposition au 31.12.2013 au titre des plus-values suivantes :

- plus-values d'échange ou d'apport de titres réalisées avant le 1.1.2000 (II de l'art. 92 B et I ter de l'art. 160 du CGI);
- plus-values de cession réalisées avant le 1.1.2006 lorsque le produit de la cession a été réinvesti dans le capital d'une société nouvelle non cotée (art. 92 B decies, II de l'art. 160 et art. 150-0 C du CGI);
- gains d'apport à une société d'une créance trouvant son origine dans une clause de complément de prix à recevoir en exécution d'une clause d'indexation, réalisés depuis le 1.1.2007 (art. 150-0 B bis du CGI);
- plus-values de cession réalisées depuis le 1.1.2011 lorsqu'une partie du produit de la cession est réinvestie dans un ou plusieurs fonds ou sociétés (art. 150-0 D bis du CGI);
- plus-values d'apport de titres à une société contrôlée par l'apporteur réalisées à compter du 14.11.2012 (art. 150-0 B ter du CGI).

Si le montant des plus-values en report d'imposition a été modifié en 2013, notamment :

- si le report d'imposition d'une des plus-values précitées a expiré en 2013,
  - ou si vous avez réalisé une plus-value en report d'imposition en 2013 (art. 150-0 B bis, art. 150-0 D bis ou 150-0 B ter du CGI),
- indiquez ligne **8UT** le montant total des plus-values demeurant en report d'imposition au 31.12.2013.

Pour les plus-values réalisées en 2013, indiquez ligne **8UT** leur montant après déduction, le cas échéant, de l'abattement pour durée de détention prévu au 1 de l'article 150-0 D du CGI.

### Taux effectif

③ Indiquez ligne **8TI** les revenus non imposables en France que vous n'avez pas mentionnés aux rubriques correspondantes de la 2042<sup>1</sup> mais qui doivent être pris en compte pour le calcul du taux effectif d'imposition (voir toutefois les précisions "À noter" ci-dessous). Indiquez ligne **8TI** le montant des revenus nets de charges et d'impôt payé à l'étranger.

Utilisez le tableau figurant page 4 de la 2047<sup>1</sup> ou le cadre "Renseignements complémentaires" page 2 de votre 2042<sup>1</sup> pour préciser le détail et la nature de ces sommes.

L'imposition de vos autres revenus (ceux qui ne sont pas exonérés d'impôt en France) sera calculée selon la règle du taux effectif (voir p. 272).

#### À NOTER

Ne reportez pas ligne **8TI** le montant des revenus soumis au régime fiscal de l'auto-entrepreneur (CGI, art. 150-0) ni les honoraires de prospection commerciale exonérés (CGI, art. 93-0A) retenus pour le calcul du taux effectif mais indiqués par ailleurs dans les rubriques spécifiques de la 2042 C PRO<sup>1</sup>.

À compter de l'imposition des revenus de 2013, le montant des salaires et primes des salariés détachés à l'étranger (y compris les marins pêcheurs), exonérés d'impôt sur le revenu en application de l'article 81 A I et II du CGI, doit être déclaré lignes **1AC** à **1DC** de la 2042 C<sup>1</sup> si vous n'avez pas d'autres revenus retenus pour le calcul du taux effectif. Ne reportez pas ce montant ligne **8TI** de la 2042<sup>1</sup>.

De même, si vos seuls revenus de source étrangère sont des salaires ou pensions exonérés en France et retenus pour le calcul du taux effectif, vous êtes dispensé de souscrire une 2047<sup>1</sup>. Indiquez le montant de ces revenus lignes **1AC** à **1DC** ou **1AH** à **1DH** de la 2042 C<sup>1</sup> sans les reporter ligne **8TI** (voir p. 98).

Figure 1. Déclaration n° 2042 K.

8 I DIVERS		DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2
Élus locaux indemnités de fonction soumises à la retenue à la source .....	8BY	①	8CY ①
Plus-values connues en report d'imposition non expiré. Si ce montant est inexact, corrigez case 8UT .....	8UT	②	②
Revenus exonérés retenus pour le calcul du taux effectif si vous n'avez pas uniquement des salaires et pensions exonérés .....	8TI	③	③
Revenus étrangers imposables en France, ouvrant droit à un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français .....	8TK		



## Crédit d'impôt égal à l'impôt français

Indiquez ligne **8TK** le montant brut total des revenus qui sont imposables en France mais qui ont déjà été imposés dans l'État d'où ils proviennent et ouvrent droit à un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français correspondant.

Indiquez également le montant brut de ces revenus (avant retenue à la source) à la rubrique de la **2042** correspondante à la catégorie des revenus perçus.

Le crédit d'impôt représentatif de l'impôt français sera calculé par les services fiscaux et imputé sur l'impôt dû au titre de l'ensemble des revenus correspondants.

*Montant du crédit d'impôt = impôt sur les revenus soumis au barème x (revenus étrangers nets imposables / ensemble des revenus nets imposables).*

N'oubliez pas de préciser l'identité du bénéficiaire, le pays ou territoire d'où proviennent ces revenus, leur nature et leur montant brut, le montant des charges déductibles afférentes à ces revenus. (Voir commentaires concernant la **2047**, p. 303).

## Revenus exonérés en France

**1** Cochez la case **8FV** si vous avez perçu en 2013 des revenus exonérés en France et non pris en compte pour le calcul du taux effectif :

- revenus en provenance d'organismes internationaux (tels que l'OCDE et l'UNESCO), de missions diplomatiques ou consulaires ;
- soldes des militaires étrangers en poste en France couverts par un accord de défense particulier ;
- pensions des retraités des communautés européennes.

Vous devrez indiquer leur montant sur l'avis d'impôt sur les revenus de 2013 lorsqu'un organisme vous demandera une copie de cet avis.

## Contrats d'assurance-vie à l'étranger

**2** Si en 2013, vous (ou l'un des membres de votre foyer fiscal) avez souscrit, modifié ou dénoué un contrat d'assurance-vie auprès d'un organisme établi hors de France, cochez la case **8TT** et joignez à votre déclaration de revenus une déclaration sur papier libre, signée, indiquant :

- l'adresse du siège de l'organisme d'assurance et, le cas échéant, de la succursale concernée ;
- l'identification du souscripteur ;
- la désignation du contrat et ses principales caractéristiques ;
- la date de prise d'effet du contrat et sa durée ;
- les opérations de rachat effectuées au cours de l'année 2013.

En cas de défaut de déclaration des contrats d'assurance-vie souscrits, modifiés ou dénoués auprès d'un organisme établi à l'étranger, les sanctions fiscales suivantes sont applicables :

- une amende de 1 500 € par contrat non déclaré, portée à 10 000 € lorsque le contrat est ouvert dans un État qui n'a pas

conclu avec la France une convention d'assistance administrative permettant l'accès aux renseignements bancaires ;

- lorsque le total de la valeur des contrats non déclarés est égal ou supérieur à 50 000 € au 31.12.2013, l'amende est portée à 5 % de la valeur de chaque contrat non déclaré sans pouvoir être inférieure, selon le cas, à 1 500 € ou 10 000 € (CGI, art. 1649 AA et 1766 ; BOI-CF-INF-20-10).

## Comptes bancaires à l'étranger

**3** Si vous (ou l'un des membres de votre foyer fiscal) avez ouvert, utilisé ou clôturé des comptes bancaires à l'étranger en 2013, cochez la case **8UU** et joignez à votre déclaration de revenus, un imprimé n° 3916 (ou une déclaration sur papier libre) indiquant les références de ces comptes et l'adresse des établissements financiers.

En cas d'absence de déclaration d'un compte bancaire ouvert à l'étranger, une amende de 1 500 € est appliquée. Le montant de l'amende est porté à 10 000 € lorsque le compte est ouvert dans un État qui n'a pas conclu avec la France une convention d'assistance administrative permettant l'accès aux renseignements bancaires. Si le total des soldes créditeurs du ou des comptes à l'étranger non déclarés est égal ou supérieur à 50 000 € au 31.12.2013, l'amende par compte non déclaré est égale à 5 % du solde créditeur sans pouvoir être inférieure, selon le cas, à 1 500 € ou 10 000 € (CGI, art. 1649 A et 1736 ; BOI-CF-CPF-30-20).

## Retenue à la source ou impôt payé à l'étranger

**4** Portez case **8TA** de la **2042** :

- la retenue à la source effectuée sur les rémunérations non commerciales, les salaires, les pensions et rentes viagères de source française si vous êtes fiscalement domicilié hors de France ;
- le crédit d'impôt représentatif de l'impôt payé à l'étranger sur des revenus encaissés à l'étranger et imposables en France si vous êtes fiscalement domicilié en France (voir commentaires concernant la **2047**, p. 303).

Joignez à votre déclaration :

- pour la retenue à la source, si vous êtes domicilié hors de France, le tableau annexé à la notice **2041E** ;
- pour le crédit d'impôt, si vous êtes domicilié en France, une note indiquant le détail et l'origine des revenus encaissés à l'étranger (CGI, art. 199 quater A et 197 B).

Lorsque le montant indiqué case 8TA est supérieur au montant de l'impôt dû, l'excédent n'est pas restitué.

### PRÉCISION

Les indemnités versées aux députés européens élus en 2009 sont soumises, de plein droit, à un impôt interne européen prélevé à la source. Ce régime peut s'appliquer aussi, sur option, aux députés réélus en 2009.

Figure 2. Déclaration n° 2042 K.

8 I DIVERS		
Revenus étrangers imposables en France, ouvrant droit à un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français	8TK	
Revenus exonérés non retenus pour le calcul du taux effectif organismes internationaux, missions diplomatiques ou consulaires	8FV	COCHEZ 1
Contrats d'assurance-vie conclus à l'étranger joignez la liste des contrats	8TT	COCHEZ 2
Comptes bancaires à l'étranger joignez la déclaration n° 3916 ou la liste des comptes sur papier libre	8UU	COCHEZ 3

Ces indemnités sont également soumises à l'impôt sur le revenu en France et la double imposition est écartée par l'application d'un crédit d'impôt égal à l'impôt européen. Le montant brut des indemnités (avant déduction de l'impôt européen) est à déclarer ligne 1AP ou 1BP de la 2042<sup>1</sup> et l'impôt européen ligne 8TA de la 2042<sup>1</sup>. L'imputation de cet impôt est limitée au montant de l'impôt sur le revenu dû en France au titre de ces seules indemnités. Il ne peut pas donner lieu à restitution.

Lorsque le député exerce en France un mandat local ou une activité professionnelle au titre desquels il est affilié à un régime de sécurité sociale français, ces indemnités parlementaires sont soumises à la CSG et à la CRDS sur les revenus d'activité. Elles doivent alors être déclarées ligne 8TR de la 2042<sup>1</sup>.

## Revenus de source étrangère soumis à la CSG et à la CRDS

Si vous êtes fiscalement domicilié en France et à la charge d'un régime obligatoire français d'assurance-maladie, vos revenus d'activité et de remplacement de source étrangère sont imposables à la CSG et à la CRDS, sous réserve de l'application des conventions internationales.

Il s'agit notamment des pensions de source étrangère ou, si ces prélèvements sociaux n'ont pas été précomptés par l'employeur, des salaires de source étrangère.

Désormais, la CSG et la CRDS sur ces revenus d'activité et de remplacement de source étrangère sont calculées en appliquant les règles d'assiette et de taux prévues par la législation sociale mais elles sont recouvrées par voie de rôle comme la CSG sur les revenus du patrimoine.

Tableau 1. Modalités de calcul de la CSG.

NATURE DES REVENUS DE SOURCE ÉTRANGÈRE	BASE DE CALCUL <sup>1</sup>	TAUX DE CSG APPLICABLE
Traitements, salaires	98,25 % <sup>2</sup>	7,5 %
Allocations de chômage	98,25 % <sup>2</sup>	Exonération <sup>3</sup> 3,8 % <sup>4</sup> 6,2 %
Indemnités maladie, maternité, accident	100 %	6,2 %
Pensions de retraite ou d'invalidité	100 %	Exonération <sup>3</sup> 3,8 % <sup>4</sup> 6,6 %
Revenus non salariaux	100 %	7,5 %

1. En % du montant brut du revenu.  
2. La déduction forfaitaire pour frais de 1,75 % s'applique uniquement à la fraction du revenu qui n'excède pas 4 fois le plafond de la sécurité sociale (148 128 € en 2013).  
3. Lorsque le revenu fiscal de référence de l'avant dernière année précédant celle de la perception des revenus n'excède pas le montant prévu par l'article 1417-I et III du CGI (voir tableau 2).  
4. Lorsque la cotisation d'impôt sur le revenu de l'année précédente, avant imputation des crédits d'impôt, n'excède pas 61 €.

Figure 3. Déclaration n° 2042 C.

5 Déclarez le montant de vos revenus d'activité et de remplacement de source étrangère imposables à la CRDS et à la CSG, cases **8TR à 8TX** selon le taux de CSG qui leur est applicable.

Les taux de CSG applicables et les modalités de détermination du montant à déclarer, selon la nature des revenus, sont indiqués dans le tableau 1.

Le montant du revenu à déclarer est la base qui doit être soumise à la CSG sur les revenus d'activité et de remplacement déterminée en appliquant la réglementation sociale (art. L 136-1 à L 136-5 et L 136-8 du code de la sécurité sociale).

Pour les traitements, salaires et allocations de chômage, il s'agit du montant brut du revenu perçu (avant déduction des cotisations ou charges), après application de la déduction forfaitaire pour frais de 1,75 % pour la fraction du revenu qui est inférieure à 4 fois le plafond annuel de la sécurité sociale.

Pour les autres revenus (revenus non salariaux, pensions de retraite ou d'invalidité, indemnités journalières de maladie, maternité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle notamment), la CSG et la CRDS s'appliquent sur la totalité du revenu sans abattement.

Une exonération de CSG et de CRDS est prévue pour les pensions de retraite et d'invalidité et les allocations de chômage lorsque votre revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année précédant celle de la perception du revenu (revenu fiscal de référence de l'année 2011 pour l'imposition des revenus de l'année 2013) n'excède pas les plafonds prévus par l'article 1417 I du CGI (voir tableau 2).

En outre, ces revenus sont soumis à un taux réduit lorsque la cotisation d'impôt sur le revenu de l'année précédente (impôt à payer en 2012 sur les revenus de 2011), avant imputation des crédits d'impôt, n'excède pas 61 €.

### À NOTER

Les revenus d'activité de source étrangère doivent en outre être déclarés dans les rubriques concernées lorsqu'ils sont imposables à l'impôt sur le revenu.

Tableau 2. Seuils d'exonération de CSG et de CRDS.

REVENU FISCAL DE RÉFÉRENCE 2011	MÉTROPOLE	MARTINIQUE, GUADELOUPE, RÉUNION	GUYANE
Première part	10 024	11 861	12 402
Majoration :			
– première demi-part supplémentaire	2 676	2 833	3 414
– demi-part supplémentaire à partir de la 2 <sup>e</sup>	2 676	2 676	2 676

## 8 | DIVERS

**Retenue à la source en France** Report de l'annexe n° 2041 E ou **impôt payé à l'étranger** Report de la déclaration n° 2047 ..... **8TA** **4**

**Retenue à la source élus locaux** Voir document n° 2041 GI ..... **8TH**

**Revenus d'activité et de remplacement de source étrangère** Voir document n° 2041 GG

Revenus imposables à la CRDS et à la CSG au taux de :

– salaires ..... 7,5 % **8TR** **5** ..... revenus non salariaux ..... 7,5 % **8TQ**  
– pensions, indemnités de maladie, etc ..... 6,6 % **8TV** ..... 6,2 % **8TW** ..... 3,8 % **8TX**

## Retenue à la source des élus locaux

Élu local, si vos indemnités ont été soumises à retenue à la source en l'absence d'option pour l'imposition dans la catégorie des traitements et salaires, vous pouvez vous raviser au moment du dépôt de la déclaration.

Dans ce cas, il vous faut déclarer le montant total des indemnités perçues en 2013, dans la rubrique "Traitements, salaires", lignes 1AP à 1DP, et inscrire case **8TH** le montant de la retenue à la source effectuée sur ces indemnités. Cette somme s'imputera sur l'impôt dû.

## Taux moyen

① Si vous n'avez pas votre domicile fiscal en France et si vous estimez que le taux moyen de l'impôt résultant de l'application du barème progressif à l'ensemble de vos revenus de source française et étrangère est inférieur à 20 % (ou 14,4 % pour les revenus ayant leur source dans les départements d'outre-mer), indiquez case **8TM** le montant total de vos revenus de source française et étrangère.

Vous devez déposer en même temps que votre déclaration de revenus, les justifications nécessaires pour bénéficier de l'imposition au taux moyen : copie certifiée conforme de l'avis d'imposition émis par l'administration fiscale de l'État de résidence ; double de la déclaration des revenus souscrite dans cet État à raison des revenus de l'ensemble des membres du foyer fiscal.

Si les obligations déclaratives de votre État de résidence ne permettent pas de produire ces documents, joignez tous documents probants qui permettent d'établir le montant et la nature de ces revenus et une attestation de l'administration fiscale étrangère certifiant que ces éléments ont été pris en compte pour être imposés.

## Transfert de votre domicile à l'étranger

② Indiquez case **8TN** le montant de l'impôt afférent aux plus-values et créances imposées à la suite du transfert de votre domicile fiscal hors de France intervenu avant le 1.1.2005 ou à compter du 3.3.2011, pour lequel vous bénéficiez d'un sursis de paiement (voir p. 133).

## Reprises de réductions ou de crédits d'impôt

Indiquez case **8TF** les reprises de réductions ou de crédits d'impôt dont vous avez bénéficié les années antérieures notamment au titre des dépenses suivantes :

– dépenses effectuées dans votre habitation principale dont vous avez obtenu le remboursement en 2013 ;

- primes des contrats d'épargne handicap, en cas de résiliation du contrat avant l'expiration du délai minimum de six ans ;
- investissements outre-mer et investissements locatifs, en cas de non-respect des engagements ;
- souscriptions au capital des PME, en cas de cession ou de rachat des titres ou de remboursement des apports en numéraire avant le 31 décembre de la 5<sup>e</sup> année suivant celle de la souscription ;
- souscriptions au capital des FCPI ou des FIP en cas de non-respect de l'engagement de conservation des parts ou de la composition de l'actif du fonds ;
- souscriptions au capital de SOFICA, en cas de non-respect de l'engagement de conservation des titres ;
- intérêts pour paiement différé accordé aux agriculteurs, en cas de résolution ou annulation du contrat de vente.

## Crédit d'impôt égal aux prélèvements forfaitaires effectués à Mayotte en 2013

À compter de l'imposition des revenus perçus en 2013, l'impôt sur le revenu s'applique à Mayotte, qui avait auparavant un régime fiscal autonome. Toutefois, par exception, les prélèvements, impositions forfaitaires et retenues à la source libératoires ou non libératoires prévus par le CGI ne s'appliquent qu'à compter du 1.1.2014. Les revenus perçus à Mayotte en 2013 ont été soumis aux prélèvements et retenues à la source prévus par le code général des impôts de Mayotte.

Lorsque des prélèvements, impositions forfaitaires et retenues à la source non libératoires ont été opérés, en application du code général des impôts de Mayotte, sur des revenus imposables à l'impôt sur le revenu, ils ouvrent droit à un crédit d'impôt afin d'éviter une double imposition. Si le montant de ce crédit d'impôt excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

Ainsi, si vous avez été soumis en 2013 à la retenue à la source sur vos salaires ou pensions, vous devez déclarer ces revenus lignes 1AJ ou 1AS et suivantes. Vous devez indiquer le montant de la retenue à la source, qui ouvre droit à crédit d'impôt, ligne 8UV de la 2042Mayotte.

Lorsque les prélèvements effectués sont libératoires de l'impôt sur le revenu en application du code général des impôts de Mayotte, ils sont également libératoires de l'impôt sur le revenu prévu par le CGI. Ainsi, si vous avez perçu en 2013 des revenus de capitaux mobiliers (dividendes, produits de placement à revenu fixe) soumis à un prélèvement libératoire, vous devez indiquer le montant de ces revenus ligne 2EE. Il sera retenu uniquement pour le calcul du revenu fiscal de référence.

Figure 4. Déclaration n° 2042C.

7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)	
<b>Personnes non domiciliées en France</b>	
Revenus de source française et étrangère retenus pour le calcul du taux moyen .....	8TM <input type="text"/> ①
Impôt en sursis de paiement en cas de transfert du domicile fiscal hors de France Report de la déclaration n° 2041GL ou n° 2074ET .....	8TN <input type="text"/> ②
<b>Reprises de réductions ou de crédits d'impôt</b> .....	8TF <input type="text"/>
<b>Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus</b>	
Vos revenus non passibles de l'impôt sur le revenu en France excèdent 50 % de vos revenus mondiaux au titre des années 2011 ou 2012 .....	8TD <input checked="" type="checkbox"/> COCHEZ ③

## CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE SUR LES HAUTS REVENUS

(CGI, art. 223 sexies ; BOI-IR-CHR)

Depuis l'imposition des revenus de 2011, une contribution exceptionnelle, additionnelle à l'impôt sur le revenu, est due par les contribuables dont le revenu fiscal de référence excède 250 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ou 500 000 € pour un couple soumis à une imposition commune<sup>1</sup>.

Le taux de la contribution est de :

- 3 % sur la fraction du revenu fiscal de référence qui excède 250 000 € (personne seule) ou 500 000 € (couple) ;
- 4 % sur la fraction du revenu fiscal de référence qui excède 500 000 € (personne seule) ou 1 000 000 € (couple).

Le revenu fiscal de référence (RFR) retenu pour le calcul de la contribution est le revenu fiscal de référence de 2013, tel que défini à l'article 1417, IV du CGI (voir p. 87). Toutefois, les revenus bénéficiant du système du quotient sont retenus pour leur montant avant division par le quotient.

Un mode de calcul spécifique à la contribution ("lissage") est prévu lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- le revenu fiscal de référence de 2013 est supérieur ou égal à une fois et demie la moyenne des RFR de 2011 et 2012 ;
- le RFR de 2011 et celui de 2012 n'excèdent pas 250 000 € (personne seule) ou 500 000 € (couple soumis à imposition commune) ;
- le montant des revenus passibles de l'impôt sur le revenu excède la moitié du RFR mondial au titre de chacune des années 2011 et 2012.

Dans ce cas, la contribution est calculée de la façon suivante :

- la fraction du RFR de 2013 qui excède la moyenne des RFR de 2011 et 2012 est divisée par 2 ;
- ce montant est ajouté à la moyenne des RFR de 2011 et 2012 ;
- la contribution est calculée sur cette base puis multipliée par 2.

Le système de lissage s'applique uniquement lorsque le "revenu fiscal de référence mondial" de chacune des années 2011 et 2012 est composé pour plus de la moitié de revenus passibles de l'impôt sur le revenu en France.

Le RFR mondial correspond au RFR calculé dans les conditions de droit commun augmenté des revenus de source étrangère qui seraient inclus dans le RFR s'ils étaient de source française.

③ Si vos revenus de source française ou étrangère, non passibles de l'impôt sur le revenu en France, excèdent 50 % de votre RFR mondial au titre de l'année 2011 ou de l'année 2012, cochez la case 8TD. La contribution sera alors calculée dans les conditions de droit commun.

### À NOTER

Pour l'application du "lissage",

- en cas de mariage ou de Pacs au cours de l'année d'imposition ou des deux années précédentes, les RFR retenus sont les RFR du couple et des foyers fiscaux auxquels les conjoints ont appartenu au cours de ces mêmes années ;
- en cas de divorce, de séparation ou de décès du conjoint au cours de l'année d'imposition ou des deux années précédentes, ou en cas de mariage ou de Pacs au cours de l'année d'imposition avec option pour la déclaration séparée, les RFR retenus sont les RFR du contribuable et des foyers fiscaux auxquels le contribuable a appartenu au cours de ces mêmes années.

Dans ces deux situations, le bénéfice du "lissage" de la contribution est subordonné au dépôt d'une réclamation contentieuse.

1. Si les époux ou partenaires optent pour la déclaration séparée au titre de l'année du mariage ou de la conclusion du Pacs, les foyers fiscaux ainsi constitués sont assimilés à des personnes seules pour le calcul de la contribution.

## FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX ET MEMBRES DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

### FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX

Il s'agit des membres du personnel des **organisations internationales gouvernementales** constituées entre États souverains (ONU, OCDE, UNESCO...), à l'exception des organisations internationales non gouvernementales.

#### Traitements, salaires et émoluments

Les rémunérations versées à leurs personnels en activité par des organisations internationales gouvernementales sont imposables en France lorsque ces personnels ont leur domicile fiscal en France. Ces revenus doivent être déclarés suivant les règles applicables aux traitements et salaires.

Toutefois, des traités internationaux particuliers à chaque organisation peuvent prévoir des exonérations. Ces exonérations ne sont applicables que si la France a ratifié ces traités. Elles sont définies limitativement par chacun de ces traités, auxquels il convient toujours de se reporter.

Certains traités prévoient que :

- ces exonérations ne sont applicables qu'à certaines catégories de personnel. Le contribuable doit justifier de son appartenance à l'une de ces catégories pour prétendre à ces exonérations. À cet égard, la production d'une attestation établie par l'organisation n'est pas suffisante. Il appartient au contribuable d'apporter tous éléments de fait permettant de connaître son statut au sein de l'organisation (copie du contrat de travail,...). Les interprètes freelance, traducteurs, surnuméraires, consultants et autres experts ne relevant pas du statut du personnel de l'organisation sont toujours exclus du bénéfice de ces exonérations ;
- ces exonérations ne sont pas applicables aux fonctionnaires de nationalité française, ni aux fonctionnaires étrangers qui résidaient en France plus d'un an avant d'être employés par l'organisation ;
- ces exonérations sont subordonnées à la justification de l'assujettissement des rémunérations à un impôt interne à l'organisation ;
- les rémunérations exonérées sont prises en compte pour le calcul de l'impôt dû sur les autres revenus imposables en France ("taux effectif", voir p. 272). Dans ce cas, ces revenus doivent être déclarés lignes 1AC à 1DC de la 2042C<sup>1</sup> (ou, en présence d'autres revenus soumis au taux effectif, ligne 8TI de la 2042<sup>1</sup>).

#### Pensions de retraite

Les anciens agents de ces organisations ne bénéficient d'aucune exonération liée à leur activité antérieure pour leur pension de retraite, à l'exception toutefois des anciens fonctionnaires de l'Union européenne.

### Autres revenus

Concernant les autres revenus versés par ces organisations ou obtenus par leur intermédiaire (revenus de capitaux mobiliers, honoraires...) : aucune exonération n'est applicable.

#### À NOTER

Les rémunérations, pensions de retraites ou autres revenus perçus par les personnels ou anciens personnels des organisations internationales non gouvernementales sont imposables dans les conditions de droit commun.

### PERSONNELS DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DES POSTES CONSULAIRES ÉTRANGERS

Les agents diplomatiques et consulaires ainsi que, dans le cas général, les membres de leur famille, sont réputés domiciliés dans le pays d'envoi (critères de l'article 4 B du CGI non applicables).

La rémunération officielle des intéressés n'est imposable que dans le pays d'envoi.

Les revenus privés de source étrangère sont exonérés d'impôt sur le revenu. En revanche, les revenus privés de source française demeurent imposables en France dans les conditions prévues par les conventions fiscales bilatérales.

La règle du taux effectif n'est pas applicable aux agents diplomatiques et consulaires en poste en France.

Les personnels des missions diplomatiques et consulaires de nationalité française ou résidents permanents sont imposables dans les conditions de droit commun.

#### À NOTER

Les fonctionnaires internationaux (notamment OCDE et UNESCO) et les personnels des missions diplomatiques ou consulaires qui perçoivent des rémunérations exonérées en France et non prises en compte pour le calcul du taux effectif, doivent cocher la case 8FV, page 4 de la 2042<sup>1</sup>.

## CONVENTIONS INTERNATIONALES (BOI-INT-CVB)

Les revenus de source étrangère perçus par les personnes ayant leur domicile fiscal en France peuvent être exonérés d'impôt en France, en application d'une convention fiscale internationale.

Ces revenus doivent être reportés ligne 8 TI de la 2042<sup>1</sup> (ou, s'il s'agit uniquement de salaires ou pensions, lignes 1AC à 1DC ou 1AH à 1DH de la 2042C<sup>1</sup>) s'ils sont pris en compte pour le calcul du taux effectif.

Le tableau 3 présente la liste des pays et territoires avec lesquels la France a conclu une convention fiscale en vigueur au 1.1.2013.

Tableau 3. Conventions internationales.

AFRIQUE DU SUD	CHYPRE	ISLANDE	MEXIQUE	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
ALBANIE	CONGO	ISRAËL	MONACO	SÉNÉGAL
ALGÉRIE	CORÉE (REPUBLIQUE DE)	ITALIE	MONGOLIE	SINGAPOUR
ALLEMAGNE	CÔTE D'IVOIRE	JAMAÏQUE	NAMIBIE	SLOVAQUIE
ARABIE SAOUDITE	CROATIE	JAPON	NIGER	SLOVÉNIE
ARGENTINE	ÉGYPTE	JORDANIE	NIGERIA	SRI-LANKA
ARMÉNIE	ÉMIRATS ARABES UNIS	KAZAKHSTAN	NORVÈGE	SUÈDE
AUSTRALIE	ÉQUATEUR	KENYA	NOUVELLE-CALÉDONIE	SUISSE
AUTRICHE	ESPAGNE	KOWEÏT	NOUVELLE-ZÉLANDE	SYRIE
AZERBAÏDJAN	ESTONIE	LETTONIE	OMAN	TCHÈQUE (République)
BAHREÏN	ÉTATS-UNIS	LIBAN	OUZBÉKISTAN	TAÏWAN
BANGLADESH	ÉTHIOPIE	LIBYE	PAKISTAN	THAÏLANDE
BELGIQUE	FINLANDE	LITUANIE	PANAMA	TOGO
BÉNIN	GABON	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	TRINITÉ ET TOBAGO
BOLIVIE	GÉORGIE	MACÉDOINE	PHILIPPINES	TUNISIE
BOTSWANA	GHANA	MADAGASCAR	POLOGNE	TURQUIE
BRÉSIL	GRÈCE	MALAISIE	POLYNÉSIE FRANÇAISE	UKRAINE
BULGARIE	GUINÉE	MALAWI	PORTUGAL	EX-URSS <sup>1</sup>
BURKINA FASO	HONG KONG	MALI	QATAR	VENEZUELA
CAMEROUN	HONGRIE	MALTE	QUÉBEC	VIÊT NAM
CANADA	INDE	MAROC	ROUMANIE	EX-YOUGOSLAVIE <sup>2</sup>
CENTRAFRICAINE (République)	INDONÉSIE	MAURICE (Île)	ROYAUME-UNI	ZAMBIE
CHILI	IRAN	MAURITANIE	RUSSIE (Fédération de)	ZIMBABWE
CHINE	IRLANDE	MAYOTTE	SAINT-MARTIN	

1. Biélorussie, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan  
2. Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Monténégro, Serbie



## TAUX EFFECTIF

(CGI, art. 197 C; BOI-IR-LIQ-20-30-30)

La règle du taux effectif ne concerne que les **personnes fiscalement domiciliées en France** (métropole et DOM), quelle que soit leur nationalité.

### Conditions d'application

Le taux effectif s'applique :

- aux personnes disposant de revenus de source étrangère expressément exonérés d'impôt en France par une convention internationale qui prévoit l'application du taux effectif ;
- aux salariés détachés à l'étranger (y compris les marins pêcheurs) dont les rémunérations sont exonérées, sous certaines conditions ;
- aux salariés impatriés de la Chambre de commerce internationale en France ;
- aux fonctionnaires internationaux lorsque la règle du taux effectif leur est applicable ;
- aux personnes exerçant une activité libérale qui perçoivent des suppléments de rétrocession d'honoraires au titre de leur séjour dans un autre État, exonérés d'impôt sur le revenu en France, sous certaines conditions (CGI, art.93-0 A) ;
- aux personnes disposant de revenus commerciaux ou non commerciaux qui ont opté pour le régime fiscal de l'auto-entrepreneur (CGI, art. 151-0).

#### À NOTER

Le montant des salaires et primes exonérés des agents de l'État en poste à l'étranger n'est pas pris en compte pour le calcul du taux effectif.

### Calcul de l'impôt

En cas d'application du taux effectif, l'impôt est déterminé en deux étapes.

1. Déterminer l'impôt correspondant :

- au montant total des revenus du contribuable soumis au barème progressif. Il s'agit :
  - du total des revenus encaissés en France et des revenus de source étrangère ou exonérés en France ;
  - ou de l'ensemble des revenus du foyer fiscal, y compris les revenus de l'auto-entrepreneur (déterminés après application aux chiffres d'affaires ou aux recettes déclarés de l'abattement prévu dans le cadre du régime micro BIC ou micro BNC) ou les honoraires de prospection commerciale exonérés,
- diminué des déficits antérieurs, des charges déductibles du revenu global et des abattements (personnes âgées ou invalides, enfants mariés rattachés).

2. Appliquer à cet impôt le rapport existant entre le revenu net imposable au barème en France et le revenu net mondial ou, pour les revenus des auto-entrepreneurs et les honoraires de prospection commerciale, le revenu net total.

Pour déterminer l'impôt effectivement dû :

- déduire ensuite la décote puis les réductions d'impôt ;
- ajouter l'impôt proportionnel calculé sur les plus-values ; déduire les crédits d'impôt.

#### EXEMPLE

Un contribuable marié, sans enfant, et détaché à l'étranger pendant plus de 183 jours au cours de l'année 2013 a perçu :

- un salaire de 50 000 € à raison d'une activité exercée à l'étranger, exonéré d'impôt sur le revenu en application de l'article 81 A I du CGI ;
- des revenus fonciers perçus en France d'un montant imposable de 10 000 €.

Il a clôturé un PEA ouvert depuis 3 ans. Le gain correspondant (7 000 €) est taxable à 19 %.

Par ailleurs, il a effectué des dons à des œuvres d'un montant de 200 € et il a versé une pension alimentaire de 2 500 € à un ascendant.

– Impôt correspondant au revenu mondial	
Revenus fonciers imposables :	10 000 €
Salaires retenus pour l'application du taux effectif : 50 000 €, soit un montant imposable, après déduction pour frais professionnels, de	45 000 €
Déduction de la pension alimentaire	– 2 500 €
Montant du revenu mondial :	52 500 €
$10\,000\,€ + 45\,000\,€ - 2\,500\,€ = 52\,500\,€$	
Droits simples, pour 2 parts, résultant de l'application du barème	4 650 €
– Impôt dû en France	
Impôt dû à raison des revenus réalisés en France (10 000 € – 2 500 € = 7 500 €), calculé d'après le taux effectif :	
$4\,650\,€ \times 7\,500\,€ / 52\,500\,€ =$	664 €
Décote : 508 € – 332 € =	– 176 €
Réduction d'impôt relative aux dons aux œuvres :	
$200\,€ \times 66\, \% =$	– 132 €
Impôt sur plus-value : $7\,000\,€ \times 19\, \% =$	+ 1 330 €
Impôt dû =	1 686 €



## REVENUS EXCEPTIONNELS ET REVENUS DIFFÉRÉS

(CGI, art. 163-0 A, 163-0 A bis, 163 A; BOI-IR-LIQ-20-30-20; PF 169)

### REVENUS EXCEPTIONNELS

Il s'agit de revenus qui ne sont pas susceptibles d'être recueillis chaque année, à l'exclusion :

- des revenus taxés à un taux proportionnel (plus-values);
- des revenus qui, en raison de leur nature, sont déjà susceptibles de bénéficier de régimes spécifiques de quotient ou d'étalement (par exemple, plus-values professionnelles à court terme réalisées en cours d'exploitation).

#### EXEMPLES

- gratifications supplémentaires payées à un salarié pour services exceptionnels;
- indemnité dite de "pas-de-porte" perçue pour la cession d'un droit au bail;
- distribution de réserves d'une société;
- remboursement de rachats de cotisations pour la retraite, pour années d'études ou années incomplètes.

Vous pouvez demander le bénéfice du système du quotient, à condition que ces revenus exceptionnels **dépassent la moyenne des revenus imposables des trois années précédant leur perception**.

Ainsi, pour un revenu exceptionnel perçu en 2013, vous devez faire la moyenne de vos revenus de 2010, 2011 et 2012.

Toutefois, **aucune condition de montant** n'est exigée pour :

- la fraction imposable des indemnités de rupture de contrat de travail : départ volontaire, retraite, préretraite ou licenciement (voir p. 69 et suivantes);
- la prime de mobilité versée lors d'un changement de lieu de travail même si ce changement ne s'accompagne pas d'un transfert de domicile;
- la prime de restructuration de service versée aux agents du ministère de la justice;
- les allocations pour congé de conversion capitalisées et versées en une seule fois;
- les avances sur fermages perçues en cas de bail conclu avec un jeune agriculteur bénéficiaire d'une aide à l'installation;
- les revenus agricoles exceptionnels (voir p. 144);
- le versement forfaitaire unique au titre d'une pension de vieillesse de faible montant.

Pour l'application du système du quotient aux revenus exceptionnels, le coefficient est toujours de **quatre** même si le nombre d'années civiles écoulées depuis la date à laquelle le contribuable a acquis les biens ou exploitations ou a entrepris l'exercice de l'activité professionnelle générateurs des revenus est inférieur à quatre.

### REVENUS DIFFÉRÉS

Ce sont des revenus qui se rapportent, par leur date d'échéance normale, à une ou plusieurs années antérieures, dont vous avez eu la disposition au cours d'une même année, en raison de circonstances indépendantes de votre volonté.

#### EXEMPLES

- rappels de traitements, salaires ou pensions (toutefois les primes ou gratifications dites "de fin d'année" ou de "solde au titre de l'année précédente", perçues en début d'année suivante, ne constituent pas un revenu dont l'échéance a été différée);
- loyers arriérés perçus en une seule fois;
- participation aux bénéfices accordée aux employés et calculée sur l'ensemble de plusieurs exercices...

Vous pouvez demander à bénéficier du système du quotient, **quel que soit le montant de ces revenus différés**.

Pour l'application du système du quotient aux revenus différés, le coefficient diviseur/multiplicateur est égal au **nombre d'années civiles correspondant aux échéances normales de versement augmenté de un**. Le coefficient est donc un nombre propre à chaque situation.

### MODALITÉS D'APPLICATION

Si vous avez perçu des revenus exceptionnels ou différés en 2013, vous pouvez demander l'imposition de ces revenus selon le système du quotient dont l'effet est d'atténuer la progressivité de l'impôt.

❶ Inscrivez le total de ces revenus, page 2 de la 2042C<sup>1</sup>, ligne 0XX sans les intégrer dans les autres revenus déclarés.

Détaillez sur les lignes prévues ou sur papier libre, pour chaque membre du foyer qui a perçu de tels revenus, leur montant et nature. Pour les revenus différés, précisez pour chaque montant l'année de son échéance normale.

S'il s'agit de revenus de valeurs et capitaux mobiliers exceptionnels ou différés, portez, le cas échéant, les crédits d'impôt ligne 2AB de la 2042<sup>2</sup> ou 2BG de la 2042C<sup>3</sup>.

S'il s'agit de revenus fonciers, indiquez le montant brut des revenus exceptionnels ou différés, l'adresse et la nature de l'immeuble concerné (et l'année normale de perception de ces revenus s'il s'agit de revenus différés).

#### Revenus exceptionnels

L'impôt correspondant au revenu exceptionnel net<sup>2</sup> est calculé en ajoutant le quart de ce revenu net à votre revenu net global ordinaire<sup>3</sup> et en multipliant par quatre le supplément de cotisation correspondant au quart du revenu exceptionnel.

Figure 5. Déclaration n° 2042 C.

#### REVENUS EXCEPTIONNELS OU DIFFÉRÉS À IMPOSER SUIVANT LE SYSTÈME DU QUOTIENT

Montant total des revenus à imposer n'incluez pas ces revenus dans les autres rubriques de votre déclaration ..... 0XX

❶

2. Après imputation éventuelle des charges et abattements non absorbés par le revenu brut global ordinaire.

3. Après imputation éventuelle des abattements spéciaux (accordés aux personnes âgées ou invalides et enfants rattachés).

### EXEMPLE

Vous êtes marié sans enfant.

Vous avez bénéficié en 2013 d'un revenu net global imposable ordinaire de 45 000 € et d'une prime nette de mobilité de 16 000 €.

– revenu net global ordinaire imposable : 45 000 €

droits simples correspondants : 3 600 €

– revenu net global ordinaire imposable + quotient (1/4 de 16 000 €) :

45 000 € + 4 000 € = 49 000 €

droits simples : 4 160 €

– droits simples correspondant au revenu bénéficiant du quotient :

(4 160 € – 3 600 €) × 4 = 2 240 €

– impôt dû au titre de 2013 : 3 600 € + 2 240 € = 5 840 €<sup>4</sup>.

Sans le quotient, l'impôt se serait élevé à 7 078 €.

### Revenus différés

Pour le calcul de l'impôt correspondant à des revenus différés, le montant net des revenus différés est divisé par le nombre d'années d'échéance normale de ces revenus augmenté de un.

### EXEMPLE

En 2013, vous avez perçu votre salaire de l'année (40 000 €) ainsi que des rappels de salaires au titre d'années antérieures. Votre salaire de l'année 2013 est soumis au barème dans les conditions de droit commun. Vous demandez à bénéficier du système du quotient pour l'imposition de vos rappels de salaires (revenus différés).

#### Cas n° 1

Vous avez perçu un rappel de 3 000 € afférent à l'année 2009. Le montant net de ce rappel (2 700 € après déduction forfaitaire de 10 %) est imposé avec un quotient de 2 (une année d'échéance augmentée de un).

#### Cas n° 2

Vous avez perçu des rappels de salaires au titre des années 2008, 2004, 2000, 1998 et 1990 pour un montant total de 20 000 €. Le montant net de ces rappels (18 000 €) est imposé avec un quotient de 6 (cinq années civiles d'échéances normales augmentées de un).

### PRÉCISION

La règle du quotient permet d'atténuer les effets de la progressivité de l'impôt sur le revenu et de réduire le montant du revenu fiscal de référence, le revenu exceptionnel y étant pris en compte pour son montant divisé par le coefficient.

Lorsque le revenu global total (y compris le revenu exceptionnel sans division) et le revenu global ordinaire sont taxés au même taux marginal, cette règle ne procure aucune économie d'impôt. Cette situation est normale. En tout état de cause, la règle du quotient n'est jamais défavorable.

## CAS PARTICULIERS

### Indemnité de départ volontaire en retraite ou de mise à la retraite

Vous avez le choix entre le système du quotient et celui de l'étalement vers l'avenir (*art. 163 A du CGI*). En cas d'étalement, l'indemnité est répartie par parts égales sur l'année d'encaissement et les trois années suivantes (pour une indemnité perçue en 2013, vous devrez ajouter à vos revenus de 2014, 2015 et 2016 les fractions non imposées au titre de 2013).

L'option pour l'étalement est irrévocable et incompatible avec l'application du système du quotient.

### Prestations, et notamment "pécule", servies par le régime de prévoyance aux joueurs professionnels de football en fin de carrière (*voir p. 110*)

L'imposition est effectuée en appliquant d'office un système de quotient spécifique (*art. 163-0 A bis*).

Le montant du pécule (après déduction de 10 % applicable aux pensions) est divisé par le nombre d'années pendant lesquelles des cotisations ont été déduites. Le résultat est ajouté au revenu net global de l'année de paiement. L'impôt correspondant est égal au produit de la cotisation supplémentaire ainsi obtenue par le nombre d'années utilisé pour déterminer le quotient.

### Dénouement du PERP en capital

Si vous demandez le versement d'un capital lors du dénouement de votre PERP, afin de l'affecter à l'acquisition de votre résidence principale en première accession à la propriété ou si vous demandez le versement de 20 % de la valeur de rachat d'un PERP ou d'un contrat PREFON, vous avez le choix, pour les sommes versées à compter du 1.1.2011, entre le système du quotient prévu pour les revenus exceptionnels (*CGI, art. 163-0 A I*) et l'imposition au prélèvement de 7,5 % (*CGI, art. 163 bis II*).

Pour les versements effectués avant le 1.1.2011, vous aviez le choix entre le système du quotient et celui de l'étalement vers l'avant (*art. 163 bis du CGI*). En cas d'étalement, le capital est réparti par parts égales sur l'année d'encaissement et les quatre années suivantes. Si vous avez opté pour l'étalement d'une somme perçue avant le 1.1.2011, déclarez au titre de 2013, cases 1AS à 1DS, le 1/5<sup>e</sup> du montant du capital versé.

### Indemnité compensatrice de délai-congé (préavis en cas de licenciement)

Si vous avez perçu une indemnité de cette nature se rapportant à la fois à l'année de votre congédiement et à l'année suivante, vous pouvez la déclarer, dans la catégorie des traitements et salaires, en deux fractions correspondant respectivement à chacune des années considérées (*CGI, art. 163 quinquies*).

### EXEMPLE

Licencié le 1.11.2013, vous avez perçu une indemnité compensatrice de délai-congé de six mois d'un montant de 6 000 €. Elle se rapporte à l'année 2013 (2 mois) et à l'année 2014 (4 mois).

Vous pouvez déclarer cette indemnité en rattachant :

– à vos revenus de l'année 2013, sa fraction correspondant à la période de 2 mois (soit 2 000 €) ;

– à vos revenus de l'année 2014, sa fraction correspondant à la période de 4 mois (soit 4 000 €).

Cette modalité d'imposition est facultative. Pour en bénéficier, vous devez en faire la demande dans une note jointe à votre déclaration.

4. Cet impôt peut être ensuite diminué par des réductions ou crédits d'impôt.

# LA DÉCLARATION D'ISF 2014

## PATRIMOINE NET IMPOSABLE SUPÉRIEUR À 1,3 ET INFÉRIEUR À 2,57 MILLIONS D'EUROS

(CGI, art. 885 A et 885 W)

### QUI DOIT DÉCLARER SON ISF AVEC SA DÉCLARATION DE REVENUS ? (CGI, art. 885 A et 885 W)

Les personnes physiques domiciliées en France (pour les biens situés en France et à l'étranger) ou hors de France (pour les biens situés en France) et propriétaires au 1.1.2014 d'un patrimoine net taxable supérieur à 1,3 million d'euros et inférieur à 2,57 millions d'euros<sup>1</sup>.

Les montants suivants doivent être déclarés sur la déclaration de revenus en ligne ou dans le cadre "Impôt de solidarité sur la fortune" de la déclaration de revenus complémentaire papier 2042 C :

- le montant de la valeur brute du patrimoine et la base nette imposable;
- le montant des versements ouvrant droit à réduction d'impôt;
- le montant du plafonnement à 75 % des revenus nets de l'année précédente;
- le montant de l'ISF payé à l'étranger.

Les contribuables concernés n'ont pas à joindre d'annexes ni de justificatifs.

### OÙ ET QUAND FAIRE SA DÉCLARATION ?

#### Cas général

Comme pour votre impôt sur le revenu, vous déclarez votre ISF en ligne ou vous adressez votre déclaration de revenus complémentaire 2042 C à votre centre des finances publiques (service des impôts des particuliers) indiqué page 1 de votre déclaration de revenus préimprimée, même si vous avez changé d'adresse en 2013.

Si vous déclarez votre ISF en ligne, vous bénéficiez des mêmes délais supplémentaires que pour l'impôt sur le revenu (en fonction du département de votre résidence principale) et vous obtenez immédiatement le montant de votre impôt.

Sinon, vous avez jusqu'au lundi 20.5.2014 pour déclarer votre ISF avec votre déclaration de revenus papier.

Dans tous les cas, vous recevrez un avis d'impôt pour votre ISF en août 2014 avec le montant de votre ISF à payer pour le 15.9.2014 (sauf cas particuliers).

1. Si votre patrimoine net taxable est supérieur ou égal à 2,57 millions d'euros, vous devez déposer une déclaration d'ISF 2725 accompagnée de son paiement au plus tard le 17.6.2014 si vous êtes domicilié en France. Si vous êtes non résident, voir la date de souscription de la 2725 p. 277.

### Si vous êtes résident de la Principauté de Monaco

Que vous soyez ou non domicilié fiscalement en France, vous devez déclarer en ligne ou adresser votre déclaration au :

Service des impôts des particuliers de Menton

7 rue Victor Hugo

06507 MENTON Cedex

Vous devez déclarer en ligne ou adresser votre déclaration avant le 16.6.2014.

### Si votre domicile est situé hors de France

#### Vous disposez de revenus de source française

Vous déclarez votre ISF en ligne ou vous adressez votre déclaration au Service des impôts des particuliers non-résidents

10 rue du Centre - TSA 10010

93465 NOISY-LE-GRAND Cedex

Courriel : sip.nonresidents@dgfip.finances.gouv.fr

La date limite de déclaration en ligne ou de dépôt de votre 2042 C<sup>1</sup> dépend du lieu de votre domicile : 16.6.2014 ou 30.6.2014 (voir p. 51).

#### Vous ne disposez pas de revenus de source française

Reportez-vous au paragraphe "Cas particuliers", p. 277.

### COMMENT REMPLIR VOTRE DÉCLARATION ?

Vous pouvez télécharger sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) les différents modèles de déclarations et de notices ou vous les procurer auprès de votre centre des finances publiques.

Vous trouverez également sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) une aide pour remplir votre déclaration :

- deux fiches méthodologiques pour évaluer vos biens immobiliers;
- une fiche d'aide au calcul de votre plafonnement;
- un modèle d'engagement en cas d'option pour le régime de faveur prévu pour les bois et forêts et parts de groupements forestiers (n° 2725-NOT-A);
- le tableau des coefficients pour l'actualisation des sommes perçues pour la réparation des dommages corporels (n° 2725-NOT-B);
- le tableau d'actualisation des rentes viagères non indexées (n° 2725-NOT-C);
- les tableaux d'actualisation des rentes viagères immédiates à garantie fixe (n° 2725-NOT-D);
- le guide de l'évaluation des entreprises et des titres de sociétés.

## La déclaration de la situation de famille

Chaque foyer dépose une seule déclaration pour l'ensemble des biens lui appartenant au 1.1.2014. Pour l'ISF, la situation à prendre en compte pour la situation de famille et la composition du patrimoine net taxable est celle existant au 1.1.2014.

Le foyer fiscal, au sens de l'ISF peut être :

- une personne seule : célibataire, veuve, divorcée, séparée ;
- des époux vivant sous le même toit (quel que soit le régime matrimonial) ;
- des partenaires liés par un pacte civil de solidarité (Pacs) ;
- un couple en situation de concubinage notoire.

### PRÉCISION

Les concubins et les personnes mariées ou pacsées en 2013 ayant opté pour une imposition séparée de leurs revenus doivent déclarer la totalité du patrimoine net taxable du couple sur l'une ou l'autre des déclarations de revenus (en ligne ou sur la 2042C<sup>1</sup>). Le redevable qui déclare le patrimoine net taxable du couple doit cocher la case 9GL ou 9GM et indiquer dans le cadre prévu à cet effet le nom et le prénom de l'autre membre du couple.

## Votre situation de famille a changé en 2013

Pour l'ISF, la situation de famille à prendre en compte est celle existant au 1.1.2014 :

- vous vous êtes mariés ou vous avez conclu un Pacs en 2013 : le patrimoine net taxable à déclarer est celui du couple, même si vous avez opté pour l'imposition distincte de vos revenus pour l'ensemble de l'année (une déclaration de revenus par personne). Dans ce cas, le patrimoine net de l'ensemble du foyer fiscal à l'ISF doit être déclaré sur l'une ou l'autre des déclarations de revenus (voir précision ci-dessus) ;
- vous avez divorcé ou rompu votre Pacs en 2013 : vous devez chacun déclarer séparément votre patrimoine net taxable personnel ;
- votre conjoint est décédé en 2013 : vous déclarez votre patrimoine net taxable évalué à la date du 1.1.2014.

## LE CADRE ISF DE LA DÉCLARATION N° 2042 C

Si vous étiez redevable de l'ISF en 2013 et que votre base nette imposable était comprise entre 1,3 et 2,57 millions d'euros vous recevrez, avec votre déclaration de revenus, une déclaration complémentaire 2042 C accompagnée d'une notice spécifique 2041-ISF-NOT et d'une fiche d'aide à l'évaluation de votre patrimoine.

### Détermination de la valeur brute de votre patrimoine et de la base nette imposable

Une fiche d'aide au calcul de votre base imposable est jointe à la notice. Elle peut être également téléchargée sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr). Cette fiche vous aide à calculer la valeur brute de votre patrimoine et votre actif net imposable. Elle ne doit pas être jointe à la 2042C<sup>1</sup>. Les résultats obtenus doivent être reportés sur votre 2042C<sup>1</sup> :

- ligne 9FG pour la valeur brute de votre patrimoine ;
- ligne 9HI pour votre base nette imposable.

## Les réductions d'impôt

Les réductions d'impôt suivantes peuvent s'imputer sur le montant de l'ISF.

### Réductions d'impôt pour investissements dans les PME

(CGL, art. 885-0 V bis)

La réduction d'impôt pour investissements directs ou par société interposée est égale à 50 % du montant des versements effectués, déclarés respectivement ligne 9NE ou/et ligne 9NF. Le montant de cette réduction est limité à 45 000 €.

La réduction d'impôt pour investissements dans les PME par le biais de FIP ou de FCPI est égale à 50 % des versements effectués, portés respectivement ligne 9MX ou/et ligne 9NA. Cette réduction est limitée à 18 000 €.

Figure 1. Déclaration n° 2042 C, page 8.

IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE	
VOTRE PATRIMOINE NET IMPOSABLE AU 1.1.2014 EST SUPÉRIEUR À 1 300 000 € ET INFÉRIEUR À 2 570 000 €	
Base nette imposable .....	9HI <input type="text"/>
Valeur brute du patrimoine .....	9FG <input type="text"/>
Versements ouvrant droit à réduction d'impôt	
- Investissements dans les PME :	
• directs dans une société .....	9NE <input type="text"/>
• par société interposée (holding) .....	9NF <input type="text"/>
• par le biais de FIP .....	9MX <input type="text"/>
• par le biais de FCPI .....	9NA <input type="text"/>
- Dons à des organismes d'intérêt général établis en France .....	9NC <input type="text"/>
- Dons à des organismes d'intérêt général établis dans un État européen .....	9NG <input type="text"/>
Plafonnement voir notice .....	9PV <input type="text"/>
ISF payé à l'étranger .....	9RS <input type="text"/>
En cas de concubinage, cochez la case .....	9GL COCHEZ <input type="checkbox"/>
En cas de mariage ou de Pacs en 2013, si vous optez pour la déclaration séparée de vos revenus 2013, cochez la case .....	9GM COCHEZ <input type="checkbox"/>
Nom et prénom du concubin ou du conjoint .....	
Renseignements complémentaires	
<input type="text"/>	
<input type="text"/>	

### Réductions d'impôt pour dons aux organismes d'intérêt général (CGI, art. 885-0 V bis A)

La réduction d'impôt pour dons aux organismes établis en France ou établis dans un État européen est égale à 75 % des versements effectués et déclarés respectivement ligne 9NC ou/et ligne 9NG. Cette réduction est limitée à 50 000 €.

Par ailleurs, si vous souhaitez bénéficier cumulativement des réductions pour investissements dans les PME et pour dons aux organismes d'intérêt général, le plafond global de réduction d'impôt est fixé à 45 000 €.

### Plafonnement

(CGI, art 885 V bis)

L'impôt de solidarité sur la fortune est réduit de la différence entre :

- le total de cet impôt et des impôts dus en France et à l'étranger au titre des revenus et produits de l'année précédente ;
- et 75 % du total des revenus mondiaux, nets de frais professionnels, de l'année précédente après déduction des seuls déficits catégoriels dont l'imputation est autorisée par l'article 156 du CGI, ainsi que des revenus exonérés d'impôt sur le revenu et des produits soumis à un prélèvement libératoire, réalisés au cours de la même année en France et hors de France.

Si vous êtes concerné, vous devez télécharger la fiche d'aide au calcul de votre plafonnement sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr). Vous reportez le montant du plafonnement obtenu ligne 9PV de votre 2042C.

### Imputation de l'ISF acquitté hors de France

(CGI, art 885 D, 1723 ter-00 A et 784 A)

Vous êtes concerné si, étant domicilié en France, vous possédez des biens meubles ou immeubles situés à l'étranger, imposables en France et à l'étranger au titre de l'impôt sur la fortune. Pour calculer le montant imputable, une fiche de calcul de l'impôt payé à l'étranger est jointe à la notice. Le montant à imputer est à inscrire ligne 9RS.

## LE CALCUL DE L'ISF

(CGI, art 885 U)

Si votre patrimoine net taxable est supérieur à 1,3 et inférieur à 2,57 millions d'euros, un barème progressif par tranches s'applique selon le tableau 1.

Le montant de l'impôt est calculé, après application éventuelle d'une décote pour les redevables dont le patrimoine net taxable est supérieur ou égal à 1,3 et inférieur à 1,4 million d'euros. Le montant de la décote applicable est égal à :

$17\,500 - (1,25 \% \times \text{montant du patrimoine net taxable de la ligne 9HI})$ .

Tableau 1. Barème de l'ISF.

TRANCHE	BASE	TAUX
1 <sup>re</sup> tranche	n'excédant pas 800 000 €	Exonérée
2 <sup>e</sup> tranche	entre 800 000 € et 1 300 000 €	0,50 %
3 <sup>e</sup> tranche	entre 1 300 000 € et 2 570 000 €	0,70 %

Sur le montant d'ISF calculé viennent ensuite éventuellement s'imputer les réductions d'impôt, le plafonnement et l'ISF acquitté hors de France.

## CAS PARTICULIERS

### Les non-résidents sans revenus de source française

Si vous êtes domicilié hors de France et propriétaire au 1.1.2014 d'un patrimoine net taxable d'une valeur nette supérieure à 1,3 million d'euros pour vos biens situés en France, vous êtes redevable de l'ISF en France.

Si vous n'avez pas de revenus de source française et ne déposez donc pas de 2042C, vous devez déposer une déclaration d'ISF 2725, normale ou simplifiée, avec ses annexes et éventuellement les justificatifs, accompagnée de son paiement, auprès du service des impôts des particuliers non-résidents au plus tard :

- le 15.7.2014 si vous êtes résident de Monaco ou d'un pays européen (Union européenne et autres pays d'Europe) ;
- le 1.9.2014 si vous résidez dans un autre pays.

### Les majeurs rattachés à l'impôt sur le revenu

Si votre patrimoine net taxable est supérieur à 1,3 et inférieur à 2,57 millions d'euros et que vous êtes rattaché au foyer fiscal de vos parents, vous devez déposer une 2042C seule avec uniquement votre ISF. Vous devez préciser dans le cadre "Renseignements complémentaires ISF" que, pour votre impôt sur le revenu, vous êtes rattaché au foyer fiscal de vos parents. Vous déclarez donc vos revenus et charges sur la déclaration de vos parents et votre ISF sur votre propre déclaration.



# DÉCLARATION DES REVENUS FONCIERS 2044

QUI DOIT SOUSCRIRE LA DÉCLARATION DE REVENUS FONCIERS ?	279
PARTS DE SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES	280
PROPRIÉTÉS RURALES ET URBAINES	
Recettes	281
Frais et charges	282
Déductions spécifiques	
– Besson ancien	288
– Borloo ancien	290
– Robien ZRR	290
– Borloo neuf	290
– Scellier intermédiaire et Scellier ZRR	291

Déductions au titre de l'amortissement	
– Périssol	292
– Besson neuf	293
– Robien classique	295
– Robien recentré	296
Revenus fonciers taxables	297
IMMEUBLES SPÉCIAUX	
Secteur sauvegardé ou assimilé	298
Monuments historiques	300
Nue-propriété	301
DÉTERMINATION DU RÉSULTAT, RÉPARTITION DU DÉFICIT	302

## QUI DOIT SOUSCRIRE LA DÉCLARATION DE REVENUS FONCIERS ?

(CGI, art. 14; BOI-RFPI-DECLA; PF 200)

Vous devez souscrire une déclaration de revenus fonciers lorsque, en tant que propriétaire, usufruitier ou associé d'une société civile immobilière, vous avez perçu des loyers, des fermages ou des recettes accessoires (location d'un droit d'affichage ou d'un droit d'exploitation de carrières, redevances tréfoncières ou autres redevances analogues ayant leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit) ou lorsque vous vous réservez l'usage de certains biens (propriétés non bâties telles que les terrains occupés par des étangs ou des cours d'eau, terrains non cultivés réservés à la chasse, parcs ou propriétés bâties non affectées à l'usage d'habitation telles que les locaux industriels, commerciaux, artisanaux...) dans l'un des trois cas suivants :

– si le montant des revenus fonciers annuels perçus en 2013 par l'ensemble de votre foyer fiscal excède le seuil d'application du régime micro-foncier (15 000 €);

– quel que soit le montant de vos revenus fonciers, si vous êtes propriétaire d'un ou plusieurs immeubles au titre desquels le bénéfice de la déduction spécifique pour mobilité professionnelle du bailleur est demandé, ou d'un ou plusieurs immeubles faisant l'objet d'une déduction au titre de l'amortissement, ou encore d'un ou plusieurs immeubles spéciaux;

– ou si, entrant dans le champ d'application du régime micro-foncier, vous souhaitez opter pour l'imposition de vos revenus fonciers selon le régime réel; l'option s'exerce par le simple dépôt d'une déclaration 2044. Cette option est irrévocable pendant 3 ans.

### À NOTER

Vous n'avez pas de revenus fonciers à déclarer pour les logements dont vous vous réservez la jouissance (CGI, art. 15-II).

L'exonération vise les locaux d'habitation et leurs dépendances immédiates (garages, jardins...) que vous utilisez à titre de résidence principale ou secondaire ou que vous mettez gratuitement à la disposition d'un tiers en l'absence de tout contrat de location.

Elle ne vise pas les locaux à usage autre que l'habitation :

- les locations et sous-locations en meublé, qui relèvent des bénéfices industriels et commerciaux;
- les sous-locations d'immeubles nus, qui relèvent des bénéfices non commerciaux.

Si vous ne percevez pas d'autres revenus fonciers, vous pouvez porter directement les revenus de vos parts de sociétés immobilières non passibles de l'impôt sur les sociétés sur la 2042, ligne 4BA.

Une seule déclaration 2044 ou 2044 spéciale doit être souscrite pour l'ensemble des revenus fonciers perçus par les membres d'un même foyer fiscal. Elle doit être jointe à la déclaration 2042.

L'administration peut vous demander des justifications sur tous les éléments servant de base à la détermination de vos revenus fonciers. À défaut de production de ces justifications, les revenus fonciers imposables peuvent être évalués d'office.

La déclaration 2044 en 4 pages est destinée aux propriétaires d'immeubles ordinaires y compris les immeubles bénéficiant d'une des déductions spécifiques prévues par les dispositifs Besson ancien et Borloo ancien. Elle est envoyée au domicile de toutes les personnes qui ont déclaré des revenus fonciers selon un régime réel en 2013 (au titre des revenus de l'année 2012).

La déclaration 2044 spéciale en 8 pages concerne :

- les propriétaires qui ont opté pour la déduction au titre de l'amortissement des logements neufs;
- les propriétaires qui bénéficient d'une déduction spécifique au titre des dispositifs Scellier intermédiaire, Scellier ZRR ou Robien ZRR;



– les propriétaires d’immeubles spéciaux; immeubles classés monuments historiques, immeubles situés dans un secteur sauvegardé ou assimilé pour lesquels le bénéfice de déduction des charges *Malraux* est demandé (dispositif *Malraux* applicable aux opérations de restauration pour lesquelles une demande de permis de construire ou une déclaration de travaux a été déposée avant le 1.1.2009) ou immeubles détenus en nue-proprieté.

Cet imprimé est adressé au domicile des personnes qui ont rempli cette déclaration en 2013 (revenus fonciers 2012).

Vous pouvez vous procurer les deux modèles de déclarations de revenus fonciers auprès de votre centre des finances publiques ou sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr)

## PARTS DE SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES

Si vous détenez des parts de sociétés immobilières non passibles de l’impôt sur les sociétés et non dotées de la transparence fiscale, ou de fonds de placement immobilier (FPI) qui perçoivent des revenus locatifs, vous êtes personnellement soumis à l’impôt au titre de ces revenus pour votre part dans les bénéfices sociaux. Si vous ne disposez pas d’autres revenus fonciers que ceux que vous procurent vos parts de sociétés, vous pouvez porter vos revenus directement sur la 2042, page 3, rubrique 4, ligne 4BA, en indiquant en annexe les coordonnées des sociétés, le montant des revenus par société et éventuellement le montant des intérêts de vos emprunts personnels.

Si vous déclarez les revenus locatifs provenant de vos parts de SCI ou de FPI sur la 2044 ou 2044 spéciale, indiquez, pour chaque immeuble détenu par une société ou un fonds dont vous êtes associé, le nom et l’adresse de cette société ou du FPI ainsi que la part du résultat vous revenant.

Pour remplir chaque ligne, reportez les éléments figurant sur l’attestation annuelle que la société vous a remise ou sur l’imprimé n° 2561 ter dans le cas d’un FPI.

**1** Si la SCI donne en location un logement dans les conditions prévues pour l’application d’une déduction spécifique (*Besson ancien* ou *Borloo ancien*), vous pouvez bénéficier de ce dispositif en cochant la case qui vous concerne.

La société doit s’engager à louer le logement non meublé à usage d’habitation principale pendant 6 ans (dispositif *Besson ancien*) ou pendant la durée d’application de la convention signée avec l’ANAH (dispositif *Borloo ancien*).

En outre, vous devez vous engager à conserver vos parts jusqu’à l’expiration du délai de location de 6 ans ou pendant la durée d’application de la convention signée avec l’ANAH.

Vous devez impérativement joindre votre engagement de conserver vos titres à votre déclaration des revenus de l’année au cours de laquelle le bail initial a pris effet.

**2** Si vous détenez des parts d’une société immobilière, non dotée de la transparence fiscale et non soumise à l’impôt sur les sociétés, propriétaire d’un immeuble pour lequel elle a opté pour la déduction au titre de l’amortissement *Périssol*, *Besson neuf*, *Robien*, vous bénéficiez également de cette déduction au titre de l’amortissement sur la quote-part des revenus correspondant à vos droits dans la société.

La société dont vous êtes associé établit deux décomptes des charges et des revenus de l’immeuble : l’un comprenant la déduction de l’amortissement, l’autre selon le régime de droit commun. Si vous optez pour la déduction de l’amortissement, vous devez vous engager à conserver vos parts pendant toute la durée de l’engagement de location pris par la société, soit 9 ans pour l’investissement initial.

**3** Les souscriptions en numéraire au capital de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) ouvrent droit à la déduction au titre de l’amortissement *Robien* ou *Borloo neuf*.

La SCPI ne peut pas bénéficier de l’amortissement des logements. C’est l’associé qui peut opter pour l’amortissement de la souscription, à condition que 95 % de son montant serve à financer un investissement remplissant les conditions d’application de la déduction.

En outre, le montant de la souscription doit être intégralement investi dans les 18 mois qui suivent la clôture de celle-ci.

L’option de l’associé pour le dispositif *Robien* ou *Borloo neuf*, exercée lors du dépôt de la déclaration des revenus de l’année de la souscription, est irrévocable.

L’associé doit joindre à la 2044 spéciale l’engagement de conserver la totalité de ses parts jusqu’à l’expiration de la période couverte par l’engagement de location pris par la société ainsi que l’attestation annuelle établie par la SCPI comportant notamment l’engagement de location.

La base de calcul de l’amortissement est égale à 95 % du montant de la souscription des parts.

Vous pouvez bénéficier de la déduction au titre de l’amortissement dès l’année du versement de la souscription.

Figure 1. Déclaration n° 2044 spéciale.

110 — Vos parts de sociétés immobilières ou de fonds de placement immobilier (FPI) — non passibles de l’impôt sur les sociétés									
Si vous êtes associé dans une société immobilière ou un FPI possédant des immeubles spéciaux (immeubles situés en secteur sauvegardé, classés monuments historiques ou possédés en nue-proprieté), reportez-vous pages 4 et 5.									
Propriétés rurales et urbaines		Dispositifs spécifiques (cochez, le cas échéant, les cases qui correspondent à votre situation)							
	Besson ancien, Robien ZRR et Scellier ZRR 26 %	Borloo ancien dans le secteur intermédiaire et Borloo neuf 30 %	Scellier dans le secteur intermédiaire 30 %	Borloo ancien dans le secteur social 45 %	Borloo ancien dans le secteur social 60 %	Borloo ancien dans le secteur social et intermédiaire 70 %	Périssol, Besson neuf, Robien classique et recentré, Borloo neuf Opt. amortissement	Robien SCPI et Borloo SCPI Opt. amortissement	
Immeuble 1*	<input checked="" type="checkbox"/> <b>1</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>2</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>3</b>
Immeuble 2*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si vous avez contracté personnellement des emprunts pour acquérir vos parts ou faire vos apports à la société, vous devez ajouter les intérêts de ces emprunts à ceux de la société. Pour vos prêts personnels, remplissez la rubrique 410, page 4 de la 2044 ou 610 page 6 de la 2044 spéciale.

## PROPRIÉTÉS RURALES ET URBAINES

(BOI-RFPI-SPEC-10; PF 224)

Pour distinguer les propriétés urbaines des propriétés rurales, il convient de prendre seulement en considération la composition et la destination de la propriété sans retenir la situation géographique de l'immeuble. D'une manière générale, les propriétés urbaines s'entendent de toutes les constructions, quelles que soient leur affectation et leur situation géographique, qui ne font pas partie intégrante d'une exploitation agricole, ainsi que des terrains qui constituent les dépendances de ces constructions. Toutes les autres propriétés ont le caractère de propriétés rurales. Entrent notamment dans cette catégorie les parcelles non bâties, même situées à l'intérieur d'une ville, l'ensemble des bâtiments et des terrains faisant partie d'une exploitation agricole, les lacs, étangs et terrains non exploités dont le propriétaire se réserve la disposition pour son propre agrément.

## RECETTES

(CGI, art. 29; BOI-RFPI-BASE-10-10 et 20; PF 206 et suiv.)

Lorsqu'un immeuble comporte plusieurs locaux ou appartements soumis à un régime fiscal identique, vous pouvez soit utiliser autant de colonnes que de locaux ou appartements, soit regrouper l'ensemble des revenus afférents à cet immeuble dans une seule colonne. En cas de regroupement, indiquez le nombre de locaux ou appartements que l'immeuble comporte.

## Loyers ou fermages

- 1 Il s'agit de la totalité des recettes perçues en 2013, quelle que soit la période à laquelle elles se rapportent :
- loyers ou fermages encaissés, y compris les arriérés de loyers et les loyers perçus d'avance;
  - suppléments de loyers (pas-de-porte, droit au bail, droit d'entrée);
  - recettes perçues en contrepartie de la mise à disposition du bien (avantages en nature, loyers perçus par compensation, abandon de loyers au profit du locataire...).

Pour les exploitations agricoles, vous devez déclarer également les revenus tirés de la location de la maison d'habitation du fermier incluse dans l'exploitation et des bâtiments d'exploitation (granges, écuries, caves...).

Si vous êtes assujetti à la TVA (de plein droit ou sur option), les recettes doivent être déclarées pour leur montant hors TVA.

## À NOTER

Vous ne devez pas déclarer, au titre des recettes imposables, des sommes versées par les locataires au titre des charges leur incombant (charges locatives). Les charges locatives comprennent notamment les frais de chauffage et l'éclairage des parties communes, l'entretien des ascenseurs ainsi que les taxes locatives (taxe d'enlèvement des ordures ménagères, taxe de balayage). Corrélativement, vous ne devez pas déclarer, au titre des charges déductibles, les charges locatives acquittées par vos soins.

Il existe toutefois plusieurs exceptions à ce principe (voir BOI-RFPI-BASE-20-30-20 n° 50 et s.).

Ainsi, sont notamment admises en déduction, les charges locatives que vous avez supportées pour le compte du locataire et dont vous n'avez pas pu obtenir le remboursement au 31 décembre de l'année du départ du locataire (sur ce point voir infra, charges récupérables non récupérées au départ du locataire).

## Dépenses mises par convention à la charge du locataire

Il s'agit des dépenses déductibles par nature, incombant de droit au propriétaire, qui ont été mises par convention (dans le bail) à la charge des locataires et payées par ces derniers directement à des tiers. Ce sont par exemple :

- les grosses réparations (couverture, gros œuvre);
- les impôts afférents à la propriété (taxe foncière);
- les primes d'assurances contre les risques dont le propriétaire est responsable (incendie).

Vous devez également déclarer, au terme normal du bail, le prix de revient des travaux d'amélioration, de construction, de reconstruction ou d'agrandissement réalisés par le preneur dans le cadre d'un bail à construction.

Il en est de même des travaux d'amélioration réalisés par le preneur dans le cadre d'un bail à réhabilitation. En revanche, les travaux de construction, de reconstruction ou d'agrandissement réalisés par le preneur dans le cadre d'un bail à réhabilitation sont exonérés lorsque leur réalisation est expressément prévue par le contrat.

Figure 2. Déclaration n° 2044 spéciale.

210 Recettes			
Immeubles donnés en location			
211 Loyers (ou fermages) bruts encaissés	1		
212 Dépenses mises par convention à la charge des locataires			
213 Recettes brutes diverses (y compris subventions ANAH et indemnités d'assurance)			
Immeubles dont vous vous réservez la jouissance			
214 Valeur locative réelle des propriétés dont vous vous réservez la jouissance			

## Recettes brutes diverses

Ces recettes comprennent notamment :

- les subventions de l'ANAH, les primes à l'amélioration de l'habitat rural et les indemnités d'assurance destinées à financer des charges déductibles (travaux d'amélioration ou de réparation);
- les sommes perçues en exécution d'un contrat de garantie de loyers. Il s'agit d'un revenu de substitution à la perte de loyer subie en cas de vacance du logement ou de non-paiement des loyers, versé par un organisme d'assurance;
- la location du droit d'affichage (emplacements publicitaires);
- la location du droit d'exploitation des carrières;
- les redevances tréfoncières (indemnités versées par un concessionnaire de mines) ou autres redevances (pour l'exploitation d'une source thermale par exemple);
- la location du droit de chasse ou de pêche.

Les produits de location du droit de pêche ou de chasse sur des propriétés non inscrites à l'actif d'une entreprise sont imposables dans la catégorie des revenus fonciers au titre des recettes diverses.

Le droit de chasse donné en location peut s'exercer sur des terres inexploitées, affermées ou exploitées par leur propriétaire.

Les sommes reçues des locataires à titre de dépôt de garantie ne sont pas imposables dès leur versement. Elles le deviennent lorsque vous les utilisez pour compenser le montant des loyers qui n'ont pas été payés à leur terme ou les frais de remise en état des locaux après le départ des locataires.

Les sommes versées à titre de dépôt de garantie et conservées par le propriétaire pour financer des charges locatives doivent normalement être rajoutées aux recettes brutes, puis déduites au titre des charges récupérables non récupérées.

Il est toutefois admis, à titre de mesure de simplification, que le bailleur s'abstienne de faire état des sommes correspondantes lorsque le chiffre à déclarer dans les recettes brutes est identique à celui porté en déduction. Cette condition implique notamment que les charges locatives dont le propriétaire obtient le remboursement par le biais d'une retenue effectuée sur le dépôt de garantie n'aient pas déjà été déduites au titre d'une année antérieure.

## Valeur locative des propriétés dont vous vous réservez la jouissance

La valeur locative représente le loyer annuel théorique qu'aurait pu produire le bien (autre qu'un logement) s'il était loué à des conditions normales de marché.

Pour les propriétés non bâties, il s'agit des revenus qu'auraient pu produire la location de terrains occupés par des étangs ou des lacs, terrains non cultivés réservés pour la chasse, parcs.

Pour les propriétés bâties, il s'agit du loyer qu'aurait pu produire la location de locaux non affectés à l'usage d'habitation comme des locaux industriels, commerciaux, artisanaux.

## FRAIS ET CHARGES

(CGI, art. 31; BOI-RFPI-BASE-20; PF 214 et suiv.)

① Il s'agit des frais et charges afférents à des immeubles ou parties d'immeubles productifs d'un revenu imposable dans la catégorie des revenus fonciers, s'ils ont été engagés en vue de l'acquisition et la conservation de ces revenus fonciers et effectivement payés au cours de l'année 2013.

Les dépenses propres aux locaux d'habitation dont vous vous réservez l'usage dans un immeuble dont le surplus est donné en location, ou dont les recettes sont comprises dans une autre catégorie de revenus, ne sont pas déductibles. Les dépenses communes ne sont admises qu'au prorata des parties louées; la ventilation doit être effectuée d'après les pourcentages qui servent à la répartition des charges locatives entre les occupants.

Vous devez être en mesure de justifier, à la demande du service des impôts, les sommes portées en déduction. Conservez les factures et états de répartition des charges établis par les syndic ou gérants.

Figure 3. Déclaration n° 2044 spéciale.

<b>220 Frais et charges ①</b>				
221 Frais d'administration et de gestion (rémunération des gardes et concierges; rémunérations, honoraires et commissions versés à un tiers; frais de procédure)				
222 Autres frais de gestion : <b>20 € par local</b>				
223 Primes d'assurance				
224 Dépenses de réparation, d'entretien et d'amélioration (remplir également la rubrique 600)				
225 Charges récupérables non récupérées au départ du locataire				
226 Indemnités d'éviction, frais de relogement				
227 Taxes foncières, taxes annexes de 2013 (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères : voir notice)				
<b>Régimes particuliers</b>				
228 Déductions spécifiques (sous certaines conditions, voir notice) 26 %, 30 %, 40 %, 45 %, 60 % ou 70 % de la ligne 215				
229 Déduction pratiquée en 2013 au titre de l'amortissement (remplir également le tableau page 8)				
<b>Immeubles en copropriété (uniquement pour les copropriétaires bailleurs)</b>				
230 Provisions pour charges payées en 2013				
231 Régularisation des provisions pour charges déduites au titre de 2012				
<b>240 Total des frais et charges : lignes 221 à ligne 230 – ligne 231</b>				

Si vous êtes assujetti à la TVA de plein droit ou sur option, vous devez reporter vos dépenses pour leur montant hors TVA. Lorsque l'option pour l'assujettissement des loyers à la TVA est exercée en cours d'année, cette option prend effet au premier jour du mois au cours duquel elle a été formulée. Seules les dépenses payées avant la date d'effet de cette option sont donc déductibles des revenus fonciers pour leur montant TVA comprise.

## Frais d'administration et de gestion

(BOI-RFPI-BASE-20-10 ; PF 216)

### Rémunérations des gardes et concierges

Il s'agit exclusivement des rémunérations qui sont allouées, à raison de leurs fonctions, aux personnes chargées d'assurer la garde d'un immeuble (immeuble bâti ou non bâti, immeuble collectif ou maison individuelle).

Vous pouvez également déduire les rémunérations des gardes particuliers chargés de la surveillance d'une propriété rurale ainsi que les rémunérations des gardes-chasse particuliers, dès lors que les produits du droit de chasse sont compris dans les revenus accessoires. Il en est de même des rémunérations payées à des gardes commissionnés par divers organismes et des gardes-pêche. Les rémunérations des gardes et concierges comprennent les rémunérations en espèces augmentées des charges fiscales et sociales qui s'y rapportent ainsi que les avantages en nature consentis aux intéressés (électricité, eau, gaz, chauffage, etc.). Pour les immeubles en copropriété, les frais de rémunération des gardes et concierges sont normalement pris en compte dans les provisions pour charges de copropriété.

### Rémunérations, honoraires et commissions versés à un tiers.

Il s'agit de l'ensemble des rémunérations, honoraires et commissions versés à des tiers pour la gestion de l'immeuble. Tel est notamment le cas des frais suivants :

- rémunérations des gérants d'immeubles ou d'administrateurs de biens ;
- sommes versées à un tiers pour la tenue de la comptabilité des immeubles et diverses tâches administratives ou de secrétariat ;
- commissions versées à une agence de location (recherche d'un locataire et rédaction des contrats de location notamment) ;
- honoraires versés à un tiers pour la rédaction de déclarations fiscales ;
- cotisations versées à des chambres syndicales (ou à des fédérations de chambres syndicales) de propriétaires qui fournissent aide et information à la gestion des immeubles donnés en location par leurs adhérents (assistance téléphonique, délivrance de conseils personnalisés, autres prestations de service individualisées...).

### Frais de procédure

Il s'agit des honoraires que vous versez, notamment à un notaire, un avocat, un huissier ou un expert ainsi que des autres frais de procédure (hors droits et taxes qui suivent le régime des impôts déductibles) que vous supportez :

- pour le règlement de différends, soit avec votre locataire (paiement de loyers ; fixation ou révision des loyers ; non-observation des clauses du contrat), soit avec un entrepreneur ou prestataire (instance contre l'entrepreneur qui a construit l'immeuble ou réalisé des travaux) ;
- pour le règlement de litiges portant sur la propriété de l'immeuble donné en location (limites de propriété...)

Cette déduction ne couvre pas les frais d'acquisition de l'immeuble.

## Autres frais de gestion

Les autres frais de gestion sont déductibles pour un montant forfaitaire de 20 € par local.

Ils représentent notamment :

- les frais de correspondance, de déplacement et de téléphone ;
- les dépenses d'acquisition de matériel, d'outillage, de mobilier de bureau, d'équipements informatiques et de logiciels ;
- les frais éventuels d'enregistrement des baux et actes de location.

Le montant forfaitaire de 20 € est réputé couvrir l'ensemble des autres frais de gestion non déductibles pour leur montant réel. Dès lors, vous ne pouvez pas recourir à un autre mode de déduction des charges réputées couvertes par le montant forfaitaire, et en particulier procéder à un complément de déduction lorsque leur montant réel est supérieur au forfait (voir toutefois BOI-RFPI-BASE-20-10 n° 250 à 280).

Par local, il convient de retenir chaque bien donné en location, y compris ses dépendances immédiates dès lors qu'elles sont louées au même locataire que celui du local principal.

Pour les immeubles non bâtis, en cas de location de plusieurs parcelles ou de plusieurs lots, il convient d'apprécier le bénéfice du montant forfaitaire pour chaque location à un même preneur. Par ailleurs, en cas de location à un même preneur :

- de plusieurs parcelles formant un lot d'un seul tenant, il y a lieu d'appliquer un seul montant forfaitaire de 20 € ;
- de plusieurs parcelles non adjacentes, le montant de 20 € s'apprécie parcelle par parcelle.

## Primes d'assurance

(BOI-RFPI-BASE-20-60 ; PF 217)

L'ensemble des primes versées au titre de contrats d'assurance souscrits directement auprès d'une compagnie d'assurance ou par un intermédiaire (professionnels de l'immobilier tels qu'administrateurs de biens, notaires, etc.) sont déductibles pour leur montant réel, y compris les primes d'assurance versées dans le cadre d'un contrat de groupe.

Sont notamment déductibles les primes d'assurance qui couvrent les risques suivants : risque d'incendie et risques annexes ; dégâts des eaux ; bris de glace ; dégâts causés par la tempête, la grêle ou la neige ; dommages causés par le vol ou le vandalisme ; dommages causés par une catastrophe naturelle ; responsabilité civile du propriétaire bailleur, notamment à raison des dommages que pourrait causer le bien aux locataires ou aux tiers (primes d'assurance « propriétaire non-occupant »).

En revanche, les primes qui garantissent les récoltes, le bétail, le matériel ou le mobilier ne sont pas déductibles.

Si vous louez un ou plusieurs logements dans le cadre d'une convention mentionnée à l'article L. 353-2 du code de la construction et de l'habitation (CCH), et que vous avez conclu un contrat d'assurance contre les impayés de loyer respectant le cahier des charges établi par l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL), vous pouvez soit déduire ces primes d'assurance de vos revenus fonciers, soit demander à bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu (case 4BF de votre 2042<sup>1</sup>). Si vous demandez le bénéfice du crédit d'impôt, vous ne pouvez pas déduire de vos revenus fonciers la fraction de primes garantissant le risque d'impayés de loyers. Les autres primes d'assurance demeurent déductibles des revenus fonciers.

Si vous n'optez pas pour ce crédit d'impôt, vous pouvez déduire toutes les primes d'assurance y compris celles qui couvrent le risque de loyers impayés.

## Dépenses d'amélioration, de réparation et d'entretien

(BOI-RFPI-BASE-20-30 ; PF 218 et s.)

Vous pouvez déduire les dépenses que vous avez effectivement payées en 2013.

Dans ce cas, remplissez également la rubrique 600, page 6 (ou 400, page 4 de la 2044<sup>1</sup>).

Toutefois, pour les logements pour lesquels vous avez opté pour la déduction au titre de l'amortissement *Périssol, Besson neuf* ou *Robien*, les travaux d'amélioration ne sont pas directement déduits mais font l'objet d'un amortissement.

Si vous réalisez vous-même des travaux, la valeur de votre travail personnel n'est pas prise en compte. Seul le prix des matériaux payé aux fournisseurs est déductible.

**Cas particulier des copropriétaires :** vous devez indiquer ligne 230 (ou 229 de la 2044<sup>1</sup>) le montant des sommes versées au syndic en 2013.

Il en résulte que les provisions pour travaux d'amélioration, réparation et entretien votées en assemblée générale de copropriété et versées au syndic doivent obligatoirement être portées sur cette ligne.

Les autres dépenses de travaux de même nature, non provisionnées mais payées en 2013 (exemple : travaux d'urgence), continuent d'être déclarées au titre des dépenses d'amélioration, de réparation et d'entretien.

### Travaux d'amélioration

Ils ont pour objet d'assurer une meilleure utilisation de l'immeuble et son adaptation aux conditions modernes de vie, soit par une modification de son aménagement, soit par l'adjonction d'installations, d'équipements ou d'éléments de confort nouveaux ou complémentaires.

### Locaux d'habitation

Tel est le cas, par exemple, des frais d'installation du chauffage central, du tout-à-l'égout, d'une salle d'eau ou de l'eau courante, d'un ascenseur, des dépenses d'isolation thermique ou de régulation du chauffage<sup>1</sup>, de traitement des immeubles contre l'amiante.

Ces travaux ne doivent pas affecter :

- la structure de l'immeuble : les travaux de construction, de reconstruction ou d'agrandissement ne sont pas déductibles ;
- ni sa destination : la transformation d'un bâtiment à usage industriel en locaux d'habitation n'est pas déductible.

Ces dépenses doivent concerner uniquement les locaux affectés à l'habitation. Toutefois, sont également déductibles les dépenses d'amélioration afférentes aux locaux professionnels ou commerciaux destinées à faciliter l'accueil des personnes handicapées ainsi que les dépenses d'amélioration destinées à protéger les locaux

des effets de l'amiante (désamiantage). Les frais correspondant à des travaux de construction, de reconstruction ou d'agrandissement sont exclus.

Au terme du bail à réhabilitation, le bailleur peut déduire les travaux d'amélioration payés par le preneur si le prix de revient de ceux-ci a été déclaré en recettes.

### Propriétés rurales

Vous pouvez déduire :

- les travaux destinés à adapter la propriété aux conditions modernes d'exploitation, à condition qu'ils ne soient pas de nature à entraîner un accroissement de sa valeur (travaux d'électrification, installation de bassins, pompes à eau, clôtures, fosses...);
- les travaux de construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation (à l'exclusion des équipements) qui remplace un bâtiment de même nature, vétuste ou inadapté. Ces travaux ne doivent pas entraîner une augmentation des fermages ;
- les dépenses d'amélioration et de construction qui s'incorporent aux bâtiments existants, destinées à satisfaire aux obligations prévues par les textes relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement (CGI, art. 31-I-2<sup>a</sup>-c bis).

### Travaux de réparation et d'entretien

Ils ont pour objet de maintenir ou de remettre en état un immeuble afin d'en permettre un usage normal sans en modifier la consistance ou l'agencement et sans en accroître la valeur.

À titre d'exemples, sont déductibles les dépenses suivantes :

- réfection des peintures extérieures, des planchers ;
- réparation d'une toiture ;
- remise en état des conduits de fumée ;
- remplacement par un appareil du même type d'une chaudière ou d'un appareil sanitaire vétuste ;
- réparation d'un ascenseur.

Les travaux de réparation et d'entretien concernant les bâtiments d'exploitation des propriétés rurales sont déductibles dans les mêmes conditions.

Les travaux indissociables des travaux d'agrandissement (par exemple, réfection de la toiture en cas de construction d'un étage supplémentaire) ne sont pas déductibles.

Les dépenses de réparations locatives (par exemple, les frais de réfection des peintures intérieures) ne sont déductibles que dans les deux cas suivants :

- lorsqu'elles sont rendues nécessaires par la vétusté ou la force majeure ;
- lorsqu'elles sont engagées, avant l'installation du locataire, en vue de faciliter la location.

À défaut, les dépenses de réparations locatives peuvent, le cas échéant, être déduites, au titre des charges locatives non récupérées au départ du locataire.

1. Les dépenses ayant ouvert droit pour le bailleur au crédit d'impôt au titre des économies d'énergie et du développement durable prévu à l'article 200 quater du CGI ne sont pas admises en déduction pour la détermination du revenu net foncier (b du 1<sup>o</sup> du I de l'article 31 du CGI). En revanche, la part des dépenses excédant le plafond de 8 000 € ouvrant droit au crédit d'impôt précité peut être déduite des revenus fonciers (BOI-IR-RICI-280-20-20, n° 140 et 150).



## RÉPARATIONS LOCATIVES NON DÉDUCTIBLES

### I - Parties extérieures dont le locataire a l'usage exclusif

- a) Jardins privatifs : entretien courant, notamment des allées, pelouses, massifs, bassins et piscines ; taille, élagage, échenillage des arbres et arbustes ; remplacement des arbustes ; réparation et remplacement des installations mobiles d'arrosage.
- b) Auvents, terrasses et marquises : enlèvement de la mousse et des autres végétaux.
- c) Descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières : débordement des conduits.

### II - Ouvertures intérieures et extérieures

- a) Sections ouvrantes telles que portes et fenêtres : graissage des gonds, paumelles et charnières ; menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds, crémones et espagnolettes ; remplacement notamment de boulons, clavettes et targettes.
- b) Vitrages : réfection des mastics ; remplacement des vitres détériorées.
- c) Dispositifs d'occultation de la lumière tels que stores et jalousies : graissage ; remplacement notamment de cordes, poulies ou de quelques lames.
- d) Serrures et verrous de sécurité : graissage ; remplacement de petites pièces ainsi que des clés égarées ou détériorées.
- e) Grilles : nettoyage et graissage ; remplacement notamment de boulons, clavettes, targettes.

### III - Parties intérieures

- a) Plafonds, murs intérieurs et cloisons : maintien en état de propreté ; menus raccords de peintures et tapisseries ; remise en place ou remplacement de quelques éléments des matériaux de revêtement tels que faïence, mosaïque, matière plastique ; rebouchage des trous rendu assimilable à une réparation par le nombre, la dimension et l'emplacement de ceux-ci.
- b) Parquets, moquettes et autres revêtements de sol : encaustiquage et entretien courant de la vitrification ; remplacement de quelques lames de parquets et remise en état, pose de raccords de moquettes et autres revêtements de sol, notamment en cas de taches et de trous.
- c) Placards et menuiseries telles que plinthes, baguettes et moulures : remplacement des tablettes et tasseaux de placard et réparation de leur dispositif de fermeture ; fixation de raccords et remplacement de pointes de menuiseries.

### IV - Installations de plomberie

- a) Canalisations d'eau : débordement ; remplacement notamment de joints et de colliers.
- b) Canalisations de gaz : entretien courant des robinets, siphons et ouvertures d'aération ; remplacement périodique des tuyaux souples de raccordement.
- c) Fosses septiques, puisards et fosses d'aisance : Vidange.
- d) Chauffage, production d'eau chaude et robinetterie : remplacement des bilames, pistons, membranes, boîtes à eau, allumage piézo-électrique, clapets et joints des appareils à gaz ; rinçage et nettoyage des corps de chauffe et tuyauteries ; remplacement des joints, clapets et presse-étoupes des robinets ; remplacement des joints, flotteurs et joints cloches des chasses d'eau.
- e) Éviers et appareils sanitaires : nettoyage des dépôts de calcaire, remplacement des tuyaux flexibles de douches.

...

## RÉPARATIONS LOCATIVES NON DÉDUCTIBLES (SUITE)

...

### V - Équipements d'installations d'électricité

Remplacement des interrupteurs, prises de courant, coupe-circuits et fusibles, des ampoules, tubes luminescents ; réparation ou remplacement des baguettes ou gaines de protection.

### VI - Autres équipements mentionnés au contrat de location

- a) Entretien courant et menues réparations des appareils tels que réfrigérateurs, machines à laver le linge et la vaisselle, sèche-linge, hottes aspirantes, adoucisseurs, capteurs solaires, pompes à chaleur, appareils de conditionnement d'air, antennes individuelles de radiodiffusion et de télévision, meubles scellés, cheminées, glaces et miroirs.
- b) Menues réparations nécessitées par la dépose des bourrelets ;
- c) Graissage et remplacement des joints des vidoirs ;
- d) Ramonage des conduits d'évacuation des fumées et des gaz et conduits de ventilation.

## CHARGES RÉCUPÉRABLES

### I - Ascenseurs et monte-charge

1. Dépenses d'électricité.
2. Dépenses d'exploitation, d'entretien courant, de menues réparations :
  - a) Exploitation :
    - visite périodique, nettoyage et graissage des organes mécaniques ;
    - examen semestriel des câbles et vérification annuelle des parachutes ;
    - nettoyage annuel de la cuvette, du dessus de la cabine et de la machinerie ;
    - dépannage ne nécessitant pas de réparations ou fournitures de pièces ;
    - tenue d'un dossier par l'entreprise d'entretien mentionnant les visites techniques, incidents et faits importants touchant l'appareil.
  - b) Fournitures relatives à des produits ou à du petit matériel d'entretien (chiffons, graisses et huiles nécessaires) et aux lampes d'éclairage de la cabine.
  - c) Menues réparations :
    - de la cabine (boutons d'envoi, paumelles de portes, contacts de portes, ferme-portes automatiques, coulisseaux de cabine, dispositif de sécurité de seuil et cellule photo-électrique) ;
    - des paliers (ferme-portes mécaniques, électriques ou pneumatiques, serrures électromécaniques, contacts de porte et boutons d'appel) ;
    - des balais du moteur et fusibles.

### II - Eau froide, eau chaude et chauffage collectif des locaux privatifs et des parties communes

1. Dépenses relatives :
  - À l'eau froide et chaude des locataires ou occupants du bâtiment ou de l'ensemble des bâtiments d'habitation concernés ;
  - À l'eau nécessaire à l'entretien courant des parties communes du ou desdits bâtiments, y compris la station d'épuration ;
  - À l'eau nécessaire à l'entretien courant des espaces extérieurs ;
  - Les dépenses relatives à la consommation d'eau incluent l'ensemble des taxes et redevances ainsi que les sommes dues au titre de la redevance d'assainissement, à l'exclusion de celles auxquelles le propriétaire est astreint en application de l'article L. 35-5 du code de la santé publique ;
  - Aux produits nécessaires à l'exploitation, à l'entretien et au traitement de l'eau ;
  - À l'électricité ;
  - Au combustible ou à la fourniture d'énergie, quelle que soit sa nature.

...

## CHARGES RÉCUPÉRABLES (SUITE)

...

**2.** Dépenses d'exploitation, d'entretien courant et de menues réparations :

a) Exploitation et entretien courant :

- nettoyage des gicleurs, électrodes, filtres et clapets des brûleurs ;
  - entretien courant et graissage des pompes de relais, jauges, contrôleurs de niveau ainsi que des groupes motopompes et pompes de puisards ;
  - graissage des vannes et robinets et réfection des presse-étoupes ;
  - remplacement des ampoules des voyants lumineux et ampoules de chaufferie ;
  - entretien et réglage des appareils de régulation automatique et de leurs annexes ;
  - vérification et entretien des régulateurs de tirage ;
  - réglage des vannes, robinets et tés ne comprenant pas l'équilibrage ;
  - purge des points de chauffage ;
  - frais de contrôles de combustion ;
  - entretien des épurateurs de fumée ;
  - opérations de mise en repos en fin de saison de chauffage, rinçage des corps de chauffe et tuyauteries, nettoyage de chaufferies, y compris leurs puisards et siphons, ramonage des chaudières, carneaux et cheminées ;
  - conduite de chauffage ;
  - frais de location d'entretien et de relevé des compteurs généraux et individuels ;
  - entretien de l'adoucisseur, du détartreur d'eau, du surpresseur et du détendeur ;
  - contrôles périodiques visant à éviter les fuites de fluide frigorigène des pompes à chaleur ;
  - vérification, nettoyage et graissage des organes des pompes à chaleur ;
  - nettoyage périodique de la face extérieure des capteurs solaires ;
  - vérification, nettoyage et graissage des organes des capteurs solaires.
- b) Menues réparations dans les parties communes ou sur des éléments d'usage commun :
- réparation de fuites sur raccords et joints ;
  - remplacement des joints, clapets et presse-étoupes ;
  - rodage des sièges de clapets ;
  - menues réparations visant à remédier aux fuites de fluide frigorigène des pompes à chaleur ;
  - recharge en fluide frigorigène des pompes à chaleur.

### III - Installations individuelles

Chauffage et production d'eau chaude, distribution d'eau dans les parties privatives :

**1.** Dépenses d'alimentation commune de combustible ;

**2.** Exploitation et entretien courant, menues réparations ;

a) Exploitation et entretien courant :

- réglage de débit et température de l'eau chaude sanitaire ;
- vérification et réglage des appareils de commande, d'asservissement, de sécurité d'aquastat et de pompe ;
- dépannage ;
- contrôle des raccordements et de l'alimentation des chauffe-eau électriques, contrôle de l'intensité absorbée ;
- vérification de l'état des résistances, des thermostats, nettoyage ;
- réglage des thermostats et contrôle de la température d'eau ;
- contrôle et réfection d'étanchéité des raccordements eau froide-eau chaude ;
- contrôle des groupes de sécurité ;
- rodage des sièges de clapets des robinets ;
- réglage des mécanismes de chasse d'eau.

b) Menues réparations :

- remplacement des bilames, pistons, membranes, boîtes à eau, allumage piézo-électrique, clapets et joints des appareils à gaz ;
- rinçage et nettoyage des corps de chauffe et tuyauteries ;

...

## CHARGES RÉCUPÉRABLES (SUITE)

...

- remplacement des joints, clapets et presse-étoupes des robinets ;
- remplacement des joints, flotteurs et joints cloches des chasses d'eau.

### IV - Parties communes intérieures au bâtiment ou à l'ensemble des bâtiments d'habitation

**1.** Dépenses relatives :

À l'électricité ;

Aux fournitures consommables, notamment produits d'entretien, balais et petit matériel assimilé nécessaires à l'entretien de propreté, sel.

**2.** Exploitation et entretien courant, menues réparations :

a) Entretien de la minuterie, pose, dépose et entretien des tapis ;

b) Menues réparations des appareils d'entretien de propreté tels qu'aspirateur.

**3.** Entretien de propreté (frais de personnel).

### V - Espaces extérieurs au bâtiment ou à l'ensemble de bâtiments d'habitation (voies de circulation, aires de stationnement, abords et espaces verts, aires et équipements de jeux)

**1.** Dépenses relatives :

À l'électricité ;

À l'essence et huile ;

Aux fournitures consommables utilisées dans l'entretien courant : ampoules ou tubes d'éclairage, engrais, produits bactéricides et insecticides, produits tels que graines, fleurs, plants, plantes de remplacement, à l'exclusion de celles utilisées pour la réfection de massifs, plates-bandes ou haies.

**2.** a) Exploitation et entretien courant :

Opérations de coupe, désherbage, sarclage, ratissage, nettoyage et arrosage concernant :

- les allées, aires de stationnement et abords ;
- les espaces verts (pelouses, massifs, arbustes, haies vives, plates-bandes) ;
- les aires de jeux ;
- les bassins, fontaines, caniveaux, canalisations d'évacuation des eaux pluviales ;
- entretien du matériel horticole ;
- remplacement du sable des bacs et du petit matériel de jeux.

b) Peinture et menues réparations des bancs de jardins et des équipements de jeux et grillages.

### VI - Hygiène

**1.** Dépenses de fournitures consommables :

Sacs en plastique et en papier nécessaires à l'élimination des rejets ; Produits relatifs à la désinsectisation et à la désinfection, y compris des colonnes sèches de vide-ordures.

**2.** Exploitation et entretien courant :

Entretien et vidange des fosses d'aisances ;

Entretien des appareils de conditionnement des ordures.

**3.** Élimination des rejets (frais de personnel).

### VII - Équipements divers du bâtiment ou de l'ensemble de bâtiments d'habitation

**1.** La fourniture d'énergie nécessaire à la ventilation mécanique.

**2.** Exploitation et entretien courant :

Ramonage des conduits de ventilation ;

Entretien de la ventilation mécanique ;

Entretien des dispositifs d'ouverture automatique ou codée et des interphones ;

Visites périodiques à l'exception des contrôles réglementaires de sécurité, nettoyage et graissage de l'appareillage fixe de manutention des nacelles de nettoyage des façades vitrées.

**3.** Divers :

Abonnement des postes de téléphone à la disposition des locataires.

### VIII - Impositions et redevances

Taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères.

Taxe de balayage.



## Charges récupérables non récupérées au départ du locataire

(BOI-RFPI-BASE-20-40 ; PF 218-2)

Il s'agit des charges locatives (incombant normalement au locataire), que vous avez payées pour son compte (frais de chauffage ou d'éclairage des parties communes, entretien des ascenseurs, taxes de balayage et d'enlèvement des ordures ménagères, location de compteur, etc.) et dont vous n'avez pu obtenir le remboursement au 31 décembre de l'année de son départ. Ces charges peuvent avoir été engagées au titre de l'année de départ du locataire ou au titre des années antérieures, depuis son entrée dans le logement.

Vous pouvez également inscrire sur cette ligne le montant des charges locatives que vous avez payées au titre d'une période de vacance, considérée comme normale, entre deux contrats de location.

### À NOTER

Dès lors que le dépôt de garantie versé par le locataire ne constitue pas une recette imposable, le remboursement de ce dépôt de garantie au départ du locataire ne peut être admis en déduction.

## Indemnités d'éviction pour la réalisation de travaux

(BOI-RFPI-BASE-20-20, I)

L'indemnité d'éviction versée par le propriétaire est admise en déduction lorsqu'elle a pour objet de libérer les locaux en vue de les relouer dans de meilleures conditions, c'est-à-dire d'entraîner une augmentation du revenu tiré de la location de l'immeuble. En revanche, elle n'est pas déductible lorsqu'elle présente le caractère d'une dépense personnelle ou d'une dépense engagée en vue de la réalisation d'un gain en capital (reprise des locaux pour l'usage personnel du propriétaire, pour les revendre libres de toute location ou pour en permettre la démolition).

## Frais de relogement

(BOI-RFPI-BASE-20-20, II)

Les frais de relogement d'un locataire durant les travaux affectant le logement loué sont déductibles s'ils sont engagés en vue de la conservation du revenu et si leur montant résulte d'une gestion normale.

## Taxe foncière et taxes annexes dues au titre de l'année 2013

(BOI-RFPI-BASE-20-50 ; PF 223)

Les impôts afférents à la propriété de l'immeuble perçus au profit des collectivités locales, de certains établissements publics ou d'organismes divers sont déductibles sous réserve que ces impôts ne soient pas mis, par convention, à la charge du locataire. Il s'agit notamment de la taxe foncière.

En revanche, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui figure sur l'avis de taxe foncière n'est pas déductible des revenus fonciers. Il s'agit d'une charge payée par le propriétaire pour le compte du locataire et remboursée par le locataire au propriétaire. Toutefois, le bailleur peut déduire le prélèvement pour frais de gestion de la fiscalité locale relatif à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. En pratique, il peut donc déduire le montant total des frais de gestion indiqué sur l'avis de taxe foncière.

Sont déductibles la fraction des taxes foncières, de la taxe régionale et de la taxe spéciale d'équipement légalement ou conventionnellement à votre charge ainsi que la moitié de la taxe pour frais de chambre d'agriculture, en ce qui concerne les propriétés rurales.

Ces taxes ne peuvent être déduites que si elles ont été effectivement payées au cours de l'année d'imposition. Toutefois, même si elles n'ont pas été payées en 2013, vous pouvez les déduire pour leur montant exact si vous avez reçu votre avis d'imposition. La taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Île-de-France est également déductible des revenus fonciers (CGI, art. 31 I-1°c).

## Immeubles en copropriété

(BOI-RFPI-BASE-20-30-30 n°170 et s.)

### Provisions pour charges

(BOI-RFPI-BASE-20-70 n° 10 à 40)

Si le logement que vous donnez en location est situé dans un immeuble en copropriété, indiquez ligne 230 (ou 229 de la 2044<sup>1</sup>) le montant des provisions que vous avez versées au syndic en 2013 (provisions pour charges générales de copropriété, provisions votées en assemblée générale).

Cette déduction globale est obligatoire même si vous connaissez la ventilation exacte de vos charges à la date de souscription de votre déclaration de revenus fonciers.

Seules sont déductibles les provisions pour dépenses suivantes comprises ou non dans le budget prévisionnel de la copropriété :

- dépenses courantes de maintenance, de fonctionnement et d'administration des parties communes et équipements communs de l'immeuble ;

- dépenses pour travaux qui n'ont pas à figurer dans le budget prévisionnel et dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État (décret n° 2004-479 du 27-05-2004, JO 04-06-2004).

Les provisions spéciales destinées à faire face à des travaux non encore décidés par l'assemblée générale, prévues par l'article 18 de la loi n° 65-557 du 10.7.1965 modifiée, ne sont pas concernées. Les dépenses ayant donné lieu à ces provisions spécifiques continuent à être déduites dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire à la date de leur paiement si elles présentent le caractère de charges déductibles.

## À NOTER

Les dépenses déduites des revenus fonciers au titre des provisions pour charges ne doivent pas être indiquées dans une autre rubrique de charges (notamment, dépenses de réparation, d'amélioration et d'entretien).

### Régularisation des provisions pour charges déduites au titre de l'année 2012

(BOI-RFPI-BASE-20-70 n°50 à 90)

Après l'arrêté des comptes de la copropriété, présenté en assemblée générale en principe en 2013, vous devez régulariser, ligne 231 (ou 230 de la 2044<sup>1</sup>), les provisions pour charges de copropriété que vous avez déduites au titre de l'année 2012 pour leur montant total.

En effet, seules les charges effectivement déductibles, pour leur montant réel, et vous incombant de droit doivent être prises en compte pour la détermination de votre revenu foncier net taxable.

Vous devez donc indiquer sur cette ligne la fraction des provisions déduites au titre de l'année 2012 correspondant à :

- des charges non déductibles de revenus fonciers (ex : dépenses d'agrandissement...);
- et des charges locatives (ex : dépenses d'éclairage ou de chauffage des parties communes, entretien des ascenseurs, les taxes locatives...).

Vous devez également indiquer, le cas échéant, le solde positif résultant de l'approbation des comptes de l'année 2012. Ce solde est positif dès lors que les provisions déduites au titre de l'année 2012 sont supérieures aux charges réellement payées à la clôture des comptes. Le solde des provisions non utilisées doit donc être réintégré aux revenus de 2013.

Le montant de la régularisation indiqué sur cette ligne est déduit du montant des charges de l'année 2013.

Remarque : il peut se produire que les provisions déduites au titre de l'année 2012 soient inférieures aux charges réellement payées à la clôture des comptes. Dans cette situation, le solde négatif se traduit par un supplément de charges à déduire au titre de 2013.

## À NOTER

Si vous avez déduit des provisions pour charges lorsque vous étiez imposé selon le régime réel, vous n'avez pas de régularisation à effectuer l'année suivante si vous êtes imposé selon le régime du micro-foncier.

### Intérêts d'emprunts (BOI-RFPI-BASE-20-80)

Les intérêts et les frais d'emprunt (agios, commissions, frais de constitution de dossier, frais d'inscription hypothécaire, primes de contrat d'assurance-vie, si aucune récupération des sommes versées n'est prévue en dehors de l'hypothèse de la réalisation d'un risque, ou d'assurance-chômage garantissant l'emprunt...) sont déductibles sans limitation en ce qui concerne le montant ou la durée.

Les emprunts doivent être contractés pour l'acquisition, la conservation, la construction, la réparation, l'amélioration des propriétés.

Exemple : intérêts des emprunts contractés pour le paiement des droits de succession.

Des emprunts peuvent être souscrits pour se substituer aux emprunts contractés pour la construction, l'acquisition, la réparation ou l'amélioration des immeubles productifs de revenus fonciers. Toutefois, dès lors que ces prêts n'ont pas pour objet les opérations ci-dessus mais le remboursement ou le remplacement d'un prêt antérieur présentant ces caractéristiques, les intérêts des emprunts substitutifs ne sont en principe pas admis en déduction des revenus fonciers.

Compte tenu des conditions économiques qui motivent généralement ces opérations, il est admis que le droit à déduction des revenus fonciers attaché à l'emprunt initial ne soit pas modifié, lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le nouvel emprunt doit être souscrit pour rembourser ou se substituer à l'emprunt initial. Cette condition est remplie lorsque le nouveau contrat ou l'avenant le mentionne expressément en se référant à lui. L'identité de l'organisme prêteur pour les deux prêts n'est pas nécessaire;
- les intérêts admis en déduction n'excèdent pas ceux qui figuraient sur l'échéancier initial. Cette limitation s'apprécie globalement en comparant la somme des intérêts figurant respectivement sur l'échéancier de l'emprunt initial et sur l'échéancier du nouvel emprunt.

Si vous déduisez des intérêts d'emprunts, remplissez également la rubrique 610 page 6 (ou 410, page 4 de la 2044<sup>1</sup>).

## DÉDUCTIONS SPÉCIFIQUES

### Dispositif Besson ancien

(CGI, art. 31-I-1° j ; BOI-RFPI-SPEC-20-10-30-10 ; PF 223-5)

Pour les logements anciens donnés en location entre le 1.1.1999 et le 30.9.2006, le dispositif *Besson ancien* vous permet de bénéficier d'une déduction spécifique au taux de 26 %.

Ce régime est supprimé pour les baux conclus à compter depuis le 1.10.2006. Mais vous pouvez continuer à bénéficier du dispositif pour un bail conclu avant cette date, jusqu'à la fin de la période d'engagement de location de 6 ans (éventuellement prorogée par périodes triennales).

- Vous devez vous engager à louer le logement nu pendant 6 ans à usage de résidence principale du locataire. Si vous détenez des parts d'une société immobilière (non soumise à l'impôt sur les sociétés) propriétaire d'un tel logement, la société doit prendre l'engagement de location de 6 ans et vous-même devez vous engager à conserver vos parts jusqu'à l'expiration de la durée de l'engagement de location pris par la société.
- Vous devez également vous engager à respecter des conditions tenant au montant des loyers et aux ressources du locataire.

Pour l'année 2013, les plafonds mensuels de loyers par m<sup>2</sup>, charges non comprises, sont fixés comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1. Plafonds mensuels de loyers par m<sup>2</sup> Besson ancien.

SITUATION DU LOGEMENT <sup>1</sup>	LOYER MENSUEL € / M <sup>2</sup>
Zone A	18,16
Zone B (B1 et B2)	11,87
Zone C	8,60

1. Les communes comprises dans chaque zone figurent au BOI-ANX-000145.

Pour déterminer la surface du logement à prendre en compte, reportez-vous page 294.

Pour les baux reconduits ou renouvelés en 2013, les plafonds annuels de ressources sont indiqués dans le tableau 2.

Les ressources du locataire s'entendent du revenu fiscal de référence (1° du IV de l'article 1417 du CGI) de l'avant-dernière année précédant celle de la signature du contrat de location (année N-2). Lorsque cela est plus favorable, il est admis de retenir le revenu fiscal de référence de l'année qui précède celle de la signature du contrat de location (année N-1).

Le plafond de ressources à retenir dépend de la composition du foyer fiscal à la date de signature du bail. À ce titre, il convient de tenir compte du nombre de personnes titulaires du bail et de la composition de leurs foyers fiscaux. Lorsque les personnes titulaires du bail constituent des foyers fiscaux distincts, chacune d'elles doit, en principe, en fonction de sa propre situation, satisfaire aux plafonds de ressources applicables.

Toutefois, les ressources des personnes vivant en concubinage doivent être appréciées globalement. Dans ce cas, il convient donc de totaliser l'ensemble des revenus des foyers fiscaux de chaque concubin et de comparer la somme obtenue au plafond de ressources applicable aux couples, éventuellement majoré pour personnes à charge.

Par ailleurs, lorsque le locataire est fiscalement à la charge de ses parents ou rattaché à leur foyer fiscal au titre de l'année de référence, la condition de ressources doit être appréciée au regard des seules ressources du locataire.

Les conditions et modalités d'appréciation des ressources du locataire sont précisées dans le BOI-RFPI-SPEC-20-10-20-20.

En tout état de cause, le locataire doit être une personne autre qu'un membre de votre foyer fiscal, un ascendant ou un descendant ou une personne occupant déjà les locaux à quelque titre et à quelque usage que ce soit.

L'option pour le dispositif Besson-ancien s'applique aux baux conclus entre le 1.1.1999 et le 30.9.2006, quelle que soit la date d'acquisition du logement, pour les 6 premières années de location.

La durée de 6 ans est calculée de date à date à compter de celle de la prise d'effet du bail initial. Pour les locations conclues en cours d'année, vous devez ventiler les revenus sur lesquels la déduction spécifique de 26 % s'applique et ceux sur lesquels elle ne s'applique pas.

Si la condition de loyer demeure remplie, l'application de la déduction spécifique peut être prorogée par période de 3 ans, en cas de poursuite, de reconduction ou de renouvellement du bail avec le même locataire. Cette prorogation est applicable même si les ressources du locataire ont dépassé le montant des plafonds prévus.

Le nombre de logements pour lesquels vous pouvez bénéficier de la déduction de 26 % n'est pas limité.

En cas de non-respect des engagements, l'ensemble des déductions pratiquées fait l'objet d'une reprise au titre de l'année de rupture de l'engagement ou de cession du logement ou des parts sociales, sauf si cet événement est dû à l'invalidité, au licenciement ou au décès du contribuable ou de l'un des membres du couple soumis à imposition commune.

Toutefois, vous pouvez **interrompre la location** à l'issue d'une période de 3 ans afin de mettre le logement à la disposition d'un de vos ascendants ou descendants, sans que le bénéfice du dispositif Besson soit remis en cause. Ce délai minimal de location de 3 ans se calcule de date à date compter de celle de la prise d'effet du bail initial.

La mise à disposition ne peut intervenir qu'au cours de la période initiale d'engagement de location de 6 ans. Elle peut s'effectuer à titre onéreux ou à titre gratuit. Lorsque la mise à disposition est effectuée à titre onéreux, le régime de droit commun des revenus fonciers, sans application de la déduction spécifique de 26 %, est applicable. Il n'est pas exigé que le logement constitue la résidence principale de l'occupant.

Pendant la période de mise à disposition, vous devez joindre chaque année à votre déclaration de revenus une note indiquant vos nom et adresse, l'adresse du logement concerné, la date de prise d'effet du bail et la date de mise à disposition, l'identité de l'occupant, la nature de la mise à disposition et, l'année de reprise de l'engagement de location, la date de départ de l'ascendant ou du descendant. Durant la période de mise à disposition du logement au profit d'un de vos ascendants ou descendants, vous ne bénéficiez pas de la déduction de 26 %.

Cette période de mise à disposition ne peut pas excéder 9 ans. Elle est calculée de date à date à compter de celle de la suspension de la période initiale de location et jusqu'au départ des lieux de l'ascendant ou descendant. Elle n'est pas prise en compte pour le décompte de la durée d'engagement de location minimale de 6 ans et n'est autorisée qu'une seule fois.

Tableau 2. Plafonds annuels de ressources Besson ancien et Besson neuf.

COMPOSITION DU FOYER LOCATAIRE	ZONES <sup>1</sup>		
	A	B1 et B2	C
Personne seule	46 214 €	35 718 €	31 255 €
Couple	69 066 €	47 695 €	42 008 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	83 023 €	57 356 €	50 289 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	99 448 €	69 239 €	60 863 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	117 728 €	81 449 €	71 432 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	132 474 €	91 790 €	80 578 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	+ 14 766 €	+ 10 238 €	+ 9 153 €

1. La liste des communes comprises dans chaque zone figure au BOI-ANNN-000415.

## Dispositif Borloo ancien

(CGI, art. 31-I-1° m, BOI-RFPI-SPEC-20-40)

Vous pouvez bénéficier du dispositif *Borloo ancien* si vous avez conclu un bail à compter du 1.10.2006 dans le cadre d'une convention avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Ce dispositif prend la forme d'une déduction spécifique égale à

- 30 % des revenus bruts tirés des locations relevant du secteur locatif intermédiaire;
- 45 % des revenus bruts tirés des locations relevant du secteur locatif social ou très social;
- 60 % des revenus bruts tirés des locations relevant du secteur locatif social ou très social, pour les conventions conclues à compter du 28.3.2009 pour lesquelles un bail est conclu ou renouvelé à compter de cette même date;
- 70 % des revenus bruts pour les logements qui font l'objet d'une convention à loyer intermédiaire, à loyer social ou très social lorsqu'ils sont donnés en location, à compter du 28.3.2009, à un organisme public ou privé, soit en vue de leur sous-location à des personnes mentionnées au II de l'article L 301-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH), soit en vue de l'hébergement de ces mêmes personnes.

Pour le bénéfice de cet avantage, vous devez vous engager à louer le logement nu à usage d'habitation principale du locataire pendant une période minimale de 6 ans. Cette durée est portée à 9 ans lorsque vous percevez une subvention de l'ANAH au titre de la réalisation de travaux d'amélioration dans le logement.

Le dispositif est réservé aux locations consenties aux personnes physiques, à la condition que le locataire ne soit pas un membre du foyer fiscal du bailleur ni un de ses ascendants ou descendants.

Pendant toute la période couverte par l'engagement de location, le loyer mensuel par m<sup>2</sup> ne doit pas être supérieur à un plafond qui diffère selon la zone dans laquelle se situe le logement et le secteur locatif concerné.

En outre, lors de la conclusion ou du renouvellement du bail, les ressources du locataire ne doivent pas excéder un plafond fixé selon la zone géographique et le secteur locatif.

Pour les logements conventionnés dans le secteur intermédiaire, les plafonds de loyers et de ressources du locataire sont identiques à ceux fixés pour le dispositif *Besson ancien* (voir tableau 1 pour les plafonds de loyer et tableau 2 pour les plafonds de ressources).

Pour les logements conventionnés dans les autres secteurs, les plafonds à respecter sont indiqués dans le BOI-RFPI-SPEC-20-40-20-30.

Initialement réservé aux locations conclues avec un nouveau locataire, le dispositif *Borloo ancien* est, depuis le 7.3.2007 applicable aux locations conclues avec un locataire occupant déjà le logement, lorsque le bail fait l'objet d'un renouvellement. Le bailleur n'est donc plus tenu de changer de locataire pour bénéficier du dispositif.

Pour les baux signés à compter du 7.3.2007, le dispositif est, par ailleurs, étendu aux logements donnés en location à des organismes de droit privé ou public pour le logement ou l'hébergement de personnes physiques à usage d'habitation principale.

Pour le bénéfice de ce dispositif, vous devez joindre à la déclaration de revenus de l'année au cours de laquelle la location ouvre droit pour la première fois à la déduction spécifique, le document «Engagement du bailleur» figurant en annexe de la convention conclue avec l'ANAH.

## À NOTER

Pour les conventions conclues à compter du 28.3.2009 :

- vous pouvez décider de proroger l'application de l'avantage fiscal après l'échéance de la convention ANAH, jusqu'à la date fixée pour le renouvellement ou la reconduction du contrat de location;
- vous bénéficiez d'une déduction spécifique de 60 % (au lieu de 45 %) lorsque les logements relèvent d'une convention du secteur locatif social;
- vous bénéficiez d'une déduction spécifique de 70 % pour les logements conventionnés loués à un organisme public ou privé, soit en vue de sa sous-location, meublée ou non, à des personnes physiques à usage d'habitation principale, soit en vue de l'hébergement de ces mêmes personnes (secteur social, très social ou intermédiaire).

Le bénéfice de la déduction spécifique de 70 % est réservé aux logements situés dans les communes des zones A, B1 et B2.

Pour les conventions signées du 28.3 au 30.6.2009, la liste de ces communes est fixée par l'arrêté du 10.08.2006 (BOI-RFPI-SPEC-20-40-20-30 n° 90). Pour les conventions signées à compter du 1.7.2009, la liste des communes est fixée par l'arrêté du 29.4.2009 (n° 90 du BOFIP précité).

## Dispositif Robien ZRR

(CGI, art. 31-I-1° k; BOI-RFPI-SPEC-20-20-60)

Le dispositif *Robien ZRR* s'applique aux investissements réalisés du 1.1.2004 au 31.12.2009 relatifs à des logements situés dans une zone de revitalisation rurale (ZRR), pour lesquels vous avez opté pour la déduction au titre de l'amortissement Robien (classique ou recentré). Vous bénéficiez alors d'une déduction spécifique égale à 26 % des revenus tirés de la location du logement concerné, durant la période de déduction de l'amortissement.

## Dispositif Borloo neuf

(CGI, art. 31-I-1° l; BOI-RFPI-SPEC-20-30)

Pour bénéficier du dispositif *Borloo neuf*, vous devez avoir opté pour le dispositif *Robien recentré* et donner le logement neuf en location à titre d'habitation principale à des conditions de loyers plus restrictives que celle exigées pour le dispositif *Robien recentré* à des locataires qui respectent par ailleurs certaines conditions de ressources (secteur intermédiaire).

En principe, le dispositif *Borloo-neuf* s'applique aux investissements réalisés à compter du 1.9.2006 et jusqu'au 31.12.2009, comme le dispositif *Robien recentré* dont il constitue un complément. Toutefois, le dispositif *Borloo neuf* peut s'appliquer aux investissements réalisés du 1.1.2006 au 31.12.2009 si vous vous engagez à respecter les dispositions du régime *Robien recentré*, en renonçant au régime *Robien classique*.

Le dispositif *Borloo neuf* ouvre droit, en plus d'une déduction des revenus fonciers au titre de l'amortissement égale à 6 % par an pendant sept ans et à 4 % pendant deux ans :

- d'une part, à une déduction spécifique fixée à 30 % du montant des revenus bruts applicable pendant la période d'engagement de location de neuf ans, prolongée par une période de trois ans reconductible une fois (soit une période d'engagement de neuf, douze ou quinze ans);
- et d'autre part, à un complément de déduction des revenus fonciers au titre de l'amortissement de 7,5 % (2,5 % par an) ou

15 % (2,5 % par an) du prix de revient du logement selon que vous choisissez, à l'issue de la période initiale de location de neuf ans, de prolonger votre engagement d'une ou deux périodes triennales. Les conditions de loyers et de ressources doivent continuer à être respectées.

Dans le cadre de ce dispositif, vous devez donner le logement en location à des conditions de loyers plus restrictives et à des locataires qui remplissent certaines conditions de ressources.

Pour l'année 2013, les plafonds de loyer mensuel par m<sup>2</sup>, charges non comprises sont indiqués dans le tableau 3.

La définition de la surface à prendre en compte pour l'appréciation du plafond de loyer est identique à celle retenue dans le cadre des dispositifs *Robien classique* et *Robien recentré*.

En outre, lorsque la location est consentie à un organisme public ou privé qui sous-loue le logement, la condition de loyer doit être satisfaite à la fois entre le propriétaire et l'organisme locataire et entre ce dernier et le sous-locataire.

Pour les baux conclus, reconduits ou renouvelés en 2013, les plafonds annuels de ressources du locataire sont indiqués dans le tableau 4.

Tableau 3. Plafonds mensuels de loyers par m<sup>2</sup> Borloo neuf.

ZONES <sup>1</sup>	LOYER MENSUEL €/M <sup>2</sup>
A	18,17
B1	12,63
B2	10,33
C <sup>2</sup>	7,57

1. Pour les investissements réalisés avant le 4.5.2009, la liste des communes comprises dans les zones A, B1, B2 est fixée par l'arrêté du 10.8.2006. Pour les investissements réalisés à compter du 4.5.2009, la liste des communes comprises dans les zones A, B1 et B2 est fixée par l'arrêté du 29.4.2009.

2. Seuls les logements qui ont fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire avant le 4.5.2009 dans une des communes comprises en zone C ouvrent droit au bénéfice du dispositif. La liste des communes comprises dans la zone C figure dans l'arrêté du 10.8.2006.

Tableau 4. Plafonds annuels de ressources du locataire Borloo neuf.

COMPOSITION DU FOYER LOCATAIRE	ZONES <sup>1</sup>			
	A	B1	B2	C <sup>2</sup>
Personne seule	46 214 €	34 328 €	31 467 €	31 255 €
Couple	69 066 €	50 410 €	46 210 €	42 008 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	83 023 €	60 348 €	55 319 €	50 289 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	99 448 €	73 035 €	66 949 €	60 863 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	117 728 €	85 720 €	78 579 €	71 432 €
Personne seule ou couple marié ayant quatre personnes à charge	132 474 €	96 692 €	88 636 €	80 578 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	+ 14 766 €	+ 10 983 €	+ 10 068 €	+ 9 153 €

1. Pour les investissements réalisés avant le 4.5.2009, la liste des communes comprises dans les zones A, B1, B2 est fixée par l'arrêté du 10.8.2006. Pour les investissements réalisés à compter du 4.5.2009, la liste des communes comprises dans les zones A, B1 et B2 est fixée par l'arrêté du 29.4.2009.

2. Seuls les logements qui ont fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire avant le 4.5.2009 dans une des communes comprises en zone C ouvrent droit au bénéfice du dispositif.

L'engagement de location doit prévoir que le locataire est une personne autre que l'un des ascendants ou descendants du propriétaire. Lorsque l'immeuble est la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, le locataire doit être une personne autre qu'un des associés ou un membre du foyer fiscal, un ascendant ou un ascendant d'un associé.

Toutefois, vous pourrez suspendre l'engagement de location issue d'une période de location d'au moins 3 ans, pour mettre le logement à la disposition à titre onéreux ou gratuit d'un ascendant ou descendant.

Pendant cette période, qui ne peut pas excéder 9 ans, vous ne pouvez bénéficier ni de la déduction au titre de l'amortissement ni de la déduction spécifique de 30 %. En outre, cette période de mise à disposition du logement ne sera pas prise en compte pour le décompte de la durée de location minimale de 9 ans.

Au terme de la période de mise à disposition, vous devez remettre le bien en location dans les conditions prévues pour bénéficier de l'avantage fiscal, conformément à l'engagement souscrit. À défaut de remise en location, les avantages fiscaux initialement accordés sont remis en cause.

## Dispositifs Scellier intermédiaire et Scellier ZRR

(CGI, art. 199 septuiesc, BOI-IR-RICI-230-40, PF 105-26 et s.)

### Dispositif Scellier intermédiaire (BOI-IR-RICI-230-40-10)

Lorsque vous demandez le bénéfice de la réduction d'impôt Scellier et que vous vous engagez à louer le logement nu pendant au moins 9 ans à usage d'habitation principale du locataire dans le secteur intermédiaire, vous bénéficiez, en plus de la réduction d'impôt, d'une déduction spécifique de 30 % qui s'applique sur les revenus bruts tirés de la location du logement concerné.

Pour les investissements réalisés du 1.1.2009 au 31.12.2010, les plafonds de loyer à respecter dans le cadre du dispositif *Scellier intermédiaire* sont identiques à ceux fixés pour le dispositif *Borloo neuf* (voir tableau 3, à l'exclusion de la ligne relative à la zone C qui ne concerne pas le dispositif Scellier intermédiaire).

Pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2011, les plafonds de loyer, pour l'année 2013, sont indiqués au paragraphe n° 100 du BOI-IR-RICI-230-40-10.



Les plafonds de ressources du locataire sont identiques à ceux fixés pour le dispositif "Borloo neuf" quelle que soit la date de réalisation de l'investissement (voir tableau 4).

Des plafonds spécifiques de loyer et de ressources du locataire sont fixés pour les investissements réalisés dans les départements et collectivités d'outre-mer à compter du 27.5.2009 (voir n°110 à 150 du BOFIP précité).

#### Dispositif Scellier ZRR (BOI-IR-RICI-230-40-20)

Lorsque le logement pour lequel vous demandez à bénéficier de la réduction d'impôt Scellier est situé dans une zone de revitalisation rurale (ZRR), vous bénéficiez d'une déduction spécifique fixée à 26 % des revenus bruts tirés de la location de ce logement. Cette déduction n'est pas cumulable avec la déduction spécifique de 30 % applicable lorsque la location est consentie dans le secteur intermédiaire.

Pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2009, la liste des communes situées dans une ZRR est fixée par l'arrêté du 9.4.2009 (publié au Journal officiel du 11.4.2009).

Pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2010, la liste des communes classées en ZRR est complétée par l'arrêté du 30.12.2010 (publié au Journal officiel du 31.12.2010).

Pour les investissements réalisés à compter du 1.1.2012, la liste des communes classées en ZRR qui est fixée par l'arrêté du 28.12.2012 (Journal officiel du 29.12.2012) est identique à celle définie par l'arrêté du 30.12.2010 susmentionné.

#### À NOTER

Lorsque la location fait l'objet d'une convention avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), vous pouvez bénéficier d'une déduction spécifique égale à 30 % (secteur intermédiaire), 45 ou 60 % (secteur social) ou 70 % (secteur intermédiaire) du montant des loyers perçus. La déduction spécifique obtenue dans le cadre du dispositif dit *conventionnement ANAH* ou *Borloo ancien* n'est pas cumulable avec celle de 30 % prévue en faveur des locations dans le secteur intermédiaire (*Scellier intermédiaire*) ni avec celle de 26 % prévue en faveur des logements situés en zone de revitalisation rurale (*Scellier ZRR*).

Le tableau 5 récapitule le taux de l'ensemble des déductions spécifiques applicables.

## DÉDUCTIONS AU TITRE DE L'AMORTISSEMENT

### Dispositif Périssol

(CGI, art. 31-1-1° f; BOI-RFPI-SPEC-20-10-10; PF 221)

Cette disposition s'applique aux :

- logements acquis entre le 1.1.1996 et le 31.12.1998, neufs ou en l'état futur d'achèvement ou après réhabilitation par le vendeur (dès lors que leur acquisition entre dans le champ d'application de la TVA);
- logements que vous avez fait construire et qui ont fait l'objet, entre le 1.1.1996 et le 31.12.1998, de la déclaration d'ouverture de chantier;
- locaux précédemment affectés à un usage autre que l'habitation, acquis entre le 1.1.1996 et le 31.12.1998 et que vous avez transformés en logement;
- logements acquis entre le 1.1.1999 et le 31.8.1999, neufs ou en l'état futur d'achèvement ou après réhabilitation par le vendeur (sous réserve que leur acquisition entre dans le champ d'application de la TVA), à condition qu'ils aient donné lieu à la délivrance d'un permis de construire avant le 1.1.1999 et qu'ils aient été achevés avant le 1.7.2001.

Les immeubles peuvent être la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés (SCI de gestion, SCPI ou toute autre société de personnes) dont vous détenez des parts, dès lors que les revenus tirés de ces parts sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers.

Vous devez vous être engagé à louer le logement pendant 9 ans, à usage ou non de résidence principale, ou, si vous détenez des parts de sociétés immobilières, à conserver les titres jusqu'à l'expiration de cet engagement de location de 9 ans pris par la société.

La location doit avoir pris effet dans les 12 mois qui suivent l'achèvement de l'immeuble ou son acquisition si elle est postérieure. Le preneur peut être une personne physique ou une personne morale.

L'option pour la déduction de l'amortissement doit avoir été formulée lors du dépôt de la déclaration de revenus de l'année de l'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition, si elle est postérieure. Elle est irrévocable.

L'amortissement est calculé, selon le cas, sur le prix et les frais d'acquisition de l'immeuble ou le prix du terrain et le coût de construction ou le prix d'acquisition du local et le montant des travaux de transformation en logement.

Tableau 5. Taux des déductions spécifiques applicables.

NATURE DE LA DÉDUCTION SPÉCIFIQUE	TAUX DE LA DÉDUCTION
Besson ancien, Robien ZRR classique ou recentré, Scellier ZRR	26 %
Borloo ancien secteur intermédiaire, Borloo neuf, Scellier secteur intermédiaire	30 %
Borloo ancien	
• convention ANAH conclue avant le 28.3.2009 en secteur social ou très social	45 %
• convention ANAH conclue à compter du 28.3.2009	
secteur social ou très social	60 %
secteur intermédiaire (intermédiaire, social ou très social)	70 %
Carrières et autres gisements minéraux	40 %

Il est égal à 10 % de cette base les 4 premières années et à 2 % les 20 années suivantes, le point de départ étant fixé au premier jour du mois de l'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure, ou de l'achèvement des travaux de transformation. Lorsque le point de départ de la période d'amortissement se situe en cours d'année, la première, la cinquième et la dernière annuité d'amortissement sont réduites prorata temporis.

Les logements placés sous le régime *Périssol* ouvrent droit à l'amortissement :

- des dépenses de reconstruction et d'agrandissement, dans les mêmes conditions que l'investissement initial (nouvel engagement de location pour 9 ans indépendant de celui pris au moment de l'option ; amortissement de 10 % les 4 premières années et de 2 % les 20 années suivantes) ;
- des dépenses d'amélioration (qui, dès lors, ne sont pas déductibles) sans nouvel engagement de location (amortissement de 10 % des travaux pendant 10 ans).

#### À NOTER

- Le plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global est porté à 15 300 € pour les propriétaires qui constatent un déficit sur au moins un immeuble faisant l'objet de la déduction au titre de l'amortissement *Périssol*.
- Un même logement ne peut pas ouvrir droit à la fois à la déduction de l'amortissement et aux réductions d'impôt pour investissement outre-mer.

En cas de transmission à titre gratuit d'un logement pour lequel l'option a été exercée, le ou les héritiers, légataires ou donataires, peuvent demander la reprise à leur profit du régime de la déduction pour la période restant à courir à la date de transmission. Dans ce cas, les amortissements déduits par le premier propriétaire ne sont pas remis en cause.

En cas de rupture de l'engagement de louer le logement ou de conserver les parts (sauf si elle est motivée par l'invalidité, le licenciement ou le décès du contribuable ou de son conjoint ou partenaire d'un PACS), l'ensemble des amortissements déjà déduits sont réintégrés dans le revenu net foncier de l'année de rupture. L'imposition est établie selon un système de quotient en fonction du nombre d'années de déduction.

Si vous optez pour la déduction au titre de l'amortissement, vous devez remplir le tableau qui figure page 8 de la 2044 spéciale.

### Dispositif Besson neuf

(CGL, art. 31-I-1° g ; BOI-RFPI-SPEC-20-10-20 ; PF 222)

Cette disposition s'applique aux logements suivants :

- logements acquis entre le 1.1.1999 et le 2.4.2003, neufs ou en l'état futur d'achèvement ou réhabilités dès lors que la nature et l'importance des travaux de réhabilitation ont abouti à la création d'un logement neuf de sorte que la vente du logement entre dans le champ de la TVA immobilière. Il peut s'agir également d'un logement issu de la transformation d'un local affecté à un usage autre que l'habitation et dont l'acquisition entre dans le champ de la TVA en vertu des mêmes dispositions ;
- logements que vous avez fait construire et qui ont fait l'objet de la déclaration d'ouverture de chantier entre le 1.1.1999 et le 2.4.2003. L'application de cet avantage fiscal n'est pas subordonnée à la condition que le permis de construire et la déclaration

d'ouverture de chantier soient accordés au bailleur souscrivant l'engagement de location ;

- locaux précédemment affectés à un usage autre que l'habitation, acquis entre le 1.1.1999 et le 2.4.2003, et que vous avez transformés en logement ;
- locaux inachevés que vous avez acquis entre le 1.1.1999 et le 2.4.2003.

L'immeuble peut être la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés dont vous détenez des parts dès lors que les revenus de ces parts sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers.

#### À NOTER

L'amortissement ne peut pas s'appliquer aux immeubles ou aux parts sociales dont le droit de propriété est démembre. Toutefois, lorsque le démembrement résulte du décès d'un des époux soumis à une imposition commune, le conjoint survivant titulaire de l'usufruit peut demander la poursuite de la déduction de l'amortissement pour la période restant à courir à la date du décès.

La location d'un logement en indivision ouvre droit à la déduction au titre de l'amortissement si toutes les conditions sont respectées. Chaque indivisaire déduit des produits lui revenant la fraction de l'amortissement correspondant à sa quote-part indivise.

L'option pour la déduction de l'amortissement doit avoir été formulée lors du dépôt de la déclaration des revenus de l'année d'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure et, pour les sociétés, lors du dépôt de la déclaration des résultats de l'année de l'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure. L'option est irrévocable.

La location doit prendre effet dans les 12 mois qui suivent l'achèvement du logement ou son acquisition si elle est postérieure. La durée de location de 9 ans est calculée de date à date, à compter de celle de la prise d'effet du bail initial.

Vous devez vous engager (ou la société doit s'engager) à louer le logement nu pendant 9 ans, à usage de résidence principale du locataire, à une personne autre qu'un membre de votre foyer fiscal.

Lorsque l'immeuble est la propriété d'une société non soumise à l'IS, le titulaire du bail doit être une personne autre que l'associé qui demande le bénéfice de l'avantage fiscal ou un membre de son foyer fiscal.

Vous pouvez louer le logement à un organisme public ou privé qui le destine à l'habitation principale d'un membre de son personnel salarié (à l'exclusion du propriétaire du logement, de son conjoint et des membres de son foyer fiscal).

La possibilité de **louer à un ascendant ou descendant** du propriétaire, non membre de son foyer fiscal, dépend de la date d'acquisition du logement qui bénéficie de la déduction au titre de l'amortissement.

- Pour les logements acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement **avant le 9.10.2002**, la location ne peut pas être consentie à un ascendant ou à un descendant du propriétaire ou d'un membre de son foyer fiscal. Vous pouvez toutefois suspendre votre engagement de location pour mettre le logement à la disposition d'un de ces ascendants ou descendants à la condition qu'il ait été loué depuis au moins 3 ans dans les conditions normales du dispositif Besson. Ce délai minimal de location de 3 ans se calcule de date à date.



La mise à disposition ne peut intervenir qu'au cours de la période initiale d'engagement de location de 9 ans souscrit pour le bénéfice de l'amortissement du logement ou de l'amortissement des dépenses de reconstruction ou d'agrandissement. Elle peut s'effectuer à titre gratuit ou à titre onéreux. Il n'est pas exigé que le logement constitue l'habitation principale de l'occupant.

Cette période de mise à disposition ne peut pas excéder 9 ans. Elle n'est pas prise en compte pour la durée de location minimale de 9 ans et n'est autorisée qu'une seule fois.

Lorsque le logement appartient à une société non soumise à l'IS, la mise à disposition au profit d'un ascendant ou d'un descendant d'un associé ne suspend pas l'application de la déduction de l'amortissement pour les autres associés, si les conditions tenant au loyer et aux ressources du locataire sont remplies.

Les autres associés peuvent cependant demander la suspension de l'application de la déduction selon les mêmes modalités que l'associé ayant le lien familial avec l'occupant du logement.

Pendant la période de mise à disposition du logement, vous devez joindre chaque année à votre déclaration de revenus une note indiquant :

- vos nom et adresse, l'adresse du logement ;
- la date de prise d'effet du bail initial et de mise à disposition du logement au profit d'un ascendant ou d'un descendant ;
- l'identité de l'occupant ;
- la nature de la mise à disposition.

Les notes jointes aux déclarations de revenus de l'année de mise à disposition du logement et de reprise de l'engagement de location doivent en outre mentionner le décompte de la déduction de l'amortissement.

– Pour les logements acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement **depuis le 9.10.2002**<sup>2</sup>, la location peut être consentie à un ascendant ou à un descendant du propriétaire. Les conditions tenant aux ressources du locataire doivent être remplies.

Le versement d'une pension alimentaire par le propriétaire à son ascendant ou descendant locataire n'a pas d'incidence sur la possibilité de louer le logement.

En revanche, la location à un membre du foyer fiscal du propriétaire ou à un membre du foyer fiscal de l'un des associés de la société propriétaire du logement demeure exclue, y compris lorsqu'il s'agit d'un ascendant ou d'un descendant du propriétaire ou de l'un des associés de la société propriétaire.

En cas d'option pour l'amortissement *Besson*, vous devez vous engager à respecter des plafonds de loyer et de ressources du locataire. Pendant toute la période couverte pendant l'engagement de location, les loyers ne doivent pas excéder certains plafonds. Les plafonds mensuels de loyer par m<sup>2</sup>, charges non comprises, pour 2013 sont indiqués dans le tableau 6.

La surface du logement est égale à sa surface habitable (surface de plancher construite, sous déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et fenêtres) augmentée de la moitié, dans la limite de 8 m<sup>2</sup>, des annexes à l'usage exclusif de l'occupant du logement et dont la hauteur sous plafond est au moins égale à 1,80 m (caves,

sous-sols, remises, ateliers, combles, greniers aménageables, balcons, loggias, vérandas et, dans la limite de 9 m<sup>2</sup>, parties de terrasses accessibles en étage).

La surface des emplacements de stationnement et des garages n'est pas prise en compte pour la détermination du loyer plafond.

Les plafonds annuels de ressources du locataire sont identiques à ceux fixés pour le dispositif *Besson ancien* (voir tableau 2).

L'amortissement est calculé sur le prix et les frais d'acquisition du logement ou le prix du terrain et le coût de construction ou le prix et les frais d'acquisition et le prix des travaux de transformation en logement, y compris la fraction qui se rapporte aux dépendances immédiates et nécessaires telles que les emplacements de stationnement.

La déduction de l'amortissement est pratiquée pendant 9 ans, au taux de 8 % les 5 premières années et de 2,5 % les 4 années suivantes.

La période peut être prolongée deux fois de 3 ans (au taux de 2,5 % par an) :

- en cas de poursuite ou de renouvellement du bail avec le même locataire, si la condition de loyer reste remplie ;
- en cas de changement de titulaire du bail si les conditions de loyer et de ressources sont remplies.

Le total des déductions représente donc 50 %, 57,5 % ou 65 % de la valeur du logement.

Le point de départ de l'amortissement est fixé au premier jour du mois de l'achèvement du logement ou de son acquisition si elle postérieure.

Lorsque le point de départ de la période d'amortissement est postérieur au 31 janvier, les première, sixième et dernière annuités d'amortissement sont réduites prorata temporis.

Les dépenses de reconstruction et d'agrandissement effectuées dans un logement pour lequel vous déduisez l'amortissement peuvent également faire l'objet d'un amortissement, à condition que soit pris un nouvel engagement de location de 9 ans. Le taux est le même que pour l'investissement initial.

Les dépenses d'amélioration ne peuvent être prises en compte que par la déduction d'un amortissement au taux de 10 % pendant 10 ans.

Tableau 6. Plafonds mensuels de loyers par m<sup>2</sup> Besson neuf.

SITUATION DU LOGEMENT <sup>1</sup>	LOYER MENSUEL €/M <sup>2</sup>
Zone I bis	16,27
Zone I	14,41
Zone II	11,13
Zone III	10,50

1. La liste des communes comprises dans les zones I bis, I, II et III figure au n° 180 du BOI-RFPI-SPEC-20-10-20-20

2. Ainsi que les logements que le contribuable fait construire et qui ont fait l'objet, à compter du 09-10-2002, de la déclaration d'ouverture de chantier prévue à l'article R. 421-40 du code de l'urbanisme et les locaux affectés à un usage autre que l'habitation acquis à compter du 09-10-2002, que le contribuable transforme en logements.

## À NOTER

- Les déficits fonciers qui résultent de dépenses autres que les intérêts d'emprunt s'imputent sur le revenu global dans les conditions de droit commun, dans la limite de 10 700 €.
- Pour un même logement, vous ne pouvez pas bénéficier de l'amortissement *Besson neuf* de l'amortissement *Périssol* ni de la réduction d'impôt pour investissement outre-mer.

En cas de non-respect des conditions initiales d'application du régime (logement ne remplissant pas les conditions requises), la déduction de l'amortissement est remise en cause. Le revenu foncier des années au titre desquelles une déduction au titre de l'amortissement a été déduite, est majoré du montant de cette déduction. Lorsque le non-respect des conditions exigées pour le bénéfice de ce dispositif intervient au cours de la période d'engagement de location (rupture de l'engagement de location, cession du logement ou des parts sociales), le revenu foncier de l'année au cours de laquelle intervient l'événement est majoré du montant de l'ensemble des amortissements déduits au cours de la période couverte par cet engagement de location. Dans ce cas, l'imposition correspondante est calculée en appliquant le système du quotient.

## Dispositif Robien classique

(CGI, art. 31-I-1° h; BOI-RFPI-SPEC-20-20, PF 222-1 et s)

Cette disposition s'applique aux logements suivants :

- logements acquis neufs, inachevés ou en l'état futur d'achèvement entre le 1.1.2003 et le 31.8.2006 ;
- logements construits par le contribuable et qui ont fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier entre le 1.1.2003 et le 31.8.2006 ;
- locaux affectés à un usage autre que l'habitation, acquis entre le 1.1.2003 et le 31.8.2006, que le contribuable transforme en logement ;
- logements acquis entre le 3.4.2003 et le 31.8.2006 en vue de leur réhabilitation. Les travaux de réhabilitation du logement doivent avoir permis de donner au logement l'ensemble des caractéristiques d'un logement décent (caractéristiques définies par le décret n° 2002-120 du 30.1.2002). Les travaux de réhabilitation s'entendent des travaux réalisés sur le logement et, le cas échéant, sur les parties communes qui permettent de donner au logement l'ensemble des performances techniques fixées par l'arrêté du 19.12.2003. Au moins six de ces performances techniques doivent avoir été obtenues à la suite de ces travaux. Dans ce cas, le contribuable fait établir par un contrôleur technique ou un technicien de la construction qualifié, indépendant des personnes physiques ou morales susceptibles de réaliser les travaux de réhabilitation et couvert par une assurance pour cette activité :

- 1° avant la réalisation des travaux, un état descriptif du logement contenant les rubriques fixées par l'arrêté du 19.12.2003. Le professionnel qualifié qui établit cet état fournit également une attestation indiquant les rubriques pour lesquelles le logement ne correspond pas aux caractéristiques de la décence. Au moins quatre des rubriques mentionnées doivent indiquer que le logement ne répond pas aux caractéristiques de la décence ;
- 2° après la réalisation des travaux, un état descriptif du logement contenant les mêmes rubriques que celles mentionnées au 1°. Le professionnel qualifié qui établit cet état fournit également une attestation indiquant :

- que les travaux de réhabilitation ont permis de donner au logement l'ensemble des caractéristiques d'un logement décent mentionnées plus haut ;
- que l'ensemble des performances techniques est respecté ;
- et qu'au moins six d'entre elles ont été obtenues à la suite des travaux de réhabilitation.

## À NOTER

L'amortissement *Robien classique* s'applique en principe aux investissements réalisés entre le 3.4.2003 et le 31.8.2006.

Il est toutefois admis que cette mesure s'applique à toutes les options formulées en 2004 qu'elles soient afférentes à des investissements réalisés avant ou après le 3.4.2003, à condition que le contribuable n'ait pas demandé le bénéfice de la déduction de l'amortissement *Besson*. Cette mesure ne peut pas s'appliquer aux logements destinés à être réhabilités.

L'amortissement *Robien classique* s'applique aux immeubles dont le propriétaire est une personne physique ou une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, autre qu'une société civile de placement immobilier (SCPI). La déduction ne s'applique pas aux immeubles et parts sociales dont le droit de propriété est démembré. Toutefois, lorsque le démembrement du droit de propriété résulte du décès de l'un des époux soumis à imposition commune, le conjoint survivant titulaire de l'usufruit peut demander à son profit la reprise du bénéfice de la déduction pour la période restant à courir à la date du décès.

L'option pour la déduction de l'amortissement doit avoir été formulée lors du dépôt de la déclaration des revenus de l'année d'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure et, pour les sociétés, lors du dépôt de la déclaration des résultats de l'année de l'achèvement du logement ou de son acquisition si elle est postérieure.

Vous devez vous engager (ou la société doit s'engager) à louer le logement nu pendant 9 ans à usage de résidence principale du locataire. La location doit être consentie à une personne autre qu'un membre de votre foyer fiscal ou, lorsque l'immeuble est la propriété d'une société, à une personne autre qu'un des associés ou qu'un des membres du foyer fiscal d'un des associés. Sous cette réserve, il peut s'agir d'un ascendant ou descendant.

La location peut être consentie à un organisme public ou privé qui le donne en sous-location nue à usage de résidence principale, à condition que cet organisme ne fournisse aucune prestation hôtelière ou parahôtelière.

La location doit prendre effet dans les 12 mois qui suivent la date d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure. La durée de location de 9 ans se calcule de date à date à compter de celle de la prise d'effet du bail initial.

Pendant toute la période couverte pendant l'engagement de location, les loyers ne doivent pas excéder certains plafonds.

Les plafonds mensuels de loyer par m<sup>2</sup>, charges non comprises, pour 2013 sont indiqués dans le tableau 7.

Voir dispositif *Besson neuf* pour les modalités de détermination de la surface du logement.

L'amortissement du prix d'acquisition ou de revient de l'immeuble est calculé au taux de 8 % les 5 premières années et au taux

de 2,5 % les 4 années suivantes. À l'issue de cette période de 9 ans, l'amortissement peut encore être pratiqué au taux de 2,5 % par période triennale, dans la limite de 6 ans, si la condition de loyer continue d'être remplie. Le total des déductions représente donc 50 %, 57,5 % ou 65 % de la valeur du logement. Les travaux de reconstruction ou d'agrandissement d'un logement placé sous le dispositif Robien peuvent également faire l'objet d'un amortissement selon les mêmes modalités que l'investissement initial, avec un nouvel engagement de location de 9 ans.

Pour les options formulées depuis le 1.1.2006, il n'est plus possible de proroger la période d'amortissement des travaux de reconstruction ou d'agrandissement de 9 ans.

Les dépenses d'amélioration sont prises en compte par la déduction d'un amortissement au taux de 10 % pendant 10 ans.

Pour les logements acquis en vue de leur réhabilitation, la base de la déduction est constituée par le prix d'acquisition du logement et le montant des travaux de réhabilitation.

La période d'amortissement a pour point de départ le 1<sup>er</sup> jour du mois de l'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure.

#### À NOTER

– Aucune condition relative aux ressources du locataire n'est imposée dans le cadre du dispositif *Robien classique*.

– Les déficits fonciers qui résultent de dépenses autres que les intérêts d'emprunt s'imputent sur le revenu global dans la limite de 10 700 €.

– Pour un logement faisant l'objet de l'amortissement *Robien classique*, vous ne pouvez bénéficier ni de la déduction spécifique *Besson ancien*, ni de la réduction d'impôt pour investissement outre-mer, ni de l'imputation sans limitation sur le revenu global des déficits provenant d'un monument historique ou d'une opération de restauration immobilière (ancien dispositif *Malraux*), ni du régime micro-foncier.

### Dispositif Robien recentré

(CGI, art. 31-I-1<sup>o</sup> h; BOI-RFPI-SPEC-20-20, PF 222-1 et s)

Pour les investissements réalisés du 1.9.2006 au 31.12.2009 (dispositif *Robien recentré*), le taux d'amortissement est fixé à 6 % du prix d'acquisition ou de revient du logement pendant 7 ans et à 4 % de ce prix pendant 2 ans.

Vous ne pouvez pas reconduire votre engagement à l'issue de la période de 9 ans. Le total des déductions représente donc nécessairement 50 % de la valeur du logement.

Tableau 7. Plafonds mensuels de loyers par m<sup>2</sup> Robien classique.

SITUATION DU LOGEMENT <sup>1</sup>	LOYER MENSUEL € / M <sup>2</sup>
Zone A	22,71
Zone B (B1 et B2)	15,79
Zone C	11,36

1. Ces zones sont définies dans l'arrêté du 10.8.2006. La liste des communes figure au BOI-ANX-000415.

Vous devez vous engager à louer le logement nu pendant 9 ans à usage de résidence principale du locataire. Le locataire doit être une personne physique autre que le propriétaire ou un membre de son foyer fiscal. Sous cette réserve, il peut s'agir d'un ascendant ou descendant du contribuable. Lorsque le logement est la propriété d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés, le locataire doit être une personne physique autre qu'un des associés ou qu'un membre du foyer fiscal de l'un des associés.

La location doit prendre effet dans les 12 mois qui suivent la date d'achèvement de l'immeuble ou de son acquisition si elle est postérieure. La durée de location de 9 ans se calcule de date à date à compter de celle de la prise d'effet du bail initial.

Toutefois, les propriétaires qui n'ont pas pu mettre le logement en location dans les 12 mois suivant son achèvement ou son acquisition peuvent bénéficier d'une partie de l'amortissement s'ils remplissent les conditions suivantes :

- le propriétaire justifie qu'il a accompli des diligences concrètes en vue de louer le bien et qu'il n'a pas proposé des conditions de location dissuasives ;
- le logement n'a jamais été habité ni utilisé jusqu'à sa mise en location ;
- le logement est loué pendant 9 ans à compter de sa mise en location effective.

Dans ce cas, le point de départ de la période d'amortissement reste fixé au premier jour du mois de l'achèvement ou de l'acquisition du logement mais le propriétaire ne peut bénéficier de la déduction de l'amortissement qu'à compter du premier jour du mois de la mise en location effective.

La période d'amortissement s'achève à la fin de la 9<sup>e</sup> année qui suit l'achèvement ou l'acquisition du logement.

L'amortissement correspondant à la période au cours de laquelle le logement n'était pas encore loué est perdu.

Les dépenses d'amélioration réalisées sur un logement pour lequel l'option pour la déduction au titre de l'amortissement a été exercée sont, dans tous les cas, obligatoirement prises en compte sous la forme d'une déduction des revenus fonciers au titre de l'amortissement égale à 10 % du montant de la dépense pendant 10 ans. Aucun engagement de location particulier ne doit être pris.

Les dépenses de reconstruction ou d'agrandissement bénéficient d'une déduction annuelle égale à 6 % pendant 7 ans et à 4 % pendant 2 ans. À l'expiration de cette période, aucune prorogation de l'engagement ne peut être effectuée.

Tableau 8. Plafonds mensuels de loyers par m<sup>2</sup> Robien recentré.

ZONES <sup>1</sup>	LOYER MENSUEL € / M <sup>2</sup>
A	22,71
B1	15,79
B2	12,91
C <sup>2</sup>	9,46

1. Pour les investissements réalisés du 1.9.2006 au 3.5.2009, la liste des communes comprises dans les zones A, B1 et B2 est fixée par l'arrêté du 10.8.2006. Pour les investissements réalisés à compter du 4.5.2009, la liste des communes comprises dans les zones A, B1 et B2 est fixée par l'arrêté du 29.4.2009.

2. Seuls les logements qui ont fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire avant le 4.5.2009 dans une des communes comprises en zone C ouvrent droit au bénéfice du dispositif.

Pendant toute la période couverte par l'engagement de location, le loyer mensuel par m<sup>2</sup> ne doit pas être supérieur à un plafond qui diffère selon la zone dans laquelle se situe le logement donné en location et le secteur locatif concerné. Les plafonds mensuels de loyers par m<sup>2</sup>, charges non comprises, pour 2013 sont indiqués dans le tableau 8.

Aucune condition de ressources du locataire n'est exigée.

## Documents à joindre

Si vous optez pour l'un des dispositifs *Besson neuf*, *Robien* (classique ou recentré) ou *Borloo neuf*, n'oubliez pas de joindre à la déclaration de revenus de l'année d'achèvement du logement ou d'acquisition si elle est postérieure :

- l'imprimé 2044EB<sup>1</sup> disponible dans votre centre des finances publiques ou sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), comportant votre engagement de location ;
  - une copie du bail ;
  - une copie de l'avis d'impôt sur le revenu du locataire au titre de la dernière ou l'avant-dernière année précédant celle de la signature du contrat, en cas d'option pour l'amortissement *Besson neuf* ou *Borloo neuf* ;
  - pour les immeubles que vous avez fait construire : une copie de la déclaration d'ouverture de chantier et de la déclaration d'achèvement des travaux ;
  - pour les immeubles que vous avez transformés en logements : une copie de la déclaration d'achèvement des travaux et une note précisant l'affectation précédente des locaux ;
  - pour les logements réhabilités (dispositifs *Robien* et *Borloo neuf*), les attestations établies par un professionnel indépendant ;
- Vous devez également remplir le tableau qui figure page 8 de la 2044 spéciale<sup>1</sup> (voir figure 4), si vous donnez en location un logement bénéficiant de l'amortissement.

## REVENUS FONCIERS TAXABLES

### Réintégration du supplément de déduction

En cas de non-respect des conditions requises pour bénéficier des anciennes déductions forfaitaires majorées de 25 % (dispositif *Besson ancien* pour les revenus perçus du 1.1.1999 au 31.12.2002), de 40 % (dispositif *Besson ancien* pour les revenus perçus entre le 1.1.2003 et le 31.12.2005) et de 60 % (dispositif *Lienemann*), ces majorations de déductions forfaitaires sont remises en cause.

- 1 Le supplément de déduction pratiqué les années précédentes doit être réintégré au titre de l'année de rupture de l'engagement de location que prévoit ces dispositifs.

Le supplément de déduction à réintégrer est de 11 % (revenus perçus du 1.1.1999 au 31.12.2002) ou 26 % (années 2003 à 2005) du revenu brut des années précédentes en cas de remise en cause du dispositif *Besson ancien*. Il est de 46 % pour le dispositif *Lienemann* (années 2002 à 2005).

- 1 De même, en cas de non-respect des conditions requises pour bénéficier des déductions spécifiques de 10 %, 26 %, 30 % (*Borloo ancien*, secteur intermédiaire), 45 % ou 60 % (*Borloo ancien*, secteur social ou très social), 46 % (dispositif *Lienemann*, qui ne s'applique plus depuis le 1.1.2008) ou 70 % (*Borloo ancien*, location à compter du 28.3.2009 à un organisme public ou privé, soit en vue de leur sous-location à des personnes mentionnées au II de l'article 301-1 du CCH, soit en vue de l'hébergement de ces mêmes personnes), ces déductions sont réintégrées aux revenus de l'année de rupture de l'engagement.

La réintégration n'est pas pratiquée lorsque la rupture de l'engagement ou la cession du logement ou des parts est due à l'invalidité (classement en 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale), au licenciement ou au décès du contribuable ou d'un des conjoints soumis à une imposition commune.

Figure 4. Déclaration n° 2044 spéciale.

800		Votre tableau d'amortissement		
		Option pour la déduction au titre de l'amortissement		
801	Investissements au titre des logements neufs			
802	N° de l'immeuble			
803	Dispositif d'amortissement			
810	Investissement initial			
811	Prix de revient de l'immeuble			
812	Date de début de la période d'amortissement			

Figure 5. Déclaration n° 2044 spéciale.

260	Revenus fonciers taxables			
261	Ligne 215 – ligne 240 – ligne 250			
262	Réintégration du supplément de déduction (voir notice)	1		
263	Bénéfice (+) ou déficit (–) : ligne 261 + ligne 262			

## IMMEUBLES SPÉCIAUX

La 2044 spéciale<sup>1</sup> comporte pages 4 et 5 une colonne par type d'immeuble. Si vous possédez plusieurs immeubles d'une même catégorie, joignez un état rédigé sur le modèle de la rubrique 410 (lignes 420 à 460) et reportez le résultat global ligne 470 de la colonne concernée.

Remarque : depuis l'imposition des revenus de 2010, le régime de déduction sans limitation de montant sur le revenu global des déficits fonciers provenant des dépenses de **maintien et de protection du patrimoine naturel** est supprimé. Ce dispositif est remplacé par une réduction d'impôt (CGI, art. 199 octovicies) au titre des dépenses supportées du 1.1.2010 au 31.12.2013.

Si vous choisissez de ne pas opter pour la réduction d'impôt, vous pouvez déduire ces dépenses de vos revenus fonciers dans les conditions de droit commun.

### SECTEURS SAUVEGARDEÉS OU ASSIMILÉS :

**RÉGIME MALRAUX** (CGI, art. 31-I-1° b ter; art. 156 I 3°; art. 199 ter viciés; BOI-RFPI-SPEC-40)

Le régime *Malraux* de déduction des charges et d'imputation du déficit foncier sans limitation sur le revenu global est transformé en réduction d'impôt sur le revenu pour les immeubles pour lesquels une demande de permis de construire ou une déclaration de travaux a été déposée à compter du 1.1.2009. En outre, pour ces immeubles, les conditions d'application du régime sont aménagées.

Toutefois, le régime applicable aux propriétaires qui ont déposé une demande de permis de construire ou une déclaration de travaux avant le 1.1.2009 n'est pas modifié et continue à produire ses effets jusqu'à la fin des opérations de restauration.

### Déduction des charges et imputation du déficit sans limitation de montant

**Demande de permis de construire ou déclaration de travaux déposée avant le 1.1.2009 (BOI-RFPI-SPEC-40-20)**

Pour les demandes de permis de construire ou déclarations de travaux déposées avant le 1.1.2009, le régime *Malraux* concerne les immeubles :

- situés dans un secteur sauvegardé ou dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP);
- qui ont fait l'objet de travaux en vue de leur restauration complète, menés à l'initiative soit d'un ou plusieurs propriétaires groupés en association foncière urbaine, soit d'une collectivité publique (État, commune, groupement de communes...) ou d'un organisme habilité à initier l'opération de restauration et répondant à des conditions fixées par décret (établissement public d'aménagement, société d'économie mixte, organismes d'HLM, associations sans but lucratif dont l'objet est l'amélioration de l'habitat ou la restauration immobilière);
- et pour lesquels une autorisation de travaux a été obtenue à compter du 1.1.1995.

Par ailleurs, l'opération doit être déclarée d'utilité publique, sauf dans le cas où un plan de sauvegarde et de mise en valeur a été publié.

Vous pouvez imputer sur votre revenu global, sans limitation (limite de 10 700 € non applicable), les déficits fonciers provenant de certaines dépenses exécutées dans le cadre d'une opération de restauration immobilière. Cette possibilité est réservée aux déficits constatés au titre d'années au cours desquelles ont été payés certains travaux de restauration immobilière.

Le déficit imputable sur le revenu global peut provenir de l'ensemble des dépenses déductibles des revenus fonciers (à l'exception des intérêts d'emprunts) ainsi que des travaux de reconstruction de toiture ou de murs extérieurs d'immeubles existants ou de transformation en logement de tout ou partie d'un immeuble.

L'immeuble doit être affecté à l'habitation. Le propriétaire doit s'engager à louer les locaux nus, dans les douze mois de l'achèvement des travaux de restauration immobilière, à usage de résidence principale du locataire, pendant 6 ans.

Les recettes de ces immeubles sont déterminées dans les conditions de droit commun.

En revanche, vous pouvez déduire deux types de charges : les charges admises en application des règles de droit commun en matière de revenus fonciers et les charges admises uniquement dans le cadre d'une opération de restauration immobilière.

#### Charges déductibles de droit commun

Les frais déduits doivent être engagés en vue de l'acquisition ou de la conservation d'un revenu foncier imposable. Il en est ainsi notamment des dépenses de réparation et d'entretien (a du 1° du I de l'article 31 du CGI), des dépenses d'amélioration afférentes à des locaux d'habitation, à l'exclusion des frais correspondant à des travaux de construction, de reconstruction ou d'agrandissement (b du 1° du I de l'article 31 du CGI).

#### Charges déductibles dans le cadre d'une opération de restauration immobilière

##### Dépenses de démolition

Les travaux de démolition sont admis en déduction des revenus fonciers s'ils remplissent les conditions suivantes :

- ils sont effectués dans un secteur sauvegardé, dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou, jusqu'au 31.12.1997, dans un périmètre de restauration immobilière (PRI) créé avant le 1.1.1995;
  - dans les secteurs sauvegardés, ils sont prévus par le plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) s'il a été rendu public au moment de la réalisation des dépenses. Dans le cas contraire, ainsi que dans les ZPPAUP et PRI, ils sont prévus par la déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux de restauration immobilière;
  - ils sont imposés par l'autorité qui délivre le permis de construire :
    - dans un secteur sauvegardé, la délivrance même d'un permis de construire ou d'une autorisation de travaux (dès lors qu'ils ne ressortissent pas du permis de construire) vaut autorisation de procéder aux travaux de démolition prévus par le PSMV;
    - dans les ZPPAUP et les PRI, le permis de démolir ou le permis de construire avec obligation de démolir en conformité avec les prescriptions de la DUP sont accordés dans les conditions de droit commun.
- Lorsque ces conditions sont remplies, les travaux de démolition, intérieure ou extérieure, sont admis en déduction des revenus fonciers et créent le cas échéant un déficit imputable sur le revenu global.

#### Frais d'adhésion à des associations foncières urbaines

Dans le cas où l'opération est menée par un ensemble de propriétaires groupés en association foncière urbaine (AFU), les frais d'adhésion à cette association, qu'il s'agisse d'une association libre ou autorisée, sont déductibles dès lors qu'ils ont été exposés dans le cadre d'une opération de restauration immobilière déclarée d'utilité publique (ou s'inscrivant dans le cadre d'un PSMV approuvé) et que les dépenses qui affectent l'immeuble sont elles-mêmes éligibles au régime dérogatoire.

#### Travaux de reconstitution de toiture ou de murs extérieurs d'immeubles existants

Par exception au principe selon lequel les frais correspondant à des travaux de construction ou de reconstruction ne sont pas déductibles, ces frais sont admis sous trois conditions :

- ils sont rendus nécessaires par les travaux de démolition admis en déduction ;
- ils portent sur des immeubles existant au début de l'opération, c'est-à-dire à la date de réalisation des travaux ;
- ils doivent être expressément prévus par le plan de sauvegarde et de mise en valeur (s'agissant des immeubles situés en secteur sauvegardé) ou par la déclaration d'utilité publique (s'agissant des immeubles situés en ZPPAUP).

#### Travaux de transformation en logement de tout ou partie d'un immeuble.

Il s'agit des travaux effectués sur des immeubles à usage d'habitation et ayant pour objet de rendre habitables des combles, greniers, parties communes avec éventuellement d'une restructuration des volumes telles que la création de mezzanines. Il est toutefois rappelé que la transformation en logements de locaux affectés précédemment à un autre usage que l'habitation (locaux commerciaux ou professionnels) n'ouvre pas droit au bénéfice du régime dérogatoire *Malraux*.

Ces travaux ne doivent pas avoir pour effet d'augmenter le volume bâti existant de l'immeuble ni d'en modifier les contours. Ils peuvent toutefois en accroître la surface habitable.

En outre, la conservation du volume bâti de l'immeuble existant doit être conforme au plan de sauvegarde et de mise en valeur ou à la déclaration d'utilité publique.

## Réduction d'impôt sur le revenu

### Demande de permis de construire ou déclaration de travaux déposée à compter du 1.1.2009

Pour les demandes de permis de construire ou déclarations de travaux déposées à compter du 1.1.2009, le régime *Malraux* prend la forme d'une réduction d'impôt sur le revenu prévue par l'article 199 ter viciés du CGI (voir p. 219).

#### À NOTER

Si vous bénéficiez de la réduction d'impôt *Malraux*, les dépenses éligibles à cet avantage fiscal ne peuvent faire l'objet d'aucune déduction pour la détermination des revenus fonciers. Mais vous pouvez choisir de ne pas bénéficier de la réduction d'impôt *Malraux* et déduire de vos autres revenus fonciers les dépenses de travaux de restauration déductibles selon les règles de droit commun. Dans ce cas, l'imputation du déficit foncier éventuel sur le revenu global de l'année est limitée à 10 700 €, l'excédent étant imputable sur les revenus fonciers des dix années suivantes.



## MONUMENTS HISTORIQUES

(CGL, art. 156-II-1° ter et 156 bis; BOI-RFPI-SPEC-30; PF 235)

Il s'agit des immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ou ayant reçu un agrément ministériel ou le label de la Fondation du patrimoine.

Depuis l'imposition des revenus de 2009, le régime dérogatoire d'imputation sur le revenu global du déficit foncier afférent aux monuments historiques et assimilés est subordonné à trois nouvelles conditions :

- l'engagement de conserver la propriété de l'immeuble concerné pendant au moins 15 ans à compter de son acquisition, y compris lorsque celle-ci est antérieure au 1.1.2009 (les biens détenus depuis au moins 15 ans au 1.1.2009 remplissent déjà de fait cette condition);
- la détention directe de l'immeuble, sauf s'il est détenu par l'intermédiaire d'une société civile non soumise à l'impôt sur les sociétés ayant obtenu un agrément délivré par le ministre chargé du budget après avis du ministre chargé de la culture, si le recours à un tel mode de détention est justifié par l'intérêt patrimonial du monument et l'importance des charges relatives à son entretien, ou dont les associés sont membres d'une même famille, pour les immeubles acquis à compter du 1.1.2009;
- l'absence de mise en copropriété de l'immeuble, sauf si la division fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre chargé du budget, après avis du ministre chargé de la culture, si l'intérêt patrimonial du monument et l'importance des charges relatives à son entretien le justifient. Cette condition ne concerne que les divisions intervenant à compter du 1.1.2009.

### L'immeuble ne procure aucune recette

(BOI-RFPI-SPEC-30-20-20)

**Immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ou ayant reçu un agrément ministériel**

Lorsque l'immeuble ne procure aucune recette imposable (immeuble qui n'est pas ouvert au public ou qui est ouvert gratuitement au public), vous ne devez pas mentionner les charges correspondantes sur votre déclaration de revenus fonciers. Cependant, ces charges sont déductibles de votre revenu global. Indiquez case 6DD (déductions diverses), page 4 de votre 2042<sup>1</sup>:

- la totalité des cotisations de strict entretien versées à l'administration des affaires culturelles et des participations à des travaux exécutés par cette administration;
- la totalité du montant des travaux subventionnés diminué d'un abattement dont le taux est égal à celui de la subvention;
- la totalité des primes d'assurance afférentes au monument historique même lorsque l'immeuble n'est pas ouvert au public (à ce titre, les primes d'assurance «habitation» sont notamment déductibles);
- les autres charges foncières à hauteur :
  - du montant total si l'immeuble classé ou inscrit est ouvert au public,
  - et pour 50 % de leur montant si l'immeuble classé ou inscrit est fermé au public ou si l'immeuble est agréé et ouvert au public.

## À NOTER

Sont considérés comme ouverts au public, les immeubles historiques que le public est admis à visiter au moins :

- soit cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours fériés, au cours des mois d'avril à septembre inclus;
- soit quarante jours pendant les mois de juillet, août et septembre.

### Immeubles non agréés labellisés «Fondation du patrimoine»

Seules les charges correspondant aux travaux de réparation et d'entretien sont déductibles. Elles doivent être portées case 6DD de votre déclaration des revenus 2042<sup>1</sup>. Elles sont déductibles de votre revenu global pour 50 % de leur montant. Cette déduction est toutefois portée à 100 % lorsque les travaux sont subventionnés à hauteur de 20 % au moins de leur montant. Ces pourcentages de déduction s'appliquent à la seule fraction des travaux non couverte par une subvention.

### L'immeuble procure des recettes et n'est pas occupé par son propriétaire

(BOI-RFPI-SPEC-30-20-10)

La totalité des charges foncières s'impute sur le montant des recettes perçues (loyers, droits d'entrée).

Les charges foncières comprennent notamment :

- les travaux ouvrant droit à une subvention, celle-ci devant être ajoutée aux recettes de l'année au cours de laquelle elle a été perçue;
- les cotisations de strict entretien versées à l'administration des affaires culturelles et les participations à des travaux exécutés par cette administration;
- ainsi qu'éventuellement les charges résultant de l'ouverture au public.

Les propriétaires percevant un droit de visite peuvent déduire du montant brut des recettes, sans justification, au titre des frais occasionnés par l'ouverture au public, un abattement de 1 525 € ou 2 290 € si l'immeuble comprend un parc ou jardin ouvert au public. De ce résultat, les propriétaires peuvent retrancher éventuellement les autres charges de la propriété.

### L'immeuble procure des recettes et est occupé en partie par son propriétaire

Les charges foncières comprennent :

- la totalité des charges résultant de l'ouverture au public;
- la totalité des primes d'assurance payées en 2013;
- la totalité des charges foncières suivantes : cotisations de strict entretien versées à l'administration des affaires culturelles, participations à des travaux exécutés par cette administration, travaux ouvrant droit à subventions, celles-ci devant être ajoutées aux recettes de l'année au cours de laquelle elles ont été perçues;
- la fraction des autres charges foncières correspondant aux locaux ouverts au public (cette fraction peut être évaluée forfaitairement à 75 % du total de ces charges).

Le quart restant (25 %) est déductible du revenu global en totalité pour les immeubles classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire et pour 50 % de cette fraction (soit 12,50 % de la dépense totale) si les immeubles ont reçu un agrément ministériel.

Les propriétaires doivent joindre à leur déclaration une note indiquant, d'une part, le montant total de chacune des catégories de dépenses dont la déduction est demandée et, d'autre part, la répar-



tion de ces dépenses entre le revenu foncier et le revenu global. Pour les immeubles non agréés labellisés «Fondation du patrimoine», les dépenses de travaux de réparation et d'entretien ne sont pas déductibles en totalité du revenu foncier. Elles doivent être ventilées entre le revenu foncier et le revenu global selon un prorata établi en fonction de la surface des locaux. Les dépenses de travaux de réparation et d'entretien se rapportant à la partie de l'immeuble dont le propriétaire se réserve la disposition sont imputables sur le revenu global dans les mêmes conditions et limites que celles relatives à un immeuble ne procurant aucun revenu à son propriétaire.

### Dépenses spécifiques aux monuments historiques

Les primes d'assurance et les frais de promotion et de publicité afférents aux monuments historiques ouverts au public, qui procurent des recettes imposables dans la catégorie des revenus fonciers, sont déductibles pour leur montant réel.

Les frais de promotion et de publicité s'entendent notamment :

- des frais d'édition de dépliants publicitaires et d'achat d'espaces publicitaires ;
- des frais relatifs aux prospections promotionnelles tels les contacts avec les agences de voyages ou les frais de réception et de tournées promotionnelles ;
- le cas échéant, les rémunérations versées à un salarié affecté à la promotion du monument au titre de son activité promotionnelle et les charges sociales correspondantes.

Les primes d'assurance afférentes à un monument historique qui procure des revenus fonciers (immeubles donnés en location ou immeubles qui donnent lieu à la perception de droits d'entrée) sont intégralement déductibles, y compris en cas d'occupation partielle des locaux par le propriétaire.

Les primes d'assurances afférentes aux objets classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire sont également déductibles, à la condition qu'ils soient exposés au public dans un immeuble historique auquel ils sont attachés à perpétuelle demeure au sens de l'article 525 du code civil.

### Déficit

Le déficit foncier provenant des immeubles classés monuments historiques ou assimilés est, après compensation éventuelle avec les revenus nets des autres immeubles que vous possédez, imputable sans limitation sur votre revenu global.

## IMMEUBLES POSSÉDÉS EN NUE-PROPRIÉTÉ

(BOI-RFPI-BASE-30-20-20; PF 251)

Depuis l'imposition des revenus de l'année 2009, le régime dérogatoire de déduction des charges foncières supportées en application de l'article 605 du code civil (grosses réparations) par les nus-propriétaires de biens reçus par succession ou donation entre vifs, effectuée sans charge ni condition et consentie entre parents jusqu'au 4<sup>e</sup> degré inclusivement, est réformé.

Désormais, vous pouvez :

- soit prendre en compte ces dépenses pour la détermination de vos revenus fonciers dans les conditions de droit commun, à la condition que l'immeuble soit affecté à la location à titre onéreux dans des conditions normales et que le revenu correspondant soit imposé au nom de l'usufruitier dans la catégorie des revenus fonciers ;
- soit opter pour la prise en compte de ces dépenses sous la forme d'une déduction de charges sur le revenu global (et non plus d'un déficit foncier imputable sans limitation sur ce même revenu), que l'immeuble soit ou non donné en location.

Si vous optez pour la déduction des charges sur le revenu global, vous ne devez pas mentionner les charges correspondantes sur votre déclaration de revenus fonciers. Cette option, irrévocable, est exercée par immeuble. La déduction sur le revenu global est limitée à 25 000 € par an. La fraction des dépenses qui excède cette limite est reportable sur les 10 années suivantes, toujours dans la limite annuelle de 25 000 €.

Indiquez case 6CB de votre 2042C les seules dépenses de grosses réparations. Les autres dépenses exposées, notamment les intérêts d'emprunt, n'ouvrent pas droit à ce régime.

Les démembrements portant sur des titres de sociétés sont exclus du régime dérogatoire.

La fraction du déficit résultant de l'ensemble des charges (y compris les travaux de grosses réparations), à l'exclusion des intérêts d'emprunt, est imputable sur le revenu global dans la limite de 10 700 €.

Le surplus ainsi que la fraction issue des intérêts d'emprunt sont reportables et imputables sur les revenus fonciers des 10 années suivantes.

**Cas particulier :** intérêts d'emprunt supportés par le nu-propriétaire de logements dont l'usufruit appartient à un bailleur social (*usufruit locatif social*).

Les intérêts d'emprunt contractés par le nu-propriétaire pour l'acquisition, la conservation, la construction, la réparation ou l'amélioration des logements dont l'usufruit est détenu temporairement par un organisme d'HLM, une société d'économie mixte ou un organisme agréé (organisme sans but lucratif ou union d'économie sociale) sont déductibles des autres revenus fonciers du nu-propriétaire. La fraction du déficit résultant de ces intérêts n'est imputable que sur les revenus fonciers des 10 années suivantes.

En l'absence de revenus fonciers provenant d'autres immeubles, le déficit foncier, qui correspond aux intérêts d'emprunt, est également exclusivement imputable sur les revenus fonciers des 10 années suivantes.

## CALCUL DU RÉSULTAT, RÉPARTITION DU DÉFICIT

(CGI, art. 156 I 3°; BOI-RFPI-BASE-30-20-10 et 20; BOI-RFPI-SPEC-30 et 40; PF 243)

Si le résultat obtenu ligne 630 est positif, reportez-le sur votre 2042, ligne 4BA.

Si le résultat obtenu ligne 630 est négatif, remplissez la fiche de répartition du déficit pour déterminer la part qui est imputable sur votre revenu global de 2013 (à reporter case 4BC de la 2042) et celle qui est reportable sur vos revenus fonciers des années suivantes (à reporter case 4BB de la 2042).

Les déficits fonciers qui résultent de dépenses autres que les intérêts d'emprunt sont déductibles du revenu global dans la limite annuelle de 10 700 €.

Cette limite est portée à 15 300 €, en cas de déficit constaté sur au moins un logement neuf bénéficiant du régime de l'amortissement Périissol (CGI, art. 31-I-1° f).

L'imputation du déficit sur le revenu global est subordonnée à la location du logement pendant les 3 années qui suivent celle de la déduction (sauf en cas de licenciement, invalidité, décès du contribuable ou de son conjoint ou en cas d'expropriation de l'immeuble).

Les déficits fonciers provenant :

- d'immeubles situés en secteur sauvegardé, ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une déclaration de travaux déposée avant le 1.1.2009, et résultant de certaines dépenses autres que des intérêts d'emprunts;
- d'immeubles classés monuments historiques et assimilés remplissant certaines conditions, sont imputables sur le revenu global sans limitation (s'ils n'ont pas pu être absorbés par les revenus nets des autres immeubles).

La fraction du déficit qui excède 10 700 €<sup>3</sup> et celle qui provient des intérêts d'emprunt sont imputables sur les revenus fonciers des 10 années suivantes.

### Déficits des années antérieures

La fraction du déficit foncier non imputée sur le revenu global est reportable sur les revenus fonciers des 10 années suivantes. Les déficits les plus anciens s'imputent en priorité.

1 Reportez, en regard de son année d'origine, le déficit (ou la partie de déficit) qui n'a pu, jusqu'en 2012, être absorbé(e) par des bénéfices. Inscrivez le total ligne 651, puis sur la déclaration 2042, ligne 4BD.

### Vente ou abandon de la location d'un immeuble

L'imputation du déficit foncier sur le revenu global est subordonnée à la condition que l'immeuble soit donné en location jusqu'au 31 décembre de la troisième année qui suit cette imputation (sauf en cas de licenciement, invalidité, décès du contribuable ou de son conjoint ou en cas d'expropriation de l'immeuble).

2 En cas de vente du logement ayant généré le déficit imputé sur le revenu global ou de cessation de la location pendant ce délai, vous devez remplir le paragraphe 860.

Dans ce cas, les revenus fonciers et le revenu global des 3 années qui précèdent celle de l'événement sont reconstitués, en faisant abstraction de l'imputation du résultat déficitaire de l'immeuble concerné, sur le revenu global.

Cette disposition est également applicable aux propriétaires de titres de sociétés immobilières non soumises à l'impôt sur les sociétés. Dans ces cas, vous devez conserver vos parts pendant au moins 3 ans et la société doit louer l'immeuble pendant les 3 années qui suivent l'imputation sur le revenu global.

Figure 6. Déclaration n° 2044 spéciale.

620 Détermination du revenu ou du déficit global annuel	
630 Résultat global annuel : total ou différence des lignes précédentes	€

Figure 7. Déclaration n° 2044 Spéciale

650 Déficits antérieurs restant à imputer			
Reportez colonne A, pour chaque année concernée, la part des déficits non encore imputés sur vos revenus fonciers antérieurs			
Années	Déficits rural et urbain non imputés au 31/12/2012 (Colonne A)	Si vous avez déclaré un bénéfice en ligne 630*, imputez ce bénéfice sur les déficits les plus anciens (Colonne B)	Déficits restant à reporter au 31/12/2013 (Colonne C = A - B)
2003	€	€	XXXXXXXXXXXXXX
2004	1 €	€	€
2005	€	€	€

Figure 8. Déclaration n° 2044 spéciale

860 Vente ou abandon de la location d'un immeuble	
En cas de vente ou de cessation de la location, en 2013, d'un immeuble (ou de cession de parts de sociétés immobilières) ayant donné lieu à un déficit imputable sur votre revenu global ou à une déduction au titre de l'amortissement des logements neufs, indiquez les renseignements suivants :	
Adresse de l'immeuble (ou dénomination et adresse de la société)	Date de l'événement
2	

3. Ou 15 300 € lorsqu'un déficit est constaté sur un logement pour lequel est pratiquée la déduction au titre de l'amortissement Périissol.

# DÉCLARATION DES REVENUS ENCAISSÉS À L'ÉTRANGER 2047

## Qui doit souscrire cette déclaration ?

Si vous êtes domicilié en France et si vous avez encaissé des revenus hors de France, vous devez remplir une déclaration 2047<sup>1</sup>.

Les revenus encaissés à l'étranger comprennent tous les revenus, bénéfices et plus-values de toute nature encaissés hors de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer<sup>1</sup> (ou reçus directement d'un territoire ou pays autre que la France métropolitaine et les départements d'outre-mer), quel que soit le lieu de placement des capitaux, de la situation des biens ou de l'exercice de l'activité dont ils proviennent.

Vous devez déclarer les revenus perçus à l'étranger par l'ensemble des membres de votre foyer fiscal.

Toutefois, ces revenus peuvent être **exonérés** en France, en application :

- d'une convention fiscale bilatérale conclue par la France en vue d'éviter les doubles impositions ;
- de l'article 81 A I du CGI, en ce qui concerne les salariés détachés à l'étranger ;
- des accords concernant certains fonctionnaires internationaux.

Vous devez indiquer le montant de ces revenus exonérés (net de charges et d'impôt payé à l'étranger) au cadre VII de la 2047<sup>1</sup> et ligne 8TI de la 2042<sup>1</sup>, afin qu'ils soient pris en compte pour le calcul du taux d'imposition applicable aux autres revenus du foyer (règle du taux effectif).

Indiquez également au cadre VII :

- l'identité du bénéficiaire des revenus ;
- le pays ou territoire d'où proviennent ces revenus, leur nature et leur montant brut ;
- la nature et le montant de l'impôt éventuellement acquitté sur ces revenus dans le pays ou territoire d'où ils proviennent ;
- le montant des charges déductibles (hors impôt à la source) afférentes à ces revenus.

À défaut, vous pouvez joindre une note, établie sur le même modèle, à votre 2042<sup>1</sup>.

### À NOTER

Si vos seuls revenus de source étrangère sont des salaires ou des pensions exonérés en France et retenus pour le calcul du taux effectif, vous êtes dispensé de souscrire une 2047<sup>1</sup>. Indiquez le montant de ces revenus lignes 1AC à 1DC ou 1AH à 1DH de la 2042<sup>1</sup> sans les reporter ligne 8TI.

## Comment remplir cette déclaration ?

Vous devez indiquer aux cadres I à V de la 2047<sup>1</sup> les revenus qui sont imposables en France et les reporter dans les rubriques correspondantes de la 2042<sup>1</sup> en les ajoutant, le cas échéant, à vos revenus de même nature perçus en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer.

Lorsque ces revenus ont été encaissés en monnaie d'un État extérieur à la zone euro, ils doivent être convertis en euros d'après le cours de l'euro à la date de l'encaissement.

## Crédits d'impôt

Lorsque ces revenus ont fait l'objet d'une imposition, conformément à la convention dans l'État ou le territoire d'où ils proviennent, l'impôt payé hors de France n'est pas déductible du revenu, mais il ouvre droit à un crédit d'impôt déductible de l'impôt français, afin d'éviter une double imposition.

Deux cas peuvent se présenter :

### Le montant du crédit d'impôt est représentatif de l'impôt étranger.

Le crédit d'impôt représentatif de l'impôt payé à l'étranger doit être ajouté au revenu auquel il se rapporte. Le montant brut du revenu doit être déclaré sur la 2047<sup>1</sup> et reporté dans la rubrique concernée de la 2042<sup>1</sup>.

De plus, le crédit d'impôt doit être indiqué ligne 8TA de la 2042<sup>1</sup>. Le montant de ce crédit est égal :

- soit au montant de l'impôt effectivement prélevé à l'étranger dans la limite fixée par la convention. Il vous appartient d'en justifier. Ce crédit d'impôt ne peut pas excéder le montant de l'impôt français correspondant aux revenus concernés ;
- soit à un montant déterminé de manière forfaitaire en ce qui concerne les revenus de valeurs mobilières.

### Le montant du crédit d'impôt est égal au montant de l'impôt français correspondant aux revenus de source étrangère.

Le montant brut de ces revenus (y compris le montant de l'impôt payé à l'étranger) doit être déclaré sur la 2047<sup>1</sup> et reporté sur la déclaration de revenus dans les rubriques correspondantes, en fonction de la nature des revenus.

Le montant brut total de ces revenus doit, par ailleurs, être indiqué ligne 8TK de la 2042<sup>1</sup>.

1. Les revenus encaissés hors de France comprennent donc, le cas échéant, les revenus perçus en Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Ces dispositions trouvent à s'appliquer à certains revenus provenant d'Afrique du Sud, d'Albanie, d'Algérie, d'Allemagne, d'Argentine, d'Arménie, d'Autriche, d'Azerbaïdjan, de Bahreïn, de Bolivie, du Botswana, de Bulgarie, du Cameroun, du Canada, du Chili, du Congo, de Corée du Sud, de Côte-d'Ivoire, de Croatie, des Émirats Arabes Unis, d'Espagne, d'Estonie, des États-Unis, d'Éthiopie, du Gabon, de Géorgie, du Ghana, de Guinée, de Hong Kong, d'Inde, d'Islande, d'Israël, d'Italie, de la Jamaïque, du Japon, du Kazakhstan, du Kenya, du Koweït, de Lettonie, de Libye, de Lituanie, de Malte, du Mexique, de Macédoine, de Mongolie, de Namibie, du Nigeria, de Norvège, d'Oman, d'Ouzbékistan, du Pakistan, du Panama, du Qatar, du Royaume Uni, de Russie, de Saint-Martin, du Sénégal, de Slovénie, de Suède, de Suisse, de Syrie, de Taiwan, de la République Tchèque, d'Ukraine, du Venezuela, du Viêt Nam et du Zimbabwe.

Vous devez indiquer le détail de ces revenus (identité du bénéficiaire, pays d'où ils proviennent, nature, montant brut et charges déductibles) en utilisant le tableau VI page 4 de la 2047. À défaut, vous pouvez joindre à la 2042 une note explicative sur le même modèle.

#### EXEMPLE :

Vous êtes marié sans enfant. Vous avez perçu :

– en France, un salaire de 30 000 € (après déduction forfaitaire pour frais de 10 %) ;

– en Allemagne, un salaire de 10 000 € (après déduction de 10 %).

Votre revenu global (français + allemand) s'élève à 40 000 €.

L'impôt correspondant pour 2 parts s'élève à 2 900 €.

Le crédit d'impôt correspondant aux revenus de source allemande se calcule comme suit :

$2\,900 \times 10\,000 / 40\,000 = 725 \text{ €}$ . Ce crédit d'impôt s'impute sur l'impôt global.

## Catégories de revenus

La déclaration 2047 permet de distinguer, pour chaque catégorie de revenus, l'origine et le montant de ces revenus.

### Revenus fonciers

Précisez sur la 2047 l'adresse de vos propriétés situées hors de France.

Puis, déclarez les revenus provenant de ces propriétés sur la 2044, dans les mêmes conditions que les revenus encaissés en France.

Reportez les résultats au paragraphe 4 de la 2042.

Cependant, la plupart des conventions internationales prévoient l'imposition exclusive des revenus fonciers dans l'État de situation des biens. Dans ce cas, ces revenus sont exonérés d'impôt en France et pris en compte pour l'application du taux effectif.

### Traitements, salaires, pensions, retraites et rentes

Vous devez faire figurer tous les revenus de cette nature encaissés hors de France (y compris à Monaco). Ces revenus sont imposés dans les mêmes conditions que ceux de source française sauf exceptions.

Les salaires sont généralement imposables dans l'État où l'activité est exercée. Mais il existe des exceptions : certains salariés qui effectuent des missions temporaires, les frontaliers couverts par des accords particuliers... (BOI-RSA-GEO-10-10).

### Frontaliers

Des dispositions particulières applicables aux personnes qui ont le statut de frontalier au sens des conventions fiscales ou des accords conclus avec l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et huit cantons de la confédération helvétique prévoient que leurs salaires sont imposables dans le pays de la résidence.

Bien qu'il soit limitrophe de la France, le canton de Genève n'a pas adhéré à l'accord. Les rémunérations perçues par les salariés qui résident en Suisse dans ce canton et exercent leur activité en France ou bien sont résidents de France et exercent leur activité dans ce canton sont imposés dans l'État où est exercée l'activité.

### Revenus des professions non salariées

Les règles relatives à la détermination forfaitaire de certains bénéfices ne sont pas applicables : le bénéfice doit être fixé selon un régime réel d'imposition.

Les plus-values à long terme résultant de la cession d'éléments d'actifs professionnels d'entreprises et d'exploitations situées hors de France doivent être déclarées.

### Revenus des valeurs et capitaux mobiliers (PF 637)

Vous devez inscrire sous cette rubrique vos revenus de valeurs et capitaux mobiliers de source française ou étrangère encaissés à l'étranger, en les distinguant selon les catégories prévues par la déclaration.

Vous devez en revanche reporter directement sur la 2042, sans utiliser la 2047, les revenus de valeurs mobilières étrangères que vous avez encaissés en France, par l'intermédiaire d'établissements financiers dépositaires en France de vos titres.

#### EXEMPLE

Revenus de valeurs mobilières encaissés à l'étranger

– Revenus d'obligations françaises encaissés en Allemagne : 800 €

– Revenus d'actions allemandes (éligibles à l'abattement de 40 %)

montant net perçu : 4 280 €

crédit d'impôt correspondant :  $4\,280 \text{ €} \times 17,7 \% = 757,56 \text{ €}$

frais relatifs à ces actions : 80 €

– Revenus d'actions japonaises

montant net perçu : 2 764 €

crédit d'impôt correspondant :  $2\,764 \times 11,2 \% = 309,56 \text{ €}$

frais relatifs à ces titres : 110 €.



**3** *Rappel : ces sommes sont à ajouter, le cas échéant, aux revenus de même nature perçus en France et dans les D.O.M.*

- PRODUITS D'ASSURANCE-VIE ET DE CAPITALISATION SOUMIS AU PRÉLÈVEMENT LIBÉRATOIRE DE 7,5 %
- PRODUITS DE PLACEMENT SOUMIS AUX PRÉLÈVEMENTS LIBÉRATOIRES AUTRES QUE CEUX INDiquÉS LIGNE DH
- REVENUS OUVRANT DROIT À ABATTEMENT
  - } REVENUS DES ACTIONS ET PARTS (*crédit d'impôt inclus*)
  - } REVENUS IMPOSABLES DES TITRES NON COTÉS DÉTENUS DANS LE PEA
- PRODUITS DES CONTRATS D'ASSURANCE-VIE ET DE CAPITALISATION D'UNE DURÉE D'AU MOINS 6 OU 8 ANS
  - } PRODUIT DES CONTRATS D'ASSURANCE VIE DE MOINS DE 8 ANS ET DISTRIBUTIONS (*crédit d'impôt inclus*)
  - } REVENUS DES STRUCTURES SOUMISES HORS DE FRANCE À UN RÉGIME FISCAL PRIVILÉGIÉ
  - } PRODUITS DE PLACEMENT À REVENU FIXE (*crédit d'impôt inclus*)
- PRODUITS DE PLACEMENT À REVENU FIXE INFÉRIEURS À 2000 € TAXABLES SUR OPTION À 24 %
- REVENUS, DES LIGNES DC, CH, TS, TR, déjà soumis aux prélèvements sociaux sans CSG déductible
- REVENUS, DES LIGNES DC, CH, TS, TR, déjà soumis aux prélèvements sociaux avec CSG déductible
- CRÉDITS D'IMPÔT SUR VALEURS ÉTRANGÈRES
- CRÉDIT D'IMPÔT ÉGAL AU PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE DÉJÀ VERSÉ
- CRÉDITS D'IMPÔT DIRECTIVE "ÉPARGNE" ET AUTRES CRÉDITS D'IMPÔT RESTITUABLES
- IMPATRIÉS : REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS EXONÉRÉS (50 %)

PAYS OÙ LE REVENU A ÉTÉ PERÇU	MONTANT À DÉCLARER (EN EUROS)	
.....	.....	DH
.....	.....	EE
.....	.....	DC
.....	.....	FU
.....	.....	CH
.....	.....	TS
.....	.....	GO
<i>Allemagne</i>	<i>800</i>	TR
.....	.....	FA
.....	.....	CG
.....	.....	BH
.....	.....	AB
.....	.....	CK
.....	.....	BG
.....	.....	DN

CHACUN DES MONTANTS DH à DM EST À  
REPORTER SUR LA DÉCLARATION DES  
REVENUS • 2 LIGNES DH à DM

- **REVENUS PROVENANT DE PAYS AVEC LESQUELS LA FRANCE A CONCLU UNE CONVENTION** : en principe, lorsqu'une convention accorde un crédit d'impôt au résident français ayant perçu des revenus à l'étranger, le montant de ce crédit d'impôt est égal au montant de l'impôt effectivement prélevé à l'étranger dans la limite de l'impôt français afférent à ces revenus. Toutefois, des exceptions et particularités existent. Elles sont répertoriées au renvoi 14 de la notice de la déclaration.
- **ATTENTION** : à l'exception, dans certains cas, des revenus provenant des États-Unis [cf. renvoi 14], vous devez, dans les deux tableaux suivants, exclusivement déclarer col. 2, 5 et 8 des revenus nets de l'impôt prélevé à l'étranger. Les taux forfaitaires indiqués col. 3, 6 et 9 doivent toujours être appliqués à ces revenus nets de l'impôt prélevé à l'étranger.

## A - Dividendes éligibles à l'abattement de 40 %

PAYS D'ÉMISSION DES VALEURS	DIVIDENDES ÉLIGIBLES À L'ABATTEMENT DE 40 %		
	MONTANT NET ENCAISSÉ EN EUROS	DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT	
		POURCENTAGE À APPLIQUER  cf. tableau  ci-contre	CRÉDIT D'IMPÔT (AVEC CENTIMES) <i>(col. 2 X col. 3)</i> OU IMPÔT ÉTRANGER S'IL EST INFÉRIEUR
1	2	3	4
<i>Allemagne</i>	<i>4280</i>	<i>17,7 %</i>	<i>757,56</i>
<i>Japon</i>	<i>2764</i>	<i>11,2 %</i>	<i>309,56</i>
<b>TOTAUX</b>	<i>7044</i>		

**NOTA :** Pour obtenir le pourcentage du crédit d'impôt devant être appliqué aux revenus de source étrangère que vous avez perçus, reportez-vous au tableau ci contre.

Lorsque des cases de ce tableau sont tramées, c'est qu'aucun crédit d'impôt ne peut être obtenu.

Lorsque aucun taux n'est indiqué, reportez-vous au renvoi **14** de la notice afin de déterminer le taux applicable aux revenus que vous avez perçus ou portez le montant de l'impôt prélevé à l'étranger. cf

TOTAL DES REVENUS (col. 2) .....	A +	7044	
TOTAL DES CRÉDITS D'IMPÔT (col. 4) .....	B +	1 067,12	
DIVIDENDES ELIGIBLES À L'ABATTEMENT DE 40 % IMPOSABLES (total A+B) .....		8 011,12	D C
FRAIS ET CHARGES VENANT EN DÉDUCTION .....	►	190	C A
IMPÂTRIÉS : REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS EXONÉRÉS (50 %) .....	►		D M
MONTANT TOTAL DES CRÉDITS D'IMPÔT (somme B) .....		1 067,12	A M

CHACUN DES MONTANTS DC, CA, DM, TA EST À REPORTER SUR LA DÉCLARATION DES REVENUS  
(• 2 LIGNES DC, CA ET DM : • 8 LIGNE TA)

## B - Autres revenus de valeurs mobilières et revenus assimilés

**NOTA :** Pour obtenir le pourcentage du crédit d'impôt devant être appliqué aux revenus de source étrangère que vous avez perçus, reportez-vous au tableau ci contre. Lorsque des cases de ce tableau sont tramées, c'est qu'aucun crédit d'impôt ne peut être obtenu. Lorsque aucun taux n'est indiqué, reportez-vous au renvoi 14 de la notice afin de déterminer le taux applicable aux revenus que vous avez perçus ou portez le montant de l'impôt prélevé à l'étranger. cf 5

[illegible]

TOTAL DES REVENUS (col. 2 + 5 + 8). . . . . A

TOTAL DES CRÉDITS D'IMPÔT (col. 4 + 7 + 10) ..... B + .....

- REVENUS PROVENANT DE PAYS AVEC LESQUELS LA FRANCE N'A PAS CONCLU DE CONVENTION <sup>18</sup> ..... C + .....

(à l'exception des intérêts entrant dans le cadre de la directive "épargne" <sup>7</sup>)

- REVENUS IMPOSABLES DES VALEURS ÉTRANGÈRES (total des 3 sommes ci-dessus A, B, C) 19 ..... TS

- FRAIS ET CHARGES VENANT EN DÉDUCTION. . . . . CA

- IMPATRIÉS : REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS EXONÉRÉS (50 %) ..... DM

- MONTANT TOTAL DES CRÉDITS D'IMPÔT (somme B - crédits d'impôt prévus par la directive "épargne") . . . . . TA

- MONTANT TOTAL DES CRÉDITS D'IMPÔT DIRECTIVE "ÉPARGNE" ..... BG

CHACUN DES MONTANTS TS, CA, DM, TA ET BG EST A REPORTER SUR LA DÉCLARATION DES REVENUS (• 2 LIGNES TS, CA, DM ET BG ; ET • 8 LIGNE TA)

- ❶ Ligne 2TR : reportez le montant des revenus des obligations françaises.
- ❷ Ligne 2DC : reportez le montant des revenus des actions allemandes et japonaises ouvrant droit à l'abattement de 40 % (crédit d'impôt inclus).
- ❸ Ligne 2CA : reportez le montant des frais relatifs aux valeurs allemandes et japonaises.
- ❹ Ligne 8TA de la 2042C<sup>1</sup> : reportez le montant du crédit d'impôt afférent aux actions allemandes et aux titres japonais.

#### PRÉCISIONS

Les **revenus distribués** par les sociétés ayant leur siège dans un État de la Communauté européenne ou dans un État ayant conclu avec la France une convention fiscale en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur les revenus (exceptées les sociétés d'investissement dont l'activité consiste en la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières) sont éligibles à l'abattement de 40 % mentionné à l'article 158-3-2° du CGI, sous réserve que la distribution soit régulière au regard du droit étranger et qu'elle respecte, en même temps, un minimum de formalités pour être qualifiée de régulière au regard du droit français. Les dividendes de source étrangère éligibles à l'abattement de 40 % doivent être déclarés dans le tableau 2-A de la page 2 de la déclaration, les autres dividendes, dans le tableau 2-B.

Certains **intérêts** peuvent avoir été soumis à une retenue à la source en application de la directive communautaire 2003/48/CE du 3.06.2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts (directive "épargne") ou d'accords conclus entre ces États ou territoires et la Communauté Euro-

péenne ou ses États membres. Il s'agit d'intérêts versés par des agents payeurs établis en Belgique, au Luxembourg, en Autriche, en Suisse, dans la Principauté d'Andorre, dans la République de Saint-Marin, dans la Principauté de Monaco, dans la Principauté du Liechtenstein, à Jersey, à Guernesey, dans l'Île de Man, dans les Îles Vierges Britanniques, dans les Îles Turks et Caïcos et dans les Antilles néerlandaises.

Indiquez le montant de cette retenue à la source colonne 7 du tableau 2-B de la 2047<sup>1</sup> et reportez-le ligne 2BG, paragraphe 2 de la 2042C<sup>1</sup>.

La retenue à la source "directive épargne" est imputable sur l'impôt dû au titre des intérêts déclarés en France ayant leur source dans ces États. Lorsqu'elle excède l'impôt dû, elle est restituable.

Si vous bénéficiez de l'exonération prévue en faveur des **impatriés** à hauteur de 50 % de certains revenus encaissés à l'étranger, remplissez les cadres 2-A et 2-B page 2 de la 2047<sup>1</sup> en indiquant :

- colonnes "montant net encaissé" : 50 % du montant perçu (à reporter sur la ligne de la 2042<sup>1</sup> correspondant à la nature du revenu) ;

- colonnes "crédit d'impôt" : le crédit d'impôt correspondant à 50 % du revenu perçu (à ajouter au revenu déclaré sur la ligne de la 2042<sup>1</sup>) ;

- lignes "impatriés revenus de capitaux mobiliers exonérés" (montant à reporter ligne 2DM de la 2042C<sup>1</sup>) : le montant exonéré (50 % du revenu perçu) majoré du crédit d'impôt correspondant à ce revenu exonéré ;

- lignes "montant total des crédits d'impôt" : le crédit d'impôt correspondant à la totalité du revenu (crédit imputable dans son intégralité, à reporter ligne 8TA de la 2042C<sup>1</sup>).

Figure 2. Déclaration n° 2042 page 3.

2 I REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS	
Produits d'assurance-vie et de capitalisation soumis au prélèvement libératoire de 7,5 %	2DH
Autres produits de placement soumis à un prélèvement libératoire	2EE
<b>REVENUS OUVRANT DROIT À ABATTEMENT</b> <i>ne le déduisez pas</i>	
Revenus des actions et parts	2DC 8111 ❷
Revenus imposables des titres non cotés détenus dans le PEA	2FU
Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée d'au moins 8 ans	2CH
<b>REVENUS N'OUVRANT PAS DROIT À ABATTEMENT</b>	
Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée inférieure à 8 ans et distributions	2TS
Produits de placement à revenu fixe	2TR 800 ❶
Produits de placement à revenu fixe inférieurs à 2 000 € taxables sur option à 24 %	2FA
<b>AUTRES</b>	
Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR, 2FA déjà soumis aux prélèvements sociaux sans CSG déductible	2CG
Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR déjà soumis aux prélèvements sociaux avec CSG déductible	2BH
Frais et charges déductibles	2CA 190 ❸
Crédits d'impôt sur valeurs étrangères	2AB
Crédit d'impôt égal au prélèvement forfaitaire non libératoire effectué en 2013	2CK

Figure 3. Déclaration n° 2042C page 8.

8 I DIVERS	
Retenue à la source en France Report de l'annexe n° 2041 E ou impôt payé à l'étranger Report de la déclaration n° 2047	8TA 1067 ❹

# CALCUL DE L'IMPÔT

NOMBRE DE PARTS .....	307	CONTRIBUABLES DOMICILIÉS DANS LES DOM .....	311
ABATTEMENTS .....	308	RÈGLES D'ARRONDISSEMENT .....	311
PLAFONNEMENT DES EFFETS DU QUOTIENT FAMILIAL .....	308	TAUX MOYEN D'IMPOSITION .....	311
DÉCOTE .....	310	FICHE DE CALCUL DE L'IMPÔT .....	313
TABEAU DE CALCUL DE L'IMPÔT .....	310	BARÈME DE L'IMPÔT .....	317
LIMITES D'EXONÉRATION .....	310		

## NOMBRE DE PARTS RETENU POUR LE CALCUL DE VOTRE IMPÔT (CGI, art. 194 et 195 ; BOI-IR-LIQ-10-20 ; PF 93)

Le tableau 1 présente le nombre de parts du foyer en fonction de sa situation familiale.

## Majorations du nombre de parts

Les tableaux 2 et 3 indiquent les majorations attribuées lorsque le foyer comprend à la fois des enfants à charge exclusive ou principale et des enfants à charge partagée.

Tableau 1. Nombre de parts retenu pour le calcul de votre impôt.

	AUCUNE PERSONNE À CHARGE		NOMBRE DE PERSONNES À CHARGE <sup>1, 7</sup>										
	Cas général	Cas particuliers <sup>2</sup>	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	... Et ainsi de suite en ajoutant une part <sup>7</sup>
Mariés ou pacsés <sup>3</sup>	2	2,5 ou 3	2,5	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Veuf <sup>4, 5</sup>	1	1,5	2,5	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Célibataire, séparé, divorcé <sup>5, 6</sup>	1	1,5	1,5	2	3	4	5	6	7	8	9	10	

1. Ajoutez une demi-part pour chaque personne à charge titulaire de la carte d'invalidité (cases G ou R du cadre C, p. 2 de la déclaration).
2. Vous remplissez une des conditions prévues par les cases P, L, G, W du cadre A, page 2 de la déclaration.
3. Ajoutez une demi-part lorsque vous ou votre conjoint (ou votre partenaire de Pacs) êtes invalide, ou si l'un de vous a plus de 75 ans et la carte du combattant. Ajoutez 1 part si chacun est invalide.
4. Votre conjoint ou votre partenaire de Pacs est décédé en 2013 : vous suivez le régime des "mariés".
5. Si vous êtes invalide, ajoutez une demi-part lorsque vous avez des charges de famille.
6. Vous vivez seul(e) et vous avez déclaré au moins une personne à charge (enfant ou personne recueillie invalide : cases F, R, J des cadres C et D) : ajoutez une demi-part.
7. Pour les enfants en résidence alternée, les majorations du nombre de parts sont divisées par deux (cases H et I). Si vous vivez seul(e) avec uniquement des enfants en résidence alternée, une majoration de 0,25 part, au titre de la case T, est attribuée pour chacun des 2 premiers enfants. Pour plus de précisions sur le nombre de parts attribué en présence d'enfants en résidence alternée, vous pouvez vous reporter au document d'information 2041 GV.

Tableau 2. Majorations, la case T étant cochée.

CASE T COCHÉE	ENFANTS DONT LA CHARGE EST PARTAGÉE			
ENFANTS À CHARGE EXCLUSIVE OU PRINCIPALE	1	2	3	4
1	1,25	1,75	2,25	2,75
2	2	2,5	3	3,5
3	3	3,5	4	4,5
4	4	4,5	5	5,5

Tableau 3. Majorations, la case T n'étant pas cochée.

CASE T NON COCHÉE	ENFANTS DONT LA CHARGE EST PARTAGÉE			
ENFANTS À CHARGE EXCLUSIVE OU PRINCIPALE	1	2	3	4
1	0,75	1,25	1,75	2,25
2	1,5	2	2,5	3
3	2,5	3	3,5	4
4	3,5	4	4,5	5



## ABATTEMENTS

Si vous ou votre conjoint ou partenaire de Pacs êtes âgé de plus de 65 ans au 31.12.2013 (né avant le 1.1.1949) ou invalide<sup>1</sup> quel que soit votre âge, vous bénéficiez, pour la détermination de votre revenu imposable, d'un abattement de :

- **2 332 €** si votre revenu net global<sup>2</sup> ne dépasse pas 14 630 € ;
  - **1 166 €** si votre revenu est compris entre 14 630 € et 23 580 €.
- L'abattement est doublé si vous êtes tous les deux âgés de plus de 65 ans ou invalides (CGI, art. 157 bis).

Si vous avez à charge des enfants mariés, ou célibataires chargés de famille, vous bénéficiez, pour la détermination de votre revenu imposable, d'un abattement de **5 698 €** par personne rattachée (CGI, art. 196 B, 2<sup>e</sup> alinéa).

## PLAFONNEMENT DES EFFETS DU QUOTIENT FAMILIAL

L'avantage fiscal résultant de l'application du quotient familial est plafonné à 1 500 € pour chaque demi-part qui excède :

- 1 part pour les personnes célibataires, divorcées ou séparées, n'élevant pas seules leur(s) enfant(s) ou ne vivant pas seules et ayant recueilli une personne invalide ;
- 1 part pour les personnes veuves avec ou sans enfant à charge ; célibataires, divorcées ou séparées vivant seules, n'ayant pas d'enfant à charge mais des personnes invalides à charge ;
- 2 parts pour les couples mariés ou liés par un Pacs.

Lorsque le plafond de 1 500 € est atteint pour la demi-part supplémentaire accordée aux invalides, anciens combattants, veuves de guerre, une réduction d'impôt complémentaire d'un montant maximum de 1 497 € est appliquée.

Pour les contribuables veufs ayant au moins un enfant ou une personne à charge, lorsque le plafonnement est atteint pour les deux premières demi-parts supplémentaires (3 000 €) s'ajoutant

Tableau 4. Montant maximal de l'avantage fiscal.

PARENT ISOLÉ CÉLIBATAIRE, DIVORCÉ OU SÉPARÉ AYANT AU MOINS UN ENFANT À CHARGE <sup>1</sup>										
Montant à soustraire des droits simples dus pour 1 part										
	1,5 part	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Sans invalide ou ancien combattant	–	3 540	5 040	–	8 040	–	11 040	–	14 040	–
1 invalide ou ancien combattant	–	–	6 537	8 037	–	11 037	–	14 037	–	17 037
PERSONNE VIVANT SEULE VEUVE, CÉLIBATAIRE, DIVORCÉE OU SÉPARÉE AYANT UN ENFANT MAJEUR IMPOSÉ SÉPARÉMENT <sup>2</sup> ; INVALIDE OU ANCIEN COMBATTANT										
Montant à soustraire des droits simples dus pour 1 part										
	1,5 part	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Parent isolé pendant 5 ans ou plus (case L)	897	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Invalide ou ancien combattant	2 997	–	–	–	–	–	–	–	–	–
CÉLIBATAIRE OU DIVORCÉ OU SÉPARÉ CONCUBIN AVEC AU MOINS UN ENFANT À CHARGE ; CÉLIBATAIRE, DIVORCÉ OU SÉPARÉ NON CONCUBIN N'AYANT À CHARGE QUE DES PERSONNES AUTRES QUE DES ENFANTS										
Montant à soustraire des droits simples dus pour 1 part										
	1,5 part	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Sans invalide ou ancien combattant	1 500	3 000	–	6 000	–	9 000	–	12 000	–	15 000
1 invalide ou ancien combattant	–	4 497	5 997	7 497	8 997	10 497	11 997	13 497	14 997	16 497
VEUF AYANT AU MOINS UN ENFANT À CHARGE										
Montant à soustraire des droits simples dus pour 1 part										
	1,5 part	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Sans invalide ou ancien combattant	–	–	6 172	7 672	–	10 672	–	13 672	–	16 672
1 invalide ou ancien combattant	–	–	–	9 169	10 669	–	13 669	–	16 669	–
MARIÉ OU TITULAIRE D'UN PACS ; VEUF DONT LE CONJOINT EST DÉCÉDÉ AU COURS DE L'ANNÉE D'IMPOSITION										
Montant à soustraire des droits simples dus pour 2 parts										
	1,5 part	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Sans invalide ou ancien combattant	–	–	1 500	3 000	–	6 000	–	9 000	–	12 000
1 invalide ou ancien combattant	–	–	2 997	4 497	5 997	–	8 997	–	11 997	–

1. Personne vivant seule ayant un ou plusieurs enfants dont elle assume seule la charge effective.

2. Contribuables visés à l'article 195-1 a, b, e du code général des impôts.

1. Titulaire d'une pension militaire d'invalidité pour une invalidité d'au moins 40 % ou d'une pension d'invalidité pour accident du travail d'au moins 40 % ou de la carte d'invalidité prévue par l'article L 241-3 du code de la famille et de l'action sociale (incapacité d'au moins 80 %).

2. Revenu soumis au barème progressif y compris les revenus taxés selon le système du quotient, retenus pour leur montant total.

à une part, une réduction d'impôt complémentaire d'un montant maximal de 1 672 € est appliquée.

L'avantage fiscal procuré par les deux premières demi-part supplémentaire accordée aux personnes célibataires, divorcées ou séparées élevant seules leurs(s) enfant(s), est limité à 3 540 €.

L'avantage fiscal procuré par la demi-part supplémentaire accordée aux personnes célibataires, divorcées, séparées ou veuves, vivant seules, ayant au moins un enfant majeur ou imposé séparément ou ayant eu un enfant décédé après l'âge de 16 ans ou par suite de faits de guerre, qu'elles ont élevé pendant au moins cinq années au cours desquelles elles vivaient seules, est limité à 897 €.

#### À NOTER

Les personnes célibataires, divorcées, séparées ou veuves, vivant seules, ayant au moins un enfant majeur ou imposé séparément ou ayant eu un enfant décédé après l'âge de 16 ans ou par suite de faits de guerre, qui ne remplissent pas la condition des cinq années ne bénéficient plus d'une demi-part supplémentaire à compter de l'imposition des revenus de 2013.

Les enfants en résidence alternée dont la charge est partagée entre les deux parents donnent droit à chacun des deux parents, à des majorations du nombre de parts divisées par deux.

Les plafonnements suivants s'appliquent dans ce cas :

- pour chaque quart de part : 1 500 €/2 ;
- pour le quart de part supplémentaire attribué au titre de l'invalidité, lorsque le plafond de 1 500 €/2 est atteint, la réduction d'impôt complémentaire s'élève à 1 497 €/2 ;
- pour les deux quarts de part accordés au titre de chacun des deux premiers enfants, aux personnes célibataires, séparées ou divorcées vivant seules avec des enfants en résidence alternée : 3 540 €/2.

Compte tenu du plafonnement, le montant maximal de l'avantage fiscal résultant de l'application du quotient familial en l'absence d'enfants à charge en résidence alternée est indiqué dans le tableau 4.

Les revenus imposables à partir desquels s'applique le plafonnement sont indiqués dans le tableau 5.

Tableau 5. Revenus imposables à partir desquels s'applique le plafonnement.

PARENT ISOLÉ CÉLIBATAIRE OU DIVORCÉ OU SÉPARÉ AYANT AU MOINS UN ENFANT À CHARGE <sup>1</sup>										
Premier revenu imposable plafonné										
	1,5 part	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Sans invalide ou ancien combattant	–	40 321	45 478	–	55 791	–	66 105	–	74 374	–
1 invalide ou ancien combattant	–	–	54 835	59 991	–	70 305	–	76 861	–	82 974
PERSONNE VIVANT SEULE VEUVE, CÉLIBATAIRE, DIVORCÉE OU SÉPARÉE DONT LE DERNIER ENFANT MAJEUR EST IMPOSÉ SÉPARÉMENT <sup>2</sup>										
INVALIDE OU ANCIEN COMBATTANT										
Premier revenu imposable plafonné										
	1,5 part	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Parent isolé pendant 5 ans ou plus (case L)	28 021	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Invalide ou ancien combattant	73 142	–	–	–	–	–	–	–	–	–
CÉLIBATAIRE, DIVORCÉ OU SÉPARÉ CONCUBIN AVEC AU MOINS UN ENFANT À CHARGE ; CÉLIBATAIRE, DIVORCÉ OU SÉPARÉ NON CONCUBIN N'AYANT À CHARGE QUE DES PERSONNES AUTRES QUE DES ENFANTS										
Premier revenu imposable plafonné										
	1,5 part	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Sans invalide ou ancien combattant	31 791	36 948	–	47 261	–	57 575	–	67 888	–	75 400
1 invalide ou ancien combattant	–	46 301	51 461	56 618	61 775	66 931	71 805	74 861	77 917	80 974
VEUF AYANT AU MOINS UN ENFANT À CHARGE										
Premier revenu imposable plafonné										
	1,5 part	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Sans invalide ou ancien combattant	–	–	52 555	57 711	–	68 025	–	75 510	–	81 622
1 invalide ou ancien combattant	–	–	–	67 068	71 888	–	77 998	–	84 110	–
MARIÉ OU TITULAIRE D'UN PACS ; VEUF DONT LE CONJOINT EST DÉCÉDÉ AU COURS DE L'ANNÉE D'IMPOSITION										
Premier revenu imposable plafonné										
	1,5 part	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Sans invalide ou ancien combattant	–	–	58 421	63 577	–	73 891	–	84 204	–	94 517
1 invalide ou ancien combattant	–	–	144 538	72 934	78 091	–	88 404	–	98 717	–

1. Personne vivant seule ayant un ou plusieurs enfants dont elle assume seule la charge effective.

2. Contribuables visés à l'article 195-1 a, b, e du code général des impôts.

## DÉCOTE

Si votre impôt sur les revenus soumis au barème (y compris l'impôt relatif aux revenus et plus-values imposés selon un système de quotient) est inférieur à **1 016 €**, vous bénéficiez d'une décote égale à la différence entre 508 € et la moitié de votre impôt.

Cette décote est applicable quel que soit votre nombre de parts. Toutes les réductions d'impôt s'imputent après application éventuelle de la décote.

### EXEMPLE

Votre impôt avant décote s'élève à 549 €.

La décote est égale à  $508 € - 274,50 € = 233,50 €$  arrondi à 234 €.

Votre impôt après décote s'élève à  $549 € - 234 € = 315 €$ .

## LIMITES D'EXONÉRATION

Vous êtes non imposable (votre impôt sur le revenu est égal à zéro) lorsque votre revenu net imposable<sup>3</sup> est inférieur aux limites indiquées dans le tableau 6.

Votre cotisation d'impôt sur le revenu est inférieure à 61 € (seuil de mise en recouvrement) et vous n'avez donc pas d'impôt à payer, si votre revenu net imposable<sup>3</sup> (après tous abattements) est inférieur aux limites indiquées dans le tableau 7.

Vous êtes exonéré d'impôt si votre revenu net de frais professionnels n'excède pas 8 680 € ou 9 490 € si vous avez plus de 65 ans ou êtes invalide (CGI, art. 5-2 bis).

## TABLEAU DE CALCUL DE L'IMPÔT

Le tableau 8 donne le montant de l'impôt brut (avant application du plafonnement des effets du quotient familial).

### EXEMPLE

Un couple marié avec deux enfants à charge (3 parts) dispose d'un revenu net imposable de 45 000 €.

– Calculer le revenu par part :  $45\,000 € / 3 = 15\,000 €$

Cette somme est comprise entre 11 991 € et 26 631 €

– Multiplier le revenu net imposable par le taux correspondant à cette tranche de revenu :

$45\,000 € \times 0,14 = 6\,300 €$

– Déduire du résultat  $1349,84 € \times 3 = 4\,049,52 €$

– Impôt brut :  $6\,300 € - 4\,049,52 € = 2\,250,48 €$  arrondi à 2 250 €

Tableau 6. Seuils d'imposition.

NOMBRE DE PARTS	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Revenu net imposable	12 067	15 190	18 195	21 201	24 206	27 212	30 217	33 223	36 228	39 234	42 239

Tableau 7. Seuils de mise en recouvrement.

NOMBRE DE PARTS	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Revenu net imposable	12 353	15 917	18 922	21 928	24 933	27 939	30 944	33 950	36 955	39 961	42 966

Tableau 8. Calcul de l'impôt.

	0 et 6 011	6 011 et 11 991	11 991 et 26 631	26 631 et 71 397	71 397 et 151 200	Supérieur à 151 200
Si le revenu net imposable par part R/N <sup>1</sup> est compris entre...						
... multipliez le revenu net imposable par le taux correspondant	-	$R \times 0,055$	$R \times 0,14$	$R \times 0,30$	$R \times 0,41$	$R \times 0,45$
... et déduisez du résultat	-	$330,61 \times N$	$1\,349,84 \times N$	$5\,610,80 \times N$	$13\,464,47 \times N$	$19\,512,47 \times N$

1. revenu net imposable divisé par le nombre de parts.

3. Hors plus-values et revenus taxés à un taux forfaitaire.

## CONTRIBUABLES DOMICILIÉS DANS LES DOM

(CGI, art. 197-I-3)

L'impôt issu du barème dû par les contribuables domiciliés dans les DOM (après plafonnement des effets du quotient familial et avant application de la décote et des réductions d'impôt) fait l'objet d'un abattement de :

- **30 %** pour la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion (limité à 5 100 €);
- **40 %** pour la Guyane et Mayotte (limité à 6 700 €).

Le taux de l'abattement est fixé en fonction de l'adresse au 31 décembre de l'année des revenus.

Cet abattement est appliqué :

- pour les contribuables domiciliés dans un DOM au 31 décembre de l'année d'imposition, sur l'impôt dû au titre des revenus perçus pendant l'année entière;
- pour les contribuables, domiciliés dans un DOM au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, qui ont transféré en cours d'année leur domicile du département d'outre-mer vers la métropole, sur l'impôt dû au titre des revenus perçus dans le DOM (prorata métro-DOM).

## RÈGLES D'ARRONDISSEMENT

Pour le calcul de la base d'imposition et de l'impôt l'arrondissement se fait à l'euro le plus proche (CGI, art. 193 et 1657-1)

Les fractions d'euro inférieures à 0,50 € sont négligées.

Exemple : 1 597,30 € est arrondi à 1 597 €

Les fractions de 0,50 € sont comptées pour 1 €.

Exemple : 1 597,50 € est arrondi à 1 598 €

Les fractions d'euro supérieures à 0,50 € sont comptées pour 1 €.

Exemple : 1 597,75 € est arrondi à 1 598 €

## TAUX D'IMPOSITION

L'avis d'impôt comporte l'indication du taux moyen d'imposition pour les contribuables qui ont de l'impôt sur le revenu à payer. Ce taux est le résultat du rapport entre le montant de l'impôt sur le revenu et le montant de vos revenus nets de frais professionnels.

**Pour obtenir le montant des revenus nets de frais**, retenez les montants correspondant à la ligne 1, déduisez la ligne 2 puis ajoutez les lignes 3 à 8.

### 1 Revenus soumis au barème

- traitements et salaires : montant après déduction des frais professionnels;
- pensions (y compris pensions alimentaires) : revenus déclarés, sans abattement de 10 %;
- rentes viagères à titre onéreux : montant imposable;
- revenus de capitaux mobiliers : revenus déclarés (après majoration de 1,25 pour la ligne 2GO), avant application de l'abattement de 40 % et de l'abattement de 4 600 € (ou 9 200 €), après déduction des frais imputés et des déficits des années antérieures imputés;
- plus-values de cession de valeurs mobilières et gains assimilés soumis au barème (montant imposable après abattement pour durée de détention);
- revenus fonciers : montant imposable après imputation des

déficits; après déduction de l'abattement pour frais pour le micro-foncier;

- revenus des professions non salariées :
- forfait BA : bénéfice imposable (après majoration de 1,25);
- régimes micro BIC et BNC : montant imposable (après application des abattements forfaitaires pour frais);
- régimes réels : résultats imposables (après majoration de 1,25 pour les non-adhérents AA, CGA);
- sommes à ajouter au revenu imposable (ligne 6GH de la 2042 C<sup>1</sup>).

### 2 Sommes à déduire

- déficits de l'année et des années antérieures (montant imputé);
- CSG déductible;
- pensions alimentaires déduites (après majoration de 1,25 le cas échéant);
- cotisations d'épargne-retraite déduites.

### 3 Plus-values et gains taxés à un taux proportionnel

### 4 Revenus nets taxés au quotient

### 5 Produits de placement à revenu fixe (RCM) soumis au prélèvement de 24 % (ligne 2FA)

### 6 Indemnités de cessation d'activité d'agent général d'assurance

### 7 Pensions de retraite en capital soumises au prélèvement de 7,5 %

Après déduction de l'abattement de 10 %

### 8 Produits des contrats d'assurance-vie soumis au prélèvement libératoire de 7,5 % (lignes 2DH)

**Pour obtenir le montant de votre impôt**, additionnez :

- le montant de l'imposition nette indiquée sur l'avis d'impôt : impôt sur le revenu résultant de l'application du barème, impôt à taux proportionnel, taxation des intérêts à 24 %, "taxe agents général d'assurance", prélèvement de 7,5 % sur les pensions versées en capital, contribution exceptionnelle sur les hauts revenus, après déduction de l'ensemble des réductions et crédits d'impôt;
- le prélèvement libératoire de 7,5 % (sur les revenus déclarés ligne 2 DH).





N°15018\*01

# **DÉCLARATION DES REVENUS 2013**

# **FICHE FACULTATIVE DE CALCULS**

N°2041 FDC

Si vous déposez uniquement une déclaration de revenus n°2042, cette fiche vous permet de calculer votre impôt sur les revenus (hors plafonnement des avantages fiscaux et hors contribution exceptionnelle). Si vous déposez une déclaration complémentaire, vous pouvez effectuer la simulation de votre imposition sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr). Si vous déclarez en ligne, une estimation sera affichée avant signature de votre déclaration.

1. DÉTERMINATION DU REVENU BRUT GLOBAL (ou déficit global)	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERSONNES À CHARGE*	REVENU (+) DÉFICIT (-)
<b>TRAITEMENTS, SALAIRES, PENSIONS ET RENTES</b>				
<b>Traitements, salaires</b> cases 1AJ à 1DJ + 1AP à 1DP • Déduction 10 % (maximum 12 097 €) ou frais réels cases 1AK à 1DK b est au minimum de 424 €, pour les demandeurs d'emploi inscrits au "Pôle emploi" depuis plus d'un an, de 931 € • Traitements, salaires nets: lignes a - b	a b c	  +	  +	  =
<b>Pensions, retraites, rentes à titre gratuit</b> cases 1AS à 1DS + 1AO à 1DO • Abattement de 10 % limité à 3 689 € pour l'ensemble du foyer avec un minimum de 377 € par bénéficiaire • Pensions, retraites nettes lignes d - e	d e f	  +	  +	  =
<b>TOTAL DES TRAITEMENTS, SALAIRES, PENSIONS NET</b> lignes c + f	g	+	+	1
<b>Rentes viagères à titre onéreux</b> cases 1AW à 1DW La fraction imposable dépend de l'âge du bénéficiaire à l'entrée en jouissance de la rente. Moins de 50 ans (1AW): 70 % · 50 à 59 ans (1BW): 50 % 60 à 69 ans (1CW): 40 % · à partir de 70 ans (1DW): 30 %.				2

## **REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS**

### **Revenus ouvrant droit à abattement**

• Produits des contrats d'assurance vie et assimilés case 2CH  
Abattement de 9 200 € (couple soumis à une imposition commune) ou 4 600 € (personne seule)  
L'abattement est limité à a  
Reste net: lignes a - b

• Frais (case 2CA) à imputer sur les revenus déclarés case 2DC:  $2CA \times 2DC \div (2DC + 2TS + 2TR)$

• Revenus de capitaux mobiliers ouvrant droit à abattement de 40 % nets de frais:  $(2DC \times 0,6) - d + (2FU \times 0,6)$

### **Revenus n'ouvrant pas droit à abattement**

• Frais (case 2CA) à imputer sur les revenus déclarés case 2TR:  $2CA \times 2TR \div (2DC + 2TR + 2TS)$

• Frais (case 2CA) à imputer sur les revenus déclarés case 2TS:  $2CA - (d + f)$

• Revenus de capitaux mobiliers nets de frais n'ouvrant pas droit à abattement:  $(2TR - f) + (2TS - g)$

## **REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS NETS IMPOSABLES**

lignes c + e + h  
Si les frais sont supérieurs au montant des revenus imposables des cases 2DC, 2TR et 2TS le surplus est déduit des autres revenus de cette catégorie (à l'exception des revenus portés en 2FA).

## **PLUS VALEURS DE CESSION DE VALEURS MOBILIÈRES, DROITS SOCIAUX ET GAINS ASSIMILÉS**

**Plus-value imposable** case 3VG  
Plus-value nette après application éventuelle de l'abattement pour durée de détention et des pertes antérieures non encore imputées.

## **REVENUS FONCIERS**

### **Régime micro foncier** case 4BE

Les recettes doivent être inférieures ou égales à 15 000 €  
Abattement de 30 %:  $4BE \times 0,7$   
Reportez le montant a sur la ligne 5.

### **Régime réel** cases 4BA à 4BD

• Total de vos revenus fonciers déclarés case 4BA  
En l'absence de déficits déclarés en case 4BB, 4BC ou 4BD reportez ce montant sur la ligne 5 sinon continuez les calculs suivants;

• Déficit imputable sur vos revenus fonciers case 4BB

• Reste net: lignes b - c  
> si d est positif:

déduisez éventuellement le déficit de la case 4BC imputable sur le revenu global: d - 4BC

- si e est positif, déduisez éventuellement le déficit antérieur non encore imputés: e - 4BD

\* si f est positif reportez la somme sur la ligne 5

\* si f est négatif reportez 0 sur la ligne 5 et le déficit restant s'imputera sur vos revenus fonciers des années suivantes.

- si e est négatif reportez ce déficit sur la ligne 5, si vous avez par ailleurs des déficits antérieurs non encore imputés case 4BD, ce montant s'imputera sur vos revenus fonciers des années suivantes.

> si d est négatif:

- si vous n'avez pas déclaré un déficit imputable sur le revenu brut global en case 4BC: portez 0 sur la ligne 5, le déficit de la case d et les déficits antérieurs déclarés en case 4BD s'imputeront sur vos revenus fonciers des années suivantes;

- si vous avez déclaré un déficit imputable sur le revenu brut global en case 4BC: portez ce montant sur la ligne 5. Le déficit de la case d ainsi que les déficits antérieurs déclarés en case 4BD s'imputeront sur vos revenus fonciers des années suivantes.

**REVENUS(+) OU DÉFICITS(-) NETS FONCIERS**

**REVENU (ou déficit) BRUT GLOBAL** Total lignes 1 à 5...

Fiche de calculs -1

## 2. CHARGES À DÉDUIRE DE VOTRE REVENU

### CSG déductible

Reportez le montant indiqué ou porté case 6DE ainsi que 5,1% des revenus déclarés cases 2BH

### Pensions alimentaires

– Cases 6GI et 6GJ: déduction à majorer de 25 %, limitée à 5698 € par enfant.

– Cases 6EL et 6EM: déduction égale aux montants déclarés, limitée à 5698 € par enfant.

*Si vous subvenez seul à l'entretien d'un enfant marié ou pacsé ou chargé de famille (quel que soit le nombre d'enfants du jeune foyer) la déduction est limitée à 11 396 €*

– Case 6GP: déduction à majorer de 25 %.

– Case 6GU: déduction égale au montant déclaré.

### TOTAL DES PENSIONS ALIMENTAIRES DÉDUCTIBLES

### Déductions diverses case 6DD

### Épargne-retraite et produits assimilés

Montant des cotisations versées en 2013 indiqués cases 6RS, 6RT, 6RU retenus dans la limite du plafond de déduction (ou du plafond mutualisé) auxquelles sont ajoutés les rachats indiqués cases 6SS, 6ST, 6SU.

### TOTAL DES CHARGES DÉDUCTIBLES a+b+c+d ...

## 3. DETERMINATION DU REVENU IMPOSABLE

### REVENU NET GLOBAL (6-7)

### ABATTEMENTS SPÉCIAUX

• Abattement accordé aux personnes âgées ou invalides  
*Si vous êtes âgé(e) de plus de 65 ans ou invalide (titulaire d'une pension d'invalidité militaire ou pour accident du travail d'au moins 40% ou titulaire de la carte d'invalidité), vous bénéficiez d'un abattement de:*  
– 2 332 € si le revenu net global du foyer fiscal n'excède pas 14 630 €;  
– 1 166 € si ce revenu est compris entre 14 630 € et 23 580 €. Abattement doublé si le conjoint ou le partenaire de Pacs remplit également ces conditions.

• Abattement pour enfants mariés, pacsés ou chargés de famille  
*Abattement de 5 698 € par personne rattachée. Si l'enfant de la personne rattachée est en garde alternée, l'abattement est divisé par deux.*

### TOTAL DES ABATTEMENTS SPÉCIAUX

### MONTANT DU REVENU NET IMPOSABLE 8 – 9

## 4. NOMBRE DE PARTS "N" UTILISÉ POUR L'APPLICATION DU BARÈME DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

SITUATION DE FAMILLE	PERSONNE À CHARGE <sup>a</sup>							EXPLICATION DES RENVOIS
	0	0 <sup>b</sup>	1	2	3	4	+1	
Mariés ou pacsés soumis à une imposition commune <sup>c</sup>	2	2,5 ou 3	2,5	3	4	5	+1	<b>a.</b> + ½ part pour chaque personne à charge titulaire de la carte d'invalidité. Si vous avez des enfants en résidence alternée consultez la notice n° 2041GV pour déterminer le nombre de parts.
Veuf(ve) <sup>d, f</sup>	1	1,5	2,5	3	4	5	+1	<b>b.</b> Vous remplissez une des conditions des cases P, F, L (case N non cochée), W ou G.
Célibataire, Divorcé(e) <sup>e, f</sup>	1	1,5	1,5	2	3	4	+1	<b>c.</b> + ½ part quand un des conjoints est invalide, ou a plus de 75 ans et la carte du combattant. + 1 part si chacun est invalide.
<b>VOTRE NOMBRE DE PART N</b>	<input type="text"/>							<b>d.</b> – Votre conjoint est décédé en 2013: vous suivez le régime des "mariés". – Vous avez déclaré au moins un enfant à charge (case F ou H), ou une personne accueillie invalide (case R) ou un enfant rattaché (case J): vous suivez le régime des "mariés". <b>e.</b> + ½ part pour une personne vivant seule et ayant au moins un enfant à charge. <b>f.</b> + ½ part pour une personne invalide avec enfants à charge.

### LIMITE D'EXONÉRATION

VOUS ÊTES NON IMPOSABLE SI VOTRE REVENU IMPOSABLE EST INFÉRIEUR À LA LIMITE INDICUÉE					
1 part	12 067 €	2 parts	18 195 €	3 parts	24 206 €
4 parts	30 217 €	1,5 part	15 190 €	2,5 parts	21 201 €
3,5 parts	27 212 €	4,5 parts	33 223 €		

Limite valable en l'absence de revenus imposés à un taux forfaitaire.

## 5. QUOTIENT FAMILIAL CORRESPONDANT À VOTRE NOMBRE DE PARTS ET BARÈME DE CALCUL DE VOTRE IMPÔT "I"

CALCULER LE QUOTIENT FAMILIAL DU FOYER EN APPLIQUANT LA FORMULE QUI SUIT	Q	=	R	÷	N	=	Q
--	---	---	---	---	---	---	---

Q quotient familial	inférieur à 6 011 €	IMPÔT NUL						I	NUL
Q supérieur à 6 011 €	et inférieur à 11 991 €	IMPÔT ÉGAL À	( R	×	0,055 )	–	( N	×	330,61 ) = I
Q supérieur à 11 991 €	et inférieur à 26 631 €	IMPÔT ÉGAL À	( R	×	0,14 )	–	( N	×	1 349,84 ) = I
Q supérieur à 26 631 €	et inférieur à 71 397 €	IMPÔT ÉGAL À	( R	×	0,30 )	–	( N	×	5 610,80 ) = I
Q supérieur à 71 397 €	et inférieur à 151 200 €	IMPÔT ÉGAL À	( R	×	0,41 )	–	( N	×	13 464,47 ) = I
Q supérieur à 151 200 €		IMPÔT ÉGAL À	( R	×	0,45 )	–	( N	×	19 512,47 ) = I



Report du montant d'impôt calculé page 2 .....	= I
<b>6. CORRECTIONS À APPORTER À L'IMPÔT RÉSULTANT DU BARÈME</b>	
<b>PLAFONNEMENT DU QUOTIENT FAMILIAL</b>	
<b>Effectuez un nouveau calcul de l'impôt A en retenant :</b>	
• 1 part si vous êtes célibataire, divorcé/séparé, veuf ou si vous êtes mariés/pacsés et que vous avez opté pour l'imposition séparée ;	
• 2 parts si vous êtes mariés ou pacsés ou veuf (uniquement l'année au cours de laquelle votre conjoint est décédé) .....	A .....
<b>Suivant votre situation, calculez une somme B égale à :</b>	
• 1 500 €** x nombre de demi-parts excédant 2 parts si vous êtes mariés, pacsés ou veuf (uniquement l'année au cours de laquelle votre conjoint est décédé) ;	
• 1 500 €** x nombre de demi-parts excédant 1 part si vous êtes célibataire, divorcé/séparé ou veuf et que vous n'élevez pas seul un enfant ;	
• 3 540 €** pour les 2 premières demi-parts excédant 1 part + 1 500 €** x nombre de demi-parts restantes si vous êtes célibataire, divorcé/séparé, avec au moins un enfant à charge que vous élevez seul (case T cochée) ;	
• 897 € pour la demi-part excédant 1 part si vous êtes célibataire, divorcé/séparé ou veuf, que vous vivez seul, sans personne à charge et si vous remplissez les conditions de la case L .....	B .....
Calculez la différence A - B .....	C .....
<b>Le montant des droits simples I 1 après plafonnement sera égal à :</b>	
• I si C est inférieur ou égal à I, l'avantage fiscal lié aux majorations de quotient familial n'est pas plafonné ;	
• C si C est supérieur à I, l'avantage fiscal lié aux majorations de quotient familial est plafonné. ....	I 1
<b>RÉDUCTIONS D'IMPÔT PRATIQUÉES SUR L'IMPÔT APRÈS PLAFONNEMENT</b>	
<b>Si votre imposition n'est pas plafonnée (I 1 = I), vous n'avez pas de réduction d'impôt complémentaire à déduire.</b>	
Si vous êtes domicilié dans les DOM, reportez-vous à la rubrique ci-après pour le calcul de l'abattement.	
Si votre imposition est inférieure à 1 016 € vous pouvez bénéficier de la décote, reportez-vous à la rubrique 7 ci-après.	
Dans les autres situations, continuez les calculs à la rubrique 8 ci-après.	
<b>Si votre imposition est plafonnée (I 1 = C) vous pouvez bénéficier de réductions d'impôt complémentaires :</b>	
• si vous êtes veuf avec un ou plusieurs enfants à charge : vous bénéficiez d'une réduction d'impôt complémentaire d'un montant maximum de 1 672 € pour la part supplémentaire s'ajoutant à 1 .....	D .....
• si vous bénéficiez d'au moins une demi-part supplémentaire accordée aux invalides, anciens combattants, veuve de guerre, calculez une somme E égale (au maximum par demi-part) à :	
- 1 497 € si vous êtes invalide (case P ou F cochée), ancien combattant (case W ou S cochée) ou veuve de guerre (case G cochée) ;	
- 1 497 € x 2 si vous êtes mariés/pacsés soumis à imposition commune et chacun est titulaire de la carte d'invalidité (cases P et F cochées) ;	
- 1 497 €** x nombre de personnes de votre foyer fiscal titulaires de la carte d'invalidité (cases G, R ou I du cadre C remplies) .....	E .....
<b>TOTAL : D + E .....</b>	<b>F .....</b>
<b>Calculez le montant de réduction(s) complémentaire(s) H dont vous pouvez bénéficier</b>	
Calculez la différence A - I - B .....	G .....
- si G est supérieur ou égal à F, le montant de réduction(s) complémentaire(s) H sera le montant porté ligne F ;	
- si G est inférieur à F, le montant de réduction(s) complémentaire(s) H sera le montant porté ligne G	
Montant de réduction(s) d'impôt complémentaire(s) .....	H .....
<b>Impôt après plafonnement et réduction(s) d'impôt complémentaire(s) I 1 - H .....</b>	
<b>I 2</b>	
<b>SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ DANS LES DOM</b>	
L'impôt (après plafonnement et réductions d'impôt complémentaires éventuels) est diminué d'un abattement :	
- de 30 % pour la Guadeloupe, la Martinique ou la Réunion (plafonné à 5 100 €) ;	
- de 40 % pour la Guyane et Mayotte (plafonné à 6 700 €).	
<b>Impôt après déduction de l'abattement DOM .....</b>	
<b>I 3</b>	
<b>7. DÉCOTE</b>	
Si le montant de votre impôt est inférieur à 1 016 €, vous bénéficiez d'une décote A égale à :	
508 € - la moitié de l'impôt calculé précédemment .....	A .....
<b>Impôt après déduction de la décote (I ou I 1 ou I 2 ou I 3) - A .....</b>	
<b>B</b>	
<b>8. DÉDUISSEZ VOS RÉDUCTIONS D'IMPÔT</b>	
<b>Dons effectués à des organismes d'aide aux personnes en difficulté case 7UD</b> .....	
75 % des sommes versées limitées à 521 €.	a .....
<b>Dons et cotisations versés aux partis politiques case 7UH, autres dons case 7UF et reports des versements des années antérieures cases 7XS à 7XY</b> .....	
66 % des versements retenus dans la limite de 20 % du revenu net global déterminé cadre 8, page 2.	b .....
Le montant porté en case 7UH est limité à 15 000 €.	
<b>Services à la personne : sommes versées pour l'emploi à domicile cases 7DF, 7DD, 7DQ, 7DG, 7DL</b> .....	
50 % des sommes versées avec un plafond de 12 000 € majoré de 1 500 €** par enfant à charge, par membre du foyer fiscal âgé de plus de 65 ans ou par ascendant titulaire de l'APA avec un maximum de 15 000 €.	c .....
Plafond porté à 15 000 € (maximum de 18 000 € après majorations) la première année de l'emploi d'un salarié à domicile. Si un membre du foyer est titulaire de la carte d'invalidité, le plafond est porté à 20 000 €.	
<b>Dépenses d'accueil dans un établissement pour personnes dépendantes cases 7CD et 7CE</b> .....	
25 % du montant des primes limité à 10 000 € par personne dépendante.	d .....
<b>Contrats de rente-survie et d'épargne handicap case 7GZ</b> .....	
25 % du montant des primes limité à 1 525 € majoré de 300 €** par enfant à charge.	e .....
<b>Enfants à charge poursuivant leurs études cases 7EA à 7EG</b> .....	
61 €** par enfant au collège, 153 €** par enfant au lycée, 183 €** par enfant dans l'enseignement supérieur.	f .....
<b>TOTAL DES LIGNES a à f LIMITÉ AU MONTANT B</b> .....	
<b>C</b>	
<b>IMPÔT APRÈS IMPUTATION DES RÉDUCTIONS D'IMPÔT : B - C .....</b>	
<b>D</b>	

## 9 – IMPÔT À PAYER

### REVENUS IMPOSABLES A UN TAUX FOFAITAIRE

**Produits de placement à revenu fixe taxables sur option à 24 %** case 2FA × 24 %

g

**Prélèvement libératoire sur pensions de retraite versées sous forme de capital**

7,5 % des montants portés en cases 1AT et 1BT après avoir effectué un abattement de 10 %.

h

**IMPÔT APRÈS CORRECTIONS: D + g + h**

E

### IMPUTATIONS

**Crédit d'impôt** case 2AB

i

**Crédit d'impôt égal au prélèvement forfaitaire non libératoire** case 2CK

j

**Prélèvement libératoire à restituer**

7,5 % du montant des produits indiqués case 2DH qui ont été soumis à tort au prélèvement libératoire alors qu'ils auraient pu bénéficier de l'abattement de 4 600 € ou de 9 200 €.

k

**Frais de garde des enfants de moins de 6 ans**

cases 7GA à 7GG  
50 % des sommes versées limitées à 2 300 €\*\* par enfant

l

**Cotisations syndicales** cases 7AC, 7AE, 7AG

Pour chaque adhérent 66 % des sommes versées limitées à 1 % des salaires et pensions.

m

**Crédit d'impôt services à la personne: sommes versées pour l'emploi à domicile**

cases 7DB, 7DQ, 7DG  
50 % des sommes versées avec un plafond de 12 000 € majoré de 1 500 €\*\* par enfant à charge, par membre du foyer fiscal âgé de plus de 65 ans ou par ascendant titulaire de l'APA avec un maximum de 15 000 €. Plafond porté à 15 000 € (maximum de 18 000 € après majorations) la première année de l'emploi d'un salarié à domicile. Plafond porté à 20 000 € si un membre du foyer est titulaire de la carte d'invalidité.

n

**Crédit d'impôt intérêts des emprunts**

**pour l'habitation principale** cases 7VY à 7VX  
40 % cases 7VY et 7VX · 30 % case 7VW · 25 % case 7VU  
20 % case 7VZ · 15 % case 7VV · 10 % case 7VT.  
Plafond de 3 750 € (personne seule) ou 7 500 € (couple marié ou pacsé) majoré de 500 €\*\* par personne à charge. Plafond porté à 7 500 € ou 15 000 € si un membre du foyer est titulaire de la carte d'invalidité.

o

**Crédit d'impôt prime d'assurance**

**pour loyers impayés** case 4BF  
38 % du montant des primes d'assurance.

p

**Prime pour l'emploi**

Calculée à partir des indications ci-dessous diminuée du montant du RSA "complément d'activité"  
PPE – (cases 1BL + 1CB + 1DQ)

q

**TOTAL DES LIGNES i à q**

F

**IMPÔT DÛ E – F**

**IMPÔT**

## CALCUL DE LA PRIME POUR L'EMPLOI

La prime est établie en proportion des revenus d'activité de chaque membre du foyer. Elle peut être majorée en fonction de la situation de famille. Pour ouvrir droit à la prime, le revenu d'activité déclaré doit être supérieur ou égal à 3 743 € (quelle que soit la durée du temps de travail).

Pour chaque membre du foyer fiscal travaillant à temps plein sur toute l'année, le calcul de la prime s'effectue en appliquant les formules du tableau ci-dessous. Pour déterminer le montant de la prime en cas de travail à temps partiel ou pour plus de précisions, reportez-vous à la notice n° 2041 GS.

SITUATION DE FAMILLE	REVENU D'ACTIVITÉ (R)	PRIME INDIVIDUELLE	MAJORATION POUR LE FOYER***
<b>Célibataires et divorcés</b> avec des enfants à charge qu'ils n'élèvent pas seuls	supérieur ou égal à 3 743 € et inférieur ou égal à 12 475	$R \times 7,7 \%$	$36 \text{ €} \times \text{nombre de personnes à charge}$
<b>Veufs</b> avec ou sans personne à charge			
<b>Mariés ou pacsés</b> (soumis à imposition commune) ayant chacun une activité	supérieur à 12 475 € et inférieur ou égal à 17 451 €	$(17\,451 - R) \times 19,3 \%$	
<b>Personne à charge du foyer</b>			
<b>Mariés ou pacsés</b> (soumis à imposition commune) et un seul membre exerce une activité lui procurant au moins 3 743 € dans l'année	supérieur ou égal à 3 743 € et inférieur ou égal à 12 475 €	$(R \times 7,7 \%) + 83 \text{ €}$	Majoration forfaitaire de 36 € quel que soit le nombre de personnes à charge
	supérieur à 12 475 € et inférieur ou égal à 17 451 €	$[(17\,451 - R) \times 19,3 \%] + 83 \text{ €}$	
	supérieur à 17 451 € et inférieur ou égal à 24 950 €	83 €	
	supérieur à 24 950 € et inférieur ou égal à 26 572 €	$(26\,572 - R) \times 5,1 \%$	
<b>Célibataires et divorcés</b> élevant seuls leurs enfants (case T cochée)	supérieur ou égal à 3 743 € et inférieur ou égal à 12 475 €	$R \times 7,7 \%$	$72 \text{ €}^{****}$ pour la 1 <sup>re</sup> personne à charge $36 \text{ €} \times \text{nombre de personnes à charge}$ à partir de la 2 <sup>e</sup>
	supérieur à 12 475 € et inférieur ou égal à 17 451 €	$(17\,451 - R) \times 19,3 \%$	
	supérieur à 17 451 € et inférieur ou égal à 26 572 €	0	72 € quel que soit le nombre de personnes à charge

Pour les contribuables domiciliés à Mayotte, le montant de la prime calculée pour le foyer est multiplié par 0,74.

\* S'il y a plusieurs personnes à charge, effectuez un calcul séparé pour chacune d'elles. Si l'enfant est en résidence alternée, chaque parent doit déclarer la moitié de ses revenus.

\*\* En présence d'enfants en résidence alternée, ces montants sont divisés par deux.

\*\*\* Si le foyer fiscal n'est composé que d'enfants en résidence alternée, la ou les majorations sont divisées par deux.

\*\*\*\* En présence uniquement d'enfant en résidence alternée, la majoration de 36 € est appliquée à chacun des deux premiers enfants, elle est de 18 € par enfant à partir du troisième.

## BARÈME DE L'IMPÔT SUR LES REVENUS DE 2013

Ce barème vous donne, par lecture directe, le montant de l'impôt en fonction du revenu imposable et du nombre de parts.

### Les éléments dont le barème tient compte

Ce barème prend en compte :

- le plafonnement du quotient familial ;
- la décote.

Ce barème prévoit les situations suivantes :

- personnes seules ; célibataires, divorcés, séparés vivant en concubinage ayant au moins un enfant à charge ou ne vivant pas en concubinage et n'ayant à charge que des personnes autres que des enfants ;
- veufs ayant au moins un enfant ou une personne à charge ;
- célibataires, divorcés, séparés élevant seuls leur(s) enfant(s) ;
- veufs, célibataires, divorcés, séparés, vivant seuls et sans personne à charge ayant un (ou des) enfant(s) imposé(s) séparément ou ayant eu un enfant décédé après l'âge de 16 ans ou par suite de faits de guerre :
  - qui ont élevé un enfant pendant au moins 5 années au cours desquelles ils vivaient seuls ;
  - qui ne remplissent pas la condition des 5 années mais qui ont bénéficié de la demi-part supplémentaire pour l'imposition des revenus de 2008 à 2011 ;
- mariés ou liés par un PACS.

### Les éléments dont le barème ne tient pas compte

Ce barème ne tient pas compte :

- de l'exonération prévue par l'article 5-2° bis du CGI, lorsque le revenu net de frais professionnels est inférieur à 8 610 € (ou à 9 410 € pour les personnes âgées de plus de 65 ans) ;
- des quarts de parts accordés aux personnes ayant à leur charge des enfants mineurs en résidence alternée ;
- de la réduction d'impôt complémentaire d'un montant maximal de 997 € appliquée en cas de plafonnement de l'avantage fiscal lié à la demi-part supplémentaire accordée aux invalides, anciens combattants et veuves de guerre.

Dans ces situations, reportez-vous au calcul d'impôt effectué sur [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

À NOTER : Outre le plafonnement du quotient familial et la décote intégrés directement dans le barème proposé ci-après, certaines corrections sont susceptibles d'être appliquées à l'impôt :

- réductions d'impôt, crédits d'impôt ;
- impôt sur les revenus taxables selon le système du quotient ;
- impôt sur les revenus et plus-values à taux proportionnel ;
- reprises de réductions d'impôt antérieures.

**PERSONNES SEULES. CÉLIBATAIRES OU DIVORCÉS CONCUBINS**  
ayant au moins un enfant à charge  
ou **NON CONCUBINS** ayant à charge des personnes autres que des enfants.

#### REVENU IMPOSABLE



#### IMPÔT SUIVANT LE NOMBRE DE PARTS

	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
de 0 à 12066	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12067	2	0	0	0	0	0	0	0	0
12500	92	0	0	0	0	0	0	0	0
13000	197	0	0	0	0	0	0	0	0
13500	302	0	0	0	0	0	0	0	0
14000	407	0	0	0	0	0	0	0	0
14500	512	0	0	0	0	0	0	0	0
15000	617	0	0	0	0	0	0	0	0
15500	722	27	0	0	0	0	0	0	0
16000	827	68	0	0	0	0	0	0	0
16500	932	110	0	0	0	0	0	0	0
17000	1030	150	0	0	0	0	0	0	0
17500	1100	192	0	0	0	0	0	0	0
18000	1170	234	0	0	0	0	0	0	0
18500	1240	339	26	0	0	0	0	0	0
19000	1310	444	68	0	0	0	0	0	0
19500	1380	549	108	0	0	0	0	0	0
20000	1450	654	150	0	0	0	0	0	0
20500	1520	759	191	0	0	0	0	0	0
21000	1590	864	233	0	0	0	0	0	0
21500	1660	969	273	26	0	0	0	0	0
22000	1730	1055	315	66	0	0	0	0	0
22500	1800	1125	356	108	0	0	0	0	0
23000	1870	1195	398	149	0	0	0	0	0
23500	1940	1265	438	191	0	0	0	0	0
24000	2010	1335	482	231	0	0	0	0	0
24500	2080	1405	527	273	26	0	0	0	0
25000	2150	1475	572	314	66	0	0	0	0
25500	2220	1545	617	356	108	0	0	0	0
26000	2290	1615	662	396	149	0	0	0	0
26500	2360	1685	707	438	191	0	0	0	0
27000	2430	1755	752	479	231	0	0	0	0
27500	2500	1825	797	521	273	26	0	0	0
28000	2570	1895	842	561	314	66	0	0	0
28500	2640	1965	887	603	356	107	0	0	0
29000	2710	2035	932	644	396	149	0	0	0
29500	2780	2105	977	686	438	189	0	0	0
30000	2850	2175	1022	729	479	231	0	0	0
31000	3089	2315	1160	939	561	314	66	0	0
32000	3389	2489	1300	1105	644	396	149	0	0
33000	3689	2663	1440	1245	726	479	231	0	0
34000	3989	2837	1580	1385	809	561	314	65	0
35000	4289	3011	1720	1525	891	644	396	147	0
36000	4589	3185	1860	1665	977	726	479	230	0
37000	4889	3359	2000	1805	1130	809	561	312	65
38000	5189	3533	2140	1945	1270	891	644	395	147
39000	5489	3707	2280	2085	1410	974	726	477	230
40000	5789	3881	2420	2225	1550	1043	809	560	312
41000	6089	4055	2560	2365	1690	1098	891	642	395
42000	6389	4229	2700	2505	1830	1156	974	725	477
43000	6689	4403	2840	2645	1970	1229	1043	807	560
44000	6989	4577	2980	2785	2110	1303	1098	890	642
45000	7289	4751	3120	2925	2250	1377	1153	972	725
46000	7589	4925	3260	3065	2390	1451	1208	1042	807
47000	7889	5099	3400	3205	2530	1525	1263	1097	890
48000	8189	5273	3540	3345	2670	1599	1321	1152	972
49000	8489	5447	3680	3485	2810	1673	1377	1207	972
50000	8789	5621	3820	3625	2950	1747	1432	1262	1042
51000	9089	5795	3960	3765	3090	1821	1487	1317	1112
52000	9389	5969	4100	3905	3230	1895	1542	1372	1182
53000	9689	6143	4240	4045	3370	1969	1597	1427	1252
54000	9989	6317	4380	4185	3510	2043	1652	1482	1322
55000	10289	6491	4520	4325	3650	2117	1707	1537	1392
56000	10589	6665	4660	4465	3790	2191	1762	1592	1462
57000	10889	6839	4800	4605	3930	2265	1817	1647	1532
58000	11189	7013	4940	4745	4070	2339	1872	1702	1602
59000	11489	7187	5080	4885	4210	2413	1927	1757	1672
60000	11789	7361	5220	5025	4350	2487	1982	1812	1742
61000	12089	7535	5360	5165	4490	2561	2037	1867	1812

**PERSONNES SEULES. CÉLIBATAIRES OU DIVORCÉS CONCUBINS ayant au moins un enfant à charge  
ou NON CONCUBINS ayant à charge des personnes autres que des enfants.**

REVENU IMPOSABLE									
↓	IMPÔT SUIVANT LE NOMBRE DE PARTS								
	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
62000	12989	11489	9989	8489	6989	5489	3989	2606	1931
63000	13289	11789	10289	8789	7289	5789	4289	2789	2071
64000	13589	12089	10589	9089	7589	6089	4589	3089	2211
65000	13889	12389	10889	9389	7889	6389	4889	3389	2351
66000	14189	12689	11189	9689	8189	6689	5189	3689	2491
67000	14489	12989	11489	9989	8489	6989	5489	3989	2631
68000	14789	13289	11789	10289	8789	7289	5789	4289	2789
69000	15089	13589	12089	10589	9089	7589	6089	4589	3089
70000	15389	13889	12389	10889	9389	7889	6389	4889	3389
71000	15689	14189	12689	11189	9689	8189	6689	5189	3689
72000	16056	14556	13056	11556	10056	8556	7056	5556	4056
73000	16466	14966	13466	11966	10466	8966	7466	5966	4466
74000	16876	15376	13876	12376	10876	9376	7876	6376	4876
75000	17286	15786	14286	12786	11286	9786	8286	6786	5286
76000	17696	16196	14696	13196	11696	10196	8696	7196	5696
77000	18106	16606	15106	13606	12106	10606	9106	7606	6106
78000	18516	17016	15516	14016	12516	11016	9516	8016	6516
79000	18926	17426	15926	14426	12926	11426	9926	8426	6926
80000	19336	17836	16336	14836	13336	11836	10336	8836	7336
81000	19746	18246	16746	15246	13746	12246	10746	9246	7746
82000	20156	18656	17156	15656	14156	12656	11156	9656	8156
83000	20566	19066	17566	16066	14566	13066	11566	10066	8566
84000	20976	19476	17976	16476	14976	13476	11976	10476	8976
85000	21386	19886	18386	16886	15386	13886	12386	10886	9386
86000	21796	20296	18796	17296	15796	14296	12796	11296	9796
87000	22206	20706	19206	17706	16206	14706	13206	11706	10206
88000	22616	21116	19616	18116	16616	15116	13616	12116	10616
89000	23026	21526	20026	18526	17026	15526	14026	12526	11026
90000	23436	21936	20436	18936	17436	15936	14436	12936	11436
91000	23846	22346	20846	19346	17846	16346	14846	13346	11846
92000	24256	22756	21256	19756	18256	16756	15256	13756	12256
93000	24666	23166	21666	20166	18666	17166	15666	14166	12666
94000	25076	23576	22076	20576	19076	17576	16076	14576	13076
95000	25486	23986	22486	20986	19486	17986	16486	14986	13486
96000	25896	24396	22896	21396	19896	18396	16896	15396	13896
97000	26306	24806	23306	21806	20306	18806	17306	15806	14306
98000	26716	25216	23716	22216	20716	19216	17716	16216	14716
99000	27126	25626	24126	22626	21126	19626	18126	16626	15126
100000	27536	26036	24536	23036	21536	20036	18536	17036	15536
105000	29586	28086	26586	25086	23586	22086	20586	19086	17586
110000	31636	30136	28636	27136	25636	24136	22636	21136	19636
115000	33686	32186	30686	29186	27686	26186	24686	23186	21686
120000	35736	34236	32736	31236	29736	28236	26736	25236	23736
125000	37786	36286	34786	33286	31786	30286	28786	27286	25786
130000	39836	38336	36836	35336	33836	32336	30836	29336	27836
135000	41886	40386	38886	37386	35886	34386	32886	31386	29886
140000	43936	42436	40936	39436	37936	36436	34936	33436	31936
145000	45986	44486	42986	41486	39986	38486	36986	35486	33986
150000	48036	46536	45036	43536	42036	40536	39036	37536	36036
155000	50238	48738	47238	45738	44238	42738	41238	39738	38238
160000	52488	50988	49488	47988	46488	44988	43488	41988	40488
165000	54738	53238	51738	50238	48738	47238	45738	44238	42738
170000	56988	55488	53988	52488	50988	49488	47988	46488	44988
175000	59238	57738	56238	54738	53238	51738	50238	48738	47238
180000	61488	59988	58488	56988	55488	53988	52488	50988	49488
185000	63738	62238	60738	59238	57738	56238	54738	53238	51738
190000	65988	64488	62988	61488	59988	58488	56988	55488	53988
195000	68238	66738	65238	63738	62238	60738	59238	57738	56238
200000	70488	68988	67488	65988	64488	62988	61488	59988	58488

## CÉLIBATAIRES OU DIVORCÉS élevant seuls leur(s) enfant(s)

REVENU IMPOSABLE							
↓	IMPÔT SUIVANT LE NOMBRE DE PARTS						
	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
de 0 à 18194	0	0	0	0	0	0	0
18195	2	0	0	0	0	0	0
18500	26	0	0	0	0	0	0
19000	68	0	0	0	0	0	0
19500	108	0	0	0	0	0	0
20000	150	0	0	0	0	0	0
20500	191	0	0	0	0	0	0
21000	233	0	0	0	0	0	0
21500	273	26	0	0	0	0	0
22000	315	66	0	0	0	0	0
22500	356	108	0	0	0	0	0
23000	398	149	0	0	0	0	0
23500	438	191	0	0	0	0	0
24000	482	231	0	0	0	0	0
24500	587	273	26	0	0	0	0
25000	692	314	66	0	0	0	0
25500	797	356	108	0	0	0	0
26000	902	396	149	0	0	0	0
26500	1007	438	191	0	0	0	0
27000	1080	479	231	0	0	0	0
27500	1150	521	273	24	0	0	0
28000	1220	561	314	66	0	0	0
28500	1290	603	356	107	0	0	0
29000	1360	644	396	149	0	0	0
29500	1430	686	438	189	0	0	0
30000	1500	729	479	231	0	0	0
31000	1640	939	561	314	66	0	0
32000	1780	1105	644	396	149	0	0
33000	1920	1245	726	479	231	0	0
34000	2060	1385	809	561	314	65	0
35000	2200	1525	891	644	396	147	0
36000	2340	1665	977	726	479	230	0
37000	2480	1805	1130	809	561	312	65
38000	2620	1945	1270	891	644	395	147
39000	2760	2085	1410	974	726	477	230
40000	2900	2225	1550	1043	809	560	312
41000	3149	2365	1690	1098	891	642	395
42000	3449	2505	1830	1156	974	725	477
43000	3749	2645	1970	1296	1043	807	560
44000	4049	2785	2110	1436	1098	890	642
45000	4349	2925	2250	1576	1153	972	725
46000	4649	3149	2390	1716	1208	1042	807
47000	4949	3449	2530	1856	1263	1097	890
48000	5249	3749	2670	1996	1321	1152	972
49000	5549	4049	2810	2136	1461	1207	1042
50000	5849	4349	2950	2276	1601	1262	1097
51000	6149	4649	3149	2416	1741	1317	1152
52000	6449	4949	3449	2556	1881	1372	1207
53000	6749	5249	3749	2696	2021	1427	1262
54000	7049	5549	4049	2836	2161	1486	1317
55000	7349	5849	4349	2976	2301	1626	1372
56000	7649	6149	4649	3149	2441	1766	1427
57000	7949	6449	4949	3449	2581	1906	1482
58000	8249	6749	5249	3749	2721	2046	1537
59000	8549	7049	5549	4049	2861	2186	1592
60000	8849	7349	5849	4349	3001	2326	1651
61000	9149	7649	6149	4649	3149	2466	1791
62000	9449	7949	6449	4949	3449	2606	1931
63000	9749	8249	6749	5249	3749	2746	2071
64000	10049	8549	7049	5549	4049	2886	2211
65000	10349	8849	7349	5849	4349	3026	2351
66000	10649	9149	7649	6149	4649	3166	2491
67000	10949	9449	7949	6449	4949	3449	2631
68000	11249	9749	8249	6749	5249	3749	2771
69000	11549	10049	8549	7049	5549	4049	2911
70000	11849	10349	8849	7349	5849	4349	3051
71000	12149	10649	9149	7649	6149	4649	3191
72000	12516	11016	9516	8016	6516	5016	3516
73000	12926	11426	9926	8426	6926	5426	3926
74000	13336	11836	10336	8836	7336	5836	4336

REVENU IMPOSABLE							
↓	IMPÔT SUIVANT LE NOMBRE DE PARTS						
	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
75000	13746	12246	10746	9246	7746	6246	4746
76000	14156	12656	11156	9656	8156	6656	5156
77000	14566	13066	11566	10066	8566	7066	5566
78000	14976	13476	11976	10476	8976	7476	5976
79000	15386	13886	12386	10886	9386	7886	6386
80000	15796	14296	12796	11296	9796	8296	6796
81000	16206	14706	13206	11706	10206	8706	7206
82000	16616	15116	13616	12116	10616	9116	7616
83000	17026	15526	14026	12526	11026	9526	8026
84000	17436	15936	14436	12936	11436	9936	8436
85000	17846	16346	14846	13346	11846	10346	8846
86000	18256	16756	15256	13756	12256	10756	9256
87000	18666	17166	15666	14166	12666	11166	9666
88000	19076	17576	16076	14576	13076	11576	10076
89000	19486	17986	16486	14986	13486	11986	10486
90000	19896	18396	16896	15396	13896	12396	10896
91000	20306	18806	17306	15806	14306	12806	11306
92000	20716	19216	17716	16216	14716	13216	11716
93000	21126	19626	18126	16626	15126	13626	12126
94000	21536	20036	18536	17036	15536	14036	12536
95000	21946	20446	18946	17446	15946	14446	12946
96000	22356	20856	19356	17856	16356	14856	13356
97000	22766	21266	19766	18266	16766	15266	13766
98000	23176	21676	20176	18676	17176	15676	14176
99000	23586	22086	20586	19086	17586	16086	14586
100000	23996	22496	20996	19496	17996	16496	14996
105000	26046	24546	23046	21546	20046	18546	17046
110000	28096	26596	25096	23596	22096	20596	19096
115000	30146	28646	27146	25646	24146	22646	21146
120000	32196	30696	29196	27696	26196	24696	23196
125000	34246	32746	31246	29746	28246	26746	25246
130000	36296	34796	33296	31796	30296	28796	27296
135000	38346	36846	35346	33846	32346	30846	29346
140000	40396	38896	37396	35896	34396	32896	31396
145000	42446	40946	39446	37946	36446	34946	33446
150000	44496	42996	41496	39996	38496	36996	35496
155000	46698	45198	43698	42198	40698	39198	37698
160000	48948	47448	45948	44448	42948	41448	39948
165000	51198	49698	48198	46698	45198	43698	42198
170000	53448	51948	50448	48948	47448	45948	44448
175000	55698	54198	52698	51198	49698	48198	46698
180000	57948	56448	54948	53448	51948	50448	48948
185000	60198	58698	57198	55698	54198	52698	51198
190000	62448	60948	59448	57948	56448	54948	53448
195000	64698	63198	61698	60198	58698	57198	55698
200000	66948	65448	63948	62448	60948	59448	57948



## VEUFS ayant au moins un enfant à charge

REVENU IMPOSABLE						
↓	IMPÔT SUIVANT LE NOMBRE DE PARTS					
	2,5	3	3,5	4	4,5	5
de 0 à 21200	0	0	0	0	0	0
21201	2	0	0	0	0	0
21500	26	0	0	0	0	0
22000	66	0	0	0	0	0
22500	108	0	0	0	0	0
23000	149	0	0	0	0	0
23500	191	0	0	0	0	0
24000	231	0	0	0	0	0
24500	273	26	0	0	0	0
25000	314	66	0	0	0	0
25500	356	108	0	0	0	0
26000	396	149	0	0	0	0
26500	438	191	0	0	0	0
27000	479	231	0	0	0	0
27500	521	273	24	0	0	0
28000	561	314	66	0	0	0
28500	603	356	107	0	0	0
29000	644	396	149	0	0	0
29500	686	438	189	0	0	0
30000	729	479	231	0	0	0
31000	939	561	314	66	0	0
32000	1105	644	396	149	0	0
33000	1245	726	479	231	0	0
34000	1385	809	561	314	65	0
35000	1525	891	644	396	147	0
36000	1665	977	726	479	230	0
37000	1805	1130	809	561	312	65
38000	1945	1270	891	644	395	147
39000	2085	1410	974	726	477	230
40000	2225	1550	1043	809	560	312
41000	2365	1690	1098	891	642	395
42000	2505	1830	1156	974	725	477
43000	2645	1970	1296	1043	807	560
44000	2785	2110	1436	1098	890	642
45000	2925	2250	1576	1153	972	725
46000	3065	2390	1716	1208	1042	807
47000	3205	2530	1856	1263	1097	890
48000	3345	2670	1996	1321	1152	972
49000	3485	2810	2136	1461	1207	1042
50000	3625	2950	2276	1601	1262	1097
51000	3765	3090	2416	1741	1317	1152
52000	3905	3230	2556	1881	1372	1207
53000	4117	3370	2696	2021	1427	1262
54000	4417	3510	2836	2161	1486	1317
55000	4717	3650	2976	2301	1626	1372
56000	5017	3790	3116	2441	1766	1427
57000	5317	3930	3256	2581	1906	1482
58000	5617	4117	3396	2721	2046	1537
59000	5917	4417	3536	2861	2186	1592
60000	6217	4717	3676	3001	2326	1651
61000	6517	5017	3816	3141	2466	1791
62000	6817	5317	3956	3281	2606	1931
63000	7117	5617	4117	3421	2746	2071
64000	7417	5917	4417	3561	2886	2211
65000	7717	6217	4717	3701	3026	2351
66000	8017	6517	5017	3841	3166	2491
67000	8317	6817	5317	3981	3306	2631
68000	8617	7117	5617	4121	3446	2771
69000	8917	7417	5917	4417	3586	2911
70000	9217	7717	6217	4717	3726	3051
71000	9517	8017	6517	5017	3866	3191
72000	9884	8384	6884	5384	4006	3331
73000	10294	8794	7294	5794	4294	3471
74000	10704	9204	7704	6204	4704	3611
75000	11114	9614	8114	6614	5114	3751
76000	11524	10024	8524	7024	5524	4024
77000	11934	10434	8934	7434	5934	4434
78000	12344	10844	9344	7844	6344	4844
79000	12754	11254	9754	8254	6754	5254
80000	13164	11664	10164	8664	7164	5664

REVENU IMPOSABLE						
↓	IMPÔT SUIVANT LE NOMBRE DE PARTS					
	2,5	3	3,5	4	4,5	5
81000	13574	12074	10574	9074	7574	6074
82000	13984	12484	10984	9484	7984	6484
83000	14394	12894	11394	9894	8394	6894
84000	14804	13304	11804	10304	8804	7304
85000	15214	13714	12214	10714	9214	7714
86000	15624	14124	12624	11124	9624	8124
87000	16034	14534	13034	11534	10034	8534
88000	16444	14944	13444	11944	10444	8944
89000	16854	15354	13854	12354	10854	9354
90000	17264	15764	14264	12764	11264	9764
91000	17674	16174	14674	13174	11674	10174
92000	18084	16584	15084	13584	12084	10584
93000	18494	16994	15494	13994	12494	10994
94000	18904	17404	15904	14404	12904	11404
95000	19314	17814	16314	14814	13314	11814
96000	19724	18224	16724	15224	13724	12224
97000	20134	18634	17134	15634	14134	12634
98000	20544	19044	17544	16044	14544	13044
99000	20954	19454	17954	16454	14954	13454
100000	21364	19864	18364	16864	15364	13864
105000	23414	21914	20414	18914	17414	15914
110000	25464	23964	22464	20964	19464	17964
115000	27514	26014	24514	23014	21514	20014
120000	29564	28064	26564	25064	23564	22064
125000	31614	30114	28614	27114	25614	24114
130000	33664	32164	30664	29164	27664	26164
135000	35714	34214	32714	31214	29714	28214
140000	37764	36264	34764	33264	31764	30264
145000	39814	38314	36814	35314	33814	32314
150000	41864	40364	38864	37364	35864	34364
155000	44066	42566	41066	39566	38066	36566
160000	46316	44816	43316	41816	40316	38816
165000	48566	47066	45566	44066	42566	41066
170000	50816	49316	47816	46316	44816	43316
175000	53066	51566	50066	48566	47066	45566
180000	55316	53816	52316	50816	49316	47816
185000	57566	56066	54566	53066	51566	50066
190000	59816	58316	56816	55316	53816	52316
195000	62066	60566	59066	57566	56066	54566
200000	64316	62816	61316	59816	58316	56816

**PERSONNES SEULES AYANT UN ENFANT MAJEUR QU'ELLES ONT ÉLEVÉ SEULES**  
**pendant au moins 5 ans (case L): 1,5 part**

REVENU IMPOSABLE		
↓	IMPÔT	↓
de 0 à		
15189	0	69000 14 192
15190	2	70000 14 492
15500	27	71000 14 792
16000	68	72000 15 159
16500	110	73000 15 569
17000	150	74000 15 979
17500	192	75000 16 389
18000	234	76000 16 799
18500	339	77000 17 209
19000	444	78000 17 619
19500	549	79000 18 029
20000	654	80000 18 439
20500	759	81000 18 849
21000	864	82000 19 259
21500	969	83000 19 669
22000	1 055	84000 20 079
22500	1 125	85000 20 489
23000	1 195	86000 20 899
23500	1 265	87000 21 309
24000	1 335	88000 21 719
24500	1 405	89000 22 129
25000	1 475	90000 22 539
25500	1 545	91000 22 949
26000	1 615	92000 23 359
26500	1 685	93000 23 769
27000	1 755	94000 24 179
27500	1 825	95000 24 589
28000	1 895	96000 24 999
28500	2 042	97000 25 409
29000	2 192	98000 25 819
29500	2 342	99000 26 229
30000	2 492	100000 26 639
31000	2 792	105000 28 689
32000	3 092	110000 30 739
33000	3 392	115000 32 789
34000	3 692	120000 34 839
35000	3 992	125000 36 889
36000	4 292	130000 38 939
37000	4 592	135000 40 989
38000	4 892	140000 43 039
39000	5 192	145000 45 089
40000	5 492	150000 47 139
41000	5 792	155000 49 189
42000	6 092	160000 51 191
43000	6 392	165000 53 184
44000	6 692	170000 55 179
45000	6 992	175000 57 174
46000	7 292	180000 59 169
47000	7 592	185000 61 164
48000	7 892	190000 63 159
49000	8 192	195000 65 154
50000	8 492	200000 67 149
51000	8 792	
52000	9 092	
53000	9 392	
54000	9 692	
55000	9 992	
56000	10 292	
57000	10 592	
58000	10 892	
59000	11 192	
60000	11 492	
61000	11 792	
62000	12 092	
63000	12 392	
64000	12 692	
65000	12 992	
66000	13 292	
67000	13 592	
68000	13 892	



## MARIÉS OU PACSÉS

REVENU IMPOSABLE							
↓	IMPÔT SUIVANT LE NOMBRE DE PARTS						
	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
de 0 à 18194	0	0	0	0	0	0	0
18195	2	0	0	0	0	0	0
18500	26	0	0	0	0	0	0
19000	68	0	0	0	0	0	0
19500	108	0	0	0	0	0	0
20000	150	0	0	0	0	0	0
20500	191	0	0	0	0	0	0
21000	233	0	0	0	0	0	0
21500	273	26	0	0	0	0	0
22000	315	66	0	0	0	0	0
22500	356	108	0	0	0	0	0
23000	398	149	0	0	0	0	0
23500	438	191	0	0	0	0	0
24000	482	231	0	0	0	0	0
24500	587	273	26	0	0	0	0
25000	692	314	66	0	0	0	0
25500	797	356	108	0	0	0	0
26000	902	396	149	0	0	0	0
26500	1007	438	191	0	0	0	0
27000	1080	479	231	0	0	0	0
27500	1150	521	273	24	0	0	0
28000	1220	561	314	66	0	0	0
28500	1290	603	356	107	0	0	0
29000	1360	644	396	149	0	0	0
29500	1430	686	438	189	0	0	0
30000	1500	729	479	231	0	0	0
31000	1640	939	561	314	66	0	0
32000	1780	1105	644	396	149	0	0
33000	1920	1245	726	479	231	0	0
34000	2060	1385	809	561	314	65	0
35000	2200	1525	891	644	396	147	0
36000	2340	1665	977	726	479	230	0
37000	2480	1805	1130	809	561	312	65
38000	2620	1945	1270	891	644	395	147
39000	2760	2085	1410	974	726	477	230
40000	2900	2225	1550	1043	809	560	312
41000	3040	2365	1690	1098	891	642	395
42000	3180	2505	1830	1156	974	725	477
43000	3320	2645	1970	1296	1043	807	560
44000	3460	2785	2110	1436	1098	890	642
45000	3600	2925	2250	1576	1153	972	725
46000	3740	3065	2390	1716	1208	1042	807
47000	3880	3205	2530	1856	1263	1097	890
48000	4020	3345	2670	1996	1321	1152	972
49000	4160	3485	2810	2136	1461	1207	1042
50000	4300	3625	2950	2276	1601	1262	1097
51000	4440	3765	3090	2416	1741	1317	1152
52000	4580	3905	3230	2556	1881	1372	1207
53000	4720	4045	3370	2696	2021	1427	1262
54000	4978	4185	3510	2836	2161	1486	1317
55000	5278	4325	3650	2976	2301	1626	1372
56000	5578	4465	3790	3116	2441	1766	1427
57000	5878	4605	3930	3256	2581	1906	1482
58000	6178	4745	4070	3396	2721	2046	1537
59000	6478	4978	4210	3536	2861	2186	1592
60000	6778	5278	4350	3676	3001	2326	1651
61000	7078	5578	4490	3816	3141	2466	1791
62000	7378	5878	4630	3956	3281	2606	1931
63000	7678	6178	4770	4096	3421	2746	2071
64000	7978	6478	4978	4236	3561	2886	2211
65000	8278	6778	5278	4376	3701	3026	2351
66000	8578	7078	5578	4516	3841	3166	2491
67000	8878	7378	5878	4656	3981	3306	2631
68000	9178	7678	6178	4796	4121	3446	2771
69000	9478	7978	6478	4978	4261	3586	2911
70000	9778	8278	6778	5278	4401	3726	3051
71000	10078	8578	7078	5578	4541	3866	3191
72000	10378	8878	7378	5878	4681	4006	3331
73000	10678	9178	7678	6178	4821	4146	3471
74000	10978	9478	7978	6478	4978	4286	3611
75000	11278	9778	8278	6778	5278	4426	3751
76000	11578	10078	8578	7078	5578	4566	3891

REVENU IMPOSABLE							
↓	IMPÔT SUIVANT LE NOMBRE DE PARTS						
	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
77000	11 878	10 378	8 878	7 378	5 878	4 706	4 031
78000	12 178	10 678	9 178	7 678	6 178	4 846	4 171
79000	12 478	10 978	9 478	7 978	6 478	4 986	4 311
80000	12 778	11 278	9 778	8 278	6 778	5 278	4 451
81000	13 078	11 578	10 078	8 578	7 078	5 578	4 591
82000	13 378	11 878	10 378	8 878	7 378	5 878	4 731
83000	13 678	12 178	10 678	9 178	7 678	6 178	4 871
84000	13 978	12 478	10 978	9 478	7 978	6 478	5 011
85000	14 278	12 778	11 278	9 778	8 278	6 778	5 278
86000	14 578	13 078	11 578	10 078	8 578	7 078	5 578
87000	14 878	13 378	11 878	10 378	8 878	7 378	5 878
88000	15 178	13 678	12 178	10 678	9 178	7 678	6 178
89000	15 478	13 978	12 478	10 978	9 478	7 978	6 478
90000	15 778	14 278	12 778	11 278	9 778	8 278	6 778
91000	16 078	14 578	13 078	11 578	10 078	8 578	7 078
92000	16 378	14 878	13 378	11 878	10 378	8 878	7 378
93000	16 678	15 178	13 678	12 178	10 678	9 178	7 678
94000	16 978	15 478	13 978	12 478	10 978	9 478	7 978
95000	17 278	15 778	14 278	12 778	11 278	9 778	8 278
96000	17 578	16 078	14 578	13 078	11 578	10 078	8 578
97000	17 878	16 378	14 878	13 378	11 878	10 378	8 878
98000	18 178	16 678	15 178	13 678	12 178	10 678	9 178
99000	18 478	16 978	15 478	13 978	12 478	10 978	9 478
100000	18 778	17 278	15 778	14 278	12 778	11 278	9 778
105000	20 278	18 778	17 278	15 778	14 278	12 778	11 278
110000	21 778	20 278	18 778	17 278	15 778	14 278	12 778
115000	23 278	21 778	20 278	18 778	17 278	15 778	14 278
120000	24 778	23 278	21 778	20 278	18 778	17 278	15 778
125000	26 278	24 778	23 278	21 778	20 278	18 778	17 278
130000	27 778	26 278	24 778	23 278	21 778	20 278	18 778
135000	29 278	27 778	26 278	24 778	23 278	21 778	20 278
140000	30 778	29 278	27 778	26 278	24 778	23 278	21 778
145000	32 521	31 021	29 521	28 021	26 521	25 021	23 521
150000	34 571	33 071	31 571	30 071	28 571	27 071	25 571
155000	36 621	35 121	33 621	32 121	30 621	29 121	27 621
160000	38 671	37 171	35 671	34 171	32 671	31 171	29 671
165000	40 721	39 221	37 721	36 221	34 721	33 221	31 721
170000	42 771	41 271	39 771	38 271	36 771	35 271	33 771
175000	44 821	43 321	41 821	40 321	38 821	37 321	35 821
180000	46 871	45 371	43 871	42 371	40 871	39 371	37 871
185000	48 921	47 421	45 921	44 421	42 921	41 421	39 921
190000	50 971	49 471	47 971	46 471	44 971	43 471	41 971
195000	53 021	51 521	50 021	48 521	47 021	45 521	44 021
200000	55 071	53 571	52 071	50 571	49 071	47 571	46 071
205000	57 121	55 621	54 121	52 621	51 121	49 621	48 121
210000	59 171	57 671	56 171	54 671	53 171	51 671	50 171
215000	61 221	59 721	58 221	56 721	55 221	53 721	52 221
220000	63 271	61 771	60 271	58 771	57 271	55 771	54 271
225000	65 321	63 821	62 321	60 821	59 321	57 821	56 321
230000	67 371	65 871	64 371	62 871	61 371	59 871	58 371
235000	69 421	67 921	66 421	64 921	63 421	61 921	60 421
240000	71 471	69 971	68 471	66 971	65 471	63 971	62 471
245000	73 521	72 021	70 521	69 021	67 521	66 021	64 521
250000	75 571	74 071	72 571	71 071	69 571	68 071	66 571
255000	77 621	76 121	74 621	73 121	71 621	70 121	68 621
260000	79 671	78 171	76 671	75 171	73 671	72 171	70 671
265000	81 721	80 221	78 721	77 221	75 721	74 221	72 721
270000	83 771	82 271	80 771	79 271	77 771	76 271	74 771
275000	85 821	84 321	82 821	81 321	79 821	78 321	76 821
280000	87 871	86 371	84 871	83 371	81 871	80 371	78 871
285000	89 921	88 421	86 921	85 421	83 921	82 421	80 921
290000	91 971	90 471	88 971	87 471	85 971	84 471	82 971
295000	94 021	92 521	91 021	89 521	88 021	86 521	85 021
300000	96 071	94 571	93 071	91 571	90 071	88 571	87 071

# RECouvreMENT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET DES PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX

## LES DIFFÉRENTS MODES DE PAIEMENT

L'article 1664 du code général des impôts prévoit que l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux donnent lieu au paiement d'acomptes provisionnels, à moins que vous n'optiez pour le prélèvement mensuel.

## LES ACOMPTES PROVISIONNELS

### Quelles sont les règles d'assujettissement aux acomptes provisionnels ?

Vous êtes assujetti en 2014 au paiement d'acomptes provisionnels si vous remplissez les conditions suivantes :

- vous avez été soumis à l'impôt sur le revenu (et éventuellement aux prélèvements sociaux) au titre de vos revenus 2012 ;
- dans un rôle mis en recouvrement avant le 31.12.2013 ;
- pour une somme égale ou supérieure à un seuil fixé à 345 € pour 2014 ;
- et vous n'avez pas opté pour le prélèvement mensuel.

### Quelles sont les dates de paiement des acomptes ?

Les dates limites de paiement sont fixées au 17.2.2014 et au 15.5.2014.

Lorsque la date limite de paiement ou de prélèvement de l'acompte coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, celle-ci est reportée jusqu'au premier jour ouvrable suivant (CGI, annexe IV, art. 199-0).

### Comment sont calculés les acomptes provisionnels ?

La base de calcul des acomptes provisionnels correspond à l'impôt de l'année précédente. L'impôt à taux proportionnel et l'impôt relatif aux revenus exceptionnels ou différés, imposés selon le système du quotient, n'entrent pas dans le calcul de cette base. Le montant de chaque acompte est égal au tiers de l'impôt de référence arrondi à l'euro le plus proche.

#### EXEMPLE :

Si l'impôt dû en 2013 est de 2000 €, les acomptes s'élèvent à  $2000/3 = 666,66$  arrondi à 667 €.

## Dans quelles conditions peut-on se dispenser du paiement de son acompte ou le réduire ?

Vous pouvez vous dispenser du versement de votre 2<sup>e</sup> acompte provisionnel lorsque le montant versé au titre de votre 1<sup>er</sup> acompte est au moins égal aux 2/3 de l'impôt dont vous serez finalement redevable.

Vous pouvez également :

- limiter chaque acompte au tiers du montant de l'impôt dont vous estimez être redevable en 2014 au titre de vos revenus 2013 ;
- ne pas payer vos deux acomptes si vous estimez que vous ne serez pas imposable à l'impôt sur le revenu 2014 au titre de vos revenus 2013 ou que le montant de cet impôt sera inférieur à 345 € (seuil d'assujettissement aux acomptes provisionnels pour 2014) ;
- vous dispenser du paiement des acomptes si vous réglez l'impôt d'un contribuable décédé avant le 1.1.2014.

## Quelles sont les sanctions en cas de non paiement ou de trop forte modulation à la baisse de vos acomptes ?

Lorsque vous modulez à la baisse le montant de vos acomptes (ou que vous estimez être non imposable), en cas d'erreur d'appréciation de plus de 10 % dans l'estimation de votre impôt sur le revenu définitif, une majoration de 10 % est appliquée au titre de chaque acompte dès lors que l'impôt dû est supérieur à 345 €.

#### EXEMPLE

Montant de l'impôt servant de référence au calcul des acomptes provisionnels 2014 :	1 800 €
Montant de l'acompte du 17 février 2014 : $600 € (1800/3)$ , montant versé	300 €
Montant de l'acompte du 15 mai 2014 : $600 € (1800/3)$ , montant versé	300 €
Montant de l'impôt 2014 (revenus de 2013) :	1 200 €

Montant des acomptes qui auraient dû être versés suivant l'impôt finalement dû	$1200/3 = 400 €$
Marge d'erreur autorisée	$400 \times 10 \% = 40 €$
Somme minimum qui aurait dû être versée pour chaque acompte	$400 - 40 = 360 €$
Différence entre les acomptes dus et la somme versée	$400 - 300 = 100 €$
Comparaison de cette différence par rapport à la marge d'erreur autorisée : 100 est supérieur à 40	
Il reste dû pour chaque acompte	$400 - 300 = 100 €$
Majoration de 10 % pour chaque acompte	$100 \times 10 \% = 10 €$

## Comment payer vos acomptes ?

Les avis d'acompte comportent un titre interbancaire de paiement (TIP) sauf si vous êtes prélevé à l'échéance ou que votre acompte excède 30 000 € (si vous êtes mensualisé à l'IR, vous ne recevez pas d'avis d'acompte).

### Par paiement direct en ligne sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ou par smartphone

Voir "le paiement direct en ligne" et "le paiement par smartphone".

### Par prélèvement mensuel ou à l'échéance

Voir "le prélèvement mensuel et le prélèvement à l'échéance".

### Par titre interbancaire de paiement (TIP)

Si vous payez par TIP, vous ne joignez pas de chèque à votre règlement.

Vous datez et signez le TIP sans en modifier le montant.

Vous devez joindre un relevé d'identité bancaire (RIB) si vos coordonnées bancaires ne figurent pas sur le TIP (lors d'un premier règlement par TIP, par exemple) ou si elles ont changé.

Vous envoyez le TIP (et le RIB si nécessaire), sans autre document dans l'enveloppe retour jointe à votre avis.

Le paiement par TIP est encaissé dès réception.

### Par chèque

Si vous souhaitez utiliser ce mode de règlement ou payer un montant différent de celui indiqué sur le TIP, vous établissez un chèque à l'ordre du Trésor public et joignez le TIP pour servir de référence à votre paiement, sans le signer, ni l'agrafer, ni le coller.

Vous envoyez votre chèque, accompagné du TIP, sans autre document, en utilisant l'enveloppe retour jointe à votre avis.

Le paiement par chèque est encaissé dès réception.

### Par virement

Vous pouvez payer par virement bancaire dans la limite de 30 000 €. La date faisant foi pour le paiement est celle du règlement interbancaire, c'est-à-dire la date à laquelle le compte du Trésor à la Banque de France est crédité.

### En espèces

Vous avez également la possibilité de payer en espèces, dans la limite de 300 € au guichet de votre centre des finances publiques (service des impôts des particuliers ou trésorerie), muni de votre avis d'imposition.

### À NOTER

Tout règlement au-delà de la date limite de paiement entraîne une majoration de 10 % (CGI, art. 1730).

Pour toute somme supérieure à 30 000 €, le règlement par paiement direct en ligne ou par prélèvement à l'échéance ou mensuel est obligatoire. Le non-respect de cette obligation entraîne l'application d'une majoration de 0,2 % du montant des sommes dont le versement a été effectué selon un autre mode de paiement (CGI, art. 1738-1). Le montant de la majoration ne peut être inférieur à 60 €.

## LE PRÉLÈVEMENT MENSUEL

### Quand adhérer ?

#### du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin inclus

L'adhésion prend effet pour l'année en cours.

Toute adhésion traitée par les services, ou saisie sur internet, au plus tard le dernier jour d'un mois prend effet le mois suivant.

Si l'adhésion est effectuée avant la date limite de paiement d'un acompte (17 février pour le 1<sup>er</sup> acompte, 15 mai pour le 2<sup>e</sup> acompte), l'acompte n'a pas à être payé.

#### du 1<sup>er</sup> juillet au 15 décembre inclus

L'adhésion prend effet dès janvier de l'année suivante. L'impôt de l'année en cours doit être réglé selon un autre mode de paiement.

#### du 16 décembre au 31 décembre inclus

L'adhésion prend effet en février de l'année suivante. Dans ce cas la mensualité de février comprend également celle de janvier.

### Comment adhérer ?

- par Internet sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ;
- auprès de votre centre prélèvement service (CPS) par téléphone, courriel ou courrier ;
- auprès de votre centre des finances publiques (trésorerie ou service des impôts des particuliers) si vous ne dépendez pas d'un CPS.

Vous pourrez de la même façon signaler toute modification de votre contrat de prélèvement (changement d'adresse, changement de coordonnées bancaires, modification du montant des prélèvements).

### Quelles sont les dates des prélèvements mensuels ?

Le 15 de chaque mois. Si la date de prélèvement coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, elle est reportée jusqu'au premier jour ouvrable suivant (CGI, annexe IV, art. 199-0).

### Comment sont calculées les mensualités ?

Le montant de chaque prélèvement mensuel est égal au dixième du montant de l'impôt de l'année précédente. L'impôt à taux proportionnel et l'impôt relatif aux revenus exceptionnels ou différés, imposés selon le système du quotient, n'entrent pas dans le calcul de cette base.

### Comment sont calculés vos prélèvements une fois votre impôt de l'année connu ?

L'impôt finalement dû est inférieur à l'impôt de référence

Impôt de référence = 12 000 => mensualités de 1 200

Impôt dû = 10 000

Prélèvements de janvier à août =  $1\,200 \times 8 = 9\,600$

Prélèvement en septembre =  $10\,000 - 9\,600 = 400$

### Le solde de l'impôt est inférieur ou égal à 12 euros

il est ajouté à la dernière mensualité.

Impôt de référence = 12 000 => mensualités de 1 200

Impôt dû = 12 011

9 prélèvements de janvier à septembre de 1 200 ( $1\,200 \times 9 = 10\,800$ )

1 prélèvement en octobre de  $1\,200 + 11 = 1\,211$

**L'impôt dû est supérieur à l'impôt de référence**

– de moins d'une mensualité

Impôt de référence = 12 000 => mensualités de 1 200

Impôt dû = 12 500

Prélèvements de janvier à octobre =  $1\,200 \times 10 = 12\,000$

Prélèvement en novembre =  $12\,500 - 12\,000 = 500$

– de plus d'une mensualité

Impôt de référence = 12 000 => mensualités de 1 200

L'impôt dû = 15 000

Prélèvements de janvier à octobre =  $1\,200 \times 10 = 12\,000$

Prélèvement en novembre = 1 200

Prélèvement en décembre =  $15\,000 - (12\,000 + 1\,200) = 1\,800$

**Le prélèvement de décembre est supérieur d'au moins 100 % à l'une des mensualités...**

... et votre impôt est mis en recouvrement au plus tard le 31 juillet : les sommes à prélever sont automatiquement étalées sur les trois derniers mois de l'année, sauf avis contraire de votre part. Vous pouvez refuser l'étalement jusqu'au 30 septembre (dernier jour du mois qui précède le premier prélèvement étalé).

**EXEMPLE**

Impôt mis en recouvrement en juillet

Impôt de référence de 15 000 (mensualités de 1 500)

Impôt dû 25 000

Montant du solde =  $25\,000 - (1\,500 \times 11) = 8\,500$

Si vous refusez l'étalement (décision à faire connaître avant le 30 septembre) le solde de l'impôt, 8 500, sera prélevé en décembre.

Si vous choisissez l'étalement du solde, 9 mensualités de 1 500 seront prélevées de janvier à septembre :

Soit  $1\,500 \times 9 = 13\,500$ ,

Montant du solde =  $25\,000 - 13\,500 = 11\,500$ ,

Prélèvements d'octobre à décembre  $11\,500 / 3 = 3\,833$ .

**Comment modifier vos prélèvements mensuels ?**

Si vous estimez que votre impôt va augmenter ou diminuer, vous pouvez, sous votre responsabilité, demander la modulation à la hausse ou à la baisse de vos prélèvements. Une seule demande par an est possible (CGI, article 1681 B).

La demande de modulation traitée par les services, ou saisie sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), au plus tard le dernier jour d'un mois donné, prend effet le mois suivant. La demande pour l'année en cours ne peut être postérieure au 30 juin de l'année.

Les demandes de modulation faites entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 15 décembre prennent effet en janvier de l'année suivante.

Les demandes de modulation faites entre le 16 décembre et le 31 décembre prennent effet en février de l'année suivante.

**À la hausse**

Les prélèvements s'élèveront à 1/10<sup>ème</sup> de la nouvelle base indiquée. Aucun rattrapage au titre des mensualités déjà versées n'est effectué.

**À la baisse**

En cas de modulation à la baisse, vous êtes remboursé du trop versé au titre des prélèvements déjà effectués.

Lorsque le montant de l'impôt que vous avez estimé, est inférieur de plus de 20 % au montant de l'impôt mis en recouvrement, une majoration de 10 % est appliquée.

**Vous souhaitez interrompre vos prélèvements**

Si vous estimez que le montant de vos prélèvements a atteint le montant de l'impôt dû, vous pouvez, sous votre responsabilité, demander la suspension de vos prélèvements (CGI, article 1681 C).

La demande de suspension doit être effectuée avant le 30 juin de l'année. Elle entraîne l'arrêt des prélèvements à compter du mois indiqué sur la demande, sans remboursement des prélèvements déjà effectués.

Si vous estimez que vous ne serez pas imposable, vous pouvez, sous votre responsabilité, effectuer une déclaration de non imposition. Elle prend effet le mois suivant et entraîne l'arrêt immédiat des prélèvements avec remboursement des mensualités déjà versées.

Dans les deux cas, lorsque le montant de l'impôt sur le revenu estimé est inférieur de plus de 20 % au montant de l'impôt mis en recouvrement, une majoration de 10 % est appliquée.

**Que se passe-t-il en cas d'erreur ?**

Vous constatez :

- une mensualité prélevée en double le même mois ;
- l'existence de 2 contrats pour la même imposition.

Contactez votre centre prélèvement service ou votre centre des finances publiques.

Dans tous les cas les montants prélevés à tort sont remboursés.

**Que se passe-t-il en cas d'impayé ?**

Si un prélèvement ne peut pas être effectué à cause d'une insuffisance de provision sur votre compte, son montant est ajouté au prélèvement suivant. En cas de deuxième incident, vous perdez le bénéfice du prélèvement mensuel pour l'année en cours.

L'année suivante, le contrat est automatiquement reconduit, sauf si aucun prélèvement n'a pu être effectué au cours de l'année.

**Vous souhaitez renoncer au prélèvement mensuel**

Vous pouvez résilier votre contrat de prélèvement mensuel :

- du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin : votre résiliation prendra effet le mois qui suit votre demande ;
- du 1<sup>er</sup> juillet au 15 décembre : elle prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante ;
- du 16 au 31 décembre : elle prendra effet en février de l'année suivante (la mensualité de janvier de l'année suivante sera donc prélevée).

**LE PRÉLÈVEMENT À L'ÉCHÉANCE**

Lorsque vous adhérez au prélèvement à l'échéance pour l'impôt sur le revenu et éventuellement les prélèvements sociaux, l'ensemble de vos échéances (acomptes et solde) sont automatiquement prélevées sans aucune démarche de votre part. Le prélèvement à l'échéance est reconduit d'année en année sauf avis contraire.

**Comment adhérer ?**

- par Internet sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) ;
- par téléphone, courriel ou courrier auprès de votre centre prélèvement service (CPS) ;
- auprès de votre centre des finances publiques (trésorerie ou service des impôts des particuliers) si vous ne dépendez pas d'un CPS.

Vous pouvez de la même façon signaler toute modification de votre contrat de prélèvement à l'échéance (changement d'adresse, changement de coordonnées bancaires, refus de prélèvement, résiliation...).

### Quand adhérer ?

– sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) ou auprès de votre Centre Prélèvement Service (CPS), trésorerie ou service des impôts des particuliers, avant la fin du mois qui précède l'échéance.

À compter du premier jour du mois de l'échéance, l'adhésion ne prendra effet que pour la prochaine échéance.

Par exemple, une adhésion au prélèvement à l'échéance effectuée le 2 février 2014 ne prendra effet que pour le paiement du 2<sup>nd</sup> acompte provisionnel (acompte du 15 mai).

### À quelle date est effectué le prélèvement ?

La somme est prélevée 10 jours après la date limite de paiement figurant sur l'avis d'imposition. Lorsque cette date coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, celle-ci est reportée au premier jour ouvrable suivant (*CGI, annexe IV, art. 199-0*).

### Comment modifier le montant de votre prélèvement ?

Pour tenir compte d'une éventuelle variation de l'impôt d'une année sur l'autre, vous pouvez, sous votre responsabilité, demander la modification du montant de votre prélèvement.

Votre demande est acceptée jusqu'au dernier jour du mois qui précède la date limite de paiement figurant sur votre avis d'imposition.

### Quelles sont les conséquences d'une demande de modulation à la baisse ?

Lorsque vous réduisez le montant du prélèvement d'un ou des acomptes provisionnels vous bénéficiez d'une marge d'erreur de 10 %.

Si cette marge d'erreur est dépassée une majoration de 10 % est appliquée sur la différence entre le tiers de l'impôt sur le revenu de l'année courante et les versements effectués dans les délais (voir "LES ACOMPTES PROVISIONNELS, Quelles sont les sanctions en cas de trop forte modulation à la baisse ?").

### Pouvez-vous refuser un prélèvement ?

Vous pouvez refuser un prélèvement à l'échéance jusqu'au dernier jour du mois qui précède l'échéance.

Vous devez dès lors vous acquitter, dans les délais, de votre impôt par un autre moyen de paiement. Dans le cas contraire, vous vous exposez à l'application d'une majoration de 10 % pour défaut de paiement. Vous conservez votre contrat pour les échéances à venir.

### Vous souhaitez résilier votre contrat de prélèvement à l'échéance

Vous pouvez renoncer au prélèvement à l'échéance jusqu'au dernier jour du mois qui précède l'échéance correspondante.

Le contrat n'est pas reconduit.

## LE PAIEMENT DIRECT EN LIGNE

Le paiement direct en ligne est une formule très souple de prélèvement. Vous donnez votre ordre de paiement par Internet et vous choisissez :

- d'utiliser ou non ce mode de paiement à chaque échéance,
- le moment où vous donnez votre ordre de paiement,
- le montant qui sera prélevé.

Depuis 2013, vous pouvez accéder plus simplement et en toute sécurité à votre espace personnel depuis la rubrique Tous vos services en ligne > Accès à mon espace personnel > Particuliers, en ayant au préalable choisi un mot de passe. Pour plus d'informations, cliquez sur le lien "Vous n'avez pas encore choisi votre mot de passe".

Pour pouvez également accéder au service de paiement en ligne sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), à la rubrique Particuliers > Informations pratiques > Comment payer vos impôts > Payez à partir de votre numéro d'avis. Vous devez alors disposer de votre numéro fiscal et de la référence de l'avis que vous souhaitez télérégler.

Vous bénéficiez d'un délai supplémentaire de 5 jours après la date limite de paiement pour donner votre ordre de paiement. Vous pouvez également modifier le montant à payer.

Remarque : le paiement direct en ligne est un paiement par prélèvement via [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr). Il ne s'agit pas d'un paiement par carte bancaire.

Quelle que soit la date du paiement en ligne, la somme sera prélevée 10 jours après la date limite de paiement figurant sur votre avis d'impôt. Lorsque cette date coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, celle-ci est reportée au premier jour ouvrable suivant (*CGI, annexe IV, art. 199-0*).

Le paiement direct en ligne peut également être effectué via un smartphone si votre avis d'impôt (ou d'acompte) comporte un flashcode au bas de la première page.

Pour cela, téléchargez gratuitement l'application "Impots.gouv" disponible sur App Store ou Google Play, flashez votre code et validez votre paiement. Vous pouvez aussi modifier le montant à prélever et vos coordonnées bancaires.

Les avantages sont identiques à ceux du paiement direct en ligne à partir d'un ordinateur.

## **FORMULAIRES**







**A I SITUATION DU FOYER FISCAL EN 2013**

Marié(e)s.....M ☐ Célibataire.....C ☐  
 Divorcé(e)/séparé(e).....D ☐ Veuf(ve).....V ☐  
 Pacsé(e)s.....0 ☐

**Date des changements en 2013**

– Mariage X ☐ / 2 0 1 3 Pacs X ☐ / 2 0 1 3

N° fiscal de votre conjoint.....

Vous optez pour la déclaration séparée de vos revenus 2013.....B ☐

– Divorce/séparation/rupture de Pacs.....Y ☐ / 2 0 1 3

– Décès: déclarant 1.....Z ☐ / 2 0 1 3

déclarant 2.....Z ☐ / 2 0 1 3

**Situations pouvant donner droit à une demi-part supplémentaire****1. En cas de célibat, divorce, séparation, veuvage**

Vous viviez seul au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et vous avez un enfant :

- majeur non rattaché à votre foyer (ou mineur imposé en son nom propre)
  - ou décédé après l'âge de 16 ans ou par suite de faits de guerre.
- et vous avez élevé cet enfant pendant au moins cinq années  
au cours desquelles vous viviez seul.....L ☐

**2. Titulaire d'une pension (militaire, accident du travail)  
pour une invalidité d'au moins 40 % ou d'une carte d'invalidité  
d'au moins 80 %.....P ☐**

Votre conjoint remplit ces conditions, ou votre conjoint,  
décédé en 2013, remplissait ces conditions.....F ☐

**3. Titulaire de la carte du combattant ou d'une pension militaire  
d'invalidité ou de victime de guerre :**

- Vous êtes célibataire, divorcé, séparé, veuf et :
- vous avez plus de 75 ans et vous remplissez ces conditions ;
  - ou vous avez plus de 75 ans et votre conjoint, décédé après l'âge de 75 ans, remplissait ces conditions ;
  - ou votre conjoint, âgé de plus de 75 ans, décédé en 2013, remplissait ces conditions.....W ☐

– Vous êtes mariés ou liés par un Pacs et l'un des deux déclarants,  
âgé de plus de 75 ans, remplit ces conditions.....S ☐

– Vous avez une pension de veuve de guerre.....G ☐

**B I PARENT ISOLÉ**

Vous êtes célibataire, divorcé, séparé et, au 1<sup>er</sup> janvier 2013,  
vous viviez seul avec vos enfants ou des personnes invalides  
recueillies sous votre toit, *cochez la case*.....T ☐

**C I PERSONNES À CHARGE EN 2013****Enfants à charge**

Nombre d'enfants non mariés de moins de 18 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2013  
ou nés en 2013 ou handicapés quel que soit l'âge.....F ☐

Année de naissance.....

dont enfants titulaires de la carte d'invalidité.....G ☐

Année de naissance.....

Nom, prénoms, date et lieu de naissance

**Enfants à charge en résidence alternée**

Nombre d'enfants non mariés de moins de 18 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2013  
ou nés en 2013 ou handicapés quel que soit l'âge.....H ☐

Année de naissance.....

dont enfants titulaires de la carte d'invalidité.....I ☐

Année de naissance.....

Nom, prénoms, date et lieu de naissance

Nom et adresse de l'autre parent

**Personnes invalides vivant sous votre toit**

Nombre de titulaires de la carte d'invalidité d'au moins 80 %.....R ☐

Année de naissance.....

Nom, prénoms, date et lieu de naissance

**D I RATTACHEMENT EN 2013 D'ENFANTS MAJEURS OU MARIÉS**

Nombre d'enfants célibataires (ou veufs ou divorcés) majeurs  
sans enfant.....J ☐

Nombre d'enfants mariés/pacsés et d'enfants non mariés chargés  
de famille (y compris le conjoint et les enfants).....N ☐

Nom, prénom

Date et lieu de naissance

Nom, prénom

Date et lieu de naissance

**E I RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

**1 I TRAITEMENTS, SALAIRES, PRIME POUR L'EMPLOI, PENSIONS ET RENTES****TRAITEMENTS, SALAIRES**

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
Revenus d'activité .....	1AJ <input type="text"/>	1BJ <input type="text"/>	1CJ <input type="text"/>	1DJ <input type="text"/>
Autres revenus imposables <i>préretraite, chômage</i> .....	1AP <input type="text"/>	1BP <input type="text"/>	1CP <input type="text"/>	1DP <input type="text"/>
Frais réels <i>liste détaillée sur papier libre</i> .....	1AK <input type="text"/>	1BK <input type="text"/>	1CK <input type="text"/>	1DK <input type="text"/>
Demandeur d'emploi de plus d'un an .....	1AI <input type="checkbox"/> COCHEZ	1BI <input type="checkbox"/> COCHEZ	1CI <input type="checkbox"/> COCHEZ	1DI <input type="checkbox"/> COCHEZ
Revenus d'heures supplémentaires exonérées effectuées en 2012, payées en 2013 .....	1AU <input type="text"/>	1BU <input type="text"/>	1CU <input type="text"/>	1DU <input type="text"/>

**POUR RECEVOIR LA PRIME POUR L'EMPLOI** *Pour recevoir votre prime, joignez obligatoirement un RIB si vous ne l'avez pas déjà communiqué*

Activité à temps plein exercée toute l'année 2013 .....	1AX <input type="checkbox"/> COCHEZ	1BX <input type="checkbox"/> COCHEZ	1CX <input type="checkbox"/> COCHEZ	1DX <input type="checkbox"/> COCHEZ
Si non, nombre d'heures payées dans l'année .....	1AV <input type="text"/>	1BV <input type="text"/>	1CV <input type="text"/>	1DV <input type="text"/>

*y compris heures supplémentaires exonérées*

**REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)**

	FOYER	1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
Montant du RSA « complément d'activité » .....	1BL <input type="text"/>	1CB <input type="text"/>	1DB <input type="text"/>

**PENSIONS, RETRAITES, RENTES Y COMPRIS PENSIONS ALIMENTAIRES**

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	1 <sup>RE</sup> PERS. À CHARGE	2 <sup>E</sup> PERS. À CHARGE
Pensions, retraites, rentes .....	1AS <input type="text"/>	1BS <input type="text"/>	1CS <input type="text"/>	1DS <input type="text"/>
Pensions de retraite en capital taxables à 7,5 % .....	1AT <input type="text"/>	1BT <input type="text"/>	1CT <input type="text"/>	1DT <input type="text"/>
Pensions alimentaires perçues .....	1AO <input type="text"/>	1BO <input type="text"/>	1CO <input type="text"/>	1DO <input type="text"/>

**RENTES VIAGÈRES À TITRE ONÉREUX**

	moins de 50 ans	de 50 à 59 ans	de 60 à 69 ans	à partir de 70 ans
Total perçu par le foyer par âge d'entrée en jouissance .....	1AW <input type="text"/>	1BW <input type="text"/>	1CW <input type="text"/>	1DW <input type="text"/>

**2 I REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS**

Produits d'assurance-vie et de capitalisation soumis au prélèvement libératoire de 7,5 % .....	2DH <input type="text"/>
Autres produits de placement soumis à un prélèvement libératoire .....	2EE <input type="text"/>

**REVENUS OUVRANT DROIT À ABATTEMENT** *ne le déduisez pas*

Revenus des actions et parts .....	2DC <input type="text"/>
Revenus imposables des titres non cotés détenus dans le PEA .....	2FU <input type="text"/>
Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée d'au moins 8 ans .....	2CH <input type="text"/>

**REVENUS N'OUVRANT PAS DROIT À ABATTEMENT**

Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée inférieure à 8 ans et distributions .....	2TS <input type="text"/>
Produits de placement à revenu fixe .....	2TR <input type="text"/>
Produits de placement à revenu fixe inférieurs à 2 000 € taxables sur option à 24 % .....	2FA <input type="text"/>

**AUTRES**

Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR, 2FA déjà soumis aux prélèvements sociaux sans CSG déductible .....	2CG <input type="text"/>
Revenus des lignes 2DC, 2CH, 2TS, 2TR déjà soumis aux prélèvements sociaux avec CSG déductible .....	2BH <input type="text"/>
Frais et charges déductibles .....	2CA <input type="text"/>
Crédits d'impôt sur valeurs étrangères .....	2AB <input type="text"/>
Crédit d'impôt égal au prélèvement forfaitaire non libératoire effectué en 2013 .....	2CK <input type="text"/>

**3 I PLUS-VALUES DE CESSION DE VALEURS MOBILIÈRES, DROITS SOCIAUX ET GAINS ASSIMILÉS**

Montant net après abattement pour durée de détention : plus-value imposable .....	3VG <input type="text"/>	perte 2013 .....	3VH <input type="text"/>
Abattement net pour durée de détention : appliqué sur des plus-values .....	3SG <input type="text"/>	appliqué sur des moins-values .....	3SH <input type="text"/>

*En cas de pertes antérieures à 2013 non encore imputées, indiquez le détail sur papier libre ou joignez le tableau de suivi n° 2041 SP*

**4 I REVENUS FONCIERS** *lignes 4BA, 4BB, 4BC, 4BD : report du résultat déterminé sur la déclaration n° 2044*

Micro foncier : recettes brutes sans abattement n'excédant pas 15 000 € .....	4BE <input type="text"/>
Adresse de la location .....	<input type="text"/>
Revenus fonciers imposables .....	4BA <input type="text"/>
Déficit imputable sur les revenus fonciers .....	4BB <input type="text"/>
Déficit imputable sur le revenu global .....	4BC <input type="text"/>
Déficits antérieurs non encore imputés .....	4BD <input type="text"/>
Primes d'assurance pour loyers impayés des locations conventionnées .....	4BF <input type="text"/>
Vous souscrivez une déclaration n° 2044 spéciale .....	4BZ <input type="checkbox"/> COCHEZ

## 6 I CHARGES DÉDUCTIBLES

CSG déductible connue, calculée sur les revenus du patrimoine .....	6DE	
	1 <sup>ER</sup> ENFANT	2 <sup>E</sup> ENFANT
Pensions alimentaires versées à des enfants majeurs : <i>décision de justice définitive avant 2006</i> .....	6GI	6GJ
Autres pensions alimentaires versées à des enfants majeurs .....	6EL	6EM
Autres pensions alimentaires versées ( <i>enfants mineurs, ascendants,...</i> ) : <i>décision de justice définitive avant 2006</i> .....	6GP	
Autres pensions alimentaires versées ( <i>enfants mineurs, ascendants,...</i> ) .....	6GU	
Déductions diverses .....	6DD	
Nom et adresse des bénéficiaires des pensions et nature des déductions diverses		

## ÉPARGNE RETRAITE : PERP ET PRODUITS ASSIMILÉS

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERS. À CHARGE
Cotisations PERP, PRÉFON, COREM, CGOS et produits assimilés .....	6RS	6RT	6RU
Rachats de cotisations PRÉFON, COREM et CGOS .....	6SS	6ST	6SU
Plafond de déduction .....	6PS	6PT	6PU
Vous souhaitez bénéficier du plafond de votre conjoint .....			6QR <input type="checkbox"/> COCHEZ
Vous êtes nouvellement domicilié en France en 2013 <i>après avoir résidé à l'étranger pendant les 3 années précédentes</i> .....			6QW <input type="checkbox"/> COCHEZ
Cotisations aux régimes obligatoires d'entreprise de retraite supplémentaire			
ou aux contrats « Madelin » et versements exonérés sur un PERCO .....	6QS	6QT	6QU

## 7 I RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

### Dons à des organismes établis en France

- Dons à des organismes d'aide aux personnes en difficulté ( <i>maximum 521 €</i> ) .....	7UD	
- Dons et cotisations versés aux partis politiques .....	7UH	
- Autres dons ( <i>associations d'utilité publique, organismes d'intérêt général,...</i> ) .....	7UF	
	2008	2009
- Report années antérieures .....	7XS	7XT
	2010	2011
	7XU	7XW
	2012	
	7XY	

### Cotisations syndicales des salariés et pensionnés

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2	PERS. À CHARGE
7AC	7AE	7AG	

Nombre d'enfants poursuivant leurs études

	COLLÈGE	LYCÉE	ENS. SUPÉRIEUR
- Enfants à charge .....	7EA	7EC	7EF
- Enfants à charge en résidence alternée .....	7EB	7ED	7EG

### Frais de garde des enfants de moins de 6 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2013

	1 <sup>ER</sup> ENFANT	2 <sup>E</sup> ENFANT	3 <sup>E</sup> ENFANT
- Enfants à charge .....	7GA	7GB	7GC
- Enfants à charge en résidence alternée .....	7GE	7GF	7GG

Nom et adresse des bénéficiaires

### Services à la personne. Sommes versées pour l'emploi à domicile :

• si en 2013 vous ( <i>et votre conjoint pour un couple marié ou pacsé</i> ) avez exercé une activité professionnelle ou avez été demandeur d'emploi .....	7DB	
• si en 2013 vous ( <i>ou votre conjoint pour un couple marié ou pacsé</i> ) étiez retraité ou sans activité et non demandeur d'emploi .....	7DF	
• si vous avez engagé les dépenses pour un ascendant bénéficiaire de l'APA .....	7DD	
- Nombre d'ascendants bénéficiaires de l'APA, âgés de plus de 65, ans pour lesquels vous avez engagé des dépenses .....	7DL	
- Vous avez employé directement pour la première fois un salarié à domicile .....	7DQ	<input type="checkbox"/> COCHEZ
- Vous ( <i>ou votre conjoint ou une personne à votre charge</i> ) avez la carte d'invalidité d'au moins 80 % .....	7DG	<input type="checkbox"/> COCHEZ

Nom et adresse des bénéficiaires

### Primes des contrats de rente-survie et d'épargne-handicap

	1 <sup>RE</sup> PERSONNE	2 <sup>E</sup> PERSONNE
7GZ	7CD	7CE

### Dépenses d'accueil dans un établissement pour personnes dépendantes

	1 <sup>RE</sup> PERSONNE	2 <sup>E</sup> PERSONNE
7CD	7CE	

### Intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale *Offres de prêt émises avant le 1.1.2011*

- Logements anciens acquis du 6.5.2007 au 30.9.2011 et		PREMIÈRE ANNUITÉ	ANNUITÉS SUIVANTES
logements neufs acquis ou construits du 6.5.2007 au 31.12.2009 .....	7VY	7VZ	
Logements neufs non-BBC acquis ou construits du 1.1.2010 au 31.12.2010 .....	7VW	7VW	
Logements neufs non-BBC acquis ou construits du 1.1.2011 au 30.9.2011 .....	7VU	7VT	
- Logements neufs BBC acquis ou construits du 1.1.2009 au 30.9.2011 .....	7VX		

## 8 I DIVERS

	DÉCLARANT 1	DÉCLARANT 2
Élus locaux <i>indemnités de fonction soumises à la retenue à la source</i> .....	8BY	8CY
Plus-values en report d'imposition non expiré .....	8UT	
Revenus exonérés retenus pour le calcul du taux effectif <i>si vous n'avez pas uniquement des salaires et pensions exonérés</i> .....	8TI	
Revenus étrangers imposables en France, ouvrant droit à un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français .....	8TK	
Revenus exonérés non retenus pour le calcul du taux effectif <i>organismes internationaux, missions diplomatiques ou consulaires</i> .....	8FV	<input type="checkbox"/> COCHEZ
Contrats d'assurance-vie conclus à l'étranger <i>joignez la liste des contrats</i> .....	8TT	<input type="checkbox"/> COCHEZ
Comptes bancaires à l'étranger <i>joignez la déclaration n° 3916 ou la liste des comptes sur papier libre</i> .....	8UU	<input type="checkbox"/> COCHEZ

4 9 YF YG YH YK YT YU YW YZ

**SI VOUS DÉPOSEZ UNE DÉCLARATION DE REVENUS POUR LA PREMIÈRE FOIS  
COMPLÉTEZ CE FORMULAIRE ET FOURNISSEZ LES DOCUMENTS INDIQUÉS**

**SI VOUS ÊTES LOCATAIRE OU COLOCATAIRE**

> Copie du contrat de bail de votre logement au 31 décembre 2013

**SI VOUS ÊTES HÉBERGÉ À TITRE GRATUIT**

> Copie du dernier avis de taxe d'habitation, de taxe foncière ou du contrat de bail de la personne  
qui vous hébergeait au 31 décembre 2013

> Attestation d'hébergement (voir au verso) signée par la personne qui vous hébergeait au 31 décembre 2013

**SI VOUS RÉSIDEZ DANS UN HÔTEL**

> Attestation d'occupation d'une chambre d'hôtel délivrée par le gérant de l'hôtel où vous résidiez  
au 31 décembre 2013

**SI VOUS ÊTES HÉBERGÉ DANS UN FOYER OU PAR UNE ASSOCIATION**

> Attestation délivrée par l'association agréée ou le foyer qui vous hébergeait au 31 décembre 2013

**SI VOUS ÉTIEZ RATTACHÉ JUSQU'À MAINTENANT AU FOYER FISCAL DE VOS PARENTS**

Nom et prénoms des parents

Adresse des parents

**CES ÉLÉMENTS SONT INDISPENSABLES  
AU TRAITEMENT DE VOTRE DÉCLARATION DE REVENUS.**

**SANS RÉPONSE DE VOTRE PART,  
VOTRE DÉCLARATION NE SERA PAS PRISE EN COMPTE.**

**VOUS NE RECEVREZ DONC PAS D'AVIS D'IMPOSITION  
OU DE NON IMPOSITION.**

# ATTESTATION D'HÉBERGEMENT

## Les soussignés

## Domiciliés à

Attestent avoir hébergé

À leur domicile depuis le

jusqu'à ce jour

ou jusqu'au

Fait à

le

Signature

**JOINDRE OBLIGATOIREMENT LA COPIE DU DERNIER AVIS DE TAXE D'HABITATION, DE TAXE FONCIÈRE OU DU CONTRAT DE BAIL DE LA PERSONNE QUI VOUS HÉBERGE.**

*L'article 441-7 du code pénal sanctionne d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 15 000€ d'amende toute personne ayant établi une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts.*

## Déclaration des revenus fonciers 2013

Pour remplir cette déclaration qui est une annexe à votre déclaration d'ensemble des revenus n° 2042, veuillez vous reporter à la notice explicative. Les chiffres indiqués à gauche de certaines lignes vous y renvoient.

Notre conseil : déclarez vos revenus fonciers en ligne sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), c'est plus simple.  
Vous n'avez plus de calculs intermédiaires à effectuer, le résultat est reporté automatiquement sur votre déclaration de revenus et vous retrouverez chaque année les principaux éléments déclarés en ligne l'année précédente, sans avoir à les ressaisir.

### 100 ————— Votre état civil et votre adresse —————

Nom et prénoms

Adresse complète du domicile

### 110 ————— Vos parts de sociétés immobilières ou de fonds de placement immobilier (FPI) —————

non passibles de l'impôt sur les sociétés

Propriétés rurales et urbaines

#### Dispositifs spécifiques

(cochez, le cas échéant, les cases qui correspondent à votre situation)

	Besson ancien 26 %	Borloo ancien dans le secteur intermédiaire 30 %	Borloo ancien dans le secteur social 45 %	Borloo ancien dans le secteur social 60 %	Borloo ancien dans le secteur social et intermédiaire 70 %	Nom et adresse des sociétés
Immeuble 1*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 2*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 3*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 4*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 5*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 6*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Immeuble 1\* Immeuble 2\* Immeuble 3\* Immeuble 4\* Immeuble 5\* Immeuble 6\*

111 Revenus bruts							A
112 Frais et charges (sauf intérêts d'emprunt)							B
113 Intérêts d'emprunt							C
114 Bénéfice (+) ou déficit (-)							D

115 Total de chaque ligne, à reporter page 4

\* ou groupe d'immeubles de même nature ayant le même régime d'imposition.

### 120 ————— Votre signature —————

Datéz et signez d'encre



## 200 Caractéristiques des propriétés (cochez le cas échéant, les cases qui correspondent à votre situation)

	Dispositifs spécifiques					Nom et prénom du locataire
	Besson ancien 26 %	Borloo ancien dans le secteur intermédiaire 30 %	Borloo ancien dans le secteur social 45 %	Borloo ancien dans le secteur social 60 %	Borloo ancien dans le secteur social et intermédiaire 70 %	
Immeuble 1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 6	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Immeuble 1      Immeuble 2      Immeuble 3  
 Nombre de locaux       Nombre de locaux       Nombre de locaux

## 210 Recettes

## Immeubles donnés en location

211 Loyers (ou fermages) bruts encaissés			
212 Dépenses mises par convention à la charge des locataires			
213 Recettes brutes diverses (y compris subventions ANAH et indemnités d'assurance)			
Immeubles dont vous vous réservez la jouissance			
214 Valeur locative réelle des propriétés dont vous vous réservez la jouissance			
215 Total des recettes : lignes 211 à 214			

## 220 Frais et charges

221 Frais d'administration et de gestion (Rémunérations des gardes et concierges; rémunérations, honoraires et commissions versées à un tiers; frais de procédure)			
222 Autres frais de gestion : 20 € par local			
223 Primes d'assurance			
224 Dépenses de réparation, d'entretien et d'amélioration (remplir également la rubrique 400)			
225 Charges récupérables non récupérées au départ du locataire			
226 Indemnités d'éviction, frais de rélogement			
227 Taxes foncières, taxes annexes de 2013 (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères : voir notice)			
Régimes particuliers			
228 Déductions spécifiques (sous certaines conditions : voir notice) 26 %, 30 %, 40 %, 45 %, 60 % ou 70 % de la ligne 215			
Immeubles en copropriété (uniquement pour les propriétaires bailleurs)			
229 Provisions pour charges payées en 2013			
230 Régularisation des provisions pour charges déduites au titre de 2012			
240 Total des frais et charges : lignes 221 à 229 – ligne 230			
250 Intérêts d'emprunt (remplir également la rubrique 410)			
260 Revenus fonciers taxables			
261 Ligne 215 – ligne 240 – ligne 250			
262 Réintégration du supplément de déduction (voir notice)			
263 Bénéfice (+) ou déficit (-) : ligne 261 + ligne 262			

Date d'acquisition  
de l'immeuble

Adresse (numéro et rue, commune et code postal)

Immeuble 4

Immeuble 5

Immeuble 6

Immeuble 7

Immeuble 8

Nombre de locaux

Nombre de locaux

Nombre de locaux

Nombre de locaux

Nombre de locaux

Total des lignes  
à reporter page 4

211  
212  
213  
214  
215

E

221  
222  
223  
224  
225  
226  
227  
228  
229  
230  
240  
250  
261  
262  
263

F

G

H

I

## Descriptif des frais

### 400 Paiement des travaux

N° de l'immeuble et nature des travaux	Nom et adresse des entrepreneurs	Date de paiement	Montant

### 410 Intérêts d'emprunt

N° de l'immeuble (ou nom de la SCI ou du FPI), nom et adresse de l'organisme prêteur	Date du prêt	Intérêts versés

## Calcul du résultat foncier, répartition du déficit

420 Résultat : Bénéfice ou déficit total : case D + case I En cas de bénéfice,  
à reporter case 4BA de votre déclaration n° 2042

Continuez les calculs ci-dessous (lignes 430 à 441) uniquement en cas de déficit

### 430 Déficit de l'année : calcul de répartition

431 Total des revenus bruts : case A + case E + case H		€	
432 Total des intérêts d'emprunts : case C + case G		€	
433 Total des autres frais et charges : case B + case F		€	
434 Si la ligne 432 est supérieure à la ligne 431			
435 Report de la ligne 433 dans la limite de 10 700 €		€	À reporter case 4BC de votre déclaration n° 2042
436 Report de la ligne 433 : montant dépassant 10 700 €		€	
437 Report de la différence : ligne 432 - ligne 431		€	
438 Total : ligne 436 + ligne 437		€	À reporter case 4BD de votre déclaration n° 2042
439 Si la ligne 432 est inférieure ou égale à la ligne 431			
440 Report de la ligne 420 dans la limite de 10 700 €		€	À reporter case 4BC de votre déclaration n° 2042
441 Report de la ligne 420 : montant dépassant 10 700 €		€	À reporter case 4BD de votre déclaration n° 2042

### 450 Déficits antérieurs restant à imputer

Reporter colonne A, pour chaque année concernée, la part des déficits non encore imputés sur vos revenus fonciers antérieurs

Années	Déficits rural et urbain non imputés au 31/12/2012 (Colonne A)	Si vous avez déclaré un bénéfice en ligne 420, * imputez ce bénéfice sur les déficits les plus anciens (Colonne B)	Déficits restant à reporter au 31/12/2013 (Colonne C = A - B)
2003		€	XXXXXXXXXXXX
2004		€	
2005		€	
2006		€	
2007		€	
2008		€	
2009		€	
2010		€	
2011		€	
2012		€	
2013	XXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXX	

451 Montant total des déficits antérieurs non encore imputés  
au 31 décembre 2012 À reporter case 4BD de votre déclaration n° 2042

\* (et/ou un revenu foncier exceptionnel ou différé déclaré en ligne 01XX de votre déclaration de revenus n° 2042)

## 460 Vente ou abandon de la location d'un immeuble

En cas de vente ou de cessation de la location, en 2013, d'un immeuble (ou de cession de parts de sociétés immobilières) ayant donné lieu à un déficit imputable sur votre revenu global au cours de l'une des années 2010, 2011 ou 2012, indiquez les renseignements suivants :

Adresse de l'immeuble (ou dénomination et adresse de la société)	Date de l'événement

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service destinataire, un droit d'accès lorsqu'il ne porte pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et un droit de rectification sous réserve des procédures prévues au Code général des impôts et au Livre des procédures fiscales.

## Déclaration spéciale des revenus fonciers 2013

Pour remplir cette déclaration, qui est une annexe à votre déclaration d'ensemble des revenus n° 2042, veuillez vous reporter à la notice explicative. Les chiffres indiqués à gauche de certaines lignes vous y renvoient.

Notre conseil : déclarez vos revenus fonciers en ligne sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), c'est plus simple.  
Vous n'avez plus de calculs intermédiaires à effectuer, le résultat est reporté automatiquement sur votre déclaration de revenus et vous retrouverez chaque année les principaux éléments déclarés en ligne l'année précédente, sans avoir à les ressaisir.

### 100 ————— Votre état civil et votre adresse —————

Nom et prénoms

Adresse complète du domicile

### 110 ————— Vos parts de sociétés immobilières ou de fonds de placement immobilier (FPI) —————

non passibles de l'impôt sur les sociétés

Si vous êtes associé dans une société immobilière ou un FPI possédant des immeubles spéciaux (immeubles situés en secteur sauvegardé, classés monuments historiques ou possédés en nue-propriété), reportez-vous pages 4 et 5.

#### Propriétés rurales et urbaines

Dispositifs spécifiques (cochez, le cas échéant, les cases qui correspondent à votre situation)

	Besson ancien, Robien ZRR et Soellier ZRR 26 %	Borloo ancien dans le secteur intermédiaire et Borloo neuf 30 %	Soellier dans le secteur intermédiaire 30 %	Borloo ancien dans le secteur social 45 %	Borloo ancien dans le secteur social 60 %	Borloo ancien dans le secteur social et intermédiaire 70 %	Pénissol, Besson neuf, Robien classique et recentré, Borloo neuf Opt. amortissement	Robien SCPI et Borloo SCPI Opt. amortissement
Immeuble 1*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Immeuble 2*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Immeuble 3*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Immeuble 4*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Immeuble 5*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Immeuble 6*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Nom et adresse de la ou des sociétés

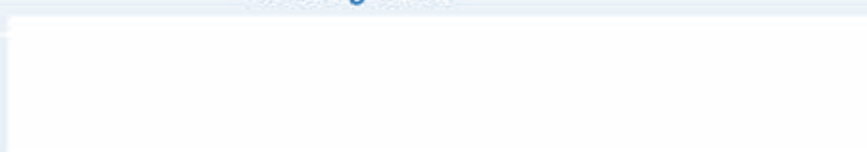
Immeuble 1*	
Immeuble 2*	
Immeuble 3*	
Immeuble 4*	
Immeuble 5*	
Immeuble 6*	

	Immeuble 1*	Immeuble 2*	Immeuble 3*	Immeuble 4*	Immeuble 5*	Immeuble 6*		
111 Revenus bruts							A	
112 Frais et charges (sauf intérêts d'emprunt)							B	
113 Déduction pratiquée en 2013 au titre de l'amortissement (uniquement si vous possédez des parts de SCPI pour lesquelles vous avez opté pour les dispositifs « Robien classique », « Robien recentré » ou « Borloo neuf ») [remplir également le tableau page 8]							C	
114 Intérêts d'emprunt							D	
115 Bénéfice (+) ou déficit (-)							E	
116 Total de chaque ligne, à reporter pages 6 et 7								

\* ou groupes d'immeubles de même nature ayant le même régime d'imposition.

### 120 ————— Votre signature —————

Datez et signez ci-contre





**201 Caractéristiques des propriétés** (cochez, le cas échéant, les cases qui correspondent à votre situation)

	Dispositifs spécifiques							
	Besson ancien, Robien ZRR et Scellier ZRR	Borloo ancien dans le secteur intermédiaire	Borloo neuf et Scellier dans le secteur intermédiaire	Borloo ancien dans le secteur social	Borloo ancien dans le secteur social	Borloo ancien dans le secteur social et intermédiaire	Périssol, Besson neuf, Robien classique et recentré, Borloo neuf Opt. amort.	Nom et prénom du locataire
	26 %	30 %	30 %	45 %	60 %	70 %		
Immeuble 1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 6	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Immeuble 1

Nombre de locaux

Immeuble 2

Nombre de locaux

Immeuble 3

Nombre de locaux

**210 Recettes**
**Immeubles donnés en location**

211 Loyers (ou fermages) bruts encaissés			
212 Dépenses mises par convention à la charge des locataires			
213 Recettes brutes diverses (y compris subventions ANAH et indemnités d'assurance)			
<b>Immeubles dont vous vous réservez la jouissance</b>			
214 Valeur locative réelle des propriétés dont vous vous réservez la jouissance			
<b>215 Total des recettes : lignes 211 à 214</b>			

**220 Frais et charges**

221 Frais d'administration et de gestion (rémunération des gardes et concierges ; rémunérations, honoraires et commissions versés à un tiers ; frais de procédure)			
222 Autres frais de gestion : 20 € par local			
223 Primes d'assurance			
224 Dépenses de réparation, d'entretien et d'amélioration (remplir également la rubrique 600)			
225 Charges récupérables non récupérées au départ du locataire			
226 Indemnités d'éviction, frais de relogement			
227 Taxes foncières, taxes annexes de 2013 (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères : voir notice)			
<b>Régimes particuliers</b>			
228 Déductions spécifiques (sous certaines conditions, voir notice) 26 %, 30 %, 40 %, 45 %, 60 % ou 70 % de la ligne 215			
229 Déduction pratiquée en 2013 au titre de l'amortissement (remplir également le tableau page 8)			
<b>Immeubles en copropriété (uniquement pour les copropriétaires bailleurs)</b>			
230 Provisions pour charges payées en 2013			
231 Régularisation des provisions pour charges déduites au titre de 2012			
<b>240 Total des frais et charges : lignes 221 à ligne 230 – ligne 231</b>			
<b>250 Intérêts d'emprunt (remplir également la rubrique 610)</b>			
<b>260 Revenus fonciers taxables</b>			
261 Ligne 215 – ligne 240 – ligne 250			
262 Réintégration du supplément de déduction (voir notice)			
263 Bénéfice (+) ou déficit (-) : ligne 261 + ligne 262			

# **rales et urbaines**

Date d'acquisition  
de l'immeuble

Adresse (numéro et rue, commune et code postal)



Immeuble 4

Immeuble 5

Immeuble 6

Immeuble 7

Immeuble 8

Nombre de locaux

Nombre de locaux

Nombre de locaux

Nombre de locaux

Nombre de locaux

Total des lignes  
à reporter page 6

211

212

213

214

215


F

--

221

222

223

224

225

226

227

228

229

230

231

240

250

261

262

263


G

--

H

--

I

--

J

--

**400 Parts de sociétés immobilières possédant des immeubles spéciaux** (suite de la première page)**401** Détail par poste et catégorie d'immeublesSecteurs sauvegardés  
ou assimilés  
Autorisation de travaux  
obtenue du 1/01/95 au 31/12/08

Revenus bruts

4A

Frais et charges (sauf intérêts d'emprunts)

4B

Intérêts d'emprunts

4C

Bénéfice (+) ou déficit (-)

4D

**410 Immeubles spéciaux****411** Catégories et caractéristiques des propriétés (cochez les cases qui correspondent à votre cas)

Nom et prénom des locataires

Date d'acquisition  
de l'immeuble

Catégorie 1

Catégorie 2

Catégorie 3

1 Secteurs sauvegardés  
ou assimilés  
Autorisation de travaux obtenue  
du 1/01/95 au 31/12/08**420 Recettes**

Nombre de locaux

Immeubles donnés en location

421 Loyers (ou fermages) bruts encaissés

422 Dépenses mises par convention à la charge des locataires

423 Recettes brutes diverses (y compris subventions ANAH et indemnités d'assurance)

430 Total des recettes : lignes 421 à 423

4E

**440 Frais et charges**

441 Frais d'administration et de gestion

(rémunération des gardes et concierges ; rémunérations, honoraires et commissions versées à un tiers ; frais de procédure)

442 Autres frais de gestion : 20 € par local

443 Primes d'assurance

444 Dépenses de réparation, d'entretien et d'amélioration (et remplir la rubrique 600)

445 Dépenses spécifiques aux opérations de restauration immobilière des immeubles situés en secteurs sauvegardés ou assimilés (et remplir la rubrique 600)

446 Dépenses de grosses réparations (nus-propriétaires seulement et remplir la rubrique 600)

447 Dépenses spécifiques aux monuments historiques

448 Charges récupérables non récupérées au départ du locataire

449 Indemnités d'éviction, frais de relogement

450 Taxes foncières et taxes annexes de 2013

(Taxe d'enlèvement des ordures ménagères : voir notice)

Régimes spécifiques

451 Déductions spécifiques (sous certaines conditions, voir notice)

26 %, 30 %, 40 %, 45 %, 60 % ou 70 % de la ligne 430

Immeubles en copropriété (uniquement pour les copropriétaires bailleurs)

452 Provisions pour charges payées en 2013

453 Régularisation des provisions pour charges déduites au titre de 2012

454 Total des frais et charges : lignes 441 à 452 – ligne 453

4F

460 Intérêts d'emprunt (et remplir la rubrique 610)

4G

470 Revenu foncier taxable par catégorie d'immeubles

Ligne 430 – ligne 454 – ligne 460



Monuments historiques	Nues-propriétés	Nom et adresse des sociétés
<div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>	<div><div>5N</div><div>5O</div><div>5P</div></div>	<div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>

Adresse (numéro et rue, commune et code postal)

2 Monuments historiques 3 Nues-propriétés

Total des lignes  
à reporter page 6

Nombre de locaux

421  
422  
423  
430

Nombre de locaux

441  
442  
443  
444  
445  
446  
447  
448  
449  
450  
451  
452  
453  
454  
460

5J

5L

470

5M

5S

## Descriptif des frais

### 600 Paiement des travaux

N° de l'immeuble et nature des travaux	Nom et adresse des entrepreneurs	Date de paiement	Montant

### 610 Intérêts d'emprunt

N° de l'immeuble (ou nom de la SCI ou du FPI), nom et adresse de l'organisme prêteur	Date du prêt	Intérêts versés

## 620 Détermination du revenu ou du déficit global annuel

621 Bénéfice (+) ou déficit (-) des parts de sociétés immobilières ou FPI : report de la case E de la page 1	€
622 Bénéfice (+) ou déficit (-) des propriétés rurales et urbaines : report de la case J de la page 3	€
623 Bénéfice (+) ou déficit (-) des parts de sociétés immobilières (secteurs sauvegardés, monuments historiques, nues-propriétés) : report des cases 4D + 5E + 5P des pages 4 et 5	€
624 Bénéfice (+) ou déficit (-) des immeubles spéciaux (secteurs sauvegardés, monuments historiques, nues-propriétés) : report de la case 5S de la page 5	€
630 Résultat global annuel : total ou différence des lignes précédentes	€

*En cas de bénéfice, reportez le résultat de la ligne 630, case 4 BA de votre déclaration n° 2042.*

*En cas de déficit, effectuez les calculs de répartition de ce déficit, en page 7.*

### 650 Déficits antérieurs restant à imputer

*Reportez colonne A, pour chaque année concernée, la part des déficits non encore imputés sur vos revenus fonciers antérieurs.*

Années	Déficits rural et urbain non imputés au 31/12/2012 (Colonne A)	Si vous avez déclaré un bénéfice en ligne 630*, imputez ce bénéfice sur les déficits les plus anciens (Colonne B)	Déficits restant à reporter au 31/12/2013 (Colonne C = A - B)
2003	€	€	XXXXXXXXXXXXXXXXX
2004	€	€	€
2005	€	€	€
2006	€	€	€
2007	€	€	€
2008	€	€	€
2009	€	€	€
2010	€	€	€
2011	€	€	€
2012	€	€	€
2013	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	€

651 Montant total des déficits antérieurs non encore imputés  
au 31 décembre 2012

€ Montant à reporter case 4 BD de votre déclaration n° 2042

660 Montant de l'amortissement « Robien », « Borloo neuf »,  
« Robien SCPI » et « Borloo SCPI » déduit  
(investissements réalisés en 2009)

€ À reporter case 4 BY de votre déclaration n° 2042 C

\* et/ou un revenu foncier exceptionnel ou différé déclaré en ligne 0XX de votre déclaration de revenus n° 2042.

## 700 Répartition du déficit

### 701 Propriétés rurales et urbaines, secteurs sauvegardés ou assimilés et nues-propiétés

(Immeubles possédés directement ou parts de sociétés immobilières ou de FPI)

702	Total des revenus bruts : cases (A + F + I + 4A + 4E)		€	
703	Total des intérêts d'emprunt : cases (D + H + 4C + 4G + 5L + 5O)		€	
704	Total des frais et charges : cases (B + C + G + 5J + 5N)		€	
705	Total des cases (4B + 4F)		€	Bénéfice à reporter case 7A ci-dessous.
706	Résultat net : lignes (702 – 703 – 704 – 705)		€	

Continuez les calculs ci-après (lignes 707 à 712) uniquement en cas de déficit

#### 707 Si la ligne 703 est inférieure à la ligne 702

708 Différence des lignes (702 – 703 – 704) €

#### 709 Si la ligne 708 est négative

Reportez le montant de la ligne 708 dans la limite de 10 700 € (1) en case 7C ci-dessous

Reportez le montant de la ligne 708 dépassant 10 700 € (1) en case 7B ci-dessous

Reportez le montant de la ligne 705 en case 7E ci-dessous

#### 710 Si la ligne 708 est positive

Reportez le montant de la ligne 706 en case 7E ci-dessous

#### 711 Si la ligne 703 est supérieure ou égale à la ligne 702

712 Différence des lignes (702 – 703) €

Reportez le montant de la ligne 704 dans la limite de 10 700 € (1) en case 7C ci-dessous

Reportez le montant de la ligne 704 dépassant 10 700 € (1) en case 7B ci-dessous

Reportez le montant de la ligne 705 en case 7E ci-dessous

(1) ou 15 300 € si le résultat d'au moins un des immeubles pour lesquels vous avez opté pour la déduction au titre de l'amortissement "Périsol" est déficitaire (voir paragraphe 229 de la notice).

A reporter case 7D  
ci-dessous

### 720 Monuments historiques

(Immeubles possédés directement ou parts de sociétés immobilières)

721 Total des cases (5E + 5M) de la page 5 €

Bénéfice à reporter  
case 7F ci-dessous.  
Déficit à reporter  
case 7G ci-dessous.

### 760 Montants à reporter sur la déclaration n° 2042

	Revenus nets	Part du déficit imputable sur vos revenus fonciers	Part du déficit imputable sur votre revenu global
761 Propriétés rurales et urbaines, Secteurs sauvegardés ou assimilés et Nues-propiétés	7A <span style="float: right;">€</span>	7B <span style="float: right;">€</span> 7D <span style="float: right;">€</span>	7C <span style="float: right;">€</span> 7E <span style="float: right;">€</span>
762 Monuments historiques	7F <span style="float: right;">€</span>		7G <span style="float: right;">€</span>
763 Total de chaque colonne à reporter sur votre déclaration n° 2042	<span style="float: right;">€</span>	<span style="float: right;">€</span>	<span style="float: right;">€</span>
	A reporter case 4BA de votre déclaration n° 2042	A reporter case 4BB de votre déclaration n° 2042	A reporter case 4BC de votre déclaration n° 2042

800

## Votre tableau d'amortissement

### Option pour la déduction au titre de l'amortissement

801	Investissements au titre des logements neufs			
802	N° de l'immeuble			
803	Dispositif d'amortissement			
<b>810 Investissement initial</b>				
811	Prix de revient de l'immeuble			
812	Date de début de la période d'amortissement			
813	Montant de la déduction pratiquée en 2013 au titre de l'amortissement			
814	Montant cumulé des déductions pratiquées de 1996 à 2013 au titre de l'amortissement			
<b>820 Dépenses de reconstruction, d'agrandissement et de réhabilitation</b>				
Première tranche de travaux				
821	Montant des dépenses			
822	Date de début de la période d'amortissement			
Deuxième tranche de travaux				
823	Montant des dépenses			
824	Date de début de la période d'amortissement			
Troisième tranche de travaux				
825	Montant des dépenses			
826	Date de début de la période d'amortissement			
827	Montant de la déduction pratiquée en 2013 au titre de l'amortissement			
828	Montant cumulé des déductions pratiquées de 1996 à 2013 au titre de l'amortissement			
<b>830 Dépenses d'amélioration</b>				
Première tranche de travaux				
831	Montant des dépenses			
832	Date de début de la période d'amortissement			
Deuxième tranche de travaux				
833	Montant des dépenses			
834	Date de début de la période d'amortissement			
Troisième tranche de travaux				
835	Montant des dépenses			
836	Date de début de la période d'amortissement			
837	Montant de la déduction pratiquée en 2013 au titre de l'amortissement			
838	Montant cumulé des déductions pratiquées de 1996 à 2013 au titre de l'amortissement			
<b>840 Montant total de la déduction pratiquée en 2013 au titre de l'amortissement (lignes 813 + 827 + 837)</b>				
À reporter ligne 229 page 2 ou 3				
<b>850 Souscriptions en numéraire au capital des SCPI (sociétés civiles de placement immobilier)</b>				
851	N° de la société			
852	Prix de revient de la souscription			
853	Date de début de la période d'amortissement			
<b>854 Montant de la déduction pratiquée en 2013 au titre de l'amortissement</b>				
À reporter ligne 113 page 1				
855	Montant cumulé des déductions pratiquées de 2003 à 2013 au titre de l'amortissement			

860

## Vente ou abandon de la location d'un immeuble

En cas de vente ou de cessation de la location, en 2013, d'un immeuble (ou de cession de parts de sociétés immobilières) ayant donné lieu à un déficit imputable sur votre revenu global ou à une déduction au titre de l'amortissement des logements neufs, indiquez les renseignements suivants :

Adresse de l'immeuble (ou dénomination et adresse de la société)

Date de l'événement


870

## Renseignements divers


Les dispositions des articles 24, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service destinataire, un droit d'accès lorsqu'il ne porte pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et un droit de rectification, sous réserve des procédures prévues au Code général des impôts et au Livre des procédures fiscales.

## TAXE SUR LES LOYERS ÉLEVÉS DES LOGEMENTS DE PETITE SURFACE DUE PAR LES BAILLEURS PERSONNES PHYSIQUES

(Art. 234 du code général des impôts et art. 58 P de l'annexe III à ce code)

Vous devez remplir cette déclaration si vous donnez en location des logements dont la surface ne dépasse pas **14 m<sup>2</sup>** et pour lesquels le montant du loyer mensuel est supérieur, pour les loyers perçus en 2013, à **40,88 € par m<sup>2</sup>** de surface habitable. La taxe s'applique aux logements donnés en **location nue ou meublée** situés dans la **zone A** (Paris, petite et deuxième couronnes, Côte d'Azur et Genevois français).

DOCUMENT À JOINDRE À VOTRE DÉCLARATION DES REVENUS N° 2042 DE 2013

### 1) Votre état civil et votre adresse

Nom et prénoms .....
Adresse au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 .....

### 2) Vos logements imposables

	Adresse	Nom du locataire
Logement 1		
Logement 2		
Logement 3		
Logement 4		

### 3) Calcul de la taxe

Calcul de l'écart de loyer				Calcul de la taxe		
A	B	C	D	E	F	G
Surface (≤ 14 m <sup>2</sup> )	Loyer mensuel hors charges	Loyer de référence *	Écart entre loyer mensuel et loyer de référence (en %)	Loyers annuels perçus	Taux de la taxe	Taxe à payer (arrondie à l'euro le plus proche)
		(A x 40,88 €)	[(B - C) / C] x 100			(E x F)
Logement 1			%		%	
Logement 2			%		% +	
Logement 3			%		% +	
Logement 4			%		% +	
				TOTAL À PAYER		=

\* Le loyer de référence des arriérés de loyers de 2012 versés en 2013 est de 40 € par m<sup>2</sup>.

À reporter ligne 4BH de  
votre déclaration n° 2042 C

En fonction de l'écart de loyer constaté colonne D, reportez dans la colonne F le taux de la taxe applicable à l'aide du tableau ci-contre.

Écart entre le loyer mensuel et le loyer de référence (en %)	Taux de la taxe (à reporter colonne F)
< 15 %	10 %
≥ 15 % et < 30 %	18 %
≥ 30 % et < 55 %	25 %
≥ 55 % et < 90 %	33 %
≥ 90 %	40 %

À ....., le .....

Signature :

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service des impôts dont vous dépendez.





## STATUT DU BAILLEUR PRIVÉ ENGAGEMENT DE LOCATION

(articles 31, 31 bis et 199 septuies et 199 novuies du code général des impôts)

*Joindre un exemplaire par logement éligible, à votre déclaration des revenus fonciers de 2013*

### 1. PROPRIÉTAIRE DU LOGEMENT (personne physique ou personne morale)

(nom, prénom ou raison sociale) : \_\_\_\_\_

(adresse du propriétaire du logement) : \_\_\_\_\_

Code postal [ ][ ][ ][ ][ ] Commune : \_\_\_\_\_

### 2. AVANTAGE FISCAL DEMANDÉ (cochez la case utile)

☐ **ROBIEN RECENTRÉ.** Pour ce dispositif, le loyer ne doit pas excéder le plafond fixé par l'article 2 terdecies B de l'annexe III au code général des impôts. Précision : les investissements réalisés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 n'ouvrent plus droit au bénéfice du dispositif « Robien recentré » ; l'option pour ce dispositif ne peut être exercée qu'au titre d'investissements réalisés jusqu'au 31 décembre 2009 dont l'achèvement intervient postérieurement à cette même date.

☐ **BORLOO NEUF.** Pour ce dispositif, le loyer ainsi que les ressources du locataire ne doivent pas excéder les plafonds fixés par l'article 2 terdecies C de l'annexe III au code général des impôts. Précision : les investissements réalisés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 n'ouvrent plus droit au bénéfice du dispositif « Borloo neuf » ; l'option pour ce dispositif ne peut être exercée qu'au titre d'investissements réalisés jusqu'au 31 décembre 2009 dont l'achèvement intervient postérieurement à cette même date.

☐ **SCELLIER MÉTROPOLE OU SCELLIER OUTRE-MER (SECTEUR LIBRE)** Pour ce dispositif, le loyer ne doit pas excéder les plafonds fixés par l'article 2 terdecies B de l'annexe III au code général des impôts. Précision : les investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 n'ouvrent plus droit au bénéfice du dispositif « Scellier ». Par dérogation, les logements acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2013 peuvent ouvrir droit au bénéfice du dispositif « Scellier », à la condition que le contribuable justifie avoir pris l'engagement de réaliser cet investissement immobilier au plus tard le 31 décembre 2012.

☐ **SCELLIER MÉTROPOLE OU SCELLIER OUTRE-MER (SECTEUR INTERMÉDIAIRE).** Pour ce dispositif, le loyer ainsi que les ressources du locataire ne doivent pas excéder les plafonds fixés par l'article 2 terdecies C de l'annexe III au code général des impôts. Précision : les investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 n'ouvrent plus droit au bénéfice du dispositif « Scellier ». Par dérogation, les logements acquis neufs ou en l'état futur d'achèvement du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2013 peuvent ouvrir droit au bénéfice du dispositif « Scellier », à la condition que le contribuable justifie avoir pris l'engagement de réaliser cet investissement immobilier au plus tard le 31 décembre 2012.

☐ **DUFLOT MÉTROPOLE OU DUFLOT OUTRE-MER.** Pour ce dispositif, le loyer ainsi que les ressources du locataire ne doivent pas excéder les plafonds fixés par l'article 2 terdecies D de l'annexe III au code général des impôts, s'agissant des investissements réalisés en métropole et par l'article 2 terdecies F de l'annexe III au code général des impôts, s'agissant des investissements réalisés outre-mer.

« La Charte du contribuable : des relations entre le contribuable et l'administration fiscale basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité ».



### 3. LIEU DE SITUATION DU LOGEMENT

Adresse du logement : \_\_\_\_\_

Code postal [ ][ ][ ][ ][ ] Commune : \_\_\_\_\_

Si le logement est situé dans une Zone de Revitalisation Rurale (ZRR), cochez la case : ☐

### 4. NATURE DU LOGEMENT (cochez la case utile et compléter les renseignements demandés)

4.1 Investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 (dispositifs Robien recentré, Borloo neuf, Scellier métropole ou Scellier outre-mer) ou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (dispositif Duflot métropole ou Duflot outre-mer)

#### ☐ Logement acquis neuf :

Date d'acquisition de l'immeuble : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Prix d'acquisition (en €) : \_\_\_\_\_

#### ☐ Logement acquis en l'état futur d'achèvement, logement acquis en vue de sa réhabilitation ou local acquis inachevé :

Date d'acquisition de l'immeuble : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Date du dépôt de la demande de permis de construire : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Date d'achèvement de l'immeuble ou des travaux de réhabilitation: [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Prix de revient (en €) : \_\_\_\_\_

#### ☐ Logement que le propriétaire fait construire :

Date du dépôt de la demande de permis de construire : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Date d'achèvement de l'immeuble : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Prix de revient (en €) : \_\_\_\_\_

#### ☐ Local affecté à un autre usage que l'habitation que le propriétaire transforme en logement :

Date d'acquisition du local : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Date d'achèvement de l'immeuble : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Prix de revient (en €) : \_\_\_\_\_

Nature de son affectation antérieure : \_\_\_\_\_

#### ☐ Logement issu de la transformation d'un local affecté à un usage autre que l'habitation qui entre dans le champ de la TVA

Date d'acquisition de l'immeuble : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Date du dépôt de la demande de permis de construire au titre des travaux de transformation : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Prix de revient (en €) : \_\_\_\_\_

Nature de son affectation antérieure : \_\_\_\_\_

4. 2 Investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 (dispositif Scellier métropole ou Scellier outre-mer) ou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (dispositif Duflot métropole ou Duflot outre-mer))

☐ **Logement acquis réhabilité**

Date d'acquisition de l'immeuble : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Date du dépôt de la demande de permis de construire au titre des travaux de réhabilitation<sup>1</sup> : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Prix de revient (en €) : \_\_\_\_\_

☐ **Logement issu de la transformation d'un local affecté à un usage autre que l'habitation qui n'entre pas dans le champ de la TVA**

Date d'acquisition de l'immeuble : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Date du dépôt de la demande de permis de construire au titre des travaux de transformation : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Prix de revient (en €) : \_\_\_\_\_

Nature de son affectation antérieure : \_\_\_\_\_

☐ **Logement qui a fait l'objet de travaux concourant à la production ou à la livraison d'un immeuble neuf au sens de la TVA**

Date d'acquisition de l'immeuble : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Date du dépôt de la demande de permis de construire au titre des travaux : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Prix de revient (en €) : \_\_\_\_\_

☐ **Logement qui fait l'objet de travaux concourant à la production ou à la livraison d'un immeuble neuf au sens de la TVA**

Date d'acquisition de l'immeuble : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Date du dépôt de la demande de permis de construire au titre des travaux : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Date d'achèvement de l'immeuble : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Prix de revient (en €) : \_\_\_\_\_

**5. CARACTÉRISTIQUES DE LA LOCATION** (cochez la case utile et compléter les renseignements demandés)

Surface du logement à prendre en compte pour l'appréciation du plafond de loyer (en m<sup>2</sup>) : [ ][ ][ ][ ]

☐ **Location directe :**

Date de prise d'effet de la location : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Loyer mensuel hors charges : [ ][ ][ ][ ], [ ][ ]

Nom du locataire : \_\_\_\_\_

☐ **Location à certains organismes publics ou privés :**

Date de prise d'effet de la location : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ][ ][ ]

Loyer mensuel hors charges : [ ][ ][ ][ ], [ ][ ]

Nom de l'organisme locataire : \_\_\_\_\_

Adresse de l'organisme locataire : \_\_\_\_\_

Code postal [ ][ ][ ][ ][ ] Commune : \_\_\_\_\_

Nom du sous-locataire : \_\_\_\_\_

<sup>1</sup> Ou le cas échéant, date de la déclaration préalable des travaux.

## 6. ENGAGEMENT DE LOCATION

### A. À remplir lorsque le propriétaire est une personne physique :

- **Investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 (dispositifs Robien recentré, Borloo neuf, Scellier métropole ou Scellier outre-mer) ou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (dispositif Duflot métropole ou Duflot outre-mer) :**

Je soussigné....., propriétaire du logement mentionné au (3), m'engage à donner ce bien en location nue, à une autre personne que moi-même ou un membre de mon foyer fiscal, à usage d'habitation principale du locataire, dans les conditions de plafonds de loyers et de ressources lorsqu'il y a lieu, définies au (2), pendant une durée minimale de neuf ans :

☐ à une personne autre qu'un ascendant ou descendant

(case à cocher pour les contribuables ayant demandé le bénéfice des dispositifs « Borloo neuf » ou « Scellier métropole » / « Scellier outre-mer » du secteur intermédiaire ou « Duflot métropole / Duflot outre-mer »)

À \_\_\_\_\_ le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
Signature :

- **Investissements réalisés du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2012 et, sous conditions, jusqu'au 31 mars 2013 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française ou dans les îles Wallis et Futuna (dispositif Scellier outre-mer) :**

Je soussigné....., propriétaire du logement mentionné au (3), m'engage à donner ce bien en location nue, à une autre personne que moi-même ou un membre de mon foyer fiscal, à usage d'habitation principale du locataire, dans les conditions de plafonds de loyers et de ressources lorsqu'il y a lieu, définies au (2), pendant une durée minimale de cinq ans :

☐ à une personne autre qu'un ascendant ou descendant

(case à cocher pour les contribuables ayant demandé le bénéfice du dispositif « Scellier outre-mer » du secteur intermédiaire)

À \_\_\_\_\_ le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
Signature :

**B. À remplir lorsque le propriétaire est une personne morale :**

- **Investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 (dispositifs Robien recentré, Borloo neuf, Scellier métropole ou Scellier outre-mer) ou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (dispositif Duflot métropole ou Duflot outre-mer) :**

Je soussigné....., demeurant  
au....., agissant en qualité de gérant de la  
société.....propriétaire du logement mentionné au (3), m'engage à donner ce  
bien en location nue, à une personne autre qu'un associé de la société propriétaire du logement ou un membre  
du foyer fiscal de cet associé, à usage d'habitation principale du locataire, dans les conditions de plafonds de  
loyers et de ressources lorsqu'il y a lieu, définies au (2), pendant une durée minimale de neuf ans :

☐ à une personne autre qu'un ascendant ou descendant de l'associé de la société propriétaire du logement  
(case à cocher pour les contribuables ayant demandé le bénéfice des dispositifs « Borloo neuf » ou « Scellier métropole » / « Scellier  
outre-mer » du secteur intermédiaire ou « Duflot métropole / Duflot outre-mer »)

À ..... le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
Signature :

- **Investissements réalisés du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2012 et, sous conditions, jusqu'au 31 mars 2013 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française ou dans les îles Wallis et Futuna (dispositif Scellier outre-mer) :**

Je soussigné....., demeurant  
au....., agissant en qualité de gérant de la  
société.....propriétaire du logement mentionné au (3), m'engage à donner ce  
bien en location nue, à une personne autre qu'un associé de la société propriétaire du logement ou un membre  
du foyer fiscal de cet associé, à usage d'habitation principale du locataire, dans les conditions de plafonds de  
loyers et de ressources lorsqu'il y a lieu, définies au (2), pendant une durée minimale de cinq ans :

☐ à une personne autre qu'un ascendant ou descendant de l'associé de la société propriétaire du logement  
(case à cocher pour les contribuables ayant demandé le bénéfice du dispositif « Scellier outre-mer » du secteur intermédiaire)

À ..... le [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
Signature :

En application de la loi "informatique et libertés" vous pouvez accéder aux données fiscales vous concernant et demander leur rectification, sous certaines réserves, auprès du service destinataire.

**DEMANDE DE REMBOURSEMENT DE LA  
TAXE ADDITIONNELLE AU DROIT DE BAIL ①**  
(Article 234 *decies* A du code général des impôts issu de l'article 12 de la Loi de Finances pour 2000)

DOCUMENT A JOINDRE A VOTRE DECLARATION DES REVENUS DE **2013**

<b>DESIGNATION DU CONTRIBUABLE</b>
Nom et prénoms .....
Adresse au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 .....
.....

<b>MONTANT DES LOYERS COURUS QUI ONT ÉTÉ SOUMIS À LA TAXE ADDITIONNELLE AU DROIT DE BAIL AU TITRE DE LA PÉRIODE COMPRISE ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 1998 ET LE 30 SEPTEMBRE 1998 PROVENANT D'IMMEUBLES POUR LESQUELS L'ARRÊT DE LA LOCATION EST INTERVENU EN 2013.</b>		
Adresse des immeubles	Date d'interruption ou de cessation de la location	Montant des loyers ②
.....	.....	.....€
.....	.....	.....€
.....	.....	.....€
.....	.....	.....€
.....	.....	.....€
.....	.....	.....€
.....	.....	.....€
.....	.....	.....€
		.....€ Total à reporter case 4TQ de la déclaration n° 2042 C

A....., le.....  
Signature :

① Vous devez remplir l'imprimé n° 2042 TA si, en 2013, vous avez cessé ou interrompu (quelle que soit la durée de cette interruption) la location d'un bien dont les revenus ont été soumis, au titre de 1998, à la taxe additionnelle au droit de bail et à la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail. Vous bénéficierez ainsi d'un crédit d'impôt égal au montant de la taxe additionnelle acquittée au titre des loyers courus du 1<sup>er</sup> janvier 1998 au 30 septembre 1998. Ce crédit d'impôt s'imputera sur le montant de votre impôt sur le revenu dû au titre de 2013. S'il est supérieur, l'excédent vous sera restitué. Procurez-vous le document d'information n°2041 GK.

② Indiquez, pour chaque immeuble, le montant total des loyers courus qui ont été soumis à la taxe additionnelle au droit de bail au titre de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1998 et le 30 septembre 1998. Vous avez perçu ces loyers en francs, veuillez les convertir en euros avant de les reporter sur l'imprimé n°2042 TA.

« La Charte du contribuable : des relations entre le contribuable et l'administration fiscale basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité ».

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service des impôts dont vous dépendez.

# DÉCLARATION DES REVENUS ENCAISSÉS À L'ÉTRANGER 2013

Pour remplir cette déclaration, qui est une annexe à la déclaration d'ensemble de vos revenus n° 2042, veuillez vous reporter à la notice explicative (renvois 1 à 10).

## I. TRAITEMENTS, SALAIRES, PENSIONS ET RENTES (voir également tableaux n° VI à VIII p. 4)

### • TRAITEMENTS, SALAIRES (y compris les salaires d'associés et les rémunérations des gérants et associés)

#### — TOTAL DES SALAIRES, AVANTAGES EN NATURE ET INDEMNITÉS JOURNALIÈRES

DÉCLARANT 1 .....

DÉCLARANT 2 .....

PERSONNES À CHARGE .....

NOM DU PAYS  
OU DE LA COLLECTIVITÉ  
OÙ CHAQUE REVENU  
A ÉTÉ ENCAISSÉ

MONTANT DU REVENU  
(EN EUROS) 10

Rappel : ces sommes sont à ajouter, le cas échéant, aux revenus de même nature perçus en France et dans les D.O.M.

À REPORTER  
SUR LA DÉCLARATION  
DES REVENUS AU  
• 1 • TRAITEMENTS,  
SALAIRES •

### • PENSIONS, RETRAITES, RENTES

#### — TOTAL DES PENSIONS ET AVANTAGES EN NATURE

DÉCLARANT 1 .....

DÉCLARANT 2 .....

PERSONNES À CHARGE .....

#### — PENSIONS DE RETRAITE VERSÉES EN CAPITAL

DÉCLARANT 1 .....

DÉCLARANT 2 .....

À REPORTER  
SUR LA DÉCLARATION  
DES REVENUS AU  
• 1 • PENSIONS,  
RETRAITES, RENTES •

### • RENTES VIAGÈRES À TITRE ONÉREUX

DÉCLARANT 1 .....

DÉCLARANT 2 .....

PERSONNES À CHARGE .....

À REPORTER  
SUR LA DÉCLARATION  
DES REVENUS AU  
• 1 • RENTES VIAGÈRES  
À TITRE ONÉREUX •

## II. PLUS-VALUES (à détailler) 2 10

À REPORTER  
SUR LA DÉCLARATION  
DES REVENUS  
• 3 et • 5  
SAUF PLUS-VALUES  
IMMOBILIÈRES 2

## III. REVENUS FONCIERS 1

ADRESSE DES IMMEUBLES CONCERNÉS

NOM DU PAYS  
OU DE LA COLLECTIVITÉ  
OÙ CHAQUE REVENU  
A ÉTÉ ENCAISSÉ

SOUSCRIVEZ  
UNE DÉCLARATION  
DES REVENUS FONCIERS  
N° 2044



<sup>2</sup> Rappel : ces sommes sont à ajouter, le cas échéant, aux revenus de même nature perçus en France et dans les D.O.M.

- PRODUITS D'ASSURANCE-VIE ET DE CAPITALISATION SOUMIS AU PRÉLÈVEMENT LIBÉRATOIRE DE 7,5 % .....
- PRODUITS DE PLACEMENT SOUMIS AUX PRÉLÈVEMENTS LIBÉRATOIRES AUTRES QUE CEUX INDICUÉS LIGNE D8 .....

- PRODUITS D'ASSURANCE-VIE ET DE CAPITALISATION SOUMIS AU PRÉLÈVEMENT LIBÉRATOIRE DE 7,5 %
- PRODUITS DE PLACEMENT SOUMIS AUX PRÉLÈVEMENTS LIBÉRATOIRES AUTRES QUE CELUX INDiquÉS LIGNE DH
- REVENUS OUVRANT DROIT À ABATTEMENT
  - REVENUS DES ACTIONS ET PARTS (certaines d'impôt incluses)
  - REVENUS IMPOSABLES DES TITRES NON COTÉS DÉTENUS DANS LE PEA
- PRODUITS DES CONTRATS D'ASSURANCE-VIE ET DE CAPITALISATION D'UNE DURÉE D'AU MOINS 6 OU 8 ANS
- REVENUS N'OUVRANT PAS DROIT À ABATTEMENT
  - PRODUIT DES CONTRATS D'ASSURANCE VIE DE MOINS DE 8 ANS ET DISTRIBUTIONS (certaines d'impôt incluses)
  - REVENUS DES STRUCTURES SOUMISES HORS DE FRANCE À UN RÉGIME FISCAL PRIVILÉGIÉ
  - PRODUITS DE PLACEMENT À REVENU FIXE (certaines d'impôt incluses)
- PRODUITS DE PLACEMENT À REVENU FIXE INFÉRIEURS À 2 000 € TAXABLES SUR OPTION À 24 %
- REVENUS, DES LIGNES DC, CH, TS, TR, déjà soumis aux prélèvements sociaux sans CSG déductible
- REVENUS, DES LIGNES DC, CH, TS, TR, déjà soumis aux prélèvements sociaux avec CSG déductible
- CRÉDITS D'IMPÔT SUR VALEURS ÉTRANGÈRES
- CRÉDIT D'IMPÔT ÉGAL AU PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE DÉJÀ VERSÉ
- CRÉDITS D'IMPÔT DIRECTIVE "ÉPARGNE" ET AUTRES CRÉDITS D'IMPÔT RESTITUABLES
- IMPÂTRIÉS - REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS EXONÉRÉS (50 %)

MONTANT À DÉCLARER  
(EN EUROS)

DH  
EE  
DC  
FU  
CH  
TS  
GO  
TR  
FA  
CG  
BH  
AB  
CK  
BG  
DM

CHACUN DES MONTANTS DH à DM EST À  
REPORTER SUR LA DÉCLARATION DES  
REVENUS • 2 LIGNES DH à DM

- **REVENUS PROVENANT DE PAYS AVEC LESQUELS LA FRANCE A CONCLU UNE CONVENTION** : en principe, lorsqu'une convention accorde un crédit d'impôt au résident français ayant perçu des revenus à l'étranger, le montant de ce crédit d'impôt est égal au montant de l'impôt effectivement prélevé à l'étranger dans la limite de l'impôt français afférent à ces revenus. Toutefois, des exceptions et particularités existent. Elles sont répertoriées au renvoi ❷ de la notice de la déclaration.
- **ATTENTION** : à l'exception, dans certains cas, des revenus provenant des États-Unis [cf. renvoi ❷], vous devez, dans les deux tableaux suivants, exclusivement déclarer col. 2, 5 et 8 des revenus nets de l'impôt prélevé à l'étranger. Les taux forfaitaires indiqués col. 3, 6 et 9 doivent toujours être appliqués à ces revenus nets de l'impôt prélevé à l'étranger.

PAYS D'ÉMISSION DES VALEURS	DIVIDENDES ÉLIGIBLES À L'ABATTEMENT DE 40 %		
	MONTANT NET ENCAISSÉ EN EUROS	DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT	
		POURCENTAGE À APPLIQUER <i>(cf. tableau ci-contre)</i>	CRÉDIT D'IMPÔT <i>(AVEC CENTESIMES)</i> <i>(art. 2 X art. 3)</i> OU IMPÔT ÉTRANGER S'IL EST INFÉRIEUR
1	2	3	4
TOTAUX			

**NOTA :** Pour obtenir le pourcentage du crédit d'impôt devant être appliqué aux revenus de source étrangère que vous avez perçus, reportez-vous au tableau ci contre.

Lorsque des cases de ce tableau sont trameées, c'est qu'aucun crédit d'impôt ne peut être obtenu.

Lorsque aucun taux n'est indiqué, reportez-vous au renvoi <sup>(1)</sup> de la notice afin de déterminer le taux applicable aux revenus que vous avez perçus ou portez le montant de l'impôt prélevé à l'étranger. cf <sup>(2)</sup>

TOTAL DES REVENUS (col. 2)	A +	
TOTAL DES CRÉDITS D'IMPÔT (col. 4)	B +	
DIVIDENDES ÉLIGIBLES À L'ABATTEMENT DE 40 % IMPOSABLES (total A+B)		D C
FRAIS ET CHARGES VENANT EN DÉDUCTION		C A
IMPÂTRIÉS : REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS EXONÉRÉS (50 %)		D M
MONTANT TOTAL DES CRÉDITS D'IMPÔT (somme B)		T A

CHACUN DES MONTANTS DC, CA, DM, TA EST À REPORTEUR SUR LA DÉCLARATION DES REVENUS  
(• 2 LIGNES DC, CA ET DM ; • 8 LIGNE TA)

**NOTA :** Pour obtenir le pourcentage du crédit d'impôt devant être appliqué aux revenus de source étrangère que vous avez perçus, reportez-vous au tableau ci contre. Lorsque des cases de ce tableau sont traitées, c'est qu'aucun crédit d'impôt ne peut être obtenu. Lorsque aucun taux n'est indiqué, reportez-vous au renvoi 14 de la notice afin de déterminer le taux applicable aux revenus que vous avez perçus ou portez le montant de l'impôt prélevé à l'étranger. cf 5

[illegible]

TOTAL DES REVENUS (col. 2 + 5 + 8) :	A
TOTAL DES CRÉDITS D'IMPÔT (col. 4 + 7 + 10) :	B +
- REVENUS PROVENANT DE PAYS AVEC LESQUELS LA FRANCE N'A PAS CONCLU DE CONVENTION (10) (la fraction des crédits entrant dans le cadre de la directive "épargne" (7)) :	C +
- REVENUS IMPOSABLES DES VALEURS ÉTRANGÈRES (total des 5 sommes ci-dessus A, B, C) (10) :	▶
- FRAIS ET CHARGES VENANT EN DÉDUCTION :	▶
- IMPÂTRIÉS : REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS EXONÉRÉS (50 %) :	▶
- MONTANT TOTAL DES CRÉDITS D'IMPÔT (somme B + crédits d'impôt prévus par la directive "épargne") :	▶
- MONTANT TOTAL DES CRÉDITS D'IMPÔT DIRECTIVE "ÉPARGNE" :	▶

CHACUN DES MONTANTS TS, CA, DM, TA ET DG EST A REPORTER SUR LA DÉCLARATION DES REVENUS (• 2 LIGNES TS, CA, DM ET DG ; ET • 8 LIGNE TA)



**C - Crédit d'impôt : taux applicables aux revenus nets de l'impôt prélevé à la source**

PAYS D'ÉMISSION DES VALEURS	Dividendes	Intérêts	Jetons de présence
AFRIQUE DU SUD	17,7 %	0	
ALBANIE	17,7 %	11,2 %	
ALGÉRIE (1)	17,7 %	13,7 % ou 0	
ALLEMAGNE	17,7 %	0	
ARABIE SAOUDITE	0	0	0
ARGENTINE (1)	17,7 %	25 ou 17,7 %	
ARMÉNIE (1)	17,7 %	11,2 %	
AUSTRALIE	17,7 %	11,2 %	
AUTRICHE	17,7 %	7 0	
AZERBAÏDJAN (1)	11,2 %	11,2 %	
BAHREÏN	0	0	0
BANGLADESH (1)			
BELGIQUE	17,7 %	17,7 % ou 0 7	0
BÉNIN	12		
BOLIVIE	17,7 %	17,7 %	
BOTSWANA (1)	13,7 %	11,2 % ou 0	
BRESIL (1)			
BULGARIE	17,7 %	0	10
BURKINA FASO (1)	12	19,1 %	
CAMEROUN (1)	17,7 %	17,7 % ou 0	
CANADA (1)	17,7 %	11,2 %	
RÉP. CENTRAFRICAINE (1)	11 12	13,7 %	13,7 %
CHILI (1)	17,7 %	17,7 % ou 5,3 %	
CHINE (1)		11,2 %	
CHYPRE (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
CONGO	25 %	0	
CORÉE (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
CÔTE D'IVOIRE (1)	22 ou 17,7 %	17,7 %	
CROATIE	17,7 %	0	
ÉGYPTE (1)	0	17,7 % ou 0	
ÉMIRATS ARABES UNIS	0	0	0
ÉQUATEUR (1)	17,7 %	17,7 ou 11,2 ou 0	
ESPAGNE (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
ESTONIE (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
ÉTATS-UNIS (1)	17,7 %	12	
ÉTHIOPIE (1)	11,2 % 12	5,3 % 12	
FINLANDE (1)	0	11,2 % ou 0	
GABON (1)	17,7 %	11,2 %	
GÉORGIE (1)	11,2 %	0	
GHANA (1)	17,7 %	14,3 % ou 0	
GRÈCE	26,6 %	11,2 %	0
GUINÉE (1)	17,7 %	11,2 %	
HONG KONG	11,2 %	11,2 %	
HONGRIE	17,7 %	0	
INDE (1)	11,2 %	11,2 %	
INDONÉSIE (1)	17,7 ou 11,2 %	17,7 ou 11,2 %	
IRAN	25 %	17,7 % ou 0	
IRLANDE	12	0	0
ISLANDE	17,7 %	0	
ISRAËL (1)	17,7 %	11,2 ou 5,3 %	
ITALIE (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
JAMAÏQUE (1)	17,7 %	11,2 %	
JAPON (1)	11,2 %	11,2 % ou 0	
JORDANIE (1)	17,7 %	17,7 % ou 0	
KAZAKHSTAN (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
KENYA (1)	11,2 %	13,7 %	
KOWEÏT	0	0	0
LETTONIE (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
LIBAN	0	0	

PAYS D'ÉMISSION DES VALEURS	Dividendes	Intérêts	Jetons de présence
LIBYE	11,2 %		
LITUANIE (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
LUXEMBOURG (1)	17,7 %	11,2 % 7	0
MACEDOINE	17,7 %	0	
MADAGASCAR	33,34 %	17,7 %	
MALAISIE (1)	0	17,7 %	
MALAWI	0	0	0
MALI (1)			13,7 %
MALTE (1)	17,7 %	5,3 % ou 0	
MAROC	33,34 %	17,7 ou 11,2 %	0
MAURICE (ÎLE) (1)	33,34 %		
MAURITANIE (1)	12	19,1 %	13,7 %
MEXIQUE (1)	17,7 %	11,2 % ou 5,3 % ou 0	
MONGOLIE (1)	17,7 %	11,2 %	
NAMIBIE (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
NIGER (1)	12	19,1 %	16
NIGERIA (1)	17,7 %	14,3 % ou 0	
NORVÈGE	17,7 %	0	
NOUVELLE-CALÉDONIE	12	0	
NOUVELLE-ZÉLANDE	17,7 %	11,2 %	
OMAN	0	0	0
OUZBÉKISTAN (1)	11,2 %	5,3 %	
PAKISTAN (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
PANAMA	17,7 %	5,3 % ou 0	
PAYS-BAS (1)	17,7 %	11,2 % ou 0	
PHILIPPINES (1)	25 %	17,7 %	
POLOGNE	17,7 %	0	
POLYNÉSIE FRANÇAISE (1)	12		
PORTUGAL (1)	17,7 %		
QATAR	0	0	0
ROUMANIE	11,2 %	11,2 %	
ROYAUME-UNI	17,7 %	0	
RUSSIE (1)	17,7 ou 11,2 %	0	
SAINT-MARTIN (1)	17,7 %	11,2 %	
ST-PIERRE-ET-MIQUELON	17,7 %	0	
SÉNÉGAL (1)	17,7 %	17,7 %	
SINGAPOUR		11,2 %	
SLOVAQUIE	11,2 %	0	
SLOVÉNIE (1)	17,7 %	5,3 % ou 0	
SRI LANKA (1)	12	17,7 %	
SUÈDE	17,7 %	0	
SUISSE	17,7 %	7 0	
SYRIE (1)	17,7 % ou 0 12	11,2 % ou 0 12	14
TAÏWAN (1)	11,2 %	11,2 %	
TCHÉQUIE	11,2 %	0	
THAÏLANDE (1)			
TOGO	12	13,7 %	13,7 %
TRINITÉ-ET-TOBAGO (1)	17,7 %	11,2 %	
TUNISIE (1)	12	13,7 %	
TURQUIE (1)	25 %	17,7 %	
UKRAINE (1)	17,7 %	11,2 %	
EX-URSS (1)	17,7 %	11,2 %	
C.E.I. (certains États)	17,7 %	11,2 % ou 0	0
VENEZUELA (1)	5,3 %	5,3 % ou 0	
VIÊT NAM (1)	17,7 %	0	
EX-YOUGOSLAVIE (2)	17,7 %	0	
ZIMBABWE (1)	25 %	11,2 % ou 0	
DIRECTIVE "EPARGNE"		53,8 %	

(1) La convention fiscale conclue entre la France et l'ex-URSS s'applique à la Biélorussie, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan.

(2) La convention fiscale conclue entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie s'applique entre la France et les républiques de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo, et de Serbie-Monténégro.

**V. REVENUS DES PROFESSIONS NON SALARIÉES ②** (voir également tableau n° VIII ci-dessous)

	NOM DU PAYS OU DE LA COLLECTIVITÉ OÙ CHAQUE REVENU A ÉTÉ ENCAISSÉ	MONTANT DU BÉNÉFICE EN EUROS (PORTEZ LE SIGNE +) OU DU DÉPICIT (PORTEZ LE SIGNE -)  <i>Rappel : ces sommes sont à ajouter, le cas échéant, aux revenus de même nature perçus en France et dans les D.O.M.</i>
<b>• BÉNÉFICES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ⑩</b> Déclarant 1..... Déclarant 2..... PERSONNES À CHARGE.....		
<b>• BÉNÉFICES DES PROFESSIONS INDUSTRIELLES, COMMERCIALES OU ARTISANALES ⑪</b> Déclarant 1..... Déclarant 2..... PERSONNES À CHARGE.....		
<b>• BÉNÉFICES DES PROFESSIONS NON COMMERCIALES ⑫</b> Déclarant 1..... Déclarant 2..... PERSONNES À CHARGE.....		

À REPORTER  
SUR LA DÉCLARATION  
DES REVENUS  
• 5 - REVENUS  
ET PLUS-VALUES  
DES PROFESSIONS  
NON SALARIÉES •

**VI. REVENUS IMPOSABLES DE SOURCE ÉTRANGÈRE OUVRANT DROIT À UN CRÉDIT D'IMPÔT ÉGAL AU MONTANT DE L'IMPÔT FRANÇAIS CORRESPONDANT À CES REVENUS** (voir page 3 de la notice explicative)

INDIQUEZ LE BÉNÉFICIAIRE DES REVENUS : - DÉCLARANT 1 OU DÉCLARANT 2 OU PERSONNES À CHARGE	NOM DU PAYS OU DE LA COLLECTIVITÉ OÙ CHAQUE REVENU A ÉTÉ RÉALISÉ	NATURE DU REVENU	MONTANT BRUT DU REVENU HORS COTISATIONS SOCIALES OBLIGATOIRES (EN EUROS)	MONTANT DES CHARGES AFFÉRENTES AU REVENU EN EUROS (autres que le montant de l'impôt éventuellement acquitté à l'étranger)
TOTAL				

À REPORTER LIGNE 8TK  
DE LA DÉCLARATION DES REVENUS

**VII. REVENUS EXONÉRÉS PRIS EN COMPTE POUR LE CALCUL DU TAUX EFFECTIF ⑬**

ATTENTION : si vous ne disposez que de salaires ou pensions exonérés de source étrangère retenus pour le calcul du taux effectif, remplissez directement les lignes 1AC et suivantes page 1 de la 2042 C (sans remplir la ligne 8TI). Vous êtes désormais dispensé de souscrire la déclaration n° 2047.

INDIQUEZ LE BÉNÉFICIAIRE DES REVENUS : - DÉCLARANT 1 OU DÉCLARANT 2 OU PERSONNES À CHARGE	NOM DU PAYS OU DE LA COLLECTIVITÉ OÙ CHAQUE REVENU A ÉTÉ RÉALISÉ	NATURE DU REVENU	MONTANT BRUT DU REVENU HORS COTISATIONS SOCIALES OBLIGATOIRES (EN EUROS)	MONTANT DE L'IMPÔT ÉVENTUELLEMENT ACQUITTÉ À L'ÉTRANGER (EN EUROS)	MONTANT DES CHARGES AFFÉRENTES AU REVENU (EN EUROS) (Y COMPRIS FRAIS RÉELS)
1	2	3	4	5	6
TOTAL DE CHAQUE COLONNE					
TOTAL À REPORTER LIGNE 8 TI DE LA DÉCLARATION DE REVENUS (TOTAL COL. 4 - (TOTAL COL. 5 + TOTAL COL. 6))					

**VIII. REVENUS DE SOURCE ÉTRANGÈRE IMPOSABLES À LA C.S.G. ET À LA CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE (C.R.D.S.) ⑭**

MONTANTS BRUTS DES REVENUS SALARIAUX, NON SALARIAUX ET DE REMPLACEMENT (CADRES I ET V) À REPORTER SUR LA DÉCLARATION DES REVENUS :

- REVENUS IMPOSABLES À LA C.S.G. AU TAUX DE :

7,5 % 8TQ  7,5 % 8TR  6,6 % 8TV  6,2 % 8TW  3,8 % 8TX   
non salariaux salariaux

CES REVENUS SONT ÉGALEMENT TAXÉS À LA C.R.D.S. AU TAUX DE 0,5 %

À \_\_\_\_\_ LE \_\_\_\_\_ SIGNATURE : \_\_\_\_\_

En application de la loi « Informatique et libertés », vous pouvez accéder aux données vous concernant et demander leur rectification, sous certaines réserves, auprès de votre service des impôts. Les données que vous déclarez sont utilisées aux fins de gestion et de recoupement par l'administration fiscale mais également par certains organismes de sécurité sociale habilités.

## Déclaration des plus ou moins-values réalisées en 2013

- distributions de plus-values par un OPCVM ou un placement collectif;
- cessions de valeurs mobilières, droits sociaux, titres assimilés et les clôtures de PEA;
- cessions sur le MATIF, les marchés d'options négociables et les bons d'option;
- cessions de parts de FCIMT

### 1 VOTRE NOM ET VOTRE ADRESSE

Nom ou dénomination

Prénoms  N° SIRET

Adresse

### 2 ÉLÉMENTS JOINTS À VOTRE DÉCLARATION (D.: déclaration)

Annexe 2074-I ☐ D. 2075 ☐ D. 2074-DIR ☐ D. 2074-IMP ☐ D. 2074-ETD ☐ Fiche 2074-ABT ☐

### 3 DISTRIBUTIONS DE PLUS-VALUES PAR UN OPCVM, UN FPI OU UN PLACEMENT COLLECTIF

301 Désignation de l'OPCVM, FPI ou placement collectif distributeur de la plus-value

Plus-value A

Plus-value B

Plus-value C

	PLUS-VALUE A	PLUS-VALUE B	PLUS-VALUE C
302 Plus-value distribuée	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
303 Abattement pour durée de détention de droit commun (cf. notice)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
304 Total des abattements: à reporter ligne 1042			<input type="text"/>
305 Plus-value après abattement: ligne 302 - ligne 303	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
306 Total des plus-values après abattement: à reporter ligne 1001			<input type="text"/>

### 4 COMPLÉMENTS DE PRIX PERÇUS

401 Rappel de la désignation des titres antérieurement cédés à l'origine du complément de prix

Titres A

Titres B

Titres C

	TITRES A	TITRES B	TITRES C
402 Date de cession des titres à l'origine du complément de prix	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
403 Date du versement du complément de prix perçu	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
404 Montant du complément de prix	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
405 Abattement pour durée de détention de droit commun: cf. notice	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
406 Abattement pour durée de détention «renforcé» cf. notice	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
407 Résultat taxable : ligne 404 - ligne 405 - ligne 406	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
408 Total des résultats à reporter ligne 1002			<input type="text"/>
409 Total des abattements de droit commun: total des montants de la ligne 405. À reporter ligne 1042			<input type="text"/>
410 Total des abattements «renforcés»: total des montants de la ligne 406. À reporter ligne 1046			<input type="text"/>

Date et signature



## 5 CESSIONS ET RACHATS DE VALEURS MOBILIÈRES, DROITS SOCIAUX ET TITRES ASSIMILÉS

### 500 DÉTERMINATION DU PRIX D'ACQUISITION DES TITRES COTÉS ACQUIS AVANT LE 1.1.1979

501 Prix effectif d'acquisition : valeurs françaises à revenu fixe ou variable

502 Prix forfaitaire d'acquisition, sur cours moyen de 1972 : valeurs françaises à revenu variable

503 Prix forfaitaire d'acquisition, sur cours le plus élevé de 1978 : valeurs françaises et étrangères à revenu fixe ou variable

### 510 RÉSULTATS DÉTERMINÉS PAR VOUS-MÊME

511 Désignation des titres et des intermédiaires financiers

TITRE A

TITRE B

TITRE C

	TITRE A	TITRE B	TITRE C
512 Date de la cession ou du rachat			
513 Détermination du prix de cession des titres			
514 Valeur unitaire des titres			
515 Nombre de titres cédés	x	x	x
516 Montant global (lignes : 514 × 515)			
517 Frais de cession			
518 Montant net (lignes : 516 – 517)			
519 Détermination du prix de revient des titres			
520 Prix d'acquisition global : cf. notice			
521 Frais d'acquisition			
522 Prix de revient (lignes : 520 + 521)			
523 Résultat (ligne 518 – ligne 522) précédé du signe + ou – selon le cas			
524 Abattement pour durée de détention de droit commun (cf. notice)			
525 Abattement pour durée de détention «renforcé» (cf. notice)			
526 Résultat taxable (précédé de + ou -) : ligne 523 – ligne 524 – ligne 525		+	+
527 Total des résultats à reporter ligne 1003			=
528 Total des abattements de droit commun: total des montants de la ligne 524. À reporter ligne 1042			
529 Total des abattements «renforcés»: total des montants de la ligne 525. À reporter ligne 1046			

	TITRE A	TITRE B	TITRE C
530 Je demande expressément à bénéficier de l'imputation des pertes préalablement à l'annulation des titres			
531 Montant des pertes imputées pour les titres concernés <i>Montant déjà compris ligne 526 (cf. notice page 8, cas particulier, annulation de titres)</i>			

### 540 PLUS OU MOINS-VALUES DÉTERMINÉES PAR VOS INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (IF) OU LES PERSONNES INTERPOSÉES (PI)

541 Nom et adresse des intermédiaires financiers ou des personnes interposées

PLUS OU MOINS-VALUE A

PLUS OU MOINS-VALUE B

PLUS OU MOINS-VALUE C

	A	B	C
542 Plus ou moins-value avant abattement (précédé du signe + ou -)			
543 Abattement pour durée de détention de droit commun (cf. notice)			
544 Abattement pour durée de détention «renforcé» (cf. notice)			
545 Plus ou moins-value taxable : ligne 542 – ligne 543 – ligne 544		+	+
546 Total des résultats à reporter ligne 1004			=
547 Total des abattements de droit commun: total des montants de la ligne 543. À reporter ligne 1042			
548 Total des abattements «renforcés»: total des montants de la ligne 544. À reporter ligne 1046			



## 6 CLÔTURE DE VOTRE PEA

601	PEA 1 Nom et prénoms du titulaire		Date d'ouverture	
602	Nom et prénoms du gestionnaire			
603	Adresse du gestionnaire			
604	PEA 2 Nom et prénoms du titulaire		Date d'ouverture	
605	Nom et prénoms du gestionnaire			
606	Adresse du gestionnaire			
610	<b>CALCUL DU GAIN NET OU DE LA PERTE NETTE</b>	PEA 1	PEA 2	
611	Valeur liquidative du PEA ou valeur de rachat du contrat de capitalisation à la date de clôture			
612	Total des versements depuis la date d'ouverture (y compris les transferts) à l'exception des versements afférents à des précédents retraits ou rachats autorisés			
613	Résultat (+ ou -) : ligne 611 - ligne 612			
614	À compléter si vous avez affecté Montant affecté dans les 3 mois du retrait ou du rachat du plan tout ou partie du montant ligne 611 dans des opérations visées			
615	Montant des versements afférents au retrait ou rachat de la ligne 614 : ligne 612 × (ligne 614 / ligne 611)			
616	Gain net exonéré ou perte nette non imputable : ligne 614 - ligne 615			
617	Gain net ou perte nette : ligne 613 ou lignes (613 - 616). À reporter cadres 620 ou 630 selon votre situation			
620	<b>CLÔTURE AVANT 5 ANS : IMPOSITION DU GAIN NET OU DE LA PERTE NETTE</b>			
621	Si clôture, retrait ou rachat réalisé entre 2 et 5 ans (imposition au taux de 19 %)		+	
622	Total à reporter cadre 10 ligne 1021		=	
623	Si clôture, retrait ou rachat réalisé avant 2 ans (imposition au taux de 22,5 %)		+	
624	Total à reporter cadre 10 ligne 1022		=	
630	<b>CLÔTURE APRÈS 5 ANS : PRISE EN COMPTE DE LA PERTE UNIQUEMENT</b>			
631	Si clôture, retrait ou rachat réalisé après 5 ans (prise en compte de la perte nette)		+	
632	Total à reporter cadre 10 ligne 1021 ou 1022 à votre convenance		=	

## 7 VOS OPÉRATIONS SUR PARTS DE FCIMT

701	Nom et adresse des teneurs de compte (précédé du n° de part)	PART 1			
702	Prix de cession ou de rachat des parts ou valeur de la part au jour de la dissolution	PART 1	PART 2	PART 3	TOTAL
703	Frais des intermédiaires				
704	Prix d'acquisition				
705	Profit net ou perte nette (lignes : 702 - 703 - 704) (précédé du signe + ou - selon le cas) : Reportez le total cadre 10, ligne 1006				

## 8 MONTANT DE VOS PERTES ANTÉRIEURES REPORTABLES SUR 10 ANS : SITUATION AU 31.12.2012

03	04	05	06	07
08	09	10	11	12



## 9 VOTRE OPTION POUR L'EXONÉRATION DES PLUS-VALUES DE CESSIION DE TITRES DE JEUNES ENTREPRISES INNOVANTES

901 Je demande expressément à bénéficier de l'exonération d'impôt sur le revenu de la plus-value de cession des titres de sociétés qualifiées de jeunes entreprises innovantes (JEI) et je conserve tous les justificatifs fournis par la JEI et les tiens à la disposition de l'administration jusqu'au 31 décembre 2016

902 Désignation de la société

903 Montant de la plus-value pour laquelle je demande l'exonération (à reporter ligne 3 VP de la déclaration n° 2042 C)

## 10 RÉCAPITULATION DE VOS ÉLÉMENTS D'IMPOSITION

### 1000 OPÉRATIONS IMPOSÉES AU BARÈME : REPORT DES RÉSULTATS (PRÉCÉDÉ DU SIGNE + OU -)

1001 Distributions de plus-values par un OPCVM, FPI ou un placement collectif : ligne 306

1002 Complément de prix : ligne 408

1003 Valeurs mobilières, droits sociaux, titres assimilés : résultats déterminés par vous même : ligne 527

1004 Valeurs mobilières, droits sociaux, titres assimilés : calcul de vos intermédiaires : ligne 546

1005 Marchés à terme et d'options négociables, bons d'option : justificatif bancaire (imprimé n° 2561 ter ou autre)

1006 FCIMT : ligne 705 ou justificatif du teneur de compte

1007 Gains de cession ou d'apport de créances suite à clause d'indexation : 2074-I > ligne 431

1008 Expiration des reports d'imposition : 2074-I > ligne 601

1009 Cessions de titres réalisées par les dirigeants de PME européennes en vue de leur départ à la retraite : 2074-DIR > ligne 620

1010 Cessions de titres réalisées par les impatriés : 2074-IMP > ligne 501

1011 Total (précédé du signe + ou -)

### 1020 OPÉRATIONS SUR PEA : REPORT DES RÉSULTATS (PRÉCÉDÉ DU SIGNE + OU -)

1021 PEA à 19% : ligne 622 et/ou 632 ou justificatif bancaire

1022 PEA à 22,5% : ligne 624 et/ou 632

### 1030 PLUS-VALUES EN REPORT D'IMPOSITION EN APPLICATION DE L'ARTICLE 150-0 D BIS DU CGI

1031 Mise en report : 2074-I > ligne 351

1032 Expiration du report : 2074-I > ligne 603

### 1040 RÉCAPITULATION DES ABATTEMENTS POUR DURÉE DE DÉTENTION

1041 Abattements de droit commun

1042 Somme des lignes 304, 409, 528 et 547 de cette déclaration

1043 Somme des lignes 352 et 611 de la déclaration n° 2074-I

1044 Total à reporter ligne 35G de la 2042 si résultat positif ou 35H si résultat négatif

1045 Abattements «renforcés»

1046 Somme des lignes 410, 529 et 548 de cette déclaration

1047 Somme des lignes 353 et 612 de la déclaration n°2074-I

1048 Total à reporter ligne 35L de la 2042C si résultat positif ou 35M si résultat négatif

## 11 DÉCLARATION Si vous transférez votre domicile fiscal à l'étranger en 2013 consultez la notice cadre 11 "cas particulier : exit tax".

1100 Exit-tax : détermination des gains nets taxables en 2013 sur la 2074-ETD (cf. notice)

1101 Exit-tax : résultats nets déjà déterminés sur la 2074-ETD (cf. notice)

### 1110 VOUS AVEZ RÉALISÉ UNIQUEMENT DES PLUS-VALUES

1111 Opérations taxées au barème

Report du gain constaté ligne 1011

Imputation éventuelle des pertes antérieures mentionnées cadre 8 dans la limite du gain

Total à reporter sur la déclaration 2042 ligne 3VG



1112	<b>Opérations sur PEA taxées à 19 %</b>	
	Report du gain constaté ligne 1021	
	Imputation éventuelle des pertes antérieures mentionnées cadre 8 dans la limite du gain	
	Total à reporter sur la déclaration 2042C ligne 3VT	
1113	<b>Opérations sur PEA taxées à 22,5 %</b>	
	Report du gain constaté ligne 1022	
	Imputation éventuelle des pertes antérieures mentionnées cadre 8 dans la limite du gain	
	Total à reporter sur la déclaration 2042C ligne 3VM	
1114	<b>Plus-values en report d'imposition article 150-0 D bis</b>	
-1	Mise en report d'imposition	
	Report gain constaté ligne 1031	
	Imputation éventuelle des pertes antérieures mentionnées cadre 8 dans la limite du gain	
	Total à reporter sur la déclaration 2042C ligne 3WE	
-2	Expiration du report report d'imposition	
	Report gain constaté ligne 1032	
	Imputation éventuelle des pertes antérieures mentionnées cadre 8 dans la limite du gain	
	Total à reporter sur la déclaration 2042C ligne 3SB	
1120	<b>VOUS AVEZ RÉALISÉ UNIQUEMENT DES MOINS-VALUES</b>	
	Total des lignes 1011 + 1021 + 1022. À reporter sur la déclaration 2042 ligne 3VH	
1130	<b>VOUS AVEZ RÉALISÉ DES MOINS-VALUES ET DES PLUS-VALUES</b>	
1131	Total des moins-values des lignes 1011 et/ou 1021 et/ou 1022	
1132	Total des plus-values des lignes 1011 et/ou 1021 et/ou 1022 et/ou 1031 et/ou 1032	
1133	<b>Situation n° 1: La ligne 1131 est supérieure à la ligne 1132</b>	
	Perte nette de l'année : ligne (1131 - 1132). À reporter ligne 3VH de la déclaration n° 2042 sauf cas particulier (cf. notice)	
1134	<b>Situation n° 2: La ligne 1131 est inférieure à la ligne 1132 (Voir notice)</b>	

Compensation entre les gains et les pertes de l'année			Imputation des pertes antérieures uniquement en cas de gain colonne C	
	Report du gain	Imputation des moins-values de l'année	Imputation des pertes antérieures dans la limite de C	
	col. A	col. B	col. C	col. D
				col. E
1135	ligne 1011			
1136	ligne 1021 (PEA 19 %)			
1137	ligne 1022 (PEA 22,5 %)			
1138	ligne 1031			
1139	ligne 1032			

Les colonnes C ou E des lignes 1135 à 1139 sont à reporter :

- ligne 3VG de la déclaration 2042 pour la ligne 1135
- ligne 3VT de la déclaration 2042 C pour la ligne 1136
- ligne 3VM de la déclaration 2042 C pour la ligne 1137
- ligne 3WE de la déclaration 2042 C pour la ligne 1138
- ligne 3SB de la déclaration 2042 C pour la ligne 1139

1140	Imputation des moins-values de l'année et/ou des moins-values reportables sur certains gains de levée d'option ou des gains de cession de titres issus de BSPCE	
------	---	--





**12 SUIVI DE VOS PERTES RESTANT À REPORTER SUR 10 ANS : SITUATION AU 31/12/2013**

04	05	06	07	08
09	10	11	12	13

**13 VOS PLUS-VALUES ET GAINS D'APPORT DE CRÉANCES EN REPORT D'IMPOSITION**

1301 Plus-values en report d'imposition à la suite d'un apport à une société soumise à l'IS contrôlée par l'apporteur

(article 150-0 B ter du CGI)

Report de la ligne 215 de la déclaration n°2074-I

1302 Plus-values en report d'imposition à la suite d'un réinvestissement (article 150-0 D bis du CGI)

Report de la ligne 351 de la déclaration n° 2074-I

1303 Gains d'apport de créance en report d'imposition

Report de la ligne 412 de la déclaration n°2074-I

1304 **Total à reporter ligne 8UT de la déclaration 2042**

(si la ligne 8UT comporte déjà un montant, augmentez-le de ce total)





## Déclaration des plus ou moins-values réalisées en 2013

### Fiche de calcul de l'abattement pour durée de détention : **abattement de droit commun**

Nom			Prénom		
Dénomination sociale			Adresse		
N01	Désignation de la société dont les titres sont cédés ou des intermédiaires financiers/personnes interposées ou de l'organisme distributeur		TITRE A	TITRE B	
N02	Plus ou moins-value réalisée ou montant de la distribution (précédée du signe – si négatif)				
N03	Nombre de titres cédés ou rachetés ou nombre de titres détenus en cas de distribution				
<b>Calcul de l'abattement de droit commun</b>					
N04	Répartition du nombre de titres de la ligne N03 en fonction de leur durée de détention				
N05	Répartition de la plus ou moins-value par taux d'abattement applicable (résultat précédé de + ou -)				
	– si les titres sont fongibles : ligne N02 x (ligne N04 / ligne N03)				
	– si les titres sont identifiables : résultat net par période d'acquisition (cf. notice)				
N06	Pourcentage d'abattement				
N07	Montant de l'abattement pour chaque durée de détention : ligne N05 x ligne N06 (précédé de + ou -)				
N08	Montant total de l'abattement pour durée de détention : total de la ligne N07 (précédé du signe + ou -)				

#### Report de l'abattement

- si vous ne déposez pas de déclaration 2074, 2074-I, 2074-DJR, 2074-IMP ou 2074-NR :
  - si vous déposez l'une des déclarations citées ci-contre : reportez l'abattement sur cette déclaration dans le cadre de calcul de la plus ou moins-value ou de la distribution.
- si vous calculez plusieurs abattements en 2013, compensez les abattements positifs et négatifs et ne reportez que le résultat sur la 2042 ;

## Déclaration des plus ou moins-values réalisées en 2013

Fiche de calcul de l'abattement pour durée de détention : **abattement « renforcé »**

Nom			Prénom		
Dénomination sociale			Adresse		
R01	Désignation de la société dont les titres sont cédés ou des intermédiaires financiers/personnes interposées		TITRE B		
R02	Plus ou moins-value réalisée (précédée du signe – si négatif)				
R03	Nombre de titres cédés ou rachetés				
<b>Calcul de l'abattement « renforcé »</b>					
R04	Répartition du nombre de titres en fonction de leur durée de détention				
R05	Répartition de la plus ou moins-value par taux d'abattement :				
	– si les titres sont fongibles : ligne R02 x (ligne R04 / ligne R03)				
	– si les titres sont identifiables : résultat net par période d'acquisition (cf. notice)				
	(résultat précédé de + ou –)				
R06	Pourcentage d'abattement				
R07	Abattement par durée de détention : ligne R05 x R06 (précédé de + ou –)				
R08	Montant total de l'abattement : total de la ligne R07 (précédé du signe + ou –)				

**Report de l'abattement**

– si vous ne déposez pas de déclaration 2074-I, – si vous déposez l'une des déclarations citées ci-contre :  
2074-DIR, 2074-IMP ou 2074-NR : reportez l'abattement sur cette déclaration dans le cadre de calcul de la plus ou moins-value.

reportez l'abattement directement sur la déclaration n° 2042C ligne 35L si positif, ligne 35M si négatif. Si vous calculez plusieurs abattements en 2013, compensez les abattements positifs et négatifs et ne reportez que le résultat sur la 2042 ;

**PLUS-VALUES MOBILIÈRES :  
COMPENSATION DES RÉSULTATS DE L'ANNEE 2013 ET SUIVI DES PERTES (1)**

**Rappel de la situation au 31.12.2012 : montant des pertes antérieures reportables (pertes reportables sur 10 ans)**

2003	2004	2005	2006	2007
2008	2009	2010	2011	2012

**1<sup>ère</sup> étape : compensez les gains et les pertes sur cessions de valeurs mobilières et droits sociaux de l'année 2013**

Effectuez la compensation entre :

- l'ensemble des gains et pertes sur cessions de valeurs mobilières et droits sociaux (opérations faisant l'objet, sauf exemption, du dépôt d'une déclaration 2074, 2074-I, 2074-DIR ou 2074-IMP);
- les gains de levées d'option, uniquement pour les options attribuées avant le 20.06.2007 (gains se déclarant ligne 3VD, 3SD, 3VI, 3SF ou 3VF de la déclaration n° 2042C)
- les gains de cession de titres souscrits en exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (gains se déclarant ligne 3SJ et 3SK de la déclaration n° 2042C)

Deux possibilités :

- **la compensation aboutit à une perte : reportez cette perte sur la déclaration n° 2042 ligne 3VH .**  
Ne cumulez en aucun cas cette perte avec les pertes résultant des années antérieures. La perte réalisée en 2013 pourra uniquement s'imputer sur les revenus des 10 années suivantes. Inscrivez cette perte au paragraphe « situation au 31.12.2013 » dans la case 2013 au bas de cette déclaration.
- **La compensation aboutit à un ou des gains : vous pouvez imputer vos pertes antérieures sur ce(s) gain(s). Passez à la 2<sup>ème</sup> étape.**

**2<sup>ème</sup> étape : Imputez vos pertes antérieures (2)**

Reportez à la ligne « Total des gains taxables en 2013... », en fonction de la modalité de taxation qui leur est applicable, les gains issus de la compensation réalisée lors de la première étape.

Remarque : les gains de levée d'option pour les options attribuées à compter du 20.06.2007 ainsi que les gains d'acquisition d'actions gratuites attribuées avant le 28.9.2012 que vous avez pu réaliser en 2013 ne sont pas à mentionner dans cette deuxième étape dans la mesure où les pertes antérieures ne s'imputent pas sur ces gains.

Total des gains taxables en 2013...	... à 41%	... à 30%	... à 22,5%	... à 19%	... à 18%	... au barème	
Imputation des pertes							Total imputé
2003	-	-	-	-	-	-	=
2004	-	-	-	-	-	-	=
2005	-	-	-	-	-	-	=
2006	-	-	-	-	-	-	=
2007	-	-	-	-	-	-	=
2008	-	-	-	-	-	-	=
2009	-	-	-	-	-	-	=
2010	-	-	-	-	-	-	=
2011	-	-	-	-	-	-	=
2012	-	-	-	-	-	-	=
Total à reporter	=	=	=	=	=	=	
	Ligne 3VF ou 3SF de la 2042C (3)	Ligne 3VI ou 3SI ou 3SK de la 2042C (3)(4)(5)	Ligne 3VM de la 2042C	Ligne 3VT ou 3SJ de la 2042C (6)	Ligne 3VD ou 3SD de la 2042C (3)(4)	Ligne 3VG de la 2042 ou 3SB de la 2042 C (7)	

- (1) Si vous transférez votre domicile fiscal hors de France et êtes dans l'obligation de remplir une déclaration n° 2074-ETD, il se peut que vous n'ayez pas besoin de remplir la déclaration n° 2041-SP. La compensation entre les gains et les pertes de l'année et, le cas échéant, l'imputation des pertes des années antérieures s'effectue en effet parfois directement sur la déclaration n° 2074-ETD. Pour plus de précision sur la déclaration n° 2074-ETD, consultez la documentation fiscale en ligne BOI-RPPM-PVBMI-50 ou la notice 2074-ETD-NOTdisponible sur le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr)
- (2) Vous pouvez également imputer vos pertes antérieures sur vos plus-values mises en report d'imposition en 2013 en application de l'article 150-0 D bis du CGI, taxées uniquement aux prélèvements sociaux l'année de leur réalisation. Le montant net de ces plus-values est à reporter case 3WE de la déclaration n° 2042C.
- (3) Rappel : les pertes des années antérieures n'étant pas imputables sur les gains de levée d'options pour les options sur titres attribuées depuis le 20 juin 2007, si vous avez réalisé en 2013 de tels gains de levée d'option le montant qui devra figurer sur la 2042C sera donc égal à la somme de ces gains de levée d'option et du montant figurant à la ligne « total à reporter ».
- (4) Rappel : les pertes des années antérieures ne sont pas imputables sur les gains d'acquisition d'actions gratuites. Si vous avez réalisé de tels gains en 2013, le montant qui devra figurer sur la 2042C sera donc égal à la somme de ces gains d'acquisition d'actions gratuites et du montant figurant à la ligne « total à reporter ».
- (5) Les gains de levée d'options sur titres et les gains d'actions gratuites attribuées avant le 28.9.2012 se reportent ligne 3VI ou 3SI. Les gains de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise sont à reporter ligne 3SK.
- (6) Reportez ligne 3VT de la 2042C les gains issus de la clôture d'un PEA avant l'expiration de sa 5<sup>ème</sup> année, et ligne 3SJ les gains de cession de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise taxables à 19%.
- (7) Reportez ligne 3VG de la 2042 les gains de cessions de valeurs mobilières et droits sociaux taxables au barème progressif de l'impôt sur le revenu et ligne 3SB de la 2042C le montant des plus-values en report d'imposition de l'article 150-0 D bis du CGI dont le report a expiré en 2013 et qui sont taxables au barème progressif.

### Situation au 31.12.2013 : montant des pertes reportables

Complétez ces lignes du montant des pertes reportables mentionné au § « rappel de la situation au 31.12.2012 » après déduction du montant imputé sur les revenus de 2013 à la 2<sup>ème</sup> étape.

Les pertes antérieures étant imputables sur 10 ans, les pertes réalisées en 2003 qui n'ont pas été imputées sur les revenus 2013 ne sont plus reportables.

#### Pertes restant reportables

2004	2005	2006	2007	2008
2009	2010	2011	2012	2013



N° 11580\*03

## Reçu au titre des dons à certains organismes d'intérêt général

Numéro d'ordre du reçu

Articles 200, 238 bis et 885-0 V bis A du code général des impôts (CGI)

### Bénéficiaire des versements

**Nom ou dénomination :**

.....

**Adresse :**

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Commune .....

**Objet :**.....  
.....  
.....**Cochez la case concernée (1) :**

- ☐ Association ou fondation reconnue d'utilité publique par décret en date du ...../...../..... publié au Journal officiel du ...../...../..... ou association située dans le département de la Moselle, du Bas-Rhin ou du Haut-Rhin dont la mission a été reconnue d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du .../.../.....
- ☐ Fondation universitaire ou fondation partenariale mentionnées respectivement aux articles L. 719-12 et L. 719-13 du code de l'éducation
- ☐ Fondation d'entreprise
- ☐ Oeuvre ou organisme d'intérêt général
- ☐ Musée de France
- ☐ Établissement d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique public ou privé, d'intérêt général, à but non lucratif
- ☐ Organisme ayant pour objet exclusif de participer financièrement à la création d'entreprises
- ☐ Association culturelle ou de bienfaisance et établissement public des cultes reconnus d'Alsace-Moselle
- ☐ Organisme ayant pour activité principale l'organisation de festivals
- ☐ Association fournissant gratuitement une aide alimentaire ou des soins médicaux à des personnes en difficulté ou favorisant leur logement
- ☐ Fondation du patrimoine ou fondation ou association qui affecte irrévocablement les dons à la Fondation du patrimoine, en vue de subventionner les travaux prévus par les conventions conclues entre la Fondation du patrimoine et les propriétaires des immeubles (article L. 143-2-1 du code du patrimoine)
- ☐ Établissement de recherche public ou privé, d'intérêt général, à but non lucratif
- ☐ Entreprise d'insertion ou entreprise de travail temporaire d'insertion (articles L. 5132-5 et L. 5132-6 du code du travail).
- ☐ Associations intermédiaires (article L. 5132-7 du code du travail)
- ☐ Ateliers et chantiers d'insertion (article L. 5132-15 du code du travail)
- ☐ Entreprises adaptées (article L. 5213-13 du code du travail)
- ☐ Agence nationale de la recherche (ANR)
- ☐ Société ou organisme agréé de recherche scientifique ou technique (2)
- ☐ Autre organisme : .....

(1) ou n'indiquez que les renseignements concernant l'organisme

(2) dons effectués par les entreprises

Donateur	
Nom : .....	Prénoms : .....
Adresse : .....	
Code postal : .....	Commune : .....

Le bénéficiaire reconnaît avoir reçu au titre des dons et versements ouvrant droit à réduction d'impôt, la somme de : <div style="text-align: center; margin: 5px 0;"><div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; display: inline-block;"></div> euros</div>	
Somme en toutes lettres : .....	
Date du versement ou du don : ...../...../.....	
Le bénéficiaire certifie sur l'honneur que les dons et versements qu'il reçoit ouvrent droit à la réduction d'impôt prévue à l'article (3) : <input type="checkbox"/> 200 du CGI <input type="checkbox"/> 238 bis du CGI <input type="checkbox"/> 885-0 V bis A du CGI	
Forme du don : <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 5px;"> <span><input type="checkbox"/> Acte authentique</span> <span><input type="checkbox"/> Acte sous seing privé</span> <span><input type="checkbox"/> Déclaration de don manuel</span> <span><input type="checkbox"/> Autres</span> </div>	
Nature du don : <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 5px;"> <span><input type="checkbox"/> Numéraire</span> <span><input type="checkbox"/> Titres de sociétés cotés</span> <span><input type="checkbox"/> Autres (4)</span> </div>	
En cas de don en numéraire, mode de versement du don : <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 5px;"> <span><input type="checkbox"/> Remise d'espèces</span> <span><input type="checkbox"/> Chèque</span> <span><input type="checkbox"/> Virement, prélèvement, carte bancaire</span> </div>	

(3) L'organisme bénéficiaire peut cocher une ou plusieurs cases.

L'organisme bénéficiaire peut, en application de l'article L. 80 C du livre des procédures fiscales, demander à l'administration s'il relève de l'une des catégories d'organismes mentionnées aux articles 200 et 238 bis du code général des impôts.

Il est rappelé que la délivrance irrégulière de reçus fiscaux par l'organisme bénéficiaire est susceptible de donner lieu, en application des dispositions de l'article 1740 A du code général des impôts, à une amende fiscale égale à 25 % des sommes indûment mentionnées sur ces documents.

(4) notamment : abandon de revenus ou de produits ; frais engagés par les bénévoles, dont ils renoncent expressément au remboursement

Date et signature

...../...../.....



## INDEX



# INDEX

## A

### Abattement

- sur les pensions et rentes viagères ..... 99, 102
- pour enfant marié à charge ..... 64, 308
- en faveur des personnes âgées ou invalides ..... 308
- sur les revenus de capitaux mobiliers ..... 106, 107
- sur les plus-values ..... 116

### Accidents du travail

- Accueil (d'une personne âgée sous votre toit) ..... 166

### Acomptes provisionnels

### Actions

- revenus des actions ..... 103, 106
- actions gratuites ..... 96, 129

### Affichage (droits d')

- Agents d'assurances ..... 81, 98, 151

### Agriculteurs (jeunes)

- Agriculture biologique (crédit d'impôt) ..... 246

### Aide

- aux créateurs d'entreprises ..... 77, 239

### Allocations (voir aussi indemnités)

- de chômage ..... 77, 85
- forfaitaires pour frais d'emploi ..... 82

### Alternée (résidence)

- Apprentis ..... 69, 246

### Artisans pêcheurs

- Salaires ..... 68, 79
- BIC ..... 144

### Artistes créateurs

- Arrondissement (règles d') ..... 311

### Ascendants (voir pensions alimentaires)

- Assistants maternelles (gardiennes d'enfants) ..... 70

### Association de gestion agréée

- Associés ..... 138, 149, 241

### Associés

- de sociétés immobilières (revenus fonciers) ..... 280
- de sociétés de personnes ..... 150
- revenus des gérants et associés ..... 70

### Assurance loyers impayés

- Assurance-vie ..... 107

### Audiovisuel public (contribution à l')

- Auto-entrepreneur ..... 138, 249

### Avantages en nature (évaluation des)

## B

### Barème

- kilométrique ..... 89
- de l'impôt sur le revenu ..... 310, 317

### Bénéfices agricoles, industriels et commerciaux, non commerciaux

- Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ..... 130

### Bons du trésor, bons de caisse

- Bourse d'études ..... 69

## C

### Calcul de l'impôt

- Capitaux mobiliers (revenus des) ..... 103

### Carte d'invalidité

- Centre de gestion agréé ..... 138, 144, 241

### Charges à déduire

- du revenu global ..... 157
- des pensions, retraites et rentes à titre gratuit ..... 99
- des revenus de valeurs et capitaux mobiliers ..... 110
- des revenus fonciers ..... 282

### Charges de famille

- Chasse (location du droit de) ..... 282

### Cinéma ou audiovisuel (souscription en faveur du)

- Civique (service) ..... 69

### Compétitivité, emploi

- Comptabilité (frais de) ..... 241

### Compte d'épargne-logement

- Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus ..... 269

### Contribution salariale

- Contributions sociales ..... 48, 267

### Conventions internationales

- Cotisations syndicales ..... 172

### Créances (revenus des)

- Créateurs d'entreprises ..... 103, 108

### Créateurs d'entreprises

(voir aide et bons de souscription)

### Crédit d'impôt

- agriculture biologique ..... 246
- aide aux personnes ..... 222
- apprentissage ..... 246
- assurance loyers impayés ..... 134
- compétitivité, emploi ..... 243
- économies d'énergie, développement durable ..... 183, 224
- famille ..... 246
- formation du chef d'entreprise ..... 247
- groupement de prévention agréé ..... 243
- intéressement ..... 248

– intérêts des prêts aux étudiants .....	195
– investissement en Corse .....	245
– habitation principale .....	178, 183, 222
– maître restaurateur .....	249
– métiers d'art .....	248
– prospection commerciale .....	246
– qualité environnementale .....	183, 224
– recherche .....	244
– remplacement pour congés des agriculteurs .....	249
– taxe additionnelle au droit au bail .....	135
<b>CSG</b> .....	47, 110, 154, 157, 267
<b>CRDS</b> .....	47, 110, 154, 267
<b>Culturels</b> (biens) .....	243

## D

<b>Décès</b>	
– du contribuable .....	58
– d'un enfant en cours d'année .....	62
<b>Décote</b> .....	310
<b>Déduction(s)</b>	
– diverses .....	161
– forfaitaire de 10 % pour frais professionnels (traitements et salaires) .....	87
– des frais réels (traitements et salaires) .....	87
– du revenu global .....	157
<b>Déficits fonciers</b> (imputation des) .....	168, 302
<b>Déficits globaux</b> .....	168
<b>Délais de dépôt des déclarations</b> .....	48, 53
<b>Dépendance</b> (dépenses liées à la) .....	177
<b>Dépôts</b> (revenus des) .....	103, 108
<b>Députés</b> .....	79, 93, 264
<b>Développement durable</b> .....	183
<b>Différés</b> (revenus) .....	273
<b>Dividendes</b> .....	103, 106
<b>Divorce</b> (ou séparation)	
– imposition des époux en cas de .....	58
– enfants à charge en cas de .....	62
<b>Domicile</b>	
– emploi d'un salarié à .....	178
– hors de France .....	49, 125
<b>Dons à des œuvres</b> .....	169, 196
<b>Droits d'affichage</b> .....	279
<b>Droits d'auteur</b> .....	68, 80
<b>Duflot</b> (investissements immobiliers) .....	197

## E

<b>Eaux pluviales</b> .....	184, 189
<b>Élus locaux</b> .....	71, 268
<b>Emprunts</b> (voir intérêts)	
<b>Enfants à charge et rattachés</b>	
– mineurs, majeurs, mariés .....	62, 63, 64
– frais de garde des .....	173
<b>Épargne-retraite</b> .....	162
<b>Épargne salariale</b> .....	73
<b>Époux</b> (déclaration distincte des) .....	52, 57

<b>Équipements</b> (dépenses d') .....	183, 222
<b>Étranger</b>	
– comptes bancaires à l'étranger .....	266
– salariés envoyés à l'étranger .....	78
<b>Études</b> (enfants poursuivant leurs) .....	173
<b>Étudiant(s)</b>	
– prêts aux .....	195
– rattachés .....	63
– sommes perçues par les .....	69
<b>Exceptionnels</b> (revenus agricoles, revenus) .....	142, 273
<b>Exonération</b> (limites d') .....	310
<b>Expatriés</b> .....	78

## F

<b>Famille</b>	
– situation et charges de .....	57
– crédit d'impôt .....	246
<b>Fonctionnaires internationaux</b> .....	270
<b>Fondation de France</b> (versements à la) .....	170
<b>Fonds communs de placement dans l'innovation</b> (FCPI) .....	234
<b>Fonds d'investissement de proximité</b> (FIP) .....	235
<b>Forestiers</b>	
– exploitants .....	140
– investissements, travaux .....	227
<b>Forêts</b> (défense contre l'incendie) .....	230
<b>Formation</b> (des chefs d'entreprise) .....	247
<b>Foyer fiscal</b> .....	52, 57
<b>Frais</b> (voir aussi charges)	
– d'accueil sous votre toit d'une personne âgée de plus de 75 ans .....	166
– professionnels des salariés (forfaitaires ou réels) .....	87
– de garde des enfants .....	173
– de garde des titres (revenus de capitaux mobiliers) .....	110

## G

<b>Garde des enfants</b> (frais de) .....	173
<b>Gérants et associés</b> .....	71

## H

<b>Habitation principale</b>	
– crédit d'impôt .....	178, 183, 222
– location meublée d'une ou plusieurs pièces de l' .....	147
– intérêts d'emprunt .....	178
<b>Handicapés</b> .....	60, 62, 65
<b>Heures supplémentaires, complémentaires</b> .....	85
<b>Historiques</b> (monuments) .....	161, 226, 300

<b>I</b>	
<b>Impatriés</b>	79
<b>Imposition séparée</b>	
– des époux	52, 57
– des enfants	62
– des personnes vivant en union libre	57
<b>Indemnité(s)</b>	
– pour frais d'emploi	82
– reçues en cas de maladie, accident, maternité	72, 144, 150
– de congés payés	74, 81
– de départ à la retraite	75, 274
– de licenciement	74
<b>Intérêts</b>	
– et autres produits de placement à revenu fixe	103, 108
– d'emprunt	81, 90, 178, 237, 288
– des prêts aux étudiants	195
– des prêts pour l'acquisition de l'habitation principale	178
– pour paiement différé accordé aux agriculteurs	238
<b>Internet</b>	53
<b>Investissements forestiers</b>	227
<b>Investissements immobiliers locatifs</b>	
– loi Duflo	197
– loi Scellier	203
– location meublée non professionnelle	213
– résidence hôtelière à vocation sociale	218
– secteur touristique	216
<b>Investissements outre-mer</b>	251
<b>Invalides</b>	60, 73, 174, 308
<b>Impôt de solidarité sur la fortune ISF</b>	275

<b>J</b>	
<b>Jeunes agriculteurs</b>	141

<b>L</b>	
<b>Limites d'exonération</b>	310
<b>Livret (A, d'épargne populaire)</b>	108
<b>Location meublée</b>	147, 211, 213
<b>Loyers impayés</b>	134

<b>M</b>	
<b>Maître restaurateur</b>	249
<b>Maladie</b>	72, 143, 144, 150
<b>Malraux (restauration immobilière)</b>	219, 298
<b>Mariage (revenus de l'année du)</b>	57
<b>Mariage d'enfants majeurs</b>	64
<b>Marins-pêcheurs</b>	79, 144
<b>Maternité</b>	72, 143, 144, 150
<b>Mécénat</b>	241
<b>Mensualisation</b>	324
<b>Métiers d'art</b>	248
<b>Micro BIC</b>	142, 147, 148
<b>Micro BNC</b>	149, 152

<b>Micro foncier</b>	133
<b>Minimum garanti (montant du)</b>	35
<b>Monuments historiques</b>	
– immeubles classés	161, 300
– objets mobiliers classés	226
<b>Moyenne triennale (bénéfices agricoles)</b>	141
<b>Mutuelles (cotisation à des)</b>	81, 82

<b>N</b>	
<b>Non-résidents</b>	49
<b>Nus-proprétaires</b>	167, 301

<b>O</b>	
<b>Obligation alimentaire</b>	158
<b>Obligations (revenus des)</b>	103, 108
<b>Œuvres (versements à des)</b>	169, 196
<b>Options de souscription ou d'achat d'actions</b>	96, 127

<b>P</b>	
<b>Pacs (pacte civil de solidarité)</b>	57
<b>Païement direct en ligne</b>	326
<b>Participation à un régime d'intéressement (traitements et salaires)</b>	73
<b>Parts (nombre de)</b>	307
<b>Partis politiques (financement, campagnes électorales)</b>	170
<b>Pensions</b>	
– et rentes viagères	99
– et rentes alimentaires	99
– d'invalidité	101
– de retraite et de vieillesse	99
– alimentaires (déduction des)	158
<b>Personnes</b>	
– âgées (abattement spécial)	308
– invalides (abattement spécial)	308
– à charge (enfants, handicapés)	61, 63
<b>Plafonnement</b>	
– global des avantages fiscaux	263
– investissements outre-mer	251
– quotient familial	308
<b>Plan d'épargne en actions PEA</b>	106, 120
<b>Plan d'épargne-logement</b>	103, 108
<b>Plus-values</b>	
– de cessions de valeurs mobilières	115
– professionnelles	143, 145, 146, 154
<b>PME (souscription au capital des)</b>	230
<b>Prélèvement à l'échéance</b>	325
<b>Prélèvement forfaitaire sur les revenus de capitaux mobiliers</b>	103
<b>Prélèvements sociaux</b>	47, 105, 110, 154
<b>Préretraite</b>	75
<b>Prestation compensatoire</b>	99, 159, 193
<b>Prestations familiales</b>	72

<b>Prime pour l'emploi PPE</b> .....	91, 155
<b>Produits de placement à revenu fixe</b> .....	103, 108
<b>Professions non salariées</b> (revenus des) .....	137
<b>Prospection commerciale</b> .....	150, 246

## Q

<b>Qualité environnementale</b>	
– habitation principale .....	183
– logements donnés en location .....	224
<b>Quotient familial</b> .....	308

## R

<b>Rattachement des enfants au foyer fiscal</b> .....	63
<b>Recherche</b> (crédit d'impôt) .....	244
<b>Recouvrement de l'impôt sur le revenu</b> .....	323
<b>Redevance audiovisuelle</b>	
(voir contribution à l'audiovisuel public) .....	56
<b>Réductions d'impôt</b> .....	169, 193, 241, 251
<b>Remplacement</b> (pour congés des agriculteurs) .....	249
<b>Rémunérations accessoires imposables</b>	
(traitements et salaires) .....	72
<b>Rentes viagères</b>	
– à titre gratuit .....	99
– à titre onéreux .....	102
<b>Rentes-survie</b> .....	178
<b>Report d'imposition</b> .....	122, 265
<b>Représentants de commerce</b>	
(traitements et salaires) .....	68
<b>Reprises de réductions ou crédits d'impôt</b> .....	268
<b>Résidence</b>	
– alternée des enfants mineurs .....	62
– principale .....	178, 183, 222
– de tourisme .....	216
– hôtelière à vocation sociale .....	218
<b>Residents (non)</b> .....	49
<b>Restauration immobilière</b> (Malraux) .....	219, 298
<b>Retraite</b>	
– départ en .....	75, 118, 146
– épargne .....	162
– mutualiste du combattant .....	101, 161
– pensions de .....	99
<b>Revenu fiscal de référence</b> .....	91
<b>Revenu de solidarité active RSA</b> .....	96
<b>Revenus</b>	
– agricoles .....	140
– encaissés à l'étranger .....	303
– exceptionnels et différés .....	273
– fonciers .....	133, 279
– industriels et commerciaux .....	142, 147, 148
– non commerciaux .....	149, 152

## S

<b>Salaire(s)</b> (voir aussi traitements)	
– des apprentis .....	69
– du conjoint de l'exploitant .....	70
– des assistantes maternelles .....	70
<b>Salarié à domicile</b> (emploi d'un) .....	174
<b>Salarié détaché à l'étranger</b> .....	78
<b>Salarié détaché en France</b> (impatrié) .....	79
<b>Scellier</b> (investissements immobiliers) .....	203
<b>SCPI</b> (sociétés civiles de placement immobilier) .....	197, 203, 280
<b>Séparation</b> (voir divorce)	
<b>Service national ou civique</b> .....	69
<b>Situation du foyer</b> .....	57
<b>Smic</b> (taux horaire du) .....	35
<b>Sofica</b> (souscriptions en faveur du cinéma ou de l'audiovisuel) .....	237
<b>Souscriptions au capital des PME</b> .....	230
<b>Souscriptions au capital des sociétés outre-mer</b> .....	251
<b>Supplémentaires</b> (heures) .....	85
<b>Sursis d'imposition</b> .....	123, 125
<b>Syndicales</b> (cotisations) .....	90, 172

## T

<b>Taux effectif</b> .....	272
<b>Taux moyen</b> .....	50, 268, 311
<b>Taxe sur les loyers élevés</b> .....	136
<b>Travaux forestiers</b> .....	140, 227
<b>Traitements et salaires</b> .....	67
<b>Transfert du domicile hors de France</b> .....	125
<b>Travaux d'amélioration, de réparation et d'entretien</b> (revenus fonciers) .....	284

## V

<b>Valeurs mobilières</b> (revenus des) .....	103
<b>Veuf, veuve</b> (déclaration des revenus) .....	58, 61
<b>Volontariat</b> .....	69

Vous pouvez adresser vos suggestions  
au bureau GF 1A  
86-92, allée de Bercy Télédéc 951  
75572 PARIS CEDEX 12  
courriel : [bureau.gf1a@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:bureau.gf1a@dgfip.finances.gouv.fr)



Direction générale des finances publiques  
139, rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 12  
Impression : *IMPRIMERIE NATIONALE*

---

**RENSEIGNEMENTS PRATIQUES**

Prix de vente unitaire : 15,61 € (*frais de port en plus*)

Vente directe ou par correspondance assurée par :

Papeterie Financière • 18, rue Beccaria • 75012 PARIS

Tél : 01 55 289 280 • Fax : 01 55 289 288 • [cquentin@papeteriefinanciere.fr](mailto:cquentin@papeteriefinanciere.fr)

Site internet : [www.papeteriefinanciere.fr](http://www.papeteriefinanciere.fr)